This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google books

https://books.google.com

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Digitized by Google

6000041701

30.
732.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

# HISTOIRE

DU

# DROIT ROMAIN

AU MOYEN AGE.

Digitized by Google

IMPRIMERIE DE M. POURNIER, RUE DE SEINE, N° 14.

Digitized by Google

# HISTOIRE

DU

# DROIT ROMAIN

AU MOYEN AGE,

**PAR F. C. DE SAVIGNY;**

TRADUITE DE L'ALLEMAND

ET PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION

PAR M. CHARLES GUENOUX,

DOCTEUR EN DROIT.

TOME SECOND.

PARIS,

ALEXANDRE MESNIER, LIBRAIRE,

PLACE DE LA BOURSE.

1830.

Digitized by Google

Digitized by Google

# PRÉFACE*.

On n'a pas oublié[1] que les deux premiers volumes de cet ouvrage doivent renfermer l'histoire si obscure du droit romain pendant les six siècles qui s'écoulent depuis la chute de l'empire d'Occident jusqu'à Irnérius. Le tableau général, tracé dans le premier volume, de l'organisation judiciaire, des sources et de l'enseignement du droit au sein des nouveaux États germaniques, nous mène à l'histoire spéciale du droit chez les différens peuples, histoire qui fera l'objet du présent volume.

Le droit romain pouvait se conserver et même s'étendre de deux manières, au moyen des sources écrites ou au moyen de la tradition. Le peu de droit romain enseigné alors dans les écoles n'étant que le commentaire des sources écrites, le mot tradition ne désigne donc pas ici l'enseignement doctrinal, mais les connaissances qui se transmettaient par la pratique dans les collèges de juges et dans les cor-

* Ce volume parut à Heidelberg en 1816.

1. Voyez vol. Ier, préface, p. IV.



Digitized by Google

porations de notaires [2]. Ces institutions contribuèrent sans doute à conserver et à propager le droit romain, mais l'influence des sources écrites dut être bien autrement puissante; en effet, le droit romain était déchu comme le peuple lui-même, et la pratique réduite au petit nombre de notions générales qu'exigeaient les besoins du moment; tandis que les sources écrites conservèrent aux âges suivans une part plus large et plus précieuse de l'ancienne richesse de la science. J'ajouterai que ces monumens nous offrent des témoignages complets et irrécusables, tels que n'en offrent jamais les traditions historiques. Notre recherche aura donc principalement pour but de découvrir et de coordonner tout ce que le moyen âge a emprunté aux sources écrites que nous possédons; recherche qui nous montrera tantôt l'esprit des textes, tantôt les textes eux-mêmes. Or les emprunts de cette dernière espèce doivent, d'après le plan de cet ouvrage, fixer surtout notre attention; car non-seulement ils établissent d'une manière certaine et précise l'usage du droit romain, mais ils présentent encore d'autres avantages, surtout pour l'histoire et la correction des textes.

Les documens que j'aurai à mettre en œuvre se partagent en quatre classes : 1° les Codes rédigés

2. Voyez vol. Ier, ch. VI.

Digitized by Google

depuis la conquête pour les Romains habitant les nouveaux États germaniques; 2° les Codes des nations germaniques où sont admis quelques principes de droit romain, et où commence la fusion des deux droits; 3° les documens et autres renseignemens historiques, tels que contrats, testamens, décisions judiciaires, etc.; 4° les Commentaires sur le droit romain, écrits pendant le moyen âge. Ces quatre classes de documens existent chez les divers peuples germaniques, quoique nulle part on ne les trouve toutes réunies.

Deux tables placées à la fin de ce volume servent à en faciliter l'usage. On y verra de plus indiqués tous les passages de droit romain contenus dans les Capitulaires de Benedictus Levita, et dans plusieurs recueils de droit canon dont je ne parle que d'une manière générale. En rédigeant ces deux tables je me suis proposé le double but de faciliter l'examen critique des anciens textes d'après les sources du moyen âge, et de réunir sous un seul coup-d'œil tout ce que le moyen âge a emprunté au droit romain. Déjà plusieurs auteurs avaient entrevu la conservation du droit romain pendant le moyen âge; aujourd'hui même le fait est reconnu généralement; mais cette vérité demeure stérile si l'étude des sources ne nous révèle quels élémens ont été

Digitized by Google

conservés. Cette connaissance devient surtout indispensable quand il s'agit de montrer comment le droit du moyen âge a donné naissance à celui des temps postérieurs. J'ai distingué les passages en deux classes, suivant qu'ils reproduisent le texte ou l'esprit des lois romaines; cette distinction se retrouve dans les tables [3]. La première est divisée en paragraphes dont le numéro est indiqué dans la seconde; et celle-ci, se référant toujours à la première, ne doit être considérée que comme une table de concordance.

Cependant on ne verra pas dans ces tables certains ouvrages dont j'ai parlé fort au long, tels que le Recueil appelé *Papien* (ch. VII); le *Breviarium* (ch. VIII), le *Petrus* (ch. IX), c'est-à-dire tout ce qui n'est pas copié textuellement des anciennes sources; l'*Édit* de Théodoric (ch. XI), les *Scholies* sur Julien, le *Dictatum de Consiliariis*, la *Collectio de Tutoribus* et le *Corpus finium regundorum* (ch. XII); enfin la *Lex Utinensis* et le *Brachylogus* (ch. XIV). Aucun de ces ouvrages, composés exclu-

3. J'ai distingué les passages dont le sens a été seul reproduit, en les plaçant entre deux parenthèses. Je considère aussi comme textuellement copiés les passages qui n'ont subi que des modifications indifférentes ou arbitraires, et ceux même dont une seule expression indique évidemment l'origine.

Digitized by Google

sivement de droit romain, ne saurait échapper à ceux qui étudient les sources; il était donc plus utile de signaler les passages de droit romain épars dans des ouvrages étrangers à la matière; mais cette exclusion se fonde encore sur d'autres motifs particuliers. Comment, en effet, rapporter aux sources que nous possédons le *Papien*, le *Breviarium*, l'*Édit* de Théodoric, et le *Corpus finium regundorum*, quand ces recueils ont puisé à des sources anciennes qui n'existent plus et que sans eux nous ne connaîtrions pas? Comment déterminer avec certitude les passages qui ont guidé Petrus? Comment enfin invoquer le *Brachylogus* en l'absence d'une édition critique, où le texte original soit débarrassé de tant d'additions maladroites empruntées à nos recueils?

Sauf les restrictions précédentes, je me suis proposé de ne rien omettre, mais je suis loin d'avoir réussi; car sans doute on pourra signaler des sources historiques, des documens qui m'aient échappé, et, dans mon analyse même, relever des omissions ou des erreurs. D'autant plus désirable est-il de voir ceux qui s'intéressent à de pareilles recherches, compléter et rectifier mes travaux. Tout juge compétent qui examinera ma position, penchera vers l'indulgence. Si, pour les Capitulaires et Regino, Baluze m'a laissé peu de chose à faire, les

Digitized by Google

autres recueils manuscrits ou imprimés, celui d'Ivo par exemple, ne m'offraient sur leurs rapports avec le droit romain que des indications inexactes et incomplètes, et la plupart ne m'en offraient aucun.

Il me reste à indiquer les éditions dont j'ai fait usage. J'ai suivi l'édition de Godefroy pour le code Théodosien, et même pour le Breviarium; ainsi quand je cite ce dernier recueil, les numéros se rapportent au code Théodosien donné par Godefroy, car il n'existe aucune bonne édition séparée du Breviarium. J'ai cité Paul d'après l'édition de Schulting.

Pour le droit Justinien, j'ai adopté l'édition de Gebauer. Au reste, j'observerai que toutes les parties du droit Justinien ont été mises à contribution, excepté celle appelée par les glossateurs *Infortiatum*, et qui se trouve au milieu des Pandectes.

Rien n'a été plus souvent cité que l'Extrait latin des Novelles par Julien. Depuis Mirœus[4], les éd

4. Justiniani Novellæ interprete Juliano. Lugd. ap. Jo. Tornæs 1561 f. Cette édition a été contrefaite. — Les mêmes divisions s trouvent dans les deux éditions de Pithou : 1° Justiniani Novell Julianum translatæ ex bibl. P. Pithœi Basil. 1576 f.; 2° P. Pithœi Observ. in Cod. et Novellas. Paris. 1689 f. — L'éditi Bœrius, de 1512, celle qui existe dans la plupart des éditi Corpus juris avec la Glose, et celle de A. Augustinus, sont tout autrement et ne peuvent servir à vérifier mes citations.

Digitized by Google

tions présentent deux divisions différentes, l'une d'après l'ordre des constitutions subdivisées elles-mêmes en chapitres, l'autre d'après un ordre de chapitres non interrompu [5]. J'ai adopté la première de ces divisions [5a].

5. L'édition de Miræus compte 125 constitutions et 564 chapitres; celle de Pithou, 128 constitutions et 588 chapitres. Cette différence vient d'une addition placée à la fin de l'ouvrage, sauf laquelle les deux éditions s'accordent entièrement.

5a. J'avais oublié de reconnaître les secours que j'ai reçus de M. Barkow, professeur à Greifswald, pour l'édition de Petrus et les Tables des sources; je le prie de recevoir ici le témoignage de ma reconnaissance.

Digitized by Google

Digitized by Google

# HISTOIRE

DU

# DROIT ROMAIN

## AU MOYEN AGE.

## CHAPITRE VII.

### DROIT ROMAIN DANS LE ROYAUME DE BOURGOGNE.

On a vu [1] que, conformément au principe des droits personnels, le droit romain se conserva en Bourgogne. Sur la connaissance et l'application de ce droit, nous possédons deux sortes de monumens, le recueil des lois bourguignonnes, et le code particulier des Romains, connu sous le nom de Papien.

1. Vol. 1. p. 92.



Digitized by Google

## I. RECUEIL DES LOIS BOURGUIGNONNE

Nous ne connaissons d'autres lois bourgu gnonnes qu'un recueil divisé en chapitres, et a quel sont joints deux supplémens. Il paraît certa que ce recueil fut composé avant la conquête d Francs (534); tout le reste se réduit à des conje tures. La préface parle de la seconde année du règ de Gondebaud, c'est l'année 467 ou 468 [2], s'il s'ag ici de l'époque où Gondebaud partageait le co mandement avec ses frères. On trouve deux de c lois rendues sous le consulat d'Avienus, et une so le consulat d'Agapetus [3]. Or le consulat d'Avien est de 501 ou 502 [4], celui d'Agapetus de 517. C ne saurait donc faire remonter plus haut la réda tion de notre recueil, et je montrerai bientôt q cette rédaction ne peut être antérieure à l'an 50 Le préambule ne se compose pas, comme on le cro généralement, d'une seule préface, mais de de préfaces distinctes. C'est dans la seconde que

2. J. Müller Schweizergeschichte Buch. 1. Au commencement huitième chapitre.

3. Tit. 42. « Data Ambariaco in colloquio sub die III. Non. Se Abieno VC. cons. » — Tit. 45. « Data sub die V. kal. Junias Lugd Abieno VC. cons. » — Tit. 52. « Data sub die IV kal. Aprilis Agap Consule. »

4. Avienus l'aîné fut consul en 501, son père en 502.

Digitized by Google

trouve la mention du règne de Gondebaud, mais le manuscrit de Leidenbrog porte, au lieu de Gondebaud, Sigismond son fils [5]. Or, le jour du mois (IV. kal. April.) est le même où fut rendue la loi de 517, et l'année 517 est précisément la seconde du règne de Sigismond [6]. D'après toutes ces circonstances, voici ce qui paraît le plus vraisemblable [7]. Gondebaud fit un recueil de lois où se trouvait la première des préfaces du recueil que nous possédons et la plupart des lois composant ce recueil. Sigismond ajouta de nouvelles lois à celles de son père; et c'est alors que dans la deuxième année de son règne (517) fut composé le recueil que nous possédons, et auquel se rapporte la seconde préface signée de trente-deux comtes. La suscription porte textuellement que le recueil se compose de lois anciennes et de lois nouvelles [8]. Les deux ap-

5. Première préface : « Vis glorioss. *Gundebaldus* Rex Burg. Cum de parentum... statuta prescribi. » — Seconde préface : « In Dei nom. anno secundo regni domini nostri glor. Gundebaldi (Lindenbr. *Sigismundi*) Regis, Liber constitutionum de *præteritis et præsentibus* atque in perpetuum conservandis *legibus*, editus sub die IV. kal. April. Lugduni Amore justitiæ » etc.

6. Gondebaud mourut vers 515. Conf. les observations sur Spon, Hist. de Genève, Tom. 1. Genève 1730. 4, p. 25. (L'auteur des notes est *Gautier*. Voy. J. Müller Schweizergeschichte B. 1. Cap. 8. note 2.)

7. Ces résultats se trouvent indiqués pour la plupart dans Canciani T. 4, p. 3. 12. 13.

8. Voyez plus haut note 5.



Digitized by Google

pendices devraient alors être attribués à Sigismond ou à Godemar le dernier des rois bourguignons. Ici l'histoire de Müller ne mérite aucune confiance [9]. Suivant lui, Gondebaud ayant voulu assimiler les Romains aux Bourguignons, ceux-ci, irrités d'un pareil despotisme, de concert avec les Romains, le contraignirent de retirer ses nouvelles lois, et alors fut rédigé à Ambieu le recueil que nous possédons [10].

Certaines dispositions de ces lois présentent des traces non équivoques d'imitation du droit romain.

9. J. Müller Schweizergeschichte B. 1, Cap. 8. S. 109. 110 (ed. de 1786) et : Allgemeine Geschichte B. 2. (Tüb. 1810) S. 22.

10. L'unique source où ait puisé J. Müller est un fragment anonyme que Gautier (dans Spon l. c. p. 25 : voyez préf., p. X) a publié d'après les papiers de J. Godefroy : « Immunitates sibi ab ipso ereptas ; publicum « Gentis atque Ordinum consilium Genevæ habitum est, in quo novæ « leges ab illo rege latæ abrogatæ sunt, populique illi duo cum Rege « reconciliati. » D'abord on ignore quel est l'auteur du fragment et le degré de confiance qu'il mérite, ensuite ce fragment isolé ne nous apprend pas de quelles lois et de quel roi il est ici question. Gautier qui pouvait connaître le véritable sens de ce fragment l'interprète d'une manière toute contraire : Suivant lui, Gondebaud aurait aboli les lois cruelles de ses prédécesseurs contre les Romains, et apaisé le ressentiment de ces derniers contre les Bourguignons. Enfin, comme l'a remarqué Montesquieu (XXVIII. 1.), les Bourguignons donnèrent aux Romains des lois douces et impartiales. Or cette remarque s'applique surtout aux lois postérieures, c'est-à-dire à celles insérées dans le recueil que nous possédons. (Par ex. : Tit. 10. §. 1. Tit. 12. §. 5. Tit. 38, etc. conf. Gregor. Turon. II. 23.), nous ne connaissons donc aucun privilège accordé aux Romains, révoqué en partie dans les lois qui nous sont parvenues.

Digitized by Google

On reconnaît aisément les passages empruntés aux sources, quoique les rédacteurs n'aient respecté ni les textes, ni le sens, et même plusieurs expressions prouvent que le rédacteur avait devant les yeux le Breviarium des Visigoths et son commentaire. Ces passages ne sauraient donc être antérieurs à l'an 506, circonstance qui vient confirmer l'opinion précédemment émise sur la date de ce recueil.

Je vais indiquer les passages tirés du droit romain. La femme mariée en secondes noces ne conserve que l'usufruit des biens donnés en faveur du premier mariage; la nu-propriété appartient aux enfans. L'esprit de cette loi est emprunté au code Théodosien, le texte au commentaire visigoth [11]. — Le titre du divorce (Tit. 34.) se compose de parties diverses tout-à-fait contradictoires. Ainsi, le paragraphe 2 (sans doute d'après l'ancien droit bourguignon), permet au mari de répudier sa femme et le soumet à une simple amende. Les paragraphes 3 et 4 n'autorisent la répudiation que si la femme est coupable d'adultère, d'empoisonnement ou de violation de tombeaux : hors ces trois cas, le mari doit abandonner tous ses biens à sa femme et à ses enfans. Le texte des paragraphes 3 et 4 est emprunté

11. L. Burg. Tit. 24. §. 1. qui reproduit la L. 2. C. Th. de secundis nupt. (3. 8.) On lit dans la loi Bourguignonne : « Dum advivit usufructu possideat; » et dans le commentaire Visigoth : « Dum advixerit..... in usufructu possideat. »

Digitized by Google

au commentaire visigoth, l'esprit au code Théodosien mais singulièrement modifié. Ainsi l'on a confondu les dispositions relatives au mari, et celles relatives à la femme [12]. — Les affranchis ne doivent pas être remis en esclavage pour une légère offense envers leur patron. Cette règle contredit formellement une constitution de Constantin qui paraît avoir été suivie chez les Bourguignons [13]. — Les donations et les testamens doivent se faire en présence de cinq ou de sept témoins, formalité établie dans le code Théodosien pour les testamens et les codi-

12. L. Burg. Tit. 34. §. 3. 4. tiré de la L. 1. C. Th. de repud. (3. 16). Le code Théodosien autorise la répudiation lorsque l'homme est coupable de meurtre, d'empoisonnement, de violation de tombeaux; lorsque la femme est coupable d'adultère, d'empoisonnement, de maquerellage. La loi Bourguignonne, qui défend généralement le divorce à la femme sous peine de mort (§. 1.), ne peut donc parler que du divorce fait par le mari pour les délits de la femme; ce sont l'adultère, l'empoisonnement et la violation des tombeaux : dans le code Théodosien, cette dernière disposition ne concerne que le mari. Le code Théodosien porte : « Mœcha, medicamentaria, sepulchorum dissolutor » le commentaire : « Adultera, malefica, sepulchri violator, » et ce sont les expressions même du commentaire que reproduit le texte de la loi Bourguignonne : « Adulteram, maleficam, vel sepulchrorum violatricem. »

13. L. Burg. Tit. 40. « Si quis Burgundio mancipium juris sui libertate donaverit, et si eum *sub occasione levis offensæ* in servitium crediderit revocandum, hanc sibi manumissor licentiam *præsenti lege noverit denegatam*, » etc. L. 1. C. Th. de libertis (4. 11.) « Libertis ingratis..... si..... *levis offensæ contraxerint culpam*, a patronis rursus sub imperia ditionemque mittantur. »

Digitized by Google

cilles [14]. — La nécessité de l'*inscription* dans les procès criminels [15] est d'origine romaine; cependant je ne saurais indiquer le passage de droit romain qui a servi de type à la loi bourguignonne. — Quant aux passages tirés du premier appendice, j'y reviendrai à l'occasion du Papien.

Conformément aux règles que déjà nous avons reconnues [16], ces lois ne régissaient que les Bourguignons. Si le principe se trouve quelquefois exprimé formellement, cette répétition est purement accidentelle [17]. Néanmoins on voit des passages qui établissent des peines ou des obligations pour les Romains [18], d'autres qui soumettent les Bourguignons au droit romain, ou leur en permettent l'usage [19].

Après que les Francs eurent conquis le royaume de Bourgogne, le droit bourguignon continua de subsister comme droit personnel. On peut citer

14. L. Burg. Tit. 43. §. 1. L. 1. C. Th. de testamentis (4. 4.) Cette alternative de cinq ou de sept témoins se retrouve souvent; voy. L. Burg. Tit. 88. §. 2. et Addit. 1. Tit. 12. Son origine se rattache aux différentes règles établies par le droit prétorien et par le droit civil pour la confection des testamens. Voy. Savigny, Eichhorn et Goeschen Zeitschr. für geschichtl. Rechtswiss. B. 1. S. 83.

15. L. Burg. Tit. 77. §. 1.

16. Vol. Ier. chap. 3.

17. L. Burg. Tit. 14. §. 1. Tit. 24. §. 1. Tit. 40. §. 1.

18. L. Burg. Tit. 9. 13. Addit. 1. Tit. 9. — Voy. vol. Ier. p. 128.

19. Voy. vol. Ier. p. 126. note 109. 112.

Digitized by Google

le témoignage de Marculfe et un capitulaire de Charlemagne où ce droit est reconnu [20]. Il subsistait encore au temps d'Agobardus († 840) et d'Hincmar (882) [21]. Agobardus observe que ce droit est presque abandonné [22], il se plaint de la multiplicité des droits personnels, et de certaines dispositions spéciales du droit bourguignon; enfin il conseille à Louis-le-Débonnaire de l'abolir et d'imposer le droit franc aux derniers sectateurs du droit bourguignon.

## II. LOIS ROMAINES. (LE PAPIEN.)

Vers le milieu du seizième siècle, Cujas publia un petit ouvrage [23] connu depuis sous la nom de *Papiani liber Responsorum* ou *Papiani responsum*. Les éditions de cet ouvrage qui méritent d'être nommées sont : 1° celle de Cujas, de 1566; 2° celle de Cujas, de 1586 [24]; 3° celle donnée par Schulting dans son

20. Voy. vol. Ier. p. 93. notes 20. 21.

21. Agobardi epist. ad Lud. Pium, dans Bouquet T. 6. p. 356. Hincmar. de divortio Lotharii et Tetbergæ Interrog. 5. T. 1. opp. p. 598, et dans opusc. Num. 16. T. 2. opp. p. 234 : « Sciant se in die judicii nec Romanis, nec Salicis, nec *Gundobadis*, sed divinis et Apostolicis legibus judicandos. »

22. L. c. « Cujus legis homines sunt perpauci. »

23. A la suite du Codex Theodosianus, Lugd. 1566. fol.

24. A la suite du Codex Theodosianus, Paris, 1586. fol.

Digitized by Google

recueil; 4° celle d'Amaduzzi [25]. Cujas et Schulting n'ont peut-être eu entre les mains qu'un seul manuscrit [26]. Amaduzzi en a consulté deux inconnus jusqu'alors.

Les seuls manuscrits qui soient encore connus sont :

1° Celui d'Ottobon, le meilleur et le plus complet de tous. Amaduzzi en fit présent au cardinal Garampi après l'avoir publié [27]. On trouve à la suite de ce manuscrit les Novelles de Théodose II, etc.

25. Dans : Leges Novellæ V. Anecdotæ Impp. Theodosii jun. et Valentiniani III..... ac tandem Lex Romana s. Responsum Papiani..... opera et studio Joh. Christ. Amadutii. Romæ, 1767. fol.

26. L'édition de 1586 diffère si peu de l'édition de 1566 qu'il faut en attribuer les variantes à de simples conjectures, ou à un examen plus attentif du manuscrit, car on ne pourrait concevoir tant de conformité entre deux manuscrits d'un texte aussi corrompu. Le professeur Biener objecte qu'on trouve des lignes entières ajoutées dans l'édition de 1586, Tit. 33 et 38 (32 et 37, éd. de Schulting), et que ces additions ne peuvent être de simples conjectures. Pour moi, je pense qu'en 1566, Cujas avait omis ces passages ou n'avait pu les déchiffrer dans le manuscrit. L'édition de Genève (in-4°, 1586), est, pour ainsi dire, une contrefaçon de l'édition de 1566. L'édition de Lyon (in-4°, 1593) n'est pas même une réimpression, ce sont des exemplaires de l'édition de Genève auxquels on a ajouté un nouveau titre et de nouvelles feuilles.

27. Amaduzzi, l. c. p. 73 et præf. p. XXVI. Ce manuscrit a sans doute été légué à la bibliothèque Gambalonga, à Rimini, comme tous ceux de la bibliothèque de Garampi (Voy. la biographie qui précède le Biblioth. J. Garampii Catalogus. Rom. 1798. 8.) Amaduzzi (præf. p. XVIII.) place ce manuscrit au neuvième ou dixième siècle, Marini (papiri p. 226) donne aux caractères du manuscrit le nom de litera Beneventana, et le

Digitized by Google

2° Celui du Vatican, dont la seconde moitié a été perdue [28]. Il fait suite à un manuscrit du Breviarium.

3° Celui de la bibliothèque de Paris, faisant également suite à un manuscrit du Breviarium, et dont le commencement, jusqu'au milieu du septième titre, n'existe plus [29].

Il s'agit maintenant de déterminer l'origine de ce recueil, le pays et l'époque où il fut composé. La seconde préface des lois bourguignonnes de l'an

place au onzième ou au douzième siècle. Marini trouve le fac simile donné par Amaduzzi, p. XIX, beaucoup plus fidèle que celui de Zirardini Impp. Theod..... Novellæ Leges, p. 34.

28. C'est le N° 379 (suivant un autre ordre, 410. 1022) du fonds de la reine Christine. Ce manuscrit va jusqu'à la fin du titre de donationibus (Tit. 23 dans Schulting, 22 dans Amaduzzi). Amaduzzi præf. p. LII. LXXI et p. 134. 214.

29. C'est le N° 4412 de la bibliothèque de Paris. Amaduzzi a consulté les deux premiers de ces manuscrits; Biener (Jus civile Antejustin.) a donné des extraits du troisième. Le manuscrit de Cujas diffère de ceux dont je viens de parler, car il est moins complet que le premier, plus complet que les deux derniers, et l'ordre des matières n'est pas le même. Amaduzzi, p. LII. LXXI, se trompe en comptant parmi les manuscrits de Papien, a) Cod. Paris, N°. 4403, dont je parlerai bientôt, b), un manuscrit de Paris, N° 1097 et, c), un manuscrit de Sirmond. Quant à ces deux derniers manuscrits on se fonde sur un passage de Sirmond. Quæstio triplex (opp. T. 4. Ven. 1728 fol. p. 265. 266.) « Post Caji et Pauli, Gregoriani et Hermogeniani *Papianique excerpta;* » mais cette énumération montre qu'il s'agit ici d'un manuscrit du Breviarium finissant par le fragment de Papinien. Au reste, d'après un manuscrit de Paris (Ms. Dupuys. N°. 550), la lettre de Sirmond porte *Papinianique* excerpta.

Digitized by Google

517 (Voy. p. 3.) annonçait aux sujets romains un code particulier [30]. Ce Code est le Papien dont la rédaction se place par conséquent entre l'an 517 et la chute du royaume de Bourgogne. On ne saurait douter que le Papien ne soit ce Code composé pour les Romains Bourguignons, car tous les titres de ce recueil correspondent parfaitement à ceux de la loi bourguignonne, sans que l'on connaisse aucune source de droit romain où le même ordre eût été déjà suivi. Cette preuve décisive ressortira encore mieux du tableau comparatif des deux lois [31].

| *Lex Burgundionum.* (Ed. Canciani.) | *Papiani responsa.* (Ed. Amadutii.) |
|---|---|
| TIT. | TIT. |
| 1. De libertate donandi patribus attributa, et muneribus regiis. | 1. De patris vel matris donatione et munificentia dominorum. |
| 2. De homicidiis... | 2. De homicidis tam ingenuis quam servis. |
| 3. De libertatibus servorum nostrorum. | 3. De libertatibus. |

30. L. Burg. prologus : « Inter Romanos..... Romanis legibus præcipimus judicari : qui formam et expositionem legum conscriptam, qualiter judicent, se noverint accepturos, ut per ignorantiam se nullus excuset. »

31. Un semblable parallèle se trouve déjà dans Heineccii antiqu. German. T. 1. p. 310-319. J'ai tâché de rendre le mien plus complet à l'aide du manuscrit d'Ottobon.

Digitized by Google

| Tit. | Tit. |
|---|---|
| 4. De sollicitationibus et furtis. | 4. De sollicitationibus furtis. |
| 5. De his qui flagello, fuste, calce, vel pugno percutiunt. | 5. De injuriis aut cæd admissis. |
| 6. De fugitivis. | 6. De fugitivis inquire vel discutiendis. |
| 7. De servis et originariis qui vocantur in crimine. | 7. De objectionibus cri num vel inscription ingenuorum sive se rum. |
| 8. De objectione criminum quæ ingenuis intenduntur. | |
| 9. De inlatis violentiis. | 8. De violentiis. |
| 10. De interfectione servorum. | Deest. (Vid. tit. 2.) |
| 11. De inflictis vulneribus. | Deest. (Vid. tit. 5.) |
| 12. De raptu puellarum. | 9. De raptu virginum viduarum. |
| 13. . . . . | Deest. |
| 14. De successionibus et sanctimonialibus. | 10. De successionibus di sis. |
| 15. De commotione litium. | 11. De commotione liti |
| 16. De inquirendis animalibus. | 12. De inquirendis ani libus et rebus. |
| 17. . . . . | Deest. |
| 18. De his quæ casu contigerint. | 13. De damnis animal vel si quid per ea evenerit. |
| 19. De ablatis pignoribus et fidejussoribus. | 14. De ablatis pignorib fidejussoribus. |
| 20. De fugitivorum furtis. | 15. De fugitivorum fur |
| 21. 22. . . . . | Desunt. |

Digitized by Google

| Tit. | Tit. |
|---|---|
| 23. De damnis quæ ab animalibus inferuntur. | Deest. (Vid. tit. 13.) |
| 24. De mulieribus burgundiis ad secundas vel tertias nuptias transeuntibus. | 16. De mulieribus ad secundas aut tertias nuptias transeuntibus. |
| 25. 26. . . . . | Desunt. |
| 27. De inruptis sepibus, et clausis itineribus, furtis etiam et violentiis. | 17. De clausis itineribus et aliis servitutibus. |
| 28. . . . . | Deest. |
| 29. De superventoribus et effractoribus. | 18. De superventoribus et effractoribus. |
| 30. De corruptis mulieribus. | 19. De corruptis mulieribus. |
| 31. . . . . | Deest. |
| 32. De eo qui hominem inlicite et sine causa ligaverit. | 20. De his qui hominem inlicite aut sine causa ligaverint. |
| 33. . . . . | Deest. |
| 34. De divortiis. | 21. De divortiis. |
| 35—42. . . . . | Desunt. |
| 43. De donationibus. | 22. De donationibus. |
| 44. De adulteriis puellarum et viduarum. | 25. De adulteriis. |
| 45. De his qui objecta sibi negaverint, et præbendum obtulerint jusjurandum. | 23. De sacramentis. |
| 46. . . . . | Deest. |
| 47. De condemnatione latronum, uxorum quoque suarum et viduarum. | 24. De latronibus convictis. |

Digitized by Google

| Tit. | Tit. |
|---|---|
| 48—50. . . . . | Desunt. |
| 51. De his qui debitas filiis substantiæ suæ portiones non tradiderint. | 26. De his qui debitas filiis de maternis bonis non tradiderint portiones. |
| 52. De mulieribus desponsatis quæ ad aliorum consortium libidine instigante transierint. | 27. De puellis vel mulieribus desponsatis. |
| 53. De hereditatibus filiorum, qui post patris obitum matre superstite intestati moriuntur. | 28. De luctuosis hereditatibus. |
| 54—72. . . . . | Desunt. |
| 73. De caballis, quibus ossa aut scandala ad caudam ligata fuerint. | 29. De caballis, quibus os aut scindula ad caudam ligata fuerit. |
| 74. 75. . . . . | Desunt. |
| 76. De Wittiscalcis. | 30. De apparitoribus. |
| 77. 78. . . . . | Desunt. |
| 79. De præscriptione temporum. | 31. De præscriptione temporum |
| 80. De testibus falsa referentibus et calumniatoribus. | 32. De falsariis, et falsis testibus. |
| 81. De interpellationibus apud judices futuris. | 33. De interpellationibus et appellatione. |
| 82. De fidejussoribus. | Deest. (Vid. tit. 14.) |
| 83. De his qui apud alios res suas cognoscunt. | 34. De rebus agnitis. |
| 84. De venditione terrarum. | 35. De venditionibus. |
| 85. De pupillis. | 36. De tutelis. |

Digitized by Google

| Tit. | Tit. |
|---|---|
| 86. . . . . | Deest. |
| 87. De minorum contractibus. | Deest. (Vid. tit. 36.) |
| 88. De libertatibus. | Deest. (Vid. tit. 3.) |
| 89. . . . . | Deest. |
| Desunt. . . . . | 37—47. |

Ce parallèle établit une conformité d'autant plus frappante, que ni les expressions employées dans ces rubriques, ni l'ordre des matières ne se présentaient naturellement. Plusieurs titres sont même assez bizarres; par exemple : L. Bourg. T. 15, 19, 29, 32, 73. Quelquefois aussi on trouve sous un titre presque semblable des matières toutes différentes, ce qui prouve que le rédacteur, à défaut de conformité réelle, en a cherché une apparente. (Voy. L. Burg. T. 51.) Néanmoins l'ordre des titres demeure toujours le même, et si l'on voit certaines parties de la loi bourguignonne omises dans le Papien, c'est qu'elles n'ont aucun rapport avec le droit romain, ou sont la répétition évidente d'un titre précédent. Le Papien renferme onze titres originaux, qui sont, non pas intercalés dans les lacunes dont j'ai parlé, mais rejetés à la fin comme une addition particulière. L'ordre des titres a été dérangé une seule fois, sans doute par une légère inadvertance du rédacteur; le vingt-cinquième titre du Papien devrait être placé deux titres plus haut.

Digitized by Google

Une seconde preuve non moins décisive de l'origine du Papien se trouve au titre 2, qui traite de la composition due par le meurtrier [31]. Après avoir analysé le droit romain, la rédaction ajoute :

| *Lex Burgundionum.* | *Papiani Responsa.* Tit. 2. |
| --- | --- |
| | Et quia de pretio occisorum nil evidenter Lex Romana constituit Domnus noster [32] statuit observandum, ut... homicida secundum servi qualitatem infrascripta domino ejus pretia cogatur exsolvere; hoc est pro actore C. solidi. |
| Tit. 50. §. 2. Si alterius fuerit actor occisus, centum solidi in compositione criminis numerentur. | |

32. C'est ici que l'on ajoute : « Theodoricus rex Francorum, » mots qui ne se trouvent dans aucun manuscrit du Papien, mais dans un extrait de ce passage imprimé par Sichard long-temps avant la publication du Papien, à la suite d'une Novelle de Valentinien, fol. 96 (cf. Nov. Valentiniani, Tit. 3. p. 108. ed. Ritter). Sous la foi de Sichard, cette leçon a passé pour une variante du Papien, et même, pour l'honneur du nom de Théodoric, le passage a été copié dans les éditions de Cassiodore après l'éd. Theodorici. Voy. l'édition de Cassiodore de Pithou, Paris, 1579 (1589), fol. p. 34, et les contrefaçons de Genève, 1609. 8, 1650. 1656. 4 et s. l. 1637. 4 ; mais Pithou observe que le passage s'applique au Théodoric Franc, non au Théodoric Ostro-

Digitized by Google

| | |
|---|---|
| Tit. 10. §. 1. Si quis servum... occiderit lectum ministerialem.... LV. (al. LX) solid. inferat. | Pro ministeriale LX. solidi. |
| Tit. 10. §. 2. Si... aratorem aut porcarium occiderit, XXX. sol. solvat. | Pro aratore aut porcario XXX. |
| Tit. 10. §. 3. Si aurificem lectum occiderit, CL. sol. solvat. §. 4. Qui fabrum argentarium occiderit, C. sol. solvat. | Pro aurifice electo C. solidi. |
| Tit. 10. §. 5. Qui fabrum ferrarium occiderit, L. sol. inferat. | Pro fabro ferrario solidi, L. |
| Tit. 10. §. 6, Qui carpentarium occiderit, XL. sol. solvat. | Pro carpentario XL. inferantur. Hoc ex præcepto Domni Regis convenit observari. |

Les différences entre les deux textes sont si légères qu'on peut les attribuer aux variantes des manuscrits, et leur rapport est évident, car les autres lois germaniques nous offrent, sur la composition

goth, et il suit le texte non de Sichard, mais de Cujas où ne se trouve pas l'addition de « Theodericus rex Francorum. » Au reste, l'extrait qu'on trouve dans Sichard n'est rien moins qu'une copie fidèle du Papien; alors ne peut-on pas supposer que le Franc, copiste du Breviarium, et qui vivait sous un certain Théodoric, a inséré le nom de son roi au milieu des nombreuses interpolations qu'il s'est permises.



Digitized by Google

des règles toutes différentes [33]. On ne saurait douter non plus que la loi bourguignonne n'ait servi de type au Papien, car ce droit est d'origine germanique, et le rédacteur du Papien s'appuie sur les décrets du *Roi*.

Enfin, divers titres du Papien se trouvent presque mot pour mot dans le premier appendice de la loi bourguignonne [34]. Mais ici, où il s'agit du droit romain, où l'on cite la *lex Theodosii*, le Papien a servi de type à la loi bourguignonne dont le texte est bien moins complet et bien moins explicite [35].

Lorsqu'on examine sans prévention toutes ces circonstances jointes à la promesse du roi bourguignon de donner un code à ses sujets romains (V. p. 11.), on ne peut douter que le Papien ne soit le code annoncé. Plusieurs passages témoignent de son origine et de son objet [36] : aucun préambule

33. L. Salica reform. Tit. 37; L. Ripuar. T. 8. Ainsi se trouve confirmé ce que j'ai dit dans la note précédente sur le droit franc et le roi Théodoric.

34. Papian. Tit. 17 dans L. Burg. Addit. 1. Tit. 1; et Papian. Tit. 44 dans L. Burg. Addit. 1. Tit. 19.

35. Par ex. : Papian. Tit. 17 : « Secundum legem Theodosiani libri quarti sub titulo de Ædificiis privatis, et publicis. » L. Burg. Addit. 1. Tit. 1. §. 7 : « Secundum legem Theodosii. » Ici le Papien a pu servir de type à la loi bourguignonne, mais non la loi bourguignonne au Papien.

36. Voyez page 16, où j'ai montré le rapport du titre 2 avec la loi bourguignonne. Mais les dispositions des deux recueils diffèrent quel-

Digitized by Google

émané du roi ne sanctionne, il est vrai, l'autorité de ce recueil, [37], mais la même objection s'élèverait contre le Breviarium visigoth dont le caractère obligatoire n'est pas contesté. Les seuls actes de promulgation du Breviarium sont les rescrits adressés à chaque comte, et que l'on voit encore dans un petit nombre de manuscrits. Or, de semblables rescrits peuvent avoir été envoyés par le roi aux divers comtes chargés d'appliquer le Papien.

Tout ce que je viens de dire se résume ainsi :

1° Recueil de lois bourguignonnes rédigé en 517, et où le roi Sigismond promet un code à ses sujets romains.

2° Code des Romains (le Papien), dont la rédaction se place entre 517 et 534, époque de la chute du royaume de Bourgogne.

3° Deux appendices au recueil des lois bourgui-

quefois, celles, par exemple, sur le meurtre d'un homme libre. Aussi je ne pense pas que ces mots *præceptum domni regis* impliquent l'existence d'une loi bourguignonne antérieure. Ce passage crée pour les Romains une loi nouvelle empruntée en partie au droit bourguignon, comme l'indique le commencement du titre cité page 16. La promulgation de cette loi nouvelle résultait de son insertion dans notre recueil, dont le caractère obligatoire et officiel est ainsi constaté. — On lit aussi Tit. 30 : « a præceptione domni regis. »

37. Tel est le motif que donne Biener de orig. leg. Germ. P. 1. p. 296, où il prétend que le Papien, œuvre d'un particulier, dispensa le roi d'accomplir sa promesse. Mais outre les motifs déjà allégués, un travail de ce genre, à une époque aussi stérile, ne se présume pas aisément, et l'explication que j'ai donnée semble bien plus naturelle.



Digitized by Google

gnonnes, dont la rédaction se place également entre 517 et 534. Le premier de ces appendices est en partie tiré du Papien.

La seule objection sérieuse contre mon opinion sur l'origine du Papien se trouve dans ces mots « Domnus noster *Theodericus rex Francorum.* » Or on sait que ces mots ne se lisent dans aucun des manuscrits du Papien, mais dans un extrait étranger à ce recueil, et tellement corrompu, que cette addition irréfléchie, « Theodericus rex Francorum » doit être considérée comme une interpolation [38].

Cujas a le mérite d'avoir le premier découvert l'origine du Papien; mais ses indications fugitives peuvent quelquefois échapper au lecteur [39]. Leidenbrog est entré dans de plus grands détails [40], et Heineccius a justifié par de nouvelles preuves cette opinion généralement adoptée [41]. Amaduzzi, qui traite le sujet fort au long, montre peu de jugement quand il attribue ce recueil au roi Franc Théo-

38. Voy. plus haut, p. 16, note 32.

39. L'édition de Paris de 1586 a pour titre : « Burgundionis Ic. qui Papiani Responsorum titulum præfert liber; » et on lit au commencement du Papien cette note marginale : « Videantur antiquæ Burgundionum leges. » J'ajouterai, d'après la remarque de Biener, que les lois bourguignonnes ont fourni plusieurs corrections à l'édition de Paris de 1586.

40. Dans deux passages de la préface de son « Codex Legum antiquarum » imprimé pour la première fois en 1607.

41. Heineccii antiqu. German. P. 1. p. 308, seq.

Digitized by Google

doric Ier. Ses argumens sont d'une incroyable faiblesse. Si, par exemple, on lui oppose que le Papien suit l'ordonnance de la loi bourguignonne, il répond que c'est là un rapport éloigné, produit, dans les lois de différens peuples, par la similitude du sujet : que d'ailleurs le Papien renferme certaines règles contraires au droit bourguignon, d'autres spéciales au droit romain, etc. Quant au roi Franc Théodoric, qui n'existe que dans le Breviarium de Sichard, Amaduzzi cite comme autorités nouvelles toutes les éditions récentes et tous les auteurs qui se fondent uniquement sur l'autorité même de Sichard [42].

L'origine du Papien une fois reconnue, il reste à déterminer son auteur et son titre. S'il fallait en croire les diverses éditions, l'auteur se serait appelé *Papianus*. Mais la singularité de ce titre *Liber responsorum*, employé très-mal à-propos pour un ouvrage de ce genre, rend également suspect le nom de *Papianus*; car l'un et l'autre ne nous sont connus que sous la foi des éditeurs. En effet, le meilleur de tous les manuscrits, celui d'Ottobon, est seulement intitulé, au commencement et à la fin : *Lex romana*, sans nom d'auteur [43]. Le titre de *Papiani*

42. Amaduzzi. l. c. præf. p. LXV. —. Præf. p. LXVIII. p. 213. — Præf. p. LIX. LXV. p. 141.

43. Amaduzzi. l. c. præf. p. XX. XLIX et p. 294.

Digitized by Google

*Liber Responsorum* ne se trouve pas dans le m nuscrit de Paris, ni au commencement, qui, reste, n'existe plus, ni à la fin, où, suivant l'usag on aurait pu le répéter. On verra bientôt qu'il est de même du manuscrit du Vatican. Ainsi do le nom de l'auteur et le titre de l'ouvrage ne no sont révélés que par la première édition de 156 Comment alors était intitulé le manuscrit que p sédait Cujas? D'après l'examen de plusieurs man scrits du Breviarium, je crois pouvoir résoudre question. Tous les manuscrits complets de ce recu se terminent par un petit fragment du *Papiniu lib.* 1 *Responsorum* [44], fragment dont l'authentic n'est pas douteuse. Or, les manuscrits du Breviariu portent toujours *Papianus* au lieu de *Papinian* à cet endroit même ainsi qu'à d'autres passages Cujas trouvant un manuscrit complet du Brev rium, à la suite duquel venait le Papien, sans int ruption et sans nouveau titre, prit ce recueil po le supplément du véritable *Papinianus lib.* 1. *R ponsorum*, dont le texte, par un hasard singuli se compose de quelques lignes. Le nom de *Papian* qu'il lisait dans le manuscrit, lui parut être ce

44. Schulting, p. 810.

45. Voyez sur ce sujet Pithœus ad Coll. LL. Rom. et Mos. Tit §. 3. Conradi Parerga, p. 101, et surtout les exemples cités par Zi dini Impp.... Novellæ, p. 37-48, à la note. Je pourrais citer égalem plusieurs manuscrits que j'ai consultés.

Digitized by Google

d'un jurisconsulte inconnu, auteur de tout le recueil, car la chronologie ne permettait pas de l'attribuer au célèbre Papinien [46]. Aussi le passage de Papinien forme le premier titre de l'édition de 1566. Plus tard, Cujas reconnut son erreur et la répara tacitement. Il restitua à Papinien son passage, et conserva au recueil le titre de Papien; seulement le second titre de l'édition de 1566 devint le premier dans l'édition de 1586. Mais la rectification fut incomplète, et Cujas peu conséquent, car rien ne justifiait le titre de *Papiani liber Responsorum* [47], sinon la méprise que je viens de signaler. En effet, ces mots « *liber Responsorum* » ne conviennent nullement à notre recueil, mais bien au fragment de Papinien, tel qu'il existe dans plusieurs manuscrits, d'où il est passé dans notre recueil. Je citerai ensuite le manuscrit du Vatican, dont l'ordonnance est précisément celle que j'attribue au manuscrit de Cujas. On y lit, à la fin du Breviarium, le fragment de Papinien, avec cette rubrique : « Incipiunt ca-« pitula Papiani libri Responsorum; » notre recueil

46. On se convaincra que telle était l'opinion de Cujas en lisant sa préface du cod. Theod. Lugd. 1566. fol. « Papiani non Papiniani illius omnium qui sunt, qui erunt, quique fuerunt jurisperitissimi, sed paulo inferioris ævi, quo Theodericus Italiæ imperabat, Papiani nec incauti nec inelegantis jurisconsulti. »

47. Dans l'édition de 1586, on lit au verso du fol. 14 : « Papinianus lib. 1 Responsorum, » et l'on ne trouve que p. 138 le titre de notre ouvrage : « Papiani liber Responsorum. »

Digitized by Google

vient immédiatement après et sans aucune distinction, ce qui explique facilement l'erreur dont je viens de parler. Ici, comme dans le manuscrit de Cujas, la répétition de la rubrique *tit.* 1 marque seule le véritable commencement du recueil [48]. L'erreur de Cujas semble d'autant plus probable, que nous la voyons reproduite à une époque où il était bien plus facile de l'éviter. Les savans auteurs du Nouveau Traité de diplomatique décrivent avec détail un manuscrit de la bibliothèque de Paris contenant « treize titres du corps Grégorien, deux titres de « celui d'Hermogénien, *douze titres du corps de Pa-* « *pien*, et deux autres qui recommencent sans in- « scription de livre [49]. » D'après cela on pourrait croire qu'ils ont réellement découvert les douze premiers titres de Papien; mais, trompés comme Cujas, ils ont attribué à Papien un recueil qui lui est étranger, sauf le fragment déjà connu. On doit, en outre, leur reprocher d'avoir parcouru la table des matières sans regarder seulement le texte [50]. En effet, au lieu des titres de Papien, ils eussent trouvé

48. Voyez sur le manuscrit du Vatican, Amaduzzi l. c. præf. p. LII. p. 134. Zirardini l. c. p. 38 à la note.

49. Nouveau traité de dipl. T. 3. (Paris, 1757. 4.) p. 77. note, qui a induit en erreur Amaduzzi l. c. præf. p. LXXI, et Zirardini l. c. p. 45. not. Ce manuscrit que j'ai consulté moi-même existe à la bibliothèque de Paris, sous le n° 4403.

50. La table des matières est ainsi conçue: « expli. herm. *inc. ex*

Digitized by Google

des extraits de Paul et du code Théodosien, extraits qu'on ne trouve pas ailleurs, et dont Cujas a enrichi ses éditions. En jetant les yeux sur le texte, ils se fussent convaincus qu'il n'a aucun rapport avec les éditions imprimées de Papien. — Ceux qui attribuent notre recueil à Papien invoquent surtout un document de Prüm. (a. 804.) Mais dans ce document le mot « *Papiani* » ne désigne aucun ouvrage spécial de Papinien, il s'applique d'une manière générale au Breviarium, où se trouve en effet un fragment de Papinien, seul recueil que le rédacteur du document pût avoir en vue [51]. — Déjà plusieurs auteurs avaient reconnu combien le titre de Papien est inexact, mais pour expliquer la méprise, ils supposaient que le passage authentique de Papinien faisait partie de notre recueil, et que le titre parti-

*corp. Papiani.* I. de pactis inter vir. et uxor. expl. institutio greg. lib. I.

« I. De postolando Tit. XII. — II. De pactis constit. VIII. — III. Imp. Severus et Antoninus... — IV. Greg. lib. III. Tit. XII... — V. Greg. lib. III. Tit. XVIII... — VI. Lib. IV. de intest. hered. — VII. De hereditate... — VIII. De fam. hercisc. — IX. De re judic. — X. De int. hered. — XI. Theod. lib. III. de re judic. — XII. De sententiis et periculo recitandis. — I. De div. rescriptis. — II. De off. rect. provinc. — Explic. felyciter. » Mais le texte offre des lacunes. On n'y trouve pas le fragment de Papinien, les trois premiers titres marqués I, II et III, ni les deux derniers marqués I et II. Ainsi donc le texte où manque le fragment de Papien ou Papinien n'aurait pu tromper personne.

51. Voy. vol. 1er. p. 246. note 50. — Ce document mal interprété a servi d'argument à Amaduzzi l. c. præf. p. LII. LXX et p. 217.

Digitized by Google

culier de ce fragment était devenu le titre général du recueil [52]. Cette supposition fausse discréditait l'explication et empêchait de triompher la vérité contenue dans le résultat.

L'édition de 1566, où le fragment de Papinien forme le titre premier, a quarante-sept titres; celle de 1586, où le fragment est retranché, n'en a que quarante-six. Amaduzzi compte quarante-huit titres, en ayant découvert deux nouveaux dans un manuscrit, le 26e et le 48e. Le titre 26 est certainement authentique; on le trouve indiqué dans la table du manuscrit du Vatican : pour cette partie le texte n'existe plus. Mais le titre 48 (de colonis migrantibus) n'appartient pas à notre recueil, c'est l'addition d'un copiste. En effet, ce titre remarquable se lit mot pour mot dans le commentaire du Breviarium visigoth [53]; on ne le trouve ni dans texte, ni dans la table d'aucun manuscrit autre que celui d'Ottobon. Enfin, on reconnaît à des signes non équivoques que le titre précédent est le dernier du recueil [54]. Ainsi donc, le Papien se compose de quarante-sept titres, et probablement nous l'avons

52. F. C. Conradi Parerga p. 96-105. Bach hist. juris. Lib. 3. C. 4. sect. 2. §. 16. Biener de orig. leg. Germ. P. 1. p. 298. — Conradi dans sa préface (p. XXVIII) a rencontré la véritable explication, mais il a laissé le choix au lecteur.

53. Int. Tit. cod. Th. de inquilinis et colonis (5. 10).

54. Amaduzzi p. 281. not. 2.

Digitized by Google

complet [55]. — Quant à l'ordre des titres, le 11e dans les éditions de Cujas (de luctuosis hereditatibus) est le 28e dans l'édition d'Amaduzzi, changement justifié par les manuscrits d'Ottobon et du Vatican, et par l'ordre suivi dans les lois bourguignonnes.

Il s'agit maintenant de déterminer à quelles sources a puisé l'auteur inconnu de notre recueil. Suivant plusieurs auteurs, il n'aurait fait usage que du Breviarium visigoth [56]. En effet, le Breviarium date de l'an 506, le Papien de l'an 517 (V. p. 19.); les lois bourguignonnes antérieures ont puisé aussi au Breviarium (V. p. 5); enfin quelques passages semblent copiés, non d'après le texte, mais d'après le commentaire visigoth [57]. Néanmoins le Brevia-

55. Amaduzzi p. 238. not 14.

56. J. Gothofred. prolog. cod. Th. Cap. 5. §. 9. Schulting. præfat. jurispr. Antejust. p. 3.

57. Papiani respons. Tit. 7 : « Ita ut aut caput aut facultatem suam obliget. » Int. L. 14. c. Th. de accus. g. 1 : « Ut... aut pœna capitis sui, aut facultatum amissione compenset. » (Texte : « aut dispendium facultatum est aut pœna dominorum. ») — Papian. Tit. 13 : « Si animal cujuscumque damnum intulerit, aut æstimationem damni dominus solvat, aut animal cedat. » Int. Pauli. 1. 15. §. 1 : « Si alienum animal cuicunque damnum intulerit.... dominus ejus aut æstimationem damni reddat, aut ipsum animal tradat. » (Texte : Si quadrupes pauperiem fecerit, damnumve dederit.... in dominum actio datur, ut aut damni æstimationem subeat, aut quadrupede cedat. ») — Ainsi le commentaire de Paulus, 1. 19. §. 1, étend à toutes les dénégations frauduleuses la peine du *duplum* prononcée par la loi Aquilia en cas de *damnum*

Digitized by Google

rium n'est pas le seul type du Papien. L'auteur a puisé directement aux sources pures de l'ancien droit, et il nous a conservé plusieurs passages dont nous n'avons aucune autre trace. Tel est surtout l'intérêt de ce recueil, qui en lui-même est fort pauvre et accuse le profond abaissement de la science du droit. A peine, en effet, peut-on reconnaître dans le Papien les textes que nous possédons, d'où l'on juge combien il serait difficile de recomposer d'après ce recueil, les textes qui nous manquent. Ce travail, entrepris sérieusement, donnerait sans doute des résultats curieux [57a]. Notre recueil devrait être traité par la critique comme un manuscrit fort corrompu, mais original d'un auteur ancien; car il faut rejeter le préjugé moderne qui, s'attachant aux sources pures, ne voit dans tout ce qui s'en éloigne que l'ignorance du rédacteur. Ce fau

*injuria datum*. La même erreur se retrouve dans le Papien Tit. 14 in fin — Enfin, Papian. Tit. 21, dit, en parlant de la femme: « aut adulteram..... aut veneficam, aut conciliatricem; » en parlant du mari « homicidam..... aut sepulcrorum violatorem, aut veneficum. » On l aussi dans Int. L. C. Theod. de repud. 3. 16: « Adulteram, aut maleficam, aut conciliatricem; » pour le mari: « homicidam, aut maleficum aut sepulchri violatorem. » (Texte: « mœcham, vel medicamentarium vel conciliatricem, » et « homicidam, vel medicamentarium, vel sepulchrorum dissolutorem. » )

57 *a*. Il a été exécuté d'une manière très-remarquable dans l'ouvrage suivant: Lex Romana Burgundionum ed. A. F. Barkow, Gryphiswald 1826. 8.

Digitized by Google

principe a égaré jusqu'ici les commentateurs du Papien, Schulting et surtout Amaduzzi, qui n'avait aucune des connaissances nécessaires pour une pareille entreprise.

Afin de citer un exemple des renseignemens originaux que contient notre recueil, je rappellerai ce principe avancé par Niebuhr, et si conforme à l'esprit des institutions romaines [58]; que tout champ *limité* était considéré comme réellement indivisible, principe qui nous explique pourquoi, dans le droit pratique des Romains, il est si souvent question d'un partage purement idéal. Le titre 17 du Papien, relatif au partage des terres, porte : « Agri quoque « communis *nullis terminis limitati* exæquationem « inter consortes nullo tempore denegandam.» *Exæquatio* signifie partage en nature [59]. Le titre 17 doit donc se traduire ainsi : « Tout co-propriétaire d'un « champ indivis peut en tout temps, et sans craindre « la prescription, demander le partage en nature, « pourvu qu'il ne s'agisse pas de champs limités. » Ce passage confirme donc pleinement les inductions de Niebuhr. Si l'on conteste mon interprétation, et que l'on entende par « agri..... limitati» *un champ indivis non encore partagé en nature*, je réponds que ces mots « communis » et « nullis terminis limitati »

58. Niebuhr Rœmische Geschichte, Th. 2. S. 392.

59. Ducange, T. 3. p. 195.

Digitized by Google

paraissent tellement identiques qu'on ne saurait imputer une semblable tautologie même à l'auteur du Papien. D'ailleurs, le titre qui nous occupe est tiré en grande partie du jurisconsulte Paul, et l'on sait que dans les Pandectes « ager limitatus » a conservé son ancienne signification technique [60].

Il est facile d'expliquer comment notre recueil a perdu son autorité pratique : le Breviarium visigoth. composé dans le même but, devait, par son immense supériorité, faire oublier le recueil bourguignon. Dans l'origine, le Papien dut obtenir faveur, d'abord comme émanant du souverain, puis à cause de ses rapports avec le droit bourguignon. Quelques années après la chute du royaume de Bourgogne, ces raisons de préférence n'existaient plus; aussi le Breviarium domina, quoique le voisinage de l'Italie pût faciliter l'introduction du droit Justinien.

60. L. 1. §. 9. D. de flumin. (43. 12). L. 16. D. de adqu. rer. dom. (41. 1).

---

Digitized by Google

# CHAPITRE VIII.

DROIT ROMAIN DANS LE ROYAUME DES VISIGOTHS.

Chez les Visigoths, comme chez les Bourguignons, il n'existe presque d'autre trace certaine de la connaissance et de l'application du droit romain, que les lois du vainqueur, et le code particulier du vaincu. Mais je dois suivre un ordre contraire à celui du chapitre précédent, car le Code des Romains est de beaucoup antérieur au recueil visigoth.

## I. CODE DES ROMAINS. (le Breviarium[1].)

L'unique source que nous possédions sur l'origine de ce recueil est le *Commonitorium* qui lui sert

1. On trouve des détails sur le Breviarium dans J. Gothofred. proleg. Cod. Theod. Cap. 5-7. Biener progr. hist. Legum Wisigothicarum spec. 1. Lips. 1783. 4. Cap. 4. 5 (reproduits dans le Comm. de orig. jur. Germ. P. 1. §. 78. 79.) Le mémoire de Bouchaud (Mémoires de l'Institut, sciences morales et polit. T. 4. Paris, an 11, p. 76-112) est très-faible.

Digitized by Google

de préambule, et dont je vais donner fidèlement le texte, car il ne s'agit que de bien l'interpréter [2].

ALARICI REGIS EXEMPLAR AUCTORITATIS.

« In hoc corpore continentur leges sive species
« juris de Theodosiano et diversis libris electæ, et
« sicut præceptum est explanatæ, anno XXII. re-
« gnante domino Alarico rege, ordinante viro in-
« lustri Goiarico Comite. Exemplar Auctoritatis
« Commonitorium Timotheo V. S. Comiti [3].

2. Voici les divers recueils où se trouve le Breviarium : 1) Summa legum, par Pet. Ægidius s. l. 1517. f. 2) Cod. Theod. Paris, 1550. f. (par Tilius). 3) Cod. Theod. Lugd. 1566. f. (par Cujas), et les contrefaçons de 1586. 1593. 4. 4) Cod. Theod. Paris, 1586. f. 5) Les deux éditions du code Théodosien, par Godefroy. 6) Jus civile Antejustin. Berolini, 1815. 8. p. 277. Trois manuscrits différens paraissent avoir servi de base aux trois premières éditions, notamment à la troisième le manuscrit de Ranconnet, (conf. Cujas. præf. ad Paulum. Paris 1558. 4. et Schulting, p. 189.) Les mêmes manuscrits, mieux étudiés, ont servi pour la quatrième édition. Godefroy n'en a pas connu de nouveau. Les manuscrits que Sichard a consultés ne renfermaient pas le commonitorium, car il manque dans son édition du code Théodosien. (Basil. 1528 f.) J'ai compulsé vingt-quatre manuscrits de la bibliothèque de Paris, il n'existe qu'au commencement du num. 4404 et à la fin du num. 4696. Il n'existe pas non plus dans le manuscrit de Würzenbourg ni dans le mien qui appartenait à Nispen. J'ai suivi l'édition de Ritter (T. I. proleg. p. CCXXIII.)

3. Edd. 1566. 1586. — ed. 1517 « In Christi nomine incipit præfatio legum Romanarum Autoritas Alarici Regis. » — L'éd. de 1550 ne donne pas l'intitulé.

Digitized by Google

« Utilitates populi nostri propitia divinitate tractantes hoc quoque, quod in legibus videbatur[4] iniquum, meliori deliberatione corrigimus, ut omnis[5] legum Romanarum et antiqui juris obscuritas, adhibitis sacerdotibus ac nobilibus viris[6], in lucem intelligentiæ melioris deducta resplendeat, et nihil habeatur ambiguum, unde se diuturna aut diversa jurgantium impugnet objectio. Quibus omnibus enucleatis atque in unum librum prudentium[7] electione collectis, hæc[8] quæ excerpta sunt, vel clariori interpretatione composita, venerabilium Episcoporum vel electorum provincialium nostrorum roboravit[9] adsensus. Et ideo subscriptum librum, qui in tabulis habetur collectus, Gojarico[10] comiti pro distringendis negotiis nostra jussit clementia destinari, ut juxta ejus seriem universa[11] causarum sopiatur intentio : nec aliud cuilibet[12] aut de legibus aut de jure liceat in dis-

4. Edd. 1517. 1550. 1566. — *In jure habebatur*, ed. 1586.

5. Ed. 1550, *omnes*.

6. Ed. 1517, le mot *viris* ne s'y trouve pas.

7. Ed. 1517, *prudentius*.

8. Ed. 1517, *nec*.

9. Ed. 1517, *roboraverit*.

10. Ed. 1517, *qui in thesauris habetur, oblatum Goiarici*. Ed. 1566. 1586. en marge *qui in thesauris nostris habetur oblatum tibi pro;* l'ed. de 1586 ajoute : *discutiendis*.

11. Ed. 1517, *universarum*.

12. Ed. 1517, *cuicunque*.



Digitized by Google

« ceptationem proponere [13], nisi quod directi libri
« et subscripti [14] viri spectabilis Aniani manu, sicut
« jussimus, ordo complectitur. Providere ergo te
« convenit, ut in foro tuo nulla alia lex neque juris
« formula proferri vel recipi præsumatur. Quod s
« factum fortasse constiterit, aut ad periculum ca
« pitis tui, aut ad dispendium tuarum noveris fa
« cultatum. Hanc vero præceptionem directis libri s
« jussimus cohærere [15], ut universos ordination s
« nostræ et disciplina teneat et pœna constringa .
« Anianus vir spectabilis ex præceptione D. N. gl
« riosiss.[16] Alarici Regis hunc codicem de Theodosia i
« legibus atque sententiis [17] juris vel diversis lib is
« electum Aduris anno XXII eo regnante, edidi atqu e
« subscripsi [18]. Recognovimus. Dat. sub die IV. Non.
« Feb. anno XXII. Alarici regis Tolosæ [19]. Et iterum
« anno XX. regnante Karolo rege Francorum et
« Longobardorum et patricio Romanorum. »

13. Ed. 1517, *disceptatione præponere.*

14. Ed. 1517, *infrascripti.*

15. Ed. 1517, *adhærere.*

16. Ms. Paris. 4676. ed. 1517, ex præceptione *gloriosi* Alar.; ed. 1550, ex præc. Alar.

17. Ed. 1517, *speciebus;* ms. P. 4696, *species.*

18. La suite manque dans les ed. de 1517. 1550.

19. Ms. dans *Sirmond* opp. T. 4. p. 266. *Anianus..... regis Alarici, ordinante viro magnifico et illustri Goiarico comite hunc codicem legum secundum Authenticum subscriptum vel in thesauris editum subscripsi*

Digitized by Google

Examinons ce que ce préambule nous apprend sur l'histoire de notre recueil. Le roi Alaric II (dont le règne commence en 484 et finit en 507) nomma une commission de jurisconsultes romains, qui, la vingt-deuxième année de son règne (506), terminèrent ce recueil à la ville d'Aire en Gascogne [20]. Ce recueil, soumis à une assemblée d'évêques et de nobles laïques romains, fut confirmé par leur approbation [21]. Ania-

*et edidi sub die III. Non. Febr. a. XXII. regnante dom. nostro Alarico rege.* La même leçon se retrouve presque dans J. Gothofr. proleg. C. Theod. Cap. 5. §. 6. 8.

20. Commonit. « Quibus omnibus enucleatis atque in unum librum *prudentium electione* collectis, » et dans la souscription : « Ex præceptione..... Alarici regis hunc codicem de Theodos. legibus..... *electum Aduris anno XXII eo regnante*, edidi atque subscripsi. » On a coutume de construire ensemble « Aduris edidi ; » et pour lever la contradiction que présenterait la suite : « Dat..... anno XXII. Alarici Regis, *Tolosæ*, » on construit *Rex Tolosæ ;* ainsi la souscription d'Anianus aurait été faite à Aire et le roi appelé rex Tolosæ. Mais en l'absence de témoignages précis on ne saurait admettre que Théodoric ait pris le titre de roi de Toulouse. Je pense plutôt que la commission des jurisconsultes s'assembla à Aire, et ces mots *datum..... Tolosæ* se rapporteraient à la promulgation du roi, non à la souscription d'Anianus qui n'est pas datée. Les copistes ont souvent confondu ces diverses mentions, néanmoins la date est à sa véritable place dans le manuscrit de Paris, N° 4404. Il n'est pas douteux que l'année 506 ne soit la vingt-deuxième du règne de Théodoric. Godefroy lui-même le reconnait, et si (c. 5. §. 3.) il l'appelle la vingtième, c'est une pure inadvertance, qui, au reste, a égaré Ducange lui-même, T. 4. p. 155.

21. « Adhibitis sacerdotibus ac nobilibus viris ; » et plus loin : « excerpta..... venerabilium Episcoporum vel electorum *provincialium* nostrorum roboravit adsensus. » Biener, passim, p. 12. 16. contre le texte



Digitized by Google

nus, référendaire du roi, en certifiant de sa main les copies qu'il adressait à chaque comte, leur donna le sceau de l'autorité publique [22]. Ces copies étaient accompagnées d'un rescript (le *commonitorium* [23]) qui exposait l'origine du recueil et en prescrivait l'usage exclusif sous les peines les plus sévères. Ainsi s'explique la rareté des manuscrits où se trouvent le *commonitorium* et la suscription d'Anianus. Dans les copies tirées d'après ces exemplaires officiels, on négligea ces deux pièces comme inutiles, car les copies émanées d'Anianus, et signées de sa main, avaient seules force obligatoire. Ainsi s'expliquent également les rôles des divers personnages dont les noms nous ont été conservés. On ignore ceux des jurisconsultes chargés de la rédaction. Anianus, qui certifie les exemplaires officiels, ne peut être que le référendaire [24], et les auteurs qui l'ont cru rédacteur du recueil se sont évidemment trompés [25]. Thimotheus est un des comtes

même du rescript, applique cette mention aux seigneurs Goths. Mais il a reconnu les véritables auteurs du recueil, p. 14.

22. Suivant l'usage attesté par les documens de Marini, le mot *recognovimus* est seul de la main du référendaire; tout le reste, et même le nom de celui-ci, est de la main des copistes.

23. Commonitorium a le sens d'ordonnance ou rescript dans L. Visigoth. L. 7. T. 5. L. 3. conf. J. Gothofred. l. c. C. 5. §. 3.

24. J. Gothofredus, l. c. C. 5. §. 8, ibique Ritter. Salmasius ad Vopiscum in vita Carini, p. m. 805.

25. La véritable qualité d'Anianus a été reconnue par Sirmond.

Digitized by Google

auxquels furent adressés les exemplaires officiels, et le rescript où se trouve son nom s'est conservé par hasard dans un manuscrit, celui de Ranconnet. Goiaric paraît être le *comes Palatii* sous la direction duquel travaillèrent les jurisconsultes, et qui, après que le recueil eut reçu la sanction royale, fut chargé de le publier et de le promulguer. On invoque en témoignage ces mots de l'intitulé (*Ordinante* v. i. Goiarico.), et ce passage du texte (subscriptum librum... Goiarico.... destinari etc. [26]). On voit d'après cela combien est erronée l'opinion qui attri-

Quæstio triplex (opp. T. 4. Ven. 1728. p. 265), et J. Gothofred. l. c. C. 5. §. 9. L'erreur se trouve dans Cujacius, præf. ad Paulum (Paris, 1558. 4.), et même dans Sigebertus Gemblacensis de eccles. script., C. 70. « Anianus..... volumen unum de legibus Theodosii Imp. *edidit.* » Ces auteurs ont été trompés par ces mots : « Anianus..... hunc Codicem... *edidi* atque subscripsi. » Mais, comme l'atteste Marini, *edere* est précisément le mot sacramentel employé par l'exceptor ou le référendaire pour certifier la copie authentique d'un acte municipal ou d'un rescript du roi. De même on lit, à la fin de la loi Lombarde de Rotharis : « Si aliqua fuerit intentio, nulla alia exemplaria credatur aut suscipiatur, nisi quod per manus Anscaldi Notarii nostri scriptum, *aut recognitum*, seu requisitum fuerit, qui per nostram jussionem scripsit. » Seulement, la chancellerie du roi Lombard paraît bien moins compliquée que celle du roi Visigoth.

26. Sirmond prétend que le commonitorium doit se placer en tête du Breviarium, et la souscription d'Anianus à la fin. Il cite son manuscrit et celui de la bibliothèque de Paris, num. 1097. (Manuscrit apparemment cité par Godefroy, Cap. 5. §. 8. Le manuscrit et son numéro actuel me sont également inconnus.) Au reste, le certificat du référendaire peut bien avoir précédé le Breviarium. C'est la place qu'il

Digitized by Google

bue notre recueil à Anianus ou à Goiaric, car une pareille entreprise eût peu convenu à un Goth, quand même il en eût été capable. Nous ne savons pas que notre recueil ait jamais eu de nom particulier; on l'appelle tantôt *Lex Romana*[27], tantôt *Lex Theodosii*, parce que la partie la plus importante et le commencement du recueil sont tirés du code Théodosien. Les noms de *Breviarium* ou *Breviarium Alaricianum* ne datent que du seizième siècle[28].

Notre recueil devait comprendre les deux sortes de sources seules en vigueur depuis bien longtemps[29], les constitutions (*leges*) et les écrits des jurisconsultes (*jus*)[30]. L'on doit remarquer que les

occupe dans le manuscrit de Paris, N°. 4696, où le commonitorium est rejeté à la fin. — Dans le chapitre suivant je reviendrai sur ces mots: « Regnante Karolo Rege Francorum. »

27. Voy. Vol. 1er. p. 98.

28. Voy. une remarque des correcteurs Romains du décret c. 21. C. 2. q. 9. Un moine qui, au seizième siècle, fit un extrait de notre recueil (Voy. plus bas, note 56.) emploie aussi le mot Breviarium, mais il l'applique à son extrait même, et non pas à l'original. — Voy. en outre Contius in prætermissis in Codice. Paris. 1566. f. Lib. 3. Tit. 12: « Hæc tota constitutio..... videtur inserta jam olim ex *breviario Alarici*. »

29. Vol. 1er, p. 6.

30. Commonitorium dans l'intitulé: *leges* sive species *juris*; dans le texte: *legum* Rom. et antiqui *juris* obscuritas; plus loin: aut de *legibus* aut de *jure*; plus loin: nulla alia *lex* neque *juris formula*, et enfin dans la souscription: de Theodosiani *legibus* atque sententiis *juris*. Le passage suivant est surtout remarquable, Int. L. C. Th. de dotibus (3. 13.) « quia hoc *lex* ista evidenter ostendit, in *jure*, hoc est in Pauli Sententiis.... requirendum. » Int. Cod. Greg. II. 2. 1. « *Jure* et *legibus* continetur. »

Digitized by Google

codes Grégorien et Hermogénien, œuvres de jurisconsultes, non émanés de l'autorité souveraine, sont considérés comme *jus* et non comme *leges* [31]. En effet, on les voit confondus avec Gaius, Paul et Papinien, tandis que les deux *leges* véritables, le code Théodosien et les Novelles occupent une place distincte. Ici, à la différence du Code des Romains-Bourguignons et des Pandectes, les sources n'ont pas été confondues, puis rangées par ordre de matières, chacune d'elles forme un tout séparé et indépendant. Voici dans quel ordre on les a mis en œuvre :

1. Le code Théodosien 16 livres.
2. Les Novelles de :
   Théodose,
   Valentinien,
   Marcien,
   Majorien,
   Sévère.
3. Les Institutes de Gaius.
4. Paul (Sententiæ receptæ) 5 livres.
5. Le code Grégorien 13 titres.
6. Le Code Hermogénien 2 titres.
7. Papinien (lib. 1. Responsorum, ou plutôt un seul fragment fort court.)

31. Int. L. un. C. Th. de resp. prud. (1. 4.) « Hæc *lex* ostendit, quorum *Juris* conditorum sententiæ valeant.... Sed ex his omnibus *Juris Consultoribus*, ex *Gregoriano*, *Hermogeniano*, Gajo, Papiano et Paulo, quæ necessaria causis præsentium temporum videbantur, elegimus. »

Digitized by Google

On ne doit point voir là un ordre purement accidentel, et qui n'existe que dans quelques manuscrits, mais bien le plan de l'ouvrage original, et en un sens, nous le possédons complet. Cette opinion, qui contredit la plupart des auteurs [32], demande à être justifiée et précisée avec exactitude. D'abord, un texte formel nous indique les jurisconsultes qui seuls ont été mis à contribution pour ce recueil. Mais maintenant, le Breviarium n'a-t-il jamais contenu des fragmens tirés des mêmes ouvrages, ou des autres ouvrages de ces mêmes jurisconsultes [33]? La supposition paraît peu vraisemblable. En effet, nous possédons une foule de manuscrits d'une époque très-rapprochée de la rédaction du Breviarium, et de celle où il était la loi vivante d'un grand royaume. Les copistes pouvaient bien alors omettre certains passages, soit par négligence, soit qu'ils leur parussent inutiles à côté du commentaire, ou la répétition d'un texte précédent. Mais on ne conçoit pas qu'ils eussent voulu retrancher des passages étendus et importans. D'un autre côté le Breviarium

32. Zirardini, l. c. p. 16. not. E. Hugo civilist. Magazin, B. 2. S. 258. 259. 3e édition. — Autrefois on croyait que les fragmens d'Ulpien faisaient partie du Breviarium, c'est une erreur relevée depuis long-temps. Hugo Rechtsgeschichte. 5e édit. §. 305, note 4.

33. Voy. plus haut, note 31. Quant aux *Leges* le fait n'est pas douteux, car outre le code Théodosien et les Novelles, il n'existait pas d'autre monument du même genre.

Digitized by Google

était appliqué trop souvent, pour supposer dans les manuscrits ces oublis involontaires si communs aux copistes de cette époque, et dont les manuscrits des auteurs anciens nous offrent tant d'exemples. — Les nombreux manuscrits du Breviarium et ceux qui ont servi pour l'édition de Sichard confirment merveilleusement mon opinion. Ils présentent, surtout pour le texte, des omissions nombreuses et fort diverses; quant à l'ensemble du recueil et à l'ordonnance des matières ils s'accordent tous, sauf de légères différences souvent expliquées par la perte visible de feuilles entières. On peut encore invoquer les tables de plusieurs manuscrits écrits soigneusement et bien conservés, car ces tables sont absolument conformes à l'énumération des matières que je viens de présenter. Or, si des parties entières eussent été perdues, il s'en serait conservé des traces dans ces tables, où leur indication se serait faite en peu de lignes et sans peine pour les copistes. La mention qui termine le recueil dans plusieurs manuscrits [34] a aussi son importance, car elle indique une copie fidèle et complète.

Cependant, l'opinion contraire est spécieuse. Le commentaire du code Théodosien renvoie aux *responsis* de Paul, dont nous n'avons aucun frag-

34. « Explicit liber juriticus ex diversorum sententiis elucidatus. » Ms. Paris. N. 4404. Ces mots se retrouvent dans mon manuscrit et dans celui décrit par F. C. Conradi ( parerga, p. 101 et p. XXVIII præf. )

Digitized by Google

ment [35]; le commentaire du code Grégorien renvoie à une Novelle encore inconnue [36]. Peut-être, a-t-on dit, ces lois suivies dans la pratique étaient-elles étrangères au Breviarium [37]? Mais l'argument tombe devant le commonitorium qui prescrit, sous des peines très-sévères, l'usage exclusif de notre recueil. Voici une explication qui paraît plus satisfaisante. Nous avons vu qu'Alaric partagea le travail entre divers jurisconsultes : dans l'absence d'une règle sûre pour garantir l'unité de l'exécution, chacun put compter que ses collègues extrairaient certains ouvrages qui n'entrèrent jamais dans le plan du Breviarium, ou plus tard s'en trouvèrent exclus. J'ajouterai que ces passages renvoient à des sources d'un autre genre [38], et il est probable que les sources étaient, suivant leur genre, assignées à différens membres de la commission.

L'extrême brièveté du fragment emprunté à Papinien rend la perte d'une partie de cet extrait fort

35. Int. L. 2. C. Th. de dotibus (3. 13.) « De retentionibus.... in jure, hoc est in Pauli sententiis sub titulo de dotibus requirendum, *aut certe in Pauli responsis sub titulo de re uxoria.* » Nous n'avons plus le passage des sentences dont il est ici question. Au reste mon manuscrit s'accorde avec ce texte imprimé du commentaire.

36. Int. Cod. Gregor. II. 2. 1. « Quod similiter juxta novellam legem et de dote servabitur. » Voy. la note de Schulting.

37. Biener de orig. j. Germ. P. 1. p. 284.

38 Ainsi un passage du code Théodosien (*lex*) renvoie à Paul (*Jus*), et un passage du code Grégorien (*Jus*) renvoie à une Novelle (*lex.*)

Digitized by Google

probable, mais combien de circonstances aujourd'hui inconnues pourraient expliquer le fait. Les rédacteurs furent-ils interrompus ou pressés vers la fin de leur travail? Crurent-ils leur tâche accomplie, et n'insérèrent-ils ce fragment que pour la forme, et par respect pour le nom de Papinien? Au reste, si nous en jugeons d'après les Pandectes, Papinien devait être peu compris dans ces siècles d'ignorance. — Je pense donc, sauf les précédentes restrictions, que l'édition de Sichard reproduit le Breviarium complet dans ses parties principales, et tel qu'il fut composé, mais aussi que l'on peut retrouver dans les manuscrits, des fragmens du Breviarium nouveaux et authentiques; de même que l'édition de Sichard a déjà été complétée par plusieurs autres éditeurs.

Quant à la manière dont les sources sont mises en œuvre, les rédacteurs du Breviarium nous avertissent qu'ils ont voulu abréger et expliquer les textes, mais sans y rien changer [39]. Fidèles à ce principe, ils ont reproduit en entier le petit nombre de constitutions maintenues. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer le Breviarium au code Théodosien. Quelquefois aussi le commentaire porte que certaines parties des textes ayant cessé d'être en vi-

39. Voy. le commonitorium, la remarque au commencement de Paul (Schulting, p. 186.) et Int. L. un C. Th. de resp. prud. (I. 4.)

Digitized by Google

gueur, n'ont pas été interprétées [40] : or, l'insertion de ces parties ne s'explique que par le principe rigoureux de ne rien changer aux textes admis dans le recueil. Néanmoins on trouve plusieurs exceptions à ce principe : ainsi un passage du code Théodosien est plus complet dans un autre recueil [41], et quelquefois le commentaire nous avertit que le texte a été abrégé [42]. La pluralité des rédacteurs explique aisément cette légère déviation du principe, et même une autre beaucoup plus importante. Les institutes de Gaius sont refondues en entier, et les changemens jugés nécessaires insérés dans le texte même, ce qui rendait tout commentaire superflu. Le juris-

40. Int. L. 7. C. Th. de test. (4. 4.) « Extrema pars legis istius ideo non habetur scripta (dans le commentaire) vel exposita, quia Novella lege calcatur. « Int. L. un C. Th. de act. certo temp. fin. (4. 14.) « Hæc lex, licet in reliquis rebus fuerit abrogata, propter hoc tamen ut poneretur oportuit, quia de tricennio loquitur, » etc. Int. Nov. Valent. T. 10. « Reliquum vero hujus legis ideo interpretatum non est, quia hoc in usu provinciæ istæ non habent. » Voy. aussi Int. Nov. Majoriani, T. 1.

41. L. 6. C. Th. ad L. J. de adult. (9. 7.) comparée avec Collat. L. Rom. et Mos. T. 5. §. 3, où le passage du code Théodosien se trouve rapporté textuellement. Au reste il est singulier que ce passage appartenant au neuvième livre du code Théodosien, dont nous avons un manuscrit original, y soit aussi incomplet que dans le Breviarium.

42. Int. L. 3. Ch. Th. de apost. (16. 7.) (dans Godefroy, note g.): « Reliqua pars de Manichæis ideo facta non est, quia in Novellis evidentior invenitur. » Ici une partie du texte est évidemment omise. Voy. encore Int. Nov. Majoriani, Tit. 2.

Digitized by Google

consulte chargé de Gaius crut sans doute cette méthode préférable, et peut-être en comparant son œuvre au travail servile de ses collègues dut-il éprouver un léger mouvement d'orgueil.

Toutes les parties de ce recueil, excepté les institutes de Gaius, sont accompagnées d'un commentaire [43], qui, comme on peut le voir par le commonitorium, entrait dans le premier plan du recueil, et a pour auteurs les jurisconsultes mêmes chargés de l'exécution [44]. Ce commentaire était donc complément, partie intégrante du Breviarium, et quant aux explications différentes des mêmes textes, dont je parlerai bientôt, ce sont des additions postérieures que l'on a confondues avec le commentaire original [45]. Les textes y sont tantôt expliqués ou paraphrasés, tantôt étendus ou modifiés, soit d'après des coutumes locales, soit d'après des lois nouvelles, ou éclaircis par le rapprochement d'autres passages [46]. Lorsqu'une loi ne pré-

43. Voy. sur ce sujet J. Gothofred. proleg. C. Theod. Cap. 6.

44. Int. L. 7. C. Theod. de legit. hered. (5. 1.) « Similis est hæc lex superiori, sed quia evidentior est, *et istam inseruimus.* » Bouchaud, p. 106-108, attribue le commentaire aux Francs, parce qu'il fait mention (dit-il) du Papien (Comm. ad Cod. Th. I. 4.), et que ce recueil Bourguignon n'a pu être réuni au Breviarium que par les Francs.

45. Zirardini, l. c. p. 12. not. p. 19. not. p. 526.

46. Ainsi le passage de Gaius II. 6, a pour seul commentaire : « Hic

Digitized by Google

sente aucun doute, le commentaire est muet ou porte seulement : « Ista lex interpretatione non « eget, » mention que les copistes négligent souvent de transcrire. Ainsi donc le Breviarium ne fut pas composé par des Goths, ni dans le but d'introduire des principes du droit goth parmi les Romains [47], quoique la nouvelle constitution politique ait dû nécessairement modifier les lois anciennes. Les auteurs modernes ont placé trop bas ce commentaire, en attribuant à la barbarie ou à l'ignorance tout ce qui s'éloigne des textes originaux. Ordinairement, les violations des textes répondent aux changemens du droit, et malgré le mépris qu'on a pour les rédacteurs du Breviarium, l'ensemble de leur travail n'accuse pas des esprits incultes et grossiers. Godefroy lui-même, qui a traité le sujet avec plus de circonspection que les autres, paraît être trop sévère [48]. Sans doute, ils sont malheureux dans

de Pauli sententiis addendum. » (c'est-à-dire Paulus III. 8.)— Int. L. 3. C. Th. de leg. her. (5. 1.) « Hic *de Jure* addendum quid sit fiducia. » Ici le *Jus* est Paulus II. 13. — Int. L. 2. C. Th. de inoff. dot (2. 21.) « Hic *de Jure* addendum quid sit lex Papia. » — Int. L. 2. C. Th. de revoc. donat. (8. 13.) « Hic *de Jure* requirendum de revocandis donationibus. » On ne trouve rien dans Paul de relatif aux deux derniers passages, mais le rédacteur pouvait présumer que ses collègues n'oublieraient pas ces objets.

47. Biener, progr. cit. p. 19, prétend que telle fut surtout l'intention d'Alaric.

48. Voy. plus haut, note 43.

Digitized by Google

leurs expositions historiques, témoin ce qu'ils disent sur la loi Papia et la loi Aquilia [49], mais j'ai déjà montré [50] combien, lorsqu'il s'agit de la constitution politique, le Breviarium est instructif et digne de foi.

Ce recueil a pour nous une valeur inappréciable à cause des sources si importantes dont il est l'unique dépositaire, telles que Paul et les cinq premiers livres du code Théodosien. J'ai déjà examiné, à propos du commentaire, le mérite propre du Breviarium. Il nous reste à juger le choix des textes, choix bien pauvre, si l'on se reporte aux immenses trésors qui existaient alors pour la science. En présence de tant de jurisconsultes, les rédacteurs du Breviarium n'ont cité Papinien que pour la forme, ils n'ont pas même nommé Ulpien. Gaius semble bien petit dans notre recueil [50 a], et certainement les *sententiæ receptæ* sont le plus faible des ouvrages de Paul, et presque de tous les jurisconsultes romains. Ainsi les rédacteurs du Breviarium ont choisi deux traités moins importans que beaucoup d'autres, mais qui peut-être étaient le plus à leur portée.

49. Int. L. 2. C. Th. de inoff. dot. (2. 21.) Int. Pauli. I. 19. §. 1.

50. Vol. 1er. p. 235.

50 *a* Nous connaissons maintenant toute la valeur du Gaius original, et peut-être le livre de Paul n'est-il pas moins défiguré. Ainsi, les rédacteurs du Breviarium, parmi tant d'écrits supérieurs, n'en ont choisi que deux, et nous savons, du moins à l'égard de Gaius, qu'ils en ont omis les parties les plus importantes.

Digitized by Google

Les additions postérieures faites à notre recueil offrent aussi beaucoup d'intérêt. Parmi les nombreux manuscrits du Breviarium, on n'en pourrait citer deux entièrement semblables; mais les dissemblances sont de plusieurs genres. A l'égard d'une foule de passages, les copistes ont omis le texte et le commentaire comme inutiles, ou n'ont rapporté que le commentaire seul nécessaire pour la pratique. Ici les omissions varient suivant les manuscrits, sans autre règle que le caprice du copiste. Mais souvent on trouve, soit une interprétation nouvelle ajoutée (V. p. 45.), ou substituée à l'ancien commentaire, soit une glose qui l'explique. Deux manuscrits de Paris contiennent de semblables gloses, où sont cités Festus, Nonius Marcellus, Isidore, et même les Topiques de Cicéron [51]. Mais il existe certains travaux indépendans qui méritent toute notre attention. Ici encore règne la plus grande diversité, car les uns sont des compositions entièrement nouvelles, les autres un abrégé, un simple extrait du Breviarium. Voici ceux connus jusqu'à présent.

1. *Summæ legum*, recueil imprimé en 1517; et dont il existe plusieurs manuscrits [35]. Ce n'est, en

51. Cod. Ms. Paris, N°. 4409 et N°. 4413. Ainsi, à propos de la Novelle de Marcien, on cite Festus s. v. forum, p. m. 290, à propos du Tit. C. Theod. de decur. (12. 1.), le passage de Nonius sur la curie (Cap. 1. §. 278.). Ces remarques sont accompagnées du signe N. M.

52. Cette édition, fort rare, est in-folio, imprimée non à Louvain

Digitized by Google

général, que le commentaire abrégé. Quant aux *sententiæ receptæ*, le texte confondu avec le commentaire forme un nouvel ouvrage où le sens de Paul a plus d'une fois disparu [53]. Les inscriptions et les souscriptions des lois des empereurs manquent partout. Le fragment de Papinien ne s'y trouve pas. On voit une disposition du droit Justinien substi-

mais à Anvers, et est intitulé : « Summæ sive argumenta legum diversorum Imperatorum, ex corpore Divi Theodosii, Novellis Divi Valentiniani Aug. Martiani, Majoriani, Severi, preterea Caii et Julii Pauli sententiis nunc primum diligentissime excusa Cæsarei Juris studiosis utilitatem allatura non mediocrem, ex vetustissimo archetypo. Cum gratia et privilegio. A Cæsare Max. Aug. et Carolo Aus. Hispaniarum rege. » On lit à la fin : « Apud Theodoricum Martinum Alustensem. Anno M. D. XVII. » La dédicace nous apprend le nom de l'éditeur Petrus Ægidius. Ce volume a cinquante feuilles. J'ai cité les différentes leçons qu'il renferme sur le texte du commonitorium. Les institutes de Gaius sont la seule pièce de ce recueil dont Meerman ait donné plusieurs éditions nouvelles. — Meerman parle de deux manuscrits de la bibliothèque de Leiden (Thesaurus, T. 7. p. 673. conf. Catal. Bibl. Lugd. Bat. p. 329. 385). Le manuscrit de Paris, Num. 4696, semble avoir servi de base à l'édition d'Ægidius. Ceux qui consulteraient de nouveaux manuscrits et voudraient les comparer à celui-ci peuvent se servir des réimpressions de Gaius; mais pour faciliter leurs recherches, je vais en citer le commencement : « Prolatæ leges Principum sine die et consule, non valebunt. Leges nescire nulli liceat, aut quæ sunt statuta contemnere. Leges non præterita damnant, sed futura constituunt. » Le second fragment du second titre est ainsi conçu : « Quod consors meruerit, a consorte vindicandum. »

53. En voici un exemple curieux. Paulus II. 20. §. 1. « Qui uxorem habet, concubinam habere non licet : concubina igitur ab uxore terra vel pavimento solo derelicto separatur. »



Digitized by Google

tuée par hasard à celle du texte original [54]. Mais l'omission de tous les passages relatifs à la constitution politique ne saurait être accidentelle, et prouve que le recueil fut écrit à une époque et dans un pays où cette constitution n'avait plus aucun empire.

2. Extrait d'un manuscrit de Wolfenbuttel. D'après le fragment qui en a été publié, on voit que ce recueil est tout-à-fait original, et beaucoup plus court que le précédent [55].

3. Extrait précédé d'une préface originale et composé par un moine sur l'ordre de son abbé [56].

4. *Codex Utinensis* ou Breviarium lombard, com-

54. Code Gregor. lib. 13. Tit. 1. « de paterna potestate. Si pater res filiorum aliunde adquisitas alienavit, filii a patre pro hoc pretium consequantur. » Le texte original dit précisément le contraire, car il reconnaît la libre propriété du père, maintient les aliénations qu'il aurait faites et n'admet pas même la revendication moyennant le remboursement du prix.

55. F. C. Conradi parerga. p. XXVIII, præf. et p. 100. 101. Voici le commencement de cet extrait tel qu'il est rapporté par Conradi : « I. Legem sine die et console nihil valere. II. Legis ignorare nulli permissum. III. Legem in futuris. » Il est précédé de la loi Salique publiée par Eccard. Le manuscrit avait été envoyé à Paris; il est maintenant restitué à la bibliothèque de Wolfenbuttel. Spangenberg en a fait une description fort exacte. Voy. Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft, B. 5. S. 280-310.

56. La préface est imprimée dans J. Gothof. proleg. C. Theod. p. CCXXIV. L'extrait et la préface se trouvent aussi dans Cod. Ms. Paris. N°. 4419. L'auteur dit en parlant de son travail, « de hoc breviario nostro. » ( Voy. not. 28.)

Digitized by Google

posé vers l'an 509. J'ai déjà montré son importance pour l'histoire de la constitution politique [57]. Je donnerai de nouveaux détails dans le chapitre sur le royaume des Lombards.

5. Extrait inédit. Son auteur, Guillaume de Malmesbury († 1142), ayant composé en Angleterre un abrégé de l'histoire de Haimo Floriacensis, et l'ayant continuée jusqu'à son temps, y ajouta comme appendice un extrait du droit romain, composé d'après le Breviarium [58]. — Le *Codex Utinensis* et l'extrait de Guillaume de Malmesbury sont les seuls recueils dont on connaisse la patrie avec certitude, les autres furent probablement rédigés dans l'empire Franc, où le Breviarium régna long-temps, et sur un vaste territoire. Parmi les gloses ci-dessus énumérées, il en est deux où une expression parti-

57. Voy. Vol. 1er. p. 327-353.

58. Voy. Selden ad Fletam C. 7. §. 2. et uxor Ebraica lib. 3. C. 12. où une Novelle de Massorien (Tit. 9.) a été tirée de ce recueil. Voilà ce que l'auteur lui-même nous apprend sur son travail : Nunc quidquid de Principibus Italiæ et Romæ potuimus invenire, curavimus non omittere. Congruum videtur leges Romanorum apponere. Non eas quas Justinianus fecit. Esset enim hoc ingentis operis et laboris. Sed eas quas Theodosius minor.... collegit. » Vient alors l'énumération des Novelles, et enfin : « Sed quoniam quædam sunt in Legibus Imperatorum obscura, ad plenum intellectum apposuimus libros institutionum Gaji et Pauli Jurisconsultorum. » Le code Grégorien, le code Hermogénien et Papinien sont passés sous silence. Il existe des manuscrits de ce recueil dans plusieurs bibliothèques d'Angleterre. Fabricii bibl. med. et inf. lat. T. 3. p. 153. ed. Mansi. Voy. Leipzig., Lit. Zeitung, 1828. N. 42. S. 332.



Digitized by Google

culière au droit franc vient confirmer encore l'origine que je leur attribue [59].

Il me reste maintenant à passer en revue les divers manuscrits du Breviarium lui-même. Ceux que je connais sont de deux espèces. Les uns, plus ou moins complets, renferment le texte et le commentaire [60]; les autres ne renferment que le commentaire, sauf quelques fragmens du texte, fragmens pour la plupart étrangers au code Théodosien [61]. Il existe encore plusieurs manuscrits que je ne saurais caractériser avec exactitude, et qui pourraient bien appartenir à la classe des recompositions, ainsi que ceux dont je viens de parler [62].

59. Ms. Paris. N°. 4409 (Voy. plus haut, p. 48.) Glossa Int. L. 8. C. Th. de contr. emt. (3. 1.) « verbi gratia si in *mallo* non fuerit vilis persona, » etc.

60. Tels sont le manuscrit de Würzbourg, qui fait partie de la bibliothèque royale de Munich, et les manuscrits de Paris, N°. 4403. 4404. 4405. 4406. 4408.

61. Tels sont les manuscrits de Paris, N°. 4403. A. 4403. B. 4409 bis. 4419. 4626. 4633. 4697; un manuscrit venant de Nispen, dont Meerman a fait usage et que je possède actuellement, enfin un vieux manuscrit, in-8°, qui est passé de Weingarten à Fulda. Ce dernier renferme en outre quelques fragmens du commentaire, pris au hasard et devenus inintelligibles par leur isolement. Je donnerai ailleurs de nouveaux détails sur ce manuscrit.

62. On en trouve plusieurs cités dans Haubold, inst. Juris Rom. lit. T. 1. §. 74. not. a. Arevali Isidoriana, Cap. 100. 101. (in Opp. Isidori Rom. 1797. sq. 4°. T. 2.) p. 325. 327. 329. Ce dernier indique les manuscrits suivans: Cod. Regio Vatic. N°. 846. 982. 1048.

Digitized by Google

La seule édition séparée et complète du Breviarium est celle de Sichard[63]. Plus tard, le Breviarium fut inséré en entier ou par parties dans plusieurs recueils de sources diverses [64]. Une nouvelle édition serait fort à désirer, et voilà le plan que je proposerais : d'abord, comparer un grand nombre de manuscrits, moins pour y trouver de nouvelles leçons, car la correction des textes n'est guère espérable, que pour déterminer ces modifications et ces retranchemens volontaires dont j'ai parlé précédemment. Cet examen donnerait lieu à une classification nouvelle, et rectifierait sans doute ce que j'ai avancé sur le caractère des manuscrits de Paris. On pourrait imprimer sur deux colonnes, dont l'une contiendrait le Breviarium original (texte et commentaire), l'autre les recompositions diverses dont il a été l'objet; ainsi, les *summæ Legum* de 1517, le recueil lombard, etc., et même l'extrait

En examinant les recompositions du Breviarium j'ai parlé de plusieurs manuscrits du même genre. Voy. Notes 52. 56.

63. Codicis Theodosiani Libri XVI. quibus sunt ipsorum Principum autoritate adjectæ Novellæ.... excud. Basileæ Henr. Petrus, mense Martio anno M. D. XXVIII. fol. min., d'après trois manuscrits différens.

64. Il existe dans les deux éditions de Cujas du code Théodosien Lugd. 1566. f. Paris. 1586. f. et dans les contrefaçons Aurel. 1586. 4. Lugd. 1593. 4; le code Théodosien et les Novelles seulement se trouvent dans les éditions de Marville et de Ritter; les autres parties seulement dans Schulting.

Digitized by Google

de Guillaume de Malmesbury, etc., si l'on venait à y reconnaître un travail systématique [65]. Les nouvelles interprétations de divers passages, les gloses, etc., seraient indiquées en notes. Il est inutile de dire combien un pareil rapprochement jetterait de lumières sur l'histoire et l'ensemble des recompositions du Breviarium. Mais on devrait se borner à reproduire les modifications successives qu'il a subies, sans vouloir remonter aux sources pures de l'ancien droit. Si à la fois on prétendait refaire les textes originaux, la poursuite de deux buts aussi différens offrirait les mêmes disparates que les grands recueils du seizième siècle [66], où aucun de ces buts ne se trouve complètement atteint. Aussi, le Breviarium ne figure-t-il pas dans la dernière édition qu'on a faite des anciennes sources originales du droit [67].

En parlant des lois des Visigoths, je dirai quel fut plus tard le sort du droit romain dans leur empire.

## II. LOIS DES VISIGOTHS.

Les lois des Visigoths ont été imprimées; elles forment un Code complet divisé en douze livres, et par ordre de matières. Les recherches faites par

65. Ainsi, par exemple, les variantes du manuscrit de Fulda ne doivent être attribuées qu'à l'ignorance du copiste. Voy. Note 61.

66. Voy. plus haut, note 64.

67. Jus civile antejustinianeum ed. Hugo. Berolini, 1815.

Digitized by Google

plusieurs auteurs permettent d'en retracer l'origine avec quelque précision [68]. Eurich († 482) est le premier roi sous lequel le droit goth ait été mis en écrit [69]. Au reste, on ignore si lui-même ou un de ses successeurs fit rédiger un véritable Code avant le milieu du septième siècle [70]. Le recueil imprimé

68. Voy. Frankenau sacra Themidis Hispanæ arcana (conf. Rühs, S. 14.) Canciani Vol. 4. p. 47. sq. Chr. G. Biener progr. hist. LL. Wisigoth spec. 1. Lips. 1783. 4. et Comm. de orig. jur. Germ. P. 1. §. 36. sq. F. Rühs sur les lois des Visigoths. Greiswald, 1801. 8. Legrand-d'Aussy sur l'ancienne législation de la France, comprenant la loi Salique, la loi des Visigoths, la loi des Bourguignons (Mémoires de l'Institut, sciences morales et polit. T. 3. Paris, an IX, p. 382—466.) Legrand-d'Aussy s'est moins occupé de l'histoire de ces différentes lois que de leurs dispositions. Ses raisonnemens sont peu profonds et son point de vue tout moderne. La plupart de ses recherches historiques s'appliquent à la loi Salique. Enfin Arevali Isidoriana, Cap. 92. (in Opp. Isidori ed. Arevalo Rom. 1797. sq. 4. T. 2. p. 219. seq.) — M. Guizot a publié sur le recueil des Visigoths un savant et excellent article dans la Revue française, novembre, 1828, N. VI, p. 202-244. Il consacre plusieurs pages (236-244) à réfuter mes principes, et me reproche d'avoir manqué de candeur en ne citant pas un texte du recueil Visigoth (II. 1. 9.) contraire à mes opinions. L'auteur ne parle que de mon premier volume; car s'il eût consulté mon second volume, il eût trouvé, dans ce chapitre le texte qu'il m'accuse d'avoir dissimulé, et il aurait reconnu que mon opinion s'accorde parfaitement avec la sienne.

69. Isidori chron. Gothorum ad a. 504. (c'est-à-dire 566, suivant la chronologie ordinaire.)

70. Isidore (passim ad a. 608, c.-à-d. 570) parle d'une révision des lois faite sous le règne de Levigild. La suscription du code Espagnol (Fuero Juzgo) semble attribuer notre recueil au roi Sisenand († 636), fait qu'il est impossible d'admettre. Le fameux système relatif aux lois de Théodoric s'appuie uniquement sur le passage suivant, où l'on parle

Digitized by Google

que nous possédons renferme deux sortes de fragmens. Une partie contient les lois de divers souverains nommés individuellement depuis Gundemar († 612) jusqu'à Egica († 700)[71]; l'autre partie porte le titre général de *Antiqua*. Les lois de la première classe sont émanées pour la plupart de Chindaswinde († 652) ou de son fils Receswinde († 672), qui régnait avec lui. Notre recueil fut certainement rédigé sous ces deux rois (649 — 652). On cite pour preuve plusieurs de leurs lois où il est représenté comme un travail achevé[72], d'autres, qui renvoient à certains passages, dont le livre et le titre sont précisément les mêmes que dans notre recueil[73]. On doit donc considérer comme des addi-

du préfet Seronatus: « Exultans Gothis insultans Romanis,..... leges Theodosianas calcans, *Theodoricianasque proponens*, etc. » (Sidonii Apollinaris epist. II. 1.) Ici les mots *leges Theodoricianæ* désignent évidemment le droit Goth imposé aux Romains. Loin de s'appliquer à un roi où à un code particulier, cette expression comprend d'une manière générale tous les rois Visigoths dont plusieurs, à cette époque, s'appelèrent Théodoric, et l'on doit y voir non pas une locution usuelle, mais une puérile antithèse sur les *leges Theodosianæ*. L'opinion de Canciani, p. 49, est dénuée de fondement. Suivant lui les *leges Theodoricianæ* désigneraient un Breviarium Romain antérieur à celui d'Alaric, et que le vainqueur aurait substitué violemment au code Théodosien. Les Romains de ce temps-là avaient peu de goût pour de pareilles subtilités, encore moins les rois Visigoths.

71. Biener de orig.j. Germ. P. 1. §. 36. a indiqué ces passages.

72. L. Visigoth. Lib. 2. T. 1. L. 1. 5. 9. 10. 12. 13. Lib. 5. T. 4. L. 22.

73. L. Visigoth. Lib. 2. T. 3. L. 4 « illius legis..... quæ continetur

Digitized by Google

tions isolées, de simples intercalations, le petit nombre de lois qu'il renferme, postérieures au règne de Chindaswinde et de Receswinde. Sous le titre de *Antiqua* sont rangés tous les fragmens qui n'émanent d'aucun roi connu, et qui ont leur origine, soit dans les anciennes coutumes nationales, soit dans le droit romain, soit dans le droit des autres tribus germaniques. Je reviendrai bientôt sur les emprunts de ce dernier genre. Dans l'origine, outre le texte latin, on se servait dans la pratique d'une traduction faite par les Goths en leur propre langue[74], traduction qui n'est pas parvenue jusqu'à nous. Mais nous possédons une traduction fort libre en espagnol moderne, et qui certainement ne remonte pas au-delà du onzième siècle[75]. Au reste, ce

in Lib. VI. Tit. 1. era secunda. » — Lib. 6. T. 2. L. 5 « legis illius..... quæ in hoc libro sexto sub titulo secundo era prima..... statuit, etc. » La première de ces lois, et sans doute aussi la seconde, fut renduc par Chindaswinde.

74. L. Visigoth. L. 2. T. 1. L. 10. (de Receswinde) : « Nullus..... præter hunc librum, qui nuper est editus, *atque secundum seriem hujus modo translatum*, librum alium legum pro quocunque negotio in judicio offerre pertentet. »

75. « Forus antiquus Gothorum Regum Hispaniæ, olim liber Judicum, hodie Fuero Juzgo nuncupatus..... auct. Alfonso a Villadiego. » Madriti, 1600. f. Ce recueil que je n'ai jamais vu est décrit avec détails dans un programme de Ritter (de foro antiquo Gothorum, Viteb. 1770 4.) et dans le volume 4 de Canciani qui en donne le texte latin. On ne conçoit pas comment Ritter, p. 11, a pris pour l'ancien texte Visigoth cette traduction espagnole, qui, suivant un manuscrit de Cordoue, parait

Digitized by Google

recueil continua de régir les provinces incorporées plus tard à l'empire franc [76], et l'Espagne tout entière, même après la chute de la domination des Visigoths [77].

Ce Code a un caractère particulier qui le distingue des autres codes germaniques. Là seulement les rédacteurs visent à l'originalité, à l'éloquence et même

avoir été faite vers le milieu du treizième siècle par ordre de Ferdinand III. Arevalus l. c. p. 224. 225. Les opinions des auteurs espagnols sur le Fuero Juzgo ont été recueillies par Frankenau, p. 4 et sq, conf. Arevalus, l. c. p. 220. sq. — Fuero Juzgo en Latin y Castellano, Cotesado con los mas antiguos y preciosos codices por la Real Academia Espannola. Madrid por Ibarra 1815. — La préface parle de l'origine de ce recueil qui, depuis 1784, est le sujet des travaux philologiques de l'Académie des Sciences. Un très-grand nombre de manuscrits ont été consultés pour le texte espagnol, neuf pour le texte latin. Outre l'édition originale du texte espagnol de 1600, on y cite une réimpression faite en 1792. On cite également cinq éditions du texte latin publiées par Pithou, Schott, Leidenbrog, Canciani et « en Italia » par Giorgioqui (qui est sans doute l'Allemand Georgisch). — Vient ensuite une dissertation de Lardizabal sur l'histoire du Code Visigoth, et enfin les textes latin et espagnol avec des variantes et un glossaire pour les deux langues.

76. Voy. plusieurs passages des Capitulaires cités ch. 3, note 2, ch. 5, n. 68. On trouve dans la relation d'un placitum tenu à Narbonne en 862, le code Visigoth cité par livres et par titres. Vaissette, T. 2, preuves, p. 85 et Gallia christ. T. 1. app. Instr. p. 3. 4. Du reste, ces divers documens ne parlent que de la septimanie qui, jusqu'au huitième siècle, fut soumise aux rois Visigoths, et non des provinces conquises antérieurement.

77. Voy. pour les auteurs et pour les documens Canciani T. 4. p. 48. Biener de orig. j. Germ. P. 1. §. 39. Arevalus, l. c. p. 219.

Digitized by Google

à la philosophie. Seuls ils ont voulu tracer des règles exclusives, car les cas non prévus doivent être portés devant le roi, appelé ainsi à compléter la loi [78]. La participation des évêques romains et une imitation maladroite du code Théodosien s'y reconnaissent aisément, partout aussi un flux de mots inutiles se joint au vague et à la pauvreté du sens [79]. La vigilance royale emploie des moyens fort singuliers pour multiplier ce recueil : les copies ne doivent jamais coûter plus de douze solidi, sous peine de cent coups de fouet pour l'acheteur et pour le vendeur [80].

Considérées dans leurs rapports avec le droit romain, ces lois en contiennent divers fragmens, et l'abolissent d'une manière générale.

Quant aux fragmens tirés du droit romain, il faut examiner d'abord si les rédacteurs ont suivi la législation de Justinien, comme le prétendent plusieurs auteurs modernes, ou le Breviarium d'Alaric II. A

78. L. Visigoth. L. 2. T. 1. L. 12.

79. Montesquieu XXVIII. 1. en fait la critique en ces termes : « Les lois des Visigoths, celles de Recessuinde, de Chindasuinde et d'Egiga, sont puériles, gauches, idiotes; elles n'atteignent point le but; pleines de rhétorique et vides de sens; frivoles dans le fond et gigantesques dans le style. Gibbon, Ch. 38 (T. 6, p. 379.), a combattu cette critique. Tout en condamnant le style des lois et la superstition des rédacteurs, il trouve dans ce recueil plus de méthode et de clarté que dans les autres codes Germaniques.

80. L. Visigoth. L. 5. T. 4. L. 22 (Chindasuinde.)

Digitized by Google

l'égard de certains fragmens, leur origine n'est pas douteuse, car ils n'existent que dans le Breviarium, mais il en est d'autres qui se trouvent aussi dans le code Justinien. Cependant je pense qu'en général le Breviarium fut seul consulté; en effet, pourquoi les rédacteurs se seraient-ils inquiétés des divers codes de droit romain suivis par les nations étrangères, quand le Breviarium espagnol remplissait complètement leur but. J'ajouterai que le savant Isidore ne cite nulle part les recueils de Justinien, quand il avait tant d'occasions d'en parler[80a]; d'où

80 *a*. M. Falk, professeur à Kiel, m'a signalé plusieurs passages d'Isidore où l'on reconnait des traces non équivoques du droit Justinien.

Orig. V. 8. Jus publicum est in sacris et sacerdotibus et in magistratibus. (V. L. 1. §. 2. D. *de Just. et Jure*. ulp.)

Orig. V. 4. Jus naturale est, aut civile aut Gentium. Jus naturale est commune omnium nationum, eo quod ubique instinctu naturæ, non constitutione aliqua habeatur, ut viri et feminæ conjunctio, liberorum susceptio (al. successio) et educatio : communis omnium possessio : et omnium una libertas, acquisitio eorum quæ cœlo, terra marique capiuntur. (Voy. L. 1. §. 3. D. *de Just. et Jure* et L. 1. §. 1. D. *de adquirer. dom.*, ou pr. J. *de J. natur.* et §. 12. J. *de div. rerum.*)

Orig. V. 25. Intestata hereditas est quæ testamento scripta non est : aut si scripta sit, jure tamen nequaquam est adita. (Voy. L. 64. D. de V. S.)

Orig. I. 22..... has Juris notas novitii Imperatores a codicibus legum abolendas sanxerunt, etc. (Voy. Const. *Deo auctore*. §. 13. et Const. *Tanta*, §. 22.)

Il y a aussi dans le code Visigoth, Lib. 1. T. 6. un passage qui semble emprunté au Proemium des Institutes de Justinien, c'est la longue comparaison entre la guerre et la législation.

Digitized by Google

l'on peut conclure que jusqu'alors ces recueils étaient inconnus en Espagne, ou du moins fort négligés. Dans sa chronique, Isidore ne s'occupe ni du Breviarium ni du droit Justinien. Il a consacré aux législateurs un chapitre de ses *Origines*, et il s'arrête à Théodose II[81]. Enfin, dans son Traité des Hommes Illustres, Justinien figure, il est vrai, mais comme théologien, non comme législateur[82]. Isidore mourut en 636, quelques années avant la composition de notre recueil : comment concevoir que dans cet intervalle une compilation scientifique, qui a échappé à un esprit aussi étendu et aussi actif, ait pu prendre racine en Espagne. Ceux qui pensent que le code Justinien a servi de modèle au code visigoth tirent leur principal argument de ce que ces deux codes ont chacun douze livres. Mais une coïncidence qui se réduit à un nombre d'ailleurs aussi solennel, quand l'ordonnance des deux codes n'offre aucune similitude, paraît un bien faible argument. On a encore

81. Isidori origines, Lib. 5. C. 1.

82. Isidorus de viris illustribus, C. 31. On ne doit pas attacher beaucoup d'importance aux anciens vers composés sur la bibliothèque d'Isidore, vers qui ne nomment aucun jurisconsulte, mais en marge desquels on lit : Theodosius. Paulus. Gajus. (Muratori, anecdota Ambros. bibl. T. 2. p. 209. Zirardini, leg. novellæ, p. 4-9.) De là on pourrait conclure qu'Isidore a connu seulement le code Théodosien. Mais la preuve n'est pas décisive, car on ignore à quelle époque les vers et la note marginale furent écrits. — La question est traitée avec détails dans Tanusius epist. de Pandectis, Flor. 1713. 4. C. 1. §. 6.

Digitized by Google

prétendu qu'au septième siècle les évêques espagnols connaissaient et suivaient le droit Justinien. Je montrerai dans le dernier chapitre de ce volume, combien cette assertion est peu fondée.

Les passages qui reproduisent le droit romain sont de trois espèces : les uns le font textuellement; ainsi, par exemple, un passage sur les degrés de parenté [83], une loi sur la défense légitime [84], une autre sur les intérêts [85]. — Il est une seconde classe fort nombreuse de passages où l'on retrouve non les textes, mais les principes du droit adoptés, supposés, modifiés ou changés complètement. Telles sont les lois sur le mariage. Les mariages des Goths et des Romains, interdits par une constitution du Breviarium, sont ici permis avec une autorisation spéciale du comte [86]. Une loi sur les dons nuptiaux faits par le mari germain, se réfère à la loi romaine qui autorisait la femme à consentir de pareils dons [87]. Une

83. L. Visigoth. Lib. 4. T. 1. (antiqua) tirée de Paulus, L. 4. T. 11, le texte et les commentaires sont copiés textuellement, sauf le commentaire du paragraphe 8.

84. L. Visigoth. L. 8. T. 1. L. 2. (antiqua), tirée presque mot pour mot de Int. L. 3. C. Th. unde vi. (4. 22.)

85. L. Visigoth. L. 5. T. 5. L. 8. et 9. (l'une et l'autre antiqua), tirée presque mot pour mot de Int. L. 2. et Int. L. 1. C. Th. de usuris. (2. 33.)

86. L. Visigoth. Lib. 3. T. 1. L. 1. (Recessuinde.) Cette défense se trouve dans la L. un. C. Th. brev. de nuptiis gentilium (3. 14.)

87. L. Visigoth. Lib. 3. T. 1. L. 5. (Chindasuinde) « quod et legibus

Digitized by Google

autre loi interdit le mariage pendant l'année de deuil [88]. La mère restée veuve est appelée à la tutelle de ses enfans [89]. La minorité, c'est-à-dire l'état de *Pupillus*, finit à vingt-cinq ans [90]. La capacité de tester commence à quatorze ans [91]. L'affranchissement des esclaves dans les églises [92], l'hérédité dévolue au conjoint à défaut de parens [93], sont représentés comme des principes de droit déjà établis. L'homme libre qui, par cupidité, s'est laissé vendre comme esclave, est déchu de la liberté [94]. — Une

Romanis..... decretum; » cela ne doit pas s'entendre de cette disposition spéciale qui est contraire au droit Romain, mais de l'institution en général, d'une dot donnée par la femme.

88. L. Visigoth. Lib. 3. T. 2. L. 1. (antiqua.) Cette disposition a été souvent reproduite dans le droit Romain, par exemple dans la L. 1. C. Th. brev. de secundis nupt. (3. 8).

89. L. Visigoth. L. 4. T. 3. L. 3. (antiqua). Cette règle est tirée de la L. 4. C. Th. brev. de tutoribus (3. 17). On la trouve encore il est vrai dans le code Justinien et dans les novelles, mais si les rédacteurs Visigoths avaient puisé à ces sources, ils auraient aussi parlé de l'aïeule comme la novelle 118. C. 5.

90. L. Visigoth. Lib. 4. T. 3. L. 1. (Chindassuinde.)

91. L. Visigoth. Lib. 2. T. 5. L. 11. (Chindassuinde.)

92. L. Visigoth. Lib. 5. T. 7. L. 2. (antiqua.) tirée de la L. un. C. Th. de manum. in eccl. (4. 7).

93. L. Visigoth. Lib. 4. T. 2. L. 11. (antiqua.). Voir entre autres, L. 9. C. Th. brev. de legit. hered. (5. 1).

94. L. Visigoth. Lib. 5. T. 4. L. 10. (antiqua.) Ce principe est fréquemment reproduit dans le droit Romain, voy. Tit. Dig. quibus ad libertatem (40. 13) §. 4. J. de jure pers. Le Breviarium est muet sur ce point: mais le principe qui dérive de l'ancien droit pourrait bien s'être

Digitized by Google

troisième classe de passages offre des rapports plus ou moins éloignés avec le droit Bavarois, duquel ils semblent empruntés. Je reviendrai sur ce sujet dans le chapitre suivant où je traiterai de la législation des Bavarois[95]. — La plupart des lois précédemment citées sont comprises sous le titre de *Antiqua*. Mais il ne faut pas croire que ces principes de droit romain aient été déjà sanctionnés par les anciens rois goths; presque tous au contraire semblent puisés directement aux sources, et l'épithète de *Antiqua* leur convient aussi bien qu'aux lois des anciens rois goths. (Voy. p. 57.)

Il me reste maintenant à montrer l'influence du code visigoth sur les destinées du droit romain. Le Breviarium avait régné jusqu'au milieu du septième siècle; on a vu, p. 59, les soins jaloux du législateur visigoth pour assurer l'empire exclusif du nouveau code; et p. 62 la loi qui, en permettant les mariages entre les Goths et les Romains, préparait la fusion des deux peuples. Aussi Chindaswinde proscrivit l'usage de toute loi étrangère, et nommément du droit romain. Il en permit seulement l'étude comme exercice pour l'intelligence[96]. Receswinde confirma ces disposi-

transmis par l'usage, et le silence du Breviarium ne prouve pas nécessairement que les législateurs Visigoths aient connu le droit Justinien.

95. Telles sont : L. Visigoth. L. 5. T. 4. L. 1. 7. 8. 9. 16. Lib. 5. T. 5. L. 1. 3.

96. L. Visigoth. Lib. 2. T. 1. L. 9. « Alienæ gentis legibus ad exer-

Digitized by Google

tions, et en punit la violation d'une amende de trente livres d'or[97]. Le code Visigoth proscrivit donc le principe des droits personnels et devint une véritable loi territoriale. Dans la suite, une loi espagnole paraît même avoir prononcé la peine de mort contre les juges qui appliqueraient le droit romain[98]. Cet état de choses subsista jusqu'au milieu du treizième siècle, où Alphonse X remit en honneur le droit Justinien, qui de Bologne s'était répandu dans toute l'Europe. Il rétablit l'enseignement du droit romain, et il y puisa les principes d'un nouveau code (*Partidas*). Depuis le septième jusqu'au treizième siècle le droit romain fut banni de la législation espagnole.

citium utilitatis imbui et permittimus et optamus, ad negotiorum vero discussionem et resultamus et prohibemus. Quamvis enim eloquiis polleant, tamen difficultatibus hærent : adeo..... nolumus sive Romanis legibus sive alienis institutionibus amodo amplius convexari. »

97. L. Visigoth, Lib. 2. T. 1. L. 10. La loi de Chindaswinde semblerait peut-être défendre uniquement l'application du droit Romain aux Visigoths, mais la loi du Receswinde parle d'une manière générale et interdit pour les Romanis eux-mêmes l'usage du droit Romain. L'assemblée synodale de Troyes (Baluz. II. 277) ne prononce aucune peine contre le sacrilège, parce que le code Visigoth est muet sur ce point. Ainsi donc en Septimanie le code Visigoth était la seule loi vivante, même pour le clergé, qui presque partout ailleurs suivait le droit Romain.

98. Jo. Andreæ ad. C. 28. X. de privilegiis (5. 33.) On trouve beaucoup d'auteurs cités dans Duck de usu et auth. j. civ. Lib. 2 C. 6. §. 18. et d'après la note de Canciani sur la L. Visigoth, Lib. 2 T. 1. L. 9, dans le commentaire de Villadiego dont on ignore la date.



Digitized by Google

Cette circonstance rend encore plus remarquable un ouvrage sur le droit romain et le droit goth, composé vers l'an 1000, par un moine espagnol, Petrus de Grannon, et qui, sans doute, existe encore aujourd'hui [99]. Ce livre et une foule de documens, qu'on trouvera dans le chapitre IX, font supposer avec vraisemblance que la proscription du droit romain ne se réalisa jamais complètement.

99. Nic. Antonii bibl. Hispana vetus Lib. 6. C. 14 §. 350. (T. 1. p. 518. ed. Madriti, 1788. f.) « Ante annum millesimum aut circiter, dominus Petrus de Graňon cœnobita erat in S. Æmiliani ut vocant monasterio..... — Reliquisse hunc Petrum in eo monasterio nuntiatum nobis fuit volumina duo, *Leges Gothorum et Regum* inscripta, quorum prius LXIII. posterius vero LXVII capitibus absolvitur. In principio elogium posuit auctor legum XII. tabularum, quas omnes carmine latino comprehendit; deinde Imperatorum Romanorum, tandemque Gothorum Regum leges, quod *Forum Judicum* vulgo appellant adjecit. Codex præ nimia vetustate aliquod jam foliis non legitur..... Habemus id totum ex relationibus ad nos missis ab eodem monasterio. » Il serait fort à souhaiter que ce livre se retrouvât.

Digitized by Google

# CHAPITRE IX.

DROIT ROMAIN DANS L'EMPIRE FRANC.

Le droit romain n'a pas revêtu dans l'empire Franc une forme nouvelle et originale, parce que les provinces des Gaules avaient, lors de la conquête, des Codes qui répondaient à leurs besoins. J'indiquerai à la fin de ce chapitre quels furent les principaux recueils de droit romain connus dans l'empire Franc. Il existe trois sortes de monumens où se retrouvent les traces du droit romain : 1° les lois germaniques ; 2° les recueils de documens ; 3° l'enseignement du droit romain et les ouvrages écrits sur ce droit.

## I. LOIS GERMANIQUES.

Les lois germaniques dans l'empire Franc se partagent en deux classes, les lois particulières des différens peuples, et les capitulaires. Parmi les lois de la première classe, les seules où l'on retrouve des traces du droit romain sont celles des Bavarois,



Digitized by Google

des Allemands et des Ripuaires [a]. Je vais donc les examiner successivement, ainsi que les capitulaires.

A. Lois des Bavarois [1]. On s'accorde à croire [2] que ce recueil de lois fut rédigé au septième siècle, sous le règne de Dagobert Ier († 637), quoique peut-être on y ait fait usage de rédactions antérieures, et que plus tard ont y ait joint des additions isolées. Les passages empruntés textuellement au droit romain sont fort rares; cependant on cite la loi qui impose le célibat aux prêtres, tirée mot pour mot du Breviarium [3], et une disposition sur le crime de lèse-majesté tirée en partie des Pandectes ou de Modestin lui-même [4].

*a.* Cette assertion n'est pas exacte. La L. Sal. ant. Tit. 14, art. 12, est tirée presque littéralement de Int. L. 3. C. Th. de incestis nuptiis (3. 12.), passage qui du reste n'existe pas dans la L. Sal. emend.

1. La meilleure édition est : Leges Bajuvariorum..... publiée par J. N. Mederer. Ingolstaldt, 1793. 8. (et sous ce titre : Mederers Beytraege zur Gesch. von Baiern, Stück V.) Quand les variantes seront légères je suivrai l'édition plus connue de Georgisch.

2. Voyez l'introduction de Mederer : Pallhausen, Garibald. München (1810.) 8, note 13. Winter, Vorarbeiten zur Beleuchtung der Bairischen Rirchengeschichte B. 2. Abh. 1. München, 1809. 8. S. 27.

3. L. Bajuv. T. 1. C. 13. §. 2, voy. L. 44. C. Th. brev. de episc. (16. 2.) et L. 19. C. Just. eod. (1. 3.)

4. L. Bajuv. T. 2. C. 1. §. 2. « Et *hoc non sit per occasionem* factum, sed probata res expediat *veritatem*. » L. 7. §. 3. D. ad L. Jul. majest. « Hoc tamen crimen a judicibus *non in occasionem*..... habendum est, *sed in veritate*. » Ce rapprochement a été fait par M. Freher, parerg. Lib. 2. C. 9.

Digitized by Google

D'autres passages reproduisent fidèlement l'esprit du droit romain. Ainsi, là, comme dans le Breviarium, les mariages sont prohibés jusqu'au quatrième degré de parenté, tandis que dans le droit Justinien et dans l'ancien droit, la prohibition s'arrête au troisième degré[5]; celui qui vole à la faveur d'un incendie doit rendre quatre fois la valeur des objets volés[6]; la vente d'une chose litigieuse est interdite[7]; l'échange est assimilé à la vente quant à ses effets[8]; enfin, lorsque le pécule d'un esclave sert à l'acheteur à en acquitter le prix, le vendeur conserve la propriété de l'esclave[9].

5. L. Bajuv. T. 6. C. 1. Voy. L. 3. C. Th. brev. de incestis (3. 12.) et L. 1. C. Th. brev. si nupt. (3. 10.) — Pour le droit Justinien, voy. L. 19. C. de nupt. (5. 4.) et §. 4. J. de nupt. (1. 10.)

6. L. Bajuv. T. 14. C. 3. Voy. Paulus, V. 3. §. 2. et Digest. XLVII. 9.

7. L. Bajuv. T. 14. C. 5. « Rem in contentione positam non liceat donare nec vendere. » Cette règle est posée dans la L. 1. C. Th. brev. de litig. (4. 5.) L. 2. C. Just. eod. (8. 37.) Le code bavarois a suivi presque mot pour mot le second commentaire qui dans le Breviarium accompagne ce même passage.

8. L. Bajuv T. 15. C. 8. « Commutatio, hoc est quod cambias, talem qualem emtio habet firmitatem. » Voy. L. 5. §. 4. D. L. 2. C. de præscr. verb. L. 2. D. de rer. permut., quoique aucune de ces lois n'ait été copiée littéralement.

9. L. Bajuv. T. 15. C. 7. « Si quis servus de peculio suo fuerit redemtus, et hoc dominus ejus forte nescierit, de domini potestate non exeat : quia non pretium, sed res servi sui, dum ignorat, accepit. » L'original de cette loi est évidemment, L. 7. C. de act. emti. (4. 49.) « Si servos distraxisti, ac pretium de peculio eorum quod ad te pertinebat,

Digitized by Google

Dans une foule de passages l'imitation du droit romain est évidente, quoiqu'on ne puisse pas indiquer des textes qu'ils aient suivis fidèlement. Je vais en citer plusieurs exemples [10].

1. Celui entre les mains duquel périt un animal domestique dont il n'est pas propriétaire, sans qu'on puisse lui reprocher aucune faute, en doit ou n'en doit pas la valeur, suivant que son mandat est salarié ou gratuit [11]. Cette distinction est d'origine romaine, seulement le droit romain ne l'applique qu'à la faute, et non au cas fortuit, comme la loi bavaroise.

2. Le dépositaire d'une chose ou celui qui est chargé de la vendre ne doivent pas en restituer la valeur si la chose périt par incendie [12]. Le Breviarium contient des dispositions semblables sur le commodat et le dépôt [13].

3. Lorsqu'une chose mise en dépôt a été volée, la revendication appartient au propriétaire, la com-

nesciens unde solveretur, accepisti : consequens est, integram te habere actionem pretii, cum proprii venditoris nummi soluti non praestent emtori liberationem. » Ici la différence du résultat n'est qu'apparente, car la non validité du paiement entraîne la nullité de la vente.

10. La différence entre ces deux classes de passages ne saurait être bien tranchée, et souvent les nuances se confondent.

11. L. Bajuv. T. 14. C. 1.

12. Bajuv. T. 14. C. 2.

13. Commodatum. Paulus II. 4. §. 2. Depositum. Cod. Hermog. VII.

Digitized by Google

position au dépositaire. Mais, si la chose ne peut se retrouver, le dépositaire doit au propriétaire la moitié de sa valeur [14]. Il existe, en droit romain, des dispositions à peu près semblables sur le commodat. Le commodataire doit payer l'objet volé, mais il a l'*actio furti*, ou réparation civile (composition) [15].

4. La veuve a droit sur la succession de son mari à une part d'enfant, en usufruit [16]. Ici on reconnaît deux lois de Justinien qui assurent le même droit au conjoint survivant, s'il est pauvre; circonstance dont le recueil bavarois ne parle pas. On voit aussi que les rédacteurs ont eu sous les yeux, non la première loi de Justinien qui s'applique aux deux époux, mais la seconde qui ne dispose que pour la femme [17].

5. La veuve qui se remarie perd son usufruit [18]. Le droit romain nouveau dépouillait la veuve qui se remariait de l'usufruit que son mari lui aurait

14. L. Bajuv. T. 14. C. 4.

15. L. 14. §. 10. 14. 15 D. de furtis. (47. 2.) D'après le droit Justinien l'actio furti appartient au propriétaire s'il renonce à l'action qu'il peut intenter contre le commodataire. L. 22. C. de furtis. (6. 2.)

16. L. Bajuv. T. 14. C. 6.

17. 1) Nov. 53. C. 6. de l'an 537, extraite par Julien, Const. 47. C. 6. — 2) Nov. 117. C. 5. de l'an 541 non extraite par Julien (Const. 108.) Ici donc l'original est le texte des Novelles, et non l'abrégé de Julien.

18. L. Bajuv. T. 14. C. 7.

Digitized by Google

légué [19], disposition abolie par Justinien [20]. On aurait dû par analogie du droit nouveau priver également la veuve de son usufruit légal. Mais quand l'usufruit légal fut institué, Justinien avait déjà aboli la loi sur l'usufruit testamentaire [21]. En conservant à la veuve remariée son usufruit légal, Justinien était donc d'accord avec lui-même [22].

6. Celui qui vend sciemment la chose d'autrui doit rembourser au propriétaire le double de sa valeur, et à l'acheteur le prix de l'acquisition, outre les dépenses faites pour la conservation de la chose [23].

7. L'acheteur qui laisse passer le terme du paiement perd les arrhes par lui données, et n'en reste pas moins débiteur de son prix [24].

19. L. un C. Th. brev. si secundo nups. (3. 9.) L. un C. Just. eod. (5. 10.)

20. Nov. 22. C. 32 de l'an 536.

21. L'an 536 (N. 22. C. 32.), et l'usufruit légal de la femme ne fut introduit qu'en 537 (N. 53. C. 6.) Voy. plus haut, note 17.

22. Cujas prétend que la veuve qui se remarie perd son usufruit légal et il cite la Nov. 22. C. 21. §. 1, qu'il explique par les Nov. 53 et 117 (Comm. ad Nov. 22. C. 21. Opp. T. 2. p. 1075), sans faire attention que la Nov. 22. C. 21. §. 1. est antérieure en date aux Nov. 53 et 117. Suivant moi, dans le chap. 21 de la Nov. 22, comme dans le chap. 30, il s'agit du quart que l'époux innocent doit recevoir en cas de séparation arbitraire, quand le mariage a été contracté sans dot.

23. L. Bajuv. T. 15. C. 4. Ici on retrouve les deux actions du droit Romain, *atio furti nec manifesti*, et *actio emti*, quoiqu'il n'existe peut-être aucun texte où leurs effets soient ainsi résumés.

24. L. Bajuv. T. 15. C. 10. Il existe des dispositions à peu près

Digitized by Google

8. La vente ne peut être rescindée pour vilité du prix [25]. Cette loi semble faire allusion aux principes du droit romain sur la rescision [26], tout en abrogeant ses principes.

Toutes ces lois sont évidemment d'origine romaine. On le reconnaît d'abord à la similitude frappante des dispositions même, et surtout à la tournure des idées et à l'ensemble de la rédaction. Aucune loi d'origine germanique n'offre des détails aussi subtils et aussi précis. Quand parfois les rédacteurs s'écartent du droit romain, on peut croire qu'ils le font, soit volontairement, soit par méprise. Les Bavarois semblent aussi avoir emprunté aux Romains l'usage de toucher l'oreille des témoins qui assistent à un acte solennel. On sait que c'était un des symboles de l'ancien droit romain [27]; mais dans le code Bavarois [28], il paraît si intimement lié

semblables pour le cas de la lex commissoria, L. 6. p. L. 8. D. de lege commiss. (18. 3.)

25. L. Bajuv. T. 15. C. 9.

26. L. 2. C. de rescind. vend. (4. 44.)

27. Otto de jurisprud. symbolica exerc. 2 C. 3.

28. L. Bajuv. T. 15. C. 2, « ille testis per aurem debet esse tractus, *quia sic habet lex vestra.* » Voy. T. 16. C. 2. 5. Un document de l'an 802 dans Baluz. T. 2. p. 1019, « testes *usu Bajoariorum* per aures... tracti. » Un document de Lucques (a. 884.) dans Muratori, ant. Estensi, P. 1. C. 22. p. 239. sq., où l'on parle de quatre témoins : « *ex genere Bavarico* per aurem tracto testis. » La même chose se retrouve dans presque tous les documens rassemblés dans le recueil de saint Em-

Digitized by Google

aux mœurs nationales, que je n'ai pas cru y voir une imitation du droit romain. Peut-être ce rapport est-il purement fortuit; peut-être s'explique-t-il par une communauté d'origine qui se perd dans la nuit des temps.

Mais comment ces élémens romains sont-ils passés dans les lois des Bavarois? C'est ce qu'on ne saurait guère déterminer, d'autant plus que le Breviarium et le code Justinien paraissent mis à contribution. Peut-être la tribu germanique pour qui ce recueil fut rédigé d'après d'anciennes traditions, habitant déjà ce territoire du temps de l'empire d'Occident, adopta dès-lors quelques principes de droit romain: d'autres peut-être l'y introduisirent à l'époque du roi ostrogoth Théodoric, dont la domination s'étendit en effet sur le pays habité par les Bavarois [29]. Alors le droit Justinien ne se serait introduit en Bavière que plus tard; peut-être même notre recueil aurait-il opéré ce mélange. Nous connaissons quatre auteurs du code Bavarois: Claudius, Chadoindus, Magnus et Agilulf. Claudius paraît être ce savant romain dont parle Frédégaire, mais sans désigner sa patrie; Agilulf, suivant le témoignage de Frédegaire, était évêque de Valence [30]. Ils auront sans

meran, copié par Pez, thes. anecd. T. 1. P. 3. p. 193-286. Voy. aussi Heineccii antiqu. German. T. 1. p. 336.

29. Au reste, je dois faire observer que ces passages n'ont aucun rapport avec l'édit de Théodoric.

30. Palhausen passim. (Voy. plus haut, note 2).

Digitized by Google

doute concouru à la rédaction du recueil, pour toute la partie romaine. En effet, on conçoit aisément que le voisinage de l'Italie ait introduit la connaissance du droit Justinien à Valence, autrefois ville bourguignonne. Je reviendrai sur ce sujet à la fin du chapitre.

Le code Bavarois offre, sous le rapport du droit romain, une analogie frappante avec le code Visigoth, et même certains passages se retrouvent mot pour mot dans les deux recueils [31]. Il y a évidemment un original et une copie; mais je pense que le code Bavarois est l'original, et le code Visigoth la copie. D'abord la rédaction scientifique et ambitieuse du code Visigoth explique fort bien ces emprunts faits aux lois d'un peuple éloigné, emprunts qui ne s'accordent nullement avec la rédaction du code Bavarois. Ensuite les traces du droit romain existent bien plus nombreuses dans le code Bavarois que dans le code Visigoth, où manquent une foule de passages, ceux surtout du droit Justinien [32]; circonstance facile à expliquer, si l'on admet avec

31. Les passages littéralement semblables sont : L. Bajuv. T. 14. C. 1. — L. Visig. V. 5. 1. L. Baj. T. 14. C. 2.-4. — L. Vis. V. 5. 3. L. Baj. T. 15. C. 7. — L. Vis. V. 4. 16. L. Baj. T. 15. C. 9. — L. Vis. V. 4. 7. — D'autres ne présentent que de légères différences de rédaction. Voy. L. Baj. T. 14. C. 4. — L. Vis. V. 4. 9. L. Baj. T. 15. L. 4. — L. Vis. V. 4. 8. L. Baj. T. 15. C. 8. — L. Vis. V. 4. 1.

32. Par ex. : L. Bajuv. T. 1. C. 13. §. 2. T. 2. C. 1. §. 2. T. 6. C. 1. T. 14. C. 6. 7. (Voy. plus haut, notes 3, 4, 5, 16, 18.)

Digitized by Google

moi que les législateurs visigoths ont suivi le code Bavarois. Enfin, la chronologie confirme mon opinion, car le code Bavarois paraît être plus ancien que le code Visigoth tel que nous le possédons. (Voy. p. 56 et 68.)

B. Lois des Allemands. Le seul passage d'origine romaine qui s'y trouve est tiré du Breviarium, et se lit textuellement dans le code Bavarois [33]. Les législateurs allemands ont donc suivi ce dernier code, ou bien ils écrivaient à la même époque et d'après les mêmes sources [34].

C. Lois des Ripuaires. L'affranchissement des esclaves dans les églises, reconnu par ces lois, dérive évidemment du droit romain [35].

D. Capitulaires, ou lois des rois Francs qui n'étaient pas particulières à un seul peuple. Ces lois nous ont été conservées dans des pièces détachées

33. L. Alemann. T. 39, renfermant sur les prohibitions de mariage les mêmes dispositions que la L. Bajuv. T. 6, C. 1. (Voy. plus haut, note 5.)

34. Heineccius (antiqu. Germ. T. 1. p. 340.) voit une analogie entre le T. 2. §. 1 et la L. 14. §. 5. C. de SS. eccl. (1. 2.) Mais ces deux passages ont un objet tout différent. Le symbole relatif aux témoignages chez les Bavarois (Voy. note 28,) se trouve mentionné dans le code des Allemands. (Tit. 94).

35. L. Ripuar. T. 58. C. 1. La loi Romaine est la L. un. C. Th. brev. de manum. in eccl. (4. 7.) On voit les conséquences de cette espèce d'affranchissement dans la L. Ripuar. T. 61. C. 1, 2. (Voy. vol. 1er. p. 107.) Le symbole relatif aux témoignages chez les Bavarois se retrouve ici, T. 60. C. 1.

Digitized by Google

indiquant le nom du roi, souvent aussi la date de leur rédaction, et dans plusieurs recueils contenant des extraits empruntés aux originaux que nous connaissons, et beaucoup de dispositions nouvelles. Je vais examiner les traces du droit romain que présentent les capitulaires détachés et les recueils [36].

La constitution de Chlotaire Ier, rendue vers l'an 560, concerne surtout les *provinciales*, c'est-à-dire les Romains, et confirme en termes généraux l'autorité du droit romain [37]. Le préambule est copié textuellement d'une novelle de Valentinien [38]. Ici, comme dans le Breviarium, il est défendu d'abuser de l'autorité royale pour contracter mariage sans le consentement de la femme [39]. L'Église, les ecclésiastiques et les *provinciales*, par conséquent tous les

36. Aucune source de droit au moyen âge ne répond mieux au plan de mon ouvrage que l'excellente édition des capitulaires par Baluze : Capitularia regum Francorum..... ed. steph. Baluzius. Parisiis, 1677, 2. vol. f., et l'édition curante Petro de Chiniac, Paris, 1780, 2 vol. f. qui du reste n'a pas sur la première de grands avantages et où la pagination est la même. Ce recueil comprend, outre les Capitulaires, les lois des différens peuples, la plupart des recueils de formules, et une foule de documens. Georgisch n'a publié qu'une partie des Capitulaires.

37. Baluz. T. 1. p. 7-10. « Usus est clementiæ principalis necessitatem *provincialium vel subjectorum sibi omnium populorum*.... tractare. » Voy. vol. 1er, p. 93.

38. Nov. Valentiniani, T. 8.

39. Const. Chlotarii. C. 7. Voy. L. un. C. Th. brev. si nupt. ex reser. (3. 10.)

Digitized by Google

Romains, peuvent se défendre contre toute revendication par la prescription de trente années [40].

La constitution de Childebert, roi d'Austrasie, rendue vers l'an 595, établit une nouvelle espèce de prescription, mais qui a sa source dans le droit romain. La propriété d'un immeuble se prescrit par dix ans si le propriétaire a son domicile dans la juridiction du *dux* ou *judex* où l'immeuble est situé, par trente ans dans le cas contraire. Toute prescription cesse quand l'immeuble est situé en pays étranger [41]. La prescription de dix années et la différence que constitue l'absence ou la présence du propriétaire dérivent du droit romain [42]; seulement la prescription de trente ans a été substituée à celle de vingt ans du droit romain.

L'appendice d'un capitulaire de Worms (a. 829) pose comme règle générale la prescription de trente ans, et en fait une application spéciale à la pre-

40. Const. Chlotarii. C. 13, voy. L. un. C. Th. de act. certo temp. fin. (4. 14.) et Nov. Valent. T. 8. — La fin est remarquable : « intercedente tamen justo possessionis initio. » Chez les Romains, cette condition n'était pas exigée pour la prescription de trente ans, mais pour l'usucapion et la *longi temporis possessio*. Cette disposition ainsi modifiée volontairement ou par ignorance parait tirée mot pour mot du passage suivant, Int. Pauli V. 2. §. 4, « si tamen justum possidendi initium intercessisse probatur, » relatif à la « longi temporis possessio. »

41. Decretio Childeberti. C. 3. (Baluz. T. 1. p. 17.)

42. Ces règles se retrouvent dans le Breviarium Paul. V. 2. §. 3, 4 et dans le commentaire sur ce passage.

Digitized by Google

scription des colons (coloni). Ce dernier passage, sauf quelques modifications, est tiré mot pour mot du Breviarium [43].

Un capitulaire de Charles-le-Chauve (a. 865) règle les formes à suivre pour l'échange des biens de l'Église; et ces dispositions semblent reproduire divers passages de Julien [44].

Enfin, on voit dans un capitulaire dont on ignore la date un passage de Julien copié textuellement [45].

Les recueils des capitulaires se composent de sept livres qu'on cite ordinairement d'après leurs numéros, et de quatre appendices différens. Chaque livre et chaque appendice est divisé en chapitres. On n'y trouve aucune méthode, et de fréquentes répétitions augmentent encore la difficulté des recherches. Les premiers livres (1—4) furent rédigés par

43. Baluz. T. 1. p. 673. 674. Cap. 2 et 3. Voy. Interpr. L. un. C. Th. de inquilinis (5. 10.)

44. Capit. a. 865. C. 6. (Baluz. T. 2. p. 198.) « Et si mortua manus vel præceptum regium super eas interjacet, describantur diligenter.... et signatis ipsis præceptis, sicut lex Romana præcipit, ad nostram præsentiam deferri faciant.... » La *mortua manus* paraît tirée de Julian. Const. 48. C. 2. Le *præceptum regium* de Julian. Const. 7. C. 2. passages dont la réunion que je suppose, s'est faite d'une manière un peu confuse. Bien différens avec des expressions semblables sont : le Capit. Lib. 5. C. 110 et addit. IV. C. 108. et les sources rapportées dans Baluz. T. 1. p. 519. 666. quoique la fin de notre passage se réfère à ces anciens capitulaires. — Je pourrais encore citer le capitulaire de 878, s'il ne trouvait mieux sa place au chapitre où je parlerai des recueils de droit canonique.

45. Baluz. T. 2. p. 361. Cap. 2. Voy. Julian. Const. 115. C. 28.

Digitized by Google

Ansegis, les derniers (5 — 7) par Benedictus Levita. Les auteurs des quatre appendices ne sont pas connus.

Les quatre livres d'Ansegis ne contiennent que les capitulaires de Charlemagne et de Louis-le-Débonnaire. Leur authenticité n'est pas douteuse, car les rois suivans citent ces capitulaires d'après les numéros des livres et des chapitres [46]. Je n'y ai trouvé que deux passages empruntés au droit romain. Ces deux passages se rapportent aux églises, et sont copiés littéralement de Julien [47].

Les passages tirés du droit romain existent beaucoup plus nombreux dans les trois livres de Benedictus Levita, rédigés vers le milieu du neuvième siècle par ordre de l'archevêque de Mayence Otgar [48]. On a déjà remarqué que ce recueil se compose d'élémens fort divers, de droit germanique, de droit romain, etc., mais je pense que le titre d'un recueil de capitulaires imposé à cet ouvrage a trompé les auteurs modernes sur son véritable caractère. Ainsi Baluze prétend que déjà les rois Francs avaient fait rassembler ces fragmens sous forme de capitulaires, et que tels furent les matériaux mis en œuvre par

46. Par exemple: Charles-le-Chauve, dans son edictum Pistense. Baluz. T. 2. p. 173. sq.

47. Capitul. Lib. 2. C. 29, 30. Voy. Julian. Const. 7. C. 1, 2.

48. Cette circonstance et le nom de l'auteur, inconnu d'ailleurs, sont rapportés dans la préface versifiée du cinquième livre.

Digitized by Google

Benedictus Levita [49]. Mais cette supposition n'a pas le moindre fondement : comment croire, par exemple, que les rois Francs aient ordonné l'extrait du Breviarium, extrait sans intérêt pour les Francs, et inutile aux Romains qui possédaient le texte original. Benedictus Levita voulut faire une compilation qui pût, autant que possible, servir à tous les sujets de l'empire Franc, ecclésiastiques ou laïques. Cela ressort de l'ouvrage lui-même, et la préface, malgré sa confusion et son obscurité, semble favoriser cette opinion. On conçoit aisément que cet ouvrage soit intitulé recueil de capitulaires, et qu'il fasse suite à celui d'Ansegis, car les capitulaires y occupent une place fort importante, et avaient une autorité bien plus étendue que les diverses pièces admises dans ce recueil. Ainsi le Breviarium est souvent appelé *Lex Theodosiana*, parce que le code Théodosien en forme le principal élément, mais de là on ne devrait pas conclure que les Institutes de Gaius aient jamais fait partie du code Théodosien. Considéré sous ce point de vue, notre recueil acquiert une nouvelle importance, car il ne nous montre plus les traces du droit romain dans les capitulaires, mais la connaissance et l'application immédiate des sources du droit romain pendant le neuvième siècle. Si je n'eusse examiné que la na-

49. Baluzii, præfat. Capit. §. 45.



Digitized by Google

ture même du recueil, j'aurais dû le ranger non parmi les capitulaires mais parmi les travaux scientifiques; et, vu le caractère de son auteur, le renvoyer au chapitre du clergé; mais comme l'usage constant des auteurs est de le rapporter aux capitulaires, j'ai dû, pour plus de clarté, le faire entrer dans ce chapitre, où je traite des lois germaniques de l'empire Franc.

Quant à l'exécution du plan que je viens d'exposer, ce recueil mérite peu d'éloges. Il faut sans doute d'après mon système, absoudre l'auteur du reproche d'avoir inséré plusieurs pièces étrangères aux capitulaires, mais son ouvrage manque complètement de méthode et de critique. Ainsi l'on y trouve des passages supposés, d'autres tout-à-fait méconnaissables [50]. Pour comble de négligence, Benedictus Levita transcrit indistinctement des lois particulières à un peuple, tel que les Romains, les Bavarois, les Goths, etc., et si leur véritable caractère ne nous était connu d'ailleurs, nous les croirions des lois générales de l'empire Franc. Les fragmens qui n'existent que dans ce recueil n'ont donc aucune autorité réelle, et l'on est encore moins en droit de leur attribuer un caractère particulier, d'y voir, par exemple, des passages authentiques des capitulaires. Maintenant, faut-il accuser l'ignorance ou la mauvaise foi de l'auteur? La question est difficile à ré

50. J'en ai déjà cité des exemples, Ch. III, note 25, Ch. V, note 7.

Digitized by Google

soudre. Nous voyons pour la première fois dans ce recueil les fausses décrétales d'Isidore souvent mises en usage. Si Benedictus Levita n'est pas étranger à la supposition de ces actes [51], ou s'il a voulu les accréditer, les confusions qui se trouvent dans cet ouvrage paraîtraient autant de méprises volontaires destinées à couvrir la fraude. Pour nous, la question offre peu d'intérêt; car dans l'une ou l'autre hypothèse, les traces de droit romain que contient ce recueil attestent la connaissance des sources.

Les sources de droit romain que Benedictus Livita a mises à contribution sont fort nombreuses [52]; Le Breviarum, le code Théodosien original [53], le code Justinien [54], et l'épitome de Julien. Le Breviarium,

51. (Spittler) Geschichte des kanonischen Rechts, S. 250.

52. On en trouve l'énumération complète dans l'appendice du présent volume. J'indiquerai seulement ici les passages qu'on retrouve le moins souvent dans d'autres sources du moyen âge.

53. Capit. VI, 111 (et encore VI, 390.) — L. 47. C. Th. de episc. (16. 2.) Capit. VI, 367 (VII, 285.) — L. 30, C. Th. de episc. (16, 2.) Capit. VII, 195. (Plus complet dans Addit. IV. C. 32.)—L. 2. C. Th. de his qui super relig. (16. 3.) Capit. VII, 438. — L. 41. C. Th. de episc. (16. 2). Ces passages n'existent ni dans le Breviarium ni dans le code Justinien, mais dans le code Théodosien original. Le Capit. VI, 366, la loi supposée, L. 1. C. Th. de episc. jud. (Voy. plus haut, ch. III, note 25), et plusieurs autres passages confirmant d'une manière générale les privilèges du clergé, semblent empruntés au code Théodosien. Capit. VI. 103. 112. 114. 388. 391. VII. 477. Voy. L. 29. 30. 34. 38 C. Th. de episc. (16. 2).

54. Capit. V. 338. — L. 35. C. Just. de episc. (1. 3) qui ne se



Digitized by Google

et surtout les fragmens de Paul, ont servi pour droit civil, les autres sources pour le droit canon que. Par une circonstance singulière, Benedictus transcrit la loi visigothe qui défend l'usage du dr romain[55], mais avec des omissions qui rendent moi évident son rapport au droit romain. On ne saur dire quelle fut l'intention du rédacteur en insér ce passage.

Montesquieu pense que Benedictus a transfor cette loi en capitulaire pour exterminer le droit r main par tout l'univers[56]. Mais les nombreux pa sages empruntés au droit romain, et l'intérêt d prêtres à maintenir un droit qui leur était si fav rable, s'élèvent contre la supposition de Mont quieu. Au reste, ce fragment paraît n'avoir eu da la pratique aucune influence sur l'autorité du dr romain.

Les deux premiers appendices (additiones) n'o frent aucune trace de droit romain. Les deux de

trouve dans aucun autre recueil. Plusieurs passages se lisent dans code Justinien et dans le code Théodosien, mais non dans le Breviariu par ex. : Capit. V. 339. — L. 40. C. Th. de episc. (16. 2) L. 5. C. de SS. eccl. (1. 2) Cap. VI. 115. 406. — L. 31, C. Th. de episc. (16. L. 10, C. J. cod. (1. 3). Cap. VI. 116. et surtout VI. 389. — L. C. Th. de episc. (16. 2) L. 13. C. J. cod. (1. 3) Capit. VI. 117. 3 — L. 40. C. Th. de episc. (16. 2) L. 5. C. J. cod. (1. 3).

55. Cap. IV. 343. — L. Visigoth. Liber. 2. T. 1. L. 9. (Voy. p haut. Chap. VIII, note 96.)

56. Montesquieu, Liv. 28, Ch. 8.

Digitized by Google

niers contiennent plusieurs passages [57] tirés du Breviarium, du code Théodosien original [58] et de Julien.

## II. DOCUMENS.

Il existe une foule de documens qui attestent l'usage du droit romain dans l'empire Franc. Mais lorsqu'on les examine on doit distinguer soigneusement les diverses provinces de cet empire, car le régime antérieur à la conquête des Francs peut avoir influé sur les destinées du droit romain dans ces provinces; ainsi je distingue : A. Les provinces visigothes dont Clovis fit la conquête au commencement du sixième siècle (l'Aquitaine et une partie de la Provence). B. Les provinces visigothes envahies par les Francs lors de leur seconde conquête au huitième siècle (la Septimanie ou Gothie). C. Les provinces bourguignonnes. D. Les provinces qui tombèrent de la domination romaine au pouvoir des Francs sans passer par la domination des Visigoths ou des Bourguignons [59]. Ces distinctions sont im-

57. Voy. l'appendice de ce volume.

58. Addit. 4 C. 32. — L. 2 C. Th. de his qui super relig. (16. 3). Ce passage se trouve dans Capit. VII, 195 (Voy. note 53); mais comme il est plus complet dans l'appendice, l'auteur a dû consulter l'original.

59. On connaît avec précision les limites des divers Etats par les conciles où les évêques figurent nominativement : car leurs évêchés faisaient

Digitized by Google

portantes, car dans ces diverses contrées le droit romain a revêtu différentes formes, subi différentes chances, et quand bien même ces différences ne pourraient se retrouver dans la pratique du droit, nos recherches devraient avoir pour but principal de les y découvrir.

A. Provinces visigothes conquises par Clovis. Nous avons le testament de Cæsarius, archevêque d'Arles [60], fait dans la première moitié du sixième

certainement partie du royaume où se tenait le concile. Ainsi nous avons : 1° Pour le royaume des Visigoths, au temps de sa plus grande étendue, le concile d'Adge de l'an 506. Voy. Mansi, T. 8, p. 319, sq. 2° Pour la Septimanie, le concile de Narbonne de l'an 589. Voy. Mansi, T. 9, p. 1013, sq. 3° Pour le royaume de Bourgogne, le concile de Yenne (Epaona) de l'an 517. Voy. Mansi, T. 8, p. 555, sq. 4° Pour le royaume des Francs, après la conquête de Clovis, le concile d'Orléans de l'an 511. Voy. Mansi, T. 8, p. 347, sq. — On peut consulter avec fruit deux mémoires de Mandajors et Foncemagne, insérés dans les mémoires de l'Ac. des Insc. T. 8 (éd. in-4°, 1733), p. 430-450 et p. 505-527. Certaines parties du royaume des Visigoths et du royaume de Bourgogne avaient antérieurement à la conquête des Francs appartenu aux Visigoths, mais leur domination dura trop peu pour influer sur la constitution et sur le droit. Ainsi elle commença à Arles en 510, dans les autres villes en 524, et cessa au-delà du Rhône (en Septimanie) l'an 526, en deçà du Rhône l'an 536. Voy. les conciles Ostrogoths tenus à Arles, Carpentras et Orange, en 524, 527 et 529 (Mansi, T. 8, p. 627, 708, 718 conf., p. 564) et Mascov Geschichte der Teutschen Th. 2 S. 31, 54, 68, 96.

60. Bréquigny, diplomata, T. 1, N. 23, sub. a. 542 (conf. proleg. p. CCXXXVII), et Hamberger zuverlässige Nachrichten Th. 3, S. 360, et Bréquigny table, T. 1, p. 18, sub. a. 508. — On ignore la date de ce testament. Cæsarius, évêque en 501, mourut en 542; la date de son

Digitized by Google

siècle, d'après les termes et suivant les règles du droit romain [61]. La mention des formalités extérieures qui en assuraient la validité n'est pas parvenue jusqu'à nous.

Le testament d'Aredius et de sa mère Pelagia fait à Saint-Yrier (Attanum) en Limousin, l'an 571 [62], est rédigé suivant les formes ordinaires du droit romain [63]. On y voit figurer cinq témoins dont trois indiquent dans leur souscription, conformément à la

testament se place nécessairement dans l'intervalle, mais celle de 508 adoptée généralement et celle de 542 donnée par Bréquigny ne se fondent sur aucun document certain. On ignore aussi dans quel royaume fut fait ce testament, car la ville d'Arles passa, en 510, des Visigoths aux Ostrogoths, et, en 536, des Ostrogoths aux Francs.

61. « Hoc testamentum.... jure prætorio vel jure civili, et *ad vicem illorum codicillo* firmavi. » Il institue pour héritier un cloître de la ville d'Arles « ceteri ceteræve exheredes sint. » Vient ensuite la formule usitée en droit Romain pour confirmer l'ensemble du testament (le caput generale), voy. L. 34, §. 6. D. de leg. 2 (31. un.) L. 40. §. 1. D. de leg. 3 (32. un.). Au lieu des mots imprimés en lettres italiques, Bréquigny lit d'après un ancien manuscrit : *ad vicem codicillorum*.

62. Mabillon, vetera analecta, T. 2 (Paris, 1676, 8.) p. 48. sq. Gregorii Turon. opera. ed. Ruinart, p. 1308. sq. Bréquigny diplomata, T. 1. N. 60. p. 71. — Bréquigny le place en 572, et il cite un second testament presque conforme au premier de l'an 591 (proleg. p. XXXII, CCXXXVII.) Voy. pour la chronologie Mabillon, p. 62.

63. Suivant le texte de Mabillon, p. 48 : « Quod testamentum nostrum si casu, jure civili aut prætoris aut cujuslibet legis novellæ conscriptione vel veteris valere non potuerit, in vicem codicillorum et omnium scripturarum quæ firmiter consistunt valere jubemus, ut id fiat, detur, præstetur, illibatum in omnibus teneatur, secundum tenorem infra scriptum, etc. »

Digitized by Google

loi romaine, le nom du testateur et l'objet de leur signature, tandis que les deux autres n'ont pas signé de leur main. Une autre personne (Alstedius) figure encore dans cet acte, mais on ne doit pas y voir l'adjonction irrégulière d'un sixième témoin. Alstedius est le successeur désigné de l'abbé Aredius; il intervient au testament pour en promettre l'exécution [64].

En 634, les quatre fils de Sadregisilus duc d'Aquitaine ayant négligé de venger sa mort, furent dépouillés de sa succession conformément au droit romain, et Dagobert Ier fit donation de ces biens à l'abbaye de Saint-Denis [65]. La règle ici appliquée se trouve aussi dans le Breviarium [66]. Sans doute Sadregisilus était Romain de naissance. Vainement on objecterait son nom germanique et le costume germanique dont il se sert, car souvent les Romains avaient adopté les mœurs des Francs [67]. L'an 785,

64. « Alstedius rogante domino meo Aredio et Pelagia testamentum *nostrum* confirmavi. » (Voy. Mabillon, p. 67.) Cette souscription se trouve dans Mabillon, p. 60, avant celle de Pelagia. Leur ordre varie suivant les manuscrits.

65. Gesta Dagoberti I. C. 35 (Bouquet, T. 2, p. 589). Aimoinus de gestis Francorum Lib. 4 C. 28 (Bouquet, T. 3, p. 131). « Secundum leges Romanas quæ sanciunt a paterna eos decidere hereditate debere, qui noluerint interfecti necem vindicare omnibus paternis exspoliati sunt bonis. » *Caroli calvi* præceptum a. 845 (Bouquet, T. 8, p. 470).

66. Paulus III, 5, §. 2. 10 et interpr. §. 1. Le principe est posé plus formellement encore dans le droit Justinien. Voy. L. 17, 20, 21 D. de his quæ ut indig. (34, 9.) et tit. Cod. eod. (6. 35).

67. On lit dans les Gesta Dagoberti, l. c., que Dagobert avait con

Digitized by Google

le testament du comte Rogerius fut fait en Poitou, suivant les formalités du droit romain et en présence de sept témoins [68].

Dans la relation d'un placitum tenu à Arles, l'an 968, nous voyons des vassaux romains et saliens, ainsi que d'autres échevins, juger d'après la loi romaine, et citer textuellement un passage du Breviarium [69].

Au dixième siècle, Gérard comte d'Aurillac en Auvergne, et qui possédait un grand nombre de serfs, s'interdit d'en affranchir plus de cent pour obéir à la loi civile [70] : il s'agit ici de la loi Fusia

damné Sadregisilus à avoir la barbe coupée; mais l'on sait que les Romains portaient souvent les cheveux et la barbe à la manière des Francs. Voy. Gregor. Turon. de vitis patrum. C. 20. §. 3.

68. Mabillon, annales ord. S. Benedicti. T. 2. p. 711 et 271 : « quod testamentum ipsum si jure civili non valuerit, prætorio jure subsistat. Quod si jure prætorio stare nequiverit, jam ipsum *ad vicem codicis illæsum* manere præcipimus : quod septem testibus ad subscribendum ex more firmatum, vel a pluribus signatum, plenam suscipiat firmitatem. » L'acte porte les signatures de vingt-deux témoins. Marini papiri p. 254 corrige ainsi le texte avec beaucoup de vraisemblance : *ad vicem codicillorum*.

69. Martene collectio amplissima, T. 1, p. 322, 323. Le passage cité est Interpr. L. 5 C. Th. de sentent. ex peric. (4, 17).

70. Odonis Cluniacensis vita S. Geraldi lib. 3, « centum ex mancipiis tantum libertate tunc donavit : movebatur autem a quibusdam suis, quatenus de familia quæ sibimet affatim superabundabat majorem multitudinem jugo servitutis absolveret : quibus ait, justum inquit est ut lex mundialis in hoc observetur, et ideo numerum in eadem lege

Digitized by Google

Caninia, qui d'ailleurs est passée comme loi vivante dans le Breviarium [71].

L'an 105, un contrat de mariage fait à Marseille ou dans les environs, nous montre un *sponsalitium* constitué à la femme suivant le droit romain [72].

L'an 1095, Bertrand, fils du comte de Toulouse, donne dans son contrat de mariage plusieurs villes à sa femme, conformément au droit romain [73].

Un acte de donation porte que la loi romaine reconnaît à chacun le droit de disposer de ses biens [74].

præstitutum prætergredi non debere. » Je cite d'après Alteserra rer. Aquitan. L. 3. C. 9. p. 199. La vie de Gérard se trouve dans la biblioth. Cluniacensis, p. 65. (Fabric. bibl. med. latin. T. 5. p. 156. ed. Mansi.)

71. Cajus I. 2. princ. Paulus IV. 14. §. 4.

72. Bréquigny, Table, T. 1, p. 512. « Charta qua Fulco juxta legem suam Romanam desponsat sibi Odilam et ei sponsalitium ac dotalitium constituit in comitatibus Massiliensi et Tolonensi » (d'après Ruffi, hist. de Marseille, T. 1, p. 484.)

73. (Vaissette) Hist. de Languedoc, T. 2, preuves, p. 338. 339 « dono tibi in tuo sponsalitio et dotatione civitatem Ruthenis.... *sicut lex mea Romana est.* » Il en dit autant pour les autres villes. Ces biens appartiennent aux deux époux pendant le mariage et après leur mort aux enfans. S'il n'y a pas d'enfans, les biens restent à la femme. Cette disposition étrangère au droit Justinien tient beaucoup de la dot Germanique, ou de la Donatio ante nuptias, telle qu'elle se trouve dans le Breviarium.

74. Document de Mas-Garnier sur la Garonne (a. 1015). « Multum declarat sive docet *lex Romana vel Salica*, ut unusquique homo de res suas proprias licentiam habeat ad faciendum quod voluerit. » (Vaissette) Hist. de Languedoc T. 2. preuves, p. 169.

Digitized by Google

Enfin, plusieurs documens des onzième et douzième siècles témoignent que, d'après le droit romain, toute donation doit être faite par écrit et en présence de témoins [75]. Cette règle se trouve dans le Breviarium [76], mais le code Justinien l'abolit formellement [77].

B. Provinces visigothes de la seconde conquête (Septimanie).

Deux documens de Louis-le-Débonnaire, l'un de l'an 816, l'autre de l'an 835, décident que le cloître d'Anien doit recouvrer ses biens usurpés et ses colons fugitifs, qu'en vain ceux-ci invoqueraient la prescription de trente ans, car d'après le droit romain la prescription cesse en pareil cas [78]. Ici l'exception n'est pas fondée sur la nature même de l'action contre les colons fugitifs, qui, au contraire,

75. Documens de Riez (a. 1052), Fréjus. (a. 1101 et 1095) Avignon (a. 1126). Gallia christiana. T. 1. app. Instr. p. 82. 83. 84. 142. — Avignon appartenait aux Visigoths en 506, aux Bourguignons en 517. Plus tard cette ville passa aux Ostrogoths (Cassiodor. Var. III. 38), et enfin aux Francs.

76. L. 1. C. Th. brev. de donat. (8. 12).

77. L. 29. C. Just. de donat (8. 54).

78. Vaissette. Hist. de Languedoc T. 1 Preuves, p. 49. 67. « et ubicunque inventa fuerint (mancipia) et secundum legem Romanam tricennio se defendere voluerint, et hoc advocati prædicti monasterii ex propinquis eorum circumcinxerint, aut testimonia idonea dederint, fiant de eis *secundum Romanæ legis sanctionem, ut tricennium ea excludere non possint.*

Digitized by Google

admettait la prescription [79], mais sur les privilèges généraux de l'Église. Ainsi donc, Louis-le-Débonnaire avait en vue, non le Breviarium, mais le droit Justinien, car ce fut Justinien qui le premier releva l'Église de la prescription ordinaire, et finit par lui donner quarante ans pour réclamer [80]. D'après ce principe, Louis-le-Débonnaire dit avec raison que la prescription de trente ans n'est pas opposable à cette église.

Un acte de 949, contenant une donation du comte de Carcassonne à l'abbaye de Montolieu, cite textuellement un passage du Breviarium [81].

Enfin on voit dans une foule de documens que le droit romain, le droit salique et le droit goth assurent à chacun la libre disposition de ses biens [82].

79. L. un. C. Th. brev. de inquilinis (5. 10), et plusieurs Novelles de Valentinien.

80. Les lois anciennes sont L. 23. C. de SS. eccl. (1. 2) et Nov. 9; les lois récentes, Nov. 111 et Nov. 131. C. 6, dont les dispositions sont restées en vigueur. (Voy. c. 2. C. 16. q. 4 de l'an 590.) Notre document se réfère à ces textes ou plutôt à l'extrait de Julian. const. 104 const. 119. C. 6 La chose ne semble pas douteuse, car Benedictus Levita Capit. Lib. 5. C. 389, cite Julian. const. 119. C. 6. Nous avons ici une preuve nouvelle que le droit Justinien était aussi appelé lex Romana. (Voy. vol. 1er p. 99.)

81. (Vaissette) Hist. de Languedoc T. 2 Preuves, p. 91. « Legis Romanæ *primum capitulum apud librum tertium saluberrime intonat: Cum inter ementem... permittatur.* » Le passage est cité d'une manière très-inexacte. Voy. Int. L. 1. C. Th. de contr. emt. (3. 1).

82. Trois documens d'Alby (a. 942, 940 et 1050). Vaissette. I, 2. Preuves, p. 85. Gallia christ. T. 1. app. Instr. p. 3. 4.

Digitized by Google

Ces monumens de droit romain sont d'autant plus importans que vers le milieu du septième siècle les rois visigoths avaient proscrit l'usage du droit romain dans tout leur empire, dont la Septimanie fit partie jusqu'au huitième siècle. (V. p. 64.) Ainsi donc, ou le droit romain se releva sous la domination des Francs, ou la prohibition des rois visigoths ne s'exécuta jamais complètement. Cette dernière supposition paraît la plus vraisemblable [83].

C. Provinces bourguignonnes.

L'an 643, le testament de Nizetius, archevêque de Lyon, fut ouvert suivant les formalités que prescrit le Breviarium [84], et dont la *lex romana* des Bourguignons ne parle pas.

Nous avons les deux testamens de Widrad, abbé de Flavigny. Le premier est fait l'an 721, devant la curie de Semur. On voit que l'ouverture solennelle aura lieu d'après le Breviarium [85], et toutes les formes du droit romain y sont scrupuleusement suivies [86].

83. La première de ces hypothèses est adoptée par Altaserra rer. Aquitan. Lib. 3. C. 11; la seconde par Montesquieu XXVIII. 7; mais seulement pour la Gaule méridionale qui, éloignée du centre de la monarchie, vivait dans une grande indépendance.

84. Voy. plus haut chap. 5. not. 42.

85. Voy. plus haut ch. V. not. 45. 46. 58.

86. Par exemple : « et quod unicuique per hoc testamentum dedero dareve jussero, id ut fiat, detur, præstetur, impleatur.... committo. » Plus loin : « Præterea ista omnia reservavimus in falcidia heredibus

Digitized by Google

Le second est un testament privé fait à Autun, l'an 744, en présence de sept témoins [87].

Le testament d'Abbo Patricius (a. 731) [88], qui appelle à sa succession le cloître Novalese, est aussi fait dans les formes du droit romain en présence de cinq témoins [89].

On voit dans la relation d'un placitum tenu à Manosque sur la Durance, l'an 984, un passage du Breviarium cité textuellement [90].

Deux documens d'Apt (a. 991 et 1115) portent

nostris... » Il ne s'agit pas ici de la falcidie de l'hérédité testamentaire, mais de la légitime réservée aux plus proches parens.

87. Bréquigny diplomata T. 1. N. 346. p. 483 et prologue, p. CLXV. CCXLII.

88. On ignore dans quel lieu ce testament a été fait, mais la mention du maire du palais, Charles Martel, montre que c'est dans l'empire Franc. Nous n'en avons pas l'original, mais seulement un document de 805 où Charlemagne se réfère au titre original, le renouvelle et le confirme. Ce document est imprimé dans Mabillon diplom. p. 807 et Bréquigny diplom. T. 1. N. 340. p. 468. proleg. p. CLVIII. CCXLIII.

89. « Quod testamentum meum si quo casu et jure Prætorio vel qualecujus Lege adinventionis, quæ quo modo valere nequiverit, ac si ab intestato ad vicem codicellorum eum valere volo ac jubeo. Quos, quas liberos liberasve esse decrevero; liberi liberæve sint omnes; et quæque per hoc testamentum meum dedero, legavero, dare jussero, id ut fiat, detur, præstetur, fidei heredis mei committo. » Plus loin, le testateur fait à une parente collatérale, un legs « pro Falcidia, » expression qui, encore ici, désigne la légitime.

90. Martene Collectio ampliss. T. 1. p. 334. C'est la L. 5. C. Th. de sentent. ex peric. (4. 17). Ce Placitum, comme celui dont parle la note 69, fut présidé par Guillaume, comte de Provence.

Digitized by Google

qu'il faut suivre le droit romain pour disposer en faveur de l'Église, et que les testamens doivent se faire devant sept témoins [91].

D. Provinces conquises par les Francs sur les Romains.

Le testament de Remigius, archevêque de Reims († 533), existe dans plusieurs manuscrits avec une foule de variantes d'une authenticité fort douteuse [92]. Outre certaines formalités de droit romain [93] on y trouve la circonstance remarquable d'une addition postérieure à la confection du testament [94]. Si ce testament n'est pas entièrement supposé, ou bien il a été scellé comme dans le droit moderne, et non comme dans le droit romain, ou plutôt cette addition mise seulement sur l'enveloppe, ne fait partie du testament lui-même que dans les copies [95].

91. Gallia christiana. T. 1. app. Instr. p. 75. 78.

92. Brissonius de formulis. Lib. 7. N. 160. Bréquigny diplomata. T. 1. N. 15. 29. N. 16. p. 32. Conf. Bréquigny, table. T. 1. p. 22. Histoire littéraire de la France. T. 3. p. 160. Moreau, Principes de Morale. T. 9. p. 409. — Un manuscrit porte six témoins, un autre treize.

93. « Ego... testamentum meum condidi jure Prætorio, etc., » et « hæc ita do, ita lego, ita testor, cæteri omnes exheredes estote, sumtote. »

94. « Post conditum testamentum, immo signatum, occurrit sen« sibus meis ut Basilicæ Domnorum martyrum Timothei et Apollinaris Missorium argenteum sex librarum ibi deputem, ut ex eo sedes futura meorum ossium componatur »

95. Marini papiri p. 484. not. 135. dit qu'on laissait toujours

Digitized by Google

Les testamens de Bertram (a. 615) et Hadoindu (a. 642)[96], l'un et l'autre évêques du Mans (Cenomanum) se ressemblent beaucoup[97]. Tous deux sont faits suivant les formes du droit romain, et contiennent l'ordre qu'après la mort du testateur ils soient ouverts devant la curie[98]. Tous deux sont signés de sept témoins dans le nombre desquels est comprit le notaire rédacteur.

Le testament de Burgundofara de Farmoustier (Eborlacum) près Meaux (632), se réfère au code Théodosien, sur la nécessité de la tradition, que « reste le code Théodosien prescrit pour les donations non pour les testamens[99].

pour cet objet un coin du rouleau non-scellé, mais comment savons-nous que le testament dont il s'agit formait un rouleau ?

96. Brissonius de formulis. Lib. 7. N. 161. 162. Bréquigny diplomata. T. 1. N. 56. 114. p. 99. 190. prolog. p. XXXVIII. CCXXXVIII et LXXII. CCXL. Hist. lit de la France. T. 3. p. 529. 530.

97. Le premier testament porte : « quod testamentum meum si quo jure civili aut jure prætoris vel per alicujus novæ legis interventum valere nequiverit, ac si ab intestato ad vicem codicillorum valere id volo, et valeat. » Vient ensuite l'institution d'héritier, puis le caput generale. Le second testament est presque tout semblable au premier.

98. Les deux testamens portent que l'ouverture se fera « Cenomannis civitate, » et ils ajoutent : « et ibi testamentum cum apertum fuerit vobis prosequentibus, apudque publica gestis municipalibus faciatis allegare. » On peut joindre ces deux pièces aux preuves alléguées vol. 1er, p. 245 de la Conservation du Régime municipal dans l'empire Franc.

99. Bréquigny diplom. N. 77. p. 142 prolog. p. LVII. CCXXXIX. « quo

Digitized by Google

Le testament d'Ermenthrude fait à Paris, vers la fin du septième siècle, reproduit l'ancienne forme de testamens que nous a conservée Ulpien [100]. Ce testament est signé de cinq témoins y compris le notaire [101]. Cette ancienne forme se retrouve, mais mutilée, dans un autre testament de la même époque [102].

J'ai déjà parlé de quatre documens de l'an 804, relatifs à une donation faite à Angers, suivant les formalités du droit romain, et où le Breviarium est cité textuellement [103].

Dans un procès instruit l'an 838, à Aix-la-Chapelle, devant Louis-le-Débonnaire, Aldricus, évê-

nullo casu civili vel prætoriano hæc calumniare quisquam valeat, etc.» et plus loin : «in lege quoque Theudosiana ut est insertum, sic trado, etc.» — Bréquigny, p. 143, regarde l'authenticité de ce document comme douteuse.

100. «Ita do ita ligo ita testor ita vos mihi Quiritis testimonium perhibetote citeri citeræque proximi proximæque exheredis mihi estote proculque habetote.» Voy. Ulpian, tit 20. §. 9. Bréquigny (proleg. p. CCXLII) traduit *Quirites* par *proceres*, personnages illustres, mais c'est l'ancienne formule copiée sans réflexion; car alors la nuncupation du testament ne s'exécutait pas plus que la mancipation.

101. On le trouve dans Mabillon ann. ord. S. Bened. T. 1. p. 576, qui, page 623, fait à ce sujet d'excellentes remarques. Bréquigny diplomata. T. 1. N. 250. p. 361, et p. CXXVII. CCXLII. Marini papiri num. 76.

102. Mabillon, l. c. p. 706. Bréquigny, p. 316. Marini num. 77, sur l'ingénuité. Voy. plus bas note 135.

103. Voy. vol. 1er, p. 246-248.



Digitized by Google

que du Mans, plaidant contre un cloître, se réfère à plusieurs passages du Breviarium, dont il cite quelques-uns textuellement [104].

Enfin on trouve souvent des formules et des expressions qui rappellent le droit romain sans qu'on puisse les rapporter à un texte ou à un principe déterminé. Ainsi, on voit dans les donations et dans les actes de vente la *stipulatio legis Aquiliæ et Arcadiæ* [105]. Le mot *Falcidia* désigne tantôt la légi-

104. Baluzzi miscellanea, Lib. 3 (Paris. 1680. 8.) p. 123. 124. 139. Les passages copiés texuellement sont Interpr. Nov. Valent. T. 12. Int. Paul. V. 5. A. §. 7. Int. L. 5. C. Th. de sent. ex peric. (4. 17). Vient ensuite un passage tout-à-fait étranger au droit romain, désigné sous ce faux titre : « Sequitur sententia de eadem lege Romana, de libro Pauli assumpta. Plus loin (p. 139) L. 1. C. Th. br. de div. rescriptis (1. 2), Paulus I. 8. §. 1. 2. Int. L. 4. C. Th. br. de div. rescriptis (1. 2). Entre ces derniers passages on en trouve plusieurs qui reproduisent le sens du Breviarium, empruntés sans doute à la summa legum d'Ægidius ou à tout autre commentaire : « Qui falsa principum præcepta detulerint, puniantur » (Paul. V. 25, §. 10). « Dolus malus est si per falsitatem voluerit quis prius definita convellere. » (Int. L. 1 C. Th. de dolo 2. 15). « Redintegrandum est a præsentibus judicibus et in ejus unde abscessit potestate revocandum quod quacunque conditione temporis aut dolo aut captivitate aut virtute majorum timore faciente deperierit. » (Int. Paul. I, 7, §. 2). Muratori, ant. Ital. T. 3, p. 893, a cru faussement que ces passages de Paul prouvaient la connaissance des Pandectes ; erreur déjà relevée par Zirardini leg. novellæ, p. 11.

105. 1) Acte de vente passé à Gebhardseweil, près Saint-Gall, en 744 ou 745, « et cartola esta sua opteniat firmitatem aquiliani arcacani Leias stibulationis quia omnium cartarum adcommodat firmitatem » 2) Donation faite à la même époque, dans le même territoire et dans

Digitized by Google

time, tantôt le quart en général, sans rapport à l'hérédité [106]. Un acte d'affranchissement confère à l'affranchi les droits de citoyen romain et le titre d'ingénu [107].

les mêmes formes que l'acte précédent. (Neugart codex diplomaticus Alemannaiæ, T. 1. typis San-Blasianis, 1791, 4. (Num. 14. 15.) 3) Acte de vente de 846 : « Aquiliæ et Archadiæ legis stibulatione subnixa, qui omnium cartarum adcommodat firmitatem. » (Formulæ Goldastinæ, N. 31, dans Canciani, T. 2, p. 429.) La stipulatio Aquiliana pouvait être connue d'après Paulus I, 1, §. 3. La lex Arcadiana ou Arcadia n'est pas, comme l'ont cru Ducange (T. 6, p. 745) et Neugart dans les notes sur ce document, la L. 3 C. Th. brev. de test (4. 4), (c'est-à-dire la L. 17 C. J. de testam.), mais la L. 8, C. Th. br. de pactis (2. 9). Ces deux constitutions sont d'Arcadius, mais la première parle des testamens, la seconde de l'inviolabilité des contrats, qui est le sujet en question.

106. Formulæ Goldastinæ, N. 13 sub a. 933 (l. c. p. 424), dans un testament « antepono Falsiciam et antepono quod pro anima dare cupio. » ibid. N. 33 sub a. 932 (p. 430), dans un acte de vente : « et Falsicia exinde in alia nostra terra in roncale, et Falsicia de illum Cortinum, etc. » J. *Falsicia* est pris pour *quadrans*.

107. Document de l'abbaye de Saint-Aignan, à Orléans, en 840. « te.... ab vinculo servitutis.... absolvo, civemque Romanum instituo : ut.... ita vivas ingenuus civisque Romanus, tamquam si a liberis ortus fuisses parentibus. » Mabillon, ann. ord. S. Bened. T. 2, p. 742. 614. En parlant des recueils de formules, je reviendrai sur l'ingénuité ajoutée à l'affranchissement.



Digitized by Google

## III. ENSEIGNEMENT DU DROIT ET AUTEURS QUI ONT ÉCRIT SUR LE DROIT.

On a déjà vu, ch. VI, que dans les premiers temps du moyen âge il n'y avait pas d'écoles de droit proprement dites. Pour les Romains comme pour les Germains la connaissance du droit était toute pratique; elle se rattachait à l'institution des échevins et des notaires. Cependant, comme les sources du droit romain faisaient partie de la littérature ancienne étudiée dans les écoles de grammaire, le droit romain dut prendre place dans l'enseignement à côté de la dialectique [108]. Mais il y a loin de là à une école spéciale de droit dont les professeurs eussent été des jurisconsultes. Le droit germanique ne pouvait certainement pas être étudié au même titre.

Voici les renseignemens que l'histoire nous fournit sur la connaissance du droit romain, acquise par ces différentes voies. L'affranchi Andarchius, qui vivait en Auvergne au sixième siècle, sous le règne de Sigebert Ier, connaissait à fond Virgile, le code Théodosien et l'arithmétique [109]. Ce rapprochement

108. Voy. vol. 1er, ch. VI.

109. Gregorius Turon. Lib. 4, C. 47. « De operibus Virgilii, legis Theodosianæ libris, arteque calculi adplene eruditus est. » Sur la fausse leçon de Vigilii au lieu de Virgilii, Asti Lib. 1 C. 7, p. 141, fait de Virgilius un professeur de droit : « sotto la disciplina d'un tal

chement indiquerait que le droit était enseigné parmi les arts libéraux, à moins qu'Andarchius n'en eût fait une étude toute privée. Saint Bonitus, qui habitait l'Auvergne vers la fin du septième siècle, connaissait également la grammaire et le code Théodosien [110]. Desiderius, évêque de Cahors, connaissait le droit romain, son biographe n'en dit pas davantage [111]. Nous voyons dans la vie de Odon de Clugny, que son père Abbon d'Aquitaine, qui vivait au dixième siècle, avait appris par cœur l'histoire ancienne et la novelle de Justinien, sans doute l'épitomé de Julien [112]. Les sources du droit se trouvent ici rapprochées de la littérature ancienne, comme dans le passage déjà cité [113] sur l'école de Toul, et

Vigilio si ritrovava nelle Romane leggi assai molto addottrinato; » explication qui devrait être rejetée même en admettant la leçon de Virgilii.

110. Vie de saint Bonitus, écrite par un contemporain, Cap. 1, num. 3, dans les Actis Sanct. Januarii T. 1. Antverp. 1643 f. p. 1070. « Grammaticorum imbutus initiis, nec non Theodosii edoctus decretis ceteros coætaneos excellens à Sophistis probus atque prælatus est. »

111. Alteserra rer. Aquitan. Lib. 3, C. 8, p. 196. « Eadem tempestate floruit S. Desiderius Cadurcensis episc. quem patria Albigensem ferunt, qui legum Romanarum studiis enutritus, ut legitur in ipsius vita ms. *ac deinde legum Romanarum indagationi studuit.* »

112. Le biographe Johannes fait dire à Odon : « Pater, inquit, meus Abbo est vocatus, sed alterius moris esse videtur et artibus, quam nunc homines præsentis temporis esse videntur. *Veterum namque historias, Justiniani Novellam memoriter tenebat.* (Mabillon Acta Sanct. ord. S. Bened. T. 7, p. 152, ed. Paris. 1685 fol.)

113. Voy. vol. 1er, ch. VI.

Digitized by Google

comme dans la vie de Lanfranc. Mais ce dernier exemple se rapporte à l'Italie lombarde où Lanfranc fit sa première éducation.

Des monumens plus précieux pour l'histoire sont les travaux scientifiques des auteurs francs, parmi lesquels se placent d'abord les commentaires ou gloses sur le Breviarium visigoth dont j'ai donné la nomenclature ch. VIII, p. 48.

Viennent ensuite les recueils de formules où l'on trouve des traces du droit romain [114], savoir : 1° Les formules d'Angers, probablement écrites vers la fin du sixième siècle, et publiées par Mabillon [115]. 2° Les formules du territoire de Paris, rassemblées par Marculfe, vers l'an 660. 3° L'appendice de Marculfe. 4° Les formules de Sirmond; 5° de Baluze; 6° de Lindenbrog. Ces trois derniers recueils furent sans doute composés à différentes époques, mais on en ignore les dates. Je ne dois pas oublier ici un

114. Ces formules se trouvent toutes dans Canciani, vol. 2 et 3; en grande partie dans le second volume de Baluze et dans le quatrième de Bouquet. La notice littéraire la plus complète qui existe sur les recueils de formules de France et de Lombardie est le programme de Seidenstiker: Comm. de Marculfinis similibusque formulis, Cap. 1. Jena, 1815.

115. Hist. littéraire de la France, T. 3, p. 321, 322. Il y a des auteurs qui placent la rédaction de ces formules au commencement du sixième siècle. Biener de orig. leg. Ger. T. 1. p. 305. Mabillon a suivi le manuscrit dont j'ai déjà parlé (Ch. VIII, note 61) à l'occasion du Breviarium. Je donnerai autre part de nouveaux détails sur ce manuscrit.

Digitized by Google

petit recueil fort ancien des formules de l'Auvergne [116]. La mention du consulat d'Honorius et Théodore semblerait placer la date de ce recueil au commencement du cinquième siècle; mais plus loin il est question d'une invasion des Francs [117], et les Francs ne pénétrèrent dans cette partie des Gaules que vers la fin du cinquième siècle; enfin un autre passage dont je parlerai bientôt semble postérieur au règne de Justinien. Cela fait présumer que divers formulaires ou actes du cinquième siècle réunis à d'autres pièces pendant le sixième siècle, composent le recueil que nous possédons. Les principes de droit romain reproduits dans les formules sont pour la plupart empruntés au Breviarium, ceux mêmes qui

116. Ce recueil se trouve à la suite d'un manuscrit du Breviarium, Cod. ms. Paris. Num. 4697; il a servi à l'édition de Baluze (miscellan. lib. 6, p. 546-559) et à celle de Canciani (vol. 3, p. 464-468). Bouchaud, qui décrit ce manuscrit (notices et extraits, T. 6, p. 263, 264), ne dit pas que les formules aient été imprimées. Baluze, dans son recueil de formules, a suivi, comme il nous l'apprend lui-même, deux manuscrits, N^os 4833 et 5034 du fonds Colbert. Le premier qui existe encore à la Bibliothèque Royale, sous le N° 4697, contient les huit premières formules de Baluze, et finit à ces mots: *tam inquisitum*, au milieu d'une formule. (Canciani, p. 466.) Ces huit formules sont celles de l'Auvergne, les seules dont je m'occupe ici. Les formules qui viennent ensuite dans le recueil de Baluze sont tirées du second manuscrit et n'ont aucun rapport avec les précédentes. Baluze a passé trop légèrement sur ce fait, Canciani ne l'a pas même indiqué. Seidensticker, p. 10, l'a relevé soigneusement, et en effet le manuscrit de Paris, N° 4697 que j'ai vu, finit à ces mots: tam inquisitum.

117. Canciani, vol. 3, p. 464.

Digitized by Google

existent ainsi dans le droit Justinien, car le Breviarium avait seul autorité dans les Gaules. Cependant il y a plusieurs passages qui se rapportent évidemment au droit Justinien. Je vais indiquer ici tous les passages d'origine romaine.

L'adoption est parfaite quand elle a été mise au rang des actes de la curie [118]. — Un esclave est affranchi dans l'église suivant la constitution de Constantin [119]. Le vendeur d'un esclave garantit qu'il n'est ni voleur, ni fugitif, ni malade [120]. Dans un autre acte de vente, l'acheteur stipule le double de son prix en cas d'éviction [121]. — Divers actes de donation reproduisent tantôt les principes généraux, tantôt certaines règles spéciales du droit romain [122]. Ainsi la donation entre époux est confirmée par la

118. Form. Sirmondi. Cap. 23. Lindenbrog. C. 49: voy. Int. C. Th. V. 1, const. 2.

119. Appendix Marculfi, C. 56: voyez. Cod. Th. brev. IV. 7. const. un.

120. Marculf. II. 22 « vendidi servum juris mei aut ancillam nomen illo, non furo, non fugitivo, neque cadivo, sed mente et omne corpore sano. » On trouve souvent des stipulations semblables dans les Pandectes (Voy. L. 1. § 1. L. 4. § 3. L. 17, pr. § 14. D. de ædil. edicto.) jamais dans le Breviarium. Néanmoins ce seul fait n'établirait pas la connaissance des Pandectes, car les notaires pouvaient transcrire ces formules sans autre autorité que la tradition.

121. Marculf. II. 19. 20 : voy. Paulus II. 17. § 3.

122. Donatio ante nuptias. Marculf. II. 15. Sirsmond, C. 15. Mabillon, C. 39. 53. — Donatio mortis causa. Mabillon C. 45. — Donatio inter liberos. Mabillon C. 57.

Digitized by Google

mort du donateur [123]. Les donations doivent être insinuées [124]. — Les testamens se font devant la curie. [125] — L'ouverture solennelle des testamens privés doit avoir lieu devant la curie [126]. — Les dispositions des parens sur le partage à faire entre leurs enfans et petits-enfans doit être respectée [127]. — Un testateur assure aux héritiers du sang la falcidie ou légitime [128]. — Les droits successifs se prescrivent par trente ans [129]. — L'action pénale contre le ravisseur ne dure que cinq ans [130]. — L'appelant con-

123. Marculf. II. 7. Sirmond. C. 17 : voy. Paulus II. 23. §. 5. — La formule de Sirmond contient en outre la nécessité de l'insinuation (Voy. C. Th. Brev. III. 5 const. 1.), la réserve du quart pour les héritiers du sang (Voy. C. Th. Brev. VIII. 12 const. 1.), et une *Aquiliana stipulatio*. Cette stipulation dérive peut-être du passage suivant mal entendu, Paulus I. 1. §. 3.

124. Marculf. II, 37. 38. Sirmond. C. 2. 3. Mabillon. C. 1. Voy. Cod. Theod. Brev. VIII. 12 const. 1.

125. Marculf. II. 37. 38. Append. Marc. C. 53-55 : voy. Cod. Theod. Brev. IV. 4. const. 4.

126. Marculf. II. 17. Baluz. C. 28 : voy. Paulus IV. 6. §. 1. — J'ai déjà dit, vol. 1er, p. 76, que souvent on avait confondu les solennités relatives à la confection et à l'ouverture des testamens. Les passages de Marculfe, cités ici, ont été surtout l'objet de cette méprise.

127. Marculf. II. 10 : voy. C. Theod. Brev. II. 24. const. 1. et Nov. Theod. Brev. T. 9.

128. Form. Baluz. C. 28. Ce passage se retrouve mot pour mot dans le testament de Widrad. Voy. plus haut, note 86, et vol. 1er, ch. 5, note 58.

129. Form. Sirmondi C. 40 : voy. C. Theod. Brev. IV. 14. const. 1.

130. Form. Sirmondi C. 32 : voy. C. Th. Brev. IX. 24.

Digitized by Google

damné en appel doit à son adversaire le quadruplu des dépens [131]. — Enfin plusieurs formules reproduisent moins des principes du droit romain que l. texte même du Breviarium [132].

Passons maintenant aux passages des formule tirés du droit Justinien. Un père sans enfans lég times laisse tous ses biens à ses enfans naturels, il invoque la loi qui l'autorise [133]. Le code Théod sien ne permettait au père de disposer ainsi que quart, le code Justinien que de la moitié. Une velle de Justinien accorda pour la première fois libre disposition du tout; c'est donc cette Nove que le rédacteur de la formule représente com le droit existant [134]. — On voit plusieurs actes d'af

131. Form. Sirmondi. C. 29 : voy. Paulus V. tit. fin.

132. Voy. par exemple : Form. Baluz. C. 16 (C. Theod. IX, 1, const. 9). Form. Sirmondi C. 11 (Int. C. Th. V, 8, const. 1) C. 16 (Paulus II, 19, §. 2). C. 19 (Int. C. Th. III, 16, const. 1) C. 20 (Int. C. Th. II, 12, const. 4) C. 21, 22 (Int. C. Th. II, 24) C. 23 (Cajus I, 5, §. 1) C. 24 (Int. C. Th. III, 18) C. 25 (Int. C. Th. II, 9) C. 29 (Int. C. Th. IX, 1, const 14) C. 30 (Int. C. Th. IX, 14, const. 2).

133. Appendix Marculfi C. 52. « Gesta lex et consuetudo exposcit ut quæcunque persona naturales filios habuerit, et alios plures non habuerit, si eos in sua voluerit instituere hereditate, qualiter in suum potius arbitrium ad faciendi de id pater hoc quod in eos voluerit, liberam habeat potestatem. » Ensuite il donne tous ses biens à ses enfan naturels.

134. 1) Sur le quart, voy. Cod. Theod. IV. 6. 1. — 2) Sur la moi tié, voy. L. 8. C. de natur. lib. (5. 27). — 3) Sur la totalité, voy. Nov

Digitized by Google

franchissement conférer l'ingénuité aux esclaves affranchis[135]. Dans l'ancien droit, l'affranchi n'obtenait l'ingénuité que de l'empereur, mais avec le consentement du patron. C'est ainsi que l'ingénuité lui était acquise vis-à-vis de la république (*jus annulli*) et vis-à-vis du patron qui perdait sur lui tous ses droits (*natalium restituo*)[136]. D'abord Justinien autorisa le patron à faire remise de ses droits sans l'intervention de l'empereur [137]. Plus tard, par une loi générale il accorda le *jus annulli* à tous les affranchis sans exception [138]. Les formules semblent donc faites d'après le dernier droit Justinien. Si l'on n'en avait d'autre preuve que le mot *ingenuitas*, on pourrait croire qu'à cette époque *ingenuitas* était synonyme de *libertas*. Mais la chose est si clairement expliquée dans plusieurs endroits, qu'on

89. C. 12 et l'épitome de Julian. const. 82 C. 12, que le rédacteur de la formule a probablement suivi.

135. Marculf. II 32-34. Append. Marculfi C. 8, 13. Form. Sirmondi C. 12. Baluz C. 43. Mabillon C. 20. 23. Lindenbrog C. 88. 96. Formules de l'Auvergne, p. 465. — On a déjà vu, note 107, un document semblable d'Orléans de l'année 840. On lit aussi dans un testament du septième siècle (Marini, N. 77, note 2) : « per æpistolam *ingenuetatis* laxavi in integra *ingenuetate* resedeant. »

136. Digest. Lib. 40. T. 10. 11. Cod. Just. Lib. 6, T. 8.

137. L. 3 C. de bonis libert. (6, 4) confirmée par la Nov. 78 C. 2 (Julian. 72 C. 2).

138. Nov. 78 C. 1. ou Julian. 72 C. 1, que le rédacteur de la formule paraît avoir suivie.

Digitized by Google

ne saurait y méconnaître l'application du droit Justinien, et les expressions mêmes paraissent tirées d'un passage de Julien [139]. Je dois rappeler ici un fragment du même genre qui se trouve dans les formules de l'Auvergne [140]. (Voy. p. 103.) S'il était prouvé que ce recueil remonte en entier au commencement du cinquième siècle, tout ce que j'ai dit sur l'application du droit Justinien deviendrait for-

139. Marculf. II, 32, « ita ut deinceps, tanquam si ab ingenuis parentibus fuisses procreatus vel natus, vitam ducas ingenuam, et nulli... servitium impendas nec libertinitatis obsequium debeas. » Le même langage se retrouve dans plusieurs des passages déjà cités, et surtout dans celui-ci, Append. Marculfi C. 8 : « censeo te.... ab omni jugo servitutis humanæ absolutum fore *civemque Romanum appellari, ita ut nulli hominum* pro servili conditione quicquam debeas servitii nec obsequii *neque etiam libertinitatis munus impendere.* » L'ingénuité apparaît comme conséquence du titre de citoyen Romain. C'est ainsi qu'on lit dans Julian. 72 C. 1 : « Si quis famulum suum vel ancillam.... *cives Romanos fecerit....* tacito jure videatur jus aureorum annulorum adeptus fuisse, et natalibus restitutus esse : et non indigeat, ut hoc impetret à principe. » On voit en outre (Cap. 2) que le patron peut renoncer même à ses droits personnels sur l'affranchi, disposition réunie à l'affranchissement en général dans la formule citée.

140. Canciani vol. 3 p. 465 « quicquid..... data libertate conferre voluerit, secundum legem Romanam hoc facere potest, id est, Latina dolitia, et cives Romana.... ut.... nihil debeant servitio nec letimonium *nec onus patronati.* » La remise des droits du patron est ici formellement exprimée. Les mots barbares *Latina dolitia*, et *cives Romana* représentent les trois degrés de liberté connus dans l'ancien droit, *libertas Latina, dedititia* et *civitas Romana.* Le rédacteur des formules peut avoir suivi Caius I. 1, car on sait que le Breviarium était beaucoup plus répandu dans cette province des Gaules que le droit Justinien.

Digitized by Google

douteux; mais je conclus précisément de ce passage que les formules de l'Auvergne, telles que nous les possédons, furent rédigées à une époque où le droit Justinien était déjà connu dans les Gaules [140a].

Il existe un livre spécial sur le droit romain intitulé *Petri excèptiones legum Romanorum*, et qui rentre plus directement encore que les recueils de formules dans le plan de mon ouvrage. J'ai cru devoir, à cause de sa rareté et de son importance, le placer comme appendice à la fin de ce volume. Il fut imprimé pour la première fois à Strasbourg en 1500 [141]. Je connais cinq manuscrits de ce recueil,

140 a. On ne doit pas oublier ici l'ouvrage intitulé : Notæ juris a Magnone collectæ, imprimé pour la première fois dans le Codex Theodosianus, Lugd. 1566 f., réimprimé dans plusieurs collections telles que Auctores latinæ linguæ ed. D. Gothofredus, p. m. 1481, sq.; Grammaticæ latinæ auctores antiqui ed. H. Putschius, p. 1541, sq. Cet ouvrage semble fait en France d'après la petite dédicace adressée au roi Charles, quoique l'on ignore quel est ce roi. Au reste, l'auteur n'a pas recueilli le droit en vigueur de son temps, mais compilé les auteurs anciens, comme l'indiquent une foule d'expressions particulières à l'Italie ou qui tiennent à l'ancienne constitution de l'empire. Si cet ouvrage ne prouve pas la conservation pratique du droit Romain, il nous montre du moins que ce droit continuait d'être enseigné dans les écoles de grammaire.

141. L'édition est in-4°. Le faux titre, imprimé en caractères romains, est ainsi conçu : Exceptiones Legum Romanorum cum tractatu actionum : earumdemque longinquitate. Viennent ensuite la préface et l'index sur trois feuilles, puis l'ouvrage lui-même, fol. 1-38. A la fin on lit : Impressum per Johannem Schott in inclita ciuitate Argen. Anno. MCCCCC. feria quarta post festum omnium sanctorum. L'édition se trouve dans

Digitized by Google

tous sur parchemin et [142] qui appartiennent probablement au treizième siècle, sauf le troisième, qui peut être du douzième siècle.

1. Cod. Ms. Paris. N. 4709 in-4, faisant suite à un manuscrit de Bulgarus, de regulis juris.

2. N. 1730 f. à la suite d'un ouvrage de saint Ambroise.

3. N. 4719, in-4.

4. Manuscrit de la bibliothèque de l'Université de Tubinge, in-4, faisant suite à la Rogerii summa Codicis.

5. Manuscrit de la bibliothèque de la cathédrale de Prague, in-fol. (Lit. J. Num. LXXIV.) [142 a].

Paner I. 65, d'après un catalogue d'anciennes éditions existantes à Ausbourg, publié par Braun.

142. On trouve quelques extraits de notre ouvrage à la suite d'un recueil de décrets ms. Paris. N. 3876 in-4°.

142 *a*. On a découvert, depuis 1815, deux manuscrits très-remarquables de Petrus. Le premier se trouve dans la bibliothèque du Vatican, sous le N° 441. Niebuhr en a donné une description fort exacte, Voy. Zeitschrift für Geschichtliche Rechtswissenschaft, B. 3, S. 412-418. Ce manuscrit est du commencement du treizième siècle, sans aucune inscription au commencement de l'ouvrage, et contient environ vingt-une feuilles. Il a beaucoup de ressemblance avec le manuscrit de Tubinge; on y trouve presque les mêmes lacunes, le même ordre et les mêmes gloses. Le prologue ne porte que Guillelmo au lieu de Odilonis Valentinæ civitatis magistro, mais plus loin, IV. 1, on revoit les noms de Rogerius et Odilo. Les Busnardi I. 19. sont appelés *trans*montani. Niebuhr pense qu'un Italien Guillelmus a refait ce recueil dont l'ori-

Digitized by Google

Le premier de ces manuscrits est le meilleur et le plus complet. Le second, quoique plein de lacunes et de confusion, contient diverses additions faites d'après les sources. Le troisième et le quatrième, qui se ressemblent complètement, sont moins une copie qu'une recomposition de l'original. L'ordre et le nombre des chapitres sont entièrement changés. Ainsi le manuscrit de Tubinge (n. 4) que j'ai examiné avec soin ne contient que

ginal fut composé en France. Mais comme le manuscrit de Tubinge porte *cis*montani ainsi que les autres manuscrits, on doit, suivant moi, regarder la substitution de *trans*montani comme une erreur de copiste.

Je ne connais le second manuscrit que par la bienveillante communication de Schrader. Il se trouve dans la bibliothèque de Turin, sous le N° 19, H. II. 5. à la suite d'un manuscrit des Institutes, fol. 49-66, et est décrit avec détail dans le catalogue imprimé, T. 2, p. 287. Ce manuscrit dont l'écriture est belle et soignée, s'accorde presque entièrement avec le manuscrit de Paris N°. 4709. Le titre porte : Incipit, L. I. ...Petri viri dissertissimi de exceptionibus legum Romarum (sic). Voici quelques-unes des leçons particulières qu'il renferme. Prologue, Odiloni et Florentinæ, et non Diloni, comme le marque le catalogue imprimé. — I. 2, extrait des principales décisions de quatre conciles qui n'existe dans aucun autre manuscrit. — I. 19, *legisperiti* au lieu de *bastardi*. — I. 20, *donativum* au lieu de *romanis verbis soldatas*. — I. 38, *majorem loci* sans *judicem*. — II. 32 ; *Contorius* et plus bas *renovarios*. — IV. 1, *Jabolenus* au lieu de *Rotgerius*. — Outre les quatre livres connus, ce manuscrit en contient un cinquième (fol. 66-72) et un sixième (fol. 72-75), l'un et l'autre me paraissent supposés. Quant au sixième, il suffit d'un coup d'œil pour s'en convaincre, car on n'y trouve que des règles générales de droit et nulle ressemblance avec le *Petrus*. Quant au cinquième, la fraude est moins grossière, mais je persiste à le croire supposé. D'abord les Pandectes y sont citées sans inscriptions

Digitized by Google

134 chapitres au lieu de 258. Ces deux manuscrits ne reproduisent ni le titre ni la préface, ni les passages des Pandectes; mais, d'un autre côté, dans les chapitres conservés, les sources sont ordinairement citées en marge. Le cinquième manuscrit est très-complet, et si conforme à l'ancienne édition, qu'il paraît en être l'original.

J'ai donné précédemment le véritable titre de l'ouvrage, et il ne demande aucune correction [143]. Le nom de Petrus existe dans les manuscrits n. 1 et 2. *Exceptio*, dans le langage du moyen âge, veut dire extrait; on n'a donc pas besoin d'y sub-

des différens textes, les Novelles d'après les collations: cette forme de citation nous montre que ce livre n'a pas été écrit avant le douzième siècle; mais voici plusieurs passages qui le prouvent encore mieux. On trouve Cap. 3. 9. 26 des fragmens du décret de Gratien et des *additiones Gratiani* (C. 3, C. 4, q. 11, C. 1, 2, C. 16, q. 4, C. 31, C. 2, q. 6.) On trouve Cap. 6, 8, 22, 28 des authentiques d'Irnerius (Auth. Quas. actiones, C. de SS. eccle., Auth. sed et lis et ei qui appellat, C. de temporibus.) J'ajouterai que ces deux livres existent dans le manuscrit de Paris N°. 4709, à la suite du Petrus, mais dans l'ordre inverse, et sous le titre général de Regulæ collectæ ex inst. Cod. dig. et ex libro Novellarum. D'après ce manuscrit un copiste fit sans doute de ces deux pièces la continuation de notre recueil, et pour rendre la chose plus vraisemblable il mit d'abord celle qui ressemblait le plus au véritable Petrus.

143. Voici les titres des divers manuscrits : N. 1. « Incipit prologus petri viri disertissimi in exceptionibus L. R. » N. 2. « Incipit prologus petri viri disertissimi super leges. » Les N. 3 et 4 sans titre. N. 5. Incipiunt exceptiones legum romanorum Incipit prologus. » Le titre de l'édition présente à peu près le même sens, voy. note 141.

Digitized by Google

stituer *excerptiones* [144]. Enfin *Romanarum*, au lieu de *Romanorum*, est une leçon tout-à-fait arbitraire [145].

Ce recueil fut composé dans le territoire de Valence, qui sortit de la domination bourguignonne pour tomber au pouvoir des Francs [146]. Les divisions

144. La préface du décret d'Ivo commence ainsi dans tous les manuscrits. « *Exceptiones* ecclesiasticarum regularum: » les éditeurs ont substitué *Excerptiones* (Jureti not. in opp. Ivonis Carnot. ed. Paris. 1647. f. p. 480.) — L'encyclopédie de Richard de Saint-Victor est intitulée, tractatus exceptionum (cf. ej. opp. ed. Rothomagi, 1650. f.), c'est-à-dire extrait, résumé de toutes les sciences. — On lit dans la préface manuscrite d'une *Summa Decreti* de la bibliothèque de Mayence : « Materia duplex est dum ex qua *excipit* dum de qua agit. *Excipit* autem a scriptis veteris test. et novi, a gestis conciliorum, etc. « — Nous voyons dans le manuscrit de Petrus, N. 2 : « *Excepta* de Leg. Theodosii quas interpretatur Paulus. — Dans le manuscrit, N. 5 : « Incipiunt *exceptiones* decretorum Gratiani. » — Une chronique normande dit en parlant du livre de Vacarius : « de Codice et Digesta *exceptos* IX. Libros composuit. » (Duchesne, hist. Norm. script. ant. Paris. 1619. f. p. 983); et j'ai vu dans un manuscrit de Vacarius : « Incipit prologus libri ex universo enucleato jure *excepti*. » — Enfin, les manuscrits et l'édition de Petrus présentent tous la même leçon.

145. Festus, v. Erctum Citum. p. 283, ed. Gothofred. 1602, « ut in libris legum *Romanorum* legitur. » Dacier change sans nécessité *Romanorum* en *Romanarum*. — On lit leges Romanorum dans la préface d'un Breviarium J. Gothofred. proleg. Cod. Theod. p. ccxxiv, ed. Ritter. — Et dans Guillaume de Malmesbury. Conf. Selden ad Fletam C. 7. §. 2.

146. On trouve après la préface une dédicace à Odilon, « *Valentinæ* civitatis Magistro magnifico » (c.-à-d. Vicario, voy. IV, 1). Cette leçon est celle du manuscrit N. 5 et de l'ancienne édition, mais on lit dans les Ms. 1 et 2 *Florentinæ*. *Valentinæ* est la bonne leçon, comme le prouve



Digitized by Google

territoriales sont précisément celles de l'empire Franc : ainsi Petrus distingue les pays qui suivent le droit romain de ceux qui ne le suivent pas [147]; il parle souvent du *vicarius* et du *subvicarius* (IV. 1), titres étrangers à l'Italie, mais fort usités en France, surtout en Dauphiné, où il écrivait [148]. Enfin, plusieurs principes de droit [149] et des locutions particulières [150] confirment l'origine que j'attribue à notre recueil.

le passage suivant, II. 1. « possessionem meam quam *in Galliæ partibus appellamus* honorem. » Néanmoins l'auteur pourrait avoir vécu dans une autre province. Mais la préface et le ch. 1er du livre 4 désignent si clairement les habitans de Valence, que l'on doit regarder l'auteur lui-même comme un habitant de cette ville ou de son territoire. Au reste, le recueil contient certainemeut le droit de la province, car la préface nous apprend qu'il doit guider le Vicarius Odilon dans l'exercice de sa magistrature.

147. Petrus II. 31. in-f. « Omnis hæc solemnitas.... necessaria est *his partibus* in quibus juris legisque prudentia viget, *aliis vero partibus*, ubi sacratissimæ leges incognitæ sunt, sufficit sola oblatio, etc. » Voilà évidemment la distinction des pays de droit écrit et des pays coutumiers.

148. Voy. vol. 1er p. 211. 222, note 164. Pour le Dauphiné, voyez (Valbonnais) Histoire de Dauphiné. Genève, 1722 f. T. 1. p. 113. 138.

149. Ainsi le retrait des immeubles accordé aux agnats par la loi Lombarde 2. Feud. 3. §. 3 leur est refusé. I. 19. — Le Lib. IV. 19 établit pour les procès entre les seigneurs et leurs vassaux des formes toutes différentes de celles usitées en Italie. 5 Feud. 1. — Ces exemples prouvent que ce recueil n'a pas été fait en Italie et par conséquent qu'il a été fait en France.

150. Par exemple, I. 19 : « quam consuetudinem adhuc quidam cis-

Digitized by Google

On peut également déterminer, sinon avec exactitude, du moins avec beaucoup de vraisemblance, la date de sa rédaction. Elle ne saurait être antérieure à l'an 878, car on y trouve une décision du synode de Troyes de cette année [151]. Mais l'usage du mot *fœdum* (IV. 46) fait présumer qu'elle n'est pas non plus antérieure au onzième siècle. *Fœdum* n'existe dans aucun document authentique du neuvième siècle; on le trouve quelquefois au dixième, mais bien plus rarement que diverses expressions

montani *busnardi* justissimam esse affirmant. » Le mot *cismontani* prouve que l'auteur vivait près des Alpes; *busnard* en vieux français veut dire sot. (Roquefort, glossaire de la langue Romane : *buisnart*, sot, hébété, imbécile : *buisnardie*, sottise, bêtise.) — La mention expresse d'une locution Romaine, I. 20 : « quod romanis verbis soldatas appellamus. » — Voici quelques expressions que je ne saurais rapporter à aucun pays particulier, ainsi, III. 53. *forfacere* et *forfactum*. (On les trouve aussi dans la L. Long. Pipini 32.); IV. 1. *rancunare* (al. *reacurare*) pour appeler; II. 32. *bisantos* (monnaie connue du moyen âge); ibid. *Contortus* (al. *Cuntorius*, *Contrarios*) personnage distingué, et *Renovarios* (al. *Renovatios*), homme de la basse classe; I. 9. *Improperium*, injure.

151. Petrus III. 36. conf. Baluz. T. 2, p. 217. — Le passage n'est pas rapporté dans Petrus comme dans Gratien (c. 21. C. 17. 9. 4.), mais presque comme dans Ivo Decret. III. 98, c'est-à-dire avec la définition du *sacrilegium*. Le passage de Petrus paraît encore plus conforme à la *collectio Cæsaraugustana*, car Ivo termine la décision synodale par ces mots : « hucusque lex Papæ, » tandis que la compilation espagnole (Augustinus de emend. Gratiani Lib. 2. dial. 9), faite vers le onzième siècle, s'arrête au mot « hucusque, » phrase inintelligible que Petrus a reproduite. Néanmoins ce fait ne tranche pas la question, le compilateur espagnol ayant pu suivre d'anciens recueils que Petrus avait également consultés.



Digitized by Google

analogues [152], tandis que Petrus l'emploie dans le passage déjà cité. Pour être admis dans un livre scientifique, ce mot devait être adopté généralement; or, cet usage ne remonte pas au-delà du onzième siècle. Le style et les idées de l'auteur ne nous permettent pas de le placer au dixième siècle, et l'on concevrait difficilement qu'un pareil livre eût été écrit longtemps avant le douzième. — D'un autre côté le Petrus doit avoir été écrit avant 1216, car nous y voyons (I. 28. 29) les mariages prohibés entre parens jusqu'au septième degré compté d'après le droit canon, prohibition qui, en 1216, fut restreinte au quatrième degré [153]. — Le Petrus semble également antérieur au douzième siècle et à l'établissement de la fameuse école de droit de Bologne. En effet, l'école de Bologne a son style et son caractère bien marqués. Sa popularité et sa réputation furent bientôt telles, que les jurisconsultes même des pays limitrophes eussent échappé difficilement à son influence. Or, le Petrus ne présente pas avec l'école de Bologne la moindre analogie, le rapport le plus éloigné. On n'y trouve pas davantage le texte des Pandectes suivi à Bologne, texte dont je parlerai plus bas.

152. Feuz, Feum, Fevum. conf. Zepernik Abhandlungen aus dem Lehenrecht, Th. 2. S. 1-8. J. Heumann explicatio diplomatum, etc. (dans Jenichen thes. jur. feud. T. 1. p. 569.); Muratori, antiqu. ital. T. 1. p. 594.

153. C. 8. X. de consanguinitate (4. 14).

Digitized by Google

Enfin Petrus, au lieu de la Vulgate, cite toujours Julien, si fort discrédité par Irnerius, que dès-lors les auteurs ne le citèrent presque plus. En parlant du *peculium quasicastrense*, Petrus donne pour exemple les honoraires des grammairiens [154]. Si l'école de Bologne eût alors existé, les honoraires des professeurs se fussent présentés naturellement à l'esprit d'un jurisconsulte. Mon opinion s'accorde avec le fait rapporté note 151, que Petrus a suivi, non pas Gratien, mais de plus anciens recueils de droit canon. Il existe à la bibliothèque de Paris un manuscrit certainement postérieur à notre recueil, puisqu'il en contient des extraits, terminé par une table chronologique des papes et des rois, avec le nombre d'années de leurs règnes. Le dernier pape est Innocent II († 1143); le dernier roi de France est Louis VII, qui alors, selon cette table, avait régné sept ans, ce qui nous indique l'an 1144. Deux passages sur le mariage des prêtres (I. 58 et 64) semblent faire reculer la date de notre recueil jusqu'au milieu du onzième siècle. D'après ces passages, tirés textuellement du droit Justinien, il est défendu aux prêtres, diacres et sous-diacres, de contracter mariage, mais le mariage antérieur subsiste, et même les ecclésiastiques mariés d'un rang infé-

154. Petrus, I. 20, « sicut quod advocatus ex officio suo acquirit, vel clerici ex suis ecclesiis, *vel grammatici ex suis scholis regendis*. »

155. Cod. Ms. Paris. N. 3876.

Digitized by Google

rieur peuvent parvenir aux ordres supérieurs [156]. Cette faculté, contraire aux lois canoniques, se conserva dans l'usage jusqu'au onzième siècle, où Grégoire VII rétablit la règle dans toute sa rigueur, et frappa d'excommunication non-seulement tous les prêtres mariés, mais même tous les laïcs qui entendraient leurs messes [157]. Ainsi donc Petrus écrivait avant le pontificat de Grégoire VII, car comment eût-il ignoré ces décrets qui agitèrent toute l'Europe? Ses expressions même représentent parfaitement l'usage proscrit par Grégoire VII. — Toutes ces circonstances réunies me portent à croire que notre recueil fut composé un peu après le milieu du onzième siècle.

Cependant on pourrait invoquer, pour le placer à une date plus récente, quelques argumens spécieux. Ainsi les mots *Legis periti*, *Legis doctores* (Voy. la préface et III. 16. 69.), semblent impliquer l'existence des écoles de droit; mais j'ai déjà montré, ch. VI, les diverses significations de ces mots. — Les hauts dignitaires ecclésiastiques appelés en témoignage sont dispensés du serment (I. 63); privilège qu'une authentique d'Irnerius reconnaît aux

156. Petrus, I. 58, « nec propter eas ad altiores gradus prohibendi sunt ascendere. »

157. Planck Geschichte der Christlich-Kirchlichen Gesellschafts-Verfassung, B. 3. S. 591. B. 4. Abschn. 1. S. 149. 153. Abschn. 2, S. 322.

Digitized by Google

évêques, et dont la création semble récente, car la Novelle n'en parle pas [158]. Petrus aurait alors suivi Irnerius, et par conséquent vécu plus tard que lui. Mais Irnerius n'a-t-il pas pu copier Petrus? ou bien, ce qui est plus vraisemblable, n'ont-ils pas puisé l'un et l'autre directement à la même source, c'est-à-dire à un passage du Code [159], qui, long-temps avant Irnerius, peut-être aussi avant Petrus, était passé dans les lois lombardes [160]? Si l'on admet cette explication bien naturelle, le passage reste étranger à la question de priorité entre Irnerius et Petrus.

Au reste, on ignore quel est l'auteur de ce recueil, car on ne saurait l'attribuer à aucun des auteurs connus sous le nom de Petrus. En effet, Petrus de Vineis est évidemment trop moderne, de plus il n'était pas Français. Petrus Blecensis est encore plus moderne, et d'ailleurs il habitait une autre province que notre auteur. Enfin, Petrus Cluniasensis vivait en Auvergne vers la fin du onzième siècle, et connaissait la littérature latine.

158. Auth. Sed judex C. de episc. (1. 3). Conf. Pagenstecher Irnerius injuria vapulans, p. 199. sq.

159. L. 25. §. 1 C. de episc. (1. 3) « ecclesiasticis regulis, et canone a bestissimis episcopis antiquitus instituto, clerici jurare prohibentur. » Au reste, ni ce passage ni le droit canonique postérieur ne semblent applicables au serment des témoins: conf. C. 7 X. de juram. calumniæ (2. 7).

160. L. Long. Henrici II. L. 1. de l'an 1047. (Voy. plus bas, Ch. XIV.)

Digitized by Google

D'après cela on pourrait supposer que ce recueil profane est une œuvre de sa jeunesse, mais ses premières compositions datent du temps de Grégoire VII. Quant au Vicarius Odillon ou Saxillon, et au subvicarius Rogerius, ils ne sont nommés que dans notre recueil. (Voy. préf. et IV. 1.) On n'a aucun motif de croire que le premier soit saint Odillon.

Notre recueil renferme une exposition systématique du droit, et en grande partie du droit romain. Il se divise en quatre livres [161]. Le premier traite des personnes, le second des contrats, le troisième des délits, et le quatrième de la procédure. Néanmoins cet ordre n'est pas toujours suivi rigoureusement. Petrus se distingue par une grande connaissance des sources, et surtout par le talent de les mettre en œuvre. Si on peut lui reprocher de nombreuses erreurs, plus souvent encore il fait preuve de science et de sagacité. Considéré comme œuvre originale, son livre occupe une place à part, et même il l'emporte sur les premiers travaux d'Irnerius et de son école, qui se bornaient à expliquer

161. On trouve à la suite de notre recueil et dans le manuscrit de Prague, un *tractatus actionum et de actionum varietate et earum longitudine*, dont il existe quelques fragmens dans le manuscrit de Tubinge. Ces morceaux étrangers au Petrus, d'où peut-être ils sont tirés en partie, ne renferment rien qui permette d'en déterminer historiquement le caractère.

Digitized by Google

les difficultés des textes. Je vais citer quelques principes de droit romain détournés de leur véritable sens, et quelques règles nouvelles introduites par la pratique. Les dispositions du droit romain sur la révocation des donations faites par la mère [162] sont appliquées au père dans notre recueil. (I. 10.) L'acte de vente est parfait quand les parties se sont serré la main et ont bu le vin ensemble. (II. 14.) Les trois degrés de fautes sont distingués soigneusement. (II. 23. 57.) Les règles sur l'intérêt de l'argent (II. 32), la permission d'employer quelquefois des voies de fait (III. 2), et le partage des animaux pris à la chasse (III. 2.) sont toutes choses étrangères au droit romain. Celui qui fait perdre un œil à un autre doit payer 200 solidi (III. 48), fixation qui ne se retrouve dans aucune loi germanique connue. Les témoins de basse condition et de mauvaises mœurs doivent être soumis à l'épreuve du feu. (IV. 34.) J'ai parlé, p. 116, des prohibitions de mariage entre parens, du mariage et du serment des ecclésiastiques. — Certains passages tiennent à la constitution politique. Les biens des époux divorcés sans cause licite appartiennent à la curie (I. 37); le droit romain les attribuait au fisc [163]. Les *Illustres* du droit romain sont remplacés par les *Comites*, *Duces*, *Reges*. (I. 30. II. 32.) Sur un pas-

162. L. 7 C. de revoc. donat. (8. 56).
163. Julian. 108 C. 7. 9.

Digitized by Google

sage où il est question du *princeps*, Petrus observe qu'il faut entendre par là le premier magistrat du lieu (le comte) [164]. Enfin je citerai les règles sur la juridiction en matière féodale. (IV. 46.)

Petrus énumère lui-même d'une manière fort exacte les sources du droit romain dont il fait usage. Ce sont les Institutes, les Pandectes, le Code et les Novelles [165]. Si le mot Novelle était pris dans le sens ordinaire il désignerait aussi-bien le texte complet des Novelles, la Vulgate par exemple, que l'Épitomé de Julien [166]; mais comme plusieurs passages sont évidemment empruntés au texte de Julien, aucun à celui des Novelles, et que ces sources n'abondaient pas à cette époque; je pense que

164. Petrus I. 38, « Principi supplicando. Pro Principe intelligas majorem judicem loci.

165. Petrus I. 66, « et hoc in Institutionibus, in Codice, et in Digestis, et in Novellis multotiens invenitur. »

166. I. 2 est pris textuellement de Julien 119. 1, sauf la désignation des quatre conciles, suffisamment connus sans le secours des Novelles. — I. 26 reproduit les expressions même de Julien 119. 17. 18. — I. 12 et I. 25 emploient Falcidia pour légitime comme Julien 34. et 4. 6, mais non le texte même des Novelles (Nov. 18 C. 1, Nov. 5. C. 5). — I. 12 porte que le nouveau droit Justinien sur l'augmentation de la légitime s'applique seulement aux enfans, non aux père et mère, ce qui paraît tiré de Julien 34. 1. (« Hoc.... teneat etiam in omnibus *descendentibus* personis »), la Nov. 18 C. 1, ne disant rien de semblable. — Le manuscrit de Tubinge où les sources sont indiquées en marge, cite simplement la Novella, et par là il faut entendre l'Épitomé de Julien; ainsi, I. 3, « in Novella C. si mater marito defuncto. » sont les premiers mots de Julien 87. 1.

Digitized by Google

Petrus a suivi l'Épitomé de Julien et non le texte des Novelles. Notre recueil n'offre aucune trace du Breviarium, et le passage unique que l'on pourrait y reconnaître dérive probablement des sources du droit canon. En effet, une constitution apocryphe de Constantin sur la juridiction des évêques, insérée dans plusieurs manuscrits à la suite du code Théodosien, et souvent citée au moyen âge comme une loi de Théodose [167], se trouve aussi dans notre recueil. Là ce n'est plus une constitution de Constantin ou de Théodose, mais une déclaration de l'empereur Marcien au concile de Chalcédoine (a. 451) [168], assertion dont vainement on chercherait ailleurs la justification. Toutes les analogies que le

167. Voy. Extrav. 1. C. Th. de episc. jud. (T. 6. P. 1. p. 339. ed. Ritter); Capitul. Lib. 6. C. 366. « ex 16. Theodosii Imp. libro, » et c. 35. 36. 37. C. XI. q. 1, enfin plusieurs autres passages. conf. J. Gothofred. ad. Cod. Theod. l. c. et Baluz. ac Capit. l. c. Outre Godefroy, on peut, sur la question de la non authenticité, consulter Hebenstreit diss. secunda hist. jurisd. eccl. ex LL. utr. Cod. Lips. 1776, p. 30-34.

168. Petrus IV. 37, « In sexta actione Chalcedonensis concilii Marcianus Imperator inter cetera dixit, etc. On pense bien que les actes de ce concile (Mansi, P. 6 et 7) ne contiennent rien de semblable. Néanmoins la citation est faite avec quelque connaissance, car on sait que dans cette même séance l'empereur parut en personne, et on a même conservé son discours. Mansi, T. 7. p. 117-178. — Je dois faire remarquer que le même passage, faussement attribué à Constantin, se retrouve dans les actes du troisième concile de Valence (a. 855); dans la ville même qu'habitait probablement Petrus. Mansi, T. 15, p. 13.

Digitized by Google

code Théodosien ou le Breviarium offriraient avec notre recueil sont repoussées par cet exemple. — Cet usage exclusif du droit Justinien dans une province de l'empire Franc, long-temps avant que ce droit eût refleuri à Bologne, a quelque chose de singulier. On pourrait rappeler ici que long-temps auparavant un évêque de Valence figura parmi les rédacteurs du code Bavarois, et que ce même code renferme des principes du droit Justinien. (V. p. 73.) Mais au onzième siècle le fait s'explique aisément. Valence et les provinces bourguignonnes étant réunies à l'empire d'Allemagne, la politique multipliait avec l'Italie les nombreux rapports que le voisinage seul avait autrefois établis. — Je ne saurais dire quel recueil de droit canon Petrus a pris pour guide.

Les nombreux fragmens des Pandectes transcrits mot pour mot, et avec leurs inscriptions, méritent toute notre attention. En effet, les différences existant entre les textes des Florentines et de la Vulgate sont légères, comparées à celles que présente le texte de Petrus. Pour les faire mieux ressortir, j'ai inséré dans mon édition toutes les variantes des Florentines et de la Vulgate [169], et l'on y reconnait

169. Voici les éditions de la Vulgate que j'ai suivies : 1) Pour le Dig. vetus : ed. Norimb. 1482 f. Venet. 1484 f. 2.) Pour le Dig. Novum : ed. Rom. 146. f. Norimb. 1483 f., et dans le petit nombre de passages où elles ne s'accordent pas, ed. Paris. 1510. 4.

Digitized by Google

au premier coup d'œil de véritables variantes et non pas des corrections arbitraires [170]. Ce fait prouve, comme je l'ai déjà dit, que la composition de notre recueil est antérieure à l'école de Bologne, car tous nos manuscrits des Pandectes appartiennent à cette dernière époque, et ne présentent jamais des variantes aussi considérables. Ce même fait jette un nouveau jour sur l'origine de nos manuscrits et sur leurs rapports avec les Florentines, problème posé jusqu'ici d'une manière trop exclusive. — En voyant l'analogie frappante de tous nos manuscrits, on devrait se demander : 1° Quel en est l'original? Est-ce le manuscrit de Florence? un ou plusieurs autres manuscrits? ou bien enfin tous ces manuscrits réunis? 2° Ce texte s'est-il établi par des copies isolées, ou bien d'après un examen critique des manuscrits, c'est-à-dire à une époque où la science avait repris une vie nouvelle. — Quant à la première question, le manuscrit de Florence n'est évidemment pas l'original de tous les autres, car il y manque une foule de passages authentiques, souvent des lignes entières. Mais il est également impossible qu'un manuscrit autre que celui de Florence ait été cet original, car partout on retrouve les transpositions qui n'existaient pas dans le manuscrit de Florence avant

170. On peut s'en convaincre par l'examen de quelques passages où l'auteur abrège évidemment, par exemple, Lib. 2 C. 47. C. 24 et Lib. 3 C. 40.

Digitized by Google

que les dernières feuilles s'en fussent détachées et eussent été remises en désordre. Reste donc la dernière supposition, que notre texte a été composé d'après plusieurs manuscrits, parmi lesquels était celui de Florence, et que cette composition a servi de base à ceux que nous possédons sans exception, car les additions et les transpositions du dernier titre existent les mêmes dans tous. Cette opinion admise, il faut aussi reconnaître que notre texte est établi, non par le travail de simples copistes, mais par la comparaison critique de plusieurs originaux. Dès-lors le caractère de la Vulgate, jusqu'ici vague et indéterminé, se préciserait avec exactitude, ce serait un texte établi à Bologne par les jurisconsultes de cette école célèbre, et dont l'autorité aurait fait oublier tous les autres manuscrits originaux, excepté celui de Florence [171]. A l'appui de cette opinion viennent les statuts si remarquables de l'école de Bologne, dont je parlerai plus bas, et le texte des Pandectes cité par Petrus. En effet, tout porte à croire que les manuscrits des Pandectes faits dans ces temps d'ignorance, étaient pleins de fautes et très-différens entre eux. Quiconque a vu des manuscrits du Breviarium s'en fera aisément l'idée. Ainsi dans Petrus le texte des Pandectes est très-fautif, et ne ressemble nullement aux autres textes,

171. Voy. de Verborum significatione tit. Pand. et Cod. cur. Cramer. Kil. 1811. 8. præf. p. XIII. sq.

Digitized by Google

tandis que les manuscrits des Pandectes connus aujourd'hui sont assez corrects, conformes au manuscrit de Florence, et se ressemblent beaucoup. Il faut, pour expliquer cette circonstance, reconnaître qu'un texte a été soigneusement composé à Bologne, en prenant pour base le manuscrit de Florence, dont on ne s'éloignait qu'en cas d'absolue nécessité. Sans doute les manuscrits présentent de nombreuses variantes dans les détails, mais elles tiennent à l'imperfection des moyens d'exécution. Si nous étions assez heureux pour découvrir un manuscrit des Pandectes du onzième siècle, nous serions sans doute étonnés des leçons nouvelles qu'il renfermerait, et nous verrions combien est douteuse l'authenticité de nos textes. En effet, notre apparat critique se réduit, suivant moi, au manuscrit florentin et à quelques variantes de manuscrits aujourd'hui perdus, que les jurisconsultes de Bologne ont jugé à propos de recueillir.

Il n'entre pas dans mon sujet d'examiner de quelle utilité serait le Petrus pour rectifier le texte ou les inscriptions des fragmens des Pandectes. Cependant je vais, par quelques exemples, mettre sur la voie des recherches. Gaius dit que celui qui emprunte une chose pour son usage commet un vol en la prêtant à autrui, et il ajoute cette observation générale : « Ex quo satis apparet furtum fieri, *etsi « quis usum alienæ rei in suum lucrum convertat* :

Digitized by Google

« nec movere quem debet quasi nihil lucri sui gra-
« tia facit. Species enim lucri est, ex alieno lar-
« giri, etc. [171] » Or, quel est le principe que le jurisconsulte veut faire ressortir à l'occasion du cas proposé? Est-ce le principe que l'usage de la chose et non la chose elle-même a été volé? ou bien que le vol n'en existe pas moins pour profiter à un tiers? Le texte adopté par tous les éditeurs ne se prête qu'à la première explication. Un commentateur qui n'admet que la seconde, a rectifié le texte de la manière suivante : « In suum lucrum *non*
« convertat [173]. » Petrus (II. 53) donne dans le même sens une leçon bien préférable : « Usum non
« *suæ* rei in *alienum* lucrum convertat. » Au reste, je n'ai pas à discuter ici le mérite de ces deux leçons du texte. — Celui qui est personnellement incapable de stipuler peut le faire par son esclave : « Si quis igitur ex his vult stipulari, per servum
« præsentem stipuletur, et *adquiret ei* ex stipulatu
« actionem [174]. » D'après cette leçon des Florentines et de la Vulgate, l'esclave acquerrait une action par l'entremise de son maître, ce qui évidemment n'est pas le sens d'Ulpien. La difficulté disparaît dans Petrus (II. 57), car il lit : « adquiret
« *sibi*. »

172. L. 54. §. 1 D. de furtis (47. 2).

173. Rad. Fornerius dans Otto Thes. T. 2, p. 151.

174. L. 1. pr. D. de verb. oblig. (45. 1).

Digitized by Google

L'exception de dol a lieu quand la fraude qui 'existait pas dans l'origine résulte de l'action même ıtentée : « cum enim quis petat ex ea stipulatione, *hoc ipse* dolo facit quod petit [175]. » Les Florentines ortent : « hoc *ipse*, » tandis qu'il faut nécessaire-ıent « hoc *ipso*, » ainsi qu'on les trouve dans Petrus IV. 61.) et dans la Vulgate. — Les fragmens des 'andectes copiés littéralement sont pour la plupart irés du *Digestum novum* quelques-uns du *Digestum ›etus*, aucun de l'*Infortiatum* (y compris les *tres ›artes*). Quant à l'*Infortiatum*, Petrus ne me semble nême pas en avoir eu connaissance. Cette cir-:onstance peut être accidentelle, mais si Petrus n'a pas eu entre les mains cette partie des Pandectes, ce fait se rattacherait d'une manière frappante à cette circonstance, qu'Irnerius l'aurait découverte plus tard que les deux autres, conjecture par laquelle on explique la singulière division de tous les manuscrits sortis de l'école de Bologne. Alors on admettrait que plusieurs manuscrits présentant la même lacune circulèrent au moyen âge. Néanmoins le système qu'on pourrait établir là-dessus reste une hypothèse, tant que rien ne constatera le fait que Petrus n'a pas connu l'*Infortiatum*.

Jusqu'ici on a rarement parlé de notre recueil et de son auteur. Panzer (note 141) et l'auteur cité

175. L. 36, D. de verb. obl. (45. 1).



Digitized by Google

par lui se contentent de décrire sommairement l'édition de Strasbourg. Ducange donne le titre de l'ouvrage d'après un manuscrit de Paris [176]. Fabricius a suivi Ducange. Un auteur français est tombé, sur ce sujet, dans de graves erreurs. Il prétend que ce recueil est un abrégé des Institutes (fait entièrement faux), et il l'attribue au célèbre Saint-Pierre de Damien [177], chose impossible puisque Petrus n'était pas Italien, mais Français.

Voici le plan que j'ai suivi pour mon édition. J'ai donné le texte d'après l'ancienne édition et d'après le premier manuscrit de Paris, auquel j'en ai comparé quelquefois d'autres. J'ai corrigé d'après les sources et sans en avertir les fautes évidentes de copiste ou d'impression. J'ai indiqué à la fin des chapitres les textes du droit romain suivis par

176. Ducange dans l'Index Scriptorum de son glossaire : « Petrus, vir disertissimus, ejus Exceptiones Legum Rom. ad Odilonem, etc. » Dans Cod. Reg. 1817 (sans doute l'ancien numéro d'un des manuscrits dont j'ai parlé). Fabricii bibl. med. et inf. lat. T. 5, p. 285, ed. Mansi.

177. Hist. lit. de la France, T. 7, p. 341, 342. On pourrait, dit l'auteur, attribuer à Pierre de Chartres les Exceptiones dont parle Ducange; « mais il y a tout lieu de croire que ces extraits, qui ne sont qu'un abrégé des Institutes de Justinien, tels qu'ils se voient dans la bibliothèque impériale (Lamb. bib. T. 2, p. 810, n. 122), sont plutôt l'ouvrage du célèbre Saint-Pierre de Damien. » Le manuscrit de Vienne n'est autre que le Brachylogus qu'il plaît à l'auteur d'identifier avec notre recueil. Il ajoute que les Exceptiones sont dédiées à saint Odilon qui, ayant été ecclésiastique dès sa plus tendre jeunesse, ne peut pas être le vicaire Odilon, nommé par Petrus. Voy. Hist. lit. l. c. p. 414.

Digitized by Google

Petrus, distinguant ceux qu'il a copiés en partie et ceux dont il ne reproduit que le sens[178]. La limite entre ces trois classes de fragmens est souvent incertaine, et quant à la dernière, on ne peut quelquefois déterminer le texte que l'auteur avait en vue. Un pareil travail n'admet pas une rigoureuse exactitude. Dans les fragmens des Pandectes copiées littéralement j'ai donné toutes les variantes de la Florentine et de la Vulgate. J'ai cité, au milieu des Novelles, l'Épitomé de Julien dont Petrus paraît s'être exclusivement servi. (V. p. 122.)

On peut résumer ainsi tous les détails que ce chapitre renferme sur l'existence du droit romain dans l'empire Franc. Le Papien ne laisse aucune trace dans le pays même où il a pris naissance. Le Breviarium non-seulement continue de gouverner les provinces conquises sur les Goths, mais il embrasse l'empire Franc tout entier, et devient pour les Romains la principale source de leur droit. A côté du Breviarium on trouve des fragmens tirés du code Téodosien, un grand nombre tirés des compilations de Justinien, surtout de Julien, principalement pour les matières ecclésiastiques. Mais sans exclure le droit civil, Petrus seul, parmi les sources du pays des Francs, reproduit non le Bre-

178. Les textes copiés littéralement sont marqués **, les textes copiés en partie sont marqués *; les autres n'ont aucun signe.



Digitized by Google

viarium, mais le droit Justinien exclusivement, et presque dans toutes ses parties. Il est donc constant en fait que le Breviarium a conservé son autorité, mais on croit généralement que Charlemagne l'a confirmée. Je vais finir par l'examen de cette opinion.

J'ai déjà montré, vol. Ier, p. 94, la fausse interprétation du passage des décrétales, où l'on a cru voir la mention de cette confirmation de Charlemagne. Mais on lit dans un manuscrit, à la suite du *commonitorium*, la mention suivante, qui ressemble fort à une confirmation : « Datum..... Tolosæ. Et « iterum anno XX. Regnante Karolo Rege Fran- « corum et Longobardorum et patricio Romano- « rum [179]. » D'abord il paraît peu vraisemblable que Charlemagne ait confirmé un Code qui régnait paisiblement depuis plusieurs siècles. Les gouvernemens des temps modernes sont beaucoup plus actifs que ceux du huitième siècle, et cependant un souverain n'irait pas, sans de graves motifs, renouveler des lois depuis long-temps en vigueur. Dira-t-on que cette mention, comme la souscription d'Anianus, n'a pour objet que de garantir l'authenticité du recueil (V. p. 36.): mais à cette époque une semblable précaution est contre toute vraisemblance; d'ailleurs il y manquerait la seule chose nécessaire.

179. Voy. p. 35. Cette addition parut pour la première fois dans l'édition de 1566, et par conséquent elle n'existe que dans le manuscrit de Ranconnet. (Chap. 8, note 2.)

Digitized by Google

l'attestation d'un fonctionnaire public. Pour moi, je pense que cette addition : « Et iterum anno XX, etc. » est l'ouvrage du copiste, et s'applique à la date de la copie. Ainsi nous voyons dans un autre manuscrit du Breviarium une mention toute semblable dont le commencement paraît se rapporter à la rédaction de l'ouvrage, et dont la fin n'est relative qu'au travail du copiste[180].

180. Ms. Paris. N° 4415, on lit à la suite du Breviarium : « Facta hec autem lex sub die sabbato in mense decb. anno XV, regnante Karlo rege. Vos autem lectores qui istum libellum legeritis manus vestras bene diligite et digitos vestros longe ponite ad scriptura quia qui nescit scribere nullum labore estima quia quinque berni arabant tres operabant sulcisque faciebant. O quam grave pondus scriptura dorsum incurvat oculos caliginem facit ventrem et costas frangit et tu frater qui legis istum librum ora pro radulfo clerico famulo dei qui hoc scripsit in atrio sci aniani si dm̄ habeatis adjutore vel protectore in omnibus operibus vris.

Digitized by Google

# CHAPITRE X.

## DROIT ROMAIN EN ANGLETERRE.

La connaissance du droit romain survécut aussi en Angleterre à la domination romaine, mais les traces en sont si peu nombreuses, qu'on a pu aisément s'y tromper. Selden, un des auteurs les plus profonds qui aient écrit sur l'histoire du droit au moyen âge, prétend que le droit romain disparut de l'Angleterre jusqu'à ce que, au douzième siècle, l'influence de l'École de Bologne vint l'y importer de nouveau [1].

Je ne trouve dans le recueil de lois publié par Wilkins qu'un seul passage évidemment tiré du droit romain [2], et ce passage est postérieur à la conquête des Normands. Une loi de Henri Ier

1. Selden Diss. ad Fletam Cap. 7.

2. Leges Anglo-Saxonicæ ecclesiasticæ et civiles ed. David Wilkins. Londini 1721. f. Les textes les plus anciens sont en anglo-saxon accompagnés d'une traduction latine; les textes plus modernes sont tantôt en latin, tantôt en latin et en français. Les mêmes lois, sans le texte anglo-saxon, se trouvent dans le quatrième volume de Canciani.

Digitized by Google

(1100—1135) contient une disposition empruntée au « *libro Theodosianæ legis*, » disposition que le rédacteur a copiée d'après le Breviarium, ou plutôt d'après le commentaire visigoth [3].

Les lois du pays de Galles, rendues vers l'an 940, portent qu'un seul témoin ne fait pas preuve et citent la *Lex Romana* [4]. Le passage dont il est ici question se trouve également dans le Breviarium et dans le code Justinien [5]. — Beda rapporte que le roi Édelbert († 613) fit, à l'exemple des Romains, rédiger un recueil de lois en langue anglaise [6]. —

3. Lex 33, Henri I. (Canciani, vol. 4. p 379. Le texte n'est qu'en latin). « De libro Theodosianæ Legis injuste victus infra tres menses re- « paret causam. Quod si neglexerit, sententia collata perseveret. » Le passage du Breviarium se trouve, L. 6. C. Th. de reparat. appell. (11. 31); le Commentaire se termine par ces mots: « Quod si facere neglexerit, sententia quæ adversus eum lata fuerat perseveret, etc..... »

4. Duck de usu et authoritate j. civil. Rom. Lib. 2. C. 8. §. 16. d'après un manuscrit de ces lois qui appartenait à Selden. — Dans les leges Wallicæ.... ed. Gul. Wottonus.... Londini, typis Gulielmi Rowyez 1730 f., on trouve (lib. 2. C. 10. Num. 70. p. 138.) le passage suivant : « Lege Romana statutum est quod ubi numerus testium non adjicitur, etiam duo sufficient. Lege nostra, testimonium unius pro testimonio non censebitur, etc.... » Ce passage est accompagné de l'original gallois.

5. L. 3. C. Th. Brev. de fide testium (11. 36). L. 9. C. Just. de testibus (4. 20).

6. Bedæ ecclesiast. hist. gentis Anglorum Lib. 2. C. 5 : « Qui inter cetera bona, quæ genti suæ consulendo conferebat, etiam decreta illi judiciorum juxta exempla Romanorum cum consilio sapientium constituit : quæ conscripta Anglorum sermone hactenus habentur, et observantur ab ea. »

Digitized by Google

Ce passage pourrait faire croire que ces lois sont imitées des lois romaines; mais ce recueil, dont nous possédons l'original anglo-saxon [7], n'a rien de commun avec le droit romain. La comparaison de Beda ne s'applique donc qu'à la forme du recueil et non pas aux lois elles-mêmes. Les *leges Canuti*, cap. 68 (Canciani, IV. 309) nous montrent les héritiers ab intestat opposés aux héritiers testamentaires.—Cap. 71 (Canciani, IV. 310), la veuve qui se remarie pendant l'année de deuil perd sa dot, et tous les avantages que lui avait faits son mari. Ces dispositions sont tirées du droit romain (L. 1. C. Th. brev. de sec. nupt. 3. 8.); car les peines établies par le droit Justinien (L. 1 et 2. C. de sec. nupt. et Petrus 1. 38), sont beaucoup plus compliquées.

On ne connaît aucun document de cette époque où l'on voie l'application pratique du droit romain en Angleterre. Mais il existe quelques traces de travaux scientifiques sur le droit romain, qui se rattachent à l'étude des arts libéraux.—Voy. vol. Ier, ch. VI.

Une lettre que l'on prétend avoir été adressée par Henri Ier, en 1102, à l'Université de Cambridge, distingue, il est vrai, les étudians en droit romain, des étudians en droit canon; d'où paraîtrait résulter

7. Les Leges Æthelbirhti sont les premiers dans le recueil de Wilkins et dans celui de Canciani, qui ne donne que la traduction latine.

Digitized by Google

que les universités existaient telles que nous les voyons plus tard. Mais on a reconnu que cette lettre, faussement attribuée à Henri Ier, est de Henri V [8], et se place non pas au douzième mais au quinzième siècle.

Les témoignages cités, vol. Ier, ch. VI, nous montrent une certaine connaissance du droit romain, se conservant dans le clergé et se propageant dans les écoles; mais on ne saurait croire que depuis la conquête des Anglo-Saxons ce droit ait été, comme en France, la loi vivante d'un peuple. Aucun document ne dépose d'un pareil fait, d'ailleurs incompatible avec le caractère violent et destructeur de la conquête anglo-saxonne.

Les faits énumérés dans ce chapitre, n'établissent d'une manière certaine que la connaissance du Breviarium, qui aurait passé de France en Angleterre. Ainsi donc, tant qu'on ne produira pas directement la preuve que le droit Justinien se soit aussi introduit en Angleterre, on peut soutenir que le Breviarium seul y a été connu et mis en usage.

8. Duck, l. c. §. 36.

Digitized by Google

# CHAPITRE XI.

## DROIT ROMAIN DANS LE ROYAUME DES OSTROGOTHS.

La domination d'Odovacar en Italie fut si courte qu'elle ne put avoir aucune influence sur le droit civil. La domination des Ostrogoths au contraire a laissé des traces profondes : plusieurs documens et un recueil de lois en font foi. Comme je ne puis traiter des documens que dans un autre chapitre, je parlerai seulement ici du code composé pour ce royaume, l'*edictum Theodorici*[1].

L'édit de Théodoric, promulgué l'an 500 de notre ère, lors d'un voyage que ce roi fit à Rome[2], est le plus ancien code composé depuis la chute de l'empire d'Occident. Quoique fondé exclusivement

1. L'édit de Théodoric a été imprimé pour la première fois comme appendice de Cassiodore dans l'édition de Pithou (Paris, 1579. f.). dans les diverses éditions de Cassiodore, enfin dans les recueils de Lindenbrog, Georgisch et Canciani (vol. 1). — Une nouvelle édition de l'édit avec indication des sources est intitulée : G. F. Rhon commentatio ad edictum Theodorici regis Ostrogothorum ; Halæ, 1816. 4.

2. Ritter, T. 2. C. Theod., pages 4 et 5 de sa préface, a recueilli toutes les preuves qui établissent la date de l'édit.

Digitized by Google

sur le droit romain, il régissait les Goths comme les Romains, et en cela le royaume des Ostrogoths se distingue des autres États germaniques, où chaque peuple conserva son droit particulier. Mais cette exception rentrait dans le plan général de Théodoric, qui voulait former une seule nation des deux peuples. En réservant aux Goths le droit exclusif de porter les armes, sous tous les autres rapports il les assimila aux Romains.

Que cet édit ait été fait pour les Goths et les Romains, c'est ce que prouvent le texte même de l'édit [3], plusieurs passages de Cassiodore qui assignent le même droit aux deux peuples [4], et d'autres passages du même auteur, où l'on voit que les Goths suivaient le droit romain [5]. On pourrait croire que l'édit réglait les différends des Goths et des Romains, non ceux des Goths entre eux, ou des Romains entre eux; mais la généralité des passages cités re-

3. Edictum Theoderici prolog. « ut salva juris publici reverentia et legibus omnibus cunctorum devotione servandis, *quæ Barbari Romanique sequi debeant* super expressis articulis, edictis præsentibus evidenter cognoscant. » epilog. « quæ omnium Barbarorum sive Romanorum debet servare devotio. »

4. Cassiodor. Var. III. 13. « nec permittimus indiscreto [lege *in discreto*] jure vivere, quos uno voto volumus vindicare. » — Var. VIII, 3. « Gothis Romanisque apud nos jus esse commune. »

5. Cassiodor. Var. I. 27. « Si exterarum gentium mores sub lege moderamur, si juri Romano servit quicquid sociatur Italiæ, etc. » — Var. III. 43. « Delectamur jure Romano [lege *Romanorum*] vivere, quos armis cupimus vindicare. »

Digitized by Google

pousse une pareille opinion; d'ailleurs Cassiodore dit formellement que les procès qui s'élèvent entre les Goths se jugent d'après l'édit [6].

Il paraîtrait que l'édit de Théodoric dut bouleverser toute la législation des Goths; mais on va voir que ce changement fut singulièrement adouci. Souvent le législateur, pour ajouter à l'autorité de ses décrets, abolit tout le droit antérieur; c'est ainsi que le Breviarium visigoth traita les anciennes sources du droit romain. (Voy. p. 36.) L'édit de Théodoric, au contraire, donna bien force obligatoire à toutes ses dispositions, mais maintint le droit en vigueur [7]. Ainsi les Goths continuèrent à être régis par le droit goth, les Romains par la loi romaine, dans tous les cas que le nouveau Code n'avait pas prévus.

La conservation du droit existant était ici indispensable, car l'édit de Théodoric était beaucoup moins complet que les autres codes du même genre. La plus grande partie traite du droit criminel: quant au droit civil, les matières principales y sont

6. Cassiodor. Var. VII. 3. « necessarium duximus.... ad vos Comitem destinare, qui *secundum edicta nostra inter duos Gothos* litem debeat amputare, etc.... »

7. Voyez le passage du prologue, cité note 3. — Plus tard, Athalaric a également confirmé l'ancien droit; Cassiodor. IX. 18. « Sed nec pauca tangentes reliqua credamur noluisse servari, omnia edicta tam nostra quam domini avi nostri.... *et usualia jura publica*, sub omni censemus districtionis robore custodiri. »

Digitized by Google

complètement omises ou touchées si sommairement que la pratique n'eût pu s'en contenter. Voici, par exemple, la seule disposition de ce Code sur l'hérédité ab intestat : la succession de celui qui meurt sans faire son testament, appartient à ses fils et petits-fils ou aux agnats et cognats les plus proches[8]. Une pareille loi serait inapplicable, si elle ne se référait à une autre déjà connue; et il paraît que les Goths eux-mêmes purent continuer à suivre leur droit national, touchant les successions. Mais on trouve dans l'édit, des dispositions beaucoup plus explicites sur le droit qu'avait le fisc de succéder à défaut d'héritier du sang[9].

On voit donc que le législateur a voulu principalement régler tout ce qui intéresse directement l'État, et qu'il s'est contenté de maintenir le droit privé des deux peuples. Le gouvernement de Théodoric est trop bien ordonné pour qu'on puisse l'accuser ici d'impéritie ou de négligence; il semble plutôt s'être proposé d'habituer par degrés les Goths à des mœurs et à des lois étrangères.

D'après le plan de mon ouvrage, il importe de déterminer les sources qui ont été mises en œuvre dans l'édit des Ostrogoths. Tout y dérive du droit

8. Ed. Theod. art. 23. « Si quis intestatus mortuus fuerit, is ad ejus successionem veniat, qui inter agnatos atque cognatos gradu vel titulo proximus invenitur, salvo jure filiorum ac nepotum. »

9. Ed. Theod. art. 24.

Digitized by Google

Il est impossible de donner beaucoup d'éloges à la manière dont les sources ont été mises en œuvre dans l'édit de Théodoric. Néanmoins, les libertés que prennent les rédacteurs, leur habitude de changer le sens en conservant les termes ne doivent pas leur être reprochées d'une manière absolue, car tout cela rentrait dans leur plan ; et à la distance où nous sommes, comment juger pertinemment leur point de vue. Mais il faut convenir que les parties conservées intactes, rapprochées grossièrement et sans ordre, ont perdu toute leur valeur, et sont devenues méconnaissables. Dans aucun Code du même genre les textes originaux n'ont été aussi défigurés la nature du recueil n'admet pas l'indication des sources, indication si utile même pour la pratique dans les codes des Bourguignons, des Visigoths et de Justinien. Quant à la disposition des matières, on ne saurait y découvrir aucun ordre[16], et il paraît que le hasard seul y a présidé.

(Paulus, l. 3. responsorum.) — On pourrait citer encore, art. 5 : « *Sententia* non præsentibus partibus dicta *nullius momenti sit*, » et rapprocher ces mots d'un fragment de Macer, L. 1, §. 3. D. Quæ sententia sine appell. (49. 8). « Item cum... absentis condemnatio fit, *nullius momenti esse sententiam* Constitutiones demonstrant. » Mais comme le reste de l'article n'existe pas dans Macer, les deux passages ont peut-être une source commune, c'est-à-dire la constitution même que Macer rapporte.

16. Ritter (T. 2. C. Theod. p. 4 de sa préface) prétend que les rédacteurs de l'édit ont suivi l'ordre du code Théodosien. Il suffit d'un coup d'œil pour se convaincre du contraire.

Digitized by Google

Néanmoins ce serait se tromper que de juger d'a-
s la rédaction de l'édit, l'état de la science et de
pratique du droit à cette époque. Plusieurs cir-
ıstances font présumer que cet état était bien
ıs prospère qu'on ne le croirait en voyant l'édit.
citerai d'abord les écrits d'un auteur contempo-
n, Boethius, où l'on trouve l'intelligence des ju-
consultes classiques. Boethius était, il est vrai, de
aucoup supérieur à son siècle, mais on peut in-
quer en faveur du siècle lui-même les documens
cette époque et ceux des temps postérieurs, où
us voyons l'application raisonnée du droit ro-
ıin, et la conservation des anciennes formes dans
sque toute leur pureté. Les règles particulières
droit étaient connues, mais on ne savait pas en
· des principes généraux; si donc les Romains
ıssent eu alors un code à rédiger, leur science
semblerait moins pauvre. Pour expliquer les
fections de ce code, on pourrait être tenté de
buer à des Goths, mais alors je répéterais ce
ıi dit sur le Breviarium, et avec d'autant plus
son, que chez les Ostrogoths la constitution
ue laissait une grande influence aux Romains.
it donc conclure hardiment que Théodoric
a rédaction de l'édit aux plus savans des ju-
ıltes romains de son temps.

---



Digitized by Google

romain, rien du droit germanique; et si les auteurs modernes ont souvent élevé des doutes à cet égard, c'est que la plupart des sources du droit romain n'existent plus, et que d'ailleurs l'édit ostrogoth les a singulièrement défigurées, comme je le montrerai bientôt. Ici, de même que dans le Breviarium visigoth, on retrouve les deux classes de sources alors connues, les constitutions (*Leges*) et les écrits des grands jurisconsultes (*Jus*)[10]. J'ajouterai maintenant quelques observations sur les différentes sources[11].

Les rédacteurs de l'édit ont d'abord suivi le code Théodosien et surtout les Novelles. Cette préférence, dont on aperçoit le motif, n'a pas besoin d'être justifiée par des exemples[12]. Nous voyons en outre

10. Ed. Theod. epil. « quæ ex novellis *legibus*, ac veteris *juris* sanctimonia pro aliqua parte collegimus. » Voyez vol. 1, p. 7. — Les *Novellæ* leges ne sont pas seulement les Novelles, mais encore les constitutions du code Théodosien, appelées ici *Novellæ* par opposition au *Vetus* jus, c'est-à-dire aux écrits des jurisconsultes classiques qui sont d'une époque bien plus reculée.

11. Il n'est pas dans le plan de mon ouvrage d'indiquer la source de chaque article de l'édit de Théodoric. Comme je l'ai fait pour les codes des Bourguignons et des Visigoths, j'indiquerai seulement les passages reproduits littéralement, et où l'imitation se reconnaît sans examen approfondi et au premier coup d'œil. Je me servirai dans ce travail des matériaux rassemblés sur l'édit de Théodoric par un de mes élèves, M. Rhon. (Voy. note 1.)

12. L'article 84 renferme un édit de Constantin que l'on ne trouve d'ailleurs que dans le code Justinien (L. 4. C. De servis fugit. 6. 1); mais sans doute il faisait partie des livres du code Théodosien qui ont été perdus.

Digitized by Google

une suite de rescrits que nous ne connaissons que par le code Justinien [13], mais qui sans doute existaient dans les codes de Grégoire ou d'Hermogène, dont nous ne possédons plus qu'un petit nombre de fragmens. Enfin, à l'égard des anciens jurisconsultes, beaucoup de passages des *Pauli receptæ sententiæ* sont passées dans l'édit [14]. Si donc le Breviarium visigoth a pris le même ouvrage pour guide, il ne faut pas l'attribuer au hasard ou à la disette des sources, mais à l'importance que les sentences de Paul avaient alors dans la pratique du droit. On ne saurait reconnaître, à cause de la perte des originaux, les fragmens empruntés à d'autres jurisconsultes, excepté deux qui ont été reproduits dans les Pandectes [15], et se trouvent aussi appartenir à un des ouvrages de Paul.

13. Un rescrit de Gordien, L. 3. C. ad L. Corn. de sicar. 9. 16. se trouve dans l'édit, art. 15. — Divers rescrits de Dioclétien sont reproduits dans les passages suivans : Art. 81 (L. 10. C. ad L. Fab. 9. 20). Art. 87 (L. 6. C. eod.). Art. 109 (L. 4. C. de nox. act. 3. 41). Art. 136 (L. 20. C. de locat. 4. 65.)

14. Ed. Theod. Art 56. 57. 58. voyez Paul. V. 18. §. 2. 1. 4. — Art. 75, voyez Paul. V. 26. §. 3. — Art. 89. 90. 91. voyez Paul. V. 25. §. 12. 5. 2. — Art. 94. 95. voyez Paul. V. 1, §. 1. — Art. 98. voyez Paul. V 20, §. 3. 4. — Art. 100. 101. 102, voyez Paul. V. 16, §. 3. 7. 9. — Art. 104. voyez Paul. V. 22. §. 2. — Art. 115. voyez Paul. V. 27. — Art. 117. 120. 130. 146. 151. voyez Paul. II. 31, §. 7. 8. 10. 24. 30. 25. — Art. 124. voyez Paul. V. 26. §. 4.

15. Ed. Theod. Art. 105. voyez L. 12. D. fin. reg. 10. 1. (Paulus, l. 3. responsorum). — Art. 139. voyez L. 49. pr. D. de jud 5. 1.

Digitized by Google

Il est impossible de donner beaucoup d'éloges à la manière dont les sources ont été mises en œuvre dans l'édit de Théodoric. Néanmoins, les libertés que prennent les rédacteurs, leur habitude de changer le sens en conservant les termes ne doivent pas leur être reprochées d'une manière absolue, car tout cela rentrait dans leur plan ; et à la distance où nous sommes, comment juger pertinemment leur point de vue. Mais il faut convenir que les parties conservées intactes, rapprochées grossièrement et sans ordre, ont perdu toute leur valeur, et sont devenues méconnaissables. Dans aucun Code du même genre les textes originaux n'ont été aussi défigurés; la nature du recueil n'admet pas l'indication des sources, indication si utile même pour la pratique dans les codes des Bourguignons, des Visigoths et de Justinien. Quant à la disposition des matières, on ne saurait y découvrir aucun ordre[16], et il paraît que le hasard seul y a présidé.

(Paulus, l. 3. responsorum.) — On pourrait citer encore, art. 5 : « *Sententia* non præsentibus partibus dicta *nullius momenti sit*, » et rapprocher ces mots d'un fragment de Macer, L. 1, §. 3. D. Quæ sententia sine appell. (49. 8). « Item cum... absentis condemnatio fit, *nullius momenti esse sententiam* Constitutiones demonstrant. » Mais comme le reste de l'article n'existe pas dans Macer, les deux passages ont peut-être une source commune, c'est-à-dire la constitution même que Macer rapporte.

16. Ritter (T. 2. C. Theod. p. 4 de sa préface) prétend que les rédacteurs de l'édit ont suivi l'ordre du code Théodosien. Il suffit d'un coup d'œil pour se convaincre du contraire.

Digitized by Google

Néanmoins ce serait se tromper que de juger d'après la rédaction de l'édit, l'état de la science et de la pratique du droit à cette époque. Plusieurs circonstances font présumer que cet état était bien plus prospère qu'on ne le croirait en voyant l'édit. Je citerai d'abord les écrits d'un auteur contemporain, Boethius, où l'on trouve l'intelligence des jurisconsultes classiques. Boethius était, il est vrai, de beaucoup supérieur à son siècle, mais on peut invoquer en faveur du siècle lui-même les documens de cette époque et ceux des temps postérieurs, où nous voyons l'application raisonnée du droit romain, et la conservation des anciennes formes dans presque toute leur pureté. Les règles particulières du droit étaient connues, mais on ne savait pas en tirer des principes généraux; si donc les Romains n'eussent eu alors un code à rédiger, leur science nous semblerait moins pauvre. Pour expliquer les imperfections de ce code, on pourrait être tenté de l'attribuer à des Goths, mais alors je répéterais ce que j'ai dit sur le Breviarium, et avec d'autant plus de raison, que chez les Ostrogoths la constitution politique laissait une grande influence aux Romains. On doit donc conclure hardiment que Théodoric confia la rédaction de l'édit aux plus savans des jurisconsultes romains de son temps.

---



Digitized by Google

# CHAPITRE XII.

## DROIT ROMAIN EN ITALIE SOUS LA DOMINATION GRECQUE.

Lorsque, l'an 554, la conquête de l'Italie put être considérée comme achevée, Justinien rendit une ordonnance pour l'organisation de cette nouvelle province[1]. Le droit n'y fut pas oublié. Justinien ordonna que les Pandectes, le Code et les Novelles seraient exécutoires en Italie comme dans tout le reste de l'empire, ajoutant que déjà l'Italie avait reçu les Pandectes et le Code[2]. Quant à l'édit de Théodoric, qui d'ailleurs n'avait pas dû jeter de pro-

1. Justiniani Sanctio pragmatica à la suite du Corpus Juris. (Voyez vol. 1er, page 263, note 91).

2. Sanctio pragmatica, C. 11. « Jura insuper vel leges Codicibus nostris insertas, quas jam sub edictali programmate in Italiam dudum misimus, obtinere sancimus. Sed et eas, quas postea promulgavimus constitutiones, jubemus sub edictali propositione vulgari ex eo tempore quo sub edictali programmate evulgatæ fuerint etiam per partes Italiæ obtinere, ut una Deo volente facta republica legum etiam nostrarum ubique prolatetur auctoritas. » Par ces mots « *jura* vel *leges* Codicibus insertæ » Justinien désigne sans doute les fragmens des anciens jurisconsultes (les Pandectes) et les Constitutions (le Code).

Digitized by Google

fondes racines, il se trouva abrogé de fait, et sans révocation formelle. Les recueils de Justinien, au contraire, répondaient trop bien aux besoins de l'époque pour ne pas se propager rapidement, et nous verrons dans les siècles suivans qu'ils avaient pénétré dans toute l'Italie. Seulement il paraît que les Goths purent continuer à suivre l'édit de Théodoric. En effet, nous voyons des Goths, prêtres Ariens et habitans de Ravenne, invoquer les *edicta*[3]. Le document est de l'an 551, c'est-à-dire onze ans après la conquête grecque, époque où le droit Justinien était depuis long-temps importé en Italie. La conservation de l'édit avait pour les Goths un intérêt tout particulier, non sous le rapport du droit romain qu'il reproduisait d'une manière si incomplète, mais sous le rapport du droit goth qui se trouvait en même temps confirmé, sauf les cas de dérogation expresse. On pourrait expliquer ainsi comment on trouve encore, après plusieurs siècles, des professions de droit goth en Italie; mais, suivant moi, il s'agit ici de la nation des Visigoths qui avait avec l'Italie des rapports continuels, et dont une partie obéissait au même maître depuis les Carlovingiens.

Des monumens précieux pour l'histoire du droit en Italie à cette époque, et sous la domination des

3. Marini papiri diplom. N. 119. p. 181. lin. 50-52, « Secundum leges *et edicta* cuncta a nobis nostrisque hhbūs tibi tuisque posteris impleantur. » Conf. Marini p. 347, note 16.



Digitized by Google

Goths, sont les documens de Ravenne, écrits sur papyrus, et dont j'ai fait usage en parlant du régime municipal[4]. Ces documens n'ont pas le même caractère que ceux du même genre chez les Francs et les Lombards, car ceux-ci ne nous montrent que l'application des sources déjà connues, tandis que les autres nous révèlent les formes et les principes de l'ancien droit romain. Sans entreprendre ici un travail qui exigerait la reproduction des textes[5], je me contenterai d'indiquer les résultats les plus importans pour la science qui résultent de ces documens.

Dans un testament de l'an 575, des esclaves affranchis sont en même temps déclarés ingénus. Cette disposition semble se rapporter au nouveau droit introduit par Justinien[6].

4. Voy. vol. 1er, ch. VI. La plupart de ces documens appartiennent au sixième siècle, quelques-uns au cinquième et au septième.

5. Il serait fort à souhaiter qu'on donnât une nouvelle édition de ces documens, avec un commentaire juridique complet, pour lequel Marini fournirait de précieux matériaux. Des 146 pièces que donne Marini, on pourrait retrancher d'abord les 71 premières, contenant des lettres et des diplômes des papes et des empereurs, et une partie des autres, étrangères au plan que je propose.

6. Marini papiri N. 75, p. 116, « Albaleanione cum uxore et filiis suis *ingenuos* esse volo Civesque Romanos. » Voyez plus haut, p. 106. Marini, p. 257, note 1, traduit *ingenuos* par *liberos*, et il ne voit ici qu'un affranchissement ordinaire d'après les anciennes formes; mais les témoignages précis de plusieurs autres documens repoussent cette interprétation.

Digitized by Google

Les donations et les actes de vente parlent de l'aliénation de la propriété, souvent même de la mancipation. Mais ce mot y est employé d'une manière si vague, qu'on ne peut lui attribuer aucune valeur, et que les rédacteurs paraissent le copier sans y attacher un sens précis[7]. Cependant nous voyons dans deux actes de vente une pièce d'argent donnée et reçue, ce qui sans doute est un reste de l'anciennne mancipation[8]. Cette forme ne s'accordait plus avec le droit Justinien, et l'empereur crut nécessaire d'en proscrire formellement l'usage dans les donations où elle se retrouvait le plus souvent[9].

7. Marini papiri N. 86, lin. 37 (a. 553) « ergo quæ tradenda erant tradidimus, *quæ mancipanda erant mancipavimus.* « — N. 88 l. 10 (a. 572) » donamus, cedimus, tradimus ac *mancipamus* sex uncias totius substantiæ nostræ. » Voyez encore N. 89 (a. 587), N. 93. l. 2 (sect. 6), N. 120. l. 53 (a. 572). — Marini ne voit dans tous ces passages que l'incurie des notaires. (p. 304, note 1.)

8. Marini, l. c. N. 114, l. 36, « nummo usuali dominico uno. » — N. 118, l. 15, « nummum usualem Domini Con... » (Il faut rétablir le texte d'après le premier document). — L'origine de ces formules n'est pas douteuse quand on les compare à une Constitution de Justinien: L. 37. C. de donat. (8. 54). « Verba superflua quæ in donationibus poni solebant, scil. *sestertii nummi unius*, assium quatuor, penitus esse rejicienda censemus, etc. » — Marini applique usualis aux monnaies ordinaires, et dominicus aux monnaies impériales (p. 331, N. 18); mais usualis paraît mieux se rapporter à l'ancien usage de la mancipation, et dominicus à la formalité employée pour transmettre le domaine quiritaire.

9. L. 37. C. de don. (Voyez la note précédente).

Digitized by Google

Au reste, la date de ces documens se place sous la domination des Goths, ou dans les premiers temps de la domination grecque, avant que le droit Justinien eût été introduit en Italie [10]. De même le mot *fiducia* ne désigne plus le contrat particulier connu sous ce nom dans l'ancien droit, mais une obligation hypothécaire en général [11].

Plusieurs actes de donation ou de vente portent réserve d'usufruit. Quelquefois l'usufruit est viager, et alors cette clause dérive évidemment de l'intention formelle des parties [12]. Mais ordinairement l'usufruit n'est constitué que pour un terme fort court, cinq, dix ou trente jours [13]. Ici le but de l'ancien propriétaire se concevrait difficilement, s'il ne s'agissait d'une forme juridique, d'un *constitutum possessorium*, destiné à assurer la délivrance

10. Le premier de ces documens (N. 114) est de l'an 539 ou de l'an 546 (Marini, p. 329); si l'on admet la date de 539, il est antérieur à la conquête de Ravenne par les Grecs (a. 540). Le second (N. 118) se place vers l'an 540 (Marini, p. 345, note 13); ainsi donc, à cette époque, Ravenne était encore sous la domination des Goths, ou venait d'être conquise par les Grecs.

11. Marini l. c. N. 115. lin. 7, « nec alicui *offiduciatas.* » — N. 121. lin. 22, « nulli antea a se donatas, cessas, commutatas, *infiduciatas.* » — Ces expressions sont évidemment synonymes de celles employées dans le N. 119. lin. 41, « nec alicui *obligatas;* » N. 122. lin. 47, « nullique ante a se donatas, cessas, vel *oppositas.* »

12. Marini l. c. N. 84. N. 107.

13. Cinq jours, Marini l. c. N. 89. N. 122. — Dix jours, ibid. N. 93. N. 123. — Trente jours, ibid. N. 86. N. 120. N. 121.

Digitized by Google

de la propriété, et à prévenir les discussions que pouvait faire naître une tradition réelle incomplète [14].

Dans les donations et les actes de vente la stipulation est mentionnée fréquemment, tantôt en termes généraux [15], tantôt avec des détails relatifs à cette formalité [16]. De semblables mentions, quand elles se retrouvent dans les siècles suivans, peuvent être considérées comme une forme extérieure, une lettre morte dont l'esprit a disparu [17]; mais alors il en était autrement, car le droit Justinien avait conservé la stipulation. — La stipulation est souvent employée pour garantir l'absence du dol ou une obligation solidaire de plusieurs débiteurs [18]. Mais

14. Voyez, sur cette réserve de l'usufruit, L. 28. L. 35. §. 5. C. de donat. (8. 54). Savigny, Recht des Besitzes, 2e ed., p. 310. 311.

15. Marini l. c. N. 80. Coll. 2. lin. 3. « stipulatione et sponsione interposita. » Voyez N. 86. l. 55. N. 89. p. 138. N. 93. lin. 63.

16. Marini l. c. N. 84. Col. 2. lin. 4. « stipulantique tibi vir beatissime Pater et Papa Johannes, spopondi ego qui supra Maria. » — N. 115. Col. 1. lin. 12. « stipulatus est Montanus vc Notarius emptor spopondit qui supra Domnicus vh. venditor ad omnia ss. [supra scripta] in vervis sollemnibus. » — Voyez N. 85. lin. 9-13. N. 114. lin. 72. 73. N. 118. p. 180.

17. Ducange, T. 6, p. 744.

18. Marini l. c. N. 114. lin. 70. sq., « huic venditioni traditioique dlm. [dolum] abesse afuturumque esse Dqr. [de qua re] stipulatus est Peregrinus vstrn. [vir strenuus] emptor spoponderunt Thulgilo et Domnica hh. ff. [honestæ feminæ] et Deutherius uh [vir honestus] singuli et in solidum se fidedicentes vendetores ad omnia ss. »

Digitized by Google

les actes de vente nous montrent surtout la stipulation du double connue dans l'ancien droit. Quelquefois les parties conviennent qu'en cas d'éviction l'acheteur pourra choisir entre le double de son prix et les dommages-intérêts. S'il demande le double de son prix, on y ajoute le double des sommes employées en améliorations [19].

Les deux pièces les plus précieuses que nous possédions sont relatives aux testamens. L'une est un fragment qui contient la fin d'un testament original de 575 et les souscriptions des témoins [20]. L'autre est la copie authentique de plusieurs procès-verbaux de différentes dates constatant l'ouverture de plu-

19. Marini l. c. N. 120, lin. 42. sq. « Quod si res ss. de qua agitur hac die partemve ejus in æquum quis evicerit quominus emptore memorato htp̄ [habere tenere possidere] donare vindere commutare uti frui usuque capere recte liceat quod ita alio licetum non erit evictum ablatumve quid fuerit tunc quanti ea res erit quæ evicta fuerit *duplum pretium sstūm quinque solidorum* a sso venditore et ab ejusque hhbus. et successoribus eidem conparatori ss. ejusque hhbūs et successoribus cogantur inferre *sed et res quoque meliorate instructæ ædificatæque taxatione habita* simili modo omnia duplariæ rei se qs. venditor hhdesque suos reddere pollicetur *vel quantum ss. emptori interfuerit.* » — Ib. N. 118. p. 80. « Quod si.... inquietati fuerint, vel evictæ tunc hos centum et triginta solidos quos prætio numeratos suprascriptus accepisse dixit *sed et alterum tantum numerum solidorum evictionis nomine et rei quoque meliorate* instructæ ædificatæque... cogantur inferre *vel quantum emptori suprascripto interfuit* inquietari evinci aut rem minime debuisse. » — Voyez N. 114. lin. 60-70. N. 115. lin. 8-11. N. 119. lin. 28-33. N. 121. lin. 24-28. N. 122. lin. 49-62.

20. Marini l. c. N. 75.

Digitized by Google

sieurs testamens [21]. Tous ces testamens sont solennels et passés en présence de sept témoins; aucun n'est fait en justice. Les formes de l'ancien droit y paraissent suivies avec une scrupuleuse exactitude. Ces documens nous montrent d'abord comment étaient conçues les souscriptions des témoins, et à quelle époque elles devinrent nécessaires. En effet, on sait que chez les anciens Romains les sceaux des témoins n'étaient pas, comme dans les temps modernes, placés au bas des testamens, mais appliqués à l'extérieur de l'acte; ils servaient en même temps à remplir la formalité prescrite, et à garantir le secret et l'inviolabilité de la volonté du testateur. Or, nos documens nous montrent une double écriture faite par les témoins, 1° une *subscriptio* mise à la suite du testament, comme de nos jours la signature des témoins; sauf que chacun d'eux relatait toute l'opération; 2° une *superscriptio* mise sur la partie extérieure du rouleau où chaque témoin, à côté de son sceau, reproduisait la *subscriptio*, mais d'une manière abrégée, et en caractères plus petits, suivant l'espace à remplir. Cet usage nous est plusieurs fois attesté par les registres d'ouverture des testamens [22], et nous possédons les *subscriptiones* et les

21. Marini l. c. N. 74.

22. Marini l. c. N. 74. Col. 5. lin. 1. sq. « Constantius v. d. d. [vir devotus dixit]. In hoc testamento et me certum est interfuisse in quo agnosco anuli mei signaculum *superscribtionem* meam *et infra sub-*

Digitized by Google

*superscriptiones* d'un testament original conservées presque en entier [23]. A l'aide de ces pièces on peut montrer historiquement l'origine de cette coutume. Les Pandectes parlent de l'écriture des témoins comme d'une chose connue et établie depuis long-temps. Justinien, au contraire, dit qu'elle a été introduite par les constitutions impériales. Mais la contradiction disparaît si les Pandectes n'ont parlé que de la *superscriptio*. Autrement entendus, ces passages sont même inintelligibles [24]. La *superscriptio* est

*scripsi.* Pompulius Severus, ūd. d. cum suprascribtis viris in hoc testamento pariter interfui in quo agnosco anuli mei signaculum sed et *intrensicus subscribsi.* » On trouve dans le même document plusieurs exemples du même genre.

23. Marini l. c. N. 75. Voici, par exemple, tout ce qui concerne le troisième temoin : 1.) Subscriptio « Riccitanc vc̄ huic testamento rogatus a Mannane vd. testatore filio qd. [quondam] Nanderit ipso praesente et subscribente adque ei testamento relictum per quo constituit hhdem scām ecclesiam catholicam Ravtēm [Ravennatem] testis suscribsi. » — 2) Superscriptio « Ricchitanc vc. testamento Mannanis signavi. »

24. L. 22. §. 4. D. qui test. (28. 1) d'Ulpien : « Si quis ex testibus nomen suum non *adscripserit* (c'est-à-dire à côté de son sceau), verumtamen signaverit : pro eo est, atque si adhibitus non esset. Et si, ut multi faciunt, adscripserit se, non tamen signaverit, adhuc idem dicemus. — L. 30. eod. (Paulus) : « Singulos testes qui in testamento adhibentur proprio chirographo *adnotare* convenit, *quis* et *cujus* testamentum *signaverit.* » *Adnotare* désigne une mention faite à côté du sceau, ou la superscriptio qui, dans notre testament (note 23), est rédigée suivant le texte de Paul; car le témoin indique à la fois son nom et celui du testateur. *Signaverit* désigne évidemment une action déjà consommée, et s'applique à la *superscriptio* non à la *subscriptio* qui de-

Digitized by Google

aussi ancienne que l'apposition des sceaux. Ces deux formalités paraissent même inséparables, et il faut croire que le préteur, en exigeant les sceaux de sept témoins, exigea ou supposa aussi la *superscriptio* tacitement et par la seule force des choses. La validité du testament dépendait de l'authenticité et de la conservation des sceaux. Ces faits ne pouvaient être constatés qu'avant l'ouverture du testament et par les témoins qui l'avaient scellé. Aussi les témoins étaient-ils appelés à l'ouverture du testament[25]. Mais comment savoir les noms des témoins et distinguer leurs sceaux, si à côté de chaque sceau ne se trouvait le nom du témoin. La *subscriptio*, dans l'intérieur d'un testament scellé, ne remplissait pas ce but, et était bien moins nécessaire que la *superscriptio*. Aussi la *subscriptio* semble introduite par

vait avoir lieu avant la clôture du testament, par les sceaux des témoins. Faute de connaître la subscriptio et la superscriptio, ou faute de les distinguer, les commentateurs n'ont pu donner de ces passages une explication satisfaisante. Voyez Salmasius de modo usur. p. 437, et de subscrib. et sign. testam. p. 231 sq. Heraldi obss. ad j. Att. et Rom. p. 499. 502. Sarravii epist. ad. Burmann. N. 193. Schulting p. 344, not. 48. — L'usage de cette double écriture nous a été révélé par Marini (Fratelli arvali p. 444-447) à l'aide de ces documens; et c'est dans le même passage qu'il indique le véritable sens de la L. 30. D. qui test.

25. Paulus IV. 6. §. I. « Tabulæ testamenti aperiuntur hoc modo, ut testes vel maxima pars eorum adhibeatur qui signaverint testamentum : ita ut, *agnitis signis*, rupto lino, *aperiatur* et recitetur, etc. » Voyez L. 4. 5. 6. 7. D. test. quemadm. aper. (29. 3).

Digitized by Google

une constitution de Théodose II [26], et l'on comprend pourquoi Justinien en attribue l'origine aux constitutions impériales [27], et ne parle pas de la *superscriptio*, que les Pandectes nous représentent comme inséparables du sceau des témoins.

On trouve dans ces documens des renseignemens précieux sur le problème si difficile de l'indivisibilité des anciens *Fundi*, et de la vente qui s'en faisait par parties appelées *onces* [28]. — Plusieurs actes de donations ou de ventes donnent sur les *onces* des détails importans quoique un peu obscurs. — Un acte de vente de 551 cite la *lex Aquiliana* et la *lex Nerviana* dont la dernière, sans cette mention, nous serait entièrement inconnue [29]. — J'ai déjà parlé d'une formule qui paraît remonter à la plus haute antiquité, et de la méprise singulière à laquelle elle a donné lieu [30]. — Outre les détails re-

26. Nov. Theod. T. 9: « Non *subscriptum* namque a testibus atque signatum testamentum pro imperfecto haberi convenit. » Peut-être la subscriptio était-elle généralement adoptée et la Novelle ne fit-elle qu'ériger l'usage en loi.

27. §. 3, J. de test. ord. (2. 10) : « Subscriptione testium, *quod ex Constitutionibus inventum est*.... subscriptiones autem testatoris et testium *ex sacrarum Constitutionum observatione adhibeantur.* »

28. Niebuhr Rœmische Geschichte, T. 2 p 392-394.

29. Marini l. c. N. 119. lin. 57 : « Aquilianæ quoque Nervianæque legum vigore subjungenti sed et stipulationis valeditate legitima sollemnitate adicienti. » Ici lex Aquiliana désigne sans doute la stipulatio Aquiliana.

30. Vol. 1er, pag. 371.

Digitized by Google

latifs aux testamens, ces documens nous donnent sur la forme extérieure des actes de précieux renseignemens. Ainsi, par exemple, Justinien ordonna que les actes porteraient la date du règne de l'empereur[31]. Un testament de l'an 552 porte cette mention qui n'existe pas dans les pièces plus anciennes[32].

Voici encore d'autres travaux scientifiques moins importans exécutés en Italie sous la domination grecque :

1° Les Scholies sur Julien, publiées pour la première fois par Miræus[33].

2° Le *Dictatum de consiliariis.*

3° La *Collectio de tutoribus*, ainsi que le *Dictatum*, faussement attribuée à Julien et publiée par Pitou[34].

Ces trois pièces, de peu d'étendue et de peu d'importance, ont entre elles une analogie remarquable, surtout par la manière dont les sources y sont mises en œuvre[35]. La plus riche en citations est

31. Nov. 47. C. 1. de l'an 537.

32. Marini N. 74. Col. 6. lin. 12 : « Imp̄. Dn̄. Justiniano p̄p̄. Aug̃. ann. xxv undecies p. c. Basili iun̄. »

33. On les trouve page 176 de l'édition de 1561.

34. Elle a paru, pour la première fois, à la suite de la première édition de la Collatio (Fragmenta quædam Papiniani..... Lutet. 1573. 4), p. 59-65. Depuis elle a été souvent réimprimée.

35. Fr. Aug. Biener, historia Authenticarum, Lips. 1807.4. p. 14-20, a traité de ces différentes pièces d'une manière profonde et étendue.

Digitized by Google

le *Dictatum de consiliariis* qui contient des passages des Pandectes, du Code et des Novelles, cités d'après les numéros des livres et des titres. Ces numéros concordent parfaitement, sauf quelques exceptions que l'on peut aisément mettre sur le compte du copiste. On y voit que déjà le nom de *Novellæ* désignait l'Épitomé de Julien[36]. Cette circonstance et l'emploi de la langue latine font présumer que ces travaux ont été exécutés dans l'Occident et non, par exemple, à Constantinople. D'un autre côté il existe plusieurs raisons de croire que ces ouvrages furent composés dans l'Italie grecque, c'est-à-dire dans un pays directement soumis à la domination grecque. Car leurs auteurs avaient entre les mains des manuscrits du Code plus complets que ceux que nous possédons, et où se trouvaient précisément les constitutions grecques qui manquent dans nos manuscrits[37]. L'usage de citer

36. Biener l. c. p. 15. — La dernière citation du *Dictatum*, par exemple, est ainsi conçue : « Sin autem actor intentionem suam destruerit, quid juris sit, in Novell. const. post Codicem promulgatum invenies circa CV. Constitut. » Le rédacteur avait en vue la Novelle 112, ou plutôt Julien, Const. 105, car il reproduit le passage de Julien et non celui de la Novelle. La plupart des autres citations se rapportent à l'Épitomé de Julien, mieux du moins qu'au texte des Novelles; seulement le rédacteur du *Dictatum* ne donne pas aux Constitutions le même numéro que Julien. Voyez par exemple note 40.

37. *Dictatum*, ed. 1573, p. 60, 61, lib. VIII, Cod. propter criminales discussiones et maxime titulo de custodia et exhibitione reorum,

Digitized by Google

d'après les seuls numéros des titres et une désignation particulière[38] semble indiquer une époque antérieure à celle des glossateurs. Enfin, ces mots : *principis nostri* appliqués aux constitutions de Justinien montrent que l'auteur était sujet de l'empire grec[39], sinon de Justinien lui-même. — Mais on objecte que le *Dictatum* renferme une authentique du Code[40], et alors il faut placer cette authentique bien

in quo est Græca constitutio quæ de temporibus loquitur intra quæ oportet criminales exilii causa mitti, quando hac sunt coercitione digni. » C'est la L. 6. C. de cust. reor. (9. 4). — Ib. p. 62. « Lege autem et in libro VI. Cod. constit. *De jure patronatus*, et constit. sub titulo de Caducis tollendis. Constit. de inventario sub tit. de jure deliberandi, *ultima Latina* ad Senatum : et constitut. *de incertis personis sub titulo competenti.* » Ici sont cités la L. 4. C. de bonis libert. (6. 4). et le tit. C. de incertis personis (6. 48), qui tous deux manquent dans nos manuscrits. Ces mots *ultima latina* montrent que l'auteur avait sous les yeux un grand nombre de constitutions grecques de Justinien.

38. *Dictatum*, p. 61. « Lege autem diligenter et tit. de officio præsidis tam *in libro primo Protorum* quam in libro primo Cod. relatum. » Ici les quatre premiers livres des Pandectes sont considérés comme un ouvrage indépendant et complet.

39. *Dictatum*, p. 62. « Quod si quæratur auo forte ad (lege *an oporteat*) absentem condemnare vel alio modo prægravare legenda erunt constitutio in primo titulo tertii lib. Cod. relata *e nostri principis constitut.* » C'est la L. 13. §. 3. C. de jud. (3. 1) de Justinien. Voy. aussi la note suivante.

40. *Dictatum*, p. 63. « Non lateat vero te quod ecclesiis quadraginta annorum præscriptio opponitur, ut cavetur constit. circa centesimam Novellarum posita. Ecclesiæ romanæ autem centum annorum præscriptio objicitur, *ut est relatum in lib.* 1. *Cod. tit. de rebus ecclesiasticis constit. principis nostri.* » Ici la prescription de quarante ans contre les

Digitized by Google

avant Irnerius, ou donner au *Dictatum* une date beaucoup plus récente. Quant à la première supposition, des monumens fort anciens attribuent expressément cette authentique à Irnerius [41]; et quant à la seconde supposition, on a vu précédemment qu'elle était inadmissible. Au reste, il est facile d'écarter la prétendue citation de l'authentique, et de montrer que ce passage ne renferme qu'une constitution célèbre du Code [42].

églises est posée comme règle, et l'on cite Julien, Const. 104 (« Circa centesimam. ») Quant à l'exception de cent ans en faveur de l'église romaine, elle se trouve dans l'Auth. quas actiones C. de SS. ecclesiis (1. 2), c'est-à-dire dans le premier livre du Code, que le rédacteur du Dictatum avait par conséquent en vue dans le passage cité.

41. Glossa ad Auth. quas actiones C. de SS. eccl. (1. 2)..... « hæc clausula sumpta est *ab Irnerio* ex illo titulo, etc. » et plus loin: « Est ergo hic adjectio falsa jure legum, sed jure canonum valet *quod dixit Irnerius.*

42. Historiquement la chose peut s'expliquer ainsi: La prescription de cent ans contre les églises établie dans plusieurs cas par la L. 23. C. de SS. eccl. (1. 2), fut étendue à tous les cas par la Nov. 9; plus tard, les Nov. 111 et 131. C. 6. soumirent les églises à la prescription de quarante ans. — Ces principes du nouveau droit Justinien subsistèrent quelque temps même à l'égard de l'église de Rome, comme on le voit par un passage de Grégoire-le-Grand, C. 2. C. 16. Q. 4.— Quoique la règle restât toujours la même, la prescription de cent ans fut rétablie en faveur de l'église de Rome. Cette exception était admise dès l'an 878, C. 17. C. 16. q. 3 (de Jean VIII), et c'est là-dessus qu'est fondée l'authentique d'Irnerius. — Or le Dictatum reproduit la même exception et le passage peut s'expliquer ainsi: En général les églises étaient soumises à la prescription de quarante ans, mais l'église de Rome à celle de cent ans, telle qu'elle est établie dans le 1er livre du Code (L. 23,

Digitized by Google

Enfin, parmi les travaux scientifiques on ne doit pas oublier le recueil destiné aux *Agrimensores*, qui contient plus d'un élément juridique, et fut certainement composé en Italie à l'époque qui nous occupe[43—43 a].

C. de SS. eccl.). Le Code est cité pour rappeler l'origine de la prescription de cent ans, non pour en faire l'application directe à l'église de Rome, qui sans doute se gouvernait alors plutôt par des coutumes que par des lois écrites. — Biener, p. 20, voit dans ces mots, *lib.* 1. *cod. tit. de reb. eccl.*, l'interpolation d'un copiste postérieurement à Irnerius. Mais cette explication me semble inadmissible : d'abord parce qu'à cette époque le *Dictatum* n'avait pas sans doute été copié en entier et que le titre de Sacros. eccl. devait être cité régulièrement non d'après cette rubrique inusitée « de rebus ecclesiasticis. »

Biener a lu dans un manuscrit du *Dictatum*, à Vienne : *Civitatibus* autem centum annorum prescriptio objicitur ut est relatum lib. 1 Codicis, etc. Ainsi donc il n'est pas ici question de l'église de Rome, mais de la L. 23 C. de SS. eccl. sur les villes, et ainsi tombe jusqu'à l'apparence d'une citation de l'authentique. Voyez Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft, B. 5. S. 343.

43. Niebuhr Rœmische Geschichte, Th. 2, S. 540.

43 *a*. Parmi les travaux scientifiques exécutés en Italie sous la domination grecque se place une pièce très-remarquable, inconnue jusqu'à présent. Il existe à la bibliothèque de Turin, sous le n° 13, h. IV. 4, un manuscrit des Institutes désigné dans le catalogue imprimé, T. 2. p. 93, sous le N. CCCLXXII, lv. VI. 4. Le conservateur de la bibliothèque, l'abbé Bessone, a bien voulu le communiquer, avec un manuscrit de Petrus, à Schrader qui me l'a fait connaître. Ce manuscrit, suivant l'opinion de Kopp, remonte au moins au dixième siècle. Les 96 feuilles qui le composent ne renferment guère plus de la moitié de l'ouvrage original, à cause des nombreuses lacunes qui se trouvent à différens endroits. Les huit feuilles qui suivent la première, faisaient partie d'un manuscrit du douzième et du treizième siècle, et ont été ajoutées à



Digitized by Google

celui-ci pour le compléter. De là vient sans doute la fausse indication du catalogue imprimé qui donne à notre manuscrit la date du treizième siècle. Outre le texte, ce manuscrit contient des gloses de deux espèces. Les unes sont de la même main que le texte, les autres ont été ajoutées beaucoup plus tard, et, comme semble l'indiquer l'écriture, vers le douzième ou le treizième siècle. L'ancienne glose est écrite en marge, la nouvelle, partie en marge, partie entre les lignes du texte. Je donne ici en appendice tout ce qu'on a pu déchiffrer de l'ancienne glose et seulement quelques passages de la nouvelle que j'ai distingués par le signe [. L'ancienne glose est certainement d'une époque antérieure à l'école de Bologne et présente beaucoup d'analogie avec le *Dictatum de consiliariis*, etc. D'abord les citations sont indiquées par le mot *invenies*. (Voy. l'appendice, N. 113. 129. 241. 276. 297. 313. 425.) La désignation des sources diffère entièrement de celle adoptée par l'école de Bologne. En effet, d'ordinaire les Pandectes sont citées d'après le numéro du livre, du titre et du fragment, souvent avec l'inscription complète (N. 129. 130. 313); mais quelquefois elles le sont d'après les *partes* de Justinien, ainsi l'on trouve mentionnés le *liber Protorum* (N. 1), le *liber III de judiciis* (N. 113), et le *liber IX de tutelis* (N. 276). Cette dernière citation est évidemment fausse. Le Code est aussi cité de la même manière (N. 277. 278. 353. 425. 480), et chaque fragment est intitulé *Caput* (N. 425). On remarque surtout un fragment désigné comme appartenant au *liber L. constitutionum* (N. 241), et qui faisait précisément partie des cinquante décisions de Justinien. Ainsi l'on ne saurait douter que les cinquante décisions n'aient formé un ouvrage à part, comme plusieurs auteurs l'avaient déjà soupçonné, d'après la manière dont Justinien les a souvent citées [a]. Les Novelles sont désignées (N. 297) : *post codicem const. XXXII.* Pour déterminer la date de cette glose, on pourrait invoquer un passage où une constitution de Justinien est appelée *constitutio domini nostri* (N. 12). D'un autre côté on pourrait citer un passage qui semble tiré d'Isidore [b], à moins qu'il n'appartienne à un auteur ancien qu'Isidore aurait

a. §. 16. I. de obl. quæ ex delicto. L. un. §. 10. T. de cod. toll. Voy. Merillius ed. 50 decisiones in proœmio.

b. N. 199. Au reste, l'analogie est plutôt dans les expressions que dans les idées, car elles se retrouvent dans plusieurs auteurs. Voy., par exemple, Ulpian. Tit. 20 §. 9. et Gaius lib. 2. §. 104, dont les expressions se rapprochent encore plus de celles d'Isidore.

Digitized by Google

copié textuellement. Cette ancienne glose contient en outre quelques ls curieux. Ainsi à propos du *furtum conceptum* (N. 466), on trouve description de la recherche de l'objet volé, plus explicite que celle ée par Festus, v. lance. L'on avait bien pensé qu'il fallait être nu aller à la recherche de l'objet volé; mais on n'avait le témoignage un auteur ancien sur ce fait, qui maintenant nous est attesté par s, lib. 3. §. 192. 193. — Relativement à la dation des tuteurs par agistrats (N. 9), le rédacteur de la glose semble avoir suivi des es encore inconnues. Peut-être aussi ce passage est-il le résultat de eurs méprises.

nouvelle glose cite les sources du droit, suivant l'usage de l'école de gne (V. N. 112. 365. 404. 413. 424. 433) : l'Epitomé de Julien désigné sous le nom de *Novellæ* (N. 180.) On y trouve cités auteurs modernes; M. (N. 413), P. (N. 262. 304), *Paga-* (N. 295); *Magister* (N. 274). Un passage, N. 260, semble ier que cette glose a été faite en Italie.

vais indiquer les fragmens des sources du droit que nous possé-, transcrits mot pour mot ou cités expressément dans l'ancienne et uvelle glose. Parmi ces fragmens, il en est quatre dans l'ancienne qui appartiennent à l'*infortiatum*.

## PANDECTES.

| | |
|---|---|
| I. 5. de statu hom. L. 7. . . . . | N. 1. |
| [ II. 9. si ex nox. L. 3. . . . . | 112. |
| [ II. 11. si quis caut. L. 9. §. 1. . . . | 365. |
| XII. 1. de reb. cred. L. 19. pr. . . . | 130. |
| XXII. 1. de usuris. L. 38. §. 3. . . . | 130. |
| XXIII. 3. de jure dot. L. 76. . . . . | 130. |
| XXIV. 1. de don. int. vir. L. 20. . . . | 130. |
| XXVI. 6. qui petant. L. 1. . . . . | 276. |
| XXVI. 6. qui petant. L. 2. §. 2. . . . | 276. |
| XXVIII. 7. de cond. inst. L. 8. §. 3. | 130. |
| XXXVIII. 4. de assign. L. 7. . . . . | 313. |
| XLIV. 7. de obl. et act. L. 38. . . . . | 350. |



Digitized by Google

## CODE.

I. 4. de ep. aud. L. 30. . . . . N. 12.
II. 35. si adv. del. L. 2. . . . . 277.
IV. 21. de fide instr. L. 17. . . . . 425.
IV. 24. de pign. act. L. 6. . . . . 353.
V. 31. qui petant. L. 8. . . . . 278.
VI. 2. de furtis. L. 22. §. 4. . . . . 480.
[ VI. 22. qui test. L. 8. . . . . 171.
VI. 58. de leg. her. L. 11. . . . . 301.
VIII. 48. de adopt. L. 10. . . . . 241.

## NOVELLES.

Nov. 1. . . . . N. 247.
— 84. C. 1. §. 1. . . . . 297.

## JULIEN.

L. Const. 107. C. 3. . . . . N. 180.

Aux travaux scientifiques exécutés en Italie sous la domination grecque, il faut ajouter un manuscrit inédit qui se trouve dans la bibliothèque de Vienne (Biener Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft, B. 5. S. 345-351, et Geschichte der Novellen, S. 233. 234. 241.), et les gloses de Julien qui se trouvent dans un manuscrit de Vercelli. (Biener Geschichte der Novellen, S. 229. 230).

Digitized by Google

# CHAPITRE XIII.

DROIT ROMAIN EN ITALIE SOUS LE PAPE ET L'EMPEREUR.

L'EXARCHAT et Rome, où la domination grecque se conserva long-temps après la fondation du royaume des Lombards, forment, à partir du huitième siècle, un nouvel État gouverné par le pape, mais sous la tutelle de l'empereur[1]. Voici les traces de l'existence du droit romain que nous trouvons dans cet État.

A Rome, en 801, Charlemagne juge ceux qui s'étaient révoltés contre le pape, et les condamne à mort suivant la loi romaine, comme criminels de lèse-majesté[2].

Bientôt après (en 824) les habitans de Rome eurent à déclarer le droit d'après lequel ils voulaient

1. Voy. vol. 1er, p. 278.

2. Annales Francorum ad a. 801 (Bouquet, T. 5. p. 23). « Post paucos autem dies jussit eos, qui pontificem anno superiore deposuerant, exhiberi : et habita de eis quæstione, *secundum legem Romanam ut majestatis rei capitis damnati sunt.* » La loi appliquée ici est la L. 5. C. ad L. Jul. maj. (9. 8).

Digitized by Google

vivre, et le fameux principe des droits personnels fut alors établi à Rome en faveur de toutes les tribus germaniques : ceux qui étaient d'origine romaine choisirent sans doute le droit romain, qui continua ainsi à être le droit dominant [3].

Plus tard, l'existence du droit romain fut mise en péril; du moins le pape Léon IV, vers l'an 847, crut nécessaire d'adresser à l'empereur une supplique pour sa conservation [4].

Quelques années après (en 855) l'empereur vint de nouveau tenir à Rome une cour de justice; et les accusés furent jugés suivant la loi romaine [5].

On trouve encore un exemple du même genre sous le règne d'Otton Ier [6].

3. Voy. vol. 1. p. 117-124.

4. Ivonis decret. Lib. 4. C. 181. « Vestram flagitamus clementiam, ut *sicut hactenus Romana lex viguit*, absque universis procellis, et pro nullius persona hominis reminiscitur esse corrupta, ita nunc suum robor propriumque vigorem obtineat. » Le même passage se trouve dans Gratien Dist. 10. C. 13. On ignore quel fut le sort de cette demande, mais les correcteurs romains se sont certainement trompés en donnant comme réponse favorable la constitution bien antérieure de Lothaire. Bœhmer ad Can. cit. Biener de orig. j. Germ. P. I. p. 191.

5. Anastasii bibliothecarii vita Leonis IV. (p. 105. ed. Ven. 1729. f.) « Imperator nolens contra instituta veterum Augustorum peragere Romanorum, eos *secundum Romanam legem instituit judicare*.... Leo quartus Papa non post multos dies obdormivit in Domino. » Ainsi donc ce jugement est de l'an 855.

6. Luitprandus in legatione (ap. Murat. Script. T. 2. P. 2. p. 480). « Insurgentes contra se et Dominum apostolicum.... secundum decreta

Digitized by Google

Pour Ravenne et l'exarchat, nous n'avons, sur l'état du droit à cette époque, qu'un petit nombre de documens dans le recueil de Fantuzzi, mais tous nous montrent l'application du droit romain. C'est ainsi qu'on trouve des documens depuis le dixième jusqu'au douzième siècle, par lesquels l'église de Ravenne vient faire un bail emphytéotique, et stipuler le droit de retour, dans le cas de non paiement du canon pendant deux années. L'acte porte que cette clause est conforme aux lois, et désigne ainsi les Novelles ou Julien[7]. — Un testament de l'an 1062 est un véritable testament romain, quant à ses dispositions et quant aux formes, car il est fait en présence de sept témoins, non compris le notaire rédacteur[8]. — Enfin la division des terres en onces, dont j'ai parlé p. 156, se retrouve très-fréquemment à cette époque, et jusqu'à la fin du dou-

Impp. Romanorum *Justiniani*, *Valentiani*, *Theodosii et ceterorum*, cecidit, jugulavit, suspendit et exilio relegavit. » Il ne s'agit pas, dans ce passage, du code Théodosien, mais seulement du code Justinien; et si l'auteur nomme quelques-uns des empereurs dont il contient des Constitutions, c'est pour le désigner avec plus d'éclat.

7. Document de Ravenne de l'an 953 (Fantuzzi, T. 1. p. 134): « et si non persolverimus multotiens dictam pensionem infra biennium, *ut leges censeunt*, tunc post pene solutionis (lege *pœnæ solutionem*) licentia sit actoribus S. vestre Rav. Ecclesie nos exinde expellere. » Ces leges sont : Nov. 120. C. 8. Nov. 7. C. 3, ou plutôt Julian. III. C. 4 et 7. C. 3. — On trouve d'autres exemples semblables dans Fantuzzi, T. 1. p. 177. T. 2. p. 24. 31. T. 4. p. 243. 291. T. 6. p. 13. 52.

8. Fantuzzi, T. 4. p. 215.

Digitized by Google

zième siècle. — Le recueil de Marini fournit encore quelques pièces relatives à cette période, et entre autres deux documens, dont plusieurs expressions sont empruntées à un fragment du code Justinien [9].

Je renvoie les détails sur l'école de droit de Ravenne au chapitre où je traiterai de l'école de Bologne.

9. Acte de donation fait à Ravenne au neuvième siècle, Marini, Num. 99. lin. 21 sq. Le donateur garantit en ces termes l'irrévocabilité de la donation : « Neque adeundo judicia non supplicando Principibus.... atque ideo jurans dico per Dm omnipotentem, etc. » — L'original de ce passage, comme Marini l'a déjà fait observer, se trouve dans la L. 41. C. de transact. (2. 6) « .... Interpellando judicem, vel supplicando principibus ... invocato Dei omnipotentis nomine, etc. » — Un document de Rimini de l'an 1083 (Marini, p. 320. not. 6.), contient des expressions toutes semblables.

Digitized by Google

# CHAPITRE XIV.

DROIT ROMAIN DANS LE ROYAUME DES LOMBARDS [a].

Chez les Lombards comme chez les Francs, les Romains n'eurent pas de nouveau code, et cela pour le même motif. Le Breviarium en France, les compilations de Justinien en Lombardie, répondaient à tous les besoins. Mes recherches auront donc seulement pour objet : 1° les lois lombardes; 2° les documens; 3° l'étude du droit et les auteurs. Après avoir tâché de découvrir toutes les traces de l'existence du droit romain, je finirai par un résumé général où j'indiquerai les sources du droit romain connues en Lombardie.

## I. LOIS LOMBARDES.

Les lois lombardes nous ont été conservées dans deux recueils d'un genre tout différent, l'un historique, l'autre systématique. Il existe plusieurs manuscrits et plusieurs éditions de ces recueils [1].

a. On peut voir sur les Lois lombardes le beau travail de Bluhme, dans Pertz Italianische Reise. Hannover, 1824. S. 222-301.

1. Voyez surtout Biener de orig. leg. Germ. P. 1. p. 151. — On m'a

Digitized by Google

Le recueil historique suit l'ordre des rois. Quant aux lois rendues sous chaque règne, elles sont rapportées sans aucune méthode[2]. On y voit figurer cinq rois lombards, Rotharis (643), Grimoald (668), Luitprand (6 livres 713—74), Rachis (746) et Aistulphe (754); postérieurement à la conquête des Francs, Charlemagne, Pepin d'Italie, Louis-le-Débonnaire, Lothaire Ier, Louis II, Guidon, Othon II, Othon III, Henri Ier (c'est-à-dire comme roi d'Italie, communément appelé Henri II), Conrad Ier, Henri II (c'est-à-dire Henri III) et Lothaire II.

Le recueil scientifique, appelé aussi *Lombarda*,

fait connaître deux manuscrits très-remarquables des Lois Lombardes: le premier, qui se trouve dans la bibliothèque publique de Vercelli, sous le N° 188, est du huitième siècle et contient les lois rangées suivant l'ordre chronologique, jusqu'à Luitprand. Lib. 6. L. 101. Ensuite elles sont rangées par séries, dont chacune comprend une année de règne et est précédée d'un acte de promulgation, daté du premier mars. Une description de ce manuscrit avec quelques-unes de ses variantes se trouve dans Giov. Andres lettera al sig. Ab. Giac. Morelli sopra alcuni Codici delle bibliotheche Capitolari di Novosa e di Vercelli. Parma, 1802. 8. p. 90-93. Bluhme m'a donné à ce sujet de plus amples renseignemens qu'il doit à une communication de Peyron. — Le second manuscrit dont parle aussi Andres fait partie de la bibliothèque Augustine à Crémone. Il contient la Lombarda systematique et finit par cette mention, qui confirme parfaitement mon opinion sur la date de ce recueil : Explicit liber Longobardorum. Deo gratia. Erant anni Domini millesimo centesimo quadragesimo tertio, mense septembris, indictione septima.

2. Il a été imprimé d'abord dans la collection de Hérold (Basil. 1557. f.); puis dans les Scriptores de Muratori (T. 1. p. 2) et dans les Collections de Georgisch et de Canciani.

Digitized by Google

contient les mêmes matériaux que le précédent, mais disposés d'une manière différente, car les lois y sont rangées avec une espèce d'ordre scientifique[3]. Ce recueil est divisé en trois livres dont le premier a trente-sept titres, le second cinquante-neuf [60], et le troisième quarante[4]. Sa rédaction est certainement postérieure au règne de Lothaire II († 1137), puisqu'il en contient les lois; mais on ne saurait la placer beaucoup plus tard, puisque Carolus de Tocco (vers 1200) en a fait la glose, et que d'ailleurs il est cité dans le recueil de droit féodal lombard composé vers le milieu du douzième siècle[5]. Une loi de Charles IV, rapportée dans ce recueil[6], pourrait faire croire qu'il appartient au

3. Il a été imprimé dans 1) « Leges Longobardorum.... ac Novelle constitutiones dni Justinia. (c'est-à-dire Julien)... per.... Nicolaum boherii. » s. l. et a. (Lugd. 1512. 8°). 2) « Leges Longobardorum cum argutissimis glossis; » in fine: Venet. 1537. 8°. 3) Les collections de Lindenbrog et Goldast, 4) plusieurs éditions du Corpus Juris avec la glose, telles que Lugd. 1562. f. Lugd. 1600. 4. (Baudoza), Venet. 1621. 4. (apud Juntas). — La bibliothèque de Redhiger, à Breslau, possède un très-beau manuscrit de ce recueil.

4. Le second livre dans Boerius et Lindenbrog a 59 titres, 60 dans le texte accompagné de la glose, parce que le 41e titre a été divisé en deux. — Le passage du troisième livre que Boerius et la glose placent le dernier (III. 40. 2.) se trouve beaucoup plus haut dans Lindenbrog, liv. III. 9. 9. Voyez Georgisch. p. 1284.

5. Feud. 10. « et hoc colligitur per legem quæ est in titulo de acquisitione actorum regis in Lombarda. » Voy. encore II. Feud. 22 et 58.

6. Lomb. lib. 3. T. 1. L. 48.

Digitized by Google

quatorzième siècle, mais cette loi n'a jamais fait partie de la *Lombarda* originale, c'est une addition arbitraire du premier éditeur[7] qui a passé dans la plupart des réimpressions subséquentes. On ignore quel est l'auteur de ce recueil. On avait cru qu'un manuscrit désignait Petrus Diaconus (ou Cassinensis), mais c'est une erreur aujourd'hui reconnue[8]; d'ailleurs, Petrus Diaconus, dans un endroit où il parle de sa vie et de ses ouvrages, ne nomme pas la *Lombarda*, qui eût été cependant son plus beau titre de gloire[9]. Carolus de Tocco lui-même

7. Boerius in marg. L. cit. « Hæc Const. Karoli quarti Imp.... *quam hic inseri feci.* » Passage qui ne se trouve pas dans les manuscrits. Georgisch. p. 938.

8. On invoque les manuscrits de Goldast (Muratori, l. c. præf. p. 7.), mais celui-ci dans la préface de sa Coll. consuetud. et legum Imper. Francof. 1613. f. dit seulement: « Lotharius II, imp. in chronico Cassinensi *de compilatore* (*ut putatur*) *harum legum* sic scribit ad Abbatem Cassinensis monasterii, etc. » (Ce qui suit n'a plus rapport à notre sujet). On ne voit pas qu'il s'appuie sur aucun manuscrit, car il aurait employé d'autres expressions que celles de « ut putatur. » — Dans le recueil lui-même (p. 11) la Lombarda est intitulée: « Lombarda. a. LL. Long. per Impp. ac reges Romanos latæ et sancitæ in unum corpus congestæ à Petro Diacono Cassinensi, etc. » On reconnaît au style que ce titre n'est pas celui des manuscrits, mais a été composé par Goldast lui-même d'après des conjectures.

9. Chronicon S. monasteri Cassinensis (Muratori Script. T. 4. Lib. 4.) C. 66. 109 sq. 116. 125, où Petrus, auteur de ce quatrième livre, parle de sa vie et de ses ouvrages. — Petri Diaconi opusc. de viris illustr. monast. Cassinensis (Muratori Scrip. T. 6). Cap. 47 de Petro. Ce chapitre, qui semble ajouté par un écrivain postérieur à Petrus, donne

Digitized by Google

ne connaissait pas l'auteur de notre recueil [10].

La Lombarda, par sa commodité pour la pratique, par ses rapports avec la composition du Corpus Juris, l'emporta bientôt sur l'ancien recueil, et fut seule citée au moyen âge. Le recueil historique au contraire, bien préférable pour les recherches qui nous occupent, sera le seul dont je me servirai.

L'empire des lois lombardes survécut à celui de presque toutes les lois germaniques [11]. Dans la Lombardie proprement dite, à partir du douzième siècle, le développement progressif des coutumes particulières des villes restreignit l'autorité du droit lombard [12]. Néanmoins on le voit en usage longtemps après. Ainsi à Crème, en 1334, nous trouvons une profession de droit lombard [13], et il ne fut

aussi le catalogue de ses œuvres. — On trouve dans le même chapitre, p. 59, la liste de tous les écrits de Petrus, conservés au mont Cassin. Aucun de ces passages ne parle de la *Lombarda*; comment supposer que Petrus en soit l'auteur? — Tiraboschi Let. Ital. T. 3. Lib. 4. C. 2. §. 39, partage mon opinion, mais d'après ce motif erroné qu'au temps de Petrus les lois lombardes étaient déjà tombées en désuétude. En effet, on a vu que la *Lombarda* fut précisément composée à l'époque où vivoit Petrus, c'est-à dire vers le milieu du douzieme siecle.

10. Carolus de Tocco ad Lomb. init. « Compositores hujus libri, quorum nomina ignoramus. »

11. Muratori Script. T. 1. p. 2. præf. p. 5 et 6 a rassemblé diverses opinions sur l'autorité du droit lombard dans les temps modernes.

12. Voy. vol. 1er. p. 137.

13. Voy. vol. 1er. p. 111

Digitized by Google

complètement aboli à Bergame qu'en 1451 [14]. La Lombarda et sa glose étaient encore au quatorzième siècle du nombre des ouvrages que les libraires de Bologne étaient obligés de fournir aux étudians [15]. Le duché de Bénévent avait toujours suivi les lois des rois Lombards, mais lors de la conquête des Francs, il ne se soumit aux lois du vainqueur qu'après une longue résistance [16]. Le royaume fondé par les Normands se composait de deux parties ayant un droit différent, l'une qui avait dépendu de la Lombardie et suivait le droit lombard, l'autre qui était restée sous la domination grecque. Depuis leur réunion la personnalité des droits y fut établie; le droit romain et le droit lombard régnèrent concurremment, appliqués à chacun suivant son origine. Un passage des Constitutiones Siculæ de Frédéric II leur assigne précisément ce caractère [17]. Comme ce

14. Lupi Cod. diplom. Bergom. p. 231. Un statut de cette année ordonne que « Liber juris Longobardorum, et ipsum jus vacet in totum, et servetur jus commune. »

15. (Sarti) de Claris archigymn. Bonon. prof. T. 1. P. 2. p. 215. 216

16. Canciani, vol. p. 61.

17. Const. *Puritatem*, c'est-à-dire Const. Siculæ lib. 1. T. 59. L. 1. (Canciani vol. 1. p. 323): « quod secundum consuetudines nostras, constitutiones, et in defectu earum secundum approbatas, *ac demum secundum jura communia*, *Longobarda videlicet et Romana prout qualitas litigantium exegerit*, judicabunt. » ( Canciani attribue cette loi à l'empereur Frédéric, d'autres l'attribuent au roi Guillaume, Asti Lib. 1. p. 94 sq. Toscani juris publ. Rom. arcana T. 3. P. 1. p. 65. — Mais comment faut-il entendre ces mots *jura com-*

Digitized by Google

dernier Code national maintenait l'autorité du droit lombard, ce droit devait se conserver dans le royaume de Naples plus long-temps qu'ailleurs. Aussi le voyons-nous encore appliqué au milieu du seizième siècle[18], c'est-à-dire à une époque où la distinction d'origine lombarde ou romaine était depuis long-temps effacée. Nous devons en conclure que le droit lombard comme le droit romain perdit son caractère de personnalité, et devint droit commun dans le sens que nous attachons à ce mot, c'est-à-dire qu'il régissait tous les habitans du territoire. Cette révolution dut même s'opérer plus tôt, car dès le milieu du treizième siècle un auteur atteste l'application simultanée des deux droits, et la prééminence du droit lombard en cas de conflit. Dès-lors il ne fut plus question de la personnalité de ces droits[19].

*munia?* Ce droit ne s'appliquait pas à tous les habitans, car « prout.... exegerit » désigne un droit personnel; ce droit n'est pas opposé aux statuts locaux ou coutumes, car « constitutiones nostræ » rapproché de *consuetudines* rend ce sens inadmissible. Le droit Romain et le droit Lombard sont appelés *jura communia* parce qu'ils gouvernaient les Romains et les Lombards en Italie comme en France, par opposition aux *constitutiones et consuetudines* qui ne régissaient que le royaume de Naples ou un territoire borné.

18. On en trouve un exemple remarquable dans Canciani, vol. 1. præf. p. xv.

19. Andr. de Barulo Comm. in leges Long. procem. « Et per quandam inveteratam consuetudinem in regno isto Siciliæ *derogat ipsi juri Romano.* » Cependant la personnalité des droits peut s'être conservée plus long-temps dans certains territoires, comme l'indiquent des écri-

Digitized by Google

On a vu que les lois lombardes avaient reconnu l'autorité du droit romain [20]. Je vais maintenant indiquer plusieurs principes de ce droit qui étaient passés dans les lois lombardes elles-mêmes.

Une loi de Rotharis parle du *peculium castrense* et *quasicastrense* du fils de famille. Cette disposition est évidemment empruntée au droit romain, quoiqu'elle n'en cite aucun texte [21]. — La même observation s'applique à l'affranchissement des esclaves dans les églises, adopté par les codes de Théodose et de Justinien [22].

La prescription de trente ans est plusieurs fois et sous divers rapports représentée comme le droit en vigueur [23]. — Les baux emphytéotiques préjudiciables à l'Église sont résiliés suivant le droit ro-

vains postérieurs. Asti l. c. p. 93. En effet, le souvenir de l'origine a pu exercer plus ou moins d'influence, suivant les lieux et les familles.

20. Vol. 1er p. 90. 96. 115.

21. L. Long. Rotharis 167 (ed Georgisch). « Si fratres post mortem patris in casa communi remanserint, et unus ex ipsis *in obsequio Regis aut cum Judice aliquas res acquisiverit serviendo*, habeat sibi in antea absque portione fratrum, nec *quod foris in exercitu adquisiverit* commune sit cum fratribus quos in communi casa dimiserit. » D'autres manuscrits portent, *et* quod foris, ou *et qui* foris in exercitu *aliquid* adquisierit (Canciani vol. 5. p. 5. 60); avec cette variante, la loi n'admet que le peculium quasi castrense et repousse expressément le peculium castrense.

22. L. Long. Luitpr. II. 3. IV. 5.

23. L. Long. Grimoald. 1. 2. 4. (Voy. Conciani, vol. 5. p. 6). Liutprand VI. 1. 24. 62. Aistulph. 9.

Digitized by Google

main, disposition qui paraît empruntée à l'Épitomé de Julien[24]. — Le mot *infiduciare*, dans le sens de mettre en gage, paraît aussi tiré du droit romain, quoiqu'il ne prouve pas l'usage des sources originales, car les documens l'emploient fréquemment, et de là il se sera conservé dans le langage juridique[25]. — Les biens des mineurs ne peuvent être vendus que pour cause d'absolue nécessité et avec l'autorisation du juge[26]. Ce principe de droit romain est reproduit dans toutes les sources que nous possédons. — Les Lombards ne peuvent acquérir à titre d'échange les biens de l'Église, qu'après que leur valeur a été constatée, et l'échange reconnu avantageux[27]. Le droit Justinien permettait aux églises d'échanger mutuellement leurs biens, pourvu que le contrat

24. L. Long. Lud. Pii 55. tiré de Julian. Const. III. C. 4. Voyez vol. Ier. p. 99.

25. L. Long. Liutprand VI. 5. « Si infans, dum infra ætatem est, res suas cuicumque vindiderit, aut infiduciaverit, etc. »

26. L. Long. Liutpr. IV. 1. On voit l'application de cette règle dans un document que rapporte Tiraboschi Storia di Nonantala, T. 2. p. 152.

27. L. Long. Aistulph. 7. Lothar. 51. Depuis cet époque, les documens observent avec soin l'évaluation précédente, quelquefois même en ajoutant que cette forme est prescrite par la loi ; ainsi on voit dans un document de Parme (a. 905) Tiraboschi, p. 88, « et hanc commutacionem justa legem *et sicut edictus continet* fieri poteret. « Ibidem, p. 161 (a. 1029) « quod melioratas res susciperet ipse dominus rodulfus abbas.... et legibus commutacio hec fieri posse. »



Digitized by Google

fût avantageux aux deux parties[28]. Cette disposition semble avoir servi de type à la loi lombarde.

Quant aux successions, plusieurs lois anciennes reconnaissent la faculté de tester en termes généraux[29]. Une loi de Charlemagne annule tout acte de dernière volonté, c'est-à-dire tout acte révocable réglant une succession future, à moins qu'il ne s'agisse d'une *donatio mortis causa*, faite en vue d'un péril certain et imminent[30]. Mais un capitulaire lombard de Charlemagne qui ne se trouve pas dans la collection des lois reconnaît la validité des testamens pourvu que, d'après la loi romaine, ils aient été faits en présence de cinq ou de sept témoins[31]. On ne saurait donner aucune explication historique de ces deux lois. La dernière n'existant pas dans le recueil de droit lombard, on pourrait croire qu'elle régissait seulement les Romains, si un autre texte qui suit immédiatement et qu'on ne trouve pas davantage dans le recueil, ne s'appliquait expressément aux Lombards[32]. — Les ascendans ni les des-

28. Nov. 46. 54 C. 2. 120 C. 7. (Julian. Const. 14. 48 C. 2, 111 C. 2).

29. L. Long. Liutprand I. 6. Aistulp. 3.

30. L. Long. Caroli M. 78. 79.

31. Caroli M. Capitulare art. 1. dans Baluz. I. 245. Canciani, vol. 5. p. 15. « .....testamento quod Romani faciunt, firmum non potest, nisi per quinque aut per septem confirmatur. »

32. Caroli M. Capit. cit. art. 2. « ...Et si aliquod Longobardus, aut qualibet homo, propria expontanea voluntate cavaverit, etc. »

Digitized by Google

cendans ne peuvent être déshérités arbitrairement. Quant aux descendans, la loi énumère trois justes causes d'exhérédation[33]. Ici on reconnaîtrait au premier coup d'œil l'extrait incomplet d'une Novelle célèbre[34], si l'on n'en avait pas la preuve écrite dans une ancienne glose[35]. — Enfin, la division de l'hérédité en onces adoptée par les lois lombardes, appartient au langage juridique des Romains[36].

Voici une ordonnance très-remarquable rendue à Rimini, en 1047, par Henri II (en Allemagne Henri III) sur le *juramentum calumniæ*[37]. Elle porte que d'un côté les lois ont ordonné ce serment d'une manière générale et sans exception[38], mais que d'un autre côté elles ont interdit toute prestation de serment aux ecclésiastiques[39]; que cette dernière

33. L. Long. Rotharis 168. 169. 170.

34. Nov. 115. ou Julian. Const. 107.

35. Glossa ap. Cancian. vol. 5. p. 60. « Et probet ingratitudinem ille, qui habet cartam, aut taceat *per Novellam*.

36. L. Long. Rotharis 158. 159. 160.

37. L. Long. Henrici II. L. I. On trouve des variantes importantes tirées d'un manuscrit de Vérone dans Canciani, vol. 5. p. 106. Quant au point historique, voyez (Sarti) de Claris archigymn. Bonon. Prof. T. 1. P. 1. p. 2.

38. L. cit. « alibi vero reperitur scriptum, ut omnes *principales personæ in primo litis exordio subeant jusjurandum calumniæ*.« Passage qui paraît tiré de la L. 2. C. de jurejur. propter calumn. (2. 59.) « .... *in primordio litis*.... ipsæ *principales personæ subeant jusjurandum*, » ou plutôt de Julien, C. 122. C 1. (Nov. 124. C. 1).

39. L. cit. « Ut nemo clericorum jurare præsumat, » et plus loin :



Digitized by Google

disposition semblerait concerner uniquement les prêtres de Constantinople[40]; mais que comme elle se retrouve dans une décision des conciles, auxquelles Justinien donne force de loi[41], le *juramentum calumniæ* ne sera pas à l'avenir prêté par les ecclésiastiques en personne.

Une prétendue constitution de Othon II, rendue à Vérone, en 967[42], accorde aux *rei promittendi* le *beneficium divisionis*. Cette disposition semble reproduire en partie une Novelle célèbre de Justinien[43]. Mais l'authenticité de la constitution me paraît douteuse, car elle ne se trouve que dans le recueil d'ailleurs peu sûr de Goldast, et sans indica-

« Clerici jurare prohibentur. » Voyez L. 25. §. 1. C. de episc. (1. 3).

40. L. cit. « a Marco Augusto constitutum est; propterea quia de Constantinopolitanis clericis promulgatum fuisse videtur, idcirco ad alios clericos pertinere non creditur; et plus loin : « illam Divi Marci constitutionem. » Mais le manuscrit de Canciani porte : « a Theodosio Augusto Tauro Præfecto Prætorio de Constantinopolitanis clericis promulgatum fuisse videtur; » et plus loin : « illam Divi Theodosii constitutionem. » La loi dont il est question est la loi 25. C. de episc. (1. 3.) qui, dans le code Justinien, a pour inscription : « Imp. Marcianus. A. Constantino Pf. P. »

41. L. cit. « Nam cùm divus Justinianus jure decreverit ut Canones Patrum vim Legum habere oporteat, etc. » Ce passage est tiré de Julian. Const. 119. C. 1. (Nov. 131). « Quatuor sanctorum conciliorum canones pro legibus habeantur. »

42. Goldast Imperatorum..... recessus, constitutiones, etc. T. 3. p. 309.

43. Nov. 99. Julian. Const. 92.

Digitized by Google

tion de source. J'ajouterai que sa rédaction ne convient pas au siècle où on l'a placé.

## II. DOCUMENS.

Les documens qui nous montrent la connaissance et l'application du droit romain, sont en Lombardie beaucoup plus nombreux qu'ailleurs. Pour plus de clarté je les diviserai en deux classes : je rangerai dans la première, suivant l'ordre chronologique, les documens dont le texte offre des particularités remarquables; dans la seconde, je réunirai les documens qui reproduisent les mêmes principes de droit ou les mêmes formules, et je les rangerai par ordre de matières.

Une requête rédigée pour l'évêque d'Arezzo contre l'évêque de Sienne, dans un procès qui s'éleva entre eux l'an 752, cite textuellement plusieurs passages des Pandectes et du Code[44].

44. Muratori antiqu. Ital. T. 3. p. 888-890. « Ut in *Codicis libro nono, Titulo de Sepulcro violato :* Si quis Sepulcrum læsurus attigerit, locorum Judices, si hoc vendicare neglexerint, pene nomine.... (sic) quam viginti Librarum auri in Sepulcrorum violatores statuta pena damnari. » ( C'est la L. 3. C. de sep. viol. 9. 19). — « in *eodem Titulo.* Et si forte detractum aliquid de Sepulchro ad Domum ejus Villamque asportasse reperiretur, villa, sive domus, aut edificium, quodcumque esto, Fisci juribus vindicetur. » ( C'est la L. 2. Cod. eod.). « Quod ratum habuit, mandasse intelligatur ut *in Digestis ratihabitio mandato comparatur.* » (C'est mot pour mot la L. 12. in f. D. de Solut. (46. 3.

Digitized by Google

Dans un acte de donation fait à Ravenne, en 767, la donatrice renonce à divers moyens de révocation tirés du droit romain [45].

Dans un bail emphytéotique de l'an 811, l'évêque de Modène stipule le droit de retour en cas de non paiement du canon pendant deux années, conformément aux lois romaines [46].

ou bien la L. 1. §. 14. D. de vi (43. 16). — « Item, in *Octavo Libro Codicis* legitur : Si quis in tanta, etc. » (L. 7. C. unde vi (8. 4.), copiée ici textuellement). — « *Nonus Codicis Liber* testatur *Titulo ad Legem Juliam de vi publica et privata :* Si quis ad se, etc. » (C'est en partie la L. 7. C. ad L. J. de vi (9. 12). — « *Liber quoque Digestorum* concordat, ut prius de Criminali discetetur. » (L. 37. D. de judic (5. 1) et aussi L. 5. §. 1. D. ad. L. J. de vi (48. 6). « habetur in *Quarto Libro Codicis Titulo de rebus creditis generaliter de omnibus juramentis*, inter cetera : Si Judex appellationis præsidens, etc. » (d'après la L. 12. §. 2. C. de reb. cred. (4. 1).—Au reste le fragment de cette requête que nous possédons est simplement une copie à laquelle Muratori donne six ou sept cents ans. On ne peut donc prononcer avec connaissance de cause sur l'authenticité de l'original qui n'existe plus.

45. Muratori antiqu. Ital. T. 3, p. 889-893. (Fantuzzi) Monumenti Ravennati T. 2, p. 1-4. « Legum beneficia, juris, et facti ignorantia foris, locisque, prescriptione alia, *Senatoque Consulto quod de mulieribus præstitit,* beneficio retractandi, nec non et de Religiositati abitus, et quod de Relictis sunt per Legem indulta donantibus. » Le sénatus-consulte Velleien est clairement désigné ; mais je ne sais ce que signifient ces mots *de relictis;* peut-être n'est-ce qu'une inadvertance de copiste, car nous voyons dans un document tout semblable, Marini p. 154, lin. 34 seq. « excluso.... beneficio legum juris effecti ignoransiæ foris locisque prescriptione que *de revocandis donationibus sunt per legem indulta* donantibus.

46. Muratori antiqu. Ital. T. 5, p. 957. « ut leges censeunt. » C'est la

Digitized by Google

Un acte de vente fait à Capoue, en 954, porte que suivant le droit romain le vendeur a déjà reçu son prix[47]. Il ne s'agit certainement pas ici de l'obligation que toutes les législations imposent à l'acheteur, mais de ce principe particulier à l'ancien droit romain, que la propriété n'est transférée qu'après le paiement du prix. Ce principe se trouve souvent exprimé dans les sources du droit, sans qu'on puisse citer aucun texte où l'auteur de notre document l'aurait puisé.

On voit le droit romain cité dans divers procès du cloître de Farfa, qui par exception suivait la loi lombarde[48].

Ainsi, lorsqu'en 999 Othon III vint tenir sa cour de justice à Rome, il fut question de la comparaison des écritures ordonnées par le droit romain[49], et du jugement par défaut contre celui qui ne compa-

Novelle 7. C. 3 (Julian. Const. 7. C. 3), ou la Nov. 120 C. 8 (Julian. Constant. 111. C 4).

47. Ughelli Tom. 1 p. 532. « quia susceptum completum apud me habeo pretium a vos jam nominata donna Maria Comitissa emptrice juxta lege vestra Romanorum. »

48. Voyez vol Ier p. 106-125.

49. Mabillon annal. Bened. T. 4. p. 129 seq. imprimé dans Muratori Script. T. 2. P. 2. p. 499. seq. — Une des parties qui produit un acte dont l'authenticité est contestée, ne veut pas accepter le combat singulier (suivant le droit lombard), « neque ipsam brevem ad manum collationis perducere sicut lex præcipit Romana. » Il s'agit ici de la L. 20 C. de fide instr. (4. 21) ou de la Nov. 49 C. 2 (Julian. Const. 44 C. 2) ou. de la Nov. 73 C. 7 (Julian. Const. 66 C. 7).

Digitized by Google

raît pas après trois sommations[50]. — Ce dernier principe fut invoqué dans un procès de l'an 1014, et de plus il fut décidé que la partie ainsi condamnée ne pouvait appeler du jugement[51]. — Dans deux autres procès (vers 1060 et 1070), deux lois du code Justinien furent citées textuellement[52].

50. Mabillon l. cit. p. 130, « quia Justinianus Imp. præcepit : *contumacem tertia vice vocamus*, datum judicatum firmum est. Item et in alio loco idem Imperator dicit : *Litigator si se subtraxerit, et tertio acclamatus non apparuerit, inter absentes judicium datum firmum est.* » Ce principe se trouve dans la L. 53. §. 1. D. de re jud. (42. 1) L. 8. 9 C. quomodo et quando judex (7. 43) Nov. 112 C. 3 (Julian. Const. 105 C. 3); mais aucune de ces lois n'a été copiée textuellement, comme semblerait l'indiquer la forme de la citation.

51. Mabillon l. c. p. 704. sq. Muratori l. c. p. 517. sq. « Mox Collatis Justinianæ et Langobardorum capitulis legis, talem inde adversus Crescentium dederunt sententiam : Si quis vocatus est ad judicium, et ille per suam superbiam venire noluerit, et judex bene scrutatus fuerit causam, et judicaverit absente illo ; hoc quod ei judicatum est, adimpleat, nec provocare audeat, contumace tertia vice vocato datum judicatum firmum est, etc. » — Sur les trois citations, voyez la note précédente. L'interdiction de l'appel est établie par la L. 1 C. quorum appell. (7. 65).

52. Chronicon Farfense ap. Muratori Script. T. 2. P. 2. p. 589. « Qui simul ostenderunt hoc Capitulum Codicis Justiniani dicentis : Ejus, qui per contumaciam absens, cum ad agendam causam vocatus esset, condemnatus negotio prius summatim perscrutato, appellatio recipi non potest. » C'est le texte de la L. 1 C. quorum appell. (7. 65). — Ibid. p. 597. « sicut Divus Justinianus imperiali sanctione inquiens indidit : Gesta, quæ sunt translata in publica monimenta, perpetuam volumus habere firmitatem, nec enim morte cognitoris perire debet publica fides. » Texte de la L. 6 C. de re judic. (7. 52).

Digitized by Google

La relation d'un placitum de 1058 nous montre aussi une loi du Code rapportée textuellement, quoique singulièrement défigurée[53].

Voici un placitum très-remarquable de l'an 1075[54]. Une église réclame plusieurs immeubles. Le possesseur invoque le droit nouveau, la prescription de quarante ans. L'église répond que sa plainte est antérieure à la prescription; le juge prononce en faveur de l'église et la restitue en entier d'après un fragment des Pandectes[55]. Ce document se distingue de ceux de la même épo-

53. Ughelli T. 3. p. 627. 628 (in comitatu Clusino): « præcepto legis, ubi invenerunt confessos suo jure præjudicatos haberi placeat. » La L. 1 C. de confessis (7. 59) porte : « Confessos in jure pro judicatis haberi placet. »

54. « In presenzia Nordilli Missi domine Beatricis Ductricis et Marchionissæ et Johannis vicecomitis. « On lit à la fin : « factum est hoc intus Burgum qui vocatus Martuli prope Plebem Ste Marie territurio florentino. » Ce document fait partie des archives du duc de Florence; il a été imprimé dans (Fossi) Congetture di un Socio Etrusco sopra una carta papiracea. Firenze 1781. 4. pref. p. LIII. LIV, et dans (Savioli) Annali Bolognesi vol. I. P. 2. p. 123. 124. Num. 73. Le texte de Savioli est très-défectueux et ne paraît pas imprimé d'après celui de Fossi, mais d'après une copie très-négligée de l'original. — Ferdinand Fossi, direttore dell' archivio diplomatico à Florence, a seulement composé la préface de cet ouvrage, dont l'auteur est Migliorotto Maccioni, professeur de Pandectes à Pise. Le document que je cite se trouve dans la préface.

55. « His peractis supradictus Nordillus predicte domine Beatricis, Missus *lege Digestorum libris inserta* considerata per quam *copiam magistratus non habentibus restitutionem in integrum Pretor pollicetur*, restituit in integrum Ecclesiam, etc. » La L. 26. §. 4. D. ex quib. caus.

Digitized by Google

que par une intelligence complète et une saine application du droit.

Dans un acte de reconnaissance de 1097, le débiteur renonce à divers privilèges établis par le droit romain, sans qu'on puisse les rapporter à aucun texte particulier[56].

Le placitum tenu à Terano, en 1108, doit trouver place ici. Une église réclame divers biens dont quelques-uns lui ont été ravis avec violence. Pour ces derniers, elle intente trois actions, l'*actio in rem*, la *condictio ex lege*, et l'*interdictum de vi;* pour les autres, l'action personnelle et l'action hypothécaire[57].

maj. (4. 6) porte : « Sed et si magistratus copia non fuit, Labeo ait restitutionem faciendam. »

56. Jo. Lamii Deliciæ Eruditorum (T. 15) Flor. 1743. 8. p. 1078 « in questo Strumento si renunzia da' debitori *omni privilegio novarum constitutionum*, *beneficio Epistole divi Adriani*, etc. » (Le document lui-même n'a pas été imprimé.) La lettre d'Adrien est souvent citée dans les sources; quant au privilegium novarum Constitutionum, ainsi rapproché de la lettre d'Adrien, ce pourrait bien être la Nov. 99.

57. Ughelli T. 1. p. 354. 355. « Ad hæc adversariorum Causidicus petiit edi actionem. Ecclesiæ causidicus de rebus invasis proponit tribus actiones, scilicet in rem, conditionem [lege *condictionem*] ex lege, et interdictum, unde Judex his vero rebus [lege *interdictum unde vi. De aliis vero rebus*] injuste ab eis possessis proposuit actionem in personam et in re et hypothecatias [lege *et in rem hypothecariam*] » La condictio ex lege dérive sans doute de la L. 7 C. unde vi. L'avocat de l'Église demande en outre : « fieri satisdationes judicio sisti, et judicaverunt [lege *judicatum*] solvi. »

Digitized by Google

Voici maintenant différens documens qui reproduisent les mêmes principes de droit ou les mêmes formules.

Plusieurs actes d'affranchissement déclarent l'affranchi ingénu, car ils le libèrent en termes formels du droit de patronage[58], disposition qui se rapporte évidemment à un principe du droit Justinien, dont j'ai parlé p. 107. Différens actes d'échange citent textuellement, quoique dans un style très-corrompu, une loi du Code sur l'analogie que présentent l'échange et le contrat de vente[59].

Les contrats de vente et d'échange contiennent,

58. Lupi Cod. diplom. Bergom. p. 627 (test. fait à Bergame a. 800). « In ea vero ratione ut familias nostras ad nos pertinentes servos et ancillas aldiones et aldianes de personas suas omnes liberis arimannis amundis absolutis permaneant ab omni conditione servitutis *et jus patronatis sint ad eos concesso civemque Romanis* et habeant potestatem *testandi et anulo portandi.* » Ce mélange du droit romain et du droit lombard est très-remarquable. Dans plusieurs documens ou formules *civis* (ici civem) est synonyme de *civitas*. La faculté de tester appartient à l'ancien droit romain, et se trouve exprimée ici parce que le Latinus Julianus en était privé. Lupi n'a pas compris ce document. — Fumagalli Cod. dipl. S. Ambros. Num. 100 (testament fait à Milan, a. 870) « sit..... concessum... *jure patronatus et ea que legum auctoritas continet de absolvendis libertatibus.* » Fumagalli s'est également trompé en voyant ici l'application du droit lombard. Tiraboschi, p. 85, rapporte un document de l'an 902, mais dont les expressions ne sont pas aussi décisives.

59. Fumagalli Num. 14. p. 54 (a. 776). « Commudatio bone fedei nuscitur esse contractum ut vece emptionis obtineat firmidatis. » C'est

Digitized by Google

en cas d'éviction, la promesse du double, suivant le droit romain[60]; plusieurs même parlent expressément de *stipulatio* et de *sponsio*.

La *mancipatio* et la *fiducia* se retrouvent fréquemment. *Mancipatio* a perdu toute signification, et *fiducia*, comme dans les lois dont j'ai parlé, p. 176, veut dire gage[61].

Dans les testamens, il est souvent question de la légitime, et toujours sous le nom de *Falcidia*[62].

Il existe une uniformité remarquable dans le

la L. 2 C. de rerum permut. (4. 64) « Permutationem, utpote *bonæ fidei* constitutam, sicut commemoras, *vicem emptionis obtinere*, non est juris incogniti. » Cette formule se retrouve mot pour mot dans cinq autres documens, Num. 36. 60. 67. 76. 85 des années 830-861. Dans un document de l'an 885 Num. 125, elle est ainsi conçue : « eodemque nexu ublicant contraentes. » De même dans plusieurs autres documens des années 885, 892, 897, Num. 126. 128 (ou plutôt 129), 134. — La formule, sans cette addition, existe dans Tiraboschi Num. 27 (a. 826); avec l'addition, ibid. Num. 34 (a. 905), et dans plusieurs documens des temps postérieurs, Num. 35. 36. 37 38. 39. 40. 41. 42. Ce dernier est de l'an 1030. — Dans Lupi dès 805 (p. 635) jusqu'en 896 (p. 1053).

60. Tiraboschi Num. 27. 29. 64. 90. 92. 96. 103. 125. 131 (sec 9. 10. 11). Lupi p. 605. 695. Voyez aussi les documens de Fumagalli.

61. Lupi p. 893 (a. 879) : « vendo et trado *et mancipo* in jura et potestatem tuam. » — Fumagalli Num. 6 (a. 748) « pro quibus uno solido posui tibi loco pigneri *seo fiducia nexo* id est petiola una de prado, etc. » Ibidem, Num. 30 (a. 809). — Voyez aussi deux documens de Milan (a. 1034 et 1055). Muratori Antiqu. Ital. T. 1. p. 588. 589.

62. Fumagalli Num. 70 (a. 853) « et quod non credimus, si forsi-

Digitized by Google

nombre des témoins appelés aux testamens, malgré quelques variations apparentes, dont on peut donner plusieurs raisons.

1. Les témoins sont tantôt au nombre de sept, tantôt au nombre de cinq. Cette distinction répondait, dans l'ancien droit, aux formalités diverses exigées pour un testament civil ou pour un testament prétorien[63]. Mais elle fut abolie par le droit Justinien, qui exigea sept témoins dans tous les cas. Faut-il maintenant voir dans nos documens une conservation inexplicable de l'ancien droit ou bien plu-

tans..... *de parentibus nostris aparuerit* qui contra presente nostra hordinationis agere aut inrumpere quesierint... accepiant quanti fuerint in tantum ex ipsis rebus nostris *pro falsidiæ nomine* quantumcumque eos plus minus legibus claudere potuerit. « — Lupi p. 627 seq. (a. 800). — Ughelli T. IV. p. 1040 (a. 1064). Ce dernier testament est remarquable en ce que la testatrice, Adeligia Comitissa, vivait d'après le droit salique et non d'après le droit romain; mais au onzième siècle les différens droits s'étaient déjà bien confondus.

La falsidia se retrouve dans plusieurs documens manuscrits des archives de Lucques. Le conservateur de ces archives, le savant Bertini, a bien voulu les communiquer à Bluhme, qui m'en a donné connaissance. Ainsi, par exemple, on lit dans un document de 797 (Num. † M. 54) : « exceptata una petiola de terra mea..... quam volo, ut post meum decessu sit in potestate de heredibus meis, qui mihi legibus in hereditate succedere debent falcidie nomine : at cum hoc tantum sint sibi contempti ex aliis omnibus rebus meis. » On peut voir aussi les documens de 780 (†† H. 79), 780 († Q. 58), 798 (* C. 48), 803 († K. 4). *

63. Savigny, Heichhorn et Gœschen Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft. B. 1. S. 85. 91.

Digitized by Google

tôt l'effet d'une distinction établie par le droit Justinien, qui exige sept témoins pour un testament et cinq pour un codicille. Sans doute on n'avait pas alors des idées bien claires sur la nature de ces deux actes, car dans la plupart des documens il est presque impossible de reconnaître s'il s'agit d'un testament ou d'un codicille.

2. Tantôt on compte tous les témoins présens, tantôt ceux seulement qui savent écrire. L'origine de cette distinction se retrouve encore dans le droit romain. On suivait la première supputation pour un testament oral récité en présence des témoins, et où l'écriture n'était que l'accessoire; la seconde, pour un testament écrit, et qui tenait toute sa validité de l'écriture, par exemple quand les témoins n'en connaissaient pas le contenu. — Peut-être aussi faut-il dans plusieurs cas rapporter cette distinction au privilège célèbre que Justinien établit en faveur du *testamentum rusticorum.*

3. Enfin, le notaire qui écrit le testament tantôt figure, tantôt ne figure pas au nombre des témoins. Le droit romain ne défend pas de prendre le notaire pour témoin; mais on a pu lui réserver la spécialité de ses fonctions pour ajouter à la solennité de l'acte. En effet, on trouve toujours sept témoins outre le notaire dans les testamens de Ravenne rapportés par Marini; testamens où d'ailleurs les anciennes formes du droit sont conservées dans toute leur pu-

Digitized by Google

reté. (Voy. p. 153.)— Ces explications admises, les dix testamens que donne Fumagalli et trois de ceux que donne Lupi sont parfaitement réguliers, tandis qu'un seul, rapporté par Lupi, présente des doutes. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur le tableau suivant, contenant les pièces non douteuses.

| | | Témoins qui savent écrire. | Témoins qui ne savent pas écrire. | Notaires. | Total. |
|---|---|---|---|---|---|
| Fumagalli Num. | 66 | 3 | 3 | 1 | 7 |
| | 69 | 1 | 3 | 1 | 5 |
| Lupi p. 871 | | — | 4 | 1 | 5 |
| Fumagalli Num. | 15 | 4 | 1 | (1) | 5 |
| | 32 | 1 | 6 | (1) | 7 |
| | 49 | 3 | 2 | (1) | 5 |
| | 100 | 4 | 3 | (1) | 7 |
| | 124 | 1 | 4 | (1) | 5 |
| | 126(127) | 5 | — | (1) | 5 |
| Lupi p. 527 | | 5 | 2 | (1) | 7 |
| 627 | | 2 | 3 | (1) | 5 |
| Fumagalli Num. | 70 | 6 | (2) | 1 | 7 |
| | 116 | 6 | (3) | 1 | 7 |

Une pareille uniformité dans des pièces si nombreuses ne saurait être l'effet du hasard. Cependant Lupi rapporte un testament qui fait naître des doutes, car on y voit neuf témoins, d'abord trois Romains, puis quatre autres témoins, puis encore un témoin et le notaire[64]. Les sept premiers témoins ne

64. Lupi p. 1083 (a. 900): « † Ego Aribertus a me facto mea manu

Digitized by Google

savent pas signer. Ce que j'ai dit précédemment n'explique pas pourquoi, dans cette circonstance, un aussi grand nombre de témoins fut jugé nécessaire. Peut-être n'eut-on égard qu'au témoignage des Romains, tandis qu'une partie des témoins présens à cet acte appartenaient à quelque autre nation.

La même uniformité ne se retrouve pas pour les contrats. Quelquefois on voit appliquer l'ordonnance de Justinien[65], d'après laquelle celui qui ne sait pas écrire doit produire un notaire et cinq témoins[66]. Mais le plus souvent le nombre des témoins est tout-à-fait arbitraire[67].

## III. ÉTUDE DU DROIT ET AUTEURS QUI ONT ÉCRIT SUR LE DROIT.

En Lombardie comme dans les autres États, nous trouvons des traces isolées de connaissance du droit

subscripti. — Sig. ††† manibus Andrei Benedicti germanis de Gastello Bucardi de Carpeneto lege Romana vivent. rogat. test. — Sig. †††† manibus Leoni de Gendubio Raidoni Ardoni patr. et fil. Leoni Garivaldi de Calusco rogat. test. — † Nazarius rogatus subscripsi. — † Auteverto not. scripsi post tradita complevi et dedi.

65. Voy. vol. Ier, p. 83.

66. Lupi p. 673. 893 (a. 829. 879).

67. Aussi, outre le notaire, on trouve tantôt trois témoins (Lupi p. 695), tantôt quatre (ibid. p. 759), tantôt sept (ibid. p. 657. 675. 677. 781. 643), tantôt huit ou un plus grand nombre (ibid. p. 685), tantôt dix (ibid. p. 783).

Digitized by Google

omain, et des travaux scientifiques ayant le droit omain pour objet.

Parmi les documens de la première classe je cierai d'abord un passage où Paul Diacre fait une lescription si exacte des compilations de Justinien, ıu'on ne saurait guère douter qu'il ne les ait eues sous es yeux[68]. Au dixième siècle, sur une liste de maıuscrits de Bobbio, figure un *liber Pandectarum*[69]. Au onzième siècle parmi les ouvrages que fit copier Desiderius, abbé du Mont-Cassin, on trouve les

68. Paulus Diaconus Hist. Long. lib. 1 c. 25. « Leges quoque Romanorum, quarum prolixitas nimia erat, et inutilis dissonantia, mirabili brevitate correxit. Nam omnes constitutiones principales, quæ utique multis in voluminibus habebantur, intra XII libros coarctavit, idemque volumen Codicem Justinianeum appellari præcepit. Rursumque singulorum magistratuum sive judicum (al. add. *jurisconsultorumque*) leges, quæ usque ad duo millia pene libros erant extensæ, intra L. librorum numerum redegit, eumque Codicem Digestorum seu Pandectarum vocabulo nuncupavit. Quatuor etiam Institutionum libros, in quibus breviter universarum legum textus comprehenditur, noviter composuit. Novas quoque leges, quas ipse statuerat, in unum volumen redactas, eundem codicem Novellarum (al. *Novellam*) nuncupari sancivit. » On doit ici préférer la leçon de Novellam, car c'est le nom donné ordinairement à l'Épitomé de Julien, que Paul Diacre désigne sans doute dans ce passage.

69. Muratori Antiq. Ital. T. 3. p. 819 : « Librum Pandectarum I in quo est Expositio cujusdam in Matheum. » Il s'agit ici d'un autre ouvrage copié dans le même manuscrit, comme p. 818, « In Genesi librum I in quo continetur ars cujusdam de Grammatica. » Je pense que *Pandectæ* doit être pris dans sa signification ordinaire, bien que ce nom ait quelquefois été donné à la Bible. Ducange T. 5. p. 90.



Digitized by Google

Institutes et la *Novella*, sans doute l'Épitomé de Julien[70]. — Enfin, le biographe du célèbre Lanfrancus († 1089) nous apprend, que né à Pavie, il étudia de bonne heure les arts libéraux et le droit, selon l'usage de sa patrie, et qu'il se distingua bientôt par son éloquence dans les luttes judiciaires[71]. Ainsi se trouve confirmé ce que je disais p. 100, que souvent le droit romain entrait dans l'enseignement des arts libéraux. Quand plus tard, à l'abbaye du Bec, en France, Lanfranc tenait la fameuse école où il eut Ivo pour disciple, l'enseignement comprenait la littérature sacrée et profane, et sans doute aussi le droit[72]. Nous n'avons à cet égard aucun renseignement certain, mais la profonde connaissance du droit que possédait Ivo s'accorde très-bien avec cette supposition.— Wipo nous représente cette alliance du droit et des arts libéraux comme

70. Chronicon Casinense lib. 3 C. 63 (Muratori script. T. 5. p. 474). « Instituta Justiniani et Novellam. »

71. Milonis Crispini vita Lanfranci Cap. 5 (Opp. Lanfranci. Paris. 1648. f. p. 6).

72. Robertus de Monte in access. ad Sigebert. a. 1117 (à la suite des Guiberti opera ed. Dachery. Paris. 1651. f. p. 750) : « Mortuus est etiam hoc anno religiosus et magnæ litteraturæ Ivo Carnotensis episcopus. Hic dum esset juvenis, audivit magistrum Lanfrancum priorem Becci *de secularibus et divinis literis tractantem*, in illa famosa schola quam Becci tenuit, etc. » — Un autre passage de ce Robertus nous représente Lanfrancus et Irnerius comme les fondateurs de l'enseignement du droit en Italie. Je reviendrai sur ce sujet quand je parlerai d'Irnerius.

Digitized by Google

un usage de l'Italie, dans un poëme où il conseille au roi Henri III d'établir en Allemagne une semblable institution [73].

Je passe maintenant aux ouvrages spéciaux qui ont été composés en Lombardie sur le droit romain.

Ici se place d'abord la *lex Romana Utinensis* ou la rédaction nouvelle du Breviarium, faite vers l'an 900, pour les Romains Lombards [74]. J'ai déjà parlé de ce recueil en traitant de la constitution politique; je ne le considère maintenant que comme un code de droit privé; mais sous ce rapport il est beaucoup moins curieux et beaucoup moins instructif. En effet, il se borne presque toujours à traduire en langage barbare le Breviarium original, et souvent il en défigure le sens. Tout ce que la *lex Utinensis* contient de nouveau en matière de droit privé, vient, soit de l'ignorance profonde du rédacteur, soit des institutions et des formes germaniques adoptées par les Romains. Ainsi l'on doit mettre sur le compte du rédacteur les commentaires sur le *furiosus* [75], le *fideicommissum* [76]

73. Wipo in paneg. ad Henric III (dans Canisii lect. ant. T. 4. p. 167).

74. Voyez tome Ier ch. VI.

75. Voyez tome Ier ch. VI.

76. L. Rom. Cajus I. 12 (Canciani vol. 4 p. 505). « *De fidei commissis Intpr.* Si quis homo pro fidemjussorem acceperit, si se ad ipsum fidemjussorem vult, fide quod fecit, solvat. Et quod si illum fidemjussorem dimittere vult, ad suum débitorem se tenere debet, ut suum debitum ei reddat. »



Digitized by Google

et le *furtum oblatum*[77]; la reproduction de cette loi du Breviarium[78] qui défend, sous peine de mort, les mariages entre les Romains et les Germains[79], tandis que ces mariages étaient certainement licites chez les Lombards[80].— Les passages sur l'émancipation[81], les *jurateurs*[82] et la stipulation sont au contraire d'origine germanique[83]. — Certains passages

77. L. Rom. Cajus I. 13. p. 505. « ...Oblati actio furtus est, ut si aliqui homo alterius rem sine commiatum domini sui tetigerit. Oblati actio furtus est, ut si quis alterius caballum super convenientiam ipsius longius minaverit, quam inter eos convenerit. Oblati actio furtus est, si quicuuque furtum faciat. Oblati actio furtus est, si qnicupque homo alicui consilium dederit, ut quicumque furtum faciat. Oblati actio furtus est, si quicumque homo rem suam in manum suam tenit eam, alter homo si ipsam rem de manum suam excoserit, ut ea perdere debeat. Istas tales causas omnis homo eas pro furtu tenere potest. »

78. Voyez plus haut, p. 62.

79. L. Rom. Cod. Theod. III. 14. p. 479. « Nullus Romanus Barbara cujuslibet gentes uxorem habere presumat, nec Barbarus Romana sibi in conjugio accipere presumat; quod si fecerint, capitalem sententiam feriantur. »

80. Cette matière est réglée par les lois de Liutprand. Voyez vol. Ier, p. 105.

81. Voyez vol. Ier, ch. VI.

82. Voyez vol. Ier, ch. VI.

83. L. Rom. Paulus II. 2. p. 509. « .....Stipula hoc est, ut unus de ipsos levet festucum de terra, et ipsum festucum in terrâ rejactet, et dicat: per ista stipula omne ista causa dimitto : et sic ille alter prendat ipsum illum festucum, et eum salvum faciat; et iterum ille alius similiter faciat. » On reconnait de suite la forme du droit germanique décrite ici par l'auteur. Voyez Heichhorn deutsche Rechtsgeschichte Abth. I. p. 146. Ce fragment jette aussi un grand jour sur un passage

Digitized by Google

raient croire que le rédacteur avait sous les yeux s manuscrits du Breviarium plus complets que ux que nous possédons, si l'on pouvait admettre l'une compilation aussi barbare reproduise exacment les sources[84].

Nous trouvons encore en Lombardie un ouvrage

Isidore fait dériver le mot *stipulatio* de *stipula* (orig. IV. 24): « Veteres m quando sibi aliquid promittebant, stipulam tenentes frangebant: um iterum jungentes, sponsiones suas agnoscebant. » Si cette coue eût réellement existé dans les mœurs romaines, comment Varron, vivait bien avant Isidore, l'aurait-il complètement ignorée, et nment eût-on pu jamais lui chercher une autre origine. Isidore, nme notre auteur, s'est laissé égarer par le souvenir des mœurs gerniques, mais d'une manière différente. Notre auteur, homme ple, raconte naïvement ce qu'il voit tous lès jours et l'appelle *ula*. Le savant Isidore va plus loin et crée l'hypothèse d'une étymoie historique. Une hypothèse se pardonne aisément, mais il ne faut y voir, comme on l'a fait plusieurs fois, le témoignage d'un auteur ntemporain.

84. L. Rom. Cod. Theod. III. 15 de fidejussoribus docium. Le texte ien défend, dans une constitution spéciale, de donner caution pour eté de la restitution de la dot. L'ancien commentaire défend les caus *pro muliere*. Voilà une interprétation du texte, ou peut-être une exssion impropre. Si après *muliere* on veut sous-entendre *creditrice*, lex Utinensis reproduit les deux passages; le dernier est conforme 'ancien texte, mais le premier permet à la femme de prendre des tions pour sûreté de la dot *qui lui est promise;* cas dont ne parle pas exte ancien. — De même, on ne sait si I. Rom. Paulus I. 17 et 18. 508 existaient dans Paul tels que nous les connaissons d'après l'ancien viarium. Cependant le second fragment a beaucoup de ressemblance c Paulus I. 13. B. surtout avec le §. 4 de ce titre. Un pareil doute atre seul que l'auteur, par son ignorance et la barbarie de son lane, a corrompu les sources de manière à en faire un tout méconnaissable.

Digitized by Google

très-remarquable intitulé : *Quæstiones ac monita*, et que Muratori a publié d'après deux manuscrits milanais des lois lombardes[85]. C'est une suite d'observations diverses sur le droit de différens peuples germaniques et sur le droit romain, composées vers l'an 1000, c'est-à-dire postérieures au règne d'Otton II, et avant la fin du règne de Henri II. En effet, les vingt-quatre cas où a lieu le combat judiciaire sont, pour la plupart, tirés textuellement, sauf de légères variantes, des lois d'Otton II[86]. D'un

85. Muratori Script. rer. Ital. T. 1. P. 2. p. 163-165, et réimprimés dans Canciani vol. 1. p. 221-224. On ignore si les deux manuscrits étaient complets, ou si Muratori a dû les réunir pour composer son texte. Quoi qu'il en soit, l'édition imprimée présente dans toutes ses parties un caractère uniforme et paraît appartenir au commencement du onzième siècle, date que Muratori assigne aux manuscrits eux-mêmes. Le titre est l'ouvrage de Muratori.

Les *quæstiones ac monita* se trouvent dans les manuscrits O. 53 et 55 de la Bibliothèque Ambroisienne à Milan. (Voyez une dissertation de Bluhme, dans Pertz Italianische Reise S. 277.) D'après le témoignage de Clossius, qui a vu ces manuscrits, l'un renferme le commencement des *quæstiones* jusqu'à ces mots : « Quando ad sacramentum venerit » (p. 223 ed. Canciani); l'autre commence à ces mots : « Ille notarius, » et va jusqu'à la fin. Ainsi donc le texte de Muratori se compose de la réunion des deux manuscrits. — La partie des *quæstiones* qui traite du combat judiciaire se trouve aussi dans un manuscrit des Institutes de Bamberg D. 11. 5 au §. 4. J. de jure cognat. avec des leçons très-différentes de celles du manuscrit de Milan, et plusieurs interpolations. Je dois ces renseignemens à Schrader.

86. Canciani l. c. p. 222. Les cas où a lieu le combat judiciaire, Num. 14. 15. 16. 18. 19. 21 sont prévus dans la L. Long. Ottonis II.

Digitized by Google

autre côté, Muratori observe que les manuscrits des *Quæstiones* semblent appartenir au commencement du onzième siècle, et d'ailleurs on n'y trouve aucune loi postérieure à Henri II. Cet ouvrage, par la barbarie du style et des idées, est comparable à la *lex Utinensis*, et sous ce rapport encore on ne saurait lui supposer une date plus récente; néanmoins on y reconnaît quelquefois une saine intelligence des Pandectes. Les *Quæstiones* ont pour nous beaucoup d'importance; car elles établissent d'une manière incontestable la connaissance de toutes les parties du droit Justinien. Ainsi, en parlant des divers âges, d'une manière, il est vrai, qui n'est pas absolument conforme au droit romain, elles citent les Institutes et transcrivent les premiers mots de la loi [87]. — Un autre passage relatif aux successions ab intestat expose, en les défigurant, les principes de la Novelle 118, et cite la Novella de Justinien:

Num. 1. 2. 4. 5. 6, qui est de l'an 938. Sur la fixation de cette date voy. Canciani l. c. p. 228. note 8.

87. Canciani l. c. p. 224. « Et de ætate dicitur, secundum hic declaratur, et juxta illud, quod dicitur in Lege Romana in libro, qui nominatur *Instituta* in Lege, quæ inchoat sic: « Nunc transeam fideicommissa. » C'est évidemment le pr. J. de fideic. hered. cité d'après la méthode des glossateurs. Comme ce titre des Institutes ne parle point de l'âge, l'auteur a copié cette citation d'après un autre ouvrage qu'il n'entendait pas, ou bien Muratori a donné lieu à cette citation erronée en réunissant deux passages différens, erreur facile à concevoir, car les anciens manuscrits n'offrent aucune division.

Digitized by Google

cette citation doit plutôt se rapporter à l'Épitomé de Julien, parce qu'elle énonce le mot *novella* comme étant le titre d'un livre [88].

Conformément aux prescriptions du droit Justinien, l'inventeur d'un trésor en donne la moitié au propriétaire du terrain [89], tandis que d'après le code Théodosien il ne lui en doit que le quart [90]. — Voici plusieurs dispositions empruntées aux Pandectes: lorsqu'un esclave dépositaire vient à être affranchi, celui qui a fait le dépôt n'a contre lui l'*actio depositi* que quand la chose se trouve encore dans sa possession [91]. — Si la chose prêtée périt par cas fortuit, le commodataire n'en doit pas la va-

88. Canciani l. c. p. 222. Le chapitre est intitulé *Supercessio legis Romana*, et plus loin on trouve *supercedere* pour *succedere*; il finit par ces mots: «sic præcepit lex Romana *in Libro qui nominatur Novella*, quem egit Justinianus imperator temporibus suis.»

89. Canciani, l. c. p. 223. « Si homo invenerit Scazo in terra aliena, medietatem habeat qui invenerit, et medietatem cujus terra est, quia Lex Romana dicit. » Il est ici question ou de la L. un. C. de thesauris (10. 15). ou du §. 39. J. de div. rerum, (2. 1).

90. L. 2. C. Th. de Thesauris (10. 18).

91. Canciani l. c. p. 223. « Si homo commendaverit servo aliquas res et postea ipse servus fuerit dimissus liber, et veniens ille, qui ipsas res commendavit requirere, respondeat ille: Ab illo die, quando tu mihi commandasti, servus eram, et ipse dominus meus mihi tulit. Quomodo possim contradicere quia dominus meus erat ille? Lex est, ut postquam ipse manifestat quod commendasset, reddat ei quod dicit Lex ad res alienas commendatas. » Ici l'auteur a réuni deux fragmens des Pandectes: L. 1. §. 18. D. depositi (16. 3.), et à partir de ces mots Lex est L. 21. §. 1. D. eod.

Digitized by Google

leur [92]. — Nous voyons exprimé en termes d'ailleurs fort obscurs, que celui qui soustrait un titre de propriété doit restituer la valeur de la chose, si la preuve de la propriété périt avec le titre [93]. Lorsqu'un esclave s'enfuit après avoir commis un vol, le propriétaire de l'objet volé peut actionner le maître de l'esclave, si celui-ci a autorisé ou du moins connu le délit, et sur ce point lui déférer le serment [94]. —

92. Canciani l. c. p. 223. « Si quis commendaverit aliquas res cuilibet, et ipse *perdiderit postea aut per incendium aut per....* ( lege *ruinam* ) justum est nihil reddat etc. » — L. 1. §. 4. D. de oblig. et act. (44. 7) « .... Si majore casu, cui humana infirmitas resistere non potest, *veluti incendio, ruina naufragio rem, quam accepit amiserit*, securus est etc. ? » — Ou bien encore L. 5. §. 4. D. commodati (13. 6). « .... Proinde et *si incendio, vel ruina aliquid contigit*, vel aliquod damnum fatale, non tenebitur, etc. »

93. Canciani l. c. p. 223. « ... Lex est, ut si perdiderit res, quas aliter charta ipsa reddere debet, caput tantum, res. » Les fragmens des Pandectes sont : L. 27. pr. L. 32. pr. D. de furtis (47. 2).

94. Canciani l. c. p. 224. « Recordare, quoniam si servus ambulaverit a mansione alterius, et dixerit : Homo ille mandat vobis domino meo, præsta talem rem; et præstaverit, et ipse servus fugierit, et ipse qui servo res dederit, pulsaverit dominum : justum est, dominus nihil ei rendat, nisi præbeat sacramentum (c'est-à-dire, nisi actor deferat jusjurandum) *nec suæ voluntatis, nec suæ conscientiæ ejus fuisset*, quod servus suus hoc malum fecisset, et fiat solutus. Et si voluerit, habet spatium ad requirendum eum habere. » — On trouve dans ce passage une juste application de plusieurs principes : 1° on a l'*actio noxalis* contre le maître s'il peut représenter l'esclave ; mais non si l'esclave a pris la fuite, L. 21. pr. §. 2. 3, L. 22. D. de nox. act. (9. 4.) ; 2° le maître complice de l'esclave est tenu d'une manière absolue, *suo nomine*, par opposition à l'*actio noxalis*, L. 2. 3. 4. D. eod. ; 3° on peut déférer

Digitized by Google

En matière criminelle, le plaignant doit fournir caution, sous peine d'être lui-même emprisonné, disposition rapportée expressément au droit romain[95]. On trouve souvent, dans les manuscrits des lois lombardes, des formules et des gloses explicatives du texte. Comme la plupart sont postérieures à l'École de Bologne, je n'en parlerai pas ici. Mais un manuscrit de Vérone contient des formules[95a] et des gloses rédigées à deux époques différentes, dont quelques-unes, les plus anciennes, rentrent dans le sujet de ce chapitre[96]. Canciani place avec beaucoup de vraisemblance la rédaction de ces anciennes gloses peu après le règne de Henri II[97]. En effet,

le serment sur le fait de la complicité, parce que ce genre de preuve est applicable à tous les cas.

95. Canciani l. c. p. 221. « Quæstio de lege Romana. Homo, qui ad Placitum wadiam dederit, et non habet fidejussores paratos, Comes comprehendat et faciat mittere in carcerem, quia Lex Romana præcepit. » Je ne connais aucun texte du droit romain où ces dispositions se trouvent ainsi réunies. Il est question des cautions dans la L. 7. §. 1. D. de accus. (48. 2.) L. 3 C. de his qui acc. (9. 1) ; de la prison dans la L. 2. in f. C. de exhib. reis (9. 3.), L. 17. C. de accus. (9. 2). La L. 1. D. de cust. et exhib. (48. 3) parle de caution et d'emprisonnement au sujet de l'accusé, mais ce n'est pas ce dont il est question.

95 *a*. On peut sur les formules lombardes consulter l'écrit de Seidensticker, cité plus haut. p. 102.

96. On trouve des extraits des anciennes gloses dans Canciani, vol. 2. p. 463-471, vol. 5, p. 54 sq. et des extraits des gloses nouvelles, *id.* vol. 5. p. 472 sq.

97. Canciani vol. 5. p. 4.

Digitized by Google

elles rapportent en partie le texte d'une loi de Henri II, et ne parlent pas d'une loi de Henri III qui prononce la peine de mort contre les empoisonneurs [98]. On ignore si elles sont toutes l'ouvrage de la même main; mais on y voit souvent des diversités d'opinions et des réfutations en termes fort énergiques [99]. Le droit romain y est fréquemment cité, toujours sous le nom de *Lex Romana*, et sans indication des sources [100]. Néanmoins quelques passages renvoient au code Justinien [101] et à l'Épitomé de Julien [102]. Ici encore le droit Justinien paraît seul mis en usage, et une phrase où Canciani voit la

98. L. Long. Henrici I (II) N. I, citée dans la glossa L. Liutprand II. 8. (Canciani, vol. 5, p. 77). — La peine de mort est prononcée contre l'empoisonneur par la L. Long. Henrici II (III) N. 2, tandis qu'avant il n'était passible que d'une simple amende. L. Long. Rotharis 141 (où Georgisch, par une erreur évidente, lit « mortuus non fuerit, » au lieu de « mortuus fuerit »). L'auteur de la glose sur cette loi de Rotharis ne parle que de l'amende (Canciani, vol. 5. p. 57); il ne connaissait donc pas la loi de Henri III.

99. Par ex.: Canciani vol. 5. p. 56. « Si vero os tale non egredietur, emendabitur ut plagæ. — *Secundum asinos.* » On pourrait citer plusieurs exemples du même genre.

100. Voyez trois fragmens ainsi conçus dans Canciani, vol. 5. p. 66. 67. 68.

101. Canciani vol. 5. p. 102. not. 1. (sur la L. 67. Lotharii I). « Qui testes non debent compelli à Comitibus dicere testimonium, nisi IV diebus, ut in his observent judicium, *ut legitur in IIII libro Codicis.* » C'est la L. 19. C. de testibus (4. 20).

102. Voyez plus haut, note 35.

Digitized by Google

désignation du Breviarium, suivant moi se rapporte au Code [103]. Il y a aussi un passage qui semble faire allusion aux Topiques de Cicéron [104].

Je ne dois pas oublier ici l'ouvrage connu depuis plusieurs siècles sous le nom de *Brachylogus*. Il en existe plusieurs anciens manuscrits, dont deux ont été entre mes mains, savoir :

1. A la Bibliothèque de l'Université de Konisberg, un manuscrit in-4° écrit sur parchemin vers la fin du treizième siècle; il est sans titre et sans divisions de livres; il fait suite au *Refredi libellus de jure canonico.*

2. A la Bibliothèque de Vienne, un manuscrit in-8° écrit sur parchemin vers la fin du douzième ou du treizième siècle; il est divisé en livres, et in-

103. Canciani vol. 5. p. 65. ( Monitum sur la L. Rotharis 227 ). « Scito si quis Longobardus servo communi libertatem dederit, quod pars adcrescit socio non danti : *ut legitur in antiquo jure Romano*, quod lex Longobarda sequitur. » Canciani, vol. 5. p. 9, indique les sources anciennes dont le glossateur aurait eu connaissance, par ex. : Paul. IV. 12. 1. ou Ulpien I. 18; mais c'est prêter au glossateur beaucoup trop d'érudition. Ce passage fait littéralement allusion à la L. C. de communi servo manum. (7. 7). « Jus autem accrescendi, *quod antiqua jura in communibus servis manumittendis introducebant*, nullius esse momenti, nec in posterum frequentari penitus concedimus. »

104. Canciani vol. 2. p. 464. « Nobiles sunt, quorum majorum parentum suorum nemo servituti subjectus sit. » Je crois voir ici une allusion à un passage des topiques, Cicero top. §. 6. « Gentiles sunt.... quorum majorum nemo servitutem servivit. »

Digitized by Google

titulé : *Summa novellarum constitutionum Justiniani imperatoris* [105].

3. Niebuhr (Zeitschrift für geschicht. Rechtswissens. B. 3. §. 412, 418-420.) fait la description d'un manuscrit de la Bibliothèque du Vatican, n° 441, contenant le Brachylogus et Petrus. Ce manuscrit, composé de vingt feuilles, renferme une glose savante, mais où l'on voit citer, au lieu des sources du droit, saint Augustin, Sénèque et Isidore. Cependant le commentaire sur Paul. II. 14. §. 2 est rapporté textuellement et avec cette inscription : « In libro II Pauli capitulo XIII. »

4. Unterholzener nous apprend qu'il existe à Breslau un manuscrit incomplet du Brachylogus, qui renferme seulement le premier livre, et les onze premiers titres du second, d'après l'édition de Senkenberg.

5. La Bibliothèque de Saint-Emmeran à Regensburg possède un manuscrit ayant pour titre, comme celui de Vienne, *Summa novellarum constitutionum Justiniani imperatoris cum aliis juris canonici expositionibus*. Mais ce titre a été mis, on ne sait pourquoi, sur la couverture, car le manuscrit con-

105. Codex, ms. jur. civ. Num. 290, autrefois à Tegernsee, puis à Ambras. Lambeck dans son ouvrage sur les manuscrits de Vienne, observe avec raison (L. 2. p. 645. éd. Kollar), que notre manuscrit contient plutôt un extrait des Institutes que des Novelles ; mais il a ignoré que ce fût le Brachylogus imprimé depuis long-temps.

Digitized by Google

tient uniquement un extrait de la glose sur le décret de Gratien [106].

Je vais donner la liste des différentes éditions du Brachylogus.

1. La première, ayant pour titre: *Corpus legum per modum Institutionum* [107], fait suite aux *Institutiones* Lugd. ap. Sennetonios 1549 f.

2. *Corpus legum*. . . . Isagoge D. Joannis Apelli in quatuor lib. Inst. Lovanii ex off. Barth. Gravii 1551. in-8°.

3. *Brachylogus totius juris civilis, sive corpus legum, etc.* (renfermant Caius et Ulpien) Lugd. ap. Maur. Roy et Lud. Pesnot. 1553. in-8 [108]. Ici pour la première fois paraît le nom de Brachylogus.

106. Je dois ces détails à la bienveillance de M. Niethammer, docteur en droit à Munich, qui a examiné ce manuscrit.

107. Le Corpus Legum se trouve déjà indiqué en tête des Institutes. Cette indication est répétée dans la préface qui suit immédiatement le frontispice, ainsi que dans la seconde préface à la fin des Institutes, datée « pridie Kal. Oct. 1548. » Cette édition est partout représentée comme la première, et il paraît d'après les préfaces que ce titre est celui de l'ancien manuscrit. Un privilège royal pour l'impression de tout le *corpus Juris*, en date du 12 septembre 1548, fait aussi mention du *corpus legum*. — C'est par erreur que Puttmann miscell. p. 34 et Stockmann ad Bachii hist. juris ed. 6. p. 635, parlent d'une édition antérieure à 1543.

108. Hugo Index edit. (à la suite de Paulus, Berol. 1795. 8), Num. 9. p. 140. — Il est assez singulier que le privilège de l'imprimeur soit daté du 12 septembre 1548, comme celui de l'édition de Senneton. Voyez la note précédente.

Digitized by Google

nom qui ne se trouve probablement pas dans les manuscrits; mais est, comme le reste du titre, la composition de l'éditeur. D'ailleurs il ne se trouve pas répété au commencement de l'ouvrage lui-même, et c'est le titre solennel de l'édition de 1549 qui y est reproduit, sauf quelques abréviations.

4. La suite des *Institutiones* Lugd. ap. H. a Porta 1553. f.

5. *Brachylogos, etc.* Lugd. ap. Lud. Pesnot 1557. in-8°, avec Caius, Ulpien et Paul que le titre annonce hardiment comme inédit. Réimpression de l'édition Num. 3. Il existe une édition de 1559 [109], mais c'est celle de 1557 dont le titre seul a été changé.

6. A la suite des *Institutiones* Lugd. ap. H. a Porta 1558 f.

7. A la suite des *Institutiones*. Lugd. 1562 f.

8. Lugd. 1567 f. Simple réimpression de l'édition de 1562 [110]. — Les éditions (Num. 2-6) semblent faites d'après celle de 1549, au lieu que les deux

109. Hugo l. c. Num. 14. p. 145. — Cette circonstance n'est pas indifférente, car l'édition de Paul par Cujas en 1558, n'a pu évidemment être consultée, ce qui, en 1559, eût été d'une négligence inconcevable. Déjà le titre de 1557 représentait impudemment Paul comme inédit.

110. Ces deux éditions font partie du *corpus Juris* complet. L'image du lion debout nous indique qu'elles ont paru chez les frères Gabiano. La seconde est une véritable réimpression de la première; le titre n'a pas été seul changé comme dans l'édition de Pesnot, de 1559.

Digitized by Google

autres (Num. 7 et 8) renferment de nombreuses variantes, qui toutefois ne paraissent reposer sur aucun manuscrit nouvellement découvert. En effet, dans ces deux éditions, Protejus s'est proposé d'indiquer en marge les sources du Brachylogus, et il a voulu profiter de l'occasion pour corriger le texte d'après les sources, industrie malheureuse qui ôte à ces éditions toute valeur critique. Une preuve que la première édition, celle de 1549, est l'original de presque toutes les autres, c'est que la préface de Senneton a été reproduite dans les éditions Num. 4. 6. 7. 8.

9. *Enchiridium juris instar imperialium Institutionum, etc.* cum præf. Jo. Boniati. Heidelbergæ excud. Jo. Major 1570. in-8°. L'éditeur avait découvert à Bourges, en 1560, un manuscrit qu'il publia le croyant inédit. Néanmoins ce manuscrit n'était autre que le Brachylogus, mais sans division de livres et avec des leçons très-différentes de celles des diverses éditions. Sous ce rapport cette édition, jusqu'ici entièrement ignorée, est d'une grande importance, car elle tient lieu d'un manuscrit. Ce nouveau titre donné au Brachylogus est l'ouvrage de l'éditeur; car il est évident que le manuscrit n'en portait aucun.

10. A la suite des *Institutiones*. Lugd. 1575 f. C'est encore une réimpression des éd. Num. 7 et 8 [111].

111. J'ai examiné moi-même les éditions Num. 7 et 8, mais je ne

Digitized by Google

11. 1576. A la suite des *Institutes* avec la glose. Taurini ap. heredes Nic. Belivaquæ. f.

12. 1585. A la suite des *Institutes* avec la glose. Lugd. fol. p. 499-543.

13. 1592. A la suite des *Institutes* avec la glose. Venet. ap. Juntas in-4°. p. 779-836.

14. *Institutionum s. Elementorum j. civ. enucleati libri IIII.* . . . . cura Nic. Reusneri. Francof. ex off. Nic. Bassæi 1585. in-8°; et avec le titre seul de changé, Francof. 1590. in-8° [112]. On voit par la dédicace de Reusner au comte de Hanau [113], qu'il n'a vu aucun manuscrit, et qu'il a fait ses corrections de sa propre autorité et d'après le texte du *Corpus Juris* [114], comme il a aussi changé arbitrairement les divisions : procédé choquant et absurde pour une composition de ce genre.

15. *Brachylogus Juris civilis*, ed. Senckenberg. Francof. et Lips. 1743 in-4°. Senckenberg a copié l'édition de Reusner, son texte n'a donc aucune autorité.

connais celle Num. 10 que d'après Cramer dispunct. p. 100; néanmoins leur conformité ne me paraît pas douteuse, car dans toutes le Brachylogus commence à la page 499.

112. Senckenberg præf. ad Brachylogum, p. III.

113. Réimprimé par Senckenberg l. c. p. XXX sq.

114. L. c. p. XXXI. « Totum hunc libellum a capite ad calcem semel atque iterum relectum, atque recognitum, non solum ex libris juris civilis fideliter ac diligenter restitui, et ab innumeris erroribus vindicavi etc. »



Digitized by Google

16. *Lovan.* ed. Nelis typ. acad. 1761 in-12, réimpression de l'édition n° 2 [115].

On voit d'après ce qui précède, que nous n'avons que deux éditions originales du Brachylogus, celle Num. 1 et celle Num. 9 [115 a]. Leur texte et celui des manuscrits pourraient seuls servir pour une édition nouvelle, d'où l'on rejetterait les prétendues corrections des éditeurs et leurs divisions par chapitres [116]. Les textes originaux diffèrent beaucoup entre eux, non-seulement dans les détails mais dans l'ensemble même de l'ouvrage. Ainsi, par exemple, le manuscrit de Kœnisberg et l'édition de 1570 présentent de nombreuses lacunes qui n'existent pas ailleurs, et ne renferment aucune division de livres.

Nous avons une description du Brachylogus antérieure de plusieurs années à la première édition. Jean Apel, né à Nuremberg où il mourut en 1536, pendant le long séjour qu'il fit à Kœnisberg en Prusse, découvrit un manuscrit qu'il jugea être du

115 Senckenberg præf. ad Begeri corpus juris reconcinnatum, §. 17.

115. *a.* Une nouvelle édition du Brachylogus conforme au plan proposé par M. de Savigny, vient d'être publiée sous ce titre: *Corpus legum sive Brachylogus juris civilis*, etc. edid. Eduardus Bœcking. Berolini 1829. in 8.

116. Si l'on admet qu'aucun manuscrit n'a servi pour les autres éditions, leurs variantes sont ou des fautes d'impression, ou des conjectures des éditeurs, qui, comme je l'ai déjà dit, ont eu la malheureuse idée de rectifier le Brachylogus d'après le texte du Corpus Juris. — Je cite d'après les chapitres et les paragraphes de l'édition de Senckenberg, comme étant la plus répandue.

Digitized by Google

douzième siècle [117]. Il l'appela un *libellus Institutionum* réformé. Ce titre et la description qu'il en donne conviennent parfaitement à notre Brachylogus. Cette paraphrase des Institutes, dit-il, est divisée en quatre livres comme les Institutes, mais le troisième commence au titre *de obligationibus*, et le quatrième au titre *de actionibus*. Tous ces détails s'appliquent très-bien au Brachylogus imprimé [118]. L'ordre des titres présente, il est vrai,

117. Jo. Apelli dialogus isagog. in Inst. Justiniani, imprimé pour la première fois à la suite du Ulr. Fabricii processus judiciarius. Basil. s. a. 8°. (1542). (Notre passage se trouve p. 168.) Depuis, souvent réimprimé, tantôt seul (par ex. : Lugd. 1543; Colon. 1564. 12), tantôt dans des recueils, et entre autres dans l'édition du Brachylogus, faite à Louvain, en 1551.

118. Apellus l. c. « ....libellus Institutionum, annos abhinc quadringentos conscriptus.... ad eum modum qui sequitur. Primus in ordine liber erat qualis etiam hodie circumfertur, sic tamen ut titulus de jure personarum primum sibi locum vendicaret, reliqui duo tituli qui præcedunt essent universæ tractationis præludia. Deinde secundus liber usque ad tit. de obligationibus protendebatur : tum tertius ab eo loco usque ad titulum de actionibus.... titulus de actionibus, cum his quæ sequuntur liber quartus erat.... Nuper inveni eum apud mare Balticum et sinum Codanum, in bibliotheca quadam haud ita magna a tineis corrosum, et pulveribus bene obsitum. » Plus loin, il nomme expressément Kœnisberg. — Ce passage a donné lieu à une foule de méprises; d'abord, Baudoin a représenté notre *libellus* comme un manuscrit des Institutes (Comm. ad Inst. proleg. gen. et Lib. 3. T. 1. proleg.) ce dont Apel ne parle pas. Depuis il a passé pour un manuscrit très-ancien des Institutes trouvé sur les bords de la mer Baltique, et l'on ajoute que Baudoin l'a connu, l'a fait imprimer, etc. Koch a relevé ces erreurs (progr. de Cod. ms. Inst. ad mare Balticum reperto. Giessæ 1772. 4.) sans savoir néanmoins qu'il s'agissait ici du Brachylogus et non des Institutes. Plus



Digitized by Google

quelques différences, mais on n'en doit rien conclure contre l'identité des deux ouvrages; c'est une variante des manuscrits [119]. On pourrait croire, au premier coup d'œil, que le manuscrit d'Apel est le même que celui qui existe encore à Kœnisberg (p. 204); mais il suffit d'observer que la division en livres et l'ordre particulier des titres, qui distinguent le manuscrit d'Apel, ne se trouvent pas dans celui de Kœnisberg.

Nous avons maintenant à rechercher dans quel pays et à quelle époque fut composé le Brachylogus. La citation d'une loi lombarde de Louis-le-Débonnaire, citation dont l'authenticité n'est pas douteuse, car elle existe dans tous les textes originaux du Brachylogus [120], semble établir qu'il fut rédigé dans

tard, on a rapporté au Brachylogus le passage d'Apel, mais en tombant dans une nouvelle méprise dont je parlerai bientôt.

119. Apellus l. c. « .... ita ut principium tituli de donationibus titulum de legatis, reliquum vero titulum de mandato sequeretur.. Præterea titulus quib. mod. toll. obl. titulum de actionibus præcederet, ultimoque loco libro tertio poneretur. » Cette disposition et la séparation des deux premiers titres dont parle la note précédente ne se trouvent dans aucune édition, ni dans les manuscrits de Vienne et de Kœnisberg. On pourrait, en argumentant de ces différences, se refuser de les attribuer à une erreur de copiste. Néanmoins la conformité me paraît si grande, et la différence si légère, que je ne saurais y voir deux ouvrages distincts dans un siècle si pauvre en travaux scientifiques.

120. Brachylogus, Lib. 4. T. 3. §. 12 (d'après les divisions de Senckenberg, mais d'après le texte de Senneton) .... « Quod autem clericus adversus laicum testis esse non possit vel econtra, in capitulari legis

Digitized by Google

l'Italie lombarde. La même loi sert également à déterminer la date de notre ouvrage. D'abord il ne saurait être antérieur à Lous-le-Débonnaire, il doit même appartenir à des temps bien plus modernes. En effet, si on le compare à la *lex Utinensis* (a. 900) et aux *Quæstiones* lombardes (a. 1000), la différence est frappante. Il leur est tellement supérieur par le style, le raisonnement et la mise en œuvre des sources, qu'on ne peut le croire du même temps, et qu'on est forcé de lui assigner une date postérieure au onzième siècle. D'un autre côté il est certainement antérieur à l'école des glossateurs, car on n'y reconnaît pas la méthode de cette école qui exerça son influence sur tous les ouvrages des jurisconsultes. Ainsi donc le Brachylogus dut être composé au commencement du douzième siècle, c'est-à-dire du temps d'Irnerius; et, sans avoir à cet égard de raison positive, je serais tenté de l'en croire l'auteur. Voici un fait qui peut contribuer à établir la date de notre ouvrage. Un manuscrit de Tubinge [121] contient le commencement d'un travail

Lombardicæ cautum est. » Les autres éditions s'accordent avec Seneton, sauf une légère variante (Longobardiæ pour Longobardicæ). L'édition de 1570, p. 74, porte : « Quod autem clericus contra atque adversus laicum testis esse non possit, vel e contrario, in capitulo legis Longobardiæ cautum est. » Les manuscrits de Vienne et de Kœnisberg confirment la leçon de Senneton. — Le fragment cité appartient à la L. Long. Ludov. Pii 4. « .... Testimonium clerici adversus laicum nemo recipiat. »

121. C'est le manuscrit dont je parle ch. IX, p. 130. — Ce manu-

Digitized by Google

entrepris sur le Brachylogus, c'est-à-dire le Brachylogus lui-même avec des additions et des complémens tirés pour la plupart des Pandectes. Or cet écrit, qui cite des auteurs, nomme seulement Bulgarus et Martinus, d'où l'on voit qu'il fut rédigé vers le milieu du douzième siècle, du temps de ces jurisconsultes, cités ici comme les plus célèbres parmi leurs contemporains [122]. Si maintenant cette paraphrase date du milieu du douzième siècle, l'original, le Brachylogus, est nécessairement antérieur. Au surplus, un pareil travail ne pouvait avoir pour objet qu'un ouvrage nouveau présent à tous les esprits, et non un ancien ouvrage tombé depuis long-temps en oubli. Sous ce rapport la rédaction du Brachylogus devrait encore appartenir au commencement du douzième siècle.

scrit n'a rien de commun avec le Brachylogus ; on n'y trouve qu'un compendium du droit Romain, écrit vers le milieu du douzième siècle par un auteur inconnu. Voyez Diss. quæ Epitome institutionum.... describitur præs. ed. Schrader, resp. G. F. Speckez. Tubing. 1819. 8.

122. Sur le §. 21. J. de div. rer. On lit : « Nec refert secundum B. radices egerit ante litem sive pendente lite sive post rem judicatam. » — Sur le §. 34. J. eod. « et secundum B. hic est casus in quo deterior est conditio possidentis, secundum M. deterior non fit. Dicit enim si dominus eum non possidet offerendo pretium dat actionem, multo fortius cum possidet dat exceptionem si offerat exceptionem. » Cette controverse de Bulgarus et de Martinus se trouve dans la Glose sur la L. 9. §. 2. D. de adqu. rer. dom. (41. 1) où sont également cités R. et Jo., c'est-à-dire Rogerius et Johannes dont notre manuscrit ne parle pas.

Digitized by Google

Il s'est élevé sur la date du Brachylogus deux opinions très-opposées. Senckenberg le place sous le règne de Justinien ou peu après. Il prétend même que c'est une loi de Justinien rendue pour l'Italie et l'Afrique [123]. Ses raisonnemens sont d'une faiblesse incroyable et au-dessous de la critique. La loi de Louis-le-Débonnaire, qui suffisait pour ruiner son système, l'embarrasse peu; il la déclare une interpolation, bien qu'elle existe dans tous les manuscrits et dans toutes les éditions du Brachylogus. (Voy. p. 195.) — Saxe voit au contraire dans le Brachylogus une composition apocryphe du seizième siècle et dont Apel serait le véritable auteur [124]. L'existence de plusieurs manuscrits bien antérieurs au seizième siècle réfute complètement cette opinion, qui d'ailleurs n'est fondée que sur des erreurs de fait matérielles. Saxe prétend que l'édition de Louvain, de 1551 (voy. p. 206), est la première, et qu'elle a pour éditeur Apel, professeur à Louvain. Or, il trouve singulier qu'Apel parle d'un manuscrit de Kœnisberg, tandis que le libraire représente cet ouvrage comme venant de France. Cette contradiction et la conformité remarquable existant entre le

123. Senckenberg præf ad Brachylogum §. 9. 10. 13; et Methodus Jurisprudentiæ, append. 3. §. 14.

124. Saxii Onomasticon T. 2. p. 537. 538. Son opinion est adoptée par Püttmann Miscellanea Cap. 7, et par (Siebenkees) Allg. lit Anzeiger. Leipzig. 1798. S. 1217.

Digitized by Google

Brachylogus et l'exposition méthodique du droit par Apel, lui font soupçonner que le professeur a inventé la fable du manuscrit pour donner du poids à ses doctrines. Mais d'abord, comme la première édition est celle de Lyon, de 1549, elle ne pouvait venir que de France. Ensuite Apel n'a jamais été professeur à Louvain, et il était mort depuis long-temps, lorsqu'en 1551 un libraire imprima son ouvrage avec le Brachylogus. Ainsi s'explique la contradiction et tombe l'hypothèse de Saxe [125].

Notre ouvrage est connu depuis long-temps sous le titre de *Brachylogus*, titre arbitraire puisque aucun manuscrit n'a été consulté pour l'édition de 1553, où il paraît pour la première fois. Le manuscrit de Kœnisberg et probablement aussi le manuscrit imprimé en 1570 ne portaient aucun titre. Le manuscrit de l'édition de Senneton est intitulé *Corpus Legum*. Le manuscrit de Vienne est appelé d'une manière fort impropre *Summa novellarum*. Le titre de notre ouvrage reste donc incertain, et l'on peut conserver celui déjà connu de *Brachylogus*.

Le plan du Brachylogus est une exposition sys-

125. L'opinion de Saxe a été réfutée savamment par Cramer dispunct. Cap. 12, et mieux encore par Weis progr. de ætate Brachylogi. Marburgi, 1808. 4 (préface du Catalogue des leçons de l'Université), qui fait ressortir en même temps la fausseté du système de Senckenberg.

Digitized by Google

tématique du droit romain, d'après les compilations de Justinien. L'auteur a pris les Institutes pour base de son travail, mais quelquefois il en a changé l'ordre, et tantôt il abrège le texte, tantôt il y ajoute des fragmens empruntés aux autres sources du droit. C'est ainsi qu'il a mis à contribution les Pandectes [126], le Code [127] et les Novelles. Quant aux Pandectes dont on trouve ici peu de traces, je me suis vainement efforcé de déterminer avec précision les fragmens tirés de l'*Infortiatum*. Mais comme les mêmes passages se retrouvent aussi dans les Institutes [128], on doit présumer que l'auteur les a puisés de préférence dans ce recueil qu'il avait toujours devant lui. A l'égard des Novelles, l'Épitomé de Julien paraît seul consulté, car il est souvent copié mot pour mot, sauf quelques omissions [129]. Je ne pense pas que notre auteur ait fait usage du Breviarium.

126. Par ex. : Brachylogus lib. 2. C. 9. §. 2. La définition de l'usucapion est tirée de la L. 3. D. de usurp. (41. 3). — Lib. 12. C. 2. §. 2. « ex Digestorum libris » — Lib. 4. C. 33 §. 19 « in libris Digestorum s. Pandectarum » (ed. 1570. « Lib. ff. »).

127. Par ex. : Brachyl. lib. 2 C. 11. §. 1. L'usucapion extraordinaire est tirée de la L. 8 C. de præscr. xxx. vel. xl. ann (7. 39).

128. Par ex. : Brachyl. lib. 2 C. 28. §. 1. La définition du legs se trouve au §. 1. J. de legatis (2. 20), et dans la L. 36 D. de leg. II (31. un.).

129. Par ex. : Brachyl. lib. 1 C. 9. sect. 1. §. 3 est tirée de Julian. const. 108 C. 7. 8. 11 ; Brachyl. lib. 2 C. 23. §. 2 de Julian. const. 107 C. 3.

Digitized by Google

Le Brachylogus contient, il est vrai, un fragment de Paul qui existe aussi dans le Breviarium [130]; mais, comme ce même fragment se trouve dans les Pandectes à côté d'un autre que le Brachylogus a réuni dans la même phrase [131], on doit plutôt le rapporter aux Pandectes qu'au Breviarium. J'ai déjà parlé, page 112, de la citation d'une loi lombarde. Des noms de la guerre de Jugurtha, rapportés dans une formule, font présumer que l'auteur connaissait Salluste [132]. Si l'on faisait une nouvelle édition du Brachylogus, on devrait s'attacher à l'exacte indication des sources. On trouverait de précieux matériaux dans l'édition de 1562, et surtout dans

130. Brachyl. lib. 2 C. 11. §. 2. «...Est autem vis necessitas imposita contraria voluntati. Vis est major rei impetus, qui repelli non potest, *secundum Julium Paulum.* » Ce passage se trouve dans Paul. L. 7. §. 7.

131. Le passage cité ici est tiré des Pandectes et se trouve dans la L. 1. D. quod metus (d'Ulpien) et dans la L. 2 Cod. (de Paul.). — Ce fragment ayant pour inscription *Julium* Paulum, on pourrait hésiter à le rapporter aux Pandectes, car, dans les manuscrits les plus complets des Pandectes, l'inscription porte seulement Paulus. Mais telle est aussi la leçon du Brachylogus, comme on peut le voir dans l'édition de Senneton et dans plusieurs autres. *Julium* Paulum paraît pour la première fois dans l'édition de 1562, et, comme l'éditeur n'a consulté aucun manuscrit (v. p. 207), il aura voulu par l'addition de *Julium* donner du prix à son édition. Ce passage n'existe ni dans le manuscrit de Kœnisberg, ni dans l'édition de 1570.

132. Brachyl. lib. 4 C. 9. « Metellus Judex Jugurthæ. Notum sit tibi, Atherbalem questum mihi de te fuisse, etc. » Tel est aussi le texte du manuscrit de Kœnisberg et de l'édition de Senneton. L'édition de 1570 ne donne aucun de ces noms.

Digitized by Google

celle de Senckenberg, mais seulement des matériaux; car Senckenberg entasse souvent des textes à peu près semblables sans aucune critique et sans distinguer ceux qui ont pu servir d'originaux. Ainsi partout où Senckenberg cite les Novelles, il faut substituer l'Épitomé de Julien.

On fait ordinairement peu de cas du Brachylogus, et en un sens c'est avec raison. En effet, on ne doit pas y chercher de nouvelles lumières sur le droit romain ou des commentaires supérieurs à ceux des temps plus modernes; mais, comme monument historique, le Brachylogus a une grande valeur. Si, d'après les motifs exposés dans ce chapitre, on admet avec moi qu'il a été rédigé en Lombardie entre le onzième et le douzième siècles, il précède immédiatement l'école des Glossateurs, et nous donne un monument assez recommandable des connaissances du droit que du moins quelques individus possédaient alors. On pourrait même, par une étude plus approfondie, découvrir dans le Brachylogus une nouvelle source d'intérêt. Plusieurs principes de la jurisprudence moderne attribués ordinairement aux glossateurs pourraient remonter jusqu'au Brachylogus et y avoir leur véritable origine. Néanmoins on ne doit pas s'attendre, d'après la nature même de cet ouvrage, à trouver ici, comme dans Petrus, des résultats pratiques; mais ce qui est plus particulièrement du domaine de la

Digitized by Google

science, des définitions, des divisions et des terminologies [133].

Je finirai ce chapitre en résumant en peu de mots les résultats auxquels nous sommes parvenus. Le droit Justinien a été de tout temps connu et appliqué dans l'Italie lombarde. Le besoin du Breviarium ne s'y faisait donc pas sentir; aussi dans les anciens temps n'en trouvons-nous aucune trace. Mais depuis Charlemagne, il dut s'introduire chez les Lombards avec les Francs qui vinrent en Italie revêtus de fonctions civiles ou de dignités ecclésiastiques. Le fait nous est attesté par la recomposition lombarde du Breviarium, le *Codex Utinensis* [134]. Mais l'autorité du droit romain n'en reçut aucune atteinte; il continua toujours à régner. En effet, outre les témoignages que j'ai cités, les glossateurs prirent dès l'origine le droit Justinien pour objet exclusif de leurs travaux; choix difficile à concevoir, si alors le Breviarium eût été supérieur ou seulement égal au droit Justinien. L'autorité respective des sources répond parfaitement à la place qu'elles occupent dans les manuscrits. Ainsi, depuis Charlemagne, on trouve seulement réunis le Breviarium

133. Cramer en a signalé des exemples. Voy. Zeitschrift fur geschicht. Rechtswiss. B. 1 Heft 3. S. 313.

134. Voy. vol. 1er, p. 327.

Digitized by Google

l'Épitomé de Julien [135], quelquefois encore Ju-
n et les lois lombardes [136], tandis que l'existence
ın prétendu code, où à côté des principales lois
rmaniques figurait une *Lex Romana*, recompo-
ion nouvelle du droit romain, n'est fondée que
r une méprise [137]. Au reste, l'autorité ne s'est
nais inquiétée du choix des sources qui devaient

135. Par exemple, dans le Codex Utinensis (vol. 1. p. 327, note 229), lans un manuscrit de Turin (Codd. Mss. Taurin. P. 2. p. 95. N. 392. it sur parchemin au quatorzième siècle).

136. Par exemple, dans le Ms. Paris. Num. 4566; et dans celui près lequel Boerius a donné la première édition des lois Lombardes de Julien. Voy. plus haut note 3.

137. Muratori Antiq. Ital. T. 2. p. 223, parle d'abord en termes iéraux de plusieurs manuscrits : « Antiqui Codices msti, ac presser- ı Mutinenses, quibus ego usus sum, Salicam, Langobardicam, Alannicam, Bavaricam, Ribuariam, atque *ipsam Romanam*, *contrac- e tamen ac breviatam*, distincto ordine complectebantur. » Ensuite parle d'un manuscrit de Modène fort ancien, mais sans ajouter que manuscrit ni aucun autre, renferme toutes les lois ci-dessus énumé- a. C'est cependant ce qu'on lui a fait dire quand on a représenté manuscrit de Modène comme une espèce de corps du droit du moyen e (Senckenberg Methodus, append. 3. §. 14. Biener de orig. J. Germ. 1. p. 280). Mais Senckenberg s'est évidemment trompé, car Mura- ri dans sa dissertation italienne (T. 1. P. 1. p. 342) ne parle nulle rt de la lex Romana, comme faisant partie d'aucun manuscrit de droit rmanique. Tiraboschi (Storia, T. 3. l. 3. C. 5. §. 5) donne une des- iption plus exacte du manuscrit de Modène, où l'on voit qu'il ren- me le droit Salique, Allemand, Ripuaire, Bavarois et Lombard, ıis aucun recueil de droit Romain. Senckenberg s'imagine que le Bra- ylogus devait se trouver dans le manuscrit de Modène, et veut prou- r par ce fait supposé qu'il avait force de loi.

Digitized by Google

servir à l'application du droit romain en Lombardie, et plusieurs auteurs se sont singulièrement trompés quand ils ont cru que des rois, soit Lombards soit Francs, aient pris parti pour tel ou tel recueil de droit romain, distinction beaucoup trop subtile pour le temps.

Ces observations peuvent servir à réfuter plus d'une opinion bizarre sur ce sujet. Ritter prétend que depuis Charlemagne le Breviarium a régné exclusivement en Italie, et il en donne pour preuves les mentions nombreuses de la *Lex Romana*, qui, suivant lui, désignent toujours le Breviarium [138]. Canciani va plus loin; car il fait remonter l'autorité du Breviarium en Italie à la domination des Ostrogoths, et il pense que le droit Justinien ne servait que comme complément du Breviarium [139]. Toscani, qui ne parle que du royaume de Naples, a imaginé un système tout nouveau. S'il faut l'en croire, on aurait suivi jusqu'au treizième siècle, en partie le code Théodosien, en partie le droit antérieur, tel que celui qui existait à Rome avant le sénatus-consulte Orphitien; le droit Justinien aurait été introduit pour la première fois dans les univer-

138. Ritter præf. T. 2. Cod. Theod. Voy. la réfutation de cette opinion, vol. 1er, p. 98.

139. Canciani, vol. 5. præf. p. 8. 9. 10, l'a dit, mais sans le prouver. Les raisons qu'il donne en passant sont d'une extrême faiblesse.

Digitized by Google

sités par Frédéric II, et dans la pratique par les rois de la maison d'Anjou [140]. Sans combattre des allégations aussi futiles, comment dans une province de l'Italie, des fragmens isolés de l'ancien droit eussent-ils traversé tout le moyen âge, quand le droit romain n'avait alors, pour échapper à une ruine totale, que les recueils écrits.

140. Toscani Juris publici Rom. Arcana, T. 3. p. 46 sq. p. 59 sq.

---

Digitized by Google

# CHAPITRE XV.

## DROIT ROMAIN CONSERVÉ PAR LE CLERGÉ.

Jusqu'ici j'ai différé de parler du droit romain comme régissant le clergé. Tel sera l'objet spécial de ce chapitre où je réunirai tous les monumens épars que nous offrent sur cette matière les divers États germaniques. Si l'on considère l'Église comme un gouvernement spécial, mais embrassant l'Europe entière, les ecclésiastiques comme une nation à part, indépendamment des circonstances extérieures où ils se trouvent (et tel paraît être au moyen âge le véritable point de vue), l'Église a une vie politique, les ecclésiastiques ont une organisation, un régime que l'on peut étudier. Sans doute on doit reconnaître que les ecclésiastiques étaient toujours soumis à la double influence de l'origine nationale et de la prêtrise; mais le caractère sacerdotal l'emportait de beaucoup sur l'origine : c'est pourquoi j'ai réuni dans le présent chapitre tous les auteurs ecclésiastiques, sans distinction de nation. Deux circonstances viennent encore justifier l'ordre

Digitized by Google

ici adopté: 1° les églises de tous les pays, les ecclésiastiques de toutes les nations suivirent le droit romain [1]; 2° on ne saurait déterminer avec certitude dans quel pays furent rédigés plusieurs recueils qui sont ici les sources du droit.

Pour plus de clarté, je diviserai mon sujet en deux parties, dont l'une comprendra les pièces détachées, l'autre les recueils de droit. Dans la première on trouvera rangés, et seulement d'après l'ordre chronologique, les lois de l'Église, les lettres papales et les fragmens des auteurs canoniques.

## I. PIÈCES DÉTACHÉES.

Le droit romain occupe une place très-importante dans les lettres de Grégoire-le-Grand [2] († 604). Une de ces lettres ne renferme qu'un seul passage du Code [3]; mais en voici une autre beaucoup plus intéressante pour nous.

Lors des débats qui s'élevèrent en 803 à l'occasion de Januarius, évêque de Malaga, le pape envoya un commissaire en Espagne pour connaître de ces débats et y mettre fin. Ce commissaire, le *defensor Johannes*, reçut une instruction composée en grande

1. Voy. vol. Ier, p. 105.

2. Gregorii M. Epistolæ in opp. Paris. 1705. f. T. 2. (Voy. vol I. p. 275. note 114.)

3. Gregorii M. Epist. lib. 9. ep. 7. p. 932 (a. 599). Ce passage est tiré de la L. 5 C. de leg. (1. 14).



Digitized by Google

partie de passages empruntés textuellement au droit Justinien [4]. Ainsi on y trouve un fragment des Pandectes cité par les premiers mots suivant la méthode des glossateurs [5], plusieurs fragmens du Code cités par les numéros du livre, du titre et de la constitution [6], et deux fragmens des Novelles. Ces derniers ne sont pas tirés de l'Épitomé de Julien, mais du texte même des Novelles. L'un d'eux est la traduction vulgaire encore en usage aujourd'hui [7], l'autre une traduction toute différente [8].

Au second concile de Séville, en 619, on cita

4. Gregorii M. Ep. lib. 13. ep. 45 ad Johannem defensorem. L'instruction qui l'accompagne, p. 1252 sq., a pour titre : Capitulare II. Legum Imperialium pro immunitate Clericorum.

5. l. c. p. 1254 « liber Pandectarum XLVIII ad L. Jul. maj. scribit Modestinus, lege *Famosi*, paulo post principium : Hoc tamen crimen, etc. » C'est la L. Famosi 7 §. 3 D. ad L. Jul. maj. (48. 4).

6. l. c p. 1253 « Codicis libro primo tit. sexto constitutione decima Imperatores, etc. » C'est la L. 10 C. de episc. (1. 3). — Plus loin L. 2 et L. 6 C. de his qui ad eccl. (1. 12). — p. 1254 L. 4 C. si a non compet. (7. 48). — Ibid. L. 20 C. de his qui accus. (9. 1). — p. 1255 L. 3 C. de sent. ex peric. (7. 44).

7. l. c. p. 1252 « De persona presbyteri.... hæc Novellarum const. etc. » C'est la Nov. 123 C. 21 et non Julian. 115 C. 34. — De même plus loin, Nov. 123 C. 19 et non Julian. 115 C. 32. — p. 1253 « prædicta Novellarum constitutio... Sed neque pro qualicunque pecuniaria... deportandum. *Item post multa.* Si autem et a Clerico... præbeat finem. » C'est la Nov. 123 C. 8 et C. 22 et non Julian. 115 C. 10 et C. 37.

8. l. c. p. 1255 « constitutione novella quæ de testibus loquitur C. 16. Hoc quoque sæpius... probationes factæ. » C'est une traduction différente de la Nov. 90 C. 9 et non Julian. 83 C. 7.

Digitized by Google

deux textes qui se trouvent également dans le Breviarium et dans le code Justinien[9]. Mais comme il n'existe dans le royaume des Visigoths aucune trace du droit Justinien (Voy. p. 60.), ce passage se rapporte probablement au Breviarium[10].

9. Concil. Hispal. II a. 619 Can. 1 (Mansi T. 10 p. 557). « ... Sicut enim per legem mundialem his quos barbarica feritas captiva necessitate transvexit postliminio revertentibus redditur antiqua possessio, etc. » C'est la L. 2 C. Th. brev. de postlim. (5. 5) ou L. 20 C. de postlim. (8. 51). — Ib. Can. 3 p. 558 « scribitur enim in lege mundiali de colonis agrorum, ut ubi esse jam quisque cæpit, ibi perduret. » Je ne connais pas de texte dont ce passage soit la reproduction littérale; quant au sens, il se retrouve dans la L. 23 C. de agric. (11. 47) citée ordinairement, et aussi dans la L. 1 C. Th. brev. de inquilinis (5. 10). — Ib. Can. 2. On trouve un passage qui existe littéralement dans le Breviarium, et même dans le code Théodosien d'où il est passé dans le recueil pour les Agri mensores (voy. p. 161) « .... ita ut sit in diocesi possidentis (si tamen basilicam *veteribus signis limes* præfixus monstraverit) ecclesiæ.... æternum dominium.... hoc enim et secularium principum edicta præcipiunt. » C'est la L. 4 C. Th. *Finium regundorum* (2. 26) « .... Si *veteribus* finem cum *signis limes* inclusus congruum erudita arte præstiterit, etc. — Ce canon a depuis été inséré dans plusieurs recueils, mais avec des variantes. Burchardus I. 69. Ivo III. 99 etc. 6 C. 16. 9. 3.

10. Alteserra rer. Aquitan. lib. 3 C. 15, rapporte ce passage au droit Justinien, mais sans en donner aucune preuve. Il cite encore, et sans plus de raison, le IXe concile de Tolède can. 13 (a. 655 Mansi T. 11 p. 29), dont un passage est ainsi conçu : « Igitur sicut legum reverenda sanctio censuit.... ut in nullo aliena commixtio maculet quod per totum generositas propria decoravit. » Ce passage se rapporte suivant lui à la L. 44 D. de ritu nupt. Mais il pourrait aussi bien se rapporter à la nov. Martiani, tit. 4 ou Paul. II. 19. §. 9. Je croirais plutôt qu'il s'agit ici d'une loi visigothe, sans pouvoir néanmoins l'indiquer.



Digitized by Google

Agobardus († 840), dans un de ses écrits, semble faire allusion à un fragment des Pandectes [11].

Dans un synode tenu à Troyes, en 878, du temps du pape Jean VIII et du roi Louis II; des Goths, sujets de l'empire Franc, se plaignirent que leur loi ne prononçait aucune peine contre le sacrilège [12]; alors on cita une constitution du code Justinien [13] et une loi de Charlemagne, dont l'une condamne le sacrilège à une amende de cinq livres d'or, et l'autre à une amende de trente livres d'argent.

On trouve dans les lettres du pape Jean VIII († 882) plusieurs fragmens du droit Justinien, dont l'un est tiré du Code [14], et quelques autres de l'Épi-

11. Agobardus de dispensatione ecclesiast. rerum Cap. 18 (Bibl. max. Pat. Lugd. 1677 f. T. 14 p. 298). « Nam cum alicui homini de proprio thesauro aliquid furari procul dubio reatus sit; multo major *de publico* quod et *leges seculi sacrilegium vocaverunt.* » Cette phrase semble faire allusion à la L. 9 §. 1 D. ad. L. Jul. pecul. (48. 13). « Sunt autem *sacrilegi*, *qui publica* sacra compilaverunt. »

12. Sinodus Tricassina ou Capitul. Ludovici II. dans Baluz. T. 2 p. 277 et dans Mansi T. 17 p. 351 et appendice du vol. Ier, p. 189.

13. L. c. « inspectis legibus Romanis... invenimus ibi « *Justiniano Imp. legem*.... constitutam, etc. » Cette loi est la L. 13 C. de episc. d'Honorius, qui d'ailleurs se trouve dans le code Théodosien (L. 34 C. Th. de episc, 16. 2), mais non dans le Breviarium.

14. Joannis VIII. epist. 108 (Mansi T. 17 p. 88) « ..... Sancientibus Joanne papa Romano et Justiniano Imp. scriptum est, *spurios satis injuriosos satisque acerbos et nostris temporibus semper indignos esse dijudicamus.* » Ce passage est répété epist. 129 p. 98. Ce sont les expressions de la L. 5 C. ad Sc. Orfit. p. 6. 57.

Digitized by Google

tomé de Julien[15]. — Les œuvres d'Hincmar, archevêque de Reims, qui mourut en 882, sont surtout riches en citations de droit romain[16]. Ces citations sont tirées pour la plupart du Breviarium[17], plusieurs du code Théodosien complet[18] et de l'Épitomé de Julien; les numéros des chapitres de ce dernier ouvrage cités par Hincmar, répondent parfaitement à ceux de nos éditions modernes[19]. Déjà nous avons vu ces mêmes

15. Joannis VIII. epist. 129 p. 98. « Nonne Joannes Papa Romanus et Justinianus inclitus Imperator legem Romanam facientes scripserunt ita ? Capitali crimine damnatorum bona non ad lucrum præsidis sed cognatis punitorum reddi oportet. (C'est Julian. 21. C. 10.) Et alibi : Omnibus gradibus cognatorum in hereditate sumenda præferendi sunt filii, etc. » (C'est pour le sens, Julian. 109 C. 1.) — Epist. 163 p. 112 « in secundo *Novellarum Justiniani libro* ut nemo episcopus aut presbyter aliquem excommunicet antequam causa probetur. » C'est Julian. 115 C. 15.

16. Hincmari Opera ed. Sirmond. T. 1. 2 Paris. 1645. f. On trouve à la fin de ce volume dans l'appendice, l'indication exacte de tous ces textes. — Hincmar (Opp. T. 1 p. 637) dit en invoquant la Lex Romana : « actio, quæ ab auctore inchoata est, ut ab heredibus peragenda est ; » principe que je ne retrouve dans aucun texte.

17. Hincmar T. 2. p. 232 cite un passage du code Grégorien (XIX. 2) qui a été rétabli dans les éditions modernes de ce code.

18. Hincmari Opp. T. 2 p. 318. 319. 326. 327. 328 où sont citées les L. 8. 16. 26. 29. 30. 31. 41. 47. 38 C. Th. de episc. (16. 2). — p. 501. 527 L. 1 C. Th. de sent. ex peric. (4. 17), qui manque dans les manuscrits du Breviarium quoiqu'elle fasse partie des cinq premiers livres. — p. 785, se trouve encore reproduite la L. 41 C. Th. de episc. (16. 2). — p. 325 on trouve la fausse Extrav. 3 de episc. Jud. (Cod. Theod. ed. Ritter T. 6. P. 1 p. 348.)

19. Par ex. : Hincmari Opp. T. 2 p. 509 « legalem sententiam Jus-

Digitized by Google

sources du droit employées dans d'autres ouvrages, mais Hincmar seul fait usage de la *Collatio* dans un écrit spécial qu'il a composé sur le divorce de Lothaire II, roi de Lorraine, et de Terberge. La reine était à la fois accusée du crime contre nature et d'un commerce incestueux avec son frère; et Hincmar nous dit que ces deux crimes ont été prévus par la *lex Romana* au livre 1er, chap. 6 et 7. Il est évidemment question ici de la *Collatio;* seulement Hincmar, par une légère inadvertance, a cité les chap. 6 et 7 au lieu des titres 5 et 6; ces matières ne se trouvent rapprochées de la même manière dans aucun autre recueil de droit[20]. Hincmar a commis

niani catholici Imp. quam probat et servat Ecclesia catholica, qua constitutione CXVIII. capitulo CCCCXLI. decrevit, Ut nemo Episcopus.... ipse juste patiatur. » C'est textuellement Julian. Const. 115 C. 15, ou si l'on compte de suite tous les chapitres, cap. 441, comme l'indique Hincmar. Quelquefois il cite Julien sous le titre de : leges Romanæ a Justiniano Imp. promulgatæ; liber Constitutionum Justiniani, lex Justiniani. — On trouve (Opp. T. 2 p. 501) le passage suivant: « leges... illud sanciunt, *Ut vilissimis testibus sine corporali discussione credi non debeat.* » Ici Hincmar a suivi Julian. 83 C. 1 « *si vilissimus* in judicio productus fuerit, etc. » ou bien encore la L. 21 §. 2 D. de testibus: « ... *sine tormentis* testimonio ejus *credendum non est.* » Mais comme il ne fait pas usage des Pandectes l'original de ce passage paraît être l'Épitomé de Julien.

20. Hincmarus de divortio Lotharii et Tetbergæ Interrog. 12. Opp. T. 1 p. 634. Il se plaint que le frère de la reine n'ait pas été mis en jugement, et il ajoute qu'ils doivent être absous ou condamnés ensemble « .... aut in punitionne illius legaliter puniatur, sicut *in primo libro legis Romanæ capitulo sexto de stupratoribus, et in capitulo sep-*

Digitized by Google

encore une erreur. Trouvant la *Collatio* au commencement d'un manuscrit du Breviarium, il prit le tout pour un recueil de droit romain dont la *Collatio* faisait le premier livre. Cette conjecture ne saurait être douteuse, car déjà Hincmar avait cité le premier de ces chapitres de la *lex Romana*, en le rapprochant d'un passage du troisième livre de Moïse; or, dans la *Collatio*, ce passage de Moïse ouvre précisément le titre cité par Hincmar[21]. De même encore, Hincmar place au sixième livre du code Théodosien un passage qui, dans nos manuscrits et dans nos éditions, se trouve au quatrième livre[22]. En effet son manuscrit renfermant la *Collatio*, et peut-être encore un autre ouvrage et puis enfin le code Théodosien, il prenait l'une pour le premier livre, l'autre pour le second livre de la *lex Romana*; à moins toutefois qu'on n'aime mieux voir ici une erreur du copiste.

*timo de incestis et turpibus nuptiis* præcipitur. » La *Collatio* traite du crime contre nature, T. 5 *de stupratoribus*, et de l'inceste, T. 6 *de incestis nuptiis*.

21. Hincmar. l. c. p. 627 « Et scriptum est in libro Levitici, Qui dormierit cum masculo coitu femineo.... morte moriantur. Unde et *leges Romanæ* decernunt *in capitulis de stupratoribus*, quod legens quisque inveniet. » La loi de Moïse, ici invoquée, se trouve dans la Coll. tit. 5 de Stupratoribus, au commencement du titre.

22. Hincmar. Opp. T. 2 p. 501 « et item in *libro sexto, titulo decimo nono*, inter alia præcipitur, Ut sententia, si sine scripto dicta fuerit, nec nomen sententiæ habere mereatur. » Il s'agit ici de la L. 1 C. Th. de sent. ex peric. (4. 17).

Digitized by Google

Dans un écrit d'Atto, évêque de Vercelli, composé vers le milieu du dixième siècle, on trouve des fragmens du droit Justinien empruntés aux Institutes, au Code et à l'Épitomé de Julien [23].

Dans un procès élevé à Rome, sur l'étendue du diocèse de Tours, outre le droit canon, les évêques invoquèrent aussi le droit Romain, mais sans citer aucun texte [24].

Voici deux décisions très-remarquables du concile de Pavie, tenu en 1022 sous le pontificat de Benoît VIII. On commence par rapporter que d'après Julien, le prêtre qui se marie doit être incorporé dans la curie de sa ville, et l'on ajoute qu'il n'est pas soumis à toutes les charges de la curie, mais seulement à celles qui concernent son église [25].

23. Atto episc. Vercellensis epist. ad Azonem episc. dans Dachery spicil. et nov. T. 1 p. 435. 436. « Romani quoque principes.... quorum legem etiam nobis Sacerdotibus in multis convenit observare talia instituta de conjugiis loquentes dedere : Sed si qua per adoptionem, etc. » ( C'est le §. 2 et §. 12 J. de nuptiis 1. 10). Plus loin : « Legitur etiam in libro Codicum, quod est Romanæ legis, ita : Nihil aliud sic inducere potest, etc. » ( L. 26 in f. C. de nupt. 5. 4 ). Enfin : « Item ex Novella : Si qui nefarium, etc » (Julian. 32 C. 1. 2).

24. Mabillou ann. ord. S. Bened. T. 4 p. 223.

25. Concil. Ticinense a. 1022 dans Mansi T. 19 p. 347 « Quicumque ex clero cum qualibet muliere habitaverit... Lege... Justiniana æque deponitur, et curiæ civitatis cujus est clericus traditur... Servient itaque cum filiis patres in curia, id est, curam super his tantum in publico habebunt, quæ ad solam ecclesiæ utilitatem forensem pertinebunt... serviant foris, id est in publico, ut laici. » De même dans une loi de Henri II.

Digitized by Google

Plus loin on cite une constitution de Justinien qui n'existe ni dans les Novelles ni dans Julien, mais a été découverte et publiée par Mirœus [26].

Une lettre du pape Alexandre II († 1073) renferme un passage des Institutes [27].

« Quod si fuerit, servata Justiani Aug. æquitate, curiæ civitatis tradatur cujus est clericus. Jure etenim manebit miser in curia, quem ecclesiæ regula depositum ejecit ab ecclesia. » Le passage cité ici est Julian. 115 C. 21. — Il faut ajouter cette loi aux preuves que j'ai données, vol. I p. 325, de la conservation du régime municipal en Lombardie, c'est même la plus décisive de toutes. En effet, on ne saurait voir ici la lettre morte d'une loi dont le sens a disparu, quand la chose nous est montrée si clairement, et même l'ancien droit arbitrairement modifié. Le décurionat, qui sous Justinien pouvait encore être imposé comme une peine (voy. vol. I^er, p. 22), n'avait plus rien alors d'oppressif ni d'accablant. Quelques expressions de la constitution impériale sur la confirmation du canon, sembleraient faire entendre que le décurionat avait conservé son caractère, mais on ne doit les regarder que comme des figures de rhétorique. Le nouvel ordre de choses pouvait avoir dans la pratique de bons résultats. On voulait surtout éloigner du sacerdoce les prêtres mariés, et procurer en même temps à l'Eglise des protecteurs dans la curie; ce but principal une fois rempli, on s'inquiétait peu que le moyen de répression, renvoyer à la curie les transfuges du clergé, fût plus ou moins efficace.

26. Concilium Ticinense l. c. p. 350 « Legant denique vel si legere fastidiunt legentem intelligant Justiniani Aug. viri christianissimi ad Dominicum Præfectum pro Lugdunensibus, etc. » — C'est la constitution de adscriptitiis, publiée pour la première fois par Mirœus à la suite de Julien (1561) et qui, dans la plupart des éditions modernes du *Corpus Juris*, est placée après la *Sanctio pragmatica*. Elle se trouve aussi dans le Cod. Ms. Paris, N°. 4568.

27. Alexandri II. epist. 38 ad episcopos clericos et judices Italiæ (Mansi T. 19 p. 966) « seculares leges quas Justinianus Imp. pro-

Digitized by Google

Les lettres d'Ivo devraient trouver ici leur place, mais j'aime mieux les renvoyer au chapitre suivant où je parlerai de son Recueil de droit [27 a].

## II. RECUEILS DE DROIT.

Les recueils de droit canon sont de deux espèces [28]. Les plus anciens, qui suivent l'ordre des sources, c'est-à-dire des conciles, présentent pour nous peu d'intérêt; car ils se réduisent aux sources canoniques et négligent le droit séculier. Mais les recueils

mulgavit de successionibus consanguineorum, etc. » Et plus loin, p. 967 « hactenus ostendisse subiciat quemadmodum gradus cognationis numerentur.... numerare debeamus. » C'est le §. 7 J. de grad. cogn. (3. 6).

27 *a*. Parmi les auteurs ecclésiastiques, il ne faut pas oublier H. Damianus († 1072) qui, dans un *opusculum de parentela gradibus*, cite textuellement plusieurs passages des Institutes, mais aucun paragraphe entier. Voici quelques-uns de ceux dont il a fait usage :

Proem. . . . §. 3 J. de nupt. 1. 10.
Cap. 4. . . §. 1 J. de nupt. 1. 1.
Cap. 5. . . §. 3 J. de leg. agn. succ. 3. 2.
Cap. 5. . . §. 4 J. de succ. cogn. 3. 5.
Cap. 11. . . §. 7 J. de grad. cogn. 3. 6.

Je reviendrai sur ce sujet, vol. IV, p. 1.

28. Les meilleurs auteurs qui aient écrit sur cette matière sont : P. Coustant. diss. de antiquis Canonum collectionibus, et surtout : Pet. et Hier. fratrum Balleriniorum de collectionibus Canonum tract. et dans le premier volume de la réimpression de Mayence (Mog. 1790. 4), dont je fais usage. — Voy. aussi Salmon de l'étude des conciles et de leurs collections. Paris. 1724. 8.

Digitized by Google

composés par ordre de matières sont extrêmement instructifs. Ces recueils datent du neuvième siècle, et au onzième ils se multiplièrent tellement que dès-lors ce sont presque les seules sources de droit canon dont on ait fait usage. Parmi les recueils de la première classe, il n'en est qu'un seul, le *Codex vetus Canonum*, qui peut-être doive nous occuper ici.

1. *Codex vetus Canonum*, en 98 chapitres [29]. Quelques auteurs placent ce recueil au cinquième siècle, et alors il n'appartiendrait pas à notre sujet; d'autres lui donnent une date plus récente [30]. Il renferme plusieurs rescrits impériaux qui ne se trouvent pas ailleurs, sur les matières ecclésiastiques, et quelques fragmens du code Théodosien [31].

2. Recueil inédit divisé en douze parties et dédié

29. Publié pour la première fois par Quesnel à la suite des Leonis Magni Opera. Paris. 1675. 4. T. 2, et depuis, dans les éditions modernes des œuvres de Léon. Sur les manuscrits de ce recueil, voy. Coustant. l. c. §. 88 p. 87. Ballerinii ad Dissert. Quesnelli l. c. p. 794. J'en connais deux à Vienne (Mss. j. canon. n. 42 et n. 39: l'un est du huitième, l'autre du neuvième siècle).

30. Coustant. l. c. §. 74 p. 77. Ballerinii ad Dissert. Quesnelli l. c. p. 793.

31. Les rescrits détachés se trouvent Cap. 14. 16. 19. 26. 27. 28. — Le Cap. 54 « Leges ex corpore Codicis Theodosiani de fide catholica » renferme quatre fragmens du code Théodosien : L. 2 C. Th. de fide cathol. (16. 1). L. 2. C. Th. de his qui super relig. (16. 4). L. 6 et P. 62 C. Th. de hæreticis (16. 5).

Digitized by Google

à l'Archipræsul Anselmus [32]. Ce recueil fut composé en Italie; on le reconnaît à plusieurs passages qui se rapportent particulièrement à ce pays, à l'absence totale des Capitulaires, sauf deux fragmens, et enfin à l'usage exclusif du droit Justinien. Cette supposition admise, il reste à choisir entre trois archevêques de Milan qui ont porté le nom d'An-

32. Voy. sur ce sujet : Coustant. l. c. §. 169. 170. Salmon l. c. P. 2 Ch. 1. Lebeuf, Histoire de l'Acad. des Inscr., T. 18. Paris 1753. 4°. p. 346. Ballerinii de coll. Can. P. 4. C. 10. Tiraboschi lett. Ital. T. 3 Lib. 4. C. 7 §. 36, et les additions de la seconde édition. — Les manuscrits connus de ce recueil sont celui de la Sorbonne, Num. 841, celui de Modène et celui de Vercelli. Il existe au Vatican une copie moderne du manuscrit de Modène et deux courts fragmens d'un ancien manuscrit. Je me suis servi d'un manuscrit complet et fort beau, qui appartient à la bibliothèque de Metz. — Notre recueil se trouve encore dans un manuscrit de la bibliothèque de Bamberg, P. I. 12 in-fol. dont le texte, sauf de légères variantes, s'accorde parfaitement avec le manuscrit de Metz. Voyez Schrader Prodromus p. 150—152. La bibliothèque de Bamberg possède aussi deux compilations manuscrites de droit canon, P. I. 9 in-fol. et P. I. 1 in-4°, qui ont tant d'analogie avec notre recueil qu'on doit les considérer comme des extraits faits postérieurement. Au reste, tous les passages de droit Romain y ont été omis.

Voici une circonstance qui prouve que ce recueil a été très-répandu et fort long-temps en usage : Le C. 2 X de præbendis se trouve aussi dans la Coll. ant. 1, marqué Cap. 2 de præbendis (3. 5), mais avec cette inscription énigmatique que Bœhmer entre autres ne savait comment expliquer : « In corpore Canonum Parte V. ex Novellis. » Voici le sens de cette inscription : Le passage est pris de la Collectio Anselmo dedicata P. 5, qui elle-même l'avait tiré de Julien. Or ce passage existe dans notre recueil, P. V. Cap. 194, et est emprunté à Julian. Const. 5 Cap. 2. (Remarque de Biener).

Digitized by Google

selme. Le premier vivait au commencement et le second à la fin du neuvième siècle; le dernier au milieu du onzième. Celui-ci est évidemment trop moderne, car nous avons plusieurs manuscrits de notre recueil du neuvième et du dixième siècle; d'un autre côté, le premier serait trop ancien, car notre recueil contient plusieurs fragmens du faux Isidore et deux constitutions de Lothaire[33]. Le second Anselme est donc le seul auquel notre ouvrage ait pu être dédié, ce qui en place la rédaction entre 883 et 897[34].

Ce recueil a pour nous une grande importance à cause des nombreux fragmens de droit romain qu'il renferme. Ces fragmens se retrouvent, dans presque toutes les parties du recueil[35], rejetés à la fin de chaque partie et séparés des autres sources. Le rédacteur de ce recueil a mis à contribution les Institutes, le Code, Julien et le texte complet des Novelles, mais il n'a pas fait usage des Pandectes. Il cite ordinairement les Institutes d'après les numéros du livre et du titre[36]. Il donne souvent les

33. Les Capitulaires de Lothaire se trouvent au septième livre, parmi des fragmens de droit Romain, Cap. 126 et Cap. 138.

34. Sur ces questions, voyez surtout Ballerin, l. c. §. 6. 7. 8.

35. Les parties 8, 9 et 10 sont les seules qui n'en renferment aucun; la partie 7 est la plus riche de toutes. Dans quelques livres, les chapitres du droit Romain ont des numéros particuliers, d'après lesquels je cite.

36. Par ex.: P. 7, fragment de droit Romain, Cap. 3 « Ex eo lib. I

Digitized by Google

fragmens du Code avec leurs inscriptions, quelquefois il indique aussi les numéros du livre et du titre, mais très-rarement la rubrique [37]. On voit un fragment du Code accompagné d'une longue citation de l'édit de Théodoric [38]. L'Épitomé de Julien est toujours appelé *Novella*, et les numéros des chapitres sont tantôt les mêmes, tantôt presque les mêmes que ceux des éditions modernes [39]. Le texte

Inst. tit. 3. summa divisio de jure personarum... aut libertini sunt. » C'est le tit. J. de jur. pers. (1. 3).

37. Par ex. : P. 7, Cap. 35 des fragmens de droit Romain, ex libro VIII. Cod. tit. 4 l. VII. Imp. valent. theod. et arcad. aaa ad marsianum com. rer. priv. Si quis..... compellatur. Datum XVII kl. jul. triberi timasio et promoto css. » C'est la L. 7 C. unde vi (8. 4). — P. 11. premier fragment de droit Romain, de feriis l. VI. impp. valent. theod. et arcad. albino papa. omnes dies..... exactio. d. IV. Jd. aug. romæ timasio et promoto conss. » C'est la L. VII. C. de feriis (3. 12).

38. P. 7 Cap. 36 des fragmens de droit Romain, « ex libro VII, Cod. tit. 38. *Qui percussorem ad se venientem ferro repulerit non habeatur homicida quia defensor propriæ salutis videtur in nullo peccasse.* Et qui ad possessionem alienam violentus advenerit cum multitudine congregata si aut ipse aut aliquis ex eodem numero casu dum pellitur violentia occisus fuerit is qui pro necessitate hoc fecit a metu pœnæ liber habeatur. Datum VIIII. kl. oct. just. opimo. » — Le commencement, imprimé en lettres italiques, est tiré de la L. 3 C. ad L. Corn. de sic. (9. 16), et le passage entier se trouve, mot pour mot, dans l'edictum Theodorici, art. 15 et 16.

39. Ex. : P. 1 Cap. 129 « de ordine patriarcharum : ex novella lege romana. lib. 1 kap. D. VIII papa..... archiepiscopus. » C'est Julian. const. 119 C. 2 ou Cap. 507. — Ailleurs on lit : ex novellis (ou

Digitized by Google

des Novelles n'a été cité qu'une seule fois [40]. On y trouve aussi la constitution de Justinien *de adscripticiis* [41].

3. Regino, abbé de Prüm (915), dans le Recueil célèbre dont il est auteur [42], a rapporté plusieurs fragmens du Breviarium. Il cite aussi deux fragmens de Julien, non d'après le texte original, mais d'après le Recueil des Capitulaires d'Ansegis [43].

4. Abbo, abbé de Fleuri († 1004). Son petit Recueil, composé de 52 chapitres, renferme un fragment du Breviarium et plusieurs fragmens de Julien, cités en partie d'après les numéros des chapitres [44].

novella) legis Romanæ, ou ex libro novelle. Quelquefois aussi le numéro de la Constitution est indiqué; par ex.: P. 2 Cap. 291 « ex primo libro novellarum Kap̄. xxv. constitutione vi. hæc. constitutio..... episcopum. » C'est Julian. const. 6 C. 1 ou Cap. 24.

40. P. 7. Cap. 24 se trouve la Novelle 143 (de muliere raptum passa) dont Julien n'a pas fait l'extrait. Outre l'inscription complète, on y voit aussi une souscription conforme à celle de l'édition de Cujas; seulement au lieu de a. xxxvi on y lit anno xxxvii.

41. P. 7 Cap. 5 des fragmens du droit Romain: « de ascript. et colono. Imp. Just. Aug. Dominico præfecto. Docuerunt... ligdinensium... Jd. April... anno xiv. austino consule. » Sur cette constitution, voy. plus haut, not. 26.

42. Reginonis Abb. Prumiensis libri duo de ecclesiastica disciplina ed. Baluz. Paris. 1671. 8.

43. Regino Lib. 1 C. 360. 361 qui semblent tirées de Julian. const. 7 C. 1. 2 sont réellement empruntés aux Capitul. Lib. 2 C. 29. 30.

44. Abbonis Floriacensis Coll. Canonum, imprimé dans Mabillon vetera analecta ed. 2. Paris. 1723. f. p. 133-148.

Digitized by Google

5. Recueil manuscrit divisé en neuf livres, et composé vers le neuvième ou le dixième siècle; il renferme entre autres choses des fragmens du droit Justinien [45].

6. Burchard de Worms († 1025). Son Recueil ne contient qu'un très-petit nombre de fragmens de droit romain [46], tirés du Breviarium et de Julien.

7. Anselme, évêque de Lucques († 1086). Son Recueil, divisé en treize livres, n'a jamais été imprimé; il est très-célèbre, et a été souvent cité par les compilateurs qui ont écrit après lui [47]. Le droit

45. Ballerin P. 4 C. 18 §. 6 tiré du Cod. Ms. Vatic. N. 1349. Le premier livre traite de ordine clericorum vel ordinatione. Je n'ai jamais eu ce recueil entre les mains.

46. Burchardi Wormaciensis Decretorum libri 20. Paris. 1549. Dumoulin, dans la préface de son édition du décret d'Ivo, prétend que ce manuscrit n'est qu'un extrait d'un ouvrage de Burchard, divisé en douze livres et qu'il se proposait de publier. Mais peut-être n'est-ce qu'une méprise de Dumoulin.

47. Ballerinii l. c. P. 4 C. 13. Tiraboschi lett. Ital. T. 3 lib. 4 C. 2 §. 29. Baluz. ad Augustin. de emend. Grat. ed. 1672 præfat. et p. 641. — Il y a à Rome six manuscrits de ce recueil, un à Polirone et un à Milan. (Ballerin l. c. Sarti P. 2. p. 193-194. Montfaucon, bibl. Mss. p. 507). Je me suis servi de deux manuscrits de la bibliothèque de Paris (Num. 1444 et manuscrit de Saint-Germain, N°. 939², ou, d'après les anciens numéros 765. 766. Voyez à ce sujet Baluz. l. c.). Ces manuscrits sont modernes et en grande partie des copies de ceux de Rome. L'ancien manuscrit de Saint-Germain est perdu depuis longtemps.— Augustinus s'est servi de ce recueil dans ses travaux sur Gratien, ce qui sans doute a donné lieu à l'erreur de ceux qui l'en regardent comme l'éditeur. -- Pour l'histoire de ce recueil, on doit surtout

Digitized by Google

Justinien et même le droit antérieur, c'est-à-dire les Institutes[48], le Code, Julien[49], le texte complet des Novelles[50], et quelquefois aussi le code Théodosien original[51], figurent dans ce Recueil. On n'y trouve aucune trace des Pandectes ni du Breviarium. Les fragmens du code Justinien et du code Théodosien sont accompagnés de leurs inscriptions et de leurs

consulter S. Anselmi... epistola « nunc primum vulgata, acc. in decretum ms. S. Anselmi... animadversiones Mich. Ang. Monsacrati. Lucæ, 1821. 8. L'auteur se proposait de publier ce recueil. — Comme les divisions ne sont pas les mêmes dans tous les manuscrits, les citations d'Augustinus ne s'accordent pas avec les miennes; ainsi pour la Novelle 6, il cite Anselmus lib. 1 C. 50 (au lieu de lib. 6 C. 4, ou lib. 1 C. 93); pour la Novelle 132, il cite Anselmus lib. 1 C. 8 (au lieu de lib. 1 C. 92). Voy. Augustini opera T. 2 p. 269-379.

48. Par ex.: Anselm. Luc. lib. 5 Cap. 55. « Justiniani Imperatoris lib. Institutorum II. Nullius autem sunt res sacræ... qui aliquid in muros deliquerint. » C'est le §. 7-10 J. de div. rerum (2. 1).

49. Par ex.: Anselm. Luc. lib. 6. C. 3 « ex Novella Justiniani Imperatoris. » C'est Julian. const. 115 C. 2.

50. Anselm. Luc. lib. 6 C. 4. est la Novelle 6 pr. et C. 1, d'après notre Vulgate. — Lib. 7 C. 205-210 se trouve reproduite la Nov. 5, mais avec une traduction particulière que j'ai publiée dans la Zeitschrift für Geschichtl. Rechtswiss. B. 2. S. 128.

51. Anselm. Luc. lib. 4 C. 14-17 renferment les L. 16, 26, 29, 30 C. Th. de episc. (16. 2), qui existent également dans le Breviarium, et dans le code Justinien. — Lib. 4 C. 13 est la L. 8 C. Th. eod., qui se trouve aussi dans Justinien. L. 1. C. J. eod. — L. 3 C. 109, est un fragment de la fausse L. 3 C. Th. de episc. judic. (ed. Ritter T. 6. P. 1. p. 348).



Digitized by Google

souscriptions, mais sans indication de la source originale [52].

8. Recueil manuscrit qui paraît également appartenir au onzième siècle [53]. Autant que j'ai pu m'en assurer, il ne renferme que quelques fragmens de l'Épitomé de Julien attribués d'une manière assez singulière à l'empereur Théodose [54].

9. Recueil manuscrit du onzième siècle, divisé en cinq livres, et qui, dit-on, renferme des fragmens de droit Romain [55].

52. Par ex. : Anselm. Luc. lib. 2 C. 3. « Impp. Valentinus et Valens Augusti ad Julianum Comitem Orientis, si clericus... erogari. » C'est la L. 2 C. de episc. aud. (1. 4).

53. On peut aisément distinguer ce recueil de ceux du même genre par la préface qui commence ainsi : « Cum operis hujus necessariam... collectionem... inspexeris, etc. » Ballerin. P. 4 C. 18 §. 7 donne la description d'un manuscrit du Vatican (Ms. Palat. N. 584). Je possède un manuscrit du onzième siècle, mais où manquent les Lib. 2. 7. 8. 12, et une partie du Lib. 11. dont il m'est par conséquent impossible de juger.

54. Lib. 1 C. 75 « ex novellis theodosii Cap. XXV. » C'est Julian. const. 6 C. 1, » ou en comptant de suite les chapitres Cap. 24. — Lib. 10 « ex novellis theodosii; » et plus loin : « ex novellis Theodosii Capit. CCCCXL. » Le premier de ces passages est tiré de Julian. const. 122 C. 1, le second de Julian. const. 115 C. 15 ou Cap. 441. — D'un autre côté, on trouve au commencement du neuvième livre « ex Novellis legis romanæ. Canon grece latine regula nuncupatur, etc. » Mais dans le fait, cela est tiré de Isidor. orig. VI 16.

55. Ballerin P. 4 C. 18 §. 4 qui parle du Ms. Vatic. N. 1339. La préface commence par ces mots : « In Christi nomine... omnia dilectissimi fratres, etc. »

Digitized by Google

10. Recueil manuscrit du cardinal Deusdedit, composé à la fin du onzième siècle et divisé en quatre livres[56]. On y trouve des fragmens du droit Justinien.

11. Recueil manuscrit de la fin du onzième siècle, divisé en quinze livres, connu sous le nom de *collectio Cæsaraugustana*[57]. Il contient des fragmens des Institutes, des Pandectes, du Code et de Julien. Les fragmens des Pandectes sont tous tirés du *Digestum vetus*. La plupart sont cités par le numéro du titre[58], quelques-uns avec l'inscription complète[59].

56. Ballerin P. 4. C. 14. Zaccaria de duabus antiquis canonum collectionibus P. 2, dans Galland, l. c. T. 2 p. 743. Voici les premiers mots de la préface : « Beatissimo... Victori tertio... Novit beatitudo vestra, etc. » J'ai déjà cité, vol. 1er, p. 120, un passage très-remarquable de ce recueil.

57. Ballerin. P. 4 C. 18 §. 11, fait la description de deux manuscrits romains de ce recueil. Le manuscrit de Saragosse d'où ce recueil tire son nom, a servi à Augustinus (voy. par ex. : de emend. Gratiani l. 5). J'ai consulté deux anciens manuscrits de Paris, Ms. 3875, 3876, dont le premier a 108 feuilles et d'après lequel je cite. — Le premier livre est intitulé *de ratione et auctoritate, et quæ cui sit præponenda.* — La date de ce recueil n'est pas douteuse, car il ne renferme aucune décrétale postérieure à Urbain II qui fut pape de 1088 à 1099. — On ignore dans quel pays il a été composé.

58. Par ex. : fol. 72 « Pandectarum lib. XXIII. Tit. 1. In sponsalibus... desideratur. » C'est la L. 7. §. 1 D. de spons. (23. 1).

59. Ces fragmens sont au nombre de quatre : fol. 4. « Proculus lib. III. epist. Licet his qui... debeat. » C'est la L. 12. D. de off. præs. (1. 18). — Ibid. « Paulus lib. I. quæst. si de interpr.... consuetudo. » L. 37 D. de legibus (1. 3). — fol. 10. « Ulpianus fideic. lib. IIII. In rebus...



Digitized by Google

La même remarque s'applique aux fragmens du Code[60].

12. Recueil manuscrit du onzième siècle divisé en trois parties[61]. Ce recueil a cela de particulier qu'il est divisé d'après la nature des sources. La première partie renferme les décrétales rangées par ordre de dates, la seconde les décisions des conciles, et la troisième les fragmens des Pères de l'Église, du droit Romain, etc., rangés par ordre de matières. Ce recueil sémble appartenir à la même époque que le précédent, car on n'y trouve aucune décrétale postérieure à Urbain II, circonstance d'autant plus décisive, qu'ici les décrétales sont rapportées suivant l'ordre chronologique.

visum est. » L. 2. De const. princ. (1. 4). — Ibid. « Julianus lib. xv. dig. Non omnium... potest. L. 20. D. de legibus (1. 3).

60. Exemples : fol. 4. « Codicum lib. 8 Cap. 52 tit. 1 consuetudo præcedens... præses provinciæ. » tiré de la L. 1 C. quæ sit longa consu. (8. 53). — Fol. 45. « Imp. Just. Aug. Demostheni pp. prætorii. Sancimus res ad venerabiles... sopitis optineri. » L. 22 C. de sacros eccl. (1. 2).

61. La préface commence ainsi : « Quoniam quorundam Romanorum decreta pontificum. » — On trouve la description d'un manuscrit de ce recueil dans Ballerin. P. 4 C. 18 §. 2. — J'ai consulté quatre manuscrits de Paris. N. 3858. 3858 [a]. 3858 [b]. 4282, mais je me suis surtout servi du premier. — Il existe un très beau manuscrit de ce recueil à la bibliothèque royale de Berlin, Num. 197 des manuscrits latins. Il est précédé de la préface d'Jvo (Exceptiones ecclesiasticarum regularum) qui finit ainsi : Explicit prologus primus. Item prologus sequentis operis. Quoniam quorundam Romanorum decretalia pontificum, etc. »

Digitized by Google

Le droit Romain occupe dans ce recueil une place plus importante que dans tous ceux dont je viens de parler. Les Institutes, les Pandectes, le Code et Julien y ont été mis à contribution. Les Pandectes sont citées d'après le numéro du livre et du titre[62]. Le *Digestum vetus* a fourni un grand nombre de fragmens, le *novum* un seul[63], et l'*infortiatium* aucun. Quant aux constitutions impériales, la place qu'elles occupent dans le titre du Code est ordinairement indiquée[64]. Les inscriptions soit des Pandectes, soit du Code, ne se trouvent rapportées nulle part. Julien est cité sous le nom de *Novellæ* et d'après le numéro des Constitutions, non d'après celui des chapitres[65]. Le rédacteur de notre recueil a souvent fait usage du texte et du commentaire du Breviarium, surtout en citant des fragmens de Paul et

62. Par ex. : Tit. de conjugatis : « Pandectarum lib. XXIII. Titulo I ex eodem. In sponsalibus, etc. » C'est la L. 7. §. 1. D. de spons. (23. 1).

63. Au Tit. de off. et causis laicorum se trouve la L. 15. §. 1. D. de usurp. (41. 3).

64. Par ex. : Tit. de scriptis autenticis : « Codicum lib. VIII. Cap. LII. titulo 1. Consuetudo præcedens, etc. » C'est la L. 1 C. quæ sit longa consu. (8. 53). — Tit. de officiis et causis laicorum : « Codicum lib. III. Cp. XXII. tract. XX. non servum... perspicis. » C'est la L. 20 C. de rei vind. (3. 32).

65. Par ex. : Tit. de conjugiis : « Novellarum constitutio XXXII. cap. III. si quis cum muliere... procreati. » C'est Julian. const. 32. C. 3.

Digitized by Google

quelquefois aussi ceux du code Théodosien[66]. Il a aussi consulté le recueil des capitulaires de Benedictus Levita[67].

13. Ivo, qui étudia au cloître de Bec, sous Lanfrancus (Voy. p. 194.), devint évêque de Chartres en 1090, et mourut en 1115[68]. Outre les deux recueils dont il est l'auteur, ses lettres ont encore pour nous beaucoup d'intérêt[69].

Ces deux recueils diffèrent totalement pour l'étendue et la disposition des matières. Le plus court est connu sous le nom de *Pannormia*, le plus étendu sous celui de *Decretum*; le premier a huit livres, le second dix-sept. On a souvent attribué

66. Par ex.: Tit. de appellationibus : « excerpta de legibus theodosianis quas interpretatur paulus cap. XXXV. Propter superfluam..... computetur. » C'est Interpr. Pauli V. 33. §. 1.

67. Par ex.: Tit. de off. et causis laic. « libro VII. Cap. CCVII. si servi... majestati. » C'est le Capitul. Lib. 7. C. 208.

68. Parmi les ouvrages composés sur Ivo et ses écrits, on remarque: Hist. lit. de la France, T. 10, p. 102. Gallia christ. T. 8. p. 1126; et surtout Ballerin. P. 4 C. 16. Grandi et Tanucci dans leur polémique sur les Pandectes ont donné des détails sur Ivo et les sources dont il a fait usage, mais ces détails sont pour la plupart de peu d'intérêt.

69. Il existe deux éditions de la Pannormie: 1) Basil. 1499. 4°. (Liber Decretorum sive panormia. 2) Lovan. 1557. 8°. Je cite d'après la première. La Pannormie ne se trouve pas dans les œuvres complètes d'Ivo. — Il existe aussi deux éditions du Décret: 1) Decretum Jvonis. Lovan. 1561. f., 2) OEuvres complètes, Paris. 1647. f. P. 1. 2. Je cite d'après la seconde. — Ces lettres ont été souvent réimprimées, je me suis servi de l'édition des œuvres complètes.

Digitized by Google

ces recueils à d'autres auteurs, et surtout la Pannormie, que l'on prenait pour un abrégé du Décret fait postérieurement à Ivo. Mais un témoignage très-ancien dément cette supposition, qui d'ailleurs n'a d'autre fondement qu'un passage mal interprété [70]. Dans les manuscrits chacun de ces recueils a la même préface [71], et le nom d'Ivo y est formellement répété. On ne saurait donc douter qu'Ivo n'ait composé ces deux ouvrages [72]; je crois même pouvoir expliquer le rapport qu'il y a entre eux.

Si l'on compare ces deux recueils on voit que le

70. Vincentius Bellovac. spec. histor. XXVI. 84 dit simplement, en parlant du liber Decretorum d'Ivo : « qui, quoniam ipse quoque non parvæ quantitatis, non est facile portatilis, Hugo Catalaunensis ex eodem volumine abbreviato libellum portatilem legitur composuisse, qui et ipse apud nos est, et *summa decretorum Jvonis* appellatur. » On a pris cette Summa pour la Pannormie, et l'on a cru qu'Ivo n'en était pas l'auteur. Mais voici le témoignage décisif d'un écrivain qui vivait dans la première moitié du treizième siècle. Albericus trium Fontium ad. a. 1151 dans Leibnit. accession. histor. T. 2. p. 320 « electus est in episcopum (Catalaunensem) Haimo archidiaconus vir nobilis et religiosus de Basochiis qui fecit enchiridion in decretis *secundum Pannormiam Yvonis Carnotensis.* » Nous voyons ici que cette Summa fut composée par Haimo, d'après la Pannormie, dont Jvo est formellement déclaré l'auteur. — Il existe dans un manuscrit de Vienne, jus canon. 84 in-4°, un abrégé d'Jvo, commençant ainsi : Ut ait Psalmista misericordiam, etc., et qui est probablement l'ouvrage de Hugo ou Haimo. (Remarque de Cramer).

71. La préface commence ainsi : « Exceptiones ecclesiasticarum regularum. » Voy. plus haut, p. 113, note 144.

72. Ballerin. P. 4. C. 16. §. 7.

Digitized by Google

Décret est beaucoup plus complet que la Pannormie, et beaucoup plus riche en fragmens de droit Romain. La Pannormie, au contraire, ne renferme que peu de morceaux qui ne se trouvent pas dans le Décret, et peut-être encore ces différences tiennent-elles au mauvais état du petit nombre de nos manuscrits du Décret. La division et la disposition des matières y sont aussi très-différentes. Il paraît donc que la Pannormie est moins un abrégé du Décret que le Décret une recomposition de la Pannormie, entreprise sur un plan beaucoup plus vaste et enrichie d'une foule d'additions. En voici, suivant moi, une preuve décisive. Si l'on compare ces deux recueils à celui décrit p. 244, on n'y voit aucune ressemblance avec la Pannormie, mais une analogie frappante avec le Décret. Des séries entières de fragmens empruntés au droit Romain paraissent dans les deux collections précisément dans le même ordre[73]. La même ressemblance se retrouve dans la disposition des matières. Le recueil, décrit p. 244, a vers la fin un chapitre uniquement destiné aux matières juridiques, intitulé

73. Par ex. : dans Jvo Decret. XVI. 60-195, de ces 136 chapitres, 114 sont des fragmens de droit Romain, tirés de diverses sources et rangés dans un ordre arbitraire. Les mêmes fragmens, rangés dans le même ordre, se retrouvent dans le recueil décrit, p. 244 Tit de off. et causis laicorum, à l'exception de quatre fragmens de Julien et d'un fragment des Pandectes rapportés par Jvo.

Digitized by Google

de *Offic. et causis laicorum*. Or, le même chapitre existe avec le même titre au seizième livre du Décret. Une pareille concordance ne saurait être accidentelle, et il faut nécessairement qu'un des deux recueils ait servi de modèle à l'autre. Voici l'explication qui me semble la plus naturelle. Ivo rédigea d'abord la Pannormie; à la même époque parut sans doute l'autre recueil beaucoup plus étendu, circonstance qui engagea Ivo à faire son Décret en partie d'après la Pannormie, et en grande partie d'après l'autre recueil. Ainsi s'expliquent à la fois les ressemblances que j'ai signalées et le motif qui détermina Ivo à composer deux recueils de droit. En effet, il faut admettre, tant l'analogie est frappante, que le Décret d'Ivo a servi de modèle au recueil décrit p. 244, ou réciproquement, mais l'autre recueil est divisé suivant la nature des sources (V. p. 244.), ordre simple et grossier, tandis que le Décret est exécuté sur un plan systématique beaucoup plus travaillé. Tout porte donc à croire que le Décret d'Ivo est le dernier en date, et l'imitation de l'autre recueil.

Les deux recueils d'Ivo contiennent des fragmens des Institutes, des Pandectes, du Code, de Julien et du Breviarium. — Le *Digestum vetus* est très-souvent cité dans le Décret, le *novum* une seule fois[74], l'*infortiatum* jamais. Les fragmens sont dési-

74. C'est la L. 15. §. 1. D. de usurp. (41. 3), également rapportée

Digitized by Google

gnés par le numéro du livre et du titre, et sans inscription [75]. Le texte suivi par Ivo présente des variantes notables, et, sous ce rapport, mériterait un examen critique approfondi [76].— Les fragmens du Code sont désignés par les numéros du livre, du chapitre et du titre, mais sans inscription [77]. — L'Épitomé de Julien est cité d'après les numéros des Constitutions [78], et sous le nom de *Novellæ*. —

dans l'autre recueil, voy. note 65; elle se trouve dans Ivo Decret. et dans la Pannormie lib. 5 fol. 108.

75. Par ex. : Jvonis Decret. VIII 62 et 68. « Pandect. lib. 23. tit. 2. » et « Pandectes lib. 1. tit. 5. » Le premier est la L. 24. D. de ritu nupt. (23. 2), le second la L. 19. D. statu hom. (1. 5).

76. On peut donner pour preuve la L. 15. §. 1. D. de usurp. (41. 3), rapportée dans le Décret. XVI. 75, « Si servus quem possidebam fugerit, etiamsi (pannorm. *et si* Flor. *si*) pro libero gerat (pannorm. et Flor. *se* gerat), videbitur a domino possideri. Sed hoc tunc intelligendum est, cum si is (*is* se trouve dans la Vulgate et manque dans la Pannorm. et les Florent.) apprehensus fuerit, nolit pro libertate sua (pannorm. *non sit pro libertate sua paratus*, Flor. *non sit paratus pro sua libertate*) litigare : nam si paratus est (Flor. *sit*) litigare, non videbitur a domino (pannorm. domino *suo*) possideri, cui se adversarium præparavit (pannorm. *paravit*). » On voit que le Décret s'éloigne beaucoup de la Pannormie. Mais comme ces ouvrages n'ont été soumis à aucun examen critique, on ne peut juger la valeur des textes.

77. Par ex. : Jvo Decret. IV. 201. « Codicum lib. VIII. Cap. LII. tit. 1 » C'est la L. 1 C. quæ sit longa consuet. (8. 53). — Decret. VIII. 113 et 114. « Codicum lib. IX. tractatu V. » et « tractatu XI. » Ce sont les L. 5 et L. 11 C. ad. L. Jul. de adult. (9. 9).

78. Par ex. : Jvo Decret. VI. 4. 22. « Const. XXXVII. Cap. XXVIII. » C'est Julian. const. 36 C. 29. La plupart de ces relations sont incomplètes.

Digitized by Google

On y voit plusieurs fragmens de Paul rapportés dans le Breviarium, quelques passages du code Théodosien et du code Hermogénien empruntés soit au texte, soit au commentaire du Breviarium. Ce qui est particulier à Ivo, c'est que la *Consultatio* paraît avoir été mise à contribution dans le Décret et non dans la Pannormie[79].

Il me reste à parler des lettres d'Ivo. Le droit Romain n'y figure que d'une manière accidentelle, et plus rarement que dans les deux recueils. Cependant les principales sources du droit, les Institutes, les Pandectes, le Code, Julien et le Breviarium y sont cités, quelquefois même avec indication des originaux. Quant aux Pandectes, les lettres ne rapportent rien de l'*Infortiatum*, un seul passage du *Digestum novum*[80], mais une foule de morceaux empruntés textuellement au *Digestum vetus*.

79. Jvo Decret. XVI. 201 : « Pacta quæ ab invitis contra leges constitutionesque fiunt, nullam vim habere, indubitati est juris. Item, pactum quod mala fide est factum, irritum esse debet. Privata conventio juri publico nihil derogat. » Ce chapitre est composé de trois fragmens qui ne se trouvent ainsi réunis que dans la Consultatio §. 1. 4 et d'après laquelle on les a restitués ailleurs. Voy. Paulus I. 1. §. 6. Cod. Gregor. I. 1. const. 2.

80. Jvo epist. Num. 134 (avec ces mots du commencement De pacto). « De pacto conjugali quod factum est inter duos nobiles, ita ut qui filiam habebat, juraverit se eam traditurum uni de filiis alterius nobilis cui vellet.... lex tam ecclesiastica *quam mundana* firmavit.... Quicquid... juraverit... etiam vivente patre *secundum leges irritum erit.* »

Digitized by Google

14. Recueil de la bibliothèque du Vatican divisé en quatre parties (Cod. Palat. Num. 580), dont Sarti a parlé P. 2. p. 189, mais sans indiquer tous les fragmens de droit Romain qu'il renferme. Néanmoins il paraît que Julien y est principalement et peut-être exclusivement cité.

15. Recueil qui est passé de la bibliothèque Meermann dans la mienne. Il paraît être un abrégé d'Anselmus Lucensis, et se compose de treize livres dont les titres sont à peu près les mêmes dans les deux recueils. Voici les fragmens de droit Romain qu'il renferme.

| | | |
|---|---|---|
| Lib. 3 Cap. | 6. | L. 23 C. de SS. eccl. |
| | 7. | L. 2 C. de rei dominicæ. |
| | 8. | L. 12 C. de SS. eccl. |
| | 9. | L. 1 C. de hæret. |
| | 10. | L. 35 C. de episc. |

(Les mêmes fragmens se retrouvent dans Anselmus Lucensis Lib. 4 C. 39.—57).

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lib. 3 Cap. | 24. | Cod. Theod. | 16. 2. 8. |
| | 25. | | 16. 2. 16. |
| | 26. | | 16. 2. 26. |
| | 27. | | 16. 2. 29. 30. |

C'est à peu près l'espèce rapportée L. 134. pr. D. de verb. oblig. (45. 1.) et à laquelle Jvo fait allusion, comme le prouve, suivant moi, l'expression de *lex mundana*.

Digitized by Google

| | | |
|---|---|---|
| Lib. 3 Cap. | 28 | Cod. Theod. 16. 2. 34.<br>L. 13 C. de episc. |
| | 29 | L. 22 C. de SS. eccl. |
| | 30 | L. 23 C. de episc. |
| | 31 | L. 5 C. de SS. eccl. |
| | 32 | L. 21 C. de SS. eccl. |
| | 33 | L. 10 C. de episc. |
| | 34 | L. 11 de episc. |
| | 35 | L. 4 C. de S. Trinit. |

(Les mêmes fragmens se retrouvent presque dans le même ordre dans Anselmus Lucensis Lib. 4 C. 13 — 25.)

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lib. 3 | C. 46 | §. 7 | 10 J. de div. rerum. |
| 5 | 4 | L. 31 | C. de episc. |
| 12 | 66 | L. 1 | C. de episc. jud. |
| | 67 | Lult. C. Th. de episc. jud. | |

Le fragment le plus moderne de ce recueil, et qui peut servir à en déterminer la date, se trouve Lib. 1. Cap. 125. Urbanus ad Gebhardum (a. 1089). Voy. Ballerin, p. 670.

---

Digitized by Google

Digitized by Google

# APPENDIX.

Digitized by Google

Digitized by Google

# GLOSE

## R LES INSTITUTES TIRÉE D'UN MANUSCRIT DE LA BIBLIOTHÈQUE DE TURIN.

---

I.

§ 4 *de tutelis*. (v. *compluribus*) Compluribus ideo dixit : in his causis, in quibus ipsi juvantur, pro jam natis habentur : in his vero, in quibus non juvantur, non omnimodo. Nam ad excusationem tutelæ non gerendæ trium onera filiorum patri non proficiunt, quia hoc casu ipsi non juvantur, sed pater. Hoc libro primo protorum titulo V. Dig. lege s. (septima) [a].

2. (v. *posthumi*). Posthumi dicuntur qui post obitum patris nascuntur.

(v. *sui et in pot.*) Bene dixit ne forte de prohibitis nuptiis aut de fornicatione filios habeat, qui si nascuntur nec sui nec in potestate sua erunt.

§ 1 *qui test. tut.* (v. *tacite*) Nota alium casum ubi sine datione libertatis servus liber efficitur.

(v. *directam*) Directa, id est quasi sine controversia ab ipso testatore data, ne eum filius suum libertum facere velit, id est ut ipse eum manumittat. Quod quidem facere potest per consilium, aut alterius tutoris auctoritate.

10.

*tit. de fiduc. tutela* (v. *perfectæ*) Id est majoris XXV. annis.

*pr. de Atil. tut.* (v. *majore parte*) Id est plus medietate, sex vel septem : in urbe enim Romana decem fuerant apud veteres tribuni.

§ 1 *eod.* (v. *existat*) Nota : hereditas non a morte testatoris, sed ab aditione competit.

L. 7 D. de statu hom. (1. 5).



Digitized by Google

9. § 4 *eod.* (v. *jurisdictionem*) Jurisdictio eorum est hæc ut puta a patritiis usque ad illustres præfectus prætorio tutores dat : ab illustribus usque ad inferiores prætor : in provinciis autem præsides ex inquisitione quam superius diximus tutores dant. Sciendum est autem quia et patriciis dare possunt tutores in provinciis, quia in novellis dicitur : præsides vicem imperatoris obtinent.

10. § 4 *eod.* (v. *inquisitione*) In inquisitione etiam hoc requirebatur si honestus et si idoneus esset, aut si sciret pupillum gubernare : is ad tutelam vocabatur. Quod si hæc non habeat, utilis et bonæ fidei requiritur.

11. § 5 *eod.* (v. *juridicum*) Juridicia apud Alexandriam certa dignitas est, qui etiam privilegiis utuntur.

12. § 5 *eod.* (v. *cautela*) Id est rem salvam pupillo fore per tabellionem vel officium. Sed et cautionem per constitutionem domini nostre[a] coguntur emittere.

*Fol.* 11.

13. § 7 *eod.* (v. *judicio*) Nota quia judicium solent legislatores pro actione ponere.

[14. *Tit. de auct. tut.* (*interlin.*) Dixit tutores pupillorum negotia gerentes tutelæ teneri, inde scil. ipsi gerunt; sed quandoque etiam pupillis gerentibus suam auctoritatem tribuunt; ideoque de auctoritate proponit.

15. *Princip. eodem.* (v. *deteriorem vero*) Quantum ad subtilitatem pertinet cæterum nec cum tutoris auctoritate pupillus rem deteriorare potest. Pupillorum tres sunt ætates : infans, proximus infantiæ, proximus adolescentiæ. Infans est qui loqui nescit, nec intelligit loquentem; proximus infantiæ est qui aliquatenus intelligit; proximus adolescentiæ est qui intelligit et intelligi potest. Is etiam pro suis maleficiis tenetur.

16. (v. *depositis*) Depositum hic per transitum dixit, nam non statim in id ex utroque latere obligationes nascuntur, sicut in cæteris contractibus, sed ex

*a.* L. 30 C. de episc. aud. (1. 4).

Digitized by Google

accedentibus solent mutuæ obligationes in deposito nasci.

17. § 1 *eodem.* (v. *hereditatem adire.*) Bene dixit adire ut extraneos intelligamus; nam suos admiscere se dicimus. Caute autem hoc posuit nam sui heredes etiam sine tutoris auctoritate se miscent.

18. (v. *lucrosa.*) Quæstio est: si dixit, licere ei sine tutore meliorem suam conditionem facere, cur lucrosam hereditatem non acquirit: sed dicimus quia in his casibus eum dixit meliorem facere conditionem suam ubi ipse sibi obligat; in hereditatem vero ipso iure heres et obligat et obligatur, sicut libro tertio invenies. Deinde quia sunt aliquæ hereditates quæ prima facie lucrosæ sunt, improvisum tamen damnum sæpius afferunt.

19. § 2 *eodem.* (v. *post tempus.*) Nota post tempus posse dici statim re acta, nec tutoris auctoritatem valere transacto negotio.

[20. (v. *nihil agit*) (Interlin.) Quantum ad esse in negotio ipso.

21. § 3 *eodem* (v. *sed curator*) Extra sciendum quia si multos habeat tutores et cum uno eorum gerat forte negotium non adhibetur curator sed cæteri tutores interveniunt.

22. *Pr. quib. modis tut.* (v. *pupilli*) Quid interest ut cum dissimili ætate masculi et feminæ curatores accipiant, curam tamen simili ætate finiant. Dicendum est igitur ideo feminis ante curatores institui quod per calorem naturæ celerius pubescunt. Ideo autem simili ætate curam finiunt, quod fragilitate sexus antequam viri sapere non possunt.

*Fol.* 12.

23. § 3 *eodem* (v. *vel tutorum*) Quæritur enim, quare tutoris morte tutelam finiri dixit, dum tutorem possit alterum pupillus accipere; et dicimus quantum ad tutorem priorem non quantum ad pupillum.

24. § 4. *eodem.* (v. *sed et capitis demin.*) Id est maxima et media.

25. (v. *cæteræ.*) Id est, quæ per inquisitionem et per testamentum dantur non pereunt.

26. (v. *cap. demin.*) Finitur tutela omnibus capitis de-



Digitized by Google

minutionibus pupilli id est minima, si adrogetur, quia transit in alterius potestatem; media, si deportetur, quia deportatus pro mortuo habetur; maxima, si servus efficiatur, quia in tutelam servus esse non potest.

[28. § 6 *eodem.* (v. *desinunt*) (Interlin.) Hucusque quomodo ipso iure tutela finitur, hinc quemadmodum per sententiam.

27. (v. *removentur*) Quæritur quare tutores removeantur, si minores sub curatoribus esse necesse sit; et dicimus quia hoc tutorum magis causa provisum est, ne per viginti quinque annos negotia aliena agentes suis utilitatibus impedirent.

29. (v. *administrandæ tutelæ*) Differentia tutelæ et curationis hæc est, quod tutela ex necessitate pupillis imponitur, curatio ex voluntate accidit.

30. § 1 *de curatoribus* (v. *magistratibus*) Magistratibus quod dixit generaliter intellige tanquam si diceret: ab omnibus iudicibus qui tutores dare possunt.

31. § 2 *eodem.* (v. *inviti*) Nota: adolescentibus invitis in litem curatores dari.

32. (v. *in litem*) In litem merito inviti accipiunt curatores, quia et ipsorum causa provisum est, ne fragilis animus inutiliter negotia tractaret, et adversarii et ne contra eum in integrum postea restituatur adolescens, dum negotium eis sit sine curatore gestum.

[33. § 3 *eodem* (v. *et prodigi*) Prodigus dicitur quasi porro adigens i. e. dispergens.

34. (v. *ex inquisitione*) Inquisitio est, ut sit honestus curator idoneus et diligens.

35. § 5 *eodem* (v. *interdum*) Nota: quia et impuberi interdum curator datur.

36. § 6 *eodem* (v. *absit*) Nam si præsens sit vel proximus infantiæ seu pubertati, ipse sibi curatorem petere potest.

[37. *pr. de satisd.* (v. *perpetuum*) id est non pertinet ad omnes tutores.

*Fol.* 13.

38. § 1 *eodem* (v. *vel eos qui gerere*) Nota: quia duo

Digitized by Google

tutores vel curatores unius rem administrare poterunt.

39. § 2 *eodem*. (v. *subsidiaria*) Nota : quæ sit actio subsidiaria.

40. (v. *curaverunt*) Romæ quidem scribæ, in provinciis autem officium judicis.

[41. § 4 *eodem* (v. *tenebitur.*) Videntur non teneri subsidiaria actiones judices qui tutores aut curatores faciunt.

42. *pr. de excusat.* (v. *item nepotis*) Sciendum est autem quia quanticunque sint nepotes locum unius filii habent.

*Fol.* 14.

43. § 1 *eod.* (v. *in semenstribus*) Semenstria sunt codex, in quo legislationes per sex menses prolatæ in unum redigebantur.

44. § 5 *eod.* (v. *non affectatæ*) Affectata tutela vel cura est si forte ipso tempore, quo ad tutelam vel curam vocabatur, duas tutelas gerebat, postea autem invenit sibi aliam, quam sciebat cito finiri, ut quasi tres ageret et ab hac excusaretur, ad quam vocabatur. Nihil ergo illi proderit.

45. § 7 *eod.* (v. *adversam valetudinem*) Debemus cognoscere, quia qui perpetuam infirmitatem habet, possit etiam ab adita tutela vel curatione se excusare.

46. (v. *propter quam*) Et juste hi ad tutelam vel curam excusantur, dum ipsi magis, sicut superius lectum est, curatores accipiunt.

47. § 12 *eod.* (v. *status*) Status controversia est si quis liberum hominem in servitio cogat.

*Fol.* 15.

48. § 4 *de suspect. tutor.* (v. *famosus*) Id est infamis.

49. (v. *culpam*) Id est desidiam.

50. § 8 *eod.* (v. *cognitio*) Hoc dicit, quia si cognitione facta nondum autem judicatione procedente in suspectione mortuus fuerit hic qui tutor est, extinguitur cognitio suspecti.

51. § 12 *eod.* (v. *removendos*) Melius enim est, ut non lædatur pupillus, quam ut læsus restituatur in integrum.

Digitized by Google

52. § 13 *eod.* (v. *removendus*) Sed jungitur ei curator sicut superius legimus.

53. *Lib II Tit. I.* (v. *rerum divisione*) Divisio est innumerabilis materiæ brevis comprehensio.

*Fol.* 17.

54. § 9 *eod.* (v. *locum suum*) Bene dixit suum, nam si in alterius invito domino inferat modo religiosum non facit, sed ipsum inde..... abstrahitur.

55. (v. *purum*) Id est, ubi a domino mortuus positus non est.

56. (v. *sepulchr.*) Sepulcrum dicitur, ubi jam mortuus positus est.

57. (v. *ratum*) id est confirmatum.

58. § 10 *eod.* (v. *muri*) Ad hoc sancti, quia consecratione aliqua fabricati.

[5 9. (v. *divini juris sunt*) Quia hominum defensio ad deum spectat, ideo quæ tuentur homines..... (sancta?) vocantur.

*Fol.* 18.

[60. § 14. *eod.* (v. *integra re*) (interlin:) In quocunque res sit integra prohiberi potest, ne vel si fundum ingressus fuerit nondum tamen apes inclusserit. Sin autem prohibitus non idcirco dimiserit interdictum dabitur domino fundi quod vi aut clam.

61 § 15 *eod.* (v. *ad rem.*) Id est ad naturam.

62. § 16 *eod.* (v. *gallinarum*) Nota : gallinarum et anserum non esse feram naturam.

63. § 18 *eod.* (v. *cetera*) Id est margaritæ.

*Fol.* 19.

64. § 22 *eod.* (v. *insula*) Nota : Quando publica res sine permissu principis privata fit.

65. (v. *prædia*) Quia quodammodo hæc insula alius ager esse intelligitur.

66. § 24 *eod.* (v. *speciem commutat*) Quia quamdiu inundatio permanet videtur ager non esse.

67. § 25 *eod.* (v. *alienis uvis*) De indiciis hoc obscure positum invenies.

Digitized by Google

[68. (§ *cit.*) . . Res una

- Al. constans ex rebus plurium
  - Al. discreta
  - Al. continua
    - Ex unabus principalibus
      - al.... al. non
    - Al. ex principali et accessione ut solo et ædificio, carta et literis.
    - Alia ex quasi principali et quasi accessione ut vestimenta et purpura, vehiculo et rota, candelabro et gemma.
  - Al. ex valentibus separari, quæ non est communis nisi in consensu ut ex argento et plumbo.
  - Al. ex non valentibus
    - Al. ejusdem generis, quæ semper communis est.
    - Al. diversi quæ similiter ut ex ære et auro.
- Al. non, quæ potest aliquando peti ab utroque, ut grex tota ab uno, licet non singulæ oves : et singula ovis ab altero, licet non tota grex.

*Fol.* 20.

69. § 25 *eodem* (v. *si non potest reduci*) Nota : ubi furtivæ rei dominus efficitur.

70. § 26 *eodem* (v. *cedit vestimento*) Regula dicit : cedunt adjecta subjectis.

[71. (ibid.) — hic loquitur de his materiis, quæ non possunt reduci ad eandem massam.
(ic l : : q : ˙ : : t : ˙ : r d : : s m . t : r : : bus q : ˙ : : n ˙ . ˙ n ppfs : ˙ : nt rgdxck ad eand : m m.fs.m).

72. (v. *aliis possessorib.*) Id est ab heredibus ejus, qui furtum commisit, vel ab alio quolibet possidente condici potest.

[73. (Interlin :) scilicet malæ fidei.

[74. (§ 26 extr.) Tribus modis res extinguntur, id est consumptione, dominii mutatione, assidua permutatione.

75. § 27 *eodem* (v. *Sed et si diversæ*) Diversas non

Digitized by Google

multas sed alterius cujuscunque generis dicit species.

76. *eodem* (v. *quod si casu*) Velut terræ motu.

77. § 27 *eodem* (v. *electrum*) aurum et argentum commixtum, quod aurum palliolum dicitur.

*Fol.* 21.

78. § 30 *eodem* (v. *non ignorabat*) i. e. si sciens in alienum fundum ædificaverit.

79. (v. *constituto*) i. e. inmisso.

80. § 31 *eodem* (v. *alienam plantam*) Nota plantam solo cedere.

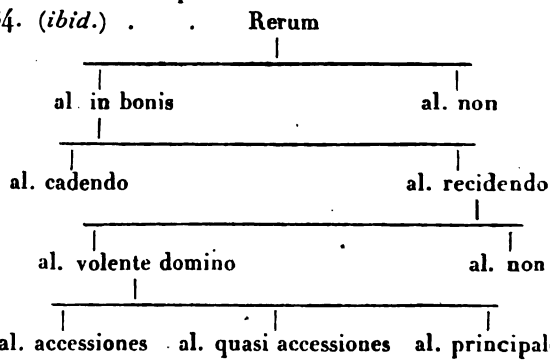
*Fol.* 22.

81. § 33 *eodem* (v. *ac si*) i. e. quemadmodum.

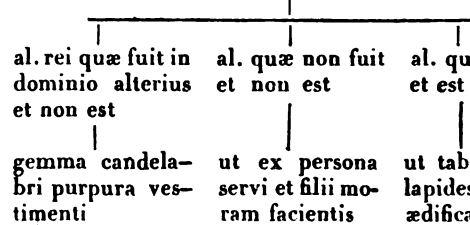
82. § 34 *eodem* (v. *utilis actio*) utilis actio ideo dixit, i. e. directa, quam petitori dat, ad quem dominium voluit pertinere.

[83. (*ibid.*) Utilis actio est, quæ contra tenorem rationis utilitate quorumdam introducta est.

[84. (*ibid.*) . . Rerum




[85. (*ibid.*) . Actio ad exhibendum




Digitized by Google

[86. § 35 *eod.* (v. *percepit*) (Interlin.) Vel quoquo modo a solo separavit.

*Fol.* 23.

[87. § 36 *eod.* (v. *perceperit*) (Interlin.) non enim sufficit a solo separari nisi percipiantur.

88. (v. *fere*) Fere ideo dixit, quia si fructuarius dum sunt fructus decesserit ad proprietarium pertinent, colonus autem si mortuus fuerit, ad heredes ejus pertinent, et consuetam heredes explent pensionem, hic autem colonus conductor intelligendus est.

89. §. *eod.* (v. *demortuarum.*) Sed tunc debet arbores vel vineas fructuarius reparare, si eius negligentia fuerint demortuæ.

90. §. 39 *eod.* (v. *thesauros*) Thesaurus est pecuniæ veteris depositum, cuius dominus non commemoratur[a].

[91. (v. *non data*) Quod si data ad hoc opera invenerit, non modo nil inde consequitur, sed etiam punitur.

92. § 40 *eod.* Stipendiaria prædia appellantur, quæ ad stipem, hoc est, ad victum pauperum proficiebant: tributaria, quæ onera tantum fiscalia persolvebant, nam tributum est gravis pensio quæ persolvitur Cæsari.

*Fol.* 24.

93. § 44 *eod.* (v. *commodavit*) i. e. præstitit.

94. § 48 *eod.* (v. *in tempestate*) Nota: Res naufragio perditas aut in littore inventas, aut in ipso mari nactas lucrandi animo quis abstulerit, furtum committit.

95. § 1. *De rebus incorp.* (v. *homo*) Hominem abusive posuit, tantum enim servus debet intelligi; quæritur autem, quare servum modo posuisset in rebus, dummodo sciamus, aliud esse res, aliud esse personas, aliud actiones; et dicimus, quia superius ideo est positum, ut discretionem homines, qui naturaliter erant liberi, acciperent; hic autem ideo est positus servus, quia si personam habet acquiri potest, sicut ei res.

*a.* L. 31 § 1 D. de adqu. rer. dom. (41. 1).

Digitized by Google

[96. (v. *natura*) (interlin) licet non actu.

97. § 2 *eod.* (v. *obligationes*) obligatio est iuris vinculum, quoquo modo, id est, sive re, sive verbis, sive litteris, sive consensu : re, ut datione pecuniæ : verbis, cum aliquo stipulanti promittimus : litteris, cum aliqua sine datione rei promissæ per biennium obligamur : consensu, ut emptionibus venditionibus.

98. (v. *nec ad rem*) i. e. ad naturam.

*Fol.* 25.

99. (v. *plerumque*) Ideo dixit plerumque, quia quum jus aliquod stipulati fuerimus incorporeum est; utputa si quis nobis usumfructum promiserit.

100. § 1 *de servitutibus* (v. *omnia urbana*) Nota : urbana prædia dici etiam quæ in villis ædificantur.

101. (v. *servitutes sunt hæ*) Duobus modis servitutes intelliguntur, i. e. faciendo et non faciendo. In faciendo, ut si quis stillicidium recipiat ; in non faciendo, ut si quis per testamentum præcipiat ne altius ædes ipsius attollat, ne luminibus vicini officiat.

102. (v. *ut stillicidium*) Stillicidium dicitur aqua, quæ paullatim de tecto cadit; flumen, quotiens totius tecti aqua per unum locum influit.

203. § 2 *eod.* (v. *adpulsum*) i. e. appulsionem.

104. § 4 *eod.* Servitutes tribus modis fiunt : pactionibus, stipulationibus et per testamenta. Pactionibus hoc modo : si quis habens duas domos et eo pacto donet ut onera vicini sui suscipiat; stipulationibus ita ut si quis ita domum vendat et ab emptore servitutes suscipiat; testamento veluti si quis heredem suum damnet, ne vicini lumina ædificio suo tollat.

105. *pr. de usufr.* (v. *substantia*) Substantiam proprietatem intelligit.

106. (v. *ius in corpore*) Quæritur quare hic ius usufructus in corpore reddit, dum superius incorporalem usumfructus esse dixit ? Sed dicimus quia ipsum ius incorporale est, ea vero quæ continentur corporalia sunt.

Digitized by Google

*l.* 26.

07. § 2 *eod.* (v. *satisdet*) Satisdare i. e. fideiussoribus interpositis cavere.

08. § 3 *eod.* (v. *per modum*) Per modum hic intelligitur, ut si quis testamento heredi suo aliquid præcipiat facere, et prætermiserit; per tempus, quod præsente usufructuario si alius quis decem annis bona fide possederit; absente vero XX annis finitur ususfructus; de mobilibus vero tribus annis.

09. (v. *extraneo*) Quia extraneo usumfructus non potest usufructuarius cedere propter regulam quæ dicit, ususfructuarius usumfructuarium facere non potest; nam si extraneæ personæ usumfructum concesserit, nihil agit.

10. (v. *nihil agitur*) (Interlin.) Ostendit rerum incorporalium non traditionem sed cessionem fieri, quia nihilominus manet fructuarii.

11. *pr. de usu et habit.* (v. *nudus*) Nudus usus est jus aliquod diversis modis consistens, quod mihi alienæ rei usum non fructum habere permisit.

12. (v. *desinit*) Item si cum usufructuario servi agatur noxali judicio, et ipse servum non defendit, amittit usumfructum ejus ut in L. II. dig. t. si noxali causa agatur [1].

*l.* 27.

13. § 5 *eod.* (v. *sed si cui habitatio.*) Aliquanti quæsierunt, utrum usum an usumfructum vocarent, quia neutrum eorum est, sed habet jus aliquod proprium. Nam hoc commune est ususfructui, quia qui habet habitationem possit et concedere et ibidem manere. Distat autem in hoc, quia non illi licet eam alicui donare ut ibidem maneat, quo modo usufructuario. In hoc autem commune est, quia qui habet usum in aliqua domo possit ibidem et ipse habitare, quomodo qui habet habitationem. Hæc autem est differentia; quia qui habet usum concedere non potest, qui habet habitationem potest eam concedere. Est et alia differentia inter habitationem et usumfructum, quia

1. L. 3 D. si ex nox. (2. 9)

Digitized by Google

ususfructus capitis deminutione finitur, habitatio non extinguitur, sicut libro tertio de judiciis Digestorum invenies [a].

114. § 6 *eod.* (v. *jure gentium*) Quæritur quare servitutes et usumfructum ex gentium jure posuerit, dum constent stipulationes sicut superius exposuimus ex civili jure descendere : et dicimus ex gentium quidem jure ista descendere, per stipulationem vero ex civili jure posse dilatari.

115. Tit. *de usucap.* Usucapio est adjectio dominii legaliter bona fide possidenti.

116. *princ. eod* (v. *certo loco*) Id est in Italico solo.

117. (v. *inter præsentes*) Præsentes enim sunt non solum si in una civitate sunt, verum etiam si in una provincia.

*Fol.* 28.

118. § 1 *eod.* (v. *liberum hominem*) Nota : Quia possidere liberum dixit, dumquando in eum possessio non sit.

119. (v. *servum*) Nota : servum fugitivum nullo tempore usucapi posse, quia se ipse furari videtur, et ideo non usucapitur, sicut omnes res quæ furtivæ sunt.

120. § 7 *eod.* (v. *eorum qui*) Id est ipsi committunt furtum qui possident.

*Fol.* 29.

121. § 8 *eod.* Aliquando etiam furtiva res et vi possessa usucapi potest, veluti si equum quidam meum mihi furatus sit, tradidit secundo bona fide accipienti, usucapere eum secundus non poterat, quia furtiva res erat. Fugiit ergo equus et ad me rediit, purgatur in equum illud vitium furti. Quod si casu ergo de ejus dominio cadam, et ad secundum equus ipse venerit, usucapio competit, eadem dicimus et si vi possessa res bona fide ematur.

122. § 11 *eod.* (v. *error autem*) Quia si tutor rem alienam pupillo tradat, vel procurator domino, non poterit eam usucapere.

*a.* i. e. lib. VII. Dig. qui est tertius partis secundæ qua de judiciis agitur.

Digitized by Google

123. § 12 *eod.* (v. *ipse*) Subaudis heres vel bonorum possessor.

124. § 13 *eod.* (v. *inter venditorem*) Nota. Ut si venditor bona fide usucapere cœperat, emptori usucapio continuetur.

125. § 14 *eod. Sive experiantur.* id est ipsi conveniant; sed dicit quis quomodo potest fieri, ut si dominus factus sit ipse conveniat alium, et dicimus posse fieri si quolibet modo ceciderit.

[126. *pr. de donationibus.* (v. *Est et aliud*) Ideo inter adquisitiones posita est donatio, quia inter veteres non aliter robur accipiebat nisi traditio sequeretur quæ est dominii adquisitio.

127. (v. *donationum*) Donatio est voluntaria et larga datio ex nulla necessitate sumens originem.

[128. § *eod.* (v. *mortis*) (Interlin.) scilicet propinquæ vel ex longinquo venturæ.

129. (v. *humanitus*) Humanitus quod dixit, de morte accipiendum est, quia et si dicat si quid mihi contigerit, de morte intelligendum est, sicut libro L. Digestorum invenies.

*Fol.* 30.

130. (v. *donatum sit*) L. XXIIII t. 1. Jabolenus L. XI epistolarum [a]). Donec vir aut moriatur aut suspicionem mortis propter quam donavit liberetur L. XXII t. de usuris Paulus libro.... Pla... [b]) idemque est si mortis causa fundus sit donatus et revaluerit qui donavit atque ita condictio nascatur. Item L. XV. t. 1. Julianus [c]). Non omnis numeratio, et post alia : Nam et is qui mortis causa pecuniam det non aliter obligabit accipientem quam si extitisset casus in quem obligatio collata fuisset, veluti si donator convaluisset aut is qui accipiebat prior decessisset. Item L. XXIII. in t. de jure dotium. Idem Triphonius L. nono disputat. [d]). Si pater mulieris suæ mortis causa dotem

*a.* L. 20 D. de don. int. vir. (24. 1).

*b.* L. 38 § 3 D. de usuris (22. 1).

*c.* L. 19 pr. D. de reb. cred. (12. 1).

*d.* L. 76 D. de jure dot. (23. 3).

Digitized by Google

promiserit valet promissio; nam et si in tempus quo et ipse moreretur promisisset obligaretur; sed si convaluerit cur ei non remittatur obligatio per condictionem, nam ut corporis vel pecuniæ translatæ ita obligationis constitutæ mortis causa condictionem. Item et l..... t. de conditionibus institutionum. Ulpianus. [a]) et in mortis causa donationibus dicendum est edicto locum esse. Si forte quis caverit nisi jurasset se aliquid facturum restiturum quod accepit.

[131. § 1 *de donationibus* (v. *fere legatis*) (interlin.) Quantum enim ad constitutionum differentiam.

132. (*ibid.*) fere dixit, quia filius familias habens castrense peculium donationes quidem mortis causa facere potest, legatum vero relinquere non potest, et quia legata annalia singulas actiones singulis annis pariunt, donationes vero una actione petuntur.

[133. § 2 *eod.* (v. *ad exemplum*) Differt a legato donatio causa mortis in eo quod ab ipso donatore res traditur, legatum vero non antea legatario traditur, quam si prius hereditas adeatur et postea a herede legatario tradatur.

134. (v. *traditionis necessitas*) Nota: Donatori necessitatem impositam rem tradendi, quam donavit.

135. § 2 *de donat.* (v. *donationes invenit.*) Et quasdam donationes invenit, veluti si in redemptione captivorum vel ad reparationem domus, vel si magister militum ex spoliis bellorum donet militi, vel si D. solidorum donationes non excedant, insinuatione non indigent; idem est et si princeps largiatur.

136. (v. *ad uberiorem*) id est pleniorem exitum (id est plfnkprfm fxktxm.)

137. (v. *certis ex causis*) veluti si donatori iniuriam gravem fecerit usque ad cædem, vel si in adulterium eum accuset non sua causa, vel si adversus fiscum eum damnificet, vel si, cum pactus fuerit donatorem nutrire, pacti fregerit fidem.

*a.* L. 8 § 3 D. de cond. instit. (28. 7).

Digitized by Google

138. (*ibid.*) Nota. Quod donatori tantummodo permisit revocare donationem, non etiam heredi.

*Fol.* 31.

139. (*pr. quibus alien. licet*) (v. *vel obligatio*) Ex hoc excerpere possumus, quia hypotheca et obligatio idem est. (ippthfcb ft pblkgbtkp kdfm fst.)

140. § 2 *eod.* (v. *bona fide*) Id est si arbitrans eum perfectæ ætatis esse : quia sine tutoris auctoritate si quis a pupillo acceperit, non videtur mutuum constitisse.

141. (v. *recte dari*) Recte dari quantum ad utilitatem pupilli ; nam is qui dat non videtur recte persolvere.

*Fol.* 32.

142. § 3 *per quas pers. nob. acq.* (v. *id vos*) Nota. Quia cum servus possidet, dominus possidere videtur.

[143. (v. *usucapio*) Quia usucapio ex possessione descendit.

144. § 4 *eod.* (v. *fructuarius*) Is, qui usumfructum habet, non videtur esse possessor.

145. (v. *re vestra*) Hæc enim per procuratorem nobis acquiruntur, si nostro nomine traditæ fuerint res procuratori.

*Fol.* 33.

146. § 6 *eod.* (v. *sive cuius*) Id est contra tabulas testamenti, scilicet ut rumpatur.

147. *Pr. de test ord.* (v. *testamentum*) Nota. Testamentum dictum, quod testatio mentis est.

148. § 1 *eod.* (v. *procinctum*) Id est expeditio armata militaris.

149. (v. *puberibus*) Qui testamentarii sunt ut puberes esse debent et cives Romani.

150. § 6 *eod.* (v. *testam. factio*) Testamenti factionem habere videntur, quibus licet facere testamentum, aut licet de testamento adquirere.

151. (v. *cui bonis*) Hoc autem de prodigo intelligendum est ; cui iure bonorum suorum administratio interdicta est.

152. (v. *intestabilemque*) Intestabiles sunt qui subscriptiones suas perfide negant.

Digitized by Google

153. § 7 *eod.* (v. *liber existimabatur*) Nota. Quando plus est, quod in opinione est, quam in veritate, et quando servus intestabilis non est, et quando is qui testamenti factionem non habet testimonium dicere potest.

154. (v. *status quæstionum*) Nota. Quando is, qui status controversiam patitur, pro libero non habetur.

155. § 9 *eod.* (v. *post missionem*) Missio est, cum quis de militia cadat infirmitate vel senectute occupatus.

*Fol.* 37.

[156. (v. *domesticum*) Etiam jure civili domestici testimonii fides improbatur.

157. § 10 *eod.* (v. *sibi quodammodo*) Nota : Quia nemo potest sibi testimonium dicere.

158. § 11 *eod.* (v. *legatariis*) Nota : Quia legatarii et fideicommissarii non sunt juris successores.

[159. § 12 *eod.* Tabulæ testamenti inde appellatæ sunt, quia inter (ante?) chartarum membranarumve usum in dolatis tabulis non solum testamenta, sed etiam epistolarum colloquia scribebantur; unde et portatores earum tabularii vocabantur.

160. (v. *nihil*) Nota : nihil interesse in qualibet materia factum fuerit testamentum.

161. § 13 *eod.* (v. *pluribus*) Nota : Plura posse fieri testamenta.

[162. § 14. (v. *sine scriptis*) Sine scriptis ordinare iure civili. Bene dixit iure civ. Sed quæritur, cur non iure Prætorio dixit, prætor enim numerum testium statuit et signacula. Respondemus ideo dixit iure civ., quia teste iure civ. reperti sunt et hic inscriptum testamentum significat, et propter hoc testes necessarii sunt, non signacula.

*Fol.* 38.

163. *Pr. de militari testamento* (v. *quoquomodo*) Quoquo enim modo voluerit scribat vel unde voluerit ut etiam de sanguine suo et vagina.

164. § 2 *eod* (v. *quinimo*) Quod mutus et surdus miles testamentum facere potest, in hoc intelligendum est, qui post datam militiam mutus et surdus est factus, alioquin prius militare non potuit.

Digitized by Google

165. § 3 *eod.* (v. *post missionem*) Missionum duo genera sunt : turpe et honestum. Turpe est quum quis ex acie fugiens militia pellitur ; honestum est quotiens causarum (casu?) amissa fuerit veluti quum quis infirmitate impeditus militare non possit, aut quum quis veteranus effectus est.

*Fol.* 39.

166. § 6 *eod.* (v. *castrensia*) Castrensia peculia sunt quæ ex largitate imperatoris dantur, vel salaria quæ accipiunt medici, vel memoriala, quæ clerici exceptis lectoribus, advocatis (advocati?) vel alii scholastici ex advocatione, vel assessores [a].

167. *pr. quibus non permittitur* (v. *parentes*) Nota : quia filius familias nec consentiente patre potest facere testamentum.

168. *pr. quibus non permitt.* (v. *Aliter*) Respexit ad illud quod creditores ejus illud peculium consequi nequeunt.

169. (v. *peculia*) Nota. Et filiorum peculia dici quomodo et servorum.

170. (v. *sacris const.*) Id est peculiis castrensibus et quasi castrensibus.

*Fol.* 40.

[171. § 4 *eod.* In libro sexto Codicis cap.... constitutione Divus Justinus introduxit, qua cavetur [b] : si quis cœcus efficitur, et testamentum sive inter vivos, sive in exordio mortis agere maluerit, vel a nativitate cœcus testamentum condere optaverit, præsentibus septem testibus, quos aliis quoque testamentis interesse rectum est, tabulario etiam, ut cunctis ibidem collectis primum ad se convocatos omnes sine scriptis testetur doceat, deinde exprimat nomina specialiter hæredum, et dignitatem singulorum, et indicia. Sed quia tabulariorum copia non in omnibus locis datur quærentibus jubemus ut ubi tabularius reperiri non possit octavum adhibeat testem.

172. § 5 *eod.* Nota. Testamentum quod apud hostes

*a.* Cf. Petri except. leg. Rom. I. 20.

*b.* L. 8 C. qui test. (6. 22).



Digitized by Google

multas sed alterius cujuscunque generis dicit species.

76. *eodem* (v. *quod si casu*) Velut terræ motu.

77. § 27 *eodem* (v. *electrum*) aurum et argentum commixtum, quod aurum palliolum dicitur.

*Fol.* 21.

78. § 30 *eodem* (v. *non ignorabat*) i. e. si sciens in alienum fundum ædificaverit.

79. (v. *constituto*) i. e. inmisso.

80. § 31 *eodem* (v. *alienam plantam*) Nota plantam solo cedere.

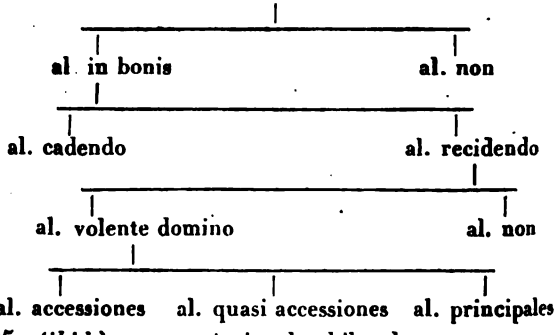
*Fol.* 22.

81. § 33 *eodem* (v. *ac si*) i. e. quemadmodum.

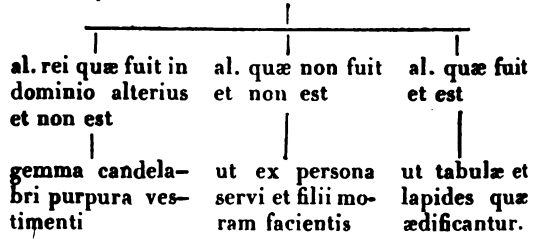
82. § 34 *eodem* (v. *utilis actio*) utilis actio ideo dixit, i. e. directa, quam petitori dat, ad quem dominium voluit pertinere.

[83. (*ibid.*) Utilis actio est, quæ contra tenorem rationis utilitate quorumdam introducta est.

[84. (*ibid.*) . . Rerum




[85. (*ibid.*) . Actio ad exhibendum




Digitized by Google

[86. § 35 *eod.* (v. *percepit*) (Interlin.) Vel quoquo modo a solo separavit.

*Fol.* 23.

[87. § 36 *eod.* (v. *perceperit*) (Interlin.) non enim sufficit a solo separari nisi percipiantur.

88. (v. *fere*) Fere ideo dixit, quia si fructuarius dum sunt fructus decesserit ad proprietarium pertinent, colonus autem si mortuus fuerit, ad heredes ejus pertinent, et consuetam heredes explent pensionem, hic autem colonus conductor intelligendus est.

89. §. *eod.* (v. *demortuarum.*) Sed tunc debet arbores vel vineas fructuarius reparare, si eius negligentia fuerint demortuæ.

90. §. 39 *eod.* (v. *thesauros*) Thesaurus est pecuniæ veteris depositum, cuius dominus non commemoratur[a].

[91. (v. *non data*) Quod si data ad hoc opera invenerit, non modo nil inde consequitur, sed etiam punitur.

92. § 40 *eod.* Stipendiaria prædia appellantur, quæ ad stipem, hoc est, ad victum pauperum proficiebant: tributaria, quæ onera tantum fiscalia persolvebant, nam tributum est gravis pensio quæ persolvitur Cæsari.

*Fol.* 24.

93. § 44 *eod.* (v. *commodavit*) i. e. præstitit.

94. § 48 *eod.* (v. *in tempestate*) Nota: Res naufragio perditas aut in littore inventas, aut in ipso mari nactas lucrandi animo quis abstulerit, furtum committit.

95. § 1. *De rebus incorp.* (v. *homo*) Hominem abusive posuit, tantum enim servus debet intelligi; quæritur autem, quare servum modo posuisset in rebus, dummodo sciamus, aliud esse res, aliud esse personas, aliud actiones; et dicimus, quia superius ideo est positum, ut discretionem homines, qui naturaliter erant liberi, acciperent; hic autem ideo est positus servus, quia si personam habet acquiri potest, sicut ei res.

*a.* L. 31 § 1 D. de adqu. rer. dom. (41. 1).

Digitized by Google

[96. (v. *natura*) (interlin) licet non actu.

97. § 2 *eod.* (v. *obligationes*) obligatio est iuris vinculum, quoquo modo, id est, sive re, sive verbis, sive litteris, sive consensu : re, ut datione pecuniæ : verbis, cum aliquo stipulanti promittimus : litteris, cum aliqua sine datione rei promissæ per biennium obligamur : consensu, ut emptionibus venditionibus.

98. (v. *nec ad rem*) i. e. ad naturam.

*Fol.* 25.

99. (v. *plerumque*) Ideo dixit plerumque, quia quum jus aliquod stipulati fuerimus incorporeum est; utputa si quis nobis usumfructum promiserit.

100. § 1 *de servitutibus* (v. *omnia urbana*) Nota : urbana prædia dici etiam quæ in villis ædificantur.

101. (v. *servitutes sunt hæ*) Duobus modis servitutes intelliguntur, i. e. faciendo et non faciendo. In faciendo, ut si quis stillicidium recipiat ; in non faciendo, ut si quis per testamentum præcipiat ne altius ædes ipsius attollat, ne luminibus vicini officiat.

102. (v. *ut stillicidium*) Stillicidium dicitur aqua, quæ paullatim de tecto cadit; flumen, quotiens totius tecti aqua per unum locum influit.

203. § 2 *eod.* (v. *adpulsum*) i. e. appulsionem.

104. § 4 *eod.* Servitutes tribus modis fiunt : pactionibus, stipulationibus et per testamenta. Pactionibus hoc modo : si quis habens duas domos et eo pacto donet ut onera vicini sui suscipiat; stipulationibus ita ut si quis ita domum vendat et ab emptore servitutes suscipiat; testamento veluti si quis heredem suum damnet, ne vicini lumina ædificio suo tollat.

105. *pr. de usufr.* (v. *substantia*) Substantiam proprietatem intelligit.

106. (v. *ius in corpore*) Quæritur quare hic ius ususfructus in corpore reddit, dum superius incorporalem usumfructus esse dixit ? Sed dicimus quia ipsum ius incorporale est, ea vero quæ continentur corporalia sunt.

Digitized by Google

*Fol.* 26.

[107. § 2 *eod.* (v. *satisdet*) Satisdare i. e. fideiussoribus interpositis cavere.

108. § 3 *eod.* (v. *per modum*) Per modum hic intelligitur, ut si quis testamento heredi suo aliquid præcipiat facere, et prætermiserit; per tempus, quod præsente usufructuario si alius quis decem annis bona fide possederit; absente vero XX annis finitur ususfructus; de mobilibus vero tribus annis.

109. (v. *extraneo*) Quia extraneo usumfructus non potest usufructuarius cedere propter regulam quæ dicit, ususfructuarius usumfructuarium facere non potest; nam si extraneæ personæ usumfructum concesserit, nihil agit.

[110. (v. *nihil agitur*) (Interlin.) Ostendit rerum incorporalium non traditionem sed cessionem fieri, quia nihilominus manet fructuarii.

111. *pr. de usu et habit.* (v. *nudus*) Nudus usus est jus aliquod diversis modis consistens, quod mihi alienæ rei usum non fructum habere permisit.

[112. (v. *desinit*) Item si cum usufructuario servi agatur noxali judicio, et ipse servum non defendit, amittit usumfructum ejus ut in L. II. dig. t. si noxali causa agatur [a].

*Fol.* 27.

113. § 5 *eod.* (v. *sed si cui habitatio.*) Aliquanti quæsierunt, utrum usum an usumfructum vocarent, quia neutrum eorum est, sed habet jus aliquod proprium. Nam hoc commune est ususfructui, quia qui habet habitationem possit et concedere et ibidem manere. Distat autem in hoc, quia non illi licet eam alicui donare ut ibidem maneat, quo modo usufructuario. In hoc autem commune est, quia qui habet usum in aliqua domo possit ibidem et ipse habitare, quomodo qui habet habitationem. Hæc autem est differentia; quia qui habet usum concedere non potest, qui habet habitationem potest eam concedere. Est et alia differentia inter habitationem et usumfructum, quia

a. L. 3 D. si ex nox. (2. 9)

Digitized by Google

usufructus capitis deminutione finitur, habitatio non extinguitur, sicut libro tertio de judiciis Digestorum invenies [a].

114. § 6 *eod.* (v. *jure gentium*) Quæritur quare servitutes et usumfructum ex gentium jure posuerit, dum constent stipulationes sicut superius exposuimus ex civili jure descendere : et dicimus ex gentium quidem jure ista descendere, per stipulationem vero ex civili jure posse dilatari.

115. Tit. *de usucap.* Usucapio est adjectio dominii legaliter bona fide possidenti.

116. *princ. eod* (v. *certo loco*) Id est in Italico solo.

117. (v. *inter præsentes*) Præsentes enim sunt non solum si in una civitate sunt, verum etiam si in una provincia.

*Fol.* 28.

118. § 1 *eod.* (v. *liberum hominem*) Nota : Quia possidere liberum dixit, dumquando in eum possessio non sit.

119. (v. *servum*) Nota : servum fugitivum nullo tempore usucapi posse, quia se ipse furari videtur, et ideo non usucapitur, sicut omnes res quæ furtivæ sunt.

120. § 7 *eod.* (v. *eorum qui*) Id est ipsi committunt furtum qui possident.

*Fol.* 29.

121. § 8 *eod.* Aliquando etiam furtiva res et vi possessa usucapi potest, veluti si equum quidam meum mihi furatus sit, tradidit secundo bona fide accipienti, usucapere eum secundus non poterat, quia furtiva res erat. Fugiit ergo equus et ad me rediit, purgatur in equum illud vitium furti. Quod si casu ergo de ejus dominio cadam, et ad secundum equus ipse venerit, usucapio competit, eadem dicimus et si vi possessa res bona fide ematur.

122. § 11 *eod.* (v. *error autem*) Quia si tutor rem alienam pupillo tradat, vel procurator domino, non poterit eam usucapere.

*a.* i. e. lib. VII. Dig. qui est tertius partis secundæ qua de judiciis agitur.

Digitized by Google

123. § 12 *eod.* (v. *ipse*) Subaudis heres vel bonorum possessor.

124. § 13 *eod.* (v. *inter venditorem*) Nota. Ut si venditor bona fide usucapere cœperat, emptori usucapio continuetur.

125. § 14 *eod. Sive experiantur.* id est ipsi conveniant; sed dicit quis quomodo potest fieri, ut si dominus factus sit ipse conveniat alium, et dicimus posse fieri si quolibet modo ceciderit.

[126. *pr. de donationibus.* (v. *Est et aliud*) Ideo inter adquisitiones posita est donatio, quia inter veteres non aliter robur accipiebat nisi traditio sequeretur quæ est dominii adquisitio.

127. (v. *donationum*) Donatio est voluntaria et larga datio ex nulla necessitate sumens originem.

[128. § *eod.* (v. *mortis*) (Interlin.) scilicet propinquæ vel ex longinquo venturæ.

129. (v. *humanitus*) Humanitus quod dixit, dè morte accipiendum est, quia et si dicat si quid mihi contigerit, de morte intelligendum est, sicut libro L. Digestorum invenies.

*Fol.* 30.

130. (v. *donatum sit*) L. XXIIII t. 1. Jabolenus L. XI epistolarum [a]). Donec vir aut moriatur aut suspicionem mortis propter quam donavit liberetur L. XXII t. de usuris Paulus libro.... Pla... [b]) idemque est si mortis causa fundus sit donatus et revaluerit qui donavit atque ita condictio nascatur. Item L. XV. t. 1. Julianus [c]). Non omnis numeratio, et post alia : Nam et is qui mortis causa pecuniam det non aliter obligabit accipientem quam si extitisset casus in quem obligatio collata fuisset, veluti si donator convaluisset aut is qui accipiebat prior decessisset. Item L. XXIII. in t. de jure dotium. Idem Triphonius L. nono disputat. [d]). Si pater mulieris suæ mortis causa dotem

*a.* L. 20 D. de don. int. vir. (24. 1).

*b.* L. 38 § 3 D. de usuris (22. 1).

*c.* L. 19 pr. D. de reb. cred. (12. 1).

*d.* L. 76 D. de jure dot. (23. 3).

Digitized by Google

promiserit valet promissio; nam et si in tempus quo et ipse moreretur promisisset obligaretur; sed si convaluerit cur ei non remittatur obligatio per condictionem, nam ut corporis vel pecuniæ translatæ ita obligationis constitutæ mortis causa condictionem. Item et l..... t. de conditionibus institutionum. Ulpianus. [a]) et in mortis causa donationibus dicendum est edicto locum esse. Si forte quis caverit nisi jurasset se aliquid facturum restiturum quod accepit.

[131. § 1 *de donationibus* (v. *fere legatis*) (interlin.) Quantum enim ad constitutionum differentiam.

132. (*ibid.*) fere dixit, quia filius familias habens castrense peculium donationes quidem mortis causa facere potest, legatum vero relinquere non potest, et quia legata annalia singulas actiones singulis annis pariunt, donationes vero una actione petuntur.

[133. § 2 *eod.* (v. *ad exemplum*) Differt a legato donatio causa mortis in eo quod ab ipso donatore res traditur, legatum vero non antea legatario traditur, quam si prius hereditas adeatur et postea a herede legatario tradatur.

134. (v. *traditionis necessitas*) Nota: Donatori necessitatem impositam rem tradendi, quam donavit.

135. § 2 *de donat.* (v. *donationes invenit.*) Et quasdam donationes invenit, veluti si in redemptione captivorum vel ad reparationem domus, vel si magister militum ex spoliis bellorum donet militi, vel si D. solidorum donationes non excedant, insinuatione non indigent; idem est et si princeps largiatur.

136. (v. *ad uberiorem*) id est pleniorem exitum (id est plfnkprfm fxktxm.)

137. (v. *certis ex causis*) veluti si donatori iniuriam gravem fecerit usque ad cædem, vel si in adulterium eum accuset non sua causa, vel si adversus fiscum eum damnificet, vel si, cum pactus fuerit donatorem nutrire, pacti fregerit fidem.

a. L. 8 § 3 D. de cond. instit. (28. 7).

Digitized by Google

138. (*ibid.*) Nota. Quod donatori tantummodo permisit revocare donationem, non etiam heredi.

*Fol.* 31.

139. (*pr. quibus alien. licet*) (v. *vel obligatio*) Ex hoc excerpere possumus, quia hypotheca et obligatio idem est. (ippthfcb ft pblkgbtkp kdfm fst.)

140. § 2 *eod.* (v. *bona fide*) Id est si arbitrans eum perfectæ ætatis esse : quia sine tutoris auctoritate si quis a pupillo acceperit, non videtur mutuum constitisse.

141. (v. *recte dari*) Recte dari quantum ad utilitatem pupilli ; nam is qui dat non videtur recte persolvere.

*Fol.* 32.

142. § 3 *per quas pers. nob. acq.* (v. *id vos*) Nota. Quia cum servus possidet, dominus possidere videtur.

[143. (v. *usucapio*) Quia usucapio ex possessione descendit.

144. § 4 *eod.* (v. *fructuarius*) Is, qui usumfructum habet, non videtur esse possessor.

145. (v. *re vestra*) Hæc enim per procuratorem nobis acquiruntur, si nostro nomine traditæ fuerint res procuratori.

*Fol.* 33.

146. § 6 *eod.* (v. *sive cuius*) Id est contra tabulas testamenti, scilicet ut rumpatur.

147. *Pr. de test ord.* (v. *testamentum*) Nota. Testamentum dictum, quod testatio mentis est.

148. § 1 *eod.* (v. *procinctum*) Id est expeditio armata militaris.

149. (v. *puberibus*) Qui testamentarii sunt ut puberes esse debent et cives Romani.

150. § 6 *eod.* (v. *testam. factio*) Testamenti factionem habere videntur, quibus licet facere testamentum, aut licet de testamento adquirere.

151. (v. *cui bonis*) Hoc autem de prodigo intelligendum est; cui iure bonorum suorum administratio interdicta est.

152. (v. *intestabilemque*) Intestabiles sunt qui subscriptiones suas perfide negant.

Digitized by Google

153. § 7 *eod.* (v. *liber existimabatur*) Nota. Quando plus est, quod in opinione est, quam in veritate, et quando servus intestabilis non est, et quando is qui testamenti factionem non habet testimonium dicere potest.

154. (v. *status quæstionum*) Nota. Quando is, qui status controversiam patitur, pro libero non habetur.

155. § 9 *eod.* (v. *post missionem*) Missio est, cum quis de militia cadat infirmitate vel senectute occupatus.

*Fol.* 37.

[156. (v. *domesticum*) Etiam jure civili domestici testimonii fides improbatur.

157. § 10 *eod.* (v. *sibi quodammodo*) Nota : Quia nemo potest sibi testimonium dicere.

158. § 11 *eod.* (v. *legatariis*) Nota : Quia legatarii et fideicommissarii non sunt juris successores.

[159. § 12 *eod.* Tabulæ testamenti inde appellatæ sunt, quia inter (ante?) chartarum membranarumve usum in dolatis tabulis non solum testamenta, sed etiam epistolarum colloquia scribebantur; unde et portatores earum tabularii vocabantur.

160. (v. *nihil*) Nota : nihil interesse in qualibet materia factum fuerit testamentum.

161. § 13 *eod.* (v. *pluribus*) Nota : Plura posse fieri testamenta.

[162. § 14. (v. *sine scriptis*) Sine scriptis ordinare iure civili. Bene dixit iure civ. Sed quæritur, cur non iure Prætorio dixit, prætor enim numerum testium statuit et signacula. Respondemus ideo dixit iure civ., quia teste iure civ. reperti sunt et hic inscriptum testamentum significat, et propter hoc testes necessarii sunt, non signacula.

*Fol.* 38.

163. *Pr. de militari testamento* (v. *quoquomodo*) Quoquo enim modo voluerit scribat vel unde voluerit ut etiam de sanguine suo et vagina.

164. § 2 *eod* (v. *quinimo*) Quod mutus et surdus miles testamentum facere potest, in hoc intelligendum est, qui post datam militiam mutus et surdus est factus, alioquin prius militare non potuit.

Digitized by Google

165. § 3 *eod.* (v. *post missionem*) Missionum duo genera sunt : turpe et honestum. Turpe est quum quis ex acie fugiens militia pellitur ; honestum est quotiens causarum (casu?) amissa fuerit veluti quum quis infirmitate impeditus militare non possit, aut quum quis veteranus effectus est.

*Fol.* 39.

166. § 6 *eod.* (v. *castrensia*) Castrensia peculia sunt quæ ex largitate imperatoris dantur, vel salaria quæ accipiunt medici, vel memoriala, quæ clerici exceptis lectoribus, advocatis (advocati?) vel alii scholastici ex advocatione, vel assessores [a].

167. *pr. quibus non permittitur* (v. *parentes*) Nota : quia filius familias nec consentiente patre potest facere testamentum.

168. *pr. quibus non permitt.* (v. *Aliter*) Respexit ad illud quod creditores ejus illud peculium consequi nequeunt.

169. (v. *peculia*) Nota. Et filiorum peculia dici quomodo et servorum.

170. (v. *sacris const.*) Id est peculiis castrensibus et quasi castrensibus.

*Fol.* 40.

[171. § 4 *eod.* In libro sexto Codicis cap.... constitutione Divus Justinus introduxit, qua cavetur [b] : si quis cœcus efficitur, et testamentum sive inter vivos, sive in exordio mortis agere maluerit, vel a nativitate cœcus testamentum condere optaverit, præsentibus septem testibus, quos aliis quoque testamentis interesse rectum est, tabulario etiam, ut cunctis ibidem collectis primum ad se convocatos omnes sine scriptis testetur doceat, deinde exprimat nomina specialiter hæredum, et dignitatem singulorum, et indicia. Sed quia tabulariorum copia non in omnibus locis datur quærentibus jubemus ut ubi tabularius reperiri non possit octavum adhibeat testem.

172. § 5 *eod.* Nota. Testamentum quod apud hostes

*a.* Cf. Petri except. leg. Rom. I. 20.

*b.* L. 8 C. qui test. (6. 22).



Digitized by Google

factum est, non valere, quia constat servum fuisse qui apud hostes decessit.

173. (*ibid.*) Jus autem accrescendi est deminutio rerum relictarum hæredi propter accessionem aliarum personarum; ut puta duo filii hæredis relicti, tertius præteritus in tertia hæreditatis parte succedit. Hoc autem dicit quia non infirmabant testamentum, sed jus accrescendi habebant : quod autem hoc est exponimus. Si quis extraneum hæredem dimittebat, hos autem præteribat, non rumpebant testamentum, sed tollebant hæredi mediam partem, et sic omnes mediam : si autem filius erat, non mediam accipiebat, sed si verbi gratia duo essent præteriti, quaternas uncias omnes tollebant, sed et si multi essent, secundum portionem suam cum hoc partiebantur.

[174. § 3 *eod.* (v. *emancipatos*) Nota. Emancipatos liberos jure civili ad bona parentis non admissos.

175. (*ibid.*) Bonorum possessio est jus aliquod quod me facit defuncti rem aut possidere aut expetere.

[176. § 4 *eod.* (v. *emancipati*) Nota Emancipatos adoptivos jure civili non admissos ad bona adoptivi patris.

*Fol.* 42.

177. § 5 *eod.* (v. *nostra vero const.*) Abhinc utilia sunt.

[178. (*ibid.*) Nota. Novam a vetere divisam.

179. (v. *per virilem*) Nota. Quia avus maternus necesse non habet nepotes suos exhæredare vel hæredes instituere.

[180. § 7 *eod.* (v. *mater*) Nota. Constitutionem hanc esse correptam ab alia quæ in Novellis posita est et nuncupatur nemo pater aut mater [a].

181. § 2 *de hæred. inst.* Servus domino mortuo potest hæreditatem suscipere, quæ illi ab aliena persona fuerat relicta, quamvis dominum non habeat quo jubente possit accipere; hæreditas enim locum defuncti tenere videtur antequam alter eam accipiat.

182. (v. *hæreditariis*) Bene dixit hæreditarios servos, cum et alii sunt servi qui non hæreditariis servis id

*a* Julian. Const. 107 C. 3 : « *Neque* pater aut mater, » etc.

Digitized by Google

est inter hæreditatem deputatis cujuscunque dinumerantur, ut servi publici vel ecclesiarum vel pœnarum.

[ 183. § 5 *eod.* (v. *habent autem*) (Interl.) Non s. illæ partes XII. nominantur unciæ, sed et hæ partes quæ inferius numerantur sua habent nomina, et omnis hæreditas habet has partes, licet non actu potestate tamen.

184. (v. *et si unum*) Nota. Quod nullus potest partem testari partem vero non, propter regulam quæ præcipit si partem testatus fuerit et partem non, tunc statutum est ut illa pars ad illos pertineat quibus alia pars est relicta. Nam videtur in illam partem tota hæreditas collata fuisse. Si enim in sex uncias fecerit testamentum, in totas duodecim fecisse dinoscitur.

*Fol* 44.

185. § 6 *eod.* (v. *ita demum*) Id est in hoc casu.

186. (v. *distributio*) Id est ut testator dicat quas partes habere unumquemque heredem velit.

187. § 8. *eod.* (v. *dipondio*) Duæ libræ dupondium est, vel quidquid duobus pertinet dipondium appellatur.

188. § 10 *eod.* (v. *Impossibilis*) Impossibilis conditio in ultimis voluntatibus non valet, in contractibus vero valet.

[ 189. tit. *de vulgari substitut.*) Nota : Vulgaris substitutio est quæ palam facta plures gradus heredum facit; ut puta si quis dicit in testamento : Titius esto heres meus, et si Titius heres non sit, Mevius heres meus esto.

*Fol.* 45.

190. *pr. eod.* (v. *in subsidium*) Id est in solatium vel adjutorium.

191. § 2 *eod.* (v. *invicem*) Hæc est differentia inter pupillarem substitutionem et furiosi, quia in pupillari substitutione tantum pater poterit filio sive nepoti, qui in locum filii succedit, heredem relinquere; in furiosi autem substitutione poterit et mater et..... maternus heredem instituere.



Digitized by Google

[192. § 2 *eod.* (v. *substituerit*) Verbi gratia si quatuor ex disparibus partibus scripti fuerint heredes, et quidam ex iis in octo unciis et alii in quatuor, et invicem substituti fuerint, nullam habens partium in substitutione commemorationem testator, et substituerit ita : ut si illi adire aut noluerint aut non potuerint, alii duo heredes fuant, tunc uno eorum qui ex quatuor fuerint substituti, et alio eorum qui ex octo, hereditatem recusantibus, duo autem ex eis hereditatem adeuntes tantam partem in substitutione consequantur, quantam in institutione capere permissum est.

193. (v. *invicem substituerit*) Quod si plures in substitutione nominati sint, et non addiderit testator quis cui substitutus est, vel quis quota ex parte succedere debeat, tunc omnibus recusantibus, substituti ex æqua parte succedunt.

194. § 3 *eod.* (v. *Sed si instituto*) Ut puta primus et secundus hæres estote, si primus heres non fuerit, secundus heres sit, si secundus heres non fuerit, non illi primus substituatur, sed Titius quidam. In hoc casu si secundus heres non existat, Titius quantum ad subtilitatem in secundi tantum parte succedit. Si enim nec primus heres existat, licet Titius in secundi tantum parte sit substitutus, attamen quia et primo secundus fuerat substitutus, in cujus loco Titius successit invenitur utrisque Titius substitutus.

195. § 4 *eod.* (v. *admittitur*) Nota : Quando substituto adeunte hereditatem institutus cum eo ex æquo in hereditatem accedit.

196. (v. *subjectus*) Id est, si neque ipse neque ille qui eum quoquomodo in potestate habuerit heres erit; tunc substitutus ad totam hereditatem admittitur.

197. (v. *Parthenii*) Ut mediam hereditatem Parthemius habeat, et mediam substitutus.

*Fol.* 46.

198. *pr. quibus mod. testam. inf.* (v. *testamentum*) Testamentum vocatur, quia nisi testator mortuus fuerit, nec confirmari potest, nec sciri quid in eo

Digitized by Google

scriptum est, et ideo dictum est testamentum, quia non valet, nisi post monumentum testatoris. Unde et apostolus testamentum in quibus (in qb.) in mortuis confirmatur [a]. Testamentum sane in scripturis sanctis non hoc solum dicitur, quod non valet nisi testatoribus mortuis; sed omne placitum testamentum vocabant: nam Laban et Jacob testamentum fecerunt, quod utique etiam inter vivos valeret. Tabulæ testamenti ideo appellatæ sunt, quia inter chartarum membranarumve usum in dolatis tabulis non solum testamenta, sed etiam epistolarum colloquia scribebantur, unde et portitores earum tabularii vocabantur. Testamentum iure civili est quinque testium subscriptione firmatum; testamentum est iuris prætoris quinque testium signis signatum, sed illud apud cives fit, ideo civile, istud apud prætorem, ideo iuris prætorii.

199. (*ibid.*) Nuncupatio est, quam in tabulis cerisque testator recitat, dicens: Hæc ut in his tabulis cerisque scripta sunt, ita dico, ita lego, itaque vos, cives Romani, testimonium mihi præbete, et hoc dicitur nuncupatio; nuncupare est enim palam nominare, confirmare [b].

200. (v. *irritumve*) Irritum testamentum est, si is, qui testatus est, capite deminutus sit, aut si non recte factum sit.

201. § 2 *eod.* (v. *ex eo*) Id est, ex posteriore.

*Fol.* 47.

202. § 5 *eod.* (v. *non iure*) Si scriptura quidem profertur, et legitimo modo non sit perfecta, id est sine testibus, non valet testamentum, nec imperator heres efficitur, cum non sit legibus roborata propter testes, qui aut non fuerunt, aut minus septem fuerunt sicut supra cautum est.

[203. § 7 *eod.* (v. *valere*) (interlin.) Quia quæ solennitate fiunt voluntate sola infirmari non possunt.

a. Hebr. IX. 17.

b. Isidor. orig. V. 24.

Digitized by Google

204. § 8 *eod.* (v. *heredis nomen*) Si tamen in non scriptis voluerit testari.

205. (v. *legibus*) Nota : principes legibus vivere.

[206. *pr. de inoff. test.* (v. *de inofficioso*) Inofficiosum testamentum quod frustra liberis exheredatis sine officio naturalis pietatis in extraneas personas reductum est.

207. § 1 *eod.* (v. *turpibus*) Turpes personæ sunt aurigæ, pantomimi, et huius officii personæ.

*Fol.* 48.

208. (v. *ultra fratres*) Alii enim cognati vel affines agere non possunt.

209. § 2 *eod.* (v. *alio iure veniunt*) Qui aliquam partem hereditatis habet, quocunque modo de inofficioso agere non potest.

210. § 3 *eod.* (v. *si nihil*) Quia qui aliquam partem hereditatis habet, quoquo modo de inofficioso agere non potest.

211. § 4 *eod.* (v. *si tutor*) Quidam duos filios habuit, et eos exheredatos reliquit, unum iam legitimum, alterum vero pupillum, ille autem maior tutor minoris factus est; sed si voluerit agere de inofficioso, suo nomine et victus fuerit fratris sui legatum non amittit, et contra si fratris sui nomine agat et superetur, legatum suum non perdit.

212. § 7 *eod.* (v. *quod autem*) Quod autem de quarta dixit, extra intelligendum est, quod ex constitutione novella dicitur, quæ ab uno usque ad quatuor filios ad tertiam partem hereditatis admittit, si plures sint ad mediam [a].

213. § 1 *de hæred. qualitate* (v. *veneant*) Quia lex secundam venditionem prohibet fieri.

*Fol.* 49.

214. § 2 *eod.* Similiter ideo dixit quia liberorum bona atque servorum possidentur a creditoribus si non satis faciant.

*Fol.* 50.

215. § 3 *de legatis* (v. *deest*) Hoc deerat legatis, quia

*a.* Nov. 18 C. 1. Julian. Const. 34 C. 1.

Digitized by Google

legata non nisi aliquibus verbis dimittebantur, fideicommissa autem quibuscunque relinquebantur; hoc autem erat amplius in legatis quam in fideicommissis, quia fideicommissa ex voluntate hæredis dabantur nec cogebatur si noluisset : legata vero modis omnibus necessario debebantur. Merito nunc exæquanda sunt, quia legata quibuscunque verbis possunt sicuti fideicommissa dimitti, et fideicommissa necessitatem in se continent legatorum.

216. (v. *et si quid*) Nota. Quia per omnia legata similia sunt fideicommissis.

217. § 4 *eod.* (v. *aliena*) Ideo dixit aliena quia res hæredis quasi propria videtur esse testatoris.

218. (v. *quod autem*) Nota. Si res aliena legata sit.

219. (v. *alienam*) Extra intelligendum est, quia si rem non extraneis legaverit, veluti si patri aut matri licet nesciat alienam, valet tamen legatum.

220. § 5 *eod.* Si rem obligatam legaverit hæres, luendi necessitatem habet.

221. § 6 *eod.* (v. *emptionis*) Ut pretium accipiat quod dedit in proprietate, ususfructus autem pertinet ad proprietarium.

222. (v. *lucrativas*) regula dicit, duas lucrativas causas in eundem hominem et eandem rem concurrere non posse.

223. § 7 *eod.* (v. *futura*) siquidem in anno vel biennio futuros fructus dicit, nam si absolute dicat fructus illius fundi, poterit ususfructus intelligi.

224. § 8 *eod.* (v. *conjunctim*) In verbis conjunctim res legata est. Dicimus quia potest unus per actionem in rem legatum expetere, et alter non per actionem ex testamento competentem sibi partem petere. In his vero quibus res disjunctim legata est, affectus testatoris consideretur, ut si quidem si aperte a primo legatario aufereus hoc secundo relinquit, dicimus secundum totum auferre : sin autem non animo auferendi hoc secundo legaverit, unusquisque eorum competentem sibi portionem accipiat. Sed ita tunc dicitur, nisi forte ex ipsa scriptura testamenti manifestius apparet, voluisse testatorem utrisque solidum legatum dari : tunc enim unus quidem ipsam rem, alter vero exis-

Digitized by Google

timationem (l. æstimationem) ejus accipiet : electio autem ei dabitur, qui primum legati petendi mentionem fecit.

*Fol.* 52.

225. § 7 *de fideic. hæred.* (v. *repetere*) Nota. Quartam partem ab hærede si tamen voluerit retinendam; et eo amplius ut et soluta repetere possit.

226. (v. *damno*) Nota. Quia nullum nec damnum nec commodum debet habere hæres, qui coactus est adire hæreditatem et restituere fideicommissario.

*Fol.* 53.

227. § 9 *eod.* (v *maxima*) ut si quis ita dicat maximam partem retine tibi : ut si habuit substantiam mille solidorum, domum vero octingentorum, in auro autem ducentos, et ita dixerit : domum retine, aliud vero fideicommissario trade.

228. § 12 *eod.* (v. *legitimus*) Nota. Quia in fideicommissis quinque testes sunt necessarii.

229. (v. *a legatario*) i. e. ut legatarius ex legato partem restituat fideicommissario, nec non et fideicommissarius ex fideicommisso partem similiter restituat.

*Fol.* 54.

230. § 1 *de sing. reb. p. fideicomm. relict.* (v. *inutiliter*) Inutiliter ideo dixit, quia sæpius legitur damnosa legata non valere.

231. (v. *cum autem*) Nota : Si res aliena relicta sit.

232. § 2 *eod.* (v. *si modo nihil*) Quod si aliquid ipse ex testatoris voluntatæ percepit, videtur casus voluntati consensisse, nec interest utrum amplius quam servus valeat percepit, et hos casu vendere non manumittere cogitur.

233. (v. *Qui autem*) Nota : Quæ differentia sit in libertis, utrum testatoris sint an heredis.

234. (v. *Directa autem*) Nota : Quæ sint directæ libertates.

*Fol.* 55.

235. *pr. de codicillis* (ad fin. pr.) Quia non est tanta solemnitas in codicillis, nam in codicillis quinque tantum testes requiruntur.

Digitized by Google

236. § 1 *eod.* (v. *sed et intestato*) Si sciat, quis agnatorum vel cognatorum ei ab intestato succedat.

237. § 2 *eod.* (v. *directo*) Directo addit, ut emendaret regulam.

238. (v. *substituere directo*) Quia substitutio etsi inferiore gradu directo tamen hereditatem dat, quod per codicillos fieri non potest.

239. § 3. *eod.* Id est, sive primi sive posteriores fuerint, unam et eandem firmitatem habebunt.

*Fol.* 56.

240 *pr. de hæreditat. quæ ab intestato* (v. *Intestatus*) Nota : Qui sunt intestati intelligendi.

241. § 2 *eod.* (v. *adoptivi*) Hic adoptivi generaliter dixit, id est sive transeant in potestatem sive non, nam ii, qui non transeunt in potestatem, in hereditatem succedunt patribus adoptivis, sicut libro L. constitutionum invenies [a].

242. (v. *progeniti*) Id est, qui non nascendo sed legis remedio fiunt.

*Fol.* 57.

243. (v. *nec curatores*) Nota : Quando sine tutoris auctoritate pupillus potest vocari ad hereditatem, et furiosus sine consensu curatoris.

[244. (v. *perduellion.*) Id est contrarius majestatis, debitor criminis majestatis. (Debktpr crkmkuks mbkfstbtks).

[245. (v. *memoria ejus*) id est recordatio vel testamentum eius confunditur.

246. (v. *eum fiscus*) Nota : et si fiscum successorem vocari, quia quamvis suus heres appareat potest ei auferri hereditas. Post mortem enim tyranni culpa non extinguitur tyrannidis.

247. § 7 *eod.* (v. *solus*) Ex hoc, quod dixit, solus, quia si alius inveniretur, ipse succederet ei et exheredatio non officeret ei, sed vide in Novellis quid dicat constitutio prima.

248. § 8 *eod.* (v. *testamento suus*) Posthumus patris avo superstite non conceptus, nec suus heres est

*a.* L. 10 C. de adopt. (8. 48).

Digitized by Google

avo, nec ad bonorum possessionem ejus admittitur.

*Fol.* 58.

249. § 9 *eod.* (v. *sed prætor*) Nota : emancipatos beneficio Prætoris admissos.

250. (v. *utrum* ) Nota : Quid minus habent adoptivi a legitimis.

251. § 11 *eod.* Nota : Differentia adoptivorum et naturalium.

*Fol.* 59.

252. § 14 *eod.* In hoc capite cognoscit, filio, licet in adoptiva familia sit, naturalis parentis iura integra reservata.

253. (v. *ab intestato*) Si extraneæ personnæ in adoptionem aliquis datus fuerit, non potest ei aliter succedere nisi ab intestato decesserit, nam si eum et sine causa exheredaverit, non potest contra tabulas adoptivi patris bona petere.

*Fol.* 60.

254. § 14. *eod.* Nota. adoptionem firmo iure factam adrogationi similem dicit.

[255. § 15 *eod.* (v. *in aviæ vel proaviæ*) (Interlin.) Quum decedebat avia existente filio et nepote ex alio filio, ut in C. t. de legitimis heredibus.

[256. (v. *femina mortua*) (Interlin.) i. e. avia existente filio et nepote ex alio filio.

*Fol.* 61.

257. (*ibid.*) Nota : nepotes ex filia omnibus agnatis anteponi.

258. *Pr. de leg. agnat. succ.* Modo tractat si desunt et sui vel quos Prætor aut constitutiones suos esse voluerint.

259. § 1 *eod.* (v. *Patrueles*) Nota : Fratres patrueles consobrinos dici.

*Fol.* 62.

[260. § 3 *eod.* (v. *ultro citroque*) Adverbium loci est et componitur ex ultro et que et citro ; ultro id est de la, citro de cia.

261. (v. *subtilitate* ) Subtilitas juris civilis viros potius eligebat quam feminas.

Digitized by Google

[262. (*v. differentium*) Hæc differentia cavenda est ubi supra dicit, quod ad feminas vero ita placebat juxta quod p. dicit.

*Fol.* 63.

263. § 4 *eod.* (v. *avunculi*) Nota. avunculus soboli.

264. § 5 *eod.* (*ibid.*) Nota. fratrem filio fratris anteferri.

265. § 6 *eod.* Nota. proximiore mortuo sequentem succedere : hinc cognoscis hæreditatem posse per longum tempus inaditam remanere.

*Fol.* 64.

266. § 7 *eod.* (v. *Nihilomagis*) i. e. nullo modo.

267. (*ibid.*) In onere tutelarum primo gradu deficiente sequens succedit ex regula quæ dicit, quia plerumque ubi est successionis emolumentum ibi et tutelæ onus incumbat : et recte ergo in successionem ipsius vocatur, qui si casus emerserit tutelam nanciscitur legitimam; ex lege, non autem agnationis jure intelligitur.

268. § 2 *de SC. Tertull.* Tertullianum Senatusconsultum Hadriani temporibus factum fuit, quo cognoscimus quid matri competat de filii successione aut a quibus excluditur.

*Fol.* 65.

269. § 3 *eod.* (v. *liberi*) i. e. filii illius defuncti, hoc est nepotis matris.

270. (v. *pater*) quamvis hic contracta fiducia emancipaverit.

271. (v. *utriusque*) i. e. Fili vel filiæ.

272. (*ibid.*) Bene dixit : cum inter eos solos, nam si et fratres defuncti mixti sunt cum his, si quidem his qui mortuus est sub potestate positus erat, tunc pater defuncti usumfructum omnium rerum tantum habebat, nam nihil ex proprietate : si vero sui juris defunctus fuerat, tunc pater tertium partem rerum in usumfructum habebat. Hic ergo cum inter patrem et matrem et fratres de hæreditate defuncti agebatur, si vero inter patrem tantum et fratres quæstio moveretur, iterum pater vincebatur : post Codicem autem constitutionum hæc omnia mutavit.

Digitized by Google

273. § 4 *eod.* (v. *casum*) Nota. Non parere casus fortuitus est.

[274. (v. *defraudebatur*) (interlin. *vel fru*) Hic magister elegit dicere defrudebatur.

275. § 5 *eod.* (v. *certis*) i. e. patruo vel filio vel filio patruj vel nepoti non passo capitis diminutionem : aliis Prætor nil dabat.

*Fol.* 66.

276. § 6 *eod.* (v. *tutores*) Sciendum, quod alii aliquando oportet ut et curatorem petat, id est in eo casu cum debet curator tutori adjungi. Nam puberis filii mater non cogitur curatorem petere, sicut nono libro de tutelis titulo sexto Dig. in Modestini invenies [b]. Sciendum tamen quia sicut diximus, si non petierit tutorem, neque impuberi neque puberi mortuo succedit, sicut prædicto nono libro titulo Dig. II [b]. quamvis ibi indistincte positum sit.

277. (v. *intra*) Sciendum, quia si mater minor XXV annis constituta tutorem filio non petat, veniam meretur et succe (dit) sicut libro II. codicis titulo XXXIIII constitutione septima [c] deui rerū ut pute..... legitimæ ætatis restitui.

278. (v. *neglexerint*) Bene dixit neglexerint, nam si ipsæ non neglexerint sed casu aliquo impeditæ sunt petere veniam promerentur et ad successionem vocantur, sicut libro V. codicis invenies titulo XXXV constitutione VIII. [d] Quia non solum mater, sed quilibet ex pertinentibus, si non petierit intra annum pupillo tutorem, non ei succedit si impubes moriatur, neque ab intestato neque ex substitutione.

[279. (v. *successione*) et licet pro ea pupillaris facta sit substitutio.

280. *pr. de senatusconsulto Orphitiano* (v. *Orphitiano*) Orphitianum senatusconsultum cavet, quemadmodum matribus a filiis succedatur.

*a.* L. 1 D. qui pet. (26. 6).

*b.* L. 2 § 2 D. eod.

*c.* L. 2 C. si adv. delictum (2. 35).

*d.* L. 8 C. qui pet. (5. 31).

Digitized by Google

[281 § 2 *eod.* (v. *novæ*) Novas appelat, quas hic noviter emendavit; qui per antiquam expellebantur modo veniunt i. e. nepotes.

282. § 3 *eod.* (v. *vulgo*) Nota : vulgo quæsitos filios ex Sc°. matribus succedentes; si tamen illustris non sit; si enim fuerit, et legitimos filios habuerit, illi excluduntur.

[283. § 4 *eod.* (v. *adeant*) Dicit p. quod ita intelligendum est i. e. si is qui adit antea decedit quam qui non adit, mortuo eo qui non adit, heredes ejus qui adit possint habere partem ejus qui non adit, et illud... textu glosatum est....

284. *Tit de succ. cognat.* In hoc tit. cognoscis quo loco agnati ad successionem vocantur quo cognati.

*Fol.* 67.

285. § 2 *eod.* (v. *vocat*) i. e. retracta tertia portione.

286. § 4 *eod* (v. *vulgo quæsitos*) Nota vulgo quæsitos agnatos non habere.

[287. § 4 *in fine* Nota : filios presbyterorum et meretricum inter se succedere iure cognationis sc. in bonis illis pertinentibus.

288. § 5 *eod.* (v. *decimo*) Nota : quia legitimis personis hereditatis usque ad decimum gradum competunt.

*Fol.* 68.

289. *pr. de grad. cognatorum* (v. *transverso*) i. e. a latere.

290. § 2 *eod.* (v. *ex transverso*) Rectæ secundo gradu incipit ex transverso. Nam si non per mediam personam sibi junguntur primo gradu necesse est in secundo gradu esse per quem sibi junguntur, et ad se invicem secundo pertineant, neque enim possum eodem gradu fratri meo esse quo patri sum.

291. § 3 *eod.* (v. *convenienter*) Pro similiter.

292. § 4 *eod.* (v. *quidam*) Nota; Consobrinos.

*Fol.* 69.

[293. § 10 *eod.* Consortium dixit ad differentiam matrimonii quod est liberorum.

294 (*ibid.*) Bene dixit : consortio. Si enim qui ex matrimonio nati erunt affectu hi adhuc servi manent,

Digitized by Google

cum libertatem meruerint, qui ex his nati sunt ad bona eorum veniunt. Si autem in servitute manentes non ex tali consortio sed meretricio amore detenti filios procreant, post libèrtatem illi non veniunt ad bona eorum; et aliter recte consortium dixit quia in servis matrimonium dicere non possumus, matrimonium enim ex lege nominatur, servos autem lex non agnoscit.

295. (*ibid*) paganus subaudivit hic, scilicet servi.

296. (v. *alterum*) Sciendum est autem, quia eo modo quo et patri et sibi invicem succedunt, ita eis et pater legali modo succedit.

297. (v. *ex eadem matre*) Divisionem de his positam qualis est invenies post codicem Constit. XXXII [a]: ibi invenies scriptum : si quis moriatur habens fratres consanguineos tantum aut certe couterinos tantum, et alios et uterinos et consanguineos, omnem hujus substantiam ad illos pertinere qui ad eum ex uno patre eademque matre pertinent, ut pote ad eos qui jure duplicioris naturæ nati sunt. Ergo et in libertis tractanda sunt.

*Fol.* 35.

298. § 11 *eod.* (v. *femineo*) quia antea filia in hæreditate non succedebat.

299. (v. *sexu*) i. e. si ex emancipato conceptus sive ex filia natus, hi enim dum non sunt sub potestate habendi, tamen ad ejus bona ex inde unde liberi ad bonorum possessionem vocantur.

300. § 12 *eod.* (v. *integrum*) i. e. qui non est passus capitis deminutionem.

301. (*ibid.*) plerumque dixit : propter sororis filios quos inter agnatos ad successionem vocans aliis agnatis inferioris gradus præposuit vel Anastasii Constitutio fratres emancipatos [b].

302. (v. *si capite*) Quæritur quare filius emancipatus dicitur esse capite diminutus cum certum est aliquem si ab ingenuitate in servitutem eripiatur statim capite deminutum fieri ; ita respondendum est

*a.* Nov. 84 C. 1. § 1.

*b.* L. 11 C. de legit. hered. (6. 58).

Digitized by Google

filium capite diminutum esse propter imaginariam venditionem quæ jam ex causa emancipationis liberis interveniebat, et ideo videbatur emancipatio antiquam nunc sequi observationem, et propter ipsam venditionem dicitur emancipatio capitis diminutio.

*Fol.* 36.

303. § 3 *de success. libert.* (v. *notione*) Virtus constitutionis hujus in his est : quia si libertus usque ad centum solidorum substantiam habeat, licet sine filiis ipse decedat, attamen testamento facto potest patronum excludere : ab intestato autem si decedat liberos non habens patrono locus sit ad successionem. Quod si prædictam quantitatem substantia ejus excedat, alia est constitutio quæ dicit ut siquidem liberis superstitibus decedat intestatus, patrono locus non sit. Si vero habens liberos cujuscunque sexus vel gradus, sive suos sive quos Prætor inter suos adnumerat, sive quos Constitutiones, ita potest testamento facto eos hæredes scribere, ut de inofficioso movere non possint, et patronum prætereat aut certe cohæredem aliis faciat; sed ita ut si tertia pars hæreditatis salva non sit, tunc permittatur patrono contra tabulas movere ad recipiendam omnem substantiam aut certe ad recipiendum hoc quod ei deest habendam totius partem hæreditatis.

[304. (v. *pro omni natione*) p. dicit quod notione debeat dicere id est cognoscimentu.....

305. (v. *liberos*) i. e. emancipatos.

306. (v. *possessionem*) Nota : Hic particularem esse bonorum possessionum contra tabulas.

307. (v. *sed ad*) Ut patrono illa tertia pars pura inveniatur.

308. (v. *cohæredes*) Nota : Quia patronus cum sit tertiæ partis bonorum successor, hæredem eum vocavit.

*Fol.* 70.

309. (v. *ex transverso*) Nota : Quia ex transverso dixit.

310. (v. *pæne*) Pæne ideo dixit, quia ingenuis usque ad decimum gradum servatur successio, in liber-

Digitized by Google

tinis autem usque ad quintum; constitutione autem cavetur ne superioris gradus personæ ad successionem liberti vocentur, potest enim hoc ex textu surripere quis dicens : quia ex quo ex imitatione ingenuorum successio differtur, debent et superiores personæ succedere, sed hoc aperte prohibitum est.

311. (*ibid.*) Pæne dixit, quia successio libertinorum non in stirpe sed in capita dividitur, sive inter liberos seu inter illos qui ex transverso latere veniunt; successio vero ingenuitatis non sic.

312. § 4 *eod.* (v. *edictum*) Hoc dicit quod si forte ille libertus ab imperatore aut ignorante domino aut nolente merebatur ut cives romanus fieret; in vita quidem sua cives romanus erat, post mortem autem ut Latini liberti et res eius a manumissore auferebantur.

313. *Tit. de assignatione libertorum.* In summa hujus tituli sciendum est, quod assignatio nec legato nec fideicommisso adsimilatur, unde nec cogitur adsignatum sibi servum fideicommissum alii restituere, et hoc invenies libro XXXVIII Digestorum [a].

*Fol.* 71.

314. *Pr. eod.* (v. *nullis liberis*) Bene dixit nellis liberis; nam si essent jure hereditario fratribus præponerentur.

315. *Pr. de bonorum poss.* (v. *jus bonor.*) Bonorum possessio est jus persequendi retinendique patrimonii, sive rei quæ cujusque dum moritur fuerit. Item bonorum possessiones tribus modis introductæ sunt, id est aut emendandi veteris juris gratia aut impugnandi aut confirmandi. Emendandi, quia lex XII tabularum emancipatos inter suos non cognoscit : Prætor autem hoc emendans vocat eos unde liberi. Impugnandi quia lex XII tabularum eos qui per femininum sexum descendunt omnino repellit a successione, prætor autem hoc impugnans vocat eos per unde cognati. Con-

a. L. 7 D. adsign. libertis (38. 4).

Digitized by Google

firmandi juris gratia, quotiens eis dat prætor bonorum possessionem, qui poterant etiam jure civili tam ex testamento quam ab intestato succedere.

316. § 2 *eod.* (v. *per legem*) Per legem id est XII tabularum vocantur veluti suiaut agnati: per similem juris constitutionem, per senatusconsultum ut mater, per principales constitutiones veluti filii qui dati curiæ legitimi facti sunt, aut ii, qui ante dotalia instrumenta nati sunt.

317. (v. *per similem*) Differentiæ inter eos, qui per legem et eos qui per prætorem ad successionem vocantur eæ sunt: nam ii, qui per legem vocantur, heredes tantum sunt, ii vero, qui per prætorem, loco heredum sunt, et vocantur bonorum possessores. Sunt qui et per legem et per prætorem vocantur, ii heredes et bonorum possessores sunt.

318. (v. *heredes*) Hæc erat definitio heredis et bonorum possessoris, quod bonorum possessor, si non petierit a præside, non fit, heres autem et sine petitione ex testamento fit heres, nulla autem modo est differentia.

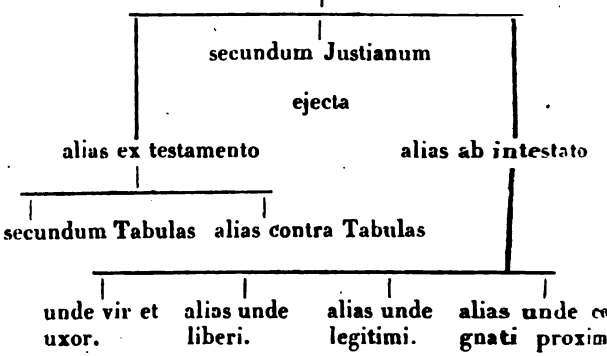
*Fol.* 72.

319. § 3 *eod.* (v. *quas extraneo*) Antea emancipatio per imaginarias venditiones fiebat, et is cui quodammodo vendebatur, manumittebat eum, et jura in eum patronatus retinebat, iste ergo manumissor, quotiens hæc decem personæ non inveniebantur, vocabatur ad bonorum possessionem. Bene autem dixit extraneo manumissori, nam si una ex his personis fuisset quæ eum quodammodo erat et manumiserat, VIIII. reliquis præponebatur.



Digitized by Google

[320. Bonorum possessio




[321. § 4 *eod.* (v. *extraneo manumiss.*) (Interlin.) videlicet emptori familiæ.

[322. (v. *supervacua*) (Interlin.) quia computatur in possessione quæ dicitur unde liberi videlicet inter emancipatos.

*Fol.* 73

323. § 5 *eod.* (v. *ingenuos*) Quia ingenui usque ad finitum gradum vocantur, in libertinorum vero bona usque ad quintum vocantur gradum.

324. (v. *differentia*) Nota : Differentiam inter ingenuos et libertos.

325. § 6 *eod.* (v. *nono loco*) Et est contrarium quod dixit hic, nono loco unde vir et uxor, adhuc superius dixit septimum, quia hic illas duas bonorum possessiones, quæ ex testamento descendunt, numerat.

[326. § 8 *eod.* (v. *dispari*) scilicet quia veniunt aliquando fratres, aliquando nepotes et deinceps.

327. § 9 *eod.* (v. *gradus*) Id est ex ea linea, veluti ex agnatis.

*Fol.* 74.

328. § 10 *eod.* (v. *utiles*) Omnes dies aut continuati aut utiles vocantur. Continuati sunt, qui quotidie et omnes computantur, utiles in quibus feriati dies excipiuntur et ægritudinis vel si quis qualibet oc-

Digitized by Google

cupatione detineatur, sed tantum illi dies computantur; in quibus agere potest in bonorum possessione et dies utiles continui reputantur.

329. (v. *ne quis*) Ante enim apud prætorem intrabant et ab eo in bonorum possessionem mittebantur. Sed modo dicit quoniam quocunque modo vel apud quemlibet judicem ut puta præsidem vel alium magistrarum possit quis petere bonorum possessionem, dum tamen intra statutum tempus; et ostendat iustum iudicium sibi admittere in bonorum possessionem.

330. (v. *quocunque modo*) Hoc modo potest quis et infirmus eam petere per ostensionem voluntatis.

331. § 1 *de acquis. per adrog.* (v. *operarum*) Operæ enim aut fabriles sunt aut officinales.

332. (v. *minima*) Vacat ergo in hoc casu regula, quæ dicit, usufructuarius usumfructuarium facere non potest.

333. § 2 *eod.* (v. *aliæ personæ*) i. e. fratres vel filii eorum.

*Fol.* 75.

334. § 1 *de eo cui libertatis causa bona addic.* (v. *caverit*) Nota : quia primo cavere eum dixit et sic accedere ad hereditatem.

335. (v. *Defensor*) Nota : quia de herede defensorem dixit.

336. § 5 *eod.* (v. *restitui potest*) i. e. minor XXV. annis.

337. (v. *libertates*) Nota : quia adversus libertatem non est restitutio propter regulam quæ dicit : plus est status quam restitutio.

*Fol* 76.

338. § 6 *eod.* Nota : quia in fraudem creditorum manumissus si voluerit firmam habere libertatem, satis facere debet creditoribus, quia mortis causa libertates dantur.

339. *Pr. de successionibus sublatis* (v. *iudicia*) ordinaria iudicia sunt quæ formulis verborum continebantur

340. (v. *officio*) Inter vivos tribus modis debitor suis rebus defraudatur i. e. si latitet bona eius venum-



Digitized by Google

dantur, item si cessionem bonorum suorum fecerit, item si intra certum tempus non solverit.

[341. *tit. de obligat.* Obligatio

al. ex contractu — al. ex quasi contractu — al. ex maleficio — al. quasi ex maleficio

al. re — al. verbis — al. litteris — al. consensu.

[342. (*ibid.*) Nota : Quid sit obligatio? Obligatio est iuris vinculum i. e. ius, quia ius vinculum est; et inferiora verba, i. e. quo necessitate adstringimur, idem significant quod et superius i. e. vinculum iuris ; sed ideo hanc differentiam i. e. alicuius solvendæ rei addit, quia est quo adstringimur non tantum ad aliquid solvendum, ut ius nuptiarum, quo adstringimur ne incestas nuptias contrahamus et concessas retineamus ; item quia est ius, quo adstringimur ad solvendum, ut naturale ius, vel forsitan alia jura civitatum quæ nescimus, ideo addit : secundum jura nostræ civitatis. Hoc jus quod dicitur obligatio respectu personarum quas contringit, habet auctoritatem vel a civitate vel a prætore, et ideo id quod vocatur obligatio dicitur constitutio et præceptio quantum ad auctorem. Dividitur hic obligatio secundum hoc quod est jus. Summa dicitur divisio quia jus est efficiens obligationis causa. Sequens dicitur quantum ad causam materialem, quæ non adeo est digna ut efficiens : contractus enim et cetera materia sunt obligationis.

[343. (v. *civitatis*) Jus civitatis Romanæ fuerat, ut quicunque adversus quemlibet aliquam petitionem haberet, in reclamatione, qua obligatus fuerat, legis necessitate solvi oportebat id, quo obligatus fuerat.

[344. § 1 *eod.* (v. *Omnium*) Personales hic tantum accipit actiones, non in rem actiones.

[345. (*ibid.*) Omnis obligatio aut civilis aut prætoria est; hæc divisio non secundum esse est.

Digitized by Google

[346. (*ibid.*) (Interlin.) Hæc divisio facta est non secundum esse rei sed hoc quod inventa est. Divisio autem sequens quantum ad ordinem verborum secundum esse suum datur.

[347. (v. *aut legibus*) (Interlin.) Non quod distantia sit inter leges et jus civile sed quod aut constitutæ aut comprobatæ.

[348. § 2 *eod.* (v. *sequens*) (Interlin.) Quantum ad ordinem verborum quia principalis est.

349. (v. *contractu*) Contractus est duorum vel multorum in idem placitum ex quo alius alio obligatur.

*Fol.* 77.

350. (v. *litteris*) Quomodo litteris obligatio contrahatur in Digestis repperi, quod exponitur sic : Non ita dicitur quod obligatio contrahatur litterarum formulis, earum videlicet notis, sed contrahitur litteris, i. e. ex sermone ipso qui litteris exprimitur. [a]

[351. (v. *datione*) Neutro enim tenetur nisi locupletior.

[352. § 4 *quib. mod. re.* Quia is, qui sua et aliena causa rem accepit, exactam diligentiam præstare cogitur, quam si præstiterit, et rem amiserit, non tenetur.

335. (v. *fortuito*) Sciendum est, si creditor furto pignus amiserit, non tenetur actione pignoratitia, quia fortuito casu amissa esse videtur; iuxta quod continetur in quarto libro codicis, titulo de pignoribus, et ubi hoc cavetur [b] ubi dicitur : quæ fortuitis casibus accidunt cum prævideri non potuerant, in quibus etiam aggressura latronum, nullo bonæ fidei iudicio præstantur.

[354. *Pr. de verb. oblig.* (init.) In hoc differt hæc obligatio verbis a prædictis, quod in illis est causa per quam quis obligetur et ob quam, et est eadem causa per quam et ob quam, id est ipsa datio, sed in stipulatione sola causa est per quam, ut verba.

*a.* L. 38 D. de oblig. et act. (44. 7).

*b.* L. 6 C. de pign. act. (4. 24).

Digitized by Google

355. (v. *dari*) Ex qua stipulatione generali intelligitur idem, vel in dando vel in faciendo.

356. (v. *stipulatio*) Certa conditio est quando puram rem stipulamur, id est decem aureos stipulatus est. Quando (quandoque?) incertam rem stipulamur, utputa: solidos qui inventi fuerint in sacculo tuo dare spondes.

[357. (v. *a stipite*) (Interlin.) Quia pacto, quod per se firmum non erat ad actionem pariendam, hæc verba firmitatem præstant.

[358. § 1 *eod.* (v. *stipulantium*) Stipulator est interrogans et respondens, sæpius tantum interrogans stipulator.

*Fol.* 79.

[359. § 2 *eod.*

Stipulatio

al. pure, al. in diem, al. sub conditione

360. § 3 *eod.* (v. *pacti*) Quia stipulantibus tacita pacta inesse videntur.

361. § 4 *eod.* (v. *transmittimus*) Quia conditionalis stipulatio et adhuc dum pendit transmittitur ad heredem.

*Fol.* 80.

362. § 7 *eod.* (v. *pœnam subjicere*) Quia ex hoc, quod suadet pœnam interponi, non videtur dicere, quia si non interponatur valet stipulatio.

363. (v. *subjicere*) Veluti si domum mihi non ædificaveris, des X aureos pænæ nomine.

[364. (v. *necesse sit*) (Interlin.) Quia oportebit actorem probare quod ejus intersit, quod est incertum et ideo ne huic oneri subjaceat, pœnam..... non tantum excedentem interesse.

[365. (v. *factum non erit*) (Interlin.) Hic quæritur, si alterutrum horum factum non sit, an tota pœna peti possit, et dicitur totam petendam, sed actor exceptione removebitur in quantum completum est a promissore ut in Dig. t. si quis cautionibus judicio sist. de domino qui promisit plures ser-

Digitized by Google

vos exhibere, et quibusdam exhibitis alios non exhibuit. [a]

366. *pr. de duob. reis stip.* Rei dicuntur, qui occasionem stipulationis fecerunt.

367. § 1 *eod.* (v. *obligatione*) Nota : Quia in duobus rei stipulandi vel promittendi una est stipulatio vel rei.

[368. *pr. de stipulat. servor.* (v. *ex persona domini*) (Interlin.) Ex persona sua non habet, quod enim mero jure civili introductum est, servus facere non potest, cum ipse civis non sit, nec etiam persona intelligatur quantum ad jus civile.

[369. (v. *plerisque*) (Interlin.) Quia hereditas principaliter vendere donare non potest, ideo dicit plerisque.

370. (*ibid.*) Plerisque ideo dixit propter usumfructum; nam si hereditas defuncti vicem obtinet, ususfructus autem morte extinguitur, quanto magis ex defuncti persona nec acquiri potest per servum.

[371. § 1 *eod.* (v. *impersonaliter*) i. e. non nominata persona dabo uni ex servis tui senioris.

[372. § 1 *eod.* (v. *idem juris est*) (Interlin.) Ut quod ipsi stipulantur patri vel impersonaliter vel sibi, patri acquirant in his rebus quæ patri quæri possunt, sed non ut ex sua persona habeas jus stipulandi.

[373. § 2 *eod.* (v. *stipulantis*) (Interlin.) Sed ipsa obligatio stipulationis domino acquiritur; sed in eo jure, quod ex stipulatione debetur, persona servi tamen continetur, posset hoc idem stipulari dominus ut servo ire liceret non etiam sibi.

374. § 2 *eod.* (v. *si servus*) Nota : Quia servus in hoc casu personam habere videtur.

[375. *Pr. de divis. stipulationum.* Stipulatio

al. judicialis. | al. prætoria. | al. conventionalis. | al communis.

*a.* L. 9 § 1 D. si quis caut. (2. 11).

*Fol.* 81.

[376. § 1 *eod.* (v. *iudiciales*) Si enim stupulatus sum ab aliquo ut servum daret possum stipulari per judicem ne dolum committat, vel si fugiat ut persequatur, ut pretium restituat, quod est si redhibitione. Damni infecti veluti qui murum parieti communi imponit, damnum ob id eventum resarcire promittit. Legatorum, veluti ut heres aut etiam quandoque legatarius promittit legatario, se soluturum existente conditione.

377. (v. *de dolo*) Si enim stipulatus sum ab aliquo ut mihi servum daret, possum denuo ab eo per officium iudicis stipulari ne quid eo doli committat, dum enim mihi tradit vel si fugerit possum ab eo similiter stipulari, ita ut restituat aut pretium midi reddat.

378. (v. *legatorum*) Diximus enim libro II. tit. XX. quia legata quæ sub conditione vel in diem dimissa sunt, non posse ante expletam diem vel conditionem expeti. Possunt tamen per Prætorem stipulari ut mihi expromittat, se completa die vel conditione legatum omnibus modis solvere.

379. § 2 *eod.* (v. *damni infecti*) Possum enim per Prætorias stipulationes a vicino meo stipulari, ne ædes ipsius corruentes mihi aliquod inferant damnum.

[380. § 2 *eod.* (v. *veniunt*) Quæ ab ædilibus curulibus sunt inductæ, quæ stipulationes per in factum actionem exiguntur, vel per stipulationem quæ instar actionis habet quod verius est.

[381. (v. *pene*) Potestate quidem continet conventionalis stipulatio sub se omnes res quæ in contractu possunt deduci, quia omnes eas res possumus stipulari, sed actualiter non eas complectitur, vel al. rem sacram vel hominem liberum stipulari non possumus, emere tamen ignorantes possumus.

382. (Ibid.) Pene dixit quia in contractu qui litteris fit conventionalis stipulatio poni potest, vel propter sacras ædes.

383. § 4 *eod.* (v. *veluti*) A Prætore enim introductum est, ut tutor tempore quo constituitur satisdet rem

Digitized by Google

salvam a pupillo fore : quod si hoc fuerit prætermissum, et debitorem pupilli voluerit tutor exigere, potest ab eo debitor per judicis officium stipulari, ut satisdet rem salvam pupilli fore. Invenitur stipulatio quæ a Prætore quidem inventa est, a judice aucta, et ideo media vel communis vocatur. Idem a Prætore introductum est ut quicumque extranei negotia gerere voluerit, caveat rem ratam dominum habiturum. Quod si hoc ante judicium fuerit prætermissum, potest in ipso judicio per officium judicis talis stipulatio procedere, et ideo communis vocatur quia hæc a Prætore inventa est.

(384. (v. *fore pupillo*) (Interlin.) Quæ cautio per actionem peti non potest et ideo officio judicis præstatur.

[385. § 2 *de inut. stip.* (v. *usibus*) Sed si non sit usibus populi exposita possumus stipulari ut frumentum et similia.

*Fol.* 82.

386. (v. *servus*) Nota : Quia si non dolo promissoris manumittatur servus qui in stipulationem venit promissor liberatur.

[387. § 4 *eod.* (v. *mandati*) (Interlin.) Ex quo innuit eum præsentem fuisse alioquin non mandato sed negotiorum gestorum conveniretur.

[388. § 5 *eod.* (v. *præterea*) (Interlin.) Nisi diversitas responsionis illico placuerit : ut in D.

[389. § 6. *eod.* (v. *item*) Nisi in peculio castrensi, in hoc enim non filius familias sed pater est familias.

390. (v. *ab eo*) A filio enim de castrensi peculio stipulari potest pater.

*Fol.* 83.

391. § 8 *eod.* Nota : Quia si promissor abnuat, non facit firmam stipulationem.

[392. § 10 *eod.* (v. *non multum*) (Interlin.) Distat autem in hoc, quod si infans in infantia decedat transmittit hæreditatem ad suos hæredes, furiosus vero si in furore decedat non transmittit.

393. (v. *parentis*) Nota : Quia filius in potestate patris positus impubes nec auctoritate patris obligatur.

Digitized by Google

394. § 11 *eod.* (v. *impossibilis*) Impossibilis recte : in legatis impossibilis conditio pro supervacua habetur, et legatum tamquam pure factum solvitur, quia legatum ex sola voluntate testatoris descendit, et non videtur illudere voluisse eum cui nulla necessitate compulsus aliquid donat. In stipulationem vero merito impossibilis conditio promissionem infirmat, quia ipse videtur illudere qui in stipulando pro se minus est cautus.

295. § 12 *eod.* (v. *post tempus*) i. e. injuste.

396. (v. *celeritatem*) al. claritatem.

*Fol.* 84.

[397. § 13 *eod.* (*si navis*) (Interlin.) Eadem præpostera et directa videtur.

398. (v. *in dotibus*) Talis enim stipulatio in dotibus erat, quotiens a viro suo mulier stipulatur : si sine filiis decessero das mihi dotem meam ut in ea mihi testari liceat? et hæc præpostera dicebatur.

399. § 17 *eod.* (v. *si scriptum*) Quia si quis in instrumento etiam stipulatione spoponderit, ita firmum est tamquam si a stipulatione promissio processisset.

400. § 18. *eod.* (v. *videntur*) Qui pluris stipulatur plures stipulationes componit.

401. § 19 *eod.* (v. *quod sua*) Propter tutorem et curatorem et alios similes.

402. (v. *pœnam*) Quia sicubi pœnam quis stipuletur non intenditur utrum intersit illi.

[403. (*ibid.*) Quæritur autem pœnam quam quis stipulatus est, totam possit exigere : et quidam dicunt non posse plus esse in accessione quam in principali re cui est accessio. Sed recte inspicientibus negotiorum diversitatem aliud est dicendum; est enim pœnalis stipulatio alias determinatio alterius obligationis, alias accessio, alias neutrum. Cum autem est determinatio, velut si domum non feceris C. dare spondes? quæ ideo dicitur determinatio, quia interesse quod diffusum est et late patet ad terminum trahit, tota pœna peti potest, sed judex ex suo officio moderabitur interesse et postea pœnam. Quæ vero est accessio, ut : si ante pascha decem quæ promisisti non dederis XL. dare spondes? non

Digitized by Google

potest ultra duplum exigi pœna. In eo autem casu, quo nec determinatio est nec accessio, ut : si XX. Titio non dederis C. dare spondes? quia principalis obligatio cui accedit nulla est, et interesse cum nullum sit determinare non potest, tota pœna exigi potest.

[404. (v. *pœnam.*) In Di. t. de verborum obligatione L. Stipulatio.

405. (v. *in conditione*) Id est in conditionali stipulatione. Hæc enim talis stipulatio semper fit sub conditione : interesse cum nullum sit non facit pœnalem stipulationem obligatoriam sed ipsa quantitas quæ in ea est.

406. § 20 *eod.* (v. *sed si quis*) Si quis alii stipuletur cum ejus interest i. e. a contutore contutor pupilli rem salvam fore.

*Fol.* 85.

407. § 23 *eod.* Inutilis est stipulatio, quando de alia re promissor, de alia stipulator dicit.

[408. § 24 *eod.* Sed si id quod promittitur non est turpe, sed alias lege excusatur quod promittitur, ut si quis promiserit, ut sibi res sua redderetur, id quod promissum est peti potest, sed doli exceptione removebitur.

[409. § 2d *eod.* (v. *idem est*) Quia filii illius qui recepit stipulationem possunt petere stipulationem filiis promissoris.

410. § 26 *eod.* Nota : Qui hoc anno dare promisit ante finem ejus peti non potest.

411. § 27 *eod.* (v. *stipuleris*) Id est interrogas, quia qui stipulatur agrum firme stipulatur, licet nomen non adjecerit. Item nota : Quia qui plures stipulatur, i. e. interrogat, videtur tacite tantum spatii concedere promissori, ut ex hoc inopes petentes dilationem in solvendo juvari possint.

412. § 1 *de fidejussor.* (*ibid.*) Bene dixit naturaliter, nam si sola stipulatione et non naturaliter habeam servum meum obligatum, non recte ab eo fidejussores accipio.

[413. (*ibid.*) Hoc ita exposuit M. Non est jus naturale quod homo sit servus, quia secundum naturam

Digitized by Google

omnes nati sumus liberi; sed naturale est quod unusquisque debet solvere debitum, et ideo secundum hanc naturam si dominus mutuaverit aliquid suo servo, debet esse abstracta illa quantitas de peculio servi ipsius domini.

414. § 4 *eod.* (v. *litis contestatæ*) Si post litem contestatam fidejussor inops fuerit, pars ipsius ceteros fidejussores non onerat; si vero ante litem contestatam solvendo non sit, tunc onus illius ad ceteros pertinet, et ipsi pro illo tenentur.

*Fol.* 86.

415. § 8 *eod* (v. *scriptum sit*) Quia quodcunque scriptum erit in sponsionem fidejussoris, hoc videtur tanquam ex præsumtione descendere, et quidquid per scripturam fidejussor egerit, hoc solemniter actum videbitur.

416. *pr. de litterar. oblig.* Litterarum obligatio est vetus debitum in novum mutuum adsimilatum verbis et litteris formulatis.

417. (v. *creditores*) Qui certissime pecuniam mutuaverunt.

[418. (v. *coartatum*) Hoc loquitur se coartavisse tempus usque ad biennium, quod prius usque ad quinquennium procedebat, propter fraudem creditorum verissime pecuniam mutuantium vitandam. (h::c l::q·.·:tur s: c:: art.·.·:fs: t:mp·.·s ·.·sq·.·: .d b::nn:·.·m quod pr:·.·sque .d quinq·.·:n-n:·.·m proc:d:b.t propter fr.·.·d:m cr:d:t::r·.·m v:rifs:me p:c·.·n:.m m.·.t·.·.nt:·.·m · ·.·:t.nd.m.)

[419. *pr. de consensu oblig.* (v. *Ideo*) (Interlin.) Quia non simpliciter sunt conventiones, sed hujusmodi conventiones quæ habent propriam conventionis æquitatem, quæ eas informet, et quæ est adminiculum ut sint obligatio.

420. (v. *scipturæ*) Scriptura in litteris, præsentia in verbis, datione in re.

*Fol.* 87.

[421. *Pr. de emtione et venditione* (Interlin.) Sed in emtionibus quæ fiunt scriptura est ius innovatum,

Digitized by Google

ex quo apparet de emtione et venditione idem esse hodie factum, quod antiquitus fuerat. Si enim diversum esset factum non diceretur innovatum, sed potius super aliud factum diversum ius constitutum. Sed hoc factum erat antiquitus, i. e. placebat in scriptis contrahere, i. e. contractum in testimonio scripturæ conferre. Sed non ut tunc demum vim haberet contractus, quum scriptura completa esset. Si enim hoc vellent non oporteret Justinianum ex novo constituere, sed ex eorum voluntate hoc esset.

422. (v. *arrha*) Nota : Arrharum dationem argumentum non firmam venditionis constitutionem.

423. (v. *completiones*) Quia post completionem tabellionis non valet instrumentum nisi a partibus fuerit absolutum.

[424. *ibid.* C. t. de fide instrum. L. Contractus.

425. *ibid.* Quod de emtione et venditione loquitur, quarto libro codicis clarius invenies titulo de fide instrumentorum et amissione eorum, et in apochis faciendum et his qui sine scriptura fieri possunt, cap. eiusdem tituli tertio decimo quod incipitur sic [a] : contractus venditionum vel permutationum vel dationum, quas intimari non est necessarium, donationes etiam arrharum vel alterius cuiuscunque causæ, illos tantum quos in scriptis fieri placuit, transactionum quas instrumento recipi convenit, non aliter vires habere sancimus, nisi instrumenta in mundum recepta, subscriptionibusque partium confirmata, et si per tabellionem conscribantur etiam ab ipso completa et postremo partibus absoluta sint; ut nulli liceat prius quam hæc ita præcesserint vel a scheda conscripta licet litteras unius partis vel ambarum vel ab ipso mundo quod necdum impletum et absolutum aliquod ius sibi ex eodem contractu vel transactione vindicare et cetera.

*Fol.* 89.

426. (v. *adhuc ipse*) Nota : Quia vinditor venditæ rei

*a.* L. 17 C. de fide instrum. (4. 21).

Digitized by Google

adhuc etiam est dominus post constitutum contractum, dum tamen non tradit rem.

427. § 2 *de locat.* (v. *si alieno*) Id est si alterius petierint æstimatione quanti debent persolvere.

[428. (v. *pensio*) (Interl.) Quod vulgo piscio dicitur.

429. (v. *particularis*) Nota : Quia de partis appellatione non significatur media pars.

*Fol.* 90.

430. § 9 *de societate* (v. *culpæ nomine*) Nota : Quando utraque pars ex contractu lucratur nec tamen media diligentia exigitur.

431. § 2 *de mandato* (v. *deleget*) Irrita legati referunt responsa Pelasgis.

432. § 8 *eod.* (v. *sane*) Nota : Benignitatem subtilitati anteferri.

[433. § 10 *eod.* (v. *eius qui*) C. quarto libro t. de oblig. et act. L. si quidem donat.

434. (v. *ignorans*) Nota : Quod nemo ex iusta et probabili ignorantia damna pati videtur.

*Fol.* 91.

435. (v. *alioquin justa*) Quam jus excusat quidem, non tamen ut fiat præcipit.

436. (v. *liberto*) Id est ipsi dispensatori.

437. § 13 *eod.* (v. *mercede*) Vel si definita non sit, vel non in pecunia numerata est.

438. *Pr. de obl. q. q. ex contr.* Quasi Contractus est quod quidem a contractu separatur nec delicto subiacet, legalem tamen habet confirmationem hoc autem non est definitio sed subscriptio, eo quod tam ex distractu quam ex constitutione rerum substantiam capit.

439. § 1 *eod.* (v. *ignorantis*) Hoc ergo significat, quia in contractibus nullus ignorans obligatur.

440. (v. *utiliter*) Bene dixit utiliter, alioquin non haberet contrariam negotiorum actionem.

441. § 3 *eod.* (v. *communis*) Actio, quam habent communi dividendo socii ad invicem, non ex contractu est sed ex legato, ut partiantur communem rem.

442. (v. *sine*) Id est consensu.

Digitized by Google

443. (v. *Socius ejus solus*) Solus, id est sine societate; est enim differentia inter eos, qui societatem, et eos qui communionem habent; quod hi qui societatem habent consensu vel obligationibus ad invicem obligantur; hi vero qui communionem habent eventu et ignorantia sibi coniuncti sunt.

444. (v. *necessarias*) Hæ sunt impensæ, quæ necessariæ dicuntur, veluti fundo vicinus fluvius erat et deteriorem fundum quotidie faciebat, ideoque impensas unus ex sociis fecit, ut inundationem fluvii evitaret. Hæc et si quæ sunt similes.

445. § 4 *eod.* (v. *qui coheredi*) Hoc iudicium in hereditate locum habet, communi dividundo in legatis et donationibus.

446 (v. *his*) In est hereditariis.

447. § 6 *eod.* (v. *errorem*) In libro tamen Digestorum titulo XVII contractum hoc vocat non sponte factum. [a]

*Fol.* 92.

448. *Tit. per quas pers.* Quæritur quare non acquisitionem post omnia genera obligationum posuerit; sed dicimus, quia acquisitio non proprie fit ex maleficio vel quasi ex maleficio, magis vero ex contractu vel ex quasi contractu; ex utilitate enim procedit, non ex dedecore sive damno aliquo.

[449, *pr. eod.* (v. *imaginem*) (Interlin.) Id est similitudinem, quia rerum incorporalium non est proprietas, ut usufructus, sed imaginem continent.

[450. § 3 *eod.* (v. *communem*) Nota: Quod servus domino præiudicium facere possit.

451. (v. *jussit*) Nota: Jussio enim domini tantam virtutem habet in stipulatione quantam habet et adjectionis.

[452. *pr. quib. mod. obl. toll.* (v. *invito*) Aliquo solvente invito debitore pro eo debitorem liberari.

453. § 1 *eod.* (v. *pro parte*) Nota: Partis appellatione dimidiam portionem non significari.

*Fol.* 93.

454. § 3 *eod.* (v. *posteriore*) Sciendum quia et in

a. L. 19 pr. D. de reg. juris (50. 17).

Digitized by Google

hoc cognoscitur novatio, si aliquid novi addatur, veluti si prima stipulatione in decem tantum solidos manente secunda in quindecim facta est: alioquin si aliquid detrahatur non fit novatio, veluti si decem solidorum prima stipulatione manente secunda in quinque facta est, non valet novatio.

455. *pr. de oblig. quæ ex delicto.* Maleficium

Furtum — Damnum — Injuria — Rapina.

456. Actio furtiva

Ex sublato — Ex concepto — Prohibiti — Non exhibiti.

457. (v. *quatuor*) Si superius agnovimus in sex dividi quasi contractus, quare hic dicit quatuor? Et dicimus, quoniam ita disputavit : negotiorum gestorum, tutelæ, familiæ autem herciscundæ et communi dividendo pro uno numeravit quod superius pro duobus posuit, ex testamento. Indebitum condictitii nec disputavit, quoniam communis est.

458. (v. *ex re*) I. e. ex facto.

[459. § 1 *eod.* (v. *contrectatio*) Contrectatio dicitur a trahere, trahi vero non potest nisi corpus et quod moveri possit; ergo nec contrectari potest nisi corpus et quod mobile, ideoque nec furari ; cum scilicet (add. *non*) sit contrectatio incorporalium ergo non est furtum; sed cum res contrectatur fit fraus quandoque ipsius rei, quandoque usus, quandoque possessionis.

[460. (v. *ex re*) Res ex qua nascitur obligatio dicitur, quæ vel per se obest, vel per se prodest. Obest in maleficio, prodest in contractu, ut datio interveniens vel factum aliquod, quæ insecuta prosunt, sed consensus solus vel interrogatio et promissio vel scriptura nisi res sit insecuta non prosunt sed in maleficio sive delinquatur solis verbis sive etiam facto, statim obsunt, et omnes obligationes ex maleficio ex re nasci dicuntur.

Digitized by Google

461. (v. *fraudolosa*) Deest huic definitioni : invito domino. In tantum, quia si omnia concurrant, et hoc solum desit, furtum non committitur.

462. (v. *etiam*) Ideo dixit vel usus ejus possessionisve, non solum enim ille fur est qui ipsam rem furatur, sed etiam si quis rem alienam possidens male utatur invito domino, utputa si pignore quod possidet utatur nolente debitore, aut aliter quam accepit utatur.

*Fol.* 94.

463. § 3 *eod.* (v. *manifestus*). Hæc est differentia. Nam manifestus in quadruplum, nec manifestus in duplum tenetur.

[464. (v. *vel ab alio*) (Interlin.) Non ut per alium sibi quæratur sed per furtum sibi commissum, i. e. per rem suam sibi furto ablatam; libera enim persona tantum officium præstat et non aliud.

465. § 4 *eod.* (v. *conceptum*) Sciendum quia apud quem invenitur furtum, furti concepti actione teneri, quamvis fur non sit ipse apud quem invenitur.

466. (v. *quæsitam*) Ita enim fiebat, ut is qui in alienam domum introibat ad requirendam rem furtivam nudus ingrediebatur discum fictile in capite portans, utrisque manibus detentus.

467. (v. *scientes*) Bene addidit scientes, si enim nesciant non tenentur in pœnam sed ad restitutionem.

468. § 5 *eod.* (v. *servi*) Sciendum pro servo dominum redditurum.

469. § 6 *eod.* (v. *sive creditor*) Exponit hoc quod superius dixit : vel ipsius rei vel usus etiam ipsius possessionis.

470. § 7 *eod.* (v. *extra crimen*) Nota : quia privatum peccatum crimen vocavit.

*Fol.* 95.

[471. (v. *licet*) Actio servi corrupti dupli est, nisi cum uxor corrumpit sui mariti servum.

472. (v. *concurrant*) Al. concurrunt.

473. § 11 *eod.* (v. *consilio*) Consiliari videtur qui suadet,



Digitized by Google

qui compellit et exponit ei qualiter agat. Opem dare videtur qui et ministrat et juvat ad faciendum.

474. § 12 *eod.* (v. *sed furti*) Quia ex castrensi peculio potest sibi pater compensare vel ex aliis.

[475. § 14 *eod.* Cum debitor pignus surripit, sors cum usuris duplatur vel quadruplatur, si vero extraneus, ipsum pignus duplatur vel quadruplatur, et quod excedit debitum reddat debitori actione pignoratitia.

476. (v. *potius*) Prius debet creditor de amisso pignore agere ut recipiat pignus a fure, et deinde cum debitore ex debito agat, et quia debitor plerumque inops efficitur, ideo creditor habeat pignus pro debito.

[477. § 15 *eod.* (v. *cum judicio*) Si omne periculum ei promisisset, vel si dolo culpa ejus..... res perdita sit : aliter enim..... interest.

[478. (v. *Sed et bonæ fidei*) Emptoris interest rem nondum sibi traditam salvam esse; non tamen competit ei furti actio et ideo addendum in bonis vel ex bonis.

479. (v. *existimationem*) Quod suam etiam æstimationem significat.

480. § 16 *eod.* (v. *commodati*) Quasi rem commodatam marito uxor rapuerit ei qui commodatum dedit. Contra uxorem non competit actio sed tantum contra maritum : nam hoc specialiter legitur libro sexto Codicis titulo de furtis const. ultima. [a]

481. (v. *electa*) Nota : Quia altero electo alter liberatur.

*a*: L. 22 § 4 C. de furtis (6. 2).

Digitized by Google

# PETRI EXCEPTIONES

## LEGUM ROMANORUM.

### PROLOGUS.

Cum de pluribus diversisque causarum generibus per tot variosque legum scrupulos ipsis etiam juris [1] sapientissimis legum [2] Doctoribus ad definitivam sententiam sine labore pervenire fas non sit: utriusque juris naturalis scilicet et civilis ratione perspecta judiciorum et controversiarum exitus planis et apertis capitulis enodamus. Si quid inutile ruptum, æquitative contrarium in [3] legibus reperitur, nostris pedibus subcalcamus. Quicquid noviter inventum ac tenaciter servatum, tibi Odiloni [4] viro splendidissimo Valentinæ [5] civitatis Magistro magnifico, quibusque tibi placuerit, sensibus integris revelamus: ut in tuæ sedis examine, tuæque dispositionis serie nihil injustum, provocationisve juri [6] subjectum appareat, sed ad vigorem justitiæ, tuæque dignitatis gloriam, et ad supernæ majestatis laudem omni corruptione remota totum [7] refulgeat.

1. Ms. 1. viris.
2. Ms. 1. legumque.
3. sic Ms. 2.; Ed. et Ms. 1. contrarium legibus.
4. sic Ed. et Ms. 1. 5,; Ms. 2. Saxiloni.
5. sic Ed. et Ms. 5.; Ms. 1. 2. Florentinæ.
6. sic Ms. 1.; Ed. prophanum canonisve juri.
7. sic Ms. 2.; Ed. et Ms. 1. tota.



Digitized by Google

# LIBER PRIMUS.

## *Cap.* 1. *De Admonitione super Leges.*

Impp. Valerius et Marcus AA. ad Palladium [8]. Leges sacratissimæ, quæ constringunt omnium vitas, intelligi ab omnibus debent, ut universi præscripto earum manifestius præcognito vel inhibita declinent vel permissa sectentur.

(** L. 9. C. de legibus 1. 14)

## *Cap.* 2. *Qui Canones habeantur pro Legibus.*

Canones sanctorum quatuor conciliorum pro legibus habeantur: id est Nicenum, Contantinopolitanum, Ephesianum primum et Chalcedonense. In hoc capitulo notare potes, quod si canones sunt contrarii legibus, canones tenendi sunt, non leges. Quia, si canones habentur pro legibus, et novæ leges infirmant contrarias [9] leges anteriores, tunc novi canones infirmant anteriores leges, quibus contrarii sunt.

(* Julian. 119. 1)

## *Cap.* 3. *De Datione Tutelæ.*

Si pater vel avus non dederit in testamento tutorem filiis vel nepotibus, vel aliis, quos habent in potestate, quicunque de cognatione pupilli vel pupillæ masculini sexus proximiores sunt, sive ex parte patris vel matris, ad ejus tutelam vocantur. Ideo diximus masculini sexus, quia mulier tutrix esse non potest, nisi sola mater vel avia, cum promittit [10] se non amplius ducturam virum; et facit firmam securitatem vel per pignora, vel per idoneos fidejussores, ut, si res filiorum vel nepotum devastet, emendet.

Quod si ex testamento vel ex cognatione non habeant tutorem, judex, id est loci potestas, det eis tutorem idoneum, fidelem et diligentem. Securitatem, quam diximus

8. exstat inscriptio non nisi in Ms. 2.

9. sic Ms. 1.; Ed. contra has.

10. Ms. 1. compromittit.

Digitized by Google

matrem vel aviam debere facere, in manu judicis vel proximorum pupilli facienda est. Quod de tutelis diximus, idem et de cura adultorum furiosorum et omnium sub cura constitutorum judicandum est.

(Julian. 109. 4. — Julian. 87. — L. 2 C. quando mul. (5. 35) — pr. §. 4. 5. J. de Attil. tut. (1. 20).)

## *Cap. 4. De Tutoris Auctoritate.*

Pupillus sine tutoris auctoritate ex stipulatione non obligatur; sed si habet intellectum, id est si proximus est pubertati, tunc alium ei obligari ex stipulatione posse, non dubitatur.

(Pr. J. de auct. tut. 1. 21. — §. 9. 10. J. de inut. stip. 3. 19.)

## *Cap. 5. De Tutore vel Curatore.*

Tutor vel curator non compellitur pecuniam pupilli vel pupillæ vel adolescentis dare ad usuram, sed eam in tuto servare depositum debet. Nam si in usus suos eam convertit, usuras præstare cogitur; multo ergo magis, si alteri ad usuram eam mutuo dederit. Nec non etiam siquidem tutor vel curator pupillo vel adulto ex administratione tutelæ vel curæ moram in solutione fecerit, usuras præstare oportebit.

(Julian. 65. 8. — L. 1 C. de usur. pup. 5. 56. — L. 7. §. 6 D. de adm. et peric. 26. 7. — L. 32. §. 2 D. de usur. 22. 1.)

## *Cap. 6. De Ordinibus Personarum.*

Ordines personarum tres sunt, videlicet ascendentium, descendentium et ex latere venientium. Si quis ergo decesserit, filiis vel aliis legitimis descendentibus relictis personis, descendentes præponuntur in successione defuncti omnibus ascendentibus, et ex latere venientibus. Ita quidem filia et descendentes per filiam pariter cum filio et descendentibus per filium succedunt; sed non in capita, sed in stirpem: verbi gratia: si quis dereliquerit filium, et ex altero filio, jam mortuo, dereliquerit nepotes vel neptes, pariter nepotes vel neptes succedunt avo cum avunculo; suo; non tamen portionibus factis pro numero [11] persona-

11. sic Ms. 1.; Ed. qualitate.

Digitized by Google

rum, sed defuncti filius habebit dimidium hereditatis, nepotes vel neptes alterum dimidium in loco sui patris; et sic per ceteros descendentium gradus, sive per masculum, sive per feminam; et hæc appellatur successio in stirpem. Sin autem decesserit aliquis solus, id est tantum ascendentibus relictis, veluti patre aut matre, avo vel avia, si in pari gradu sunt positi, pariter succedunt; si vero in dispari, proximior excludit ulteriorem. Sed si moriatur aliquis relicto fratre vel sorore tantum, et ex altero fratre filiis vel filiabus, filii vel filiæ fratris defuncti pariter cum patruo vel amita succedent; et hæc successio est quasi in stirpes. Sed si moriatur aliquis relictis duobus avis ex parte patris, uno vero et ex parte matris, vel e converso, tantum habebit solus avus ex una parte, quantum duo avi ex altera; et sic per ceteros ascendentium gradus; et appellatur hæc successio quasi in stirpes. Quod si decesserit aliquis relictis tantum duobus amitæ suæ filiis et relictis quatuor filiis patrui sui, hi omnes non in stirpem sed in capita pariter consobrino succedent. Quod si decesserit aliquis relictis ascendentibus, et fratre vel sorore, utroque parente sibi conjunctis, id est per patrem et matrem, et interim relicto filio vel filia fratris vel sororis mortuæ antea, qui frater aut soror, ex quibus filius aut filia natus est, fuerint conjuncti ei qui modo [12] defunctus est, utroque parente, pariter et [13] pro æqualibus portionibus ascendentes succedent defuncto cum fratribus defuncti, et filiis fratris vel sororis; ita tamen, quo [14] fratris vel sororis filii eam partem capient, quam caperet pater vel mater eorum, si viveret. Nec deinceps ulla lateralis persona capit in bonis mortui ab intestato cum ascendentibus præter fratrem aut sororem, utroque parente conjunctos, vel eorum filios. Si enim mortuus aliquis fuerit, fratribus tantum sororibusve relictis, quibusdam utroque parente, quibusdam altero tantum; qui sunt de utroque præponuntur his, qui sunt de altero tantum, in omni jure hereditario, et similiter eorum filii. Quod si aliquis decesserit relicto patruo, avunculo, amita vel matertera, et fratris vel sororis filio aut filia,

12. sic Ms. 1.; Ed. jam.

13. sic Ms. 1.; Ed. omittit : et.

14. Ms. 1. tantum quo.

Digitized by Google

quamvis omnes sint in pari gradu, tamen fratris vel sororis filius aut filia præponuntur patruo, avunculo, amitæ, materteræ, quia fratris aut sororis filius quasi secundum gradum obtinet, id est locum patris aut matris. Si enim decesserit aliquis relicto fratre vel sorore, relicto fratris vel sororis filio, et sint utroque parente defuncto conjuncti, in loco patris aut matris succedent defuncto cum superstite avunculo vel amita; et præponuntur filii fratris, utroque parente defuncto conjuncti, fratri, tantum uno parente conjuncto, et ejus filiis. Alia [15] deinceps lateralis persona proximior ulteriorem excludit, sive agnata, sive cognata, et sic cognatus proximior ulteriorem excludit agnatum. Sed si decedat aliquis matre fratribusque relictis ex eodem patre eademque matre, mater cum filiis superstitibus, defuncti fratribus, succedet, et pro uno [16] filio habetur; sed illarum rerum quæ pervenere ad defunctum filium ex parte patris, retinebit mater solum usumfructum, si ad secundas transierit nuptias, aliarum verum etiam dominium. Hæc vera sunt, si mater ab intestato succedat; sed si ex testamento, propter secundas nuptias non amittet illarum rerum dominium. Quæ diximus de matre, eadem et de patre judicare, cum succedit filio in bonis, quæ ad eum per æquitatem venere ex successione vel ex donatione matris, non est inconveniens æquitati.

(Julian. 109. 1. 2 et 3. — Julian. 114. 1. — Julian. 36. 31.)

## *Cap. 7. De Donatione Patris.*

Si pater filiis in potestate constitutis donaverit, non valet donatio, nisi sit dos, quam pro filia genero præstat, vel propter nuptias donatio, quam pro filio nurui præstat; vel nisi confirmetur emancipatione liberorum, rebus donatis specialiter non retentis a patre in ipsa emancipatione; vel nisi tempore mortis confirmetur vel taciturnitate aut speciali confirmatione; aut nisi fuerint res, quæ cadere possint in castrensi vel quasi castrensi peculio. Si vero aliis donatum fuerit, qui in potestate donatoris non sunt, si fuerit perfecta donatio, id est res tradita, non revocatur

15. sic Ms. 1.; Ed. Illam.

16. sic Ms. 1.; Ed. primo.

Digitized by Google

nolente eo, cui donatum est; nisi ille, cui sub licita conditione donatum est, conditionem servare cesset; nisi donatarius erga donatorem ingratus existat [17]: veluti si donatarius volens et ironice donatorem percutiat, vel aliam atrocem contumeliam ei fecerit, aut gravissimum damnum de rebus suis ei dederit, vel si eum de turpi crimine accusaverit, aut publice dehonestaverit.

(L. 11 C. de donat. 8. 54. — L. 7 C. de dot. prom. 5. 11. — L. 25 C. de don. int. v. et ux. 5. 16. — L. 17 C. de don. 8. 54. — L. 2 D. ad Sct. Maced. 14. 6. — L. 6. 5 C. de rev. don. 8. 56. — L. 1 C. de don. q. sub mod. 8. 55. — L. 9. 10 C. de rev. don. 8. 56.)

## *Cap.* 8. *De eodem.*

Si pater filios legitimos et naturales habuerit, non liceat ei sive inter vivos, sive in ultima voluntate liberis naturalibus de bonis suis ultra unam unciam dare, id est ultra duodecimam, et quod superdederit ad legitimos revertatur. Si vero legitimos non habuerit filios, sed tantum naturales, et patrem vel matrem habuerit, avum vel aviam, sola quarta relicta parentibus, tres partes donandi naturalibus, licentiam habeat. Sin autem neque filios habuerit legitimos, nec aliquam de ascendentibus personam reliquerit, tunc omnia, quæ habet, præstet eis, si vult. Quod si pater naturalis [18], nulla donatione eis facta, decesserit, liberis existentibus legitimis, uno vel pluribus, in bonis ejus [19] nihil capiant naturales. Si vero intestato patre mortuo, naturales tantum remanserint, nullo ex legitimis existente, duas [20] in bonis patris accipiant, id est sextam partem; reliqua ad ascendentes defuncti veniant, sive ad fratres, sive ad alios cognatos, vel nullo ex his apparente, ad fiscum. Hæc in bonis naturalis patris. Sed quia in bonis matris aliter observatur, in quo differat, videamus.

(Julian. 82, 12.)

## *Cap.* 9. *De Donatione Matris.*

Si mater liberis naturalibus aliquid dederit, idem

17. sic Ms. 1.; Ed. a donatore ingratus inveniatur.

18. sic Ms. 1.; Ed. talis.

19. sic Ms. 1.; Ed. eis.

20. supplendum: uncias.

Digitized by Google

observatur, quod de patre naturali diximus, qui donat aliquid liberis naturalibus, existentibus, legitimis, sive non. Si vero naturalis intestata mortua fuerit, liberis legitimis et naturalibus relictis, si fuerit ex nobili genere orta, cui filios habere naturales maximum improperium est, omnes facultates ejus accipiant legitimi, naturalibus penitus semotis. Si vero de tam vili progenie orta fuerit quod nullum improperium ei sit, naturales habere filios; sicuti esset Petri Marini filia, tunc pariter naturales cum legitimis in bonis matris succedent. Et hoc credas, etiam si dicat aliquis, aliqua lege innovatum. Unde tamen sapias, quamvis naturales in bonis patris cum legitimis liberis non succedant, nec in bonis matris ex nobili genere ortæ, tamen legitimi alimonias præbere cogendi sunt, si non habent unde vivere possint.

(L. 5 C. ad Sct. Orphit. 6. 57. — Julian. 82. 12 in f.)

## *Cap.* 10. *De Donatione Patris.*

Pater si donat aliquid filiis, et postea vel concubinatum eligat vel ad secundas transierit nuptias, propter nullam ingratitudinem, quam patiatur a filiis, donationem revocare poterit. Quod leges dicunt, donationem posse revocari ab his, quibus donatum est, si ingrati donatoribus existant, inter primas tantum personas verum est; veluti quod solus donator revocare potest, et non heres ejus. Ab eo solo, cui donatum est, revocari potest, si ingratus existat, et non ab herede ejus, nec ab eo, in quem quovis jure dominium transtulit antequam ageretur adversus eum de revocanda donatione.

(L. 7 C. de rev. don. 8. 56.)

## *Cap.* 11. *De ultimis Voluntatibus.*

Posterius testamentum et legatum et fideicommissum, ac posterior donatio causa mortis rata sunt; quia in ultimis voluntatibus vel dispositionibus bonorum semper posteriores voluntates, conceptæ legitime, infirmant et evocant [21] anteriores.

(L. 2. D. de injust. rup. 28. 3. — L. 12. §. 3 D. de legat. I. 30. — L. 6 in f. D. de adim. leg. 34. 4.)

21. forte: revocant.

Digitized by Google

## *Cap.* 12. *De Falcidia.*

Falcidiam debent pater vel mater, vel avus vel avia, vel alii ascendentes omnes liberis suis, non ex voluntate, sed ex necessitate, id est, si unum vel duos vel usque quatuor habeant liberos, debent tertiam partem omnium bonorum. Sin vero ultra quatuor sint, medietatem debent eis parentes ex necessitate. Sed filii non debent parentibus nisi quartam. Quicunque vero solam falcidiam habet, sine omni onere et sine dilatione et gravamine habeat.

(Julian. 34. 1. — L. 32 C. de inoff. test. 3. 28.)

## *Cap.* 13. *De Inofficiosa Donatione.*

Si quis aut pater vel mater, vel aliquis ex ascendentibus, non testamento, non legatis nec fideicommissis, sed inter vivos omnia bona extraneis donaverit; quamvis aliquid de bonis suis dederit filio [22], tamen non petet, ut repleatur falcidia sibi, sed per querelam inofficiosæ donationis omnia post mortem patris revocabit. Si vero totam falcidiam ei parens reliquit, ea contentus erit.

(L. 1. 9 C. de inoff. don. 3. 29.)

## *Cap.* 14. *De Venditione Liberorum.*

Patribus et aliis parentibus, qui liberos habent in potestate [23], pro summa famis necessitate eos vendere licet. Sed quocunque tempore vel ipsi, vel alii pro eis tantum pretii restituerint, quantum valuerint, ad libertatis gloriam reverti potuerint.

(L. 2 C. de patr. qui fil. 4. 43.)

## *Cap.* 15. *De Causis Exheredationum.*

Causæ, quibus parentes liberos exheredare possunt, sunt hæ: Si patrem aut matrem aut alium ascendentem scienter et ironice percutiant; si graviter dehonestaverint

22. supplendum videtur: is.

23. sic Ms. 1.; Ed. non habet: in potest.

Digitized by Google

eos; si de crimine accusaverint eos in judicio, exceptis si de insidiis seniorum [24] accusaverint eos, vel detrectatione loci [25]: propter has duas accusationes [26] non possunt exheredari; si filii efficiantur malefici, id est faculatores [27]; si aliquo modo morti eorum insidiati sunt; si per ingenium, aut factum suum dolosum grave damnum patiantur; si parentes captos, aut in carceribus positos, liberare non curaverint; si puellæ viris se jungere noluerint, sed turpiter vivere maluerint; si furioso patri liberi curam non adhibuerint; si parentes catholici sint, filii autem hæretici, nec pœnitere voluerint.

(Julian. 107. 3.)

## *Cap.* 16. *De Heredibus.*

Si quis duos, vel plures heredes instituat, sub tali conditione, ut si aliquis illorum sine liberis legitimis decesserit, portionem suam hereditatis superstitibus restituat: tunc licet sine liberis morienti falcidiam suæ partis retinere, et cuicunque velit, relinquere, nisi specialiter testator dixerit, restitutionem faciendam, nulla retenta falcidia. Similiter falcidia retineri potest ex legatis et fideicommissis ultra modum relictis, nisi specialiter a testatore prohibitum sit.

(L. 10 C. ad L. Falc. 6. 50. — Julian. 1. 2.)

## *Cap.* 17. *De Exheredatione Filiorum.*

Si pater vel mater sine justa causa filium exheredaverit, vel præterierit et [28] alium instituerit, vel si in legatis vel fideicommissis, in testamento relictis, totam hereditatem, ita quod nihil filio remaneat, extraneis distribuerit, heres legitimus, id est filius ejus, potest rumpere testamentum inofficiosum, et recuperare omnia bona patris vel matris,

24. sic Ms. 1.; Ed. servorum.

25. sic Ms. 1.; Ed. de traditione loci.

26. Ms. 1. occasiones.

27. Ms. 1. facturatores; leg. sacculatores.

28. sic Ms. 1.; Ed. vel.

Digitized by Google

qui vel quæ ita defraudaverat filium vel filiam ab hereditate. Si vero non exheredaverit, neque præterierit, sed instituendo eum, totam hereditatem legatis exhausit, tunc solam falcidiam retinebit. Sed si aliquid in testamento vel inter vivos dedit filio vel filiæ causa dotis vel propter nuptias donationis, vel in testamento causa legati vel fideicommissi, vel alia occasione, sed non dederit ei tantum, quantum ei competeret pro falcidia, tunc non poterit rumpere testamentum, sed aget, ut repleatur sibi falcidia.

(Julian. 107. 3. pr. 4 med. 5. fin. — Jul. 34. 1. — L. 3. pr. C. de in of. test. 3. 28.)

## *Cap.* 18. *De auferenda Hereditate Liberorum* [29].

Ad auferendam liberis hereditatem parentum quatuor necessaria sunt, hæc scilicet: ut liberi nominatim exheredentur, si non omnes exheredare volunt; vel generaliter, si volunt parentes liberos suos omnes exheredare: et culpa, propter quam exheredentur, dicatur; et alius instituatur; et causa exheredationis de eo, qui instituitur heres, vera probetur [30]. Si aliquid istorum deficiat, nullum est, quod liberis parentum hereditatem auferat.

(§. 5. J. de exher. lib. 2. 13. — L. 2 D. de lib. et post. 28. 2. — Julian. 107. 3pr. et 4.)

## *Cap.* 19. *De vendenda Hereditate.*

Consuetudo antiquorum esse solebat, ut frater de rebus suis immobilibus [31] non venderet nisi fratri, propinquus propinquo, nec consors nisi consorti, si emere vellent. Quam consuetudinem adhuc quidam cismontani busnardi [32] justissimam esse affirmant. Sed quia hæc injuria gravis visa est imperatoribus, ut de rebus suis homines aliquid facere cogantur inviti, antequam infirmantes consuetudinem permiserunt omnibus, vendere vel donare res

29. Ms. 1. De afferenda H.; Ms. 2. Ad auf. L. Exheredatione.

30. Ms. 1. approbetur.

31. Ms. de rebus mobilibus.

32. sic Ed. et Ms. 1. 5.; Ms. 2. busitardi; Ms. 4. bisuardi.

Digitized by Google

suas [33] cuicunque voluerint; nisi sint minores annis viginti quinque vel furiosi vel prodigi.

(L. 14 C. de contr. emt. 4. 38.)

## *Cap.* 20. *De Acquisitione Filiorum et Filiarum.*

Quodcunque filius aut filia, qui vel quæ in potestate patris est, acquirit, si castrense peculium est, veluti quod miles ex sua militia acquirit, quod romanis verbis soldatas [34] appellamus, vel si est quasi castrense, sicut quod advocatus ex officio suo acquirit, vel clerici ex suis ecclesiis, vel grammatici ex suis scholis regendis : hæc duo peculia, scilicet castrense et quasi castrense, ita sunt liberorum, quod in his nec usumfructum nec dominium pater habet. Si vero profectitium lucretur peculium, id est illud, quod lucratur cum pecunia patris, sicut cum pater dat filio centum solidos, ut negotietur inde, vel cum aliquis aliquid donat filio tantum affectione patris, et in eo nihil juris habet filius, sed totum patris est, id est dominium et ususfructus. Sin vero adventitium sit, sicut quod acquirit filius prospera fortuna, aut suis laboribus, non ex re patris, nec ejus amore filio datum, in illo usumfructum habet pater, filius vero proprietatem. Ideo diximus : de his, qui in patris potestate sunt, quia in bonis illorum, qui in potestate non sunt, nihil juris habet pater, nisi tantum, quod liberi divites debent alere parentes suos pauperes; et e contrario divites parentes debent alere liberos pauperes; et similiter maritus uxorem, et uxor virum.

(L. 11. 10 D. de castr. pec. 49. 17. — L. ult. in. f. pr. et §. 1. pr. C. de inoff. test. 3. 28. — L. 6. in. f. pr. C. de bon. q. lib. 6. 61. — §. 1 J. per q. pers. 2. 9. — L. 6 pr. L. 8. §. 5 C. de bon. q. lib. 6. 61. — L. 22. §. 8 D. solut. matr. 24. 3.)

## *Cap.* 21. *De Acquisitione Servorum.*

Quodcunque servus adquirit domini est; ideoque successores habere non potest.

(§. 3 J. per q. pers. 2. 9.)

33. Ms. 1. inserit : ubi.

34. Ms. 1. soldadas.

Digitized by Google

### *Cap.* 22. *De pluribus institutis*[35] *Heredibus.*

Si quis decesserit pluribus institutis heredibus, vel filiis suis, vel extraneis, quod alicui ex eis debebat, veluti filio castrense vel quasi castrense peculium, vel si quod habebat de adventitio: hoc ab aliis coheredibus ille, cui debetur, secundum cujusque portionem hereditatis exigere potest.

(L. 1. §. 15 D. de coll. bon. 34. 6. — L. ult. C. de coll. 6. 20. — L. 4 C. fam. herc. 3. 36.)

### *Cap.* 23. *De Coheredibus.*

Frater vel alius cōheres, quamvis diviserit cum coherede suo rem hereditariam, tamen si iterum pœnitendo ad divisionem reverti voluerit, licebit ei hoc facere, nisi jam possidere cœperat. Si enim partem, quæ facta divisione sibi contigit, cœpit possidere, non est recidenda divisio, nisi dolum vel fraudem in dividendo coheredem commisisse probaverit. Dicit enim regula juris: divisionem prædiorum vicem obtinere placuit emtionis. Cum vero per judicem facta est divisio, non debet retractari.

(L. 15 C. fam. hercisc. 3. 36. — L. 3. 1 C. com. utr. jud. 3. 37. — L. 20 §. 4 D. fam. herc. 10. 2.)

### *Cap.* 24. *De Successione Monachorum.*

Monachus a successione patris et matris capienda non prohibitur; etiam si antequam monachus efficeretur culpas commiserat, propter quas juste exheredari poterat; non tamen sibi propriam habeat, sed ut ejus causa in dominio monasterii cadat.

(Julian. 115. 62. — Jul. 70.)

### *Cap.* 25. *De Acquisione eorundem.*

Quodcunque monachi acquirunt dominio monasterii statim subjicitur, quia monachi nullum proprium possunt

35. sic Ms. 3.; Ed. instituendis; Ms. 1. justis.

Digitized by Google

habere, sed [36] etiam quidquid habent cum monachi efficiuntur, statim cadit sub jure et proprietate monasterii, sive ipsi specialiter donent monasterio, sive non. Et in tantum est istud verum, ut etiam, si filios vel filias legitimas habeant, et antequam efficiantur monachi, specialiter eis bona sua non dederint, sola falcidia liberis relicta, cetera omnia ad jus monasterii transeunt. Quod de monachis diximus, idem etiam de canonicis regularibus judicandum, dubitari non debet.

(Julian. 4. — Jul. 5. — Jul. 6.)

## *Cap. 26. De Episcopi Acquisitione.*

Quodcunque episcopus ante episcopatus honorem acquirit, vel post episcopatum jure successionis cognatorum usque ad quartum gradum, sive in descendenti ordine, sive in ascendenti, sive laterali; etiam licentiam habeat, sive inter vivos, sive in ultima voluntate, sive ecclesiæ suæ, sive alii cuicunque velit, donare. Quod vero post episcopatum non jure successionis acquirit, necesse habet vel [37] ecclesiæ suæ relinquere, vel aliquo modo pro deo expendere. Sin autem mortuus fuerit, rerum suarum alienatione non facta, et quæ ante episcopatum, et quæ postea aliquo modo lucratus est, omni dubitatione remota, ab ecclesia, cujus episcopus est, omnifariam vindicetur [38]. Eadem et de decanis et de aliis omnibus locorum venerabilium administratoribus sacratissimis Justinianus imperator judicare nos [39] præcipit.

(Julian. 119. 17 et 18.)

## *Cap. 27. De Divisione Hereditatis Defuncti.*

Postquam fratres vel alii coheredes diviserunt hereditatem defuncti inter se, si pars unius juste evicta fuerit super eum ab alio, alii debent ei restituere evictionem

36. sic Ms. 1.; Ed. et.
37. sic Ms. 1.; Ed. et
38. leg. vindicentur.
39. sic Ms. 1.; Ed. non.

Digitized by Google

communiter, scilicet ut pars ejus æqualis sit quantitati patris alterius coheredis sui, quamvis in dividenda hereditate hoc non expresserint. Sed nisi juste evicta fuerit, forsitan propter ejus pigritiam, quia non curavit rem suam defendere, nec manifestare aliis coheredibus, ut cum eo rem suam defenderent, tunc si rem amiserit, inertiæ suæ reputabitur. Hæc vera sunt, nisi aliter inter se dividendo pacti fuerint.

(L. 14 C. fam. herc. 3. 36. — L. 8 C. de evict. 8. 45.)

## *Cap.* 28. *De Nuptiis.*

Inter ascendentes et descendentes usque ad infinitum nuptiæ fieri non possunt. Inter laterales vero possunt ultra septimum gradum, id est secundum canones intra septimam generationem, quæ computatur ita: duo fratres sunt in prima cognatione, et eorum filii in secunda, et eorum nepotes in tertia, et sic per ceteros. Unum tamen sapias, quod si sunt ex una parte in sexto, et ex alia in septimo, vel ex utraque in septimo, si ante conjunctionem noscatur, nullo modo postea debent copulari; sin autem post matrimonium cognoscatur, non dissolvitur, sed potius legitimum durat matrimonium.

(§. 1. J. de nupt. 1. 10. — Capitular. VI. 80 (Jvo 9. 26. — C. 16 C. 35 q. 2).)

## *Cap.* 29. *De prohibitis Nuptiis.*

Nuptiæ aliæ prohibitæ sunt omnino, aliæ sunt ad tempus prohibitæ. Omnino prohibitæ sunt inter ascendentes et descendentes et laterales usque ad septimam generationem. Similiter prohibitæ sunt nuptiæ omnino inter me et cognatas illius, cum qua jam coitum habui, et inter eam et cognatos meos. Item omnino prohibitæ sunt inter me et eam, quam de sacro fonte suscepi; et inter me et filiam ejus; et inter filiam suam [40] et filium meum; et inter me et omnes, quæ post compatrinatum nascuntur etiam ex compatre vel ex commatre mea. Ante compatrinatum vero natam nullo jure prohibeor uxorem ducere. Iterum prohibitæ sunt inter nobiles et honestos viros et meretrices pu-

40. sic Ms. 1.; Ed. meam.

Digitized by Google

blicas et earum filias; et inter liberam et servilem personam; et inter libertum et patronam; et inter tutorem et eam, quæ sub tutela sua mansit, nisi pupillæ pater permisit; similiter inter filium tutoris et eam, quæ fuit sub tutela patris, nisi post traditam rationem tutelæ. Similiter subdiaconorum, et eorum, qui in majori gradu positi sunt, monachorum quoque, omniumque, qui solitariam elegerint vitam, illorum etiam, qui intra infantiæ annos a parentibus sive [41] propinquis monachorum cœtibus traditi obligatique [42] fuerint, et postquam adoleverint sua professione propria ratum habuerint, vel [43] in eo habitu per annum perseveraverint, nuptiæ omnino prohibitæ sunt. Ad tempus prohibitæ sunt inter impuberes, inter judices suæque jurisdictioni subjectas, donec maneant in officio. Sunt iterum aliæ nuptiæ, quæ nec omnino prohibitæ sunt, nec ad tempus, sed prohibitæ quidem, tamen cum pœna concessæ: sicuti cum vidua inter viduitatis annum migrat ad secundas nuptias, nuptiæ quidem durant, vir tamen et mulier gravi pœna laborant. Quod hic et superius diximus, mulierem intra annum post mortem viri prohibendam alium ducere, de sola muliere post mortem viri, non de viro post mortem mulieris intelligatur. Quia mulieribus ideo prohibitum est, ut intra annum elugeant viros, et ne partus, utrum primi aut secundi viri sit, forte oriatur contentio, quorum neutrum cadit in sexum virilem.

(§. 1. 6. 7 J. de nupt. 1. 10. — L. 26 C. eod. 5. 4. — L. 44 D. de rit. nup. 23. 2. — L. 3 C. de inc. nupt. 5. 5. — L. 3 C. de nupt. 5. 4. — L. 7. 6. 1 C. de int. matr. int. pup. et tut. 5. 6. — L. 66 D. de rit. nupt. 23. 2. — Julian. 4. 9. — Jul. 36. 29. — Pr. J. de nupt. 1. 10. — L. 38 pr. D. de rit. nupt. 23. 2. — Julian. 36. 11 et 5. — L. 9 D. de his qui not. 3. 2.)

## *Cap.* 30. *De Nuptiis sine Dote* [44].

Comites, duces, reges, si sine dote et propter nuptias donatione ducant uxores, non erunt nuptiæ, quamvis in personis aliorum, qui minoris sunt dignitatis, vel qui nul-

41. Ms. 1. suis.

42. sic Ms. 1.; Ed. oblati.

43. sic Ms. 1.: Ed. et.

44. in Ms. 1. c. 30 legitur post c. 31.



Digitized by Google

lam habent dignitatem, sufficit solus consensus viri et mulieris in contrahendis nuptiis.

(Julian. 108. 4.)

## *Cap.* 31. *De Mulieribus*[45].

Mulieres liberos in potestate non habent, ideoque filii et filiæ sine consensu matris[46] matrimonia contrahere possunt Quod non possunt facere sine consensu patris, in cujus potestate sunt.

(§. 10 J. de adopt. 1. 11. — Pr. J. de nupt. 1. 10.)

## *Cap.* 32. *De Licentia Mulieris.*

Mulieres licentiam habent res proprias donare, vel aliter alienare, etiam sine consensu viri ac liberorum (præter donationem propter nuptias aut dotem, quam non licet alienare, nisi secundum supradictam observationem, quæ et vera[47] legitur); liberis tamen legitima portione relicta.

(L. 8 C. de pact. conv. 5. 14. — L. 23. 29 med. C. de jur. dot. 5. 12. — L. 7 C. de inoff. don. 3. 29. — L. 20. 21 D. sol. matr. (24. 3). — L. 3 §. 1 D. de j. dot. (23. 3).)

## *Cap.* 33. *De Acceptione*[48] *Dotis.*

Si quis uxorem duxerit, et dotem ab ea acceperit; vivente uxore habeat omnes fructus dotis propter onera matrimonii. Ea vero defuncta, siquidem nullos ex ea habuerit liberos, integro jure dotem retineat, id est usumfructum et dominium, nisi sub pacto, reddendi parentibus vel propinquis aut etiam heredibus, dotem acceperit. Si autem ex ea filios habuerit, solum usumfructum habeat; liberi autem, ex eo matrimonio nati, proprietatem, sive ad secundas transierit nuptias, sive non. Sed tamen plus habebit, si non transeat ad alias nuptias, quia totum usumfructum dotis

45. Ms. 2. Quod Mulier Liberos in Potestate non habet.

46. sic Ms. 1.; Ed. non habet verba : sine c. m.

47. sic Ed., legendum : in digestis.

48. Ms. 1. Actione.

Digitized by Google

habebit, ut prædiximus, et super usumfructum talem partem de proprietate, qualem[49] unus liberorum; quod non habebit, si aliam duxerit uxorem, nisi solum usumfructum dotis. Propter nuptias vero donatio defuncta uxore in patrimonio mariti revertitur, et inter alias res ejus computatur. Quod diximus de dote et propter nuptias donatione in persona viri, uxore defuncta, eadem intelligenda sunt de donatione propter nuptias et dote in persona mulieris, viro defuncto.

(L. 26 C. de jur. dot. 5. 12. — Julian. 36. 12 pr. — L. un. §. 13 C. de re ux. act. 5. 13. — Julian. 91. 1. — Julian. 114. 3. — L. 18 C. de don. prpt. n. 5. 3.)

## *Cap.* 34. *De Alienatione Dotis.*

Maritus dotem alienare potest, si mobilis sit, etiam sine consensu uxoris, æstimatione tamen reddenda uxori. Si vero immobilis sit, et si æstimata data fuit viro, similiter eam alienare potest, sive consentiente uxore, sive non, æstimatione tamen reddenda uxori. Idem et de mobili æstimata judicandum esse, probatur a majori. Sin autem sit immobilis inæstimata, non potest eam alienare maritus, sine consensu uxoris, nec sufficit solus consensus, sed opus est, ut post biennium alienationem uxor confirmet, et de aliis rebus mariti recompensationem habeat. Idem de propter nuptias donatione intelligendum est.

(L. 3. 5 C. de jur. dot. 5. 12. — Julian. 55.)

## *Cap.* 35. *De eodem.*

Si maritus, uxore defuncta, liberis ex eodem matrimonio adhuc superstitibus, dotem alienaverit, vel pignori supposuerit, alienatio aut suppositio vivente eo in suspenso est, sicuti alius usufructuarii usus: ita, ut si pater, aliquo superstite ex liberis, moriatur, ex toto revocantur res dotales immobiles alienatæ, et sub integro jure liberorum deveniant; nisi maritus cum uxore, vel aliis, qui dabant dotem, pactus fuit, ut aliquam portiunculam sibi retinere liceret ex portione illius filii, qui se vivo moreretur. Tunc

49. sic Ms. 1.; Ed. quasi.



Digitized by Google

enim in illa portione pro numero personarum valebit alienatio vel suppositio[50] et pro primo filio computabitur pater[51]. Idem est in persona uxoris[52]. De aliis autem rebus praeter dotem et propter nuptias donationem, quas uxor matrimonii tempore donat viro, vel vir uxori[53] inter vivos, ultima voluntate confirmata; sive in ultima voluntate donaverit, taliter judicamus : ut si abstinuerit se a secundis nuptiis, integrum habeat usumfructum et dominium, sive liberos ex eo matrimonio habeat, sive non. Quod si non abstinuerit, si liberos habuit, solum usumfructum retineat; si liberos non habeat, usumfructum et dominium, nisi sub tali conditione alteri ab altero datum est, ut ad secundas non transeat nuptias. Tunc enim, si transierit, nec usumfructum nec dominium retinebit. Hæc enim conditio in dotem aut propter nuptias donationem imponi non potest.

(Julian. 2. 2. — Jul. 36. 12. 20. 39 et 21.)

## *Cap.* 36. *De Donatione inter Virum et Uxorem.*

Donatio inter virum et uxorem non valet, nisi sit dos aut donatio propter nuptias, aut nisi mortis tempore taciturnitate, aut specialiter confirmetur; vel nisi sit donatio talis, cujus donator non efficiatur pauperior, nec donatarius locupletior, veluti si de re vilissima fiat.

(L. 1 D. de don. int vir. et ux. 24. 1. — §. 3. J. de don. 2. 7. — L. 32 §. 1. 2 D. de don. int. vir. 24. 1. — L. 25 eod.)

## *Cap.* 37. *De Solutione Matrimonii.*

Tres sunt causæ, quibus matrimonia solvuntur : veluti, si uxor violaverit thorum viri, id est, si adultera efficiatur, vel si maritus efficiatur adulter; vel si maritus per biennium commisceri uxori suæ non poterit; vel si uterque vel alter

50. sic Ms. 1.; Ed. hoc loco non habet verba : vel suppositio.

51. a Ms. 1. abest : et - - - pater; Ed. repetit : et in eam partem valebit alienatio vel suppositio pro numero personarum. Ms. 1 repetit nonnisi verba : pro numero personarum.

52. Ms. 3. hic habet rubr. c. 36.

53. sic. Ms. 1.; Ed. inserit : quæ.

Digitized by Google

tantum solitariam elegerint vitam, id est, si monachus sive monacha efficiatur. Propter adulterium persona confessa sive convicta amittat quidquid aliquo modo ab altero accepit; et remanet in jure et dominio ejus, qui culpam non commisit. Sin autem uterque adulterium perpetraverit, vel consentiens fuerit, tunc et dos et propter nuptias donatio ad curiam deveniant, aliis bonis patris aut matris ante commissum adulterium, apud liberos procreatos integro jure remanentibus, vel utriusque, si uterque commisit, vel ejus, qui solus commisit; liberis autem non existentibus ad curiam. Cum solvitur ideo, quia commisceri nequeunt, unusquisque res suas recuperat, quas dedit, vel alius pro eo. Cum vero per solitariam vitam, si uterque monachus efficiatur, unusquisque res suas recuperet; si alter tantum, hoc habeat laica persona, quod ex casu mortis ei competeret[54]. Sed propter adulterium persona, quæ non peccavit, non prohibetur ad alias nuptias transire, etiam cum coire non potuit, matrimonio tamen legitime et canonice separato. Propter solitariam vitam castitatis servetur affectio utroque vivente.

(Jul. 108. 7. 8. 9 et 11. — L. 10 C. de repud. 5. 17. — Julian. 36. 2.)

## *Cap.* 38. *De Migratione ad secundas Nuptias.*

Mulier, quæ ante annum post mortem viri ad secundas migraverit nuptias, et donationem propter nuptias, et cetera, quæ ab illo viro sibi relicta sunt, cujus non servavit thorum, amittat; et maximam incurrat infamiam, ita quod deinceps ad testimonium non recipiatur, quemadmodum de adulterio condemnata, nec alicui extraneo[55] succedere poterit, nec alicui cognata, nisi usque ad tertium gradum, sive ex testamento, sive ab intestato. Hanc tamen infamiam solvere poterit, dimidiam partem bonorum suorum liberis dando, et principi supplicando. Pro principe intelligas majorem judicem loci. Easdem pœnas patitur ea, quæ ante annum volens stuprata fuerit, et etiam stupri patitur pœnas, propter quas dimidiam partem bonorum suorum

54. sic Ms. 1.; Ed. compenset.

55. Ms. 1. inserit: etiam ex testamento.

Digitized by Google

amittit. Et ita amittat actionem dotis, scilicet liberis dando dimidiam et propter stuprum aliam dimidiam[56] amittendo.

(Jul. 36. 11. — Jul. 83. 1 pr. — L. 18 D. de testibus. 22. 5. — Julian. 37. 2.)

## *Cap.* 39. *De Ductione Cognatæ.*

Si quis cognatam suam intra septimam generationem duxerit uxorem, vel monacham, quam legibus et canonibus copulari prohibitum est, nisi ignorans duxerit, vel, postquam re certa noverit, eam, sine ulla recuperatione non dimiserit, omnibus suis careat facultatibus, victu solo necessario atque vestitu ei dando. Liberis ex hoc incestu natis et posthumis nec donet superstes, nec mortuus relinquat, sive per se, sive per interpositam personam, sive etiam in fraudem legis, sed deveniant ejus res ad eas personas, quas specialiter enumerabimus. In primis igitur[57] ad filios vel ad filias legitimas, quas forte habuit ex matrimonio legitimo; his non existentibus ad nepotes et neptes, natos ex filio vel filia legitima; deinde ad pronepotes et proneptes. His omnibus deficientibus ad patrem, ad matrem; postea ad avum vel ad aviam. His non existentibus ad fratrem vel sororem legitimam; postea ad patruum, amitam, avunculum et materteram. Nemine autem supradictorum omnium apparente, ejus bona vindicentur a fisco, victu, tamen et vestitu huic misero non negando. Dos, quæ ei donata est, si donator sciebat, nuptias non posse fieri, fisci viribus vendicetur; si autem ignorabat, ad eum, qui dedit, revertatur. Quæcunque diximus de viro, eadem omnia in persona uxoris spectanda sunt. Unum tamen non dubites, quod si quis incestas contraxerit nuptias sciens vel ignorans, filii, qui probabuntur nati ex tam incesto coitu, nullo modo, nullo tempore patri vel matri succedere poterunt, nisi inconcussa triginta annorum possessio defendat eos[58]. Quod diximus de liberis ex incesto conjugio natis, eadem omnia

56. sic Ms. 1 et 4.; Ed. non habet verba : et propter stuprum aliam dimidiam.

57. sic Ms. 1.; ab Ed. abest : igitur.

58. Ed. et Ms. 1. desunt quæ sequuntur: leguntur in Ms. 4.

Digitized by Google

vera sunt de liberis, ex incesto concubitu natis, id est, ut nullo modo ex bonis patris vel matris capere possint.

(Julian. 4. 9. — L. 4. 6 C. de incest. nupt. 5. 6. — Julian. 32. 1. — Julian. 82 ult.)

## *Cap.* 40. *De Corruptione Viduæ vel Cognatæ.*

Marcianus Lib. II. Institutis. Si quis viduam, vel alii nuptam cognatam suam [59] cum qua nuptias contrahere non potest, corruperit [60], in insulam deportandus est: quia duplex crimen est, incestum [61], quia cognatam [62] violavit contra fas, et adulterium vel stuprum adjungit [63]. Denique hoc casu servi in persona [64] domini torquentur.

(** L. 5 D. de quæst. 48. 18.)

## *Cap.* 41. *De Concubinæ Ductione.*

Si quis concubinam duxerit uxorem, ex qua filios habuerit naturales, et qui ante nuptias nati sunt, et qui postea nascuntur, omnes efficiuntur legitimi, et patris subjiciuntur potestati, et parentum suorum intestatorum bona pariter et pro æquali portione divident, etiam cum his, quos ex alio licito matrimonio pater vel mater habuerit.

(Julian. 32. 3.)

## *Cap.* 42. *De Uxore Defuncti.*

Cujus propinquæ defuncti [65] uxorem ducere non licet, nec ejus sponsa esse permittitur. Sponsalia facta sunt, postquam vir et mulier de futuris nuptiis inter se pacis-

59. (Flor. et Vulg. deest : suam).
60. sic Ms. 1.; Ed. corrupit.
61. (Flor. et incestum).
62. Ms. 1. inserit : suam.
63. Ms. 1. adjunxit.
64. (Vulg. personam).
65. sic Ms. 1.; Ed. non habet : defuncti.

Digitized by Google

cuntur, vel eorum consensu alii, scilicet mandando, vel ratum habendo.

(L. 60 §. 5 D. de rit. nupt. 23. 2. — L. 4. 5 D. de sponsal. 23. 1.)

## *Cap. 43. De Dotis Datione.*

Dos potest fieri sine donatione propter nuptias, sed donatio propter nuptias non potest fieri sine dote. Sed tamen, cum dos ab uxore datur et a viro propter nuptias donatio, et in quantitate, et in pactis debent esse pares. Sed si donatio propter nuptias sit majoris quantitatis quam dos, superfluum infirmatur, et doti coæquatur. Et similiter coæquatur, si major quantitas in dote quam propter nuptias donatione.

(L. 20. in f pr. C. de don. propt. nupt. 5. 3. — Julian. 90. 1 et 2.)

## *Cap. 44. De Donatione nomine Arrharum facta.*

Si quis uxorem ducere aliquam voluerit mulierem, et in tempore sponsalium aliquid ei arrharum nomine, causa futuri matrimonii, dederit, veluti annulum, monile, pelles vel aliud simile, si per mulierem steterit, quominus matrimonium sequatur, nisi justa causa impediat, reddat arrhas in duplum, vel etiam in quadruplum, si forte ita pactum fuerit inter eos. Si vero per virum steterit, nisi justa causa interveniat, tunc arrhas amittat, vel si pactus est, quadruplicabit. Sin autem inter virum et mulierem, causa contrahendi matrimonii, stipulatio vel fidejussio vel alia securitas facta fuerit, quæ majorem pœnam contineat, quam sit illa, quam supra diximus, nullas habeat vires, quia in contrahendis nuptiis libera potestas debet esse, et nemo invitus matrimonium contrahere debet.

(L. 5 C. de spons. 5. 1).

## *Cap. 45. De Sponsalibus Pupillorum.*

Pupillus et pupilla sponsalia facere possunt, a septem annis; nuptias vero masculus a quatuordecim, mulier a duodecim. Si tamen ante supradictam ætatem sponsalia vel nuptias contraxerunt, et, postquam ad hanc ætatem

Digitized by Google

venerunt, sponsalia vel nuptias laudaverint, scilicet vel specialiter confirmando, vel in jure sponsalium aut nuptiarum permanendo, ita firmitatem obtinent, quemadmodum si ab initio in ætate legitima omnia essent facta.

(L. 14 D. de sponsal. 23. 1. — Pr. J. de nupt. 1. 10. — Pr. J. quibus mod. fin. tut. 1. 22. — L. 4 D. de rit. nupt. 23. 2.)

## *Cap.* 46. *De Rebus Minorum.*

Minores annis viginti quinque mobiles res suas si alienaverint sine tutoris aut curatoris auctoritate, nullo jure valet alienatio. Si vero tutoris aut curatoris autoritate fecerint, valet quidem, sed si damnum inde passi sunt, est in electione eorum, vel res suas recuperare per restitutionem in integrum et per cognitionem judicis, vel damnum a tutore vel a curatore exigere. Sed si subsequantur unam partem, ab altera cessabunt. Immobiles autem si alienaverint sine tutoris aut curatoris auctoritate et sine auctoritate majoris judicis loci, prorsus nihil valet alienatio, nec est eis necessaria in integrum restitutio, quum nullo jure destituti sint. Si vero tutoris aut curatoris auctoritate et judicis res immobiles alienaverint, et propter famis necessitatem fecerint, aut propter gravis debiti solutionem, aut causa dotis, vel propter nuptias donationis, firma manebit alienatio. Aliter enim si fecerint, etiam cum auctoritate judicis, restituentur in integrum, vel adversus tutorem aut curatorem agent, ut supra dictum est.

(L. 9 §. 2 D. de auct. tut. 26. 8. — Pr. J. de auct. tut. 1. 21. — L. 2. 3 C. si tut. vel. curat. 2. 25. — L. 57 D. de reg. jur. 50. 17. — L. 4. 6. 5. 12 C. de præd. et al. 5. 71. — L. 22 C. de adm. tut. 5. 57.)

## *Cap.* 47. *De factis Minorum.*

Minores viginti quinque annis de his, quæ faciunt antequam habeant annos viginti quinque, possunt intra quatuor annos in integrum restitui post vigenti quinque annos.

(L. 7 C. de temp. in int. rest. 2. 53.)

## *Cap.* 48. *De Debitore Minoris viginti quinque annis.*

Si debitor minoris annis viginti quinque firmiter se

Digitized by Google

ab ejus obligatione solvere velit, oportet, ut tutoris aut curatoris auctoritate debitum solvat et judicis mandato. Aliter enim si solvat, et minor consumpserit pecuniam, aut aliquo modo amiserit, iterum debitorem oportebit solvere. Sed mandatum judicis non est necessarium in reditibus censuum, aut aliis debitis levioribus.

(L. 15 D. de solut. 46. 3. — L. 25 C. de admin. tut. 5. 37.)

## *Cap.* 49. *De Consensu Parentum in Nuptias.*

In sponsalibus et in nuptiis [66] necessarius est parentum consensus, quorum liberi sunt in potestate. Consentire videntur, si scierint liberos velle contrahere nuptias, et non contradixerint; quoniam, qui tacet, consentire videtur.

(L. 2 D. de rit. nupt. 23. 2. — L. 7 §. 1 D. de sponsal. 23. 1. — L. 5 C. de nupt. 5. 4.)

## *Cap.* 50. *De contrahendis Sponsalibus.*

Inter pupillos habentes annos septem sponsalia contrahi possunt; nuptiæ vero non possunt, nisi masculus habeat annos quatuordecim et mulier duodecim. Sed si ante hanc ætatem nuptiæ factæ fuerint, pro infectis habentur et separari possunt; si vero usque ad legitimam ætatem nuptiarum duraverit [67] illa talis conjunctio, et ad ætatem producti [68] ratam habuerint, stando scilicet in matrimonio, nuptiæ, quæ antea inutiles erant, ratihabitione sunt effectæ legitimæ.

(L. 14. 9. D. de sponsal. 5. 1. — Pr. J. de nupt. 1. 10. — Pr. J. quib. m. tut. fin. 1. 22. — L. 4 D. de rit. nupt. 23. 2.)

## *Cap.* 51. *De Destinatione Viri et Mulieris.*

Non convivia, non testes, non dos, non propter nuptias donatio, non sacerdotalis benedictio, sed sola destinatio animi viri et mulieris, et parentum consensus, quorum in

66. sic Ms. 1.; Ed. inserit: pupillo.

67. sic Ms. 1.; Ed. duraverint.

68. sic Ms. 1.; Ed. perduci.

Digitized by Google

potestate sunt, faciunt nuptias; testimonium tamen et mentionem nuptiarum faciunt.

(L. 22 C. de nupt. 5. 2. — L. 2 D. de rit. nupt. 23. 2. — L. 30 D. de reg. jur. 50. 17. — Julian. 108. 3.)

### *Cap.* 52. *De Rapina Virginum et Viduarum.*

Raptores virginum honestarum vel ingenuarum, vel quarumlibet viduarum feminarum[69], capitis supplicio plectendos decernimus, et maxime si deo fuerint virgines vel viduæ dicatæ.

(* L. un. C. de raptu virg. 9. 13).

### *Cap.* 53. *De Corruptione parvarum Virginum.*

Paulus Lib. II. 7° Sententiarum. Qui nondum viri potentes virgines corrumpunt, humiliores[71] damnantur in metallum[72], honestiores in insulam relegantur, aut in insulam[73] mittuntur.

(** L. 38 §. 3 De pœnis 48. 19.)

### *Cap.* 54. *De Virginis Corruptione.*

Si quis virginem sine vi, vel etiam ea consentiente violaverit, vel viduam honeste viventem stupraverit, si honestus homo est, qui hoc perpetraverit, publicatione dimidiæ partis omnium bonorum suorum corrigendus est; si vero humilis, id est vilior persona, hoc commiserit, cum corporis coercitione relegatur.

(* §. 4 J. de publ. jud. 4. 18.)

69. sic Ms. 2. et Ed.; Ms. 1. semmarum.

70. (Flor. V.).

71. sic Ms. 2.; Ed et Ms. 1. humiles.

72. (Flor. Vulg. in metallum damnantur).

73. (Flor. Vulg. exsilium).

Digitized by Google

### *Cap.* 55. *Quod Uxor non debet agere de Injuria Viro illata.*

Paulus Lib. I. [74] ad Edictum. Si [75] viro injuria facta fuerit [76], uxor non aget [77] quia uxores defendi [78] a viris, viri ab uxoribus non æquum est [79].

(** L. 2 D. de injur. 47. 10.)

### *Cap.* 56. *De Transitu Monachi ad alium Locum.*

Quamvis monachus ad aliud monasterium transeat, tamen res suæ in priori monasterio maneant.

(Julian. 115. 64.)

### *Cap.* 57. *De Licentia Vitæ solitariæ.*

Quamvis liberi in potestate constituti sine eorum consensu nuptias non possunt contrahere, tamen, et ignorantibus eis, solitariam vitam participandi, licentia non denegatur.

(L. 2 D. de ritu nupt. 23. 2. — Julian. 115. 63.)

### *Cap.* 58. *De Clericis deponendis.*

Presbyter, Diaconus, Subdiaconus, si uxorem duxerit, vel concubinam habuerit, clam, sive palam, sive sub aliqua figura, ab omni clericatus ordine deponatur, nec deinceps inter legitimos homines habeatur, filiis, ex hoc incesto natis coitu, in bonis patris vel matris nullo jure gratuito, nullo tempore aliquid accepturis. Aliis vero, gradus inferioris clericis quamvis concubinis habere non

74. sic Ed. et Ms. 1. (Flor. L.).

75. (Flor. Vulg. Quod si).

76. (Flor. Vulg. sit).

77. (Flor. Vulg. agit).

78. (Flor. Vulg. defendi uxores).

79. Ms. 2. non uxores defendere viros debent (Flor. Vulg. non viros ab uxore (Vulg. uxoribus) æquum est).

Digitized by Google

liceat, uxores, tamen non prohibentur accipere, nec propter eas ad altiores gradus prohibendi sunt adscendere, si tamen virgines virginibus conjuncti fuerint [80].

(Julian. 6. 5. — Jul. 67. 5. — Jul. 36. 29.)

### *Cap.* 59. *De Laicis ad clericalem Ordinem transeuntibus*

Qui duas duxit uxores, vel concubinam habuerit, vel qui corruptam mulierem duxit uxorem, diaconus vel presbyter fieri non potest.

(Julian. 6. 5.)

### *Cap.* 60. *De Rebus Ecclesiæ.*

Conductor vel emphiteuticarius si rem alicujus loci venerabilis, ecclesiæ, vel hospitalis sive deteriorem fecerit, vel per biennium, nisi necessitate prohibitus mercedem, id est censum non solverit, liceat loci venerabilis procuratori, res locatas vel emphyteuticas auferre. Sin autem aliis hominibus merces rei locatæ deberetur, et conductor per continuum biennium censum non solverit, rem conductam amittat; emphyteuticam vero per triennium.

(Julian. III. 4. — L. 54 §. 1 L. 56 D. locati. 19. 2. — L. 2 C. de jur. emphyt. 4. 66.)

### *Cap.* 61. *De Donatione ad Ecclesiam.*

Cum alicui ecclesiæ vel alicui venerabili loco aliqua res sive immobilis, sive mobilis per aliquem titulum datur, veluti testamento hereditas, legatum, fideicommissum; et heres, qui legatum vel fideicommissum solvere debet, et non solverit ea, donec ab ecclesiæ vel alterius venerabilis loci personis judex aditus, eum in judicium venire cogat, in duplum omnia venerabili loco restituere cogendus est; et non solum legata vel fideicommissa, sed quæcunque donatio sit facta venerabili loco. Vel etiam, si res, quæ donata est, vel etiam vendita, non sit tradita, tamen procuratores venerabilis loci usque ad quadraginta annos rem vendicare poterunt, ac si ejusdem rei dominium per tra-

80. sic Ms. 1.; Ed. conjunctæ sunt.

Digitized by Google

ditionem adepti essent. Hæc actio eis etiam datur non solum adversus primas personas, sed etiam adversus eorum heredes, vel adversus quoslibet possessores, usque ad quadraginta annos.

(Julian. 119. 13. 15 et 6. — L. 46 §. 7 C. de episc. et cler. 1. 3.)

## *Cap.* 62. *De omnibus Clericis.*

Clericis omnibus, honeste viventibus, videlicet: presbyteris, diaconibus, subdiaconibus, et pauperibus elemosinas erogantibus, et egenis subvenientibus, et illis et familiæ eorum, id est famulis suis omnibus, qui cum eis habitant, a legibus datum est hoc privilegium, videlicet, ut nec illi, nec famuli eorum ulli potestati cogantur præstare sordida munera et extraordinaria et personalia. Sordida sunt, cum etiam nolens aliquis cogitur egredi a domo sua, et alium ibi recipere; vel etiam lectum suum dimittere, et alium collocare; vel equum, si stabulum non habet, juxta ignem suum religare. Extraordinaria sunt, cum cogitur quis plus domino suo dare, quam census sibi ordinatus exigit, videlicet, quum quilibet dominus ab eis qui prædia sua possident, exigit pecunias eorum, quas ei non debent. Personalia sunt, quæ ab ipsis personis sæpe censualiter debentur, veluti rusticus cum debet fodere vineam domini, secare pratum, et cetera multa. Ab his omnibus clerici excusantur, quamvis prædia possident, pro quibus parentes eorum supradicta omnia facere usi fuerant.

(L. 6. 1. 2 C. de episc. 1. 3.)

## *Cap.* 63. *De eodem.*

Iterum presbyter, diaconus, subdiaconus, si honesti sunt, pro testimonio dicendo non compelluntur jurare, quamvis alii gradus inferioris clerici, secundum quod leges præcipiunt, testimonium dicere compelluntur. Si falsum dixerint testimonium, sciant, se graviora passuros, quam si laici essent.

(Julian. 115. 9 et 33. — L. 7. 8 C. de ep. et cl. 1. 3.)

## *Cap.* 64. *De Clericis.*

Clerici, qui in gradu cantorum et lectorum positi sunt,

Digitized by Google

vel in inferiori, uxores ducere non prohibentur, nisi regulares sint. Qui vero de superiori gradu sunt, veluti subdiaconi, diaconi, presbyteri nec ducere uxores ausi sunt, nec concubinas habere. Quod si eas habuerint, uxores scilicet vel concubinas, ab omni ordine clericatus deponantur.

(Julian. 4. 9. — Jul. 36. 29.)

## *Cap.* 65. *De Rebus mobilibus Ecclesiarum.*

Res mobiles ecclesiarum, quæ spectant ad communem usum, ut vinum, frumentum, equi, boves, et cetera his similia, si a procuratoribus ecclesiarum [81] dantur, veluti ab episcopis, ab abbatibus, et ab aliis similibus, fiunt accipientium [82]. Mobiles vero, quæ ad divinam spectant religionem, et omnes res immobiles ecclesiarum nullo modo alienari possunt, nisi pro redemtione captivorum, vel pro necessitate famis, vel pro gravi pondere debitorum, vel pro maxima melioratione ecclesiarum.

(Jul. III. 1. 5. 8. — Julian. 11.)

## *Cap.* 66. *De Juris Solemnitate.*

Quædam et plura in legibus secularibus et divinis instituta sunt, quæ solemnitates desiderant; ea enim, si sine solemnium observatione facta sint, pro infectis et inutilibus habenda sunt. Hæc quoque legibus et canonibus approbamus. Dicit enim religiosissimus et catholicissimus Imperator Justinianus : testamentum non jure factum, id est non solenniter factum, pro infecto habendum est, et hoc in Institutionibus, in Codice et in Digestis, et in Novellis multotiens invenitur. Item legitur [83] l. codicis sub titulo de Adoptionibus : adoptio non solenniter facta inutilis est. Iterum in sequenti titulo de Emancipationibus [84] liberorum dicit : Emancipatio non solenniter facta, liberos a potestate

81. sic Ms. 1.; Ed. inserit : rerum.

82. sic Ms. 1.; Ed. sunt accipiendæ.

83. sic Ms. 1.; Ed. XI., leg. VIII. libro.

84. sic Ms. 1.; Ed. mancip.

Digitized by Google

non liberat, et generaliter in Digestis traditur, cuicunque negotio solennitas a legibus interposita est, si ea prætenta fuerit, invalidum est.

(L. 1 D. de inj. rupt. 28. 3. — L. 4 C. de adopt. 8. 48. — L. 3 C. de emancip. 8. 49.)

### *Cap. 67. De Peculio*

Peculium dicitur substantia personarum in potestate dominorum vel parentum constitutarum.

(L. 5 §. 4 L. 1 §. 2. 4. 5 D. de pecul. 15. 1.)

---

## LIBER SECUNDUS.

### *Cap. 1. De Qualitate Donationis.*

Quod aliquis dat alicui ob honestam causam, veluti ut sibi detur, vel fiat aliquid, est in electione illius qui dedit, si ille qui accipit non dat, vel non facit quod debet: vel interesse petere, id est damnum quod passus est, vel recuperare quod dedet, quia sibi datum aut factum non est. Quod vero ob turpem et inhonestam causam datur, aut ita datur, ut turpitudo sit ex parte dantis tantum, aut accipientis tantum; aut ita datur, ut ex utraque parte sit. Cum ex parte accipientis sit turpitudo, et non dantis, quamvis illud, pro quo acceptum est [1] factum sit, tamen reddendum est quod accepit; veluti si furi aut raptori do aliquid, ut quod [2] abstulit mihi reddat; vel cum tenenti possessionem meam, quam in Galliæ partibus appellamus honorem, do pecuniam vel aliud, ut eam mihi reddat; quamvis enim rem meam, quam injuste tenebat, mihi restituat, tamen [3] quod et accepit pro restitutione facienda reddere cogendus

1. sic Ms. 1.; Ed. inserit: vel.
2. sic Ms. 1.; Ed. qui; Ms. 2 equum, quem.
3. sic. Ms. 1.; Ed. inserit: reddendum est.

Digitized by Google

est [4]. Cum ex parte dantis, et non accipientis sit turpitudo, tunc illud, quod datum est, non restituitur. Sed si datum non est, sed promissum tantum, et hoc pro quo promissum est factum sit, dandum est; veluti quod datur, id est promittitur meretrici. Dixit enim liber Digestorum [5]: Meretrix turpiter facit, quod est meretrix, non turpiter accipit, cum est meretrix. Similiter est, cum aliquid datur vel promittitur furi, ut furetur. Cum vero ex utraque parte sit turpitudo, tunc, si datum est, non debet recipi; si solutum non est, non potest exigi, quia Codicis regula testatur: in pari causa turpitudinis melior habetur conditio possidentis; veluti si tibi promitto vel do [6] ut patiaris me uxorem tuam adulterari, vel ut homicidium perpetres, et alia hujusmodi [7] plura restant exempla.

(L. 1 pr. §. 1. 2 L. 2 §. 1 L. 4 §. 3 L. 3 D. de cond. ob turp. c. 12, 5. — L. 2 C. eod. 4. 7.)

### *Cap. 2. De Donatione propter Factum.*

Do tibi de meo, ut honestum aliquid facias, quamvis per te non stat, quin facias, id est non remaneat per te, quod non facias, tamen si antequam facias pœniteam, possum recuperare quod dedi. Si tamen ita rem composueris [8] ut necesse habeas facere, vel sumtus, qui ad factum necessarii sunt, jam fecisti, in quantum expendisti repetere non possum, nisi lucrum impensarum apud te sit, sicut si equum propter iter emisti [9]; id est, postquam equum emisti, tantum lucratus es, quantum damni passus es propter actionem.

(L. 5 pr. D. de cond. c. dat. c. n. sec. 12. 4.)

### *Cap. 3. De Re donata, sed non tradita.*

Si quis rem suam cuilibet donaverit, sed non tradiderit,

4. Ms. 2. desunt verba: vel cum ten - - cogendus est.
5. Ms. 1. non habet verba: dicit - - Dig.
6. sic Ms. 1.; Ed. desunt verb.: vel do. - et paulo post: tuam.
7. sic Ms. 2.; ab Ed. et Ms. 1. abest: hujusmodi.
8. sic Ms. 1.; Ed. composuero.
9 quæ sequuntur non sunt in Ed. sed in Ms. 1.



Digitized by Google

posteaque eam alii donaverit et tradiderit, posterior dominus erit, qui etiam jure traditionis, id est investituræ corporalis dominium acquisivit; sed tamen cui prius res donata est consequetur a donatore rei æstimationem, et hoc per condictionem legis Justiniani.

(L. 15 C. de rei vind. 3. 32. — D. 35 §. 3 C. de don. 8. 54.)

### *Cap. 4. De Donatione alienæ Rei* [10].

Si rem alienam mihi debitor dedit, per pignoratitiam contrariam agam contra eum.

(* L. 9 pr. D. de pign. act. 13. 7).

### *Cap. 5. De certo die dandi.*

Pomponius Lib. XXV. ad Sabinum [11]. Si Stichus [12], certo die dandi [13] promissus, ante diem moriatur, non tenetur promissor.

(** L. 33 D. de verb. obl. 45. 1).

### *Cap. 6. De donatione Metus causa facta.*

Si quis metu mortis aut cruciatu corporis rem suam alicui vendiderit, aut donaverit, aut alio modo alienaverit, totum rescindatur, id est, et pretium reddatur, et res restituatur. Quod si ille, qui rem possidet, de qua vis facta est, reddere voluerit, judex eum intra annum condemnare poterit in quadruplum; post annum vero, usque ad triginta annos, in simplum. Sed ea, quæ per potentiam suam judex extorquet indigne, si pretium dederit, amittet, et rem cum fructibus restituet, et hæc pœna imposita judicii etiam post annum.

(L. 4 C. de his quæ vi m. c. 2. 20. — L. 3 §. 1 D. eod. 4. 2.)

10. Ms. 2. De Re commodata.

11. Ms. 2. Quintum Mucium.

12. sic Ms. 1. Ed. addit: id est servus.

13. (Flor. Vulg. dari).

Digitized by Google

### *Cap. 7. De Facto causa Metus.*

Quicquid metu mortis aut cruciatu corporis aut metu gravis damni imminentis factum est, supra diximus, non esse ratum habendum. In tantum istud verum est, quod etiam, si quis metus causa fidejussorem dederit, non solum ipse, sed etiam fidejussor exceptione metus causa vel doli tutus est. Et quia fidejussori datur exceptio propter metum debitoris, si exceptione adversus eum, cui fidejussor exstitit, usus non fuerit, sed solverit, de eo, quod sine ulla ratione solverit, nullam contra debitorem movere poterit actionem.

(L. 1 pr. L. 14 §. 6 D. quod met. 4. 2. — L. 10 §. 12 D. mand. 17. 1.)

### *Cap. 8. De Promissione et Additione Pœnæ.*

Si quis, alio interrogante, aliquid se daturum sive facturum promiserit, et addiderit pœnam, nisi dederit aut fecerit; si certum tempus, intra quod debeat dare aut facere, statutum fuerit, et intra illud spatium non dederit nec fecerit; et si adversarius ejus eum non admonuit, tamen pœnam non poterit evitare, nisi sub tali conditione promisit, ut si adversarius admoneret, daret aut faceret. Quod si nullum tempus statutum fuerit, nec dictum fuerit, ut adversarii admonitionem expectare debeat, tunc temporis spatio præterito, intra quod, si vellet, posset dedisse vel fecisse, quamvis eum nullus admonuit, pœnam tamen evitare non poterit; quia unusquisque in memoria sua servare debet, ne in laqueum adversarii cadat.

(L. 12 C. de contr. et com. stip. 8. 38. — L. 23 D. de obl. et act. 44. 7.)

### *Cap. 9. De Promissione.*

Si quis alium daturum vel facturum promittat, non tenetur, nisi pœnam promiserit; sed si effecturum se promittat, ut alius det, vel aliquid faciat, nisi illum, quem promiserat, dare vel facere fecerit, tenebitur pro interesse.

(§. 3 J. de inut. stip. 3. 19.)

### *Cap. 10. De eodem.*

Si quis alicui ita per stipulationem promiserit : talem



Digitized by Google

rem aut talem tibi dabo; postea putans, utrasque promisisse, solverit, sicut antequam solveret, electionem solvendi habuit quam vellet, ita post solutionem electionem recuperandi habeat quam velit.

(L. 10 C. de cond. ind. 4. 5.)

### *Cap.* 11. *Si duo vel plures Pecuniam promittant.*

Si duo vel plures simul pecuniam promittant, unusquisque eorum pro portione [14] sua teneatur; nisi specialiter et expresse dictum sit, ut vel creditor, a quocunque velit, solidum petat, vel quod vicissim alter pro altero fidejussor existat.

(Julian. 92.)

### *Cap.* 12. *De Promissione* [15] *Rei*

Si quis rem suam promiserit alicui, non tenetur, quia ex nudo pacto non nascitur actio. Sed si dixerit: dono tibi rem illam, perfecta donatio est, quamvis non tradiderit, nam necessitas tradendi incumbit donatori et heredi ejus, et non tantum ei, cui donavit, sed etiam heredi ejus habet donator vel heres ejus necessitatem tradendi rem donatam, vel æstimationem, si res non existat.

(L. 7 §. 4 D. de pact. 2. 14. — §. 2 J. de donation. 2. 7. — L. 49 D. de obl. et act. 44. 7. — §. 1 J. de perpet. et temp. act. 4. 12.)

### *Cap.* 13. *De Venditione propriæ Rei.*

Si quis rei suæ venditionem fecerit, quamvis jam pretium acceperit, tamen si nondum rem tradiderit, hoc est, si nondum emtorem corporaliter induxerit in possessionem, adhuc ipse dominus est; et ideo, si postea aliquo titulo alii tradat vendendo aut donando, facit eum dominum; sed prior emtor petet interesse propter fidem ruptam [16] a venditore; in quo interesse computabitur, et damnum, quod passus est, et lucrum quod posset fecisse, si esset ei res

14. sic Ms. 1.; Ed. petitione.

15. sic Ms. 1.; Ed. procuratione.

16. sic Ms. 1.; Ed. emtam.

Digitized by Google

tradita. Lucrum tamen non computabitur ultra duplum pretii rei. Pro traditione etiam rei habetur, quocunque modo res vendita remaneat apud venditorem nomine emtoris, sive nomine depositi, sive commodati, sive conductionis jure; vel etiam, si venditor usumfructum retinuerit, pro traditione habetur. Similiter et emtor non cogitur a jure solvere pretium; sed si non solverit, habebit necesse interesse præstare, quod etiam ad damnum et lucrum computabitur. Similiter et in locatione et conductione [17] interesse præstatur, quæ solo consensu contrahitur [18] quemadmodum emtio venditio.

(§. 3 in fin. J. de emt. et vend. 3. 23. — L. 15 C. de rei vind. 3. 32. — L. 1 pr. D. de action emt. v. 19. 1. — L. un. C. de sent. q. pro eo quod int. 7. 47. — L. 18 pr. D. de adq. v. am. possessione 41. 2. — L. 77 D. de rei vind. 6. 1. — L. 28 C. de don. 8. 54. — L. 13 §. 20. 22 D. de act. emt. v. 19. 1.)

## *Cap.* 14. *De contrahenda Emtione et Venditione.*

Res vendita dicitur postquam inter venditorem et emtorem circa idem de pretio conventum est, etsi res nondum tradita est, nec pretium solutum est, nec arrha data, nec ullum aliud factum est, quod usualiter per plura loca in venditione intervenire solet, ut percussio manus et bibaria vini. In qua talem custodiam venditor adhibere debet, qualem in re locata superius adhibendam diximus. Quam si adhibuerit, et aliquo modo eam amiserit, nec ejus æstimationem dari cogitur, nec pretium exigere prohibetur: actiones tamen, quas adversus raptorem et furem haberit, exhibere debebit emtori. Hæc vera sunt, nisi pacti natura mutetur, veluti si venditor promisit emtori, se diligentissime rem custodire, tunc enim, nisi mortalitate rem amiserit, cui obviare humanæ imbecillitati impossibile est, pretium exigere non potest.

(Pr. §. 3. J. de emt. et vend. 3. 23.)

## *Cap.* 15. *De Emtione Rei alienæ.*

Si quis rem alienam sciens vel ignorans emerit ab eo, cujus non est, si postea rei dominus suam esse proba-

17. sic Ms. 1.; Ed. inserit: ad.

18. sic Ms. 1.; ed. convertitur.

Digitized by Google

verit, reddere cogendus est, nec a domino rei pretium recuperabit, quia non bona est consuetudo, ut aliquis emat, quod suum est. Sed differentia est inter eum, qui sciens emit rem alienam, et eum, qui ignorans emerit, vel aliquo modo acceperit; quod sciens, quia usucapere non potest, in pœnam furti cadit, si res mobilis est; pretium a venditore emtor non recuperat, nisi specialiter stipulatus est ab eo. Qui vero ignoranter emit, id est, rem venditoris esse putans, nec in furti vitium cadit, et usucapere potest et pretium cum interesse a venditore recuperat, id est damnum, quod propter illam emtionem passus est, et lucrum, quod ex nummis posset fieri [19].

(L. 2 C. de furt. et serv. corr. 6. 2. — Pr. J. de usucap. 2. 6. — §. 1 J. de obl. q. ex del. 4. 1. — L. 27. 6 C. de evict. 8. 45. — L. 8 D. eod 21. 2.)

## *Cap.* 16. *De Emtione et Venditione Rei alienæ* [20].

Si quis sciens contra voluntatem domini rem alienam mobilem vendidit vel emit [21], dans et accipiens uterque furti pœna tenetur. Si vero aliquis rem alienam ignoranter emerit a fure sive raptore, rem venditoris esse putans, furti pœnam non patitur; rem tamen ei, qui suam probaverit, reddere cogitur, nullo pretio a domino rei sibi reddito, quia inhumanum et impium esse videtur, aliquem cogi, suæ rei pretium solvere.

(§. 1. 6. 7 J. de obl. q. ex del. 4. 1. — L. 2 C. de furt. et serv. corr. 6. 2.)

## *Cap.* 17. *De Re vendita et furata.*

Ulpianus Lib. XXVIII. [22] ad Sabinum. Eum, qui emit, si ei non est res tradita [23] furti actionem non habere, sed et [24] adhuc venditoris esse hanc actionem, Celsus scribit [25].

19. Ms. 1. fecisse.

20. Ms. 2. De contrahenda Emt. et V.

21. sic Ms. 1.; Ed. vendit et.

22. (Flor. XXIX).

23. (Flor. si non trad. est ei res. — Vulg. si non est trad. ei res).

24. (Flor. Vulg. deest: et).

25. (Flor. Vulg. scripsit).

Digitized by Google

Mandare [26] plane oportebit emtori furti actionem et condictionem et vindicationem, et si quid ex his actionibus fuerit consecutus, id præstare emtori eum oportebit [27]. Quæ sententia vera est, et ita Julianus scribit [28], et sane periculum rei ad emtorem pertinet, dummodo venditor custodiam [29] ante traditionem præstet. Adeo autem emtor ante traditionem furti non habet actionem [30], ut sit quæsitum, an ipse surripiendo rem emtor furti teneatur? Unde [31] Julianus libro vigesimo tertio Digestorum scribit: Si emtor rem, cujus custodiam venditorem præstare oportebat [32], soluto pretio surripuerit, furti actio non nascitur [33]. Plane, si antequam pretium [34] solveret, rem subtraxit [35], furti actione tenetur, proinde [36] ac si pignus subtraxisset. Præterea [37] coloni habent actionem furti [38], quamvis domini non sint, quia eorum interest [39].

(** L. 14 pr. §. 1. 2. D. de furt. 47. 2).

## *Cap.* 18. *De Re tradita.*

Pomponius Lib. XIII. [40] ad Sabinum. Si rem meam, quasi tuam tibi [41] tradidero scienti meam esse, mani-

26. (Flor. Vulg. mandare eum).

27. (Flor. eum emt. op. — Vulg. op. eum emt).

28. (Flor. et ita et Julianus. — Vulg. et ita Julianus ait).

29. (Flor. cust. vend.).

30. (Vulg. act. non hab.).

31. (Flor. Vulg. et).

32. (Vulg. oportebit).

33. (Flor. furti actione non tenetur. — Vulg. act. furti non tenetur).

34. (Flor. Vulg. pecuniam).

35. (Flor. Vulg. subtraxerit).

36. (Flor. Vulg. teneri perinde).

37. sic Ms. 1.; Ed. propterea.

38. (Flor. hab. f. a. col.. — Vulg. h. a. f. col).

39. (Flor. interest eorum).

40. (Flor. XIX).

41. sic Ms. 1.; Ed. non habet: tibi.

Digitized by Google

festum [42] est, furtum te facere, si lucrandi animo id feceris.

(** L. 44 §. 1 D. de furt. 47. 2).

### *Cap.* 19. *De Emtione alicujus Rei.*

Si quis autem rem emerit aliquam, et nondum [43] pretium solverit, vel partem pretii solvens, aliquam partem apud se habuerit si alius ei denunciaverit, ut rem non emat affirmans [44] rem emtam esse suam, vel sibi obligatam [45], tunc non compellitur, solvere pretium vel partem pretii venditori, sed potius per actionem ex emto poterit consequi quod sua interest, si res evicta [46] juste fuerit.

(L. 24 C. de evict. 8. 45.)

### *Cap.* 20. *De venditione Æris simulantis Aurum.*

Ulpianus. Si ambo erremus in ære simulante aurum venditor et emtor, quia nihil auri habuit, non valet venditio, id est ex utraque parte reddetur. Sed si auratum aliquid sit, quia auri aliquid habuit, licet aureum putetur, valet vinditio, id est, auratum retinebit pro quanto pretio æstimatur, et insuper reddet ei tantum, quantum deesset ab eo, si esset aureum.

(* L. 14 D. de contr. emt. 18. 1).

### *Cap.* 21. *De Re alterius suscepta in Custodia.*

Si quis rem alterius gratis, et sine ulla mercede accepta vel promissa, in custodiam susceperit, talem custodiam adhibeat, qualem rei suæ exhibere solet. Ea adhibita, si rem amiserit, emendare non cogitur; nisi specialiter est

42. (Flor. Vulg. magis).
43. sic Ms. 1.; Ed. dum non.
44. sic Ms. 1.; Ed. sed asserens.
45. sic Ms. 1.; Ed. assignatam.
46. sic Ms. 1.; Ed. cuncta.

Digitized by Google

promissum depositori, ut si aliquo modo eam perderet, emendaret.

(§. 3. J. quib. mod. re. 3. 14. — L. 1 C. depos. 4. 34.)

### *Cap. 22. De Re gratis suscepta in Custodia.*

Pomponius Lib. IV. [47]. Si gratis res susceptæ sint [48], depositi agere potest [49].

(** L. 3 §. 1 D. naut. caup. 4. 9).

### *Cap. 23. De Re Locata.*

In re locata non tam levis custodia adhibenda est, ut in deposita, neque tam gravis ut in commodata, sed mediocris, id est talis, qualem bonus paterfamilias in re sua [50] habere solet.

(§. 5 J. de locat. 3. 24.)

### *Cap. 24. De Re Commodata.*

In commodata vero tam caute et tam studiose debet adhiberi diligentia ab eo, cui accommodata est, ut nunquam ab alio suo pari, quamvis sapientior esset eo, melius posset custodiri. Quam si adhibuerit, et majore vi vel casu fortuito, id est, qui provideri non potest, rem sibi commodatam amiserit, emendare non cogitur; nisi omnem custodiam repromiserit, id est quocunque modo amitteret, restitueret.

(§. 2 J. quib. mod. re. 3. 14. — L. 5 §. 2 D. commod. 13. 6.)

### *Cap. 25. De eodem.*

Pomponius Lib. XXXV. [51] ad Quintum Mucium [52]. Qui

47. (Flor. Ulp. lib. XIV. ad. Ed.).
48. (Flor. Vulg. ait Pomponius).
49. (Flor. agi potuisse. — Vulg. agi posse).
50. sic Ms. 1.; Ed. desunt verba : in re sua.
51. (Flor. XXXVIII.).
52. sic Ms. 1.; Ed. Humunsium.

Digitized by Google

re sibi commodata [53] vel apud se deposita usus est aliter, quam acceperit [54], si æstimabat [55], se non invito domino id facere, furti non tenetur.

(** L. 76 pr. D. de furt. 47. 2).

### *Cap.* 26. *De Conventione Pignoris.*

De conventionali pignore, id est quod debitor supponit creditori, ita judicandum est, ut si quod dictum fuerit, intra quod tempus pignus vendatur, si debitum non solvatur, hoc idem observatur. Si vero dictum non fuerit, tunc post admonitionem, quam creditor debitori fecerit de solutione debiti antequam pignus vendat, expectet biduum. Biduo transacto, ter debitori denunciet, ut pignus solvat; eo cessante solvere, vendat quantum poterit. Quodsi plus in pretio fuerit, debitori reddat; si vero minus fuerit in pretio, a debitore exigat. Si emtorem non invenerit, vice alterius emtoris auctoritate judicis, vel deficiente judice, per seipsum ad suum dominium rem revocet.

(L. 3 §. 1. 3. 4 C. de imp. dom. 8. 34.)

### *Cap.* 27. *De Debitore et Fidejussore.*

Si quis debitorem et fidejussorem habet, prius a debitore, quam a fidejussore debitum petat. Deinde si debitor non solverit, a fidejussore petat. Neutro solvente apud judicem de utroque querelam moveat, et ejus auctoritate a quocunque potest et vult, pignus capiat. Postea, antequam pignus vendat, denuntiet tertio ei, cujus pignus est, ut redimat; et hoc per tres dies faciat præsentibus et audientibus testibus. Tertia denuntiatione facta tribus diebus præteritis, liceat ei judicis auctoritate pignus vendere pretio, quo poterit, ita ut, si totum debitum non sit in pretio pignoris, reliquum iterum a debitore et fidejussore petat; si vero plus in pretio, quam in debito fuerit, superfluum reddat ei, a quo pignus accepit. Quodsi emtorem

53. sic Ms. 1.; Ed. accommod.

54. (Flor. Vulg. atque accepit).

55. (Flor. existimavit. — Vulg. existimat).

Digitized by Google

invenire non poterit, æstimetur a judice pretium pignoris, ut vice cujusdam emtoris rem pignoratam in dominio creditoris revocet. Quæcunque diximus, creditorem debere facere judicis auctoritate, eadem per semetipsum concessa sunt sibi, deficiente judice, vel existente, et justitiam facere nolente. Sed hoc de solo pignore, quod judicis auctoritate capitur, intelligas, vel sine judice, cum non est, vel si est, et facere justitiam non vult.

(Julian. 3. 1. — L. 2. 3 C. si in caus. jud. 8. 23. — L. 3 C. de jur dom. imp. 8. 34.)

### *Cap.* 28. *De Debitore vel Fidejussore non molestando ante Diem* [56].

Si quis debitorem aut fidejussorem suum ante tempus et diem statutum molestaverit, et ad judicium vocaverit, impensas ei in triplum restituat, et tanto spatio sine usuris aut aliquo lucro post tempus expectet, quanto ante tempus exegit, nisi fisco vel ecclesiæ vel alicui venerabili loco debeatur. His enim propter maximam necessitatem famis vel debiti, ante tempus exigere a debitore suo, concessum est sine pœna.

(§. 33 in fin. J. de act. 4. 6. — §. 9 J. de except. 4. 13.)

### *Cap.* 29. *De Debito Sortis.*

Si quis creditori suo debet sortem, id est caput, et usuras, et aliquam partem debiti solvit, habet electionem tempore solutionis, ei computare sive vult pro usuris, sive pro sorte. Si vero pro quo solvit specialiter non dixerit, electio ad creditorem revertitur, id est, pro quo velit imputare, potest, sive pro sorte, sive pro usuris.

(L. 1 C. de solut. 8. 43.)

### *Cap.* 30. *De Debito Sortis et Usuræ.*

Cum aliquid nomine sortis et usurarum debetur, quod ex venditione pignoris accipitur, primum usuris, quæ debentur, debet imputari, deinde, si quid superest sorti. Si

56. sic Ms. 2.; Ed. De Debitore ante Diem constituto; Ms. 1. D. D. a. D. contristato.

Digitized by Google

prædo rem [57] dedit pignori, convenit ei et de fructibus agere, quamvis non sint sui.

(* L. 35 pr. L. 22 §. 2 D. de pign. act. 13. 7).

## *Cap.* 31. *De certa Sorte Pecuniæ.*

Si quis sortem pecuniæ certam ab aliquo sub usuris acceperit, et cursum usurarum refrenare voluerit, offerat sortem creditori cum jam factis usuris, et si ille noluerit accipere, consignet pecuniam judici, et eam deponat in eo loco, ubi jusserit judex. Hoc facto deinceps non current usuræ, et si pecunia, quam mandato judicis deposuit, sine dolo et sine sua culpa perdita fuerit, eam non restaurabit; et non solum propter hoc factum cessabunt usuræ, sed etiam pignus, pro reddenda pecunia datum, liberabitur; quia soluta pecunia, vel si [58] per creditorem stetit, quo minus solveretur, jus pignoris tollitur, et sic pro recuperando pignore pignoratitia nascitur actio. Quod diximus, usuras cessare, si sors oblata et consignata et deposita fuerit, verum est non solum, si integra sors fuerit oblata; sed etiam, si pars ejus oblata fuerit, cessabunt usuræ pro quanta parte oblatio facta est. Sed hoc non prodest ad liberationem pignoris, quia sive pars debiti solvatur, sive offeratur, creditore accipere nolente, non tamen jus pignoris tollitur, neque pro solido, neque pro parte; quamdiu enim aliquid creditori debetur, pignoris integri durat obligatio. Omnis hæc solemnitas, quam superius diximus, id est ut [59] pecunia offeratur, consignetur, et deponatur ad removendas usuras, et ad pignoris obligationem tollendam, necessaria est his partibus [60], in quibus juris legisque prudentia viget, aliis vero partibus, ubi sacratissimæ leges incognitæ sunt, sufficit sola oblatio idoneis testibus præsentibus facta.

(L. 19 C. de usur. 4 32. — L. 6 C. de distr. pign. 8. 28. — §. 1. in fin. J. quib. m. solv. obl. 3. 29.)

57. Ms. 1. si prædia.

58. sic Ms. 1.; Ed. quæ.

59. sic Ms. 1.; Ed. ubi.

60. sic Ms. 1.; Ed. necessaria nihil partibus.

Digitized by Google

## *Cap.* 32. *De data Pecunia pro Usuris.*

Qui dant pecuniam mutuam sub usuris rustico, pignus terræ non capiant ab eo. Sed si res, quæ in mensura constant, rustico mutuas dederint, nomine usurarum in anno tantum accipiant, quantum facit octava pars sortis, id est de octo sextariis unum, et sic erunt novem. Sin autem nummos dederint, qui constant in numero, vel aurum vel argentum, quæ constant in pondere, a rustico accipiant in anno sextam partem sortis, et sic propter sex solidos, marcas vel bisantos sex, recipiant septem. Rusticum intelligas omnem, qui non aliud exercet officium, unde vivat, sed tantum agriculturam. Quantum ad hanc computationem, tamen hoc tantum intelligas constitutum cum rustico datur mutuum. Si vero alii, non rustico datur, si ipse, qui dat, illustris fuerit, sicuti ille qui dicitur Contortus [61], vel qui in majori dignitate positus est, sicuti Comes, potest præstare per duo triplum [62], si vero negotiator fuerit, potest præstare per tria quinque. Sin autem detur mutuum, ut ultra mare portetur, vel in aliquam partem longinquam, potest præstare per duplum triplum. Alii vero homines, scilicet quos vulgari sermone Renovarios [63] appellamus, possunt præstare ut supra diximus de nobilibus, per duo [64] triplum. Has usuras per annum integrum computamus. Si ante annum debitor solverit, secundum supradictam computationem minorabuntur usuræ. Unum pro certo scias, quia si quis ultra hunc modum fuerit stipulatus usuras, nullo jure eas exigere potest, nec etiam pignus pro illicitis usuris retinebit. Usuras autem usurarum omni modo prohibemus.

(Julian. 33. — L. 26. 15. 28 C. de usur. 4. 32.)

## *Cap.* 33. *De data Pecunia ad honestam Causam.*

Si quis filio familias sciens pecuniam ad inhonestam

61. Ms. 1. Cuntorius; Ms. 2. Contrarius.

62. sic Ed. et Ms. 1.; Ms. 2 pro tribus quatuor.

63. sic Ed. et Ms. 1.; Ms. 2 Renovatios.

64. sic Ms. 1.; Ed. inserit: in.

Digitized by Google

causam dederit mutuam, ei qui credidit, nulla concedatur actio adversus patrem ejus, nec adversus filium familias, etiam si exierit a potestate patris. Quod ideo provisum est, quia sæpe pro aliena eis mutuata pecunia, quas [65] luxuriando consumebant, vitæ parentum insidiabantur. Hoc tamen in filio familias milite locum non habet.

(L. 1 pr. D. ad sct. Maced. 14. 6.)

## *Cap.* 34. [66]. *De Rebus mutuandis.*

Qui mutuant pecuniam vel alias res, ejusdem qualitatis atque naturæ recipiant usuras, cujus res sunt, quas ipsi dant mutuas, et hoc exigit ratio diversi pretii rerum.

(L. 23 C. de usur. 4. 32.)

## *Cap.* 35. *De mutuata Pecunia* [67].

Si quis acceperit mutuam pecuniam non sub usuris, sed sub certa pœna, veluti cum promittit, se daturum certam pecuniæ quantitatem nomine pœnæ, si debitum non solverit intra certum diem, si talis pœna major sit legitimis usuris, non poterit peti quod superfluum est; nec non, et si solutum sit, recuperari potest. Similiter, si illicitæ usuræ solvantur recuperari possunt, vel in sortem computari.

(L. 15. 26 §. 1 med. C. de usuris 4. 32.)

## *Cap.* 36. *De Debiti Solutione, cui non debetur.*

Quod uni debetur, si alii solvatur, non liberatur debitor, nisi mandatum aut ratihabitio creditoris solutionem confirmet; et excepto cum per mandatum judicis [68] solvitur ei, cui creditor debitoris debeat.

(L. 12 C. de solut. 8. 43. — Jul. 3. 1 med.)

65. leg. quam; Ms. 1: pro re alinea onerati creditarum pecuniarum quas etc.

66. in Ms. 1. hoc cap. legitur ante C. 33.

67. Ms. 2. De legitimis usuris.

68. Ms. 1. potestatis.

Digitized by Google

### *Cap.* 37. *De Mortuo, Debitorem habente.*

Si quis creditor debitorem habens mortuus fuerit, duobus pluribusve relictis heredibus, eoque defuncto quidam heredum partem suam debiti consequatur a debitore; deinde antequam alii coheredes partes suas exigant, debitor vel nullo relicto successore decesserit, vel ad inopiam tentus fuerit, vel provinciam exierit, nullo modo stulti et desides, qui incuria sua partes suas consequuti non sunt, actionem movere poterunt adversus eum, qui caute et prudenter partem suam curavit exigere.

(L. 12 C. depositi. 4. 34.)

### *Cap.* 38. *De mortuo Debitore, si Heredes ejus conveniri possint* [69].

Si debitor tuus mortuus fuerit, omnes heredes ejus pro rata parte ex debito convenire potes, etiam si ipsi heredes inter se pacti sunt, ut unus ex illis totum debitum solvat; dicit enim regula juris: Debitorum pactionibus creditorum petitio nec tolli, nec mutari potest.

(L. 6 C. famil. herc. 3. 36.)

(** L. 25 C. de pact. 2. 3.)

### *Cap.* 39. *De Debitore unde solvat non habente.*

Quamvis debitor non habeat unde solvat [70], tamen creditoribus suis pro debito servire non compellitur.

(L. 1 C. qui bon. ced. 7. 71.)

### *Cap.* 40. *De Debitoris Debitoribus, si debent conveniri a Creditoribus* [71].

Si debitor tuus non habet unde solvat quod tibi debet,

69. Ms. 1. conventi sunt.

70. sic Ms. 1.; Ed. Ca. 39 de debitoris. . . creditoribus. Si debitor tuus non habet unde solvat, tamen creditoribus. . . compellitur. — Ca. 40 de debitore. . . habente. Quamvis debitor. . . solvat, quod tibi debet. . . satisfaciat.

71. in Ms. 2. rubr. c. 41 h. l. legitur.

Digitized by Google

ejus debitores, si quos habuerit, convenire apud judicem utiliter potes, ut secundum quod ei debent, tuo debito satisfaciat.

(L. 2. 5 C. quand. fiscus vel priv. deb sui deb. 4. 15.)

## *Cap. 41. De Pacto Debitoris ex Pignore.*

Quamvis debitor pactus sit cum creditore, ut si debitum non solverit intra certum tempus, pignus, quod supponit, maneat in dominio creditoris, nihil tamen aget, nec hoc pacto pignus retinere poterit creditor, si debitor solvere noluerit [72]; servato tamen creditori communi jure de venditione [73] pignoris vel hypothecæ.

(L. 1. 3 C. de pact. pign. 8 35.)

## *Cap. 42. De Pacto futuræ Successionis.*

Pactum de futura successione nihil valet; veluti si duo vel plures homines hereditatem alicujus sperantes in vita ejusdem inter se pacti fuerint, ut si ex testamento vel ab intestato [74] ejus hereditas ad eos omnes vel ad unum tantum vel ad plures pervenerit, tota vel pars ejus uni ex eis tantum concedatur vel duobus vel pluribus, vel ut inæquales partes fiant inter se; vel forte unus vel plures adhuc eo vivente hereditatem ejus ceteris vindiderit, et pignus forsitan vel fidejussores ad hæc pacta servanda supposuerit. Quod si factum fuerit, inutile est; nec post mortem ejus, de cujus hereditate pacta vel venditiones factæ sunt, nullus ex eo pacto vel venditione aliquid ex ejus hereditate lucrabitur; nisi quantum reliquerit testator, vel, si intestatus moriatur, quantum ex successione ab intestato alicui contigerit. Reciso omni pacto et venditione, et solutis fidejussoribus, vel pignoribus restitutis, omnia velut inutilia revocentur; nisi forte ille, de cujus hereditate agitur, pacta vel venditiones cognoverit et laudaverit, nec postea in testamento suo vel alio modo hoc idem

72. Ms. 1. volucrit.

73. sic Ms. 1.; Ed. vendicatione.

74. sic Ms. 1.; Ed. non habet : ab intestato.

Digitized by Google

prohibuerit [75], sed in eadem voluntate usque ad finem permanserit.

(L. 30 C. de pactis 2. 3.)

## *Cap.* 43. *De Fidejussore* [76].

Si quis pro alio fidejussionem fecerit, quamvis ille, pro quo fidejubet, non mandat specialiter, tamen sciens illum fidejubere permittit, si a creditore conveniatur, id est appelletur, potest adversus eum agere, pro quo fidejussit, quemadmodum si sibi mandasset.

(L. 6 C. mandat. 4. 35.)

## *Cap.* 44. *De eodem.*

Fidejussor non tantum ipse obligatur, sed et heredem obligatum relinquit; nisi speciali pacto heredem non obligandum promisit, et non tantum fidejussor ipse, sed etiam heres ejus adversus debitorem pro quo solvit et condemnatus est, vel adversus ejus heredem agere potest actione mandati, qua consequetur damnum, quod passus est, et interesse, et lucrum, quod posset fecisse, nisi fidejussisset, et usuras post moram.

(** §. 2 J. de fidej. 3. 20).

(L. 7 §. 7 D. de pact. 2. 14. — §. 6 J. de fidej. 3. 20. — L. 14 pr. L. 58 pr. L. 12 §. 9 D. mandati. 17. 1.)

## *Cap.* 45. *De succurrendo Fidejubentibus.*

Non solum in aliis rebus minoribus succurritur, scilicet [77] per restitutionem in integrum, sed et intervenientibus, id est fidejubentibus, ut puta qui fidejussorio nomine se remque suam obligavit.

(L. 1 C. de filiof. min. 2. 23.)

## *Cap.* 46. *De Fidejussore.*

Fidejussor non potest agere adversus debitorem antequam

75. sic Ms. 1.; Ed. probaverit.

76. Ms. 2. addit: ultroneo.

77. sic Ms. 1.; Ed. semel.



Digitized by Google

ipse conveniatur a creditore, et condemnatus sit, vel priusquam pro debitore aliquid solverit, vel nisi viderit bona sua debitorem devastare, et eum ad inopiam tendere, ut justam causam metuendi [78] habeat. Tunc enim si hoc metuerit, ne a debitore in futurum liberari debito possit [79], potest eum, etiam antequam ipse conveniatur a creditore, urgere ad solutionem. Alio ergo, si nondum tempus solvendi sit, habet idem fidejussor adversus creditorem exceptionem. Fidejussorem vero, exceptione munitum et injuria judicis damnatum, et appellatione minime usum, non posse adversus debitorem mandati agere, manifestum est.

(L. 38 §. 1 D. mandati 17. 1. — §. 5 J. de fidejussor. 3. 20. — L. 6 L. 10 C. mandati. 4. 35.)

## *Cap. 47. De Pignoris Distractione.*

Etsi non convenit [80] inter creditorem et debitorem [81] de distrahendo pignore, tamen licet creditori distrahere [82], si modo non convenit, ne liceat. Ubi vero convenit, ne distrahetur, creditor si dixerit, furti obligabitur [83]; nisi ei ter denuntiatum fuerit [84], ut solvat, et cessaverit.

(** L. 4 D. de pign. act. 13. 7).

## *Cap. 48. De Pignore alienæ Rei.*

Qui rem alienam pignori dedit, soluta pecunia debet rem pignoratam consequi. Quod si non solvere, sed alio modo vult satisfacere, ut si velit fidejussorem dare, nihil ei prodest. Si pignus plus valet, quam debetur creditori, qui pignus dedit potest vendere prius idonea cautela data, quod ei debetur [85] solvere. Si necessarias impensas fecit in

78. Ms. 1. movendi.

79. sic Ms. 1.; Ed. ut a debito in f. l. de debitore p.

80. (Flor. Vulg. convenerit).

81. (Flor. Vulg. deest: int. cred. et deb.).

82. (Flor. Vulg. hoc tamen jure utimur ut liceat distrahere).

83. (Flor. Vulg. obligatur).

84. (Flor. Vulg. fuerit denuntiatum).

85. Ms. 1. debet.

Digitized by Google

pignore, habet retentionem et in pignore per pignoratitiam contrariam.

(* L. 9 §. 4 L. 10 L. 6 pr. L. 8 pr. D. de pign. act. 13. 7).

*Cap. 49. De Pignore.*

Ulpianus Lib. XXXVIII. ad Sabinum [86]. Eum [87] creditorem, qui post solutam pecuniam pignus non reddit [88], teneri furti [89], Mela ait [90], si celandi animo retineat; quod verum esse arbitror.

(**L. 52 §. 7 D. de furt. 47. 2).

*Cap. 50. De Substractione pignoratæ Rei.*

Ulpianus Lib. XL. ad Sabinum. Qui rem pignori dat, eamque subripiat [91], furti actione tenetur; furtum autem rei pignoratæ [92] dominus non tantum tunc videtur facere [93] cum possidenti [94], sive [95] creditori tenenti [96] aufert [97]; verum etiam [98] si eo tempore abstulerit [99], quo [100] non possidebat, ut puta, si rem pignoratam vendidit; nam et hic cum furtum [101] facere, Julianus scribit [102].

(** L. 19 §. 5. 6 D. de furt. 47. 2).

86. (Flor. trigensimo septimo octavo ad Edictum).
87. sic Ms. 1.; Ed. cum.
88. (Flor. reddat).
89. (Vulg. furti teneri).
90. Ms. 1. non habet: Mela ait.
91. (Flor. Vulg. subripit).
92. sic Ms. 1. Ed. Furtum enim rei pignus præstat.
93. sic Ms. 1. Ed. addit: furtum (Flor. Vulg. facere videtur).
94. sic Ms. 1. Ed. cum possideatur res.
95. Ms. 1. vel.
96. Ed. addit: cum (Flor. Vulg. tenenti creditori).
97. (Vulg. aufert pignus).
98. (Flor. et).
99. sic Ms. 1. Ed. abstulit.
100. Ms. 1. quod.
101. (Flor. Vulg. furtum eum).
102. (Flor. constat et ita et Jul. scripsit. — Vulg. constat et it. Jul. scribit).



Digitized by Google

### *Cap.* 51. *De surrepto Pignore.*

Si pignore surrepto furti egerit creditor, totum, quod inde perceperit, debito imputare debet, nisi ipse debitor furtum fecit.

(* L. 22 pr. D. de pign. act. 13. 7).

### *Cap.* 52. *De Venditione Pignoris.*

Jabolenus Lib. XV. ex Cassio. Si is, qui pignori res accepit, cum de vendendo [103] pignore nihil convenisset, vendidit, aut antequam dies venditionis veniret, pecunia non soluta id fecit, furti se obligat.

(** L. 73 D. de furt. 47. 2).

### *Cap.* 53. *De non* [104] *utendo Pignore.*

Paulus Lib. III. [105] ad edictum Provinciæ. Si pignore creditor utatur, furti tenetur. Cum quicquid utendum accipit [106] si [107] ipse alii commodaverit, furti obligare responsum est. Ex quo satis apparet furtum fieri, si [108] quis usum non suæ [109] rei in alienum [110] lucrum convertat, nec quem movere debet [111], quasi is [112] lucri sui gratia [113]

103. sic Ms. 1. in Ed. deest: vendendo.

104. sic Ms. 2.; Ed. et Ms. 1. omittunt: non.

105. sid Ed. et M. 2.; Ms. 1.: IV. (Flor. Gajus lib XIII. ad Ed prov.).

106. (Flor. Vulg. Eum qui quid utendum accepit).

107. (Flor. deest: si).

108. (Flor Vulg. etsi).

109. (Flor. Vulg. alienæ).

110. (Flor. Vulg. suum).

111. sic Ms. 1. Ed. nec eum movet quem debet (Flor. Vulg. movere quem debet).

112. (Flor. quasi nihil. Vulg. quasi is nihil).

Digitized by Google

id faciat [114]. Species enim lucri est, ex alieno largiri, et beneficii [115] debitorem sibi acquirere; unde et is furti tenetur, qui ideo rem amovet, ut eam alii donet.

(** L. 54. pr. §. 1 D. de furt. 17. 2).

## *Cap.* 54. *De Pignore reddendo* [116].

Si debitor pignus creditori supponit, soluto debito debet recuperare pignus, et in quantum est deterioratum, in debito computetur. Similiter, si fructus ex pignore habuerit creditor, et hoc computetur, nisi aliter pacti sunt, et si pignus venditum sit, quod ultra debitum accepit, restituere debet et etiam usuras post moram, si reddere noluerit hoc, quod ultra debitum accepit. Idem dicitur, si per creditorem steterit, quominus debitum solvatur [117], et debitum, secundum quod judex jusserit, consignatum in tuto deposuerit.

(L. 9 §. 3 5 D. de pign. act. 13. 7. — L. 7 C. eod. 4. 24. — L. 1. 20 C. de distr. pign. 8. 28. — L. 32 §. 2 D. de usur. 22. 1. — L. 3 C. de luit. pign. 8. 31.)

## *Cap.* 55. *De eodem.*

Licet creditor acceperit pignus a debitore suo specialiter pro uno debito [118], si debeatur ei a debitore pro alio debito, si ex illo alio debito nullam securitatem habeat, cum tamen tempus solutionis illius debiti, pro quo pignus non accepit, jam transierit pignus apud creditorem integrum maneat donec sibi ex toto satisfactum fuerit [119].

(L. un. C. etiam ob chirogr. 8. 27.)

## *Cap.* 56. *De Impensis in* [120] *Pignore factis.*

Si vero creditor in pignore impensas fecit, nec pignore

113. sic Ms. 1. Ed. causa.

114. (Flor. gratia facit. Vulg. gratia faciat.).

115. (Vulg. beneficio).

116. sic Ms. 2.; ab Ed. et Ms. 1. abest: reddendo.

117. Ms. 2. reliqua desunt.

118. Ms. 1. inserit hic: tamen poterit pignus retinere.

119. In Ms. 1. deest: pignus apud cre . . . . fuerit.

120. Ms. 2. pro.

Digitized by Google

usus est, eas [121] retinere poterit; et nisi debitor solverit, post moram vel post denunciationem creditor in pignore usuras retinere poterit legales, nisi aliter pacti sunt; nec non et, si pignus sine culpa creditoris perditum sit, aliud exigere potest, nec debitum minus exigere cum usuris etiam post moram. Idem est, si pignus super creditorem evictum ab alio [122] sit.

(L 8. pr. D. de pignor. act. 13. 7. — L. 32 §. 2 D. de usur. 22. 1. — L. 1. pr. D. de pact. 2. 14. — L. 5 C. de pign. act. 4. 24. — L. 16 §. 1. L. 24 D. eod. 13. 7.)

## *Cap.* 57. *De Custodia Pignoris.*

Talis custodia in pignore est adhibenda, qualis in re locata, id est mediocris, exacta diligentia scilicet, qualem diligens paterfamilias suis rebus adhibere solet. Qua adhibita, si pignus amiserit, securus erit.

(§. 4 J. quib. mod. re. 3. 14.)

## *Cap.* 58. *Qua Ratione Creditor Pignus vendere possit* [123].

Si creditor jure pignus vendere voluerit, debitor nec eum, nec emtorem prohibere potest; nisi offerendo debitum integrum. Nam pro sola partis oblatione, vel sortis sine usuris, non potest prohibere. Et si jure, id est lege [124] vendiderit, postea quia debitor vel creditori vel emtori debitum obtulerit, nihil aget. Quocunque autem modo res pignorata vel ad debitorem vel fidejussorem, nisi consentiente creditore, revertatur: adversus eum, qui pignus possidet, quicunque sit, creditor agendo per [125] in rem actionem, recuperare potest. Unde etiam si quis eorum, vel quilibet alius furtim pignus amovet, creditori furti actio datur.

(L. 2 C. debit. vend. pign. 8. 29. — L. 2 C. fi antq. cred. 8. 20. — L. 17. 16 §. 3 D. de pign. et hyp. 20. 1. — L. 15 pr. D. de furt. 47. 2.)

121. sic Ms. 2.; Ed. Ms. 1. eum.

122. sic Ms. 1.; Ed. illo.

123. sic Ms. 2.; Ed. et Ms. 1. de pignore quando debitor eum cogere non potest si creditor vult (Ed. non vult) jure vendere.

124. Ms. 1. secundum legem.

125. sic Ms. 1.; Ed. peragendo.

Digitized by Google

### *Cap.* 59. *De Venditione Pignoris.*

Si quid [126] creditor pro venditione pignoris furatus est videlicet, aut minori pretio, quam accipere posset, vendidit, creditor jurare debet, quod sine ulla circumscriptione vendidit, quanto pretio potuit.

(L. 3 §. 5 C. de jur. dom. imp. 8. 34.)

### *Cap.* 60. *De oblata et deposita et consignata Pecunia* [127].

Quamvis, si pecunia debita fuerit oblata deposita et consignata, usuræ non currant, tamen, postquam debitor creditori pecuniam petenti non reddiderit, usuræ currunt.

(L. 19 C. de usur. 4. 323. — L. 32 §. 2 D. eod. 22. 1.)

### *Cap.* 61. *De Donatione Census vel Remissione* [128].

Si uno anno Dominus colono suo censum ob sterilitatem remiserit vel donaverit, deinde sequentibus annis ubertas contigerit, nihil oberit domino remissio vel donatio, sed integram pensionem etiam ipsius anni, quo remiserat, exigere potest.

(* L. 15 §. 4 D. locat. 19. 2).

---

## LIBER TERTIUS.

### *Cap.* 1. *De Furto mobilis Rei.*

Si quis rei mobilis alienæ vel sese moventis [1] furtum fecerit, et deprehensus vel visus ab aliquo fuerit antequam

126. Ms. 1. quidem.

127. Ms. 2. De Cursu Usuræ.

128. Ms. 2. non habet: vel Remissione.

1. Ms. 1. deest: mobilis; Ms. 4. aliene subauditur mobilis seseve moventis.

Digitized by Google

perferat rem ad locum, quo perferre ac deponere destinaverat, eam si potest reddat, si non potest, æstimationem rei restituat, et insuper pro pœna æstimationem quadrupli. Si vero rem ad destinatum locum perferat, antequam ab alio visus vel deprehensus sit, tunc eam vel æstimationem restituat, et insuper pro pœna dupli quantitatem præstet. Et sic, ut supra dictum est, furtum manifestum super totum caput cum pœna restituetur quintuplum, nec manifestum vero in triplum [2].

(§. 3. 5. 19 J. de obl. quæ ex del. 4. 1.)

## *Cap. 2. De Rapina mobilis Rei.*

Si quis res mobiles alterius sine ulla causa vi rapuerit, eam in quadruplum restituat, si intra annum a tempore factæ rapinæ agatur, in quo justitiam consequi possit. Post annum vero, quo dominus rerum agendi potestatem habuit, agere nec [3] curavit, tantum in simplum competit, nulla adhibenda differentia, sive raptor in rapina deprehensus sive visus sit, sive non. Et insuper, si vi bonorum raptorum actionem velit dimittere, furti agere poterit; si tamen per unam [4] persequutus fuerit, ab altera cessabit. Sed hæc si bonorum raptorum actio tantum habet locum, cum raptor sciens dolo malo rapit. Si autem ignorans jus, id est cum rem æstimat esse suam, alicui vi abstulerit, quia primitus debuit semel, bis et ter et usque quater quæsisse justitiam, et si potuit, non autem quæsivit: si sua est amittat eam; si aliena, eam et aliam similem reddat. Quod si multotiens quæsivit justitiam, et consequi non potuit, vel si de tam longinqua regione adversarius ejus erat, quod etiam quærere non potuit, tunc si aliquid abstulerit ei, quod suum est, retineat firmo jure; quod vero adversarii erat, quasi jure pignoris teneat; donec ab eo justitiam consequatur, vel idoneam securitatem consequendi justitiam habuit.

(Pr. §. 1 J. de vi bon. rapt. 4. 2.)

2. Ms. 2. add.: sed pœna et dupli; Ms. 4. Issud tamen noster quidam scholaris ignorat, quem dominus advertat.

3. sic Ms. 1.; Ed. non.

4. sic Ms. 1.; Ed. unum, omisso: per.

Digitized by Google

## *Cap.* 3. *De Cohortatione Furti vel Rapinæ vel Damni* [5].

Si quis alium hortatus fuerit, ut alii furtum vel rapinam faciat, aut consilium dederit, neque furti, neque vi bonorum raptorum, neque damni injuriæ actione tenetur, nisi dederit ei consilium, qualiter furtum faceret vel rapinam vel damnum : tunc enim quasi opem dedisse videtur, et ideo ipse quasi malefactor tenetur. Sed si malefactor absit, vel inops appareat, vel non sit, qui eum ad justitiam cogat, tunc adversus eum, qui hortatus est, vel consilium dedit, dabitur de dolo actio, quia [6] æstimationem damni persequitur actor, et reus infamis erit. Sed sic non est in actione injuriarum, quia injuriarum actione tenetur non solum ipse, qui fecit injuriam, sed etiam qui alium exhortatus est, vel consiliatus; vel aliquo modo affectavit, ut aliquis pateretur [7] injuriam.

(§. 11 J. de obl. q. ex del. 4. 2. — L. 1 §. 3 D. de serv. corrupt. 11. 3. — L. 31 L. 1 §. 4 L. 18 pr. D. dol. m. 4. 3. — L. 1 D. de his q. not. 3. 2. — L. 11 pr. D. de injur. 47. 10.)

## *Cap.* 4. *De Re alterius inventa et celata.*

Si quis rem alienam invenerit, eamque celaverit, et quærenti domino non manifestaverit, posteaque probatum fuerit, rem inventam celasse, pœna furti nec manifesti tenebitur, id est eam et duas similes restituat et ita [8] reddat triplum.

(§. 48 J. de rer. div. 2. 1 — §. 3. 5 fin J. de obl. q. ex del. 4. 1.)

## *Cap.* 5. *De Rapina vel Furto Rei alterius.*

Si quis rem alterius rapuerit, vel furatus fuerit, posteaque alius eam rapuerit, aut furatus fuerit, prior fur vel raptor non aget pœnam furti vel vi bonorum raptorum ad-

5. Ms. De Cohortante ad furtum vel ad Rapinam vel hujusmodi.

6. sic Ms. 1.; Ed. qui Legendum : qua.

7. Ms. 2. patraret.

8. sic Ms. 1.; Ed. omittit : ita.

Digitized by Google

versus secundum furem vel raptorem, sed dominus rei aget de pœna furti adversus utrumque. Ideo prior non aget adversus secundum, quia semper leges tendunt ad hoc, ut maleficia non sint impunita; et si prior adversus secundum ageret, eveniret, quod prior fur vel raptor esset impunitus, quod esse non debet, quia quod redderet domino totum a secundo consequeretur; et aliquando plus consequeretur quam redderet, veluti si ipse tenebatur pœna nec manifesti furti; et contra secundum ageret de pœna manifesti: Quod certe æquum non esset, si ex maleficio suo lucraretur.

(L. 76 §. 1 D. de furt 47. 2.)

## *Cap.* 6. *De Quæstione Servitutis vel Furti.*

Si quis alii servitutis quæstionem moverit, sive de furto, et ad judicium vocaverit eum, et probare non poterit: accusatus si jurejurando purgaverit innocentiam suam, adversus accusantem poterit agere injuriarum.

(L. 10 C. de injur. 9. 35.)

## *Cap.* 7. *De Quæstione criminali.*

Si quis alicui criminalem apud judicem moverit quæstionem, veluti de adulterio, homicidio, sacrilegio, falso judicio, aut falso testimonio, et probare non poterit, eam patiatur pœnam, quam accusatus, si victus foret.

(L. 10 C. de calumn. 9. 46.)

## *Cap.* 8. *De Rei alterius* [9] *Alienatione.*

Si quis rem alterius alienaverit sciente et non contradicente domino rei, cum potest et ausus est contradicere, facit dominum accipientem. Sed tamen dominus poterit exigere pretium rei venditæ a venditore per actionem negotiorum gestorum, nisi animo donandi pretium [10], permisit vendere. Similiter potest exigere a venditore pretium, si

9. Ms. 2. alienæ.

10. sic Ms. 1.; Ed. desunt verba: permisit - - venditore pretium.

Digitized by Google

antequam sciret dominus rei suæ venditionem factam, ab emtore usucapta sit.

(L. 9. §. 4 D. de adq. rer. dom. 41. 1. — L. 12 D. de evict. 21. 2. — L. 3 pr. L. 34 D. de negot. g. 3. 5. — L. 1 C. de reb. al. n. alien. 4. 51.)

## *Cap.* 9. *De Rei mobilis Possessione.*

Si quis rem mobilem alterius bona fide possidens, id est suam esse putans, vendidit eam accipienti bona fide, id est rem venditoris esse putans, ignorante eo, cujus res est, si per triennium tenuerit eam, sine aliqua interpellatione a domino rei facta, emtor jure usucapionis rei dominus erit. Idem est, si donationis causa, an aliquo quovis titulo acciperit. Ideo diximus rem mobilem usucapi non posse nisi bona fides sit ex parte dantis et accipientis, quia, si alter eorum rem noscat alienam, sive dans, sive accipiens, cadit in vitium furti, quia qui sciens vendit vel emit rem alienam contra domini voluntatem, furtum facit, et res in furtivam causam cadit. Res enim furtivæ vel vi possessæ non possunt usucapi.

(Pr. §. 2. 3 J. de usucap. 2. 6.)

## *Cap.* 10. *De Possessione Rei immobilis* [11].

Si quis domum vel aliam rem immobilem bona fide possidens, vendiderit eam vel donaverit, vel alio modo alienaverit accipienti bona fide, et, qui acceperit, possederit eam per se vel per alium sine ulla interpellatione, habens habitaculum cum eo, cujus [12] res est, intra unam provinciam per decem annos, dominus efficitur. Sed si in diversis provinciis habitent, emtor dominus rei non fit, nisi per viginti annorum spatium. Si vero malæ fidei possessor alienaverit, quamvis ille, qui accipit, bona fide possederit intra provinciam per decem annos, vel in diversis provinciis per viginti, tamen dominus non erit, nisi per triginta annorum spatium. Excepto si dominus sciens rem suam esse et a possessore quærere non curavit, tunc enim, quamvis a malæ fidei possessore emit, tamen quia dominus

11. sic Ms. 2.; Ed. et Ms. 1. De immobili Re.

12. sic Ms. 1.; Ed. si res c.

Digitized by Google

rem suam esse non contradixit, si intra unam provinciam per annos decem possederit, in diversis per vigenti, dominus erit.

(L. un. C. de usuc. transf. 7. 31. — Julian. 110. 7.)

## *Cap.* 11. *De Invasione immobilium Rerum.*

Si quis domum vel aliquam rem immobilem violenter invaserit, si sua est, amittet eam; si sua non est, in duplum restituet, id est eam et ei similem sub æstimatione pretii. Et insuper si cum armis vim fecerit, imponetur ei deportationis pœna, id est exilium perpetuum. Si vero sine armis vim fecerit, in tertia bonorum suorum parte mulctabitur, et hæc tertia pars judicis erit.

(§. 1 J. de vi bon. rapt. 4. 2. — §. 8 J. de publ. jud. 4 ult.)

## *Cap.* 12. *De Ædificatione alieni Soli.*

Si quis in alieno solo sua materia domum ædificaverit, illius sit domus, cujus et solum est. Sed tamen si bona fide ædificaverit, scilicet solum suum esse credens, domum retinere poterit, donec pretium materiæ et mercedem fabrorum [13] recipiat. Si vero mala fide, faciens in alieno solo contra domini voluntatem ædificat, animum donandi videtur habere. Sed si conductionis jure domini voluntate ædificat [14], si sine culpa domini et nulla necessitate urgente domum deserat, nec pretium materiæ, nec mercedes fabrorum recuperat. Si vero culpa domini aut necessitate rerum coactus domum deserat, veluti propter regionis famem, aut propter guerram, aut propter impressionem alicujus potestatis, tunc materiæ pretium dominus ei reddere cogitur, compensato si quid pro mercede domus debet. Quæcunque diximus de eo qui mala fide vel bona fide ædificat, vel de eo, qui jure conductionis et domini voluntate ædificat, eadem omnia intelligenda sunt de eo, qui seminat et plantat [15].

(§. 30 J. de rer. divis. 2. 1. — L. 55 §. 2 D. locat. 19. 2. — L. 2 C. de locat. 4. 65. — L. 15 §. 8. 1. 2 D. locati 19. 2 — §. 31 J. de rer. div. 2. 1.)

13. sic Ms. 1.; Ed. merces laborum.

14. M. 1. desunt verba: animum don. - - ædificat.

15. sic Ed. et Ms. 1.; Ms. 2. non habet: Quæcunque - - - ædificat; Ms. 4. add.: silvam infructuosam exstirpat.

Digitized by Google

## *Cap.* 13. *De Rei Alienatione.*

Si quis ignorante domino rem ejus alienaverit, et dominus postea ratum habuerit, quod factum est valet, quemadmodum si ejus mandato res esset alienata, quia ratihabitio mandato comparatur. Quæ ratihabitio non solum in contractibus locum habet, verum etiam in maleficiis, veluti si mei causa et affectione mei furtum vel rapinam vel aliud maleficium facis, teneor ipsius maleficii pœna [16], quemadmodum si mandassem vel fecissem.

(L. 12 §. 4 de solut. 46. 3. — L. 60. 152 §. 1. 2 D. de reg. j. 50. 17.)

## *Cap.* 14. *De Furto a pluribus facto.*

Si plures homines alicujus rei simul furtum fecerunt, unusquisque illorum integram pœnam manifesti aut nec manifesti cogatur exsolvere. Rem sublatam vel ejus æstimationem quicunque illorum solvat, ceteri liberati sunt; non de pœna, ut supra diximus, sed de rei æstimatione. Similiter si plures rapinam fecerint unusquisque de pœna tenetur. Rem vel ejus æstimationem electionem habet dominus a quocunque petere velit, et uno rei æstimationem solvente, ceteri liberati sunt; similiter non de pœna, sed de rei æstimatione. Similiter ut in rapina diximus, ita et in furto electionem habet dominus, a quo velit rei æstimationem petere.

(L. 1 C. de cond. furtiv. 4. 7. — L. 130 D. de reg. jur 50. 17. — §. 19 J. de act. 4. 6.)

## *Cap.* 15. *De Domo incensa a pluribus.*

Si duo vel plures simul alterius domum incenderint vel aliud damnum fecerint, omnes communiter obligati sunt, sed uno solvente damni æstimationem, ceteri liberantur.

(L. 11 §. 2 L. 51 §. 1. 2 ad l. Aq. 9. 2.)

## *Cap.* 16. *De Perditione furatæ Rei.*

Quocunque modo res sublata a fure vel raptore pereat,

16. Ms. 2. ipso maleficio, (reliqua desunt).

Digitized by Google

antequam offeratur domino, etiam [17] si animal morbo naturali intereat, damnum ad eos pertinere, nullus legis peritus ignorat.

(L. 2 C. de cond. furt. 4. 5.)

### *Cap.* 17. *De Mandatione Furti.*

Quicunque alii mandat ut furtum vel aliquod maleficium faciat, si factum fuerit malefactum ejus mandato, ita de pœna tenebitur quemadmodum malefactor.

(L. 5 C. de acc. et insc. 9. 2.)

### *Cap.* 18. *De Impunitate Infantis.*

Quod infans, nisi proximus pubertati, id est intra septem annos, vel furiosus possessor perdiderit, vel corruperit, impunitum est.

(§. 18 J. de obl. q. ex del. 4. 1. — L. 14 D. de officio Præs. 1. 15.)

### *Cap.* 19. *De Crimine Majestatis.*

Ulpianus [18] Lib. XIV. [19] Disputationum. Is qui reatu [20] decedit, integri status decedit. Extinguitur enim crimen mortalitate, nisi forte quis majestatis [21] reus fuerit [22]. Hoc crimen [23] nisi a successoribus purgetur, hereditas fisco vindicatur.

(** L. 11 D. ad leg. Jul. Maj. 48. 4).

### *Cap.* 20. *De Crimine vel Pœna paterna.*

Calistratus Lib. I. de Cognit. Crim. [24]. Crimen [25] vel

17. sic Ms. 1.; Ed. non habet: etiam.
18. Ms. 2. Cyprianus.
19. Ms. 1. XIII. (Flor. VIII).
20. (Flor. Vulg. in reatu).
21. (Vulg. majestatis crimine).
22. (Flor. fuit).
23. (Flor. nam hoc crimine. Vulg. nam hoc crimen).
24. sic Ms. 1.; Ed. non habet: Crimen. (Flor. de Cognitionibus).
25. (Vulg. crimen paternum).

Digitized by Google

pœna paterna nullam maculam filio infligere potest, namque unusquisque ex suo admisso sorti subjicitur, nec alieni [26] criminis successor constituitur.

(** L. 26 D. de pœn. 48. 19).

*Cap.* 21. *De Furto Metalli Principis vel Monetæ.*

Paulus Lib. II. [27]. Sententiarum. Si quis [28] ex metallo Principis vel ex moneta [29] furatus sit, pœna metalli vel [30] exilii punitur [31].

(** L. 38 pr. D. de pœn. 48. 19).

*Cap.* 22. *De Furto Rei venditæ et non traditæ.*

Papinianus [32] Lib. XII. Quæstionum. Si vendidero aliquid [33] neque tradidero [34] et [35] sine culpa mea surripiatur, furti mihi actio competit [36] et mea videtur interesse, quia damnum [37] apud me fuit.

(** L. 80 pr. D. de furt. 47. 2).

*Cap.* 23. *De inficiando Deposito.*

Celsus Lib. XII. Digestorum. Inficiando depositum,

26. sic Ms. 1.; Ed. alicui.

27. (Flor. V.).

28. (Flor. Vulg. ins. aliquid).

29. (Flor. Vulg. ins. sacra).

30. (Flor. et).

31. sic Ms. 1.; Ed. peccavit.

32. sic Ed. et Ms. 2.; Ms. 1. Ulpinianus.

33. (Flor. Vulg. deest: aliquid).

34. (Flor. Vul. ins. servum).

35. Ms. 1. inserit: hoc. (Flor. Vulg. et is).

36. (Flor. Vulg. magis est ut mihi furti (Vulg. furti mihi) competat actio).

37. (Flor. Vulg. dominium).

Digitized by Google

nemo facit furtum, neque enim furtum est inficiatio ipsa [38]. licet prope furtum est; sed si possessionem ejus adipiscatur causa intervertendi [39] facit furtum.

(** L. 67. pr. D. de furt. 47. 2).

*Cap. 24. De pluribus Delictis ab uno factis.*

Ulpianus Lib. VI. [40] ad Sabinum. Nunquam plura delicta concurrentia faciunt, ut ullius impunitas detur. Neque enim delictum ob aliud delictum minuit pœnam. Qui ergo [41] hominem surripuit et occidit, quia surripuit, furti [42]; quia occidit, Aquilia tenetur [43]. Item [44] si rapuit et occidit, vi [45] bonorum raptorum et Aquilia [46]. Et, si verberaverit, injuriarum tenebitur [47], legis enim Aquiliæ actio eam æstimationem complectitur, quanti eo anno plurimum fuit [48]. Sed si servus sit, qui hoc [49] admisit, ex [50] quacunque actione noxæ [51] fuerit deditus, peremta [52] est altera actio.

(** L. 2 pr. §. 1. 2. 3. 4 D. de privat. del. 47. 1).

*Cap. 25. De Re usufructua ii sublata.*

Paulus Lib. V. ad Sabinum. Dominus, qui rem surri-

38. (Flor. Vulg. ipsa inficiatio).

39. (Flor. Vulg. interv. causa).

40. Ms. 2. XV. (Flor. XLIII.).

41. (Flor. igitur).

42. (Vulg. ins. tenetur).

43. (Flor. Vulg. ins. neque altera harum act. alteram consumit).

44. (Flor. Idem dicendum. Vulg. Idem dicendum est).

45. (Flor. Vulg. nam et vi).

46. (Flor. Vulg. ins. tenebitur).

47. (Flor. Quæsitum est si condictus rel. — Vulg. Item si quis subreptum flagello occiderit rel.).

48. sic Ms. 1.; Ed. fuerit. (Vulg. fuerit Flor. plurimum fuit).

49. (Flor. hæc).

50. (Flor. deest: ex).

51. sic Ms. 1.; Ed. noxiæ.

52. Ms. 2. peracta.

Digitized by Google

puit [53], in qua ususfructus alienus est, furti usufructuario tenebitur [54]. Sed eum, qui rem, quam tibi commodavit surripuit [55], non teneri furti [56], Pomponius scribit [57]. Ut autem cum filio familias [58] pater furti agere possit, non constitutio juris [59], sed natura rei, nisi rem castrensem filius habeat [60], impedimento est, quod non magis cum his, quos in potestate habemus, quam nobiscum ipsis [61] agere possumus.

( ** L. 15 §. 1. 2 L. 16 D. de furt. 47. 2.)

## *Cap.* 26. *De Uxore Res Mariti subtrahente.*

Ulpianus, Lib. XXXVIII. ad Sabinum [62]. Si quis uxori res mariti subtrahenti opem conciliumve accommodaverit, furti tenebitur. Sed et [63] si cum ea furtum [64] fecerit [65], tenebitur furti, sed non ipsa [66]. Ipsa quoque, si opem furti [67] tulit [68], furti non tenebitur, sed rerum amotarum [69]. Servi vero sui nomine [70] eam teneri, nequaquam

53. (Vulg. surripuerit).

54. (Flor. tenetur).

55. (Flor. Vulg. qui tibi commodaverit, si eam rem subripiat).

56. (Flor. Vulg. ins. placuisse).

57. (Flor. Vulg. scripsit).

58. Ed. Ut autem queritur cum fil.; Ms. 1. Ut autem consilio paterfamilias (Flor. Vulg. Ne cum fil. fam.).

59. (Flor. Vulg. juris const.).

60. (Flor. Vulg. deest: nisi... habeat).

61. (Flor. Vulg. ipsi).

62. (Flor. trigensimo septimo octavo ad edictum; cf. lib. 2 cap. 49).

63. (Vulg. deest: et).

64. (Flor. Vulg. furtum cum ea).

65. (Flor. fecit).

66. (Flor. Vulg. cum ipsa non teneatur).

67. (Flor. Vulg. furi).

68. (Vulg. tulerit).

69. a Ms. 2. reliqua absunt.

70. (Flor. Vulg. ins. furti).



Digitized by Google

ambigendum est. Idem et in filiofamilias milite dicendum est [71], nam ipse [72] patri non tenetur furti [73]; sed filius servi sui [74] nomine castrensis tenebitur, si patri servus furtum fecerit. — An autem pater filio teneatur, si rem [75] castrensis peculii subtraxit [76], videamus? Puto [77] teneri.

(** L. 52 pr. §. 1. 2. 3. 4. 6 D. de furt. 47. 2.)

## *Cap. 27. De Filio surrepto.*

Paulus Lib. IX. ad Sabinum. Pater [78] filii surrepti furti actionem non habet. Liberarum personarum nomine licet furti actio sit, condictio tamen nusquam est.

(** L. 38 D. de furt. 47. 2.)

## *Cap. 28. De Ancilla prægnante surrepta.*

Ulpianus Lib. XLII. ad Sabinum. Ancilla si [79] surripiatur prægnans, aut [80] apud furem concipit [81], partus furtivus est, sive apud furem edatur, sive apud bonæ fidei possessorem. Sed in hoc posteriore casu furti actio cessat. Sed si concepit apud bonæ fidei possessorem, ibique pepererit [82],

71. (Flor. Vulg. dic. est et in fil. mil).
72. sic Ms. 1.; Ed. ipsi.
73. (Flor. furti non tenebitur. Vulg. non tenebitur furti).
74. (Flor. Vulg. servi autem sui).
75. (Flor. rem ejus. Vulg. res ejus).
76. (Flor. subtraxerit).
77. (Flor. Et putem. Vulg. et puto).
78. (Flor. Vulg. Mater).
79. (Vulg. Si ancilla).
80. (Flor. Vulg. vel).
81. (Flor. concepit. Vulg. conceperit).
82. (Vulg. peperit).

Digitized by Google

partus non est furtivus, et usucapi potest [83]. Idem [84] in pecudibus observandum [85].

(** L. 48 §. 5 D. de furt. 47. 2.)

*Cap. 29. De Rapina ante Judicium reddita.*

Gajus Lib. XII. [86] ad Edictum provinc. Non prodest ei, qui vi rapuit, ad evitandam [87] pœnam, si ante judicium restituat rem, quam rapuit [88].

(** L. 5 D. de vi bon rapt. 47. 8.)

*Cap. 30. De Liberti Furto* [89].

Paulus Lib. singul. de Pœnis Paganorum. Si libertus patrono, vel cliens vel mercenarius ei, qui eum conduxit, furtum fecerit [90], furti actio non [91] nascitur.

(** L. 89 D. de furtis 47. 2.)

*Cap. 31. De Edicto proposito per Dolum malum corrupto.*

Modestinus Lib. II. [92] de Pœnis Hodie qui Edicta proposita dolo malo corrumpunt, falsi pœna plectuntur [93]. Si

83. (Flor. Vulg. eveniet ut partus furtivus non sit, verum etiam usucapi possit).

84. (Flor. Vulg. ins. et).

85. (Flor. servandum est. Vulg. observ. est).

86. (Flor. XXI.).

87. sic Ms. 1; Ed. evitandum.

88. Ms. 2. rem oblatam.

89. Ms. 2. De Liberi vel Mercenarii furto.

90. (Vulg. fecit).

91. sic Ms. 1.; Ed. actio nascitur.

92. (Flor. I.).

93. sic Ms. 1.; Ed. plectantur; in Ms. 2. reliqua non leguntur.



Digitized by Google

venditor mensuras publice probatas frumenti, vini [94] vel cujuslibet rei, aut emtor corruperit, dolove malo fraudem fecerit, quanti ea res est, dupli [95] condemnatur.

(** L. 32 D. ad leg. Corn. de fals. 48. 10.)

*Cap.* 32. *De Furto commodatæ Rei.*

Jabolenus Lib. XV. ex Cassio. Si is, cui commodata res erat, furtum ipsius admisit, agi cum eo et furti et commodati potest. Et, si furti actum est [96], commodati actio exstinguitur.

(** L. 71 pr. D. de furt. 47. 2.)

*Cap.* 33. *De falso Creditore.*

Ulpianus Lib. XL. [97] ad Sabinum. Falsus creditor, id est [98], qui se simulat creditorem, si quid acceperit, furtum facit, nec nummi ejus erunt [99].

(** L. 43 pr. D. de furt. 47. 2.)

*Cap.* 34. *De Rei surreptæ Actione, cui competat.*

Paulus Lib. IX. ad Sabinum. Si dominium rei surreptæ quacunque ratione mutatum sit, domino furti actio competit, veluti heredi et bonorum possessori et patri adoptivo et legatario.

(** L. 47 D. de furt. 47 2.)

94. (Flor. mensuras publ. prob. vini frumenti. Vulg. vini frum. publ. prob.).

95. (Flor. ejus dupli. Vulg. ejus duplo).

96. (Vulg. ins. et).

97. (Flor. XLI.).

98. (Flor. Vulg. hoc est is).

99. (Flor. fient. Vulg. fiunt.)

Digitized by Google

## *Cap.* 35. *De Dolo malo et Consilio per Dolum dato.*

Ulpianus Lib. XXXIX. [100] ad Edictum. Recte [101] Pedius ait: sicut nemo facit furtum [102] sine dolo malo, ita nec consilium vel opem ferre sine dolo malo potest [103]. Consilium autem dare videtur, qui persuadet, et impellit, atque instruit consilio ad furtum faciendum. Opem fert, qui ministerium atque adjutorium ad surripiendas res præbet, sicut ille [104], qui rubrum pannum [105] ostendit, fugavitque pecus, ut in fures incideret. Siquidem dolo malo fecit, furti actio est. Sed si [106] non furti faciendi causa hoc fecit, non debet impunitus esse ludus [107] tam perniciosus. Idcirco Labeo scripsit [108] in factum dandam actionem. Unde [109] Gajus lib. X. [110] ad Edictum provinc. : nam et si [111] præcipitata sunt [112] pecora, utilis actio damni injuriæ quasi ex lege Aquilia dabitur.

(** L. 50 §. 2. 3. 4. L. 51 D. de furt. 47. 2.)

## *Cap.* 36. *De Compositione Sacrilegii.*

Johannes Episcopus servus servorum Dei. Omnibus principibus, omnibus clericis, omnibusque christianis. Invenimus in legibus [113] Justiniani Imperatoris, compositionem

100. (Flor. XXXVII.).
101. sic Ms. 1.; Ed. Ecce.
102. (Flor. Vulg. furtum facit).
103. (Flor. Vulg. posse).
104. (Flor. Vulg. Cum eo).
105. (Flor. Vulg. pannum rubrum).
106. (Flor. Vulg. etsi).
107. (Flor. lusus).
108. (Flor. Vulg. scribit).
109. (Flor. Vulg. deest: Unde).
110. (Flor. XIII.).
111. (Flor. deest: si).
112. (Flor. Vulg. sint).
113. sic Ms. 1.; Ed. invenimus legem; Ms. 2. inv. lege.

Digitized by Google

de sacrilegiis constitutam, scilicet in quinque libras auri optimi. Sed nos leviorem legem præcipimus esse tenendam, quæ a Karolo primo[114] principe est constituta de compositione sacrilegii, videlicet in triginta libras argenti examinati, id est sexcentorum solidorum summam argenti purissimi. Et præcipimus, ut in fine Codicis legis mundanæ scribatur hæc lex hucusque. Sacrilegium enim committit, si quis fregerit ecclesiam, vel trigenta ecclesiasticos passus, qui in circuitu Ecclesiæ sunt; auferendo sacrum de sacro, vel sacrum de non sacro, vel non sacrum de sacro; vel injuriam inferendo. Non sacrum de non sacro mundanarum legum mensura debet emendari, vel secundum probabilem morem patriæ.

(Ivo Decret. 3. 98.)

## *Cap.* 37. *De lata Ope Furi.*

Paulus Lib. IX.[115] ad Sabinum. Si[116] quis opem furtum facienti fert, nunquam manifestus fur[117] est. Itaque accidit, ut quisquis[118] opem tulit furti, nec manifesti[119], is autem qui deprehensus est, ob eandem rem actione[120] manifesti teneatur.

(** L. 34 D. de furt. 47. 2.)

## *Cap.* 38. *De Possessione Rei surreptæ*[121].

Si quis rem tuam quæ forte tibi surrepta est vel quam aliter amisisti possidet, et timens, ne a te conveniatur,

114. sic Ms. 1. Ms. 2. pio Imperatore. Ed Kaldo primo Principe.

115. Ms. 2. VIII.

116. (Flor. Vulg. Is.).

117. (Flor. Vulg. deest: fur).

118. (Flor. Vulg. is quidem qui).

119. sic Ms. 1.; Ed. hoc loco inserit: manifestius fur est, non solum et is, qui in ipso furto deprehenditur, sed et is, qui eo loco deprehenditur, quo fit (Vulg. nec manifesti furti).

120. (Flor. Vulg. deest: actione).

121. sic Ms. 1.; Ed. susceptæ.

Digitized by Google

causa mutandi judicii eam vindiderit vel dederit, quemcunque elegeris, vel venditorem vel emtorem convenire poteris, videlicet emtorem, qui rem possidet actione in rem, venditorem vero, qui dolo desiit possidere, in factum.

(L. 1 pr. D. de al. jud. mut. c. 4. 7. — Tit. C. eod. 2. 55.)

## *Cap.* 39. *De Debito negato.*

Si quis, agente adversus se creditore suo, debitum ei non reddiderit, sed potius negaverit, pecuniam esse sibi numeratam, et hoc ideo fecerit, ut actor vexetur probationibus, si postea probationibus convictus, sententia judicicis damnatus fuerit, in duplum actori condemnetur. Quod si judex contra hæc judicaverit, ipse supradictam dupli pœnam actori reddat. Sed si actor probationibus deficiens, sed sacramentum reo deferens, si reus non juraverit, sed veritatem manifestaverit, dupli pœnam evitabit: verum impensas actori reddere debebit. Et quemadmodum de reo diximus, idem est de actore, nisi probare potuerit, sibi deberi quod petit. Si reus monstrare potuerit, se solvisse quod actor ab eo exigebat, non solum quod injuste petebat actor, amittet, sed etiam aliud tantum reo præstare compellatur.

(Julian. 34. 8.)

## *Cap.* 40. *De Surreptione se sciente sibi facta* [122].

Si quis, cum sciret, quid sibi surripi, nec [123] prohibuit, non potest furti agere, nisi [124] per vim sit ei ablatum; tunc enim actione furti vel vi bonorum raptorum duplum consequetur [125]. Creditori actio furti in summam pignoris, non debiti competit; sed ubi debitor ipse pignus sub-

122. Ms. 2. De eo, qui consentit sibi surripienti.

123. (Flor. Vulg. non).

124. (Flor. Vulg. Paulus immo contra rel.).

125. Ms. 2. reliqua desunt.

Digitized by Google

traxisset [126], contrarium [127] probatur, id est [128], ut in summam [129] pecuniæ debitæ et ejus usurarum [130] furti conveniatur [131].

(** L. 91. 87 D. de furt. 47. 2.)

(Pr. J. de vi bon. rap. 4. 2)

### *Cap. 41. De Pretio Rei furtivæ a Domino Rei per Vim Furi ablato.*

Cum fur rem furtivam vendidisset [132], dominus rei nummos pretii extorsisset per vim, furtum vel rapinam nummorum eum fecisse responsum est. Sed si non pretium, sed rem ipsam sibi surreptam furi abstulit, nihilominus furti actione duplum consequetur.

(* L. 48 §. 7 et pr. D. de furt. 47. 2.)

### *Cap. 42. De Occisione Animalium.*

Si quis animal alterius interfecerit, quod naturaliter gregatim pascit, ut equus [133], bos, asinus, sus, capræ, oves, tanti pretii æstimationem det domino, cujus animal fuit, quanti majoris fuit in præterito anno, etiam si eo tempore, quo occissum est, vilissimi pretii fuit, in insuper damnum, quod contigit ei propter amissum animal, restauret. Si vero tantum vulneraverit, nec propter vulnus mortuum fuerit, tunc quanti depretiatum est, de eo quod majoris pretii fuerit in præteritis triginta diebus, tanti æstimationem ferat ei, cujus fuit animal, et insuper lucrum, quod certum est eum amisisse, vel amissurum propter vulnus pecoris. Quod diximus [134] de vulneribus animalium

126. (Flor. Vulg. subtr. pignus).
127. (Elor. Vulg. contra).
128. (Flor. Vulg. deest: id est).
129. (Vulg. summa).
130. (Flor. Vulg. usurarum ejus).
131. (Flor. conveniretur).
132. sic Ms. 1.; Ed. vindicassit.
133. sic Ms. 1.; Ed. ejus.
134. sic Ms. 1.; Ed. omittit: diximus.

Digitized by Google

gregatim pascentium, eadem de vulneribus animalium et occisionibus eorum, quæ gregatim non pascunt, intelligenda sunt; id est, quanti melius fuit intra triginta dies[135]. Idem est de certo damno per injuriam dato, id est, ut tanti æstimatio detur, quanti damnum datum fuerit, sicut de combusta domo, vel alio damno.

(Pr. §. 1. 9. 10. 13. 14 J. de leg Aq. 4. 3.)

## *Cap.* 43. *De Interfectione vel Vulnere Animalium.*

Si quis animal alterius interfecerit aut vulneraverit, aut alio quovis modo damnum intulerit, non lucrandi animo sibi vel alteri, quoniam tunc esset furtum vel rapina, sed tantum damnandi animo alium: si, antequam probationibus[136] convincatur, damnum dedisse confessus fuerit: componat damnum, ut supra diximus, adhibita differentia anni, sive triginta dierum. Si vero negaverit donec sacramento testium convincatur, in duplum restituat. Quod diximus si damnum dederit, idem est, si alius[137] mandaverit, vel etiam si non mandaverit, sed pro eo factum fuerit et ipse postea ratum habuerit, quia ratihabitio non solum in contractibus, verum etiam in maleficiis mandato comparatur.

(L. 1 pr. §. 1 L. 27 §. 5 D. ad. l. Aq. 9. 2. — L. 152 §. 1. 2 D. de reg. jur. 50. 17.)

## *Cap.* 44. *De silvestris Animalibus* [138].

Si quis cirogrillum, leporem aut vulpem aut aliam feram quamlibet commoverit et persecutus fuerit, deinde alius veniens ex transverso eam interfecerit, vel vivam occupaverit, sive per se, sive per homines suos, sive cum canibus suis vel alienis, occupantis erit. Sed si ille, qui feram commoverit, nondum desierat persequi, tunc, quia

135. Ms. 1. desunt verba: id est - - dies.

136. sic Ms. 1.; Ed inserit: consequatur et.

137. sic Ms. 1.; Ed alius.

138. Ms. 2. De Commotione silvestrium Animalium.

Digitized by Google

occupans per istius operam lucrum cepit, necesse habet, vel partem feræ vel pretium, quo pars fuerit æstimata, persequenti impertiri, et hoc per utilem negotiorum gestorum actionem [139]. Quod de feris diximus, item etiam de piscibus et volucribus sine ulla tarditate sapiens quis judicare non dubitet [140].

(§. 12. 13 J. de rer. div. 2. 1.)

## *Cap. 45. De Captione Apum.*

Si quis apes invenerit in sua vel aliena arbore, et eas occupaverit, ejus erunt quemadmodum si volucres occupet in aliena arbore vel fundo alieno. Excepto si dominus vel alius jam signaverit arborem causa colligendi eas; tunc enim, si certum apparebit, quod ipse, qui signum fecerat, collegisset, nisi is postea occupasset, vel eas reddat ei, qui signum fecerat, vel eorum pretium.

(§. 14 J. de rer. div. 2. 1.)

## *Cap. 46. Si quis alium verberaverit, vel vulneraverit.*

Si quis alium verberaverit vel vulneraverit, aut aliquam injuriam intulerit animo contumeliæ, et ille, cui injuria illata est, ad animum statim revocaverit, juret prius ille, qui injuriam passus est, pro quanto nollet injuriam istam sibi esse illatam. Et si judex cognoverit, eum ultra modum jurare vel juraase velle, liceat ei, moderare secundum qualitatem personæ et dignitatem injuriam passi atque magnitudinem delicti. Et si ille, qui commisit injuriam, unde æstimationem solvat, non habuerit, aut verberibus afficiatur, aut alia quavis pœna, quam judex arbitratus fuerit, damnetur [141].

(§. 1. 7. 12 J. de injur. 4. 4.)

139. Ms. 2. novum rubr. hic habet: De Piscibus et Avibus.

140. Ms. 2. intelligere debet.

141. Ms. 2. addit: Extra causam: In Institutis dicit regula quædam: hæc actio dissimulatione aboletur, quia etsi mox ad animum non revocaverit, non potest agere injuriarum. Et hæc actio ultra annum non extenditur, etiam post litem contestatam, nec ubi judex non est, vel si est, justitiam fecere non vult, nec datur in hæredem.

Digitized by Google

### *Cap. 47.* [142] *De Incitatione Canum alterius.*

Si quis canes alienos proclamaverit et incitaverit, et ejus incitatione vel [143] ammonitione damnum fecerint, nullum imponatur ei damnum, cujus canes sunt, sed illi, qui eos incitavit, vel appellavit, vel irritavit; et hoc per in factum actionem.

(L. 1 §. 6. 7 D. si quadrup. 9. 1.)

### *Cap 48. Si quis alicui Oculos eruerit.*

Si quis alicui oculos eruerit, præceptum legis est super hoc, ut ducentos solidos aureæ monetæ componat.

### *Cap. 49. Si naturaliter Animal Damnum fecerit.*

Si animal tuum quadrupes, aut bipes, sine alterius instigatu damnum dederit fervore vel lascivia vel feritate, habebit necesse, vel animal dare ei, qui damnum passus est, vel æstimationem damni, nisi tuo instigatu, vel te vidente et te prohibere nolente, damnum fecerit. Tunc enim non habebis hanc electionem, sed omnimodo damnum restitues. — Sed, si antequam animal reddas, ipsum alterius esse cœperit, cum ejus domino agendum est, quia omnis noxa vel actio caput sequitur [144]. Si vero non fervore vel lascivia aut feritate, sed naturaliter damnum fecerit, veluti si canis farinam comederit, aut bos vel equus pascit herbam, tunc damnum, quod animal tuum voluntate tua fecit per malam custodiam tuam, per caput restitues [145]. Sed si naturaliter fecit sine tua voluntate, vel animal dabis, vel damnum restitues.

(L. 1 pr. §. 4 D. si quadrup. 9. 1. — L. 2 D. de noxal act. 9. 4. — L. 1 §. 12 D. si quad. 9. 1. — L. 14 §. 3 D. de præs. v. 19. 5.)

142. Ms. 1. cap. 47 habet post 48.

143. sic Ms. 1.; Ed. non habet: incitatione vel.

144. Ms. 1. desunt verba: Sed si - - sequitur; in Ed. male leguntur post: damnum fecerit.

145. Ms. 1. reliqua desunt.

Digitized by Google

### *Cap.* 50. *De Occisione vel Vulnere Animalium inter se*

Si quod animal tuum meum occiderit aut vulneraverit; si tuum est aggressum meum, id est, si tuum venit super meum, vel animal dabis, vel æstimationem damni, secundum electionem tuam. Si vero meum tuum aggressum est, non mihi præstabis aliquid, quia non solum hominibus vim vi repellere licet, sed etiam animalibus irrationabilibus.

(L. 1 §. 11 D. si quadr. 9. 1)

### *Cap.* 51. *Si quis se defendendo inferat alicui Mortem.*

Si quis alium, se defendendo vel rem suam, interfecerit aut vulneraverit, nulla ei inferatur molestia, si modum defensionis secutus est [146].

(L. 5. pr. D. ad. leg. Aq. 9. 2. — L. 1 C. unde vi 8. 4.)

### *Cap.* 52. *De Inclusione Animalium.*

Si quis animal alterius injuste incluserit, et inclusum interfecerit aut necaverit fame, si non negaverit, emendet [147] in simplum, si negaverit, in duplum.

(L. 5 C. ad leg. Aq. 3. 35. — L. 1 §. 1 D. ad leg. Aq. 9. 2.)

### *Cap.* 53. *De Præceptione inferendorum Damnorum* [148].

Si mando tibi, ut alicui inimico meo furtum facias, vel aliter offendas, antequam forfacias [149] paciscor vel transigo cum inimico meo, tu vero post forfactum facias, quæritur, utrum a te solo, qui fecisti, vel etiam a me possit exigi?

146. Ms. 2. add.: quia moderatione suæ defensionis tutus est. Idem est extra, si tu cum ligno et ipse cum ligno, non cum armis.

147. Ms. 2. et 4. emendetur duplum, si autem negaverit, se inclusisse vel necasse, in triplum.

148. sic Ms. 2., Ed. et Ms. 1. Interfectionis Animalis.

149. Ms. 2. forisfacias.

Digitized by Google

Et nos ita judicamus : si, cum forfecisti, sciebas, me cum inimico meo pacem fecisse, a te, et non a me petatur, si vero nesciebas, a me et a te peti potest [150].

(L. 15. D. mandari. 17. 1. — §. 9. J. de mandat. 3. 26. — L. 5. C. de accus. 9. 2.)

## *Cap.* 54. *De Excedende Fines Mandati.*

Si mando tibi, ut inimico meo unum interficias equum, tu vero duos vel plures interfeceris, ego non teneor, nisi de uno tantum, nisi, postquam omnes interfeceris, ratum habeam. Tu vero de omnibus teneris, quia nec in maleficio, nec in contractibus is, qui exsequitur mandatum, debet excedere fines mandati.

(L. 5 pr. D. mandat. 17. 1. — L. 1 §. 13. 14 D. de vi et vi arm. 43. 16.)

## *Cap.* 55. *De Conditione turpiter possidentis* [151].

Quando turpitudo versatur ex utraque parte, melior est conditio possidentis; et in aleatoribus qui possidet alterius pecuniam, possideat, turpitudo quippe est utrinque, quia uterque contra legem agit. Si tamen ille, qui amisit, scilicet in ludo, sit filius familias, id est in potestate manens, sive [152] minor, sive non, pater potest exigere per actionem in rem vel condictionem, si res non existat, nisi sit peculium castrense vel quasi castrense.

(L. 2 C. de cond. ob turp. c. 4. 7. — L. 4 §. 1 D. de aleat. 11. 5. — L. 2 D. ad Sct. Maced. 14. 6.)

## *Cap.* 56. *De fruendo Fundo.*

Qui in perpetuum fundum fruendum a municipibus con-

150. Ms. 2. add.: Mandatum contrahitur quinque modis. Sive tua tantum gratia aliquis tibi mandet, sive tua et aliena, sive aliena tantum, sive sua et aliena, sive tua et aliena. Mandatum dicitur quasi manu datum, eo, quod antiqui obligare se volentes invicem manus dabant, quod et hodie fit in quibusdam contractibus, ut in venditione aliquando. Mandatum, consilium, exhortatio, jussio, rogatio, quæ idem esse videntur, ne nos decipiant considerandum est.

151. M. 1. viventis.

152. sic Ms. 1.; Ed. non habet: sit fil. fam. -- sive.

Digitized by Google

duxerunt [153] quamvis non efficiantur domini, tamen complacuit [154] eis competere [155] actionem in rem [156] adversus quemvis possessorem; sed etiam [157] adversus ipsos municipes, ita tamen, si vectigal solverunt [158]. Idem est, si [159] ad tempus habuero [160] conductum, et [161] tempus conductionis nondum est finitum [162], Emphyteuta per totum triennium tributa domino non solvente [163], licet domino repellere eum a prædiis emphyteuticariis. Dicimus ergo, quod multo melius a conductis possit eum repellere.

(** L. 1 §. 1 L. 2. 3 D. si ager vect. 6. 3.)

(L. 2 C. de jur. emph. 4. 66. — L. 56 D. loc. cond. 19. 2.)

*Cap. 57. De mente alicujus Medicamento alienata, et de Vicio alicui ab aliquo illato* [164].

Ulpianus Lib. XXV. [165] ad Edictum. Item apud Labeonem quæritur: Si quis mentem alicujus medicamento aliove quo [166] alienaverit [167], injuriarum actio locum habebit [168]? et ait: injuriarum adversus eum agi posse [169]. Si quis pul-

153. (Flor. Vulg. cond. a mun.).

154. (Flor. Vulg. placuit).

155. (Flor. Vulg. comp. eis).

156. (Flor. Vulg. in rem act.).

157. (Flor. Vulg. et).

158. (Flor. Vulg. solvant).

159. (Flor. Vulg. et si).

160. (Flor. Vulg. habuerint).

161. (Flor. Vulg. nec).

162. (Flor. Vulg. cond. finitum sit) sic Ms. 1. Ed. inserit: in; Ms. 2. des reliqua.

163. sic Ms. 1.; Ed. solverunt.

164. Ms. 2. addit: et de Conviciis.

165. sic Ed. et Ms. 1.; Ms. 2. LXXV. ad eundem. (Flor. LXXVII.).

166. sic Ms. 1.; Ed. aliove quovis modo. (Vulg. aliove modo).

167. (Flor. Vulg. ins. an).

168. (Flor. haberet).

169. Ms. 1. potest.

Digitized by Google

satus quidem [170] non est, verum ad eum manus [171] lævatæ sunt [172] et perterruit [173] quasi vapulaturus, non tamen percussit[174], injuriarum actione tenetur. Ait Prætor : Qui adversus bonos mores convicium cui fecisse [175], cujusve opera factum [176] dicetur, quo adversus bonos mores convicium fieret [177], in eum judicium dabo. Convicium [178] injuriam esse, Labeo ait. Convicium a convitatione [179] vel a conventu, hoc est a collatione vocum dicitur [180]. Cum enim in unum [181] plures [182] voces conferuntur, est quasi convocium [183]. Sed quia dicitur [184] a Prætore [185] adversus bonos mores, ostendit non omnem vociferationem collatam in unum [186], Prætorem notare, sed eam, quæ bonis moribus improbatur, quæque ad infamiam vel [187] invidiam alicujus [188] spectare videtur [189]. — Generaliter [190] vetuit Prætor, fieri quod ad infamiam alicujus pertinet [191]. Proinde quod-

170. sic Ms. 1.; Ed. deest: quidem.

171. (Flor. Vulg. manus adversus eum).

172. (Flor. Vulg. deest: sunt).

173. (Flor. sæpe territus. Vulg. sæpe territus est).

174. (Flor. Vulg. ins. utili).

175. sic Ms. 1.; Ed. fecerit.

176. (Flor. factum esse. Vulg. quid factum esse).

177. sic Ms. 1.; Ed. non habet: cujusve - - fieret.

178. (Vulg. ins. autem).

179. (Flor. Vulg. autem dicitur vel a concitatione).

180. (Flor. Vulg. deest: dicitur).

181. Ms. 1. inserit: quasi.

182. (Flor. complures. Vulg. quamplures).

183. sic Ms. 1.; Ed. convicium. (Flor. Vulg. convicium appellatur quasi convocium. (Vulg. addit: est).

184. (Flor. Vulg. quod adjicitur (addicitur, adicitur).

185. sic Ms. 1.; Ed. apud Prætorem.

186. (Flor. Vulg. in unum coll. voc.).

187. (Vulg. ins. ad injuriam vel ad).

188. sic Ms. 1.; Ed. deest: alicujus.

189. (Flor. Vulg. spectaret).

190. (Vulg. ins. autem).

191. (Flor. quid ad inf. alic fieri. — Vulg. ad inf. alic. quid fieri).

Digitized by Google

cunque aliquis dixerit vel fecerit [192], ut aliquem [193] iniamet [194], erit actio injuriarum. Hæc autem fere sunt, quæ ad infamiam alicujus fiunt : ut puta [195] ad invidiam alicujus quis [196] veste lugubri utatur an [197] squalida an [198] si barbam dimittat [199], vel capillos submittat, vel [200] si carmen conscribat vel proponat, vel cantet aliquid [201], quod pudorem alicujus lædat [202]. Quod ait Prætor : Si quis adversus eam [203] fecerit, prout quæque res [204] erit, animadvertam.

(** L. 15 pr. § 1. 2. 3. 4. 5. 27. 28 D. de injur. 47. 10.)

## *Cap.* 58. *De Injuria.*

Ulpianus Lib. V. [205] ad Edictum. Injuria dicta est ex eo [206], quod non jure fiat. — Injuriæ autem appellatione damnum sine [207] culpa datum significatur.

(** L. 1 pr. D. de injur. 47. 10).

## *Cap.* 59. *De Æstimatione Injuriarum* [208].

Jabolenus Lib. IX. Epistolarum Injuriarum æstimatio

192. (Flor. Vulg. quis fecerit vel dixerit).
193. (Flor. alium).
194. (Vulg. infamaret).
195. (Vulg. ins. si quis).
196. (Flor. Vulg. deest : quis).
197. (Flor. Vulg. utitur aut).
198. (Flor. Vulg. aut).
199. (Flor. demittat).
200. (Flor. Vulg. aut).
201. (Flor. Vulg. aliquod).
202. Ms. 2. desunt reliqua cum cap. sequenti.
203. (Flor. Vulg. ea).
204. (Flor. quaqua re).
205. (Flor. LVI.).
206. (Flor. Vulg. ex eo dicta est).
207. (Flor. Vulg. deest : sine).
208. Ms. 2. De Injuria illata.

Digitized by Google

non ad id tempus, quo adjudicatur [209], sed ad id, quo facta est, referri debet.

(** L. 21 D. de injur. 47. 10.)

## *Cap. 60. De civili Constitutione.*

Ulpianus Lib. XLI. ad Sabinum. Civilis constitutio est, pœnalibus actionibus heredes non teneri, nec ceteros [210] successores. Idcirco nec furti conveniri possunt. Sed quamvis furti actione non teneantur, tamen [211] ad exhibendum actionem eorum teneri [212] oportet, si possideant, aut [213] dolo fecerint, quominus possideant. — Item condictio competit adversus eos [214]. Heredem [215] autem furti agere posse, undique [216] constat. Exsecutio enim quorumdam delictorum heredibus est data [217]; ita et legis Aquiliæ actiones [218] heres habet; sed injuriarum actio heredi [219] competit. Non tantum in furti, verum [220] etiam in ceteris quoque [221] actionibus, quæ ex delictis oriuntur, sive civiles sint [222], sive honorariæ, hoc [223] placet ut noxa caput sequatur.

(** L. 1 D. de privat. del. 47. 1.)

209. (Flor. Vulg. judicatur).
210. (Flor. Vulg. ins. quidem).
211. (Flor. Vulg. attamen).
212. (Flor. actione teneri eos. Vulg. actione eos teneri).
213. sic Ms. 1.; Ed. aut si dolo.
214. (Flor. Vulg. adv. eos comp.).
215. (Vulg. heredes).
216. (Flor. Vulg. æque).
217. (Flor. data est).
218. (Flor. Vulg. actionem).
219. (sic Ed. et Ms. 1. (Flor. Vulg. ins non).
220. Ms. 1. sed.
221. (Flor. verum in cet. quoque. Vulg. verum etiam in ceteris).
222. (Flor. Vulg. sunt).
223. (Flor. id).



Digitized by Google

## *Cap.* 61. *De Percussione Pavonum.*

Pomponius Lib. XIX. ad Sabinum. Si Pavonem meum mansuetum, cum de domo mea aufugisset [224], persequutus sis, quoad is perit [225], agere furti tecum [226] ita potero, si aliquis eum habere cœpit [227].

(** L. 37 D. de furt. 47. 2).

## *Cap.* 62. *De Rei Abjectione* [228].

Ulpianus Lib. XL. [229] ad Sabinum. Si quis sponte sua [230] rem jecit vel jactavit [231] vel quasi [232] pro derelicto habiturus, tuque rem hanc [233] tuleris, an furti tenearis, Celsus [234] XII. Digestorum quærit? Et ait [235]: quod si non putasti, dubitari potest [236], sed [237] tamen magis defendit, non teneri: quia, inquit, res non in te vertitur [238] ei [239] qui eam sponte rejecit.

(** L. 43 §. 10 D. de furt. 47. 2.)

224. (Flor. Vulg. effugisset).

225. Ms, 1 periit. (Vulg. periit: ed. 1476 paverit).

226. (Flor. Vulg. tecum furti).

227. (Flor. Vulg. cœperit).

228. Ms. 2. De Re abjecta vel quasi neglecta.

229. (Flor. XLI.).

230. (Flor. Vulg. deest: sua).

231. (Vulg. jactaverit).

232. (Flor. non quasi. Vulg. et ideo quasi).

233. (Flor. hanc rem).

234. (Flor. Vulg, ins. libro).

235. (Flor. Vulg. inser. siquidem putasti pro derelicto habitam, non teneris (Vulg. teneri).

236. (Flor. Vulg. hic dubitari posse ait).

237. (Flor. Vulg. et).

238. (Flor. Vulg. intervertitur).

239. Mss 1. non iterum revertitur ad eum.

Digitized by Google

### *Cap.* 63. *De Filio vel Liberto, si Patrem vel Patronum ad Judicium vocaverit.*

Si filius parentem suum, vel libertus patronum ad judicium vocaverit, nisi prius a judice, id est loci potestate, postulaverit, et impetraverit, in utrumque eorum Prætor pœnam quinquaginta solidorum constituit intra annum tantum.

(§. ult. J. de pœn. tem. litig. 4. 16. — L. 24 D. de in jus voc. 2. 4.)

### *Cap.* 64. *De Pupillo obnoxio.*

Quicunque pupillum vel adolescentem aliqua causa habet obnoxium sibi, vel aliquo debito obligatum; vel quicunque sit obnoxius pupillo vel adolescenti, vel aliqua causa obligatus, licet tutor vel curator possit esse legitimus: tamen nullo modo potest esse tutor vel curator. Nam si contra hoc aliquis tutor vel curator factus fuerit, actiones, si quas habet adversus pupillum, vel adultum, amittat; et si quid ipse debet pupillo vel adulto, etiam si intra ætatem hoc ei solverit, tamen post ætatem idem solvere compellitur.

(Julian. 65. 2 et 5.)

### *Cap.* 65. *De Consilio non fraudulento.*

Consilii non fraudulenti nulla est obligatio [240], ceterum si dolus intercessit et calliditas [241], de dolo actio competit.

(** L. 47 pr. D. de reg. jur. 50. 17.)

### *Cap.* 66. *De Calore Iracundiæ.*

Quidquid [242] calore iracundiæ vel fit, vel dicitur,

240. (Flor. Vulg. obl. est).

241. (Flor. Vulg. et call. interc. (Vulg. intercesserit).

242. (Flor. ins. in).



Digitized by Google

non [243] prius ratum est, quam si [244] perseverantia apparuerit [245], vitium [246] animi fuisse [247].

(** L. 48 D. de reg. jur. 50. 17.)

*Cap.* 67. *De Doliis vitiosis.*

Si quis dolia vitiosa ignarus locaverit, deinde vinum effluxerit, tenebitur in id [248] quod interest, nec ignorantia ejus erit excusata. — Idem erit, si commodaveris, et vitiosa esse non ignoraveris.

(** L. 19 §. 1 D. locati 19. 2.)

(L. 18 §. 3 D. commod. 13. 6.)

*Cap.* 68. *De Nautis, Cauponibus, et Stabulariis si Damnum dederint inter se* [249].

Si [250] nautæ damnum inter se [251] dederint, hoc ad exercitorem non pertinet; sed si quis sit nauta et mercator debebit illi dari [252]. Hæc autem actio [253] in duplum est.

(** L. 7 §. 2. 1 D. nautæ caup. 4. 9.)

*Cap.* 69. *De Quæstione quadam* [254].

Quæstionem quandam [255] auribus nostris relatam, quia

243. sic Ms. 1.; Ed. nisi.

244. sic Ms. 1.; Ed. quodsi.

245. (Flor. apparuit).

246. (Flor. Vulg. judicium).

247. sic Ms. 1.; Ed. addit: judicetur.

248. sic Ms. 1.; Ed. uno.

249. sic Ms. 1.; Ed. interesse.

250. (Flor. Vulg. Sed si quidem).

251. sic Ms. 1.; Ed. Qui autem interesse damnum. (Flor. inter se damni. Vulg. inter se damnum).

252. Ms. 1. dare; Ms. 2. reliqua absunt.

253. (Flor. Vulg. hæc actio in factum).

254. sic Ms. 1. et Ed.; Ms. 2. de Intestato mortuo.

255. sic Ed. et Ms. 1.; Ms. 2. quondam.

Digitized by Google

de ea inter legisperitos etiam contentionem exortam cognovimus, definiendam duximus [256]. Verba facti talia sunt: Quidam habens filium, et ex duabus filiabus defunctis nepotes, intestatus mortuus est. Defuncti filius omnem paternam hereditatem possedit, nulla portione filiis sororum permissa. Unius sororis filii quæstionem suæ partis silentio dederunt; alterius autem sororis filii partem suam per placitum et guerram exegerunt; tandem consequuti sunt. Alii vero consobrini, qui nihil quæsiverunt ab avunculo suo, partem quærunt ab his, qui partem suam consequuti sunt; asserentes partem suam per omnia loca debere se consequi. Alii autem resistentes dicunt, nullam portionem se reddere debere, quia de placito et guerra nullum ab eis auxilium acceperunt; nec ultra tantum, quantum sua portio est, aliquid habeant. Quid sanctissimæ leges inde sentiant, apertis oculis demonstremus: Verum est, quod isti, qui guerram fecerunt, dent aliis partem de eo, quod consequuti sunt, cum [257] suam partem per omnia loca habeant; sed tamen de eo, quod utiliter et necessario expendere, partem ab his recuperabunt per actionem negotiorum gestorum vel per judicium communi dividendo [258].

(L. 9. 10 D. de hered. pet. 5. 3. — L. 18 §. 1 C. fam. herc. 3. 36.)

---

# LIBER QUARTUS.

## *Cap.* 1. *De Qualitate Judicum.*

Judices alii sunt ordinarii, alii extraordinarii. Ordinarii sunt de quorum judiciaria [1], id est potestate, sunt ipsi, a quibus aliquid petitur. Extraordinarii sunt de quorum judiciaria accusati non sunt. Judicium ordinarii ju-

256. sic Ms. 1.; Ed. diximus.

257. sic Ms. 1.; Ed. secuti s. jam.

258. Ms. 2. add.: id est de communi re divisione facienda.

1. sic Ms. 1. et Ed.; Ms. 4. judicaria, et ita infra.

Digitized by Google

dicis nemo [2] recusare potest. Sed si actor vel reus ordinarium judicem suspectum habeat, ei, qui suspectum judicem putat, Episcopum vel alium probum virum invocare [3] licet, ut simul ambo judicent; et si de judicio concordaverint, ipse, qui Episcopum vel alium invocavit, nullo modo poterit provocare sententiam, id est quod [4] vulgariter dicimus, non poterit rancurare [5]. Alii vero adversario provocatio deneganda non est. Quæ provocatio intra decem dies exerceri potest ab eo die, quo definitiva sententia data est, et hoc ordine provocandum est [6], ut contra sententiam minoris judicis provocatio [7] apud majorem exerceatur, id est cognoscatur, juste nec ne, provocatum sit: verbi gratia, si Subvicarius judicat, sicuti Rotgerius [8], et ejus sententia fuerit provocata, recurrendum est ad Vicarium, sicuti ad Odilonem [9]. Et si sententia Vicarii provocetur, recurrendum est ad Seniorem Vicarii; et sic per ceteros. Judicium extraordinarii judicis talem habet naturam, ut si adversarii eligant arbitrium ad decidendas lites, et pœnam inter se promiserint, aut firmantiam reddiderunt, ut omnino sententia ejus stet; qui ejus mandatum servare noluerit, de eo, quod in suo judicio positum est, amittet firmantiam suam. Sin autem firmatum, ut quod juste dixerit, teneatur, et aliquis illorum dicat, non juste judicatum, recurrendum est ad alium arbitrum, similiter electum communiter. Et si secundus arbiter confirmaverit sententiam prioris, et ille, adversus quem judicatum est, iterum injustam appellet sententiam, recurrendum est ad tertium arbitrum, similiter ab utraque parte electum communiter. Et si ille iterum duorum priorum justam affirmet sententiam, quamvis

2. sic Ms. 1.; Ed. non modo.

3. sic Ms. 1.; Ed. revocare.

4. sic Ms. 1.; Ed. et Ms. 4. omittunt: quod.

5. sic Ed. Ms. 1. et 3.; Ms. 2. dicitur rancunare, omissis verbis: non pot.; Ms. 4. concurare.

6. sic Ms. 1.; Ed provocanda sunt.

7. sic Ms. 1.; Ed. provocando.

8. sic Ed. Ms. 1. et 4.; Ms. 2. et 3. Rogerius.

9. sic Ms. 1. 2.; Ed. Odilionem, Ms. 3. Dilionem; Ms. 4. Ad dilionem.

Digitized by Google

convictus iterum injuste judicatum queratur, tamen [10] vel exsequetur sententiam vel firmantiam perdet; quia a tribus judicibus ab uno post aliis confirmata sententia omnino tenenda est, nec tertia provocatio ullo modo recipienda cognoscitur.

(L. 5 §. 2 C. de rec. arb. 2. 56. — L. 16 C. de judic. 3. 1 — Julian. 69. 2. — Jul. 24. 1. — L. 30. 32 pr. §. 1. 2 C. de appell. 7. 62. — L. 27 §. 2 L. 2 D. de recept arb. 4. 8. — L. 2 C. eod. 2. 56. — L. un. C. ne lic. in un. ead. caus. 7. 70.)

## *Cap. 2. De Sententia Episcopi.*

Sententia Episcopi ita provocari potest, quemadmodum alterius cujusvis judicis [11]. Judex judicare non debet, nisi postquam perfectissime de lite [12] cognoverit; nec Episcopus antequam causa vel sit probata, vel omnino sibi certa appareat, debet excommunicare.

(Julian. 115. 34. — L. 9 C. de judic. 3. 1. — Julian. l. c. 15.)

## *Cap. 3. Quando Judex judicare debet* [13].

Prius debent judices tam ordinarii, quam extraordinarii plene et diligenter excutere causam, quæ agitur ante eos et post litis contestationem definitive [14] proferre sententiam secundum leges, vel secundum patriæ probabilem consuetudinem, hoc est, quæ bonis moribus contraria non sit. Ea enim, ut in Digestis legitur, longi temporis usu approbata, non habet minorem auctoritatem, quam lex scripta. Cum autem secundum legem profertur judicium, omnino legis sententia est servanda, nisi aliqua causa apparuerit, per quam necesse sit, aliquid temperamenti immisceri sententiæ. Causa autem illa debet esse evidens et honesta, pertinens ad maxima commoda et incommoda publica vel privata. Sicut enim maximæ utilitates conservandæ sunt

10. sic Ms. 1.; Ed. tunc.

11. in Ms. 1. sub rubro sequenti novum cap. hic incipit, quo fit ut numeri capitum libri 4[ti], qui sunt in Ed., differant a numeris Ms. 1.

12. sic Ms. 1.; Ed. delictum.

13. Ms. 1. rubr. seq.

14. Ms. 1. et post litis definitivam.

Digitized by Google

atque retinendæ, sic et maxima mala et detrimenta vitanda atque repellenda. Illud sane sive bonum, sive malum, propter quod legis sententiæ aliquid addi vel subtrahi vel immutari sustinemus, ipsum judicialis sententiæ temperamentum non parum separare debet [15]. Si, prævalida ratione monente vel cogente, legum sententia aliquando minus vel majus in judicio profertur, cum sancti canones, qui majoris vigoris sunt et auctoritatis, idem sæpissime patiantur, nemini mirum videri debet. Sancti [16] namque sacerdotes speciales judices populi christiani quamvis judicando canonum severitati raro addant, tamen persæpe congruum et rationabile moderamen ei supponunt. Ipsi vero canones in propriæ virtutis vigore atque integritate nihilominus perseverant, quoniam non eorum sensus vel intellectus corrumpitur vel mutatur, sed perpensa ratione pro qualitate temporis, loci, vel personæ, vel negotii judicantium sententia lenius infirmata procedit. Hoc igitur et in sæcularibus legibus atque negotiis ab eorum tractatoribus [17], cum res expostulat, observandum putamus; et non solum propter supradictas causas, sed etiam ut graves inimicitiæ velocius finiantur. Quis enim eam reprehendet sententiam, qua præterita mala sopiuntur, surgentia præfocantur, pax firmior solidatur. Hoc autem legum sive judiciorum temperamentum non imprudenter quibuslibet hominibus vel judicibus est committendum, sed juris auctoritabilibus [18], qui non faciliter gratia vel pecunia corrumpuntur, religiosis et timentibus Deum.

(L. 9 C. de jud. 3. 1. — Julian. 112. — L. 33 D. de legib. 1. 3.)

## *Cap. 4. De Causa ante Judicium discutienda* [19].

Omnes causæ primitus auctoritate veritatis ventilandæ sunt, cujus sint, quales sint, quantæ sint, quomodo sint, notæ an ignotæ, parvæ an magnæ, longi temporis an brevis,

15. Ms. 1. non parem superare d.; Ms. 2. desunt v. Illud - - debet.

16 sic Ms. 1.; Ed. sic namque; Ms. 2 omittit: Sancti-firmior solidatur.

17. sic Ms. 1.; Ed. certatoribus.

18. Ms. 1. et 2. auctorizabilibus.

19. Ms. 1. de eodem. Aug. il' (in libro) de civitate Dei.

Digitized by Google

aut consuetudine hostis repertæ [20] sint. Hæc omnia Rector et Clerus et Judex et Populus cum æqualitate discernere debent.

### *Cap. 5. De eodem. De inquirenda Rei Qualitate.*

Judices oportet inprimis rei qualitatem plena inquisitione discutere et sæpius utramque partem interrogare, an desideret addere aliquid novi. Et sic non dubitandum est judici, si aliquid a litigatoribus cognoverit minus esse dictum, quod debuissent dicere, ut hoc in judicio proferat et suppleat, si sciat convenire legibus et juri publico. Nec non etiam, si viderit ex una parte magnam copiam advocatorum, et ex altera parte nullos vel paucissimos perspexerit advocatos, de his qui secum sedent ad judicandum tot debet dare parti illi, ut æquari possit causidicis alterius partis.

(* L. 9 C. de jud. 3. 1. L. un. C. ut quæ des. adv. 2. 11.)

(L. 1 §. 4 D. de postul. 3. 1.)

### *Cap. 6. De Ascensione Dignitatis.*

Quicunque testis esse non potest, nec Judex, nec arbiter, nec causidicus, nec Episcopus, nec aliquam mundanam aut ecclesiasticam dignitatem ascendere potest.

(L. un. C. de infam. 10. 57. — Julian. 83. 1. — L. 1 §. 5. 6 D. de postul. 3. 1. — Julian. 6. 4.)

### *Cap. 7. De Personis in Judicio necessariis.*

Quinque personæ sunt necessariæ in judicio; hæ scilicet [21] : actor, reus, judex, et testis juris, id est advocatus, et testis facti. Discernendum est quid unusquisque agere habeat [22] in judicio. Actoris enim officium est, intendere, et probare testibus idoneis vel chartis publice factis vel veresimilibus indiciis. Rei officium est, vel negare, vel probationes actoris exigere, vel solvere, vel competentem ex-

20. Ms. 1. antiqui hostis apertæ.

21. Ms. 1. sunt.

22. Ms. 1. debeat.

Digitized by Google

ceptionem opponere, veluti finem litis sibi ab adversario factum asserendo, quod et probare necesse habet. Unum tamen non dubites, quod sive actor reo jusjurandum referat, sive reus actori, ille, cui refertur, nunquam ei, qui sibi retulit, referre potest, sed omnino habet necesse, vel jurare, vel pro confesso haberi. Judicis officium est, plenarie rei qualitatem et plena inquisitione discutere, et causa perfectissime cognita, judicare, ita scilicet, ut vel condemnet reum sua sententia, vel absolvat; et non solum de ipsa re, de qua inter partes litigium est, judicare debet, sed etiam victum condemnare debet de impensis necessariis, quas victor propter improbitatem ejus fecisse probaverit vel juraverit. Advocati officium est, causam suæ partis narrare, et omni studio totiusque mentis ingenio justitiam ejus, pro quo litigat, sustinere; et si non cognoverit, amicum suum causam justam habere, statim eam debet fugere. Testis facti est, quicunque ad testimonium vocatus jurat, vel super sanctorum reliquias, vel sanctum altare, vel super quatuor evangelia, vel super manum Episcopi aut sacerdotis, quod illud, de quo testimonium reddit, se præsente, audiente et videntè, ita fuit dictum aut factum [23], quemadmodum ipse testatur.

(L. 62 D. de judic. 5. 1. — L. 2. 18 §. 2 L. 21 D. de probat. 22. 3 — L. 15 C. de fid. instrum. 4. 21. — L. 19 C. de rei vind. 3. 32. — §. 2 J de interdict. 4. 15. — L. 14. §. 1 pr. C. de judic. 3. 1. — L. 23 C. de probat. 4. 19. — L. 1 D. de re jud. 42. 1. — L. 4 C. de edend. 2. 1. — Pr. J. de except. 4. 13. — L. 19 pr. D. de probat. 22. 3. — L. 12 §. 1 C de reb. cred. 4. 1. — L. 9 C. de judic. 3. 1. — L. 1 D. de re jud. 42. 1 — Julian. 76. 10. — L. 14 §. 1 C. de judic. 3. 1. — L. 1 pr. D. de test. 22. 5. — L. 9 pr. C eod. 4. 20.)

## *Cap. 8. De Judicis Ignorantia.*

Judex si per imprudentiam aut per ignorantiam injuste judicat, damnum, quod læsæ parti contingit per inscientiam suam, restauret. Si vero scienter injuste judicat, et damnum restauret, et perpetuo sit infamis, et deinceps ad testimonium non recipiatur [24], nec officium judicandi teneat.

(L. 2 C. de pœn. jud. qui. 7. 49. — L. 6 D. de extraord. cogn. 50. 13 — L. 15 §. 1 D. de judic. 5. 1. — L. 1. D. de his qui not. 3. 2 — Julian 83 1. — Julian. 122. 1 med.)

23. Ms. 2 desunt reliqua.

24. a Ms. 1. absunt verba: ad testimonium - - recipiatur.

Digitized by Google

### *Cap.* 9. *De Justitia et Consuetudine.*

Cum de justitia et de consuetudine contenditur inter idiotas legisque peritos consuetudo juris nescia, errore nata, recedat. Justitia vero in omnibus judiciis vigorem habeat, quia consuetudo multotiens veritati repugnat, justitia autem semper veritati concordat. Legitur enim in Digestis : quod errore primum inductum est, deinde consuetudine obtentum, non est producendum ad consequentias; et alibi : recte judicate filii hominum, non dixit : secundum consuetudinem judicate. Et iterum ipse Dominus dixit : ego sum via et veritas et justitia; non dixit : ego sum consuetudo. Quidquid veritati justitiæque repugnat, non est consuetudo, sed dissuetudo.

(* L. 39. 14 D. de legib. 1. 3.)

### *Cap.* 10. *De Regionis Consuetudine.*

In testamentis faciendis vel aliis negotiis solennitatem desiderantibus [25], regionis consuetudinem legis vicem obtinere, legis auctoribus placuit.

(L. 32 pr. L. 33 D. de legib. 1. 3.)

### *Cap.* 11. *De Advocatis* [26].

Si advocatus tuus vel propter lucrum vel alia qualibet causa prævaricator exstiterit, id est si dolo fecerit, ut tu damnum in eo judicio, in quo eum adduxisti, patiaris, damnum tibi restituat et sit infamis. Si vero per ignorantiam vel [27] errorem advocatus dixerit aliquid, quod tibi noceat, vel si aliquid dimiserit de rationibus intentionis tuæ propter quod judicatum est contra te, non nocebit tibi, si intra tres dies id notum feceris judici. Si enim tres dies transire permiseris, antequam contradicas ei, quod male dixit advocatus tuus, et nec manifestaveris judici, quod judicatum est sequeris, nisi intra decem dies provo-

25. Ms. 1 quæ juris solen. desiderant.

26. Ms. 2. addit : dolosis.

27. sic Ms. 1.; Ed. omittit : ignor. vel.

Digitized by Google

caveris sententiam. Tunc enim secundum formam provocationis exsequendum est judicium.

(L. 1 pr. §. 1 D. de præv. 47. 15. — L. 1. 3 C. de error. adv. 2. 19. — Julian. 24. 1.)

*Cap.* 12. *Ne quis de se Judicium proferat.*

Nemo in sua causa debet esse judex. Iniquum enim est, in re propria alicui tribuere licentiam proferre sententiam.

(* L. un. C. ne quis in s. caus. 3. 5.)

*Cap.* 13. *De Probationibus* [28].

Affirmantis est probare, non negantis, et hoc per omnia currit, et in petitione, et in exceptione, et in replicatione, et in ceteris similibus [29].

(L. 2. 19 pr. D. de probat. 22. 3.)

*Cap.* 14. *De Rei Probatione.*

Quisquis probatus fuerit, rem ullam debitoris vel pecuniam debitam non ab ipso [30] sponte datam, sine ullo judice mere possidere vel accepisse, is, quia [31] sibi jus in eam rem dixit, id est se ipsum judicem fecit, jus crediti non habebit in illa re persequenda [32].

(* L. 13 D. quod met. caus. 4. 2.)

*Cap.* 15. *De recusando Judice extraordinario.*

Omnibus est licentia, recusare extraordinarium judicem ante litem contestatam intra triginta dies ab eo, quo in ju-

28. Ms. 2. Cui conveniat Probatio.

29. Ms. 2. addit: Etiam si actor reo respondeat: secundo pacto tibi centum solidos dimisi, sed post per aliud pactum pactus est dare M. unum M. a te exigo.

30. Ms. 1. inserit: sibi.

31. sic Ms. 1.; Ed. qui.

32. Ms. 2. addit: Extra, verum intra annum tenetur in quadruplo, si rem debitam sibi vel creditam vel obligatam vi rapuerit.

Digitized by Google

vocatus est, si suspectus sit. Postquam vero ab utraque parte causa audiri cœperit, non datur recusandi licentia.

(L. 16 C. de judic. 3. 1.)

*Cap.* 16. *De his, qui ante Judicem venire nolunt.*

Si quis alicujus rei querelam contra aliquem moverit apud judicem, judex autem reum vocaverit ad respondendum, ipse vero vocatus non venerit, nec procuratorem suum miserit, nec pro eo defensor idoneus apparuerit, tunc liceat judici, actorem mittere in possessionem bonorum rei, ita ut, si reus intra annum redierit utilem, cautionemque suscipiendæ litis dederit, possessionem recuperet, posteaque justitiam faciat. Post annum vero actor possideat, donec judicium finem accipiat.

(L. 2 pr. L. 5 §. 3 D. quib ex caus, in poss. 42. 4. — Julian. 47. 4.)

*Cap.* 17. *De his, qui Justitiam facere noluerint.*

Si quis adversus alium aliquam actionem habuerit, et ad justitiam faciendam vocaverit, ille autem nec timore Dei, nec jussu judicis, nec propinquorum vel amicorum commonitu justitiam actori facere voluerit, actor autem [33] ira commotus res ejus mobiles rapuerit, immobiles invaserit, domos concremaverit, vineas, messes et arbores devastaverit, posteaque reus aliquo tempore ad justitiam venerit, quidquid damni actori [34] fecit, vel lucrum, quod de rebus suis posset cepisse, inprimis ei restituat. Postea actor res, quas ex bonis ejus possedit [35], restituat; consumtarum [36] vero si quid lucri ad præsens habet, tamen restauret.

(L. 7 C. unde vi. 8. 4. — L. 1 §. 31. 32. L. 6. 3 §. 12 D. de vi et vi armat. 43. 16.)

*Cap.* 18. *Ne quis absens puniatur.*

Marcianus Lib. III. de Judiciis publicis [37]. Divi Seve-

33. Ms. 1. auctor, et ita sæpius.

34. sic Ed. et Ms. 1.; fortasse legendum: actor.

35. M. 1. inserit: ei.

36. sic M. 1.; Ed. consumtum.

37. (Flor. lib. II. publicorum).

Digitized by Google

rus et Antoninus [38] magni rescripserunt [39] : ne quis absens puniatur; et hoc jure utimur, ne absentes damnentur, neque enim inaudita causa quemquam damnari, æquitatis ratio patitur [40].

(** L. 1 pr. D. de req. vel abs. damn. 48. 17.)

*Cap.* 19. *De Actione in Rem sive in Personam.*

Si quis adversus alium aliquam habet actionem sive in rem, sive in personam, si de judice non consenserint, quia reus noluit ire ad ordinarium judicem actoris, id est ad dominum ejus, nec actor ad dominum rei, tamen actor, si justitiam voluerit consequi, debet sequi reum ad ejus forum, id est ad ordinarium ejus judicem, non ad arbitrum, nisi uterque consenserint.

(L. 3 C. ubi in rem. 3. 19. L. 11 §. 1 D. de recept. 4. 8.)

*Cap.* 20. *De commissa Actione injuste.*

Si quis aliquam habens adversus alium actionem, cum justitiam per se consequi possit, patrocinium alicujus potentioris, ut adversarium deterreat, quæsierit, actionemque suam ei commiserit, judex super hoc negotio constitutus, ut ille, qui hoc fecit, causam suam vel actionem, etiamsi debitum sit quod exigebat, amittat, judicare non dubitet. Dicit enim Codicis regula : Si cujuscunque modi actiones ad potentiorum personas fuerint delatæ, debiti creditores jactura multentur. Iterum : Aperta enim voracitas esse videtur creditorum, qui alios actionum suarum redimunt exactores. Major etiam loci potestas ab illo potentiori, qui hoc fecit, competentem vindictam sumere debet.

(** L. 2 C. ne liceat potentior. 2. 14.)

*Cap.* 21. *De cogendis Actoribus* [41].

Nemo cogitur agere, vel accusare invitus, nisi postquam

38. sic Ms. 1.; Ed. Severius et Antonius (Flor. Severi et Antonini).

39. (Flor. rescriptum est).

40. Ms. 2. permittit.

41. sic Ms. 1. et 2.; Ed. actionibus.

Digitized by Google

litem contestatus fuerit. Lis enim tunc videtur contestata, cum judex in judicio per narrationem ab utraque parte causam audire cœpit. Tunc enim post litem contestatam utraque pars ad judicium venire cogitur. Unde, si actor contumaciter venire recusaverit, cogitur et per triennium[42], ter missis a judice legatis, ut veniat, et si venire distulerit, tunc judex, si causam cognoscere potuerit vel per narrationem rei, vel per chartas ex illo negotio scriptas, vel aliis veresimilibus indiciis, judicet tam pro absente, quam pro præsente; videlicet secundum quod sibi videbitur vel reum absolvat, vel contra reum pro absente actore judicet; ita tamen ut ille, qui contumaciter abest, impensas litis, sive justam causam habeat, sive non, alteri tribuat, et sic illa causa finem accipiat. Sin autem judex plenarie causam propter absentem personam cognoscere non potuerit, non debet judicare, sed reum, si ejus persona præsens est, absolvat a cautione facta, et impensas ei reddere faciat, etiam si adhuc durat actio actoris: si vero actor præsens sit, et reus, ut dictum est, contumaciter abfuerit, prædicta observatione non prætermissa, mittatur actor in possessionem quam petit, redditis sibi impensis. Hæc omnia intelligenda sunt post litem contestatam, nam ante contestationem aliter judicatur.

(* L. un. C. ut nemo inv. ag. cog. 3. 7. L. un. C. de lit. cont. 3. 9.)

(L. 13 §. 1. 2. 3 C. de jud. 3. 1.)

## *Cap. 22. De Evictione*[43].

Donator non habet necesse præstare evictionem donatario, si res donata super eum evicta ab alio fuerit, nisi specialiter evictionem stipulatus sit donatarius[44].

(L. 18 §. 3 D. de don. 39. 6. — L. 2 C. de evict. 8. 45.)

42. sic Ms. 1.; Ed. triduum.

43. sic Ms. 1.; Ed. rubr. seq. h. l. habet; Ms. 2. Quod non sit necesse Donatori præstare Evictionem.

44. Ms. 2. addit. lib. 4. c. 50.

Digitized by Google

### *Cap.* 37. *De probanda et non probanda Exceptione*[45].

Nulli necesse est, peremtoriam exceptionem probare, nisi actor prius actionem suam probaverit. Nam si non probaverit, nihil consequetur. Postquam vero actor intentionem suam probaverit, vel postquam tu confessus fueris, deinde vel solvere, vel exceptionem opponendo probare necesse habes.

(L. 8 C. de except. 8. 36. — L. 4 C. de edend. 2. 1. — L. 9 C. de long. temp. præsc. 7. 33. — L. un. C. de confess. 7. 59.)

### *Cap.* 24. *De Evictione injusta.*

Si res vendita injuste super te evicta sit, forte per injuriam judicis, vel vi alterius potentis, vel etiam, cum juste evincitur, si hoc non manifestaveris venditori, vel heredi ejus, scilicet ut eam rem defendat, nulla tibi debetur evictio. Si vero venditorem pro defensione admonueris, vel si nullo modo eum invenias, ut possis admonere, tunc, si justo evicta fuerit res vendita, evictio tibi debetur.

(L. 15. 8. 7 C. de evict. 8. 45. — L. 55 §. 1 D. eod. 21. 2.)

### *Cap.* 25. *De dilatoria Exceptione.*

Dilatoriam autem exceptionem semper in initio litis opponendam et probandam esse firmamus[46]. Si vero quis tam stultus fuerit, quod non eam in initio, sed post litem contestatam ante judicium dilationem[47] petierit, et petendo perseveraverit, libram auri judici dare compellitur.

(L. 13. 12 C. de except. 8. 36.)

### *Cap.* 26. *De Transactione bonæ Fidei.*

Si quis[48] bona fide transactionem fecerit super uno ne-

45. sic Ms. 2.; Ed. rubr. præced. hic exhibet; Ms. 1. Actione.

46. sic Ms. 1.; Ed. afrontamus.

47. Ms. 1. dilationis.

48. sic Ms. 1.; Ed. inserit: vero.

Digitized by Google

gotio, veluti ex uno debito vel [49] uno furto vel rapina, non nocet ei, qui transegit, in alio debito, si post transactionem inveniatur, quamvis absolute dixit, se plus non petiturum. Sed si expresse dixerit, neque ex hoc debito vel furto, nec etiam si adhuc aliud debitum vel furtum cognoscatur, quidquid ulterius petam : deinde si ultra petierit, pacti exceptione summovebitur. Pactum enim nudum quamvis non prosit ei, qui pro solo nudo pacto petit, tamen semper prodest ei, qui excipit, veluti si promitto tibi nuda promissione, non potes petere; sed si debes mihi aliquid, et promitto, ne petam, tunc defenderis exceptione pacti; et ita nudum pactum semper prodest ei, qui possidet, ad excipiendum, et nunquam prodest ad agendum, nisi in actione tantum vel de constituta pœna [50] data pecunia, et in bonæ fidei contractibus, cum pactum sit ex continenti, veluti cum vendo tibi mulam meam, et in ipsa traditione paciscor, ut liceat me equitare eam usque Romam [51], et in promissione dotis, quam promissor cogitur solvere, si certa sit promissa.

(L. 9 pr. §. 1 D. de trans. 2. 15. — L. 29 C. eod. 2. 4. — L. 21 C. de pact. 2. 3. — §. 9 J. de act. 4. 6. — L. 7 §. 5 D. de pact. 2. 14. — L. 6. 1 C. de dot. prom. 5. 11.)

## *Cap. 27. De facto Placito.*

Si quis transactionem fecerit, id est placitaverit cum aliquo de aliqua quæstione civili, cum sit major viginti quinque annis et cum libero arbitrio, id est sine metu vel vi transegerit, et super hoc placitum, ut melius sibi credatur, nomen domini invocaverit, si postea hoc placitum ruperit, non solum notetur infamia, sed etiam quidquid ex hoc placito lucratus est amittet, et actionem illam, quam antea habebat, perdet; et si pœna fuit imposita servandi placiti causa, eam reddet, et totum hoc illi dabitur, qui pactum servavit. Sed hoc debes intelligere cum sine dolo alterutriusque transactio facta est. Nam si per falsa

49. Ms. 1. non habet: uno deb. vel.

50. sic Ms. 1.; Ed. expungit: vel de const. pœna. — Legendum videtur: in act. tantum de constituta pecunia.

51. Ms. 2. reliqua desunt.



Digitized by Google

instrumenta vel per falsos testes, qui appareant, transactio facta est, tunc etiam, si cum jurejurando placitatum est, si veritas rei aperta monstrari possit, totum rescindetur, nec intelligas hunc, qui sic deceptus erat, commisisse perjurium. Sin autem sine dolo alterutrius transactio facta est, licet postea inveniantur instrumenta vel testes, qui veritatem aperiant, rescindi eam minime jura patiuntur, etiam si statim pœniteat cum qui transegit, nisi uterque consentiant.

(L. 41. 42. 19 C. de transact. 2. 4. — L. 7 §. 7 D. de pact. 2. 14.)

## *Cap.* 28. *De facto Fine.*

Si tibi alicujus rei finem facio ea conditione, ut aliquid mihi des, et postea dare non vis, si illud quod promisisti a te stipulatus sum, reverti ad priorem actionem non possum [52], quia ego adversus te vel fidejussores tuos agere possum. Si vero nec stipulatus sum a te, nec fidejussores nec pignus dedisti, sed tantum ex nudo pacto promisisti, id est, me non interrogante, sed te solummodo promittente: quia de promisso agere non possum; reverti ad priorem actionem possum, et si tu opponas hanc [53] exceptionem adversus me: non debes petere quia finem fecisti, exceptionem tuam submovebo [54] replicatione doli mali, dicendo ita: dolo opponis finem, cum illud, quod promisisti propter finem, dare non vis.

(L. 6. 37. 28 C. de transact. 2. 4.)

## *Cap.* 29. *De Donatione propter Finem.*

Fundum vel aliud a me petis, ideo do tibi aliquid, ut finem facias mihi. Si illud, quod tibi do, evincitur ab alio, forsitan quia meum non erat, vel pignori dederam, ejus æstimationem tibi reddere debeo. Sed si hoc unde [55] finem facis evincatur super me ab alio, de eo, quod tibi dedi,

52. in Ms. 2. reliqua non exstant.

53. sic Ms. 1.; Ed. inserit: actionem.

54. sic Ms. 1.; Ed. inserit: removendo.

55. sic Ms. 1.; Ed. Sed si unum.

Digitized by Google

nihil mihi reddere cogendus es, quia tu mecum aliud pactus non es [56], nisiquod non petas; et quamvis alius rem a te finitam auferat mihi, tamen quum non petendo servas conventionem, et ideo nihil a te petere possum. Sed istud est, cum aliud tibi do, non illius rei partem, cujus finem facis. Si vero rei litigiosæ partem dedero, ut partem, quam retineo, mihi finias, sive mea [57] evincatur ab alio, sive a te [58] tua, non debes mihi aliquid nec ego tibi.

(L. 10 §. 2 D. comm. div. 10. 3. — L. 30 C. de transact 2. 4.)

### *Cap.* 30. *De unius Testimonio improbando* [59].

Unius testimonium legibus et canonibus improbatur. Duo enim vel tres idonei testes ad omnia probanda negotia sufficiunt. Discernamus igitur quorum testimonium recipiendum sit, vel non.

(L. 9 §. 1 C. de testib. 4. 20.)

### *Cap.* 31. [60] *De his qui non debent recipi ad Testimonium.*

Servus, mutus, surdus, furiosus sive mente captus, minor annis quatuordecim [61], prodigus, id est devastator bonorum suorum sciens et videns [62], perjurus, adulter, traditor, patricida, fratricida, violator monetæ, sacrilegus, qui scienter falsum judicavit, qui masculum stupratus est, vel in se violenter est passus [63], qui sapiens falsum fecit testimonium, hi omnes ad testimonium recipiendi sunt.

(L. 11 C. de testib. 4. 20. — L. 10 C. qui testam. 6. 22. — L. 124. 40 D. de reg. jur. 50. 17. — L. 19 §. 1 D. de testib. 22. 5. — L. 41 C. de transact. 2. 4. — L. 18 D. qui testam. fac. 28. 1. — L. 3 §. 5 L. 18 D. de testib. 22. 5. — Julian. 83. 1.)

56. Ms. 2. non habet verba : quia tu - - non es.

57. sic Ms. 1.; Ed. in ea.

58. sic Ms. 1.; Ed. a re.

59. Ms. 1. expungit : improb.; Ms. 2. Quod unius Testimonium non recipit.

60. in Ms. 2. hoc cap. præcedenti jungitur.

61. Ms. 1. XIII.; Ms. 2. 15.

62. Ms. 1. et 2. volens.

63. Ms. 2. non hab. : qui masculum - - est passus.



Digitized by Google

*Cap.* 32. [64] *De Servo ad Testimonium non recipiendo.*

Servus ad testimonium non recipitur, sed carceribus aliisque tormentis subjicitur, ut veritatem fateatur, sicuti fures vel latrones et alii pessimi malefactores.

(L. 11 C. de testib. 4. 20. — L. 1 pr. §. 1 D. de quæst. 48. 18. — Julian. 83. 1. — L. 21 §. 2 D. de testib. 22. 5.)

*Cap.* 33. *Ne Patroni sint Testes in Causa, cui Patrocinium præstant.*

Mandatis cavetur, ut Præsides adtendant ne patroni in causa, cui patrocinium præstiterunt [65], testimonium dicant. Quod et [66] in exsecutoribus negotiorum observandum est.

(** L. 25 D. de testib. 22. 5.)

*Cap.* 34. *De Jurejurando Testium honeste viventium.*

Viri honeste viventes, et qui gratia vel amicitia et pecunia corrumpi non possunt, solo jurejurando ad testimonium recipiantur. Vilissimi vero homines, et qui facile corrumpuntur, et qui nolunt testimonium dare, a judice cogendi sunt, et non solum sacramento recipiantur, sed etiam tortoribus subjiciantur, id est ad judicium ignis vel aquæ ferventis.

(L. 9 pr. C. de testib. 4. 20. — Julian. 83. 1. — L. 21 §. 2 D. de testib. 22. 5.)

*Cap.* 35. *De Testimonio honestæ Mulieris.*

Mulier, si honesta fuerit, testis esse potest, excepto solo testamento.

(L. 20 §. 6 D. qui testam. fac. 28. 1.)

64. in Ms. 1. hoc cap. legitur ante c. 30.

65. (Vulg. præstiterint).

66. sic Ms. 1.; in. Ed. deest: et.

Digitized by Google

*Cap.* 36. [67] *De Testibus sine Juramento non recipiendis.*

Nullius testimonium [68] sine jurejurando credi necesse est.

(L. 9 C. de testib. 4. 20.)

*Cap.* 37. *De Dignitate Episcoporum.*

In sexta actione Chalcedonensis concilii Marcianus Imperator inter cetera dixit : Omnes causæ, quæ Prætoris [69] jure vel civili tractandæ Episcoporum sententiis terminantur, perpetuo stabilitatis jure firmentur; nec liceat ulterius tractare negotium, quod sententiis Episcoporum decidit. Testimonium etiam ab sancto Episcopo, licet ab uno perhibitum, omnes judices indubitanter accipiant, nec alius audiatur, cum testimonium Episcopi ab aliqua parte fuerit repromissum.

(L. 8 C. de episcopal. audient. 1. 4. — Julian. 77. 1.)

*Cap.* 38. *De Sociis et Participibus Criminosorum.*

Socii et participes criminum in testimonium non recipiuntur.

(L. 11 C. de testib. 4. 20.)

*Cap.* 39. *De producendo* [70] *Teste.*

Produci testis [71] non potest, qui ante in eum [72] reum testimonium dixit.

(** L. 23 D. de testib. 22. 5.)

67. Ms. 2. conjungit c. 35. cum 36.

68. Ms. 2. inserit : nisi sit clericus.

69. Ms. 1. prætorio.

70. sic Ms. 1.; Ed. producente.

71. (Flor. ins. is).

72. sic Ms. 1.; Ed. omittit : in eum.

Digitized by Google

### *Cap. 40. De Testimonio Patris et Filii inter se non recipiendo.*

Pater contra filium, filius contra patrem, etiam si uterque consentiant, testis esse non potest. Similiter alter pro altero testis esse non potest, quia in re propria reprobatum est domesticum testimonium; in aliena vero nihil nocet, ex una domo plures testes alieno adhiberi negotio [73]. In re propria testis aut judex aliquis esse non potest. De re filii, si uterque consentiant litigatorum, pater potest esse judex, et similiter de re patris filius. Altero vero invito, judicium ejus probabile non est.

(L. 6. 3 C. de testib. 4. 20. — L. 9. 10. 17 D. de testib. 22. 5. — L. un. C. ne quis in s. c. 3. 5. — L. 77 D. de judic. 5. 1. — L. 10 D. de jurisd. 2. 1. — L. 16 C. de judic. 3. 1.)

### *Cap. 41. De Sacramento.*

Sacramentum non est probatio, sed in defectum probationis datur reo vel actori quem judex rei certiorem esse cognoverit, et quem magis juramentum timere perspexerit [74]. Probatio fit aut testibus aut chartis aut argumentis aut indiciis veresimilibus. Ergo sacramentum probatio non est.

(L. 2 D. de jurejur. 12. 2. — L. 3 C. de reb. cred. 4. 1. — L. 15. C. de fide instr. 4. 21. — L. 19 C. de rei vind. 3. 32.)

### *Cap. 42. De certo Perjurio.*

Quicunque se sciente perjuratus fuerit, nec testis sit postea, nec in causa sua vel alterius jurator existat, nisi postquam pœnitentiam egerit. Sed tunc illud verum est, cum volens aliquis jurat quod postea servare non curat. Alioquin, si metu mortis aut cruciatu corporis aut gravis damni quis coactus juraverit, et non servaverit, quantum ad humanas leges, nec a testimonio removebitur, nec ullam pœnam patietur, quia ispa naturalis æquitas [75] profert

73. sic Ms. 1.; Ed. desunt v. : in aliena - - negotio.

74. sic Ms. 1.; Ed. temere prospexerit.

75. Ms 1. natura vel æquitas.

Digitized by Google

per ipsius Prætoris verba : Quod metus causa gestum est [75 a], ratum non habeo [75 b]. Quantum vero ad divinas leges pertinet, agat pœnitentiam. Idem quod de metu, intelligas de eo, qui justo errore perjurus efficitur.

(** L. 1 pr. D. quod met. caus. 4. 2.)

(L. 41 C. de transact. 2. 4. — Julian. 83. 1. pr. — L. 3 pr. L 5 D. de jur. et fact. ign. 22. 6.)

## *Cap.* 43. *De Jurejurando.*

Cum reus defert jusjurandum actori, veluti cum dicit : jura quod a me petis me tibi debere, et solvam, tunc habet necesse actor vel jurare vel jusjurandum referre [76] reo, dicens scilicet : ego non jurabo, sed tu, te mihi non debere, jura, vel oportet litem finire. Quum vero actor refert [77] reo jusjurandum, habet necesse reus vel solvere, vel jurare, vel referre. Sed unum videas, ille cui refertur, sive actor, sive reus sit, nunquam iterum ei, qui sibi retulit, potest referre.

(L. 34 §. 6. 7. 9 D de jurej. 12. 2.)

## *Cap.* 44. *De Jurejurando quomodo Uxori fieri debet* [78].

Si quis ita jurat alicui mulieri : ducam te uxorem, nondum est uxor. Sed si jurat ita : habebo te [79] uxorem, uxor deinceps est, nec aliam ea vivente ducere potest, nisi juste matrimonium separetur.

(Julian. 67. 4.)

## *Cap.* 45. *De Litigatoribus.*

Si quis ex litigatoribus testes suæ rei, testimonium red-

75 *a.* (Flor. Vulg. erit).

75 *b.* (Flor. Vulg. habebo).

76. sic Ms. 1.; Ed. ferre.

77. sic Ms. 1 et Ed.; leg. defert.

78. Ms. 2. De J. quod fit Uxori.

79. sic Ms. 1.; Ed. inserit: in.

Digitized by Google

dendi causa, ad judicium vocaverit, ipsi autem ejus admonitione venire noluerint, judex, de cujus jurisdictione sunt, cogat eos, ut apud eum veniant, et in præsentia sua eos jurare faciat ita, quod de illa re, de qua ad testimonium vocati sunt, nec falsitatem dicent, nec veritatem celabunt. Crimen enim falsitatis committit non solum qui sciens falsum testimonium reddit, sed etiam qui celator veritatis existit.

(L. 16. 19. 9 C. de testib. 4. 20. — L. 1 pr. §. 1. 2 D. de leg. Corn. de fals. 48. 10.)

## *Cap.* 46. *De Contentione inter Vasallum et Dominum.*

Si contentio de aliqua re inter seniorem et vasallum evenerit, non per senioris judicium definienda est, sed ille, qui agit, debet ire ad potestatem alterius, nisi dominus aut totum fœdum aut partem ejus homini suo ob aliquam causam auferre velit. Tunc enim per judicium aliorum hominum suorum tantum causa fœdi dijudicanda est.

## *Cap.* 47. *De Lite Clericorum.*

Si quis cum monachis vel clericis litigium habuerit, non currat ad sæcularem judicem, sed apud Episcopum eat, si ab eo potest judicium consequi. Si vero Episcopus vel non curaverit facere, vel non potuerit, liceat accusatori apud quem vult judicem ire, a quo suum jus consequatur.

(Julian. 73. 1. — Julian. 115. 34.)

## *Cap.* 48. *De alienis Negotiis.*

Qui aliena negotia gerunt, veluti alienos agros colendo, domos reficiendo vel alimenta præbendo, id est vestiarium vel calciarium et cibarium, aut aliquo quovis modo alienam utilitatem exercendo, impensas et mercedem operis ab eo, cujus negotia gesta sunt, repetere possunt, nisi animo donandi impensum sit, vel nisi domestica affectione, vel nisi religio impediat impensarum repetitionem, sicut alimenta, quæ de suo liberi parentibus præstant, vel nisi

Digitized by Google

in ea re impensæ sint, in qua dominus rei nullo modo faceret.

(L. 2. 3 pr. L. 27 § 1. L. 44. 34. 25. 27. pr. D. de neg. gest. 3. 5. L. 53 D. de reg. jur. 50. 17.)

## *Cap.* 49. *De Negotiis contrahendis.*

In omnibus negotiis contrahendis, sive bona fide sint, sive non sint, si error aliquis intervenerit [80], ut aliud sentiat, ut [81] puta qui emit, an [82] qui conducit [83], et [84] aliud [85] qui cum his contrahit, nihil valet quod actum est [86].

(** L. 57 D. de obl. et act. 45. 7.)

## *Cap.* 50. *De Contractibus.*

In mutuis autem [87] contractibus, veluti in venditionibus, familiæ herciscundæ, communi dividundo et similibus ceteris evictio debetur, etsi in venditione nulla mentio facta sit de evictione.

(L. 60. 66 §. fin. D. de evict. 21. 2. — L. 10 §. fin. D. comm. div. 10. 3. — L. 6 C. de evict. 45.)

## *Cap.* 51. *De Contractibus bonæ Fidei.*

In bonæ fidei contractibus ex mora usuræ veniunt, scilicet hæ, quæ in regione frequentantur. Ea enim quæ sunt moris et consuetudinis, in bonæ fidei judiciis debent venire.

(L. 32 §. 2 D. de usur. 22. 1. — §. 30 J. de act. 4. 6.)

80. (Flor. intervenit).

81. (Flor. Vulg. deest: ut).

82. (Flor. Vulg. aut).

83. (Vulg. conduxit).

84. (Flor. Vulg. deest: et).

85. (Vulg. aut).

86. sic Ms. 2.; Ed. acta sint; Ms. 1. acti sunt. (Flor. acti sic. Vulg. actum sit).

87. Ms. 1. aut.

Digitized by Google

## *Cap.* 52. *De Contractu*[88] *Filiorum vel Servorum.*

Pater vel dominus ex contractu filii vel servi, si sine jussu eorum contraxerunt, non tenentur, nisi in quantum patitur peculium filii vel servi; unde etiam ante deducendum est hoc, quod filius vel servus domino vel patri debent. Sed si jussu patris vel domini contraxerint, vel sine jussu, sed in rem patris dominique versum[89] esse probari potest, tunc in solidum tenentur, ac si cum ipsis principaliter negotium gestum esset. Idem intelligendum est de exercitore vel institore[90].

(Pr. §. 4. 1. 2 J. quod cum eo 4. 7. — L. 9 §. 2 D. de pecul. 15. 1.)

## *Cap.* 53. *Quod ob Contractum Mariti vel alterius Uxorem vel aliquem convenire non oporteat.*

Ob contractum mariti uxorem convenire non oportet, nisi uxor marito successerit, vel nisi filiorum mariti tutelam gerens, ab eorum creditoribus velut tutor conveniatur. Non autem dicitur uxor marito successisse, quia propter nuptias donationem possidet tantum, cum etiam eandem non videatur possidere, quia fructuarius non possidet. Sed generaliter dicitur, ex alterius contractu neminem obligari. Sed excipiuntur actio de in rem verso et actio de peculio, cum filius vel servus sine jussu patris vel domini contrahunt. Quod diximus de uxore, idem intelligendum de marito; sed in hoc differunt, quia maritus fidejubendo pro uxore obligari potest; uxor autem nec pro marito, nec pro alio fidejubendo obligatur; mulieribus omnibus in[91] intercessionibus subvenitur.

(Rubr. L. 1. 2 C. ne ux. pro mar. 4. 12. — L. 157 §. 2. D. de reg. j. 50. 17. — Julian. 109. 4. — L. 3 C. quand. ex fact. tut. 5. 39. — L. 62 D. de reg. jur. 50. 17. — L. 12 pr. D. de acq. vel am. poss. 41. 2. — L. 73 §. 4 L. 74 D. de reg. j. 50 17. — §. 4. 1 J. quod cum eo 4. 7. — L. 8 C. de fidej. et mand. 8. 41. — Julian. 125. 13.

88. Ms. 2. reliquam partem rubri non habet.

89. sic Ms. 1.; Ed. usum.

90. Ms. 2. add.: Extra, Exercitor est ad quem quotidianus navis quæstus pertinet. Institor est, qui alius negotii semper instat lucro.

91. sic Ms. 1.; Ed. omittit: in.

Digitized by Google

## *Cap. 54. De Rebus Mariti Uxori obligatis post Dotis Redditionem.*

Postquam uxor marito suo vel alius pro ea dotem reddiderit promissam, omnes res mariti, id est omnia bona ejus sunt uxori obligata pro restituenda ei dote post mortem mariti, vel postquam maritus ad paupertatem inclinaverit; et nulla est differentia sive mobilis sive immobilis sit. Itaque uxor quocunque casu, id est vel morte mariti, vel eo ad inopiam tendente, maritum vel heredes ejus cogere potest ad restituendam sibi dotem; ita ut nisi dos sibi reddita fuerit, potest res mariti ubicunque sint, jure pignoris vindicare, etiam [92] si maritus in causam pignoris aliis res suas [93] obligaverat. Uxor enim in pignoribus et etiam in hypothecis præponitur omnibus mariti creditoribus [94], præter illos, qui prius contraxerant, quam ipsa uxor dotem marito tradiderit. Et non [95] solum uxor potest exigere dotem suam mortuo marito, vel etiam vivo sed [96] ad paupertatem labente, verum etiam propter nuptias donationem. Sed non sunt res mariti eodem modo ei obligatæ pro tradenda propter nuptias donatione quemadmodum pro dote; nam alii creditores ei in hoc casu anteponuntur, scilicet illi, quibus maritus obligaverit res suas. Sed illis solis mulier præponitur quibus maritus obligaverit res suas [97] ex eo die, quo uxor petit, reddi sibi propter nuptias donationem. Ex his autem rebus, quas ipsa consequitur a marito tendente ad inopiam de dote vel de propter nuptias donatione vel de rebus mariti, quas jure hypothecæ eam vindicare posse diximus, nullam, vivente marito, habeat facultatem alienandi, sed [98] fructum earundem rerum in

92. sic Ms. 1.; Ed. non habet: etiam.

93. sic Ms. 1.; Ed. alias res sibi.

94. Ms. 2. reliqua desunt.

95. sic Ms. 1.; Ed. inserit: etiam.

96. sic Ms. 1.; Ed. inserit: etiam.

97. sic Ms. 1.; in Ed. non exstant v.: Sed illis - - res suas.

98. sic Ms. 1.; Ed vel.

Digitized by Google

alimonias [99] tam suas quam mariti et liberorum necesse habet impendere.

(L. un. §. 1 C. de rei ux. act. 5. 13. — L. 29. 30 C. de jur. dot. 5. 12. — L. 12 §. 1. 2 C. qui potior. 8. 18.)

## *Cap. 55. De Dotis Qualitate et propter Nuptias Donatione in secundis Nuptiis* [100].

Nullus pater vel mater, habens legitimos liberos ex priori matrimonio, si ad secundas vel tertias nuptias migraverit, debet majorem propter nuptias donationem donare secundæ uxori, vel majorem dotem dare secundo viro, quam sit pars, quæ de bonis ejus contingit alicui ex filiis scilicet pro numero liberorum suorum dare; quidquid dederit, etiam si dederit legatum vel fideicommissum vel quamlibet donationem. Et in tantum est illud verum, quod si pater et mater, qui ad secundas migraverint nuptias, diviserint bona sua inter liberos, et alii plus, alii minus dederint, illa pars, quam dedit uxori secundæ, vel uxor viro secundo, coæquetur parti illius filii, qui minus a patre acceperit [101]. Et si quid plus, quam statuimus donaverit, hoc ad liberos revertatur et inter eos dividatur. Non tamen statim cum donatum est, sed post mortem ejus, qui donaverit. Nec secundum modum illius substantiæ, quam donator habebat, cum donavit, sed secundum modum illius substantiæ, quam tempore mortis habet, hoc computetur.

(Julian. 36. 15 et 16.)

## *Cap. 56. De Stipulatione conficienda.*

Ulpianus Lib. XLVIII. ad Sabinum. Stipulatio non potest confici nisi utroque loquente, et ideo neque mutus neque surdus neque infans stipulationem contrahere possunt [102], neque absens, quia [103] exaudire se [104] debent invi-

99. sic Ms. 1.; Ed. alienas.

100. Ms. 2. De Patre transeunte ad secundas Nuptias.

101. Ms. 2 reliqua desunt.

102. sic Ms. 1.; Ed. potest.

103. (Flor. Vulg. quidem quoniam).

104. (Flor. deest: se).

Digitized by Google

cem [105]. Si quis igitur [106] ex his vult stipulari, per servum præsentem stipuletur, et adquiret [107] sibi [108] ex stipulatu actionem. — Si quis aliud stipuletur, et aliud respondeatur; non constat. — Stipulanti [109] mihi decem tu viginti respondeas? non contractam esse [110] obligationem nisi in decem constat. E contrario quoque si, me viginti interrogante, tu decem respondeas, obligatio [111] nisi in decem non erit contracta. Licet enim oporteat [112], congruere summam attamen manifestum [113] est, viginti et decem inesse. Et an [114] alia lingua respondeatur, an eadem [115], nihil interest, veluti [116] si quis latine interrogaverit, et [117] respondeatur [118] græce, dummodo [119] congruenter respondeatur. —

(** L. 1 pr. §. 4. 6 D. de verb. obl. 45. 1.)

## *Cap. 57. De Stipulatione.*

Paulus Lib. XVI. [120] ad Sabinum. Si stipuler [121] ut id fiat, quod natura fieri non concedit, non magis obligatio

105. (Flor. Vulg. invicem debent).
106. sic Ms. 1.; Ed. ergo.
107. sic Ms. 1.; Ed. adquirit.
108. (Flor. Vulg. ei).
109. (Flor. Vulg. Si stipulanti).
110. (Flor. Vulg. esse contr.).
111. sic Ms. 1.; Ed. desunt v.: nisi in--obligatio.
112. (Flor. oportet).
113. (Flor. Vulg. manifestissimum).
114. (Flor. Eadem an. Vulg. Eadem autem an).
115. (Flor. Vulg. deest: an eadem).
116. (Flor. Vulg. proinde).
117. (Flor. deest: et).
118. (Flor. Vulg. ins. ei).
119. (Vulg. ins. ei).
120. (Flor. XII.).
121. sic Ms. 1. in Ed. deest: Si. (Flor. stipulor).

Digitized by Google

consistit, quam cum stipulor [122], ut detur [123] quod dari non potest; nisi per quem stetit, quo minus facere id possit. Item quod leges [124] fieri prohibent, si perpetua causa [125] servatorum est, cessat obligatio; veluti si sororem suam [126] nupturam sibi, aliquis stipuletur. — Si in locando conducendo, vendendo emendo, ad interrogationem [127] quis non responderit, si tamen consentit [128] in id quod responsum est, valet quod actum est; quia hi contractus non tam verbis, quam consensu confirmantur.

(** L. 35 pr. §. 1. 2 D. de verb. obl. 45. 1.)

## *Cap.* 58. *De Stipulatione certorum Nummorum.*

Paulus Lib. XV. [129] ad Sabinum. Si certos nummos, puta [130] qui in arca sunt [131], stipulatus sum [132], et hi sine culpa promissoris perierunt [133], nihil nobis debetur.

(** L. 37 D. de verb. obl. 45. 1.)

## *Cap.* 59. *De Stipulatione diverso Modo intellecta.*

Si quis vero ita stipuletur disjunctim : sibi aut [134] alteri; mihi aut Sejo decem dare spondes [135], tunc promissor alteri solvendo liberatur, sed tamen totum stipulantis esse

122. sic Ms. 1.; Ed. stipulatur (Vulg. stipuler).
123. (Vulg. id detur).
124. Ms. 1. inserit : facere vel.
125. (Flor. Vulg. perpetuam causam; Vulg. addit : prohibitionis).
126. (Flor. deest : suam).
127. sic Ms. 1.; Ed. et ad int.
128. (Flor. consentitur. Vulg. consentiatur).
129. (Flor. XII.).
130. sic Ms. 1.; Ed. ut puta.
131. (Flor. Vulg. sint).
132. (Flor. Vulg. sim).
133. (Flor. Vulg. perierint).
134. sic Ms. 1.; Ed. an.
135. sic Ms. 1.; Ed. respondes.

Digitized by Google

cognoscitur, quia alteri stipulari nemo potest, nisi ejus juri subjectus sit. Unde, si alter rem stipulatam a promissore acceperit, stipulator adversus eum habet taciti mandati actionem. Si quis vero conjunctim sibi vel alteri, cujus juri non est subjectus, decem stipuletur, valet quidem stipulatio, sed stipulanti non debentur nisi quinque, alteri vero nihil debetur. Cum tamen alteri quis stipuletur, valet in quantum interest stipulantis.

(L. 141 §. 3 L. 38 §. 17 L. 131 §. 1 L. 110 pr. L. 118 pr. §. 2 D. de verb. obl. 45. 1.)

### *Cap.* 60. *De Conventione alicujus.*

Si quis ab aliquo quacunque actione convenitur suo nomine, litis æstimationem, ut judicatum solvat, satisdare, id est, fidejussorem dare, non compellitur. Sed pro sua tantum persona, quod in judicio permaneat usque ad terminum litis, id est, donec definitiva sententia proferatur, satisdare cogitur. Si vero alieno nomine litem susceperit, veluti procurator, tunc si ex parte actoris est, et sine mandato ejus, nec præsente eo procurator agat, cogitur satisdare, dominum, pro quo agit, habiturum rem ratam. Sed si dominus ei mandavit, et notum fecit hoc judici, vel si dominus cum eodem pro causa exstitit, tunc non cogitur satisdare. Qui vero alium defendendo in causa procurator exstiterit, omnimodo pro litis æstimatione judicatum solvi paret [136] satisdonationem, nam alioquin idoneus defensor nullus intelligitur.

(* §. 2. 3. 4. 5 I. de satisdat. 4. 11.)

### *Cap.* 61. *De Obligatione per machinationem.*

Paulus Lib. XVIII. [137] Sabinum. Si quis cum aliter [138] convenisset obligari, aliter per machinationem est obligatus [139], erit quidem subtilitati [140] juris obstrictus, sed doli

136. sic Ms. 1.; Ed. præter.

137. Ms. 1. XIX. (Flor. Ulpianus lib. XLVIII.).

138. (Flor. Vulg. ins. eum).

139. (Flor. Vulg. oblig. est).

140. sic Ms. 1.; Ed. subtili ratione. (Vulg. subtilitate).

Digitized by Google

exceptione uti potest. Qui [141] enim per dolum obligatus est, competit ei exceptio. Idem est, et si nullus dolus intercessit [142] stipulantis, et [143] ipsa res in se dolum [144] habet: cum enim quis petit [145] ex ea stipulatione, hoc ipso [146] dolo facit, quod petit.

(** L. 36 D. de verb. obl. 45. 1.

141. (Flor. quia).

142. sic Ms. 1.; Ed. intercesserit. (Vulg. intercesserit).

143. (Flor. Vulg. sed).

144. Ms. 1. inserit: in.

145. (Flor. Vulg. petat).

146. (Flor. ipse).

Digitized by Google

# PREMIÈRE TABLE

## DES SOURCES.

### Cap. VII. Burgundiones.


§. 1. Pag.

L. Burgund. . . . . 5

T. 24 §. 1 — Br. Int. L. 2 C. Th. de sec. nupt. 3. 8 ib.

—34— 3. 4 — Br. Int. L. 1 C. Th. de repud. 3. 16 6

40— — — Br. L. 1 C. Th. de libertis 4. 11 . . ib.

43 §. 1 — (Br. L. 1 C. Th. de testam. 4. 4) . . 7

77 §. 1 — . . . . . ib.

(Lex Romana Burgundiorum, vulgo Papianus) . . . 8


### Cap. VIII. Visigothi.


(Breviarium Alaricianum) . . . . . 31

L. Visigoth. . . . . 59

§. 2 L. 2 T. 5 L. 11 . . . . . 63

— 3— 1— 1— (Br. L. un. C. Th. de nupt gentil. [3. 14) 62

3 1 5 . . . . . ib.

3 2 1— (Br. L. 1 C. Th. de sec nupt. 3. 8) 63

4 1 Br. Paul. 4. 11 cum Interpr. . 61

4 2 11 (Br. L. 9 C Th. de leg. her. 5. 1) 63

4 3 1 . . . . . ib.

4 3 3— (Br. L. 4. C. Th. de tutor. 3. 17) ib.

5 4 1. 7. 8. 9. 16 . . . . . 75

5 4 10 . . . . . 63

§. 3. — 5 5 1. 3 . . . . . 75

5 5 8. 9— { Br. Int. L. 2 C. Th. de usur. [2. 33 / Br. Int. L. 1 eod. . . . . } 62

5 7 2— —(Br. L. un. C. Th. de man. in [eccl. 4. 7) 63

8 1 2— Br. Int. L. 3 C. Th. unde vi 4. 22 62


### Cap. IX. Franci.


Leges Bajuvar. . . . . 68

T. 1 C. 13 §. 2 — Br. L. 44 C. Th. de episc. 16. 2 ib.





Digitized by Google

§. 3. Pag.

(Cap. IX. Franci.)

Leges Bajuvar.
— 2— 1—2 L. 7 §. 3 D. ad. L. J. maj. 48. 4 . . 69
6 1— (Br. L. 3 C. Th. de incestis 3. 12) (Br. L. 1 C. Th. si nupt. 3. 10) ib.
14 1 . . . . . 70
§. 4. —14— 2— . . . . . ib.
14 3 (Br. Paul. 5. 3 §. 2) . . . . . 69
14 4 . . . . . 70
14 5 (Br. Int. L. 1. C. Th. de litig. 4. 5) . 69
14 6 (Nov. 117 C 5) . . . . . 71
14 7 . . . . . ib.
15 4 . . . . . 72
15 7 (L. 7 C. de act. emti. 4. 49) . . . 70
15 8 . . . . . ib.
15 9 (L. 2 C. de resc. vend. 4. 44) . . . 72
§. 5. —15—10— . . . . . ib.
L. Alemann. T. 39 — (Br. L. 3 C. Th. de incestis. 3. 12 (Br. L 1 C. Th. si nupt. 3. 10) 1
L. Ripuar. T. 58. C. 1. — (Br. L. un. C. Th. de man. in [eccl. 4. 7) 76
Const. Chlotarii a. 560 procem. — Br. Nov. Val. T. 8 77
— — C. 7 — (Br. L. un. C. Th. si nupt. ex rescr. 3. 10) ib.
C. 13 — (Br. L. un. C. Th. de act. certo [temp. 4. 14 (Br. Nov. Val. T. 8 . . . Br. Int. Paul. 5. 2 §. 4 . . . 77
Decretio Childeberti a. 595 C. 3 — (Br. Paul. 5. 2 §. 3. 4) 78
C. Wormart. a 829 App. C. 23 — Br. Int. L. un. C. T. de [inquil. 5. 10 ib.
— a. 865 C. 6 — — (Julian. 48. 2) (Julian. 7. 2) . . . . . 79
§. 6. — incerti. a. C. 2 — — Julian. 115. 28 . . . . ib.
(Ansegisi) Capit. Lib. 2. C. 29 — Julian. 7. 1 . . . 80
— — — L. 2 C. 30 — Julian. 7. 2 . . . ib.
(Bened. Levitæ Capitularia . . . . . 83
Lib. 5 C. 308 — Br. Int. L. 1. 2 C. Th. de pœnis. 9. 40
—313 Br. Int. Paul. 1. 12 §. 7
338 L. 35 C. de episc. 1. 3 . . . . . 84
339 L. 5 C. de SS. eccl. 1. 2 . . . . . ib.
378 Julian. 73 C. 1. 2. 3
379 Julian. 4 C. 58
§. 7. —380—Julian. 4 C. 2
381 Julian. 4 C. 7
382 Julian. 61 C. 1
383 Julian. 52
385 Julian. 115 C 67

Digitized by Google

§. 7. Pag.

(Cap. IX. Franci.)

(Bened. Levitæ. Lib. 5)

387—Julian. 69 C. 7
388 Julian. 115 C. 68
389 Julian. 119 C. 6
390 Julian. 115 C. 10
400 Br. L. 1 C. Th. de jud 2. 18
§. 8. Lib. 6. —100—cf. 5. 385
101 Julian. 71
102 cf. 5. 383
103 . . . . . 84
108 cf. 5. 379
109 Julian. 119 C. 5
111 L. 47. C. Th. de episc. 16. 2 . . . 83
112 . . . . . 84
114 . . . . . ib.
115 L. 31 C. Th. de episc. 16. 2 . . . ib.
§. 9. —116—L. 34 C. Th. de episc. 16. 2 . . . ib.
117 L. 40 C. Th. de episc. 16. 2 . . . ib.
123 Julian. 115 C. 33
124 Julian. 115 C. 8
129 Julian. 115 C. 52
366 extrav. 1 C. Th. de episc. jud. . . . 84
367 Br. L. 3 C. Th. de relig. 16. 11 . . 83
368 Br. L. 30 C. Th. de episc. 16. 2
385 cf. 6. 117
§. 10 —386—Br. L. 1 C. Th. ad L. I. de vi. 9. 10
388 cf. 6. 103
389 cf. 6. 116 . . . . . 84
390 cf. 6. 111
391 . . . . . 84
396 Br. Int. L. 2 C. Th. ut dignit. ordo 6. 5
398 cf. 5. 308
410 (Br. Int. L. 4 C. Th. de incestis 3. 12)
Lib. 7 C. 163 Br. Paul. 1. 6 B. §. 1
§. 11 —164—Br. Int. L. 3 C Th. ad L. J. de vi. 9. 10
170 cf. 5. 308
177 Br. Int. L. 2 Int. L. 17 C. Th. de petit. 10. 10
181 Br. Int. L. 1 C. Th. quorum appell. 11. 36
195 Br. L. 2 C. Th. de his qui super relig. [16. 3 84
196 Br. Paul. 1. 12 §. 1 (Int.) §. 3. 4. 5. 7
204 Br. Paul. 5. 5 A. §. 3 §. 6 (Int.) §. 8 [ (Int.) §. 9
208 Br. Int. L. 2 C. Th. ne quis præter crim. [maj. 9. 6

Digitized by Google

§. 11, Pag.

(Cap. IX. Franci.)

(Bened. Levitæ. Lib. 7)

220 Br. Int. L. 2 Int. L. 4 C. Th. de jurisd. 2. 1
226 Br. Int. L. 4 C. Th. unde vi. 4. 22
§. 12. —229—Br. Int. L. 1 C. Th. de postlim. 5. 5
232 Br. Int. L. 1 C. Th. ad L. J. de vi. 9. 10
235 Br. Int. L. 4 C. Th. ad L. J. de vi. 9. 10
243 Br. Paul. 1. 21 §. 14
246 Br. Paul. 5. 4 §. 12
283 Br. Int. L. 3 C. Th. de fide test. 11. 39
284 Br. L. 12 C. Th. de episc. 16. 2
286 Br. Int. L. 1 C. Th. ne christ. manc. 16. 9
287 cf. 6. 367
288 Br. Int. Paul. 1. 7 §. 2
§. 13. —289—Br. Int. Paul. 1. 7 §. 4
291 cf. 7. 163.
297 Br. Int. Paul. 2. 2 §. 1
298 Br. Int. Paul. 2. 4 §. 4
299 Br. Int. Paul. 2. 5 §. 1
303 Br. Int. Paul. 2. 5 §. 3
304 Br. Int. Paul. 2. 10 §. 1
312 Br. Int. Paul. 2. 12 §. 5
313 Br. Int. Paul. 2. 13 §. 1
318 Br. Int. Paul. 2. 15 §. 3
§. 14. —319—Br. Paul. 2. 17 §. 11
324 Br. Int. L. 12 C. Th. de accus. 9. 1
326 Br. Paul. 3. 5 §. 1
327 Br. Int. L. 7 C. Th. de inoff. 3. 19
328 Br. L. 2 C. Th. fam. herc. 2. 24
329 Br. Int. L. 4 C. Th. de revoc. don. 8. 13
330 Br. Int. L. 2 C. Th. de revoc. don. 8. 13
334 Br. Int. Paul. 2. 17
335 Br. Paul. 2. 18 §. 1
336 Br. Int. Paul. 2. 20 §. 1
§. 15. —340—Br. Paul. 2. 31 §. 10
341 Br. Int. Paul. 4. 8 §. 14
342 Br. Paul. 5. 1 §. 4
343 Br. Paul. 5. 3 §. 3
344 Br. Paul. 5. 3 §. 4
345 Br. Int. Paul. 5. 3 §. 6
353 Br. Int. Paul. 5. 4 §. 9
354 Br. Paul. 5. 5 A. §. 9
355 Br. Int. Paul. 5, 5 §. 8
357 Br. Int. Paul. 5. 35 §. 1
§. 16. —360—Br. L. 2 C. Th. de petit. 10. 10 cum Interp.
362 Br. Int. Paul. 5. 11 §. 4
363 Br. Paul. 5. 16 §. 5

Digitized by Google

§. 16. PAG.

(Cap. IX. Franci.)

(Bened. Levitæ Lib. 7)
—364—Br. Int. C. Th. L. 5 de accus. 9. 1
365 Br. Int L. 11 C. Th. eod.
370 Br. Paul. 5. 21 §. 3
371 Br. Paul. 5. 22 §. 1
436 Br. L. 19 C. Th. de accus. 9. 1
438 L. 41. C. Th. de episc. 16. 2 . . . 84
440 Br. L. 3 C. Th. ne præter crim. majest. 9. 6
§. 17. —453—Br. L. 12 C. Th. de accus. 9. 1
477 L. 29 C. Th. de episc. 16. 2
Addit Capitul. 3 C. 14 —Br. Int. Paul. l. 1 §. 2 Paul. 2. [18 §. 1 cf. 7 335
—28 — cf. 6. 129
46. 47 — cf. 6. 124
53 — Julian. 115 C. 13
62 cf. 5. 379
66 cf. 5. 381
69 Julian. 115 C. 60
78 Julian. 6 C. 6
§. 18 — 4 C. 32 — L. 2 C. Th. de his qui super [relig. 16. 4 . . 84-85
— 74 Br. Int. Paul. 4. 11 §. 8
160 Br. L. 6 C. Th. ad L. J. de [adult. 9. 7
Documenta . . . . . 86-99
— a. 968 — Br. Int. L. 5 C. Th. de sent. ex [peric. 4. 17 88
var. sec. 11. 12 (Br. L. 1 C. Th. de don. 8. 12) . . 90-91
a. 816 (Julian. 119 C. 6) . . . . 91
a. 835 (Julian. 119 C. 6) . . . . ib.
a. 949 Br. Int. L. 1 C. Th. de contr. [emt. 3. 1 92
a. 984 Br. L. 5 C. Th. de sent ex peric. 4. [17 95
§. 19. — a. 804 Br. Int. L. 1 C. Th. de donat. 8. 12 97
— a. 838 { Br. Int. Nov. Valent. T. 12
Br. Int. Paul. 5. 5 A. §. 7
Br. Int. L. 5 C. Th. de sent. ex peric. 4. 17
Br. L. 1 C. Th. de div. rescr. 1. 2
Br. Paul. 1. 8 §. 1. 2
Br. Int. L. 4 C. Th. de div. rescr. 1. 2
(Br. Paul. 5. 25 §. 10)
(Br. Int. L. 1 C. Th. de dolo 2. 15)
(Br. Int. Paul. 1. 7 §. 2) } 97-98
(Glossæ in Breviarium Alaricianum) . . . . . 102

Digitized by Google

§. 19. PAG.

(Cap. IX. Franci.)

Formulæ Andegavenses . . . . . 102
Cap. 20 23—(Jul. 72 C. 1) . . . . . 106-108
— 39 . . . . . 104
45 . . . . . ib.
53 . . . . . ib.
57 . . . . . ib.
Form. Marculfi. . . . . 102
§. 20. lib. 2 C. 7 —(Br. Paul. 2 23 §. 5) . . . . . 105
—2—10 (Br. L. 1 C. Th. de fam. herc. 2. 24) . ib.
2 15 . . . . . 104
2 17 (Br. Paul. 4. 6 §. 1) . . . . . 105
2 19-20 (Br. Paul. 2. 17 §. 3) . . . . . 104
2 22 . . . . . ib.
2 32-34 (Julian. 72 C. 1) . . . . . 107-108
2 37-38— {(Br. L. 1 C. Th. de don. 8. 12) (Br. L. 4 C. Th. de test. 4. 4)} . . 105
Append. Marculfi. . . . . 102
Cap. 8 et 13—(Julian. 72 C. 1) . . . . . 107 108
§. 21. —52 (Julian. 82 C. 12) . . . . . 106-107
53-55 (Br. L. 4 C. Th. de test. 4. 4) . . . . . 105
56 (Br. L. un. C. Th. de manum. in eccl. 4. 7 . 104
Form. Sirmond.
Cap. 2 et 3—Br. L. 1 C. Th. de don. 8. 12 . . . . . 105
— 9 . . . . . 104
11 Br. Int. L. 1 C. T. de his qui sanguinol. 5. 8 106
12 (Julian. 72 C. 1) . . . . . 107-108
15 . . . . . 104
16 Br. Paul. 2. 19 § 2 . . . . . 106
§. 22. —17 —(Br. Paul. 2. 23 §. 5) . . . . . 105
19 Br. Int. L. 1 C. Th. de repud. 3. 16 . . 106
20 Br. Int. L. 4 C. Th. de cognitor. 2. 12 . ib.
21-22 Br. Int. L 1 C. Th. de fam. herc. 2. 24 . ib.
23 Br. Gajus 1. 5 §. 1 . . . . . ib.
— Br. Int. L. 2 C. Th. de leg. hered. 5. 1 . 104
24 Br. Int. L. un. C. Th. qui petant 3. 18 . 106
25 Br. Int. L. 8 C. Th. de pactis. 2. 9 . . ib.
29 Br. Int. L. 14 C. Th. de accus. 9. 1 . . ib.
— (Br. Int. Paul. 5. 37) . . . . . ib.
30 Br. Int. L. 2 C. Th. ad L. Corn. de sicar. 9. 14 ib.
§. 23. —32 (Br. L. 1 C. Th. de raptu virg. 9. 24) . ib.
40 (Br. L. 1 C. Th de act. certo temp. 4. 14) ib.
Form. Baluz. . . . . 102
Cap. 16—L. 9 C. Th. de accus. 9. 1 . . . . . 106
28 (Br. Paul. 4. 6 §. 1) . . . . . 108
43 (Jul. 72 C. 1) . . . . . 107-108

Digitized by Google

§. 23. PAG.

(Chap. IX. Franci.)

Form. Lindenbrog. . . . . 102
Cap. 88 et 96 — (Julian. 72 C. 1) . . . . . 107-108
— 89 — (Int. L. 2 C. Th. de legit. hered. 5. 1) . . 104
Form. Arvernicæ . . . . . 102-107, 108-109
§. 24. Petri Exceptiones Legum Romanorum . . . . . 100
Lib. 1 C. 1 — L. 9 C. de leg. 1. 14
— — 2 Julian. 119. 1
40 L. 5 D. de quæst 48. 18
52 L. un C. de raptu virg. 9. 13
53 L. 38. §. 3 D. de pœnis. 48. 19
54 §. 4. I. de publ. jud. 4. 18
55 L. 2 D. de injur. 47. 10
Lib. 2 — 4 — L. 9. pr. D. de pign. act. 13. 7
5 L. 33 D. de verb. obl. 45. 1
17 L. 14 pr. §. 1. 2 D. de furt 47. 2
§. 25. — — 18 — L. 44 § 1 D. de furtis. 47. 2
20 L. 14 D. de contr. emt. 18. 1
22 L. 3 §. 1 D. naut. caup. 4. 9
25 L. 76 pr. D. de furtis. 47. 2
30 L. 35 pr. L. 22 §. 2 D. de pign. act. 13. 7
38 L. 25 C. de pactis. 2. 3
44 §. 2 I. de fidej. 3. 20
47 L. 4 D. de pign. act. 13. 7
48 L. 9 §. 4 L. 10 L. 6 pr. L. 8 pr. D. de pign. act. 13. 7
49 L. 52 §. 7 D. de furtis. 47. 2
§. 26. — — 50 — L. 19 §. 5. 6 D. de furtis 47. 2
51 L. 22 pr. D. de pign act. 13. 7
52 L. 73 D. de furtis. 47. 2 . . . . . 128
53 L. 54 pr. §. 1 D. de furtis. 47. 2
61 L. 15 §. 4. D. locati. 19. 2
Lib. 3 C. 19 — L. 11 D. ad L. J. Maj. 48. 4
— — 20 L. 26 D. de pœnis. 48. 19
21 L. 38 pr. D. de pœnis. 48. 19
22 L. 80 pr. D. de furtis. 47. 2
23 L. 67 pr. D, de furtis. 47. 2
§. 27 — — 24 — L. 2 pr. §. 1. 2. 3. 4 D. de priv. del. 47. 1
25 L. 15 §. 1. 2 L. 16 D. de furtis. 47. 2
26 L. 52 pr. §. 1. 2. 3. 4. 6 D. de furtis. 47. 2
27 L. 38 D. furtis. 47. 2.
28 L. 48 §. 5 D. de furtis 47. 2
29 L. 5 D. de vi bon. rapt. 47. 8
30 L. 89 D. de furtis. 47. 2
31 L. 32 D. ad L. Corn. de falsis. 48. 10
32 L. 71 pr. D. de furtis. 47. 2

Digitized by Google

§. 27. Pag.

## (Cap. IX. Franci.)

(Petri, etc.)

§. 28. Lib. 3 C. 33—L. 43 pr. D. de furtis. 47. 2
34 L. 47 D. de furtis. 47. 2 . . . . 124
— —35 L. 50 §. 2. 3. 4 L. 51 D. de furtis. 47. 2
37 L. 34 D. de furtis. 47. 2
40 L. 91 L. 87 D. de furtis. 47. 2
41 L. 48 §. 7 et pr. D. de furt. 47. 2
56 L. 1 §. 1 L. 2. 3 D. si ager vect. 6. 3
57 L. 15 pr. §. 1. 2. 3. 4. 5. 27. 28 D de in-
[jur. 47. 10
58 L. 1 pr. D. de injur. 47. 10
59 L. 21 D. de injur. 47. 10
60 L. 1 D. de priv. del. 47
§. 29. — —61—L. 37 D. de furtis. 47. 2
62 L. 43 §. 10 D. de furtis. 47. 2
65 L. 47 pr. D. de reg. jur. 50. 17
66 L. 48 D. de reg. jur. 50. 17
67 L. 19 §. 1 D. locati. 19. 2
68 L. 7 §. 2 1 D. naut. caup. 4. 9
Lib. 4 C. 5— { L. 9 C. de jud. 3. 1
L. un C. ut quæ desunt advocat. 2. 11 }
— — 9 L. 39 L. 14 D. de leg. 1. 3
12 L. un. C. ne quis in sua causa. 3. 5
14 L. 13 D. quod metus causa. 4. 2
§. 30. — —18—L. 1 pr. D. de requir. vel abs. damn. 48. 17
20 L. 2 C. ne liceat. potentior. 2. 14
21— { L. un. C. ut nemo invit. cog. 3. 7
L. un. C. de lit contest. 3. 9 }
33 L. 25 D. de testib. 22. 5
39 L. 23 D. de testib. 22. 5
42 L. 1 pr. D. quod met. 4. 2
49 L. 57 D. de oblig. et act. 44. 7
56 L. 1 pr. §. 4. 6 D. de verb. oblig. 45. 1. 152
57 L. 35 pr. §. 1. 2 D. de verb. oblig. 45. 1
58 L. 37 D. verb. oblig. 45. 1
60 §. 2. 3. 4. 5. I. de satisdat. 4. 11
§. 31. — —61—L. 36 D. de verb. oblig. 45. 1

## Cap. X. Anglia.

Leges Anglicæ . . . . . 131
L. 33 Henrici I.—Br. L. 6 C. Th. de repar. appell. 11. 31 135
Leges Wallicæ —Br. L. 3 C. Th. de fide test. 11. 39 . ib.

## Cap. XI. Ostrogothi.

(Edictum Theodorici) . . . . . 138

Digitized by Google

§. 31. PAG.

Cap. XII. Italia sub imperio Græcorum.

Documenta . . . . . 148-157
(Scholia in Julianum) . . . . . 157
§. 32. (Dictatum de consiliariis) . . . . . ib.
(Collectio de tutoribus) . . . . . ib.
(Corpus finium regundorum) . . . . . 161

Cap. XIII. Italia sub imperio Pontificum.

Documenta . . . . . 162-165
— a. 801 — (L. 5 C. ad. L. J. maj. 9. 8) . . 162
— sec. 9 — L. 41 C. de transact. 2. 4 . . . 165

Cap. XIV. Longobardi.

Leges Longobardorum . . . . . 176
L. Rotharis 158. 159. 160 . . . . . 179
§. 33. — — 167 . . . . . 176
168. 169. 170 — (Julian. 107) . . . 179
L. Grimoald. 1. 2. 4 . . . . . 177
L. Liutprand. I. 6 . . . . . 178
— — II. 3 . . . . . 177
IV. 1 . . . . . ib.
IV. 5 . . . . . ib.
VI. 1. 5. 24. 62 . . . . . ib.
L. Aistulph. 3 . . . . . 178
— — 7 . . . . . ib.
9 . . . . . 177
Capit. Long. Caroli M. . . . . 178
L. Lud. Pii 55. — (Julian. 111 C. 4) . . . . . 177
L. Lothar. 51 . . . . . 178
L. 1 Henrici II. — L. 2 C. de jur. propter cal. 2. 59
L. 25 C. de episc. 1. 3 } 179-180
Julian. 119 C. 1
Documenta . . . . . 180-192
a. 752 — L. 3 C. de sep. viol. 9. 19
L. 2 eod
L. 12 in f. D. de solut. 46. 3
L. 1 C. unde vi 8. 4 } 181
L. 7 C. ad. L. J. de vi 9. 12
L. 37 D. de jud. 5. 1
L. 12 §. 2 C. de reb. cred. 4. 1
a. 776 — L. 2 C. de rer. permut. 4. 64 . . . 187
a. 811 (Julian. 7 C. 3) . . . . . 182
§. 35 sec. 11 L. 1 C. quor. appell. 7. 65 . . } 184
L. 6 C. de re jud. 7. 52 . . .
a. 1058 — L. 1 C. de confessis. 7. 59 . . . . ib.
a. 1075 L. 26 §. 4 D. ex quib. caus. maj. 4. 6 . . 185



Digitized by Google

§. 35. Pag.

## (Cap. XIV. Longobardi.)

(Lex Romana Utinensis) . . . . . 195
Quæstiones ac monita Longob. . . . . 198
pr. I. de fid. hered. 2. 23 . . . . . 199
Julian. 109 . . . . . 200
L. un C. de thesauris. 10. 15 . . . . . ib.
§. 36. (L. 1 §. 18 D. depos. 16. 3)
(L. 21 §. 1 D. eod.)
(L. 1 §. 4 D. de obl. et act. 44. 7)
(L. 27 pr. D. de furtis. 47. 2)
(L. 32 pr. D. eod.) . . . . . 201
(L. 21 pr. §. 2. 3 L. 22. 2. 3. 4 D. de nox. act. 9. 4 202
Formulæ et glossæ Leg. Longob. . . . . 203
L. 19. C. de testibus 4. 20 . . . . . 204
Julian. 107 . . . . . ib.
L. 1 §. 7 C. de comm. servo manum. 7. 7 . . . . ib.
(Brachylogus) . . . . . 205

## Cap. XV. Clerus.

§. 37. Greg. M. Epist. 9. 7. — L. 5 C. de leg. 1. 14 . . . . 226
— — 13. 45 — L. 7 §. 3 D. ad L. Jul. maj. 48. 4
L. 10 C. de episc. 1. 3
L. 2. 6 C. de his qui ad eccl. 1. 12
L. 4 C. si a non comp. 7. 48
L. 20 C. de his qui accus. 9. 1
L. 3 C. de sent. ex peric. 7. 44
Nov. 123 C. 21. 19. 8. 22
Nov. 90 C. 9 . . . . . 226
Concil. Hispalense II. a 619.
Can. 1 — Br. L. 2 C. Th. de postlim. 5 5 . . . 227
— 3 . . . . . ib.
Agobardus de dispensat. ecclesiast. rerum.
Cap. 18 — L. 9 §. 1 D. ad L. Juliam pec. 48. 13 ib.
Synodus Tricassina a. 878 — L. 13 C. de ep. 1. 3 . 228
Joannis 8 epist. 108 — L. 5 C. ad Sc. Orfit. 6. 57 . ib.
— 129 — — ad Sc. Orfit. 6. 57 . ib.
§. 38. — — 129 Julian. 21 C. 10
Julian. 109 C. 1
Julian. 115 C. 15 . . . . ib.
Hincmari Opp. T. 1 de divortio Lotharii Inter. 12
— — p. 634 — Coll. LL. Rom. et Mos. Tit. 5. 6 230
p. 627 Coll. LL. Rom. et Mos. Tit. 5 . ib.
p. 640 Br. L. 1 C. Th. de test. 4. 4
Br. Paul. 5. 25 §. 1
Capitula quibus de reb. magistri, etc. p. 718. 719
Br. Int. L. 44 C. Th. de episc. 16. 2

Digitized by Google

§. 38. PAG.

(Cap. XV. Clerus.)

Opp. T. 2.
Opusc. 16 de coercendo raptu. Cap. 5 p. 228 — Br. [L. 1 C. Th. de raptu 9. 24
Cap. 9 p. 232 — Br. Cod. Gregor. 19. 2 . . . 229
Cap. 18 p. 239 Br. L. un C. Th. si nupt. ex rescr. [3. 10
§. 39. Opusc. 29 pro Hincmaro Laudun. p. 318 — L. 8 C. [Th. de ep. 16. 2
p. 319 — L. 16. 26. 29. 30. 31 C. Th. de ep. 16. 2 ib.
p. 320 L. 34 C. Th. de ep. 16. 2
p. 325 — { Br. L. 12 C. Th. de ep. 16. 2
Br. L. 23 C. Th. de ep. 16. 2
Extrav. 3 C. Th. de episc. jud. . . ib.
p. 326 L. 41 C. Th. de ep. 16. 2 . . . ib.
Opusc. 29 p. 327 — L. 47 C. Th. de ep. 16. 2 . . . ib.
p. 328 L. 38 C. Th. de ep. 16. 2 . . . ib.
Opusc. 33 LV. capit. adv. Hincm. Laud.
Cap. 17 p. 440 — Julian. 115 C. 11
Cap. 28 p. 449. 450 — Br. Int. Paul. 5. 5 A. §. 7
§. 40. — p. 500 Br. Int. L. 2. 5 C. Th de sent. ex [peric. 4. 17
— Br. Int. Paul. 5. 5 A. §. 6
p. 501 — Julian. 83 C. 1 . . . . . 230
— L. 1 C. Th. de sent. ex peric. 4. 17 229-231
Cap. 30 p. 509 — Julian. 115 C. 15 . . . . . 229
Cap. 36 p. 527 L. 1 C. Th. de sent. ex peric. 4. 1 229-231
Br. L. 1 C. Th. de const. princ. 1. 1
Cap. 43 p. 545 — Br. Int. Nov. Valent. T. 12
— p. 546 Br. Int. L. 15 C. Th. de accus. 9. 1
Cap. 51 p. 587 Julian. 115 C. 26
Opusc. 13 Caroli Calvi nomine p. 710 — Br. L. 35 C. Th. [de ep. 16. 2
Julian. 115 C. 17
§. 41. Opusc. 44 ad episcopos C. 35 p. — Extrav. 3 C. Th. de [episc. jud.
Opusc. 47 Caroli II. nomine C. 24 p. 780 — Br. L. 2. [3 C. Th. de const. princ. 1. 1
Opusc. 48 de presbyt. criminosis C. 5 p. 784 — Br. Int. [L. 3 C. Th. de fide test. 11. 39
Br. Int. L. 15 C. Th. de accus. 9. 1
C. 6 p. 785 — Br. Int. L 11 C. Th. de accus. 9. 1
L. 41 C. Th. de ep. 16. 2 . . . 229
C. 7 p. 785 Br. Int. L. 10 C. Th. de accus. 9. 1
C. 9 p. 786 Br. Int. L. 44 C. Th. de ep. 16. 2
C. 10 p. 787 Julian. 115 C. 49

Digitized by Google

§. 41. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Opusc. 48)
C. 25 p. 796—Br. L. 2 C. Th. de const. princ. 1. 2 [cum Interpr.
C. 32 p. 799 Julian. 115 C. 27 Julian. 110 C. 17
Opusc. 49 de causa Teutfridi C. 1 p. 801 — Br. L. 10 C. [Th. de accus. 9. 1
§. 42. Atto Vercellensis, ep. ad Azonem
§. 2. 12 l. de nupt. 1. 10
L. 26 in f. C. de nup. 5. 4 } 231
Julian. 32 C. 1. 2
Concil. Ticinense circa a. 1022 — Julian. 115 C. 21 . 232
— — — Const. Justin. de adscriptitiis 233
Alexandri II. epist. 38 — §. 7 L. de grad. cogn. 3. 6 . ib.
Codex vetus Canonum (Quesnelli) . . . . . 235
Cap. 14 Const. Honorii et Theodosii
— 16 — Honorii et Theodosii
§. 43 19 Constantii
26 Marciani
27 Marciani
28 Marciani
54 — { L. 2 C. Th. de fide cathol. 16. 1
L. 2 C. Th. de his qui sup. relig. [16. 4
L. 6 C. Th. de hæreticis 16. 5
L. 62 C. Th. de hæreticis 16. 5 } 235
Coll. Canonum Anselmo dedicata . . . . . ib.
P. 1 C. 129—Julian. 119 C. 2 . . . . . 238
—130 Julian. 119 C. 3
131 Julian. 119 C. 4
132 Julian. 115 C. 38
§. 44. —133—Julian. 115 C. 37
P. 2 C. 291 Julian. 6 C. 1 . . . . . 238
—292 Julian. 115 C. 5
293 Julian. 115 C. 2
274 Julian. 75 C. 3
295 Julian. 115 C. 11
296 Julian. 61 C. 2
297 Julian. 115 C. 44
298 Julian. 115 C. 47
299 Julian. 115 C. 16
§. 45. —300—Julian. 115 C. 15
301 Julian. 115 C. 17
302 Julian. 115 C. 13
303 Julian. 115 C. 50
304 Julian. 115 C. 14
305 Julian. 69 C. 6

Digitized by Google

§. 45. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anselmo dedicata)

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 306 | Julian. | 119 | C. 17 |
| | 307 | Julian. | 119 | C. 18 |
| §. 46. | P. 3 C. 242— | Julian. | 119 | C. 1 |
| | —243 | Julian. | 115 | C. 12 |
| | 244 | Julian. | 115 | C. 36 |
| | 245 | Julian. | 115 | C. 3 |
| | 246 | Julian. | 115 | C. 20 |
| | 247 | Julian. | 115 | C. 33 |
| | 248 | Julian. | 115 | C. 34 |
| | 249 | Julian. | 115 | C. 35 |
| | 250 | Julian. | 77 | C. 1 |
| | 251 | Julian. | 77 | C. 2 |
| §. 47. | P. 4 C. ult.— | Julian. | 115 | C. 7 |
| | P. 5 C. 176 | Julian. | 6 | C. 4 |
| | —177 | Julian. | 6 | C. 5 |
| | 178 | Julian. | 6 | C. 8 |
| | 179 | Julian. | 115 | C. 18 |
| | 180 | Julian. | 5 | C. 1 |
| | 181 | Julian. | 115 | C. 19 |
| | 182 | Julian. | 115 | C. 22 |
| | 183 | Julian. | 115 | C. 25 |
| | 184 | Julian. | 115 | C. 28 |
| §. 48. | —185— | Julian. | 115 | C. 29 |
| | 186 | Julian. | 115 | C. 8 |
| | 187 | Julian. | 115 | C. 24 |
| | 188 | Julian. | 36 | C. 29 |
| | 189 | Julian. | 115 | C. 49 |
| | 190 | Julian. | 115 | C. 33 |
| | 191 | Julian. | 115 | C. 34 |
| | 192 | Julian. | 77 | C. 1 |
| | 193 | Julian. | 115 | C. 37 |
| | 194 | Julian. | 5 | C. 2 |
| §. 49. | —195— | Julian. | 12 | C. 1 |
| | 196 | Julian. | 6 | C. 7 |
| | 197 | Julian. | 51 | C. 1 |
| | 198 | Julian. | 115 | C. 31 |
| | P. 6 C. 114— | Julian. | 115 | C. 54 |
| | —115 | Julian. | 115 | C. 55 |
| | 116 | Julian. | 4 | C. 2 |
| | 117 | Julian. | 4 | C. 4 |
| §. 50. | —118— | Julian. | 115 | C. 56 |
| | 119 | Julian. | 115 | C. 57 |
| | 120 | Julian. | 115 | C. 58 |
| | 121 | Julian. | 115 | C. 59 |
| | 122 | Julian. | 115 | C. 60 |

Digitized by Google

§. 50. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anselmo dedicata)

P. 6 C. 123 Julian. 115 C. 61
—124 Julian. 4 C. 6
125 Julian. 115 C. 62
126 Julian. 115 C. 63
127 Julian. 115 C. 64
§. 51. —128—Julian. 4 C. 5
129 Julian. 4 C. 7
130 Julian. 4 C. 8
131 Julian. 4 C. 3
132 Julian. 4 C. 10
133 Julian. 115 C. 23
134 Julian. 111 C. 3
135 Julian. 4 C. 1
136 Julian. 73 C. 1
137 Julian. 115 C. 65
§. 52. —138—Julian. 115 C. 66
139 Julian. 7 C. 11
140 Julian. 4 C. 9
141 Julian. 70 C. 1
P. 7 C. 1—tit. I. de just. et jure 1. 1
— 2 tit. I. de j. nat. 1. 2
pr. I. de j. pers. 1. 3
3 tit. I de j. pers. 1. 3 . . . . . 238
4 tit. I. de ingenuis 1. 4
5 Justiniani Constitutio de adscriptitiis . 239
6 L. 7 C. de rei vind. 3. 32
§. 53. — 7—L. 26 C. de nupt. 5. 4
8 Julian. 48 C. 1
9 Julian. 36 C. 5
10 Julian. 36 C. 11
11 L. 2 C. de sec. nupt. 5. 9
12 Julian. 37 C. 2
13, 14 —Julian. 32 C. 1
§. 54. — 15 (Julian 110)
16 Julian. 36 C. 24
17 Julian. 31 C. 1
18 tit. I. de nuptiis 1. 10
19, 20 —Nov. 30
21 (Julian. 124 C. 23)
22 L. 8 C. de incestis 5. 5
23 Julian. 115 C. 67
24 Nov. 143 . . . . . 238
§. 55. - 25 - tit. I. de publ. jud. 4. 18

Digitized by Google

Pag.

§. 55.

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anselmo dedicata)

P. 7 C. 26—tit. I. de nox act. 4. 8
—27 tit. I. si quadrupes 4. 9
29 L. 3 pr. C. comm. de leg. 6. 43
30 tit. I. de lege Aquilia 4. 3
31 tit. I. de obl. quæ ex del. 4. 1
32 L. 1. C. de servis fug. 6. 1
33 L. 4. C. de servis fug. 6. 1
34 tit. I. de bonis vi raptis 4. 2
35 L. 7 C. unde vi 8. 4 . . . . . 237
§. 56. 36—L. 3 C. ad L. Corn. de sic. 9. 16 . . 238
37 L. 2 C. de furtis 6. 2
38 tit. I. de verb. obl. 3. 15
39 tit. I. de inutil. stip. 3. 19
40 tit. I. de divis. rerum 2. 1
41 Julian. 83 C. 1
42 Julian. 83 C. 4
43 Julian. 83 C. 5
44 Julian. 83 C. 6
45 L. 19 C. de testibus 4. 20
§. 57. —46—L. 2. C. de incestis 5. 5
47 Julian. 33 C. 1
48 (L. 20 C. ex quibus caus. 2. 12)
49—{(Nov. 34) L. 13 C. quod cum eo 4. 26
50 L. 20 C. ex quib. caus. inf. 2. 12
51 L. 5. 9 C. de testibus 4. 20
52 L. 6 C. de testibus 4. 20
53 tit. I. de grad. cogn. 3. 6
54—{Julian. 109 C. 3
§. 58. —55—(Julian. 34. C. 3)
56 Julian. 85 C. 1
57 L. 19. 21. 23. 27. 17. 28 C. de inoff. test. 3. 28
58 L. 3. 2 C. de inoff. don. 3. 29
59 L. 35 pr. C. de inoff. test. 3. 28
60 Julian. 34 C. 1
61 Julian. 36 C. 15
62 §. 5 — 12 I. de hered. inst. 2. 14
63 Julian. 110 C. 2
64 L. 4 C. qui manum. non possunt 7. 11
§. 59. —65—Julian. 66 C. 5
66 L. 4 C. qui test. 6. 22
67 Julian. 66 C. 12
68 L. 1. 2. 3 C. quæ sit longa consu. 8. 53
69 Julian. 54 C. 1

Digitized by Google

§. 59. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anselmo dedicata)

P. 7 C. 70—Julian. 107 C. 6
— 71 Julian. 36 C. 4
72 L. un. §. 3 C. de lat. lib. 7. 6
73 L. 12 C. de his quibus ut indignis 6. 35
74 Julian. 36 C. 6
§. 60. — 75—Julian. 36 C. 3
76 L. 3 C. de lib. causa 7. 16
77 L. 3. 2 C. pro quibus causis servi 7. 13
78 Julian. 76 C. 3
79 Julian. 122 C. 1
80 Julian. 44 C. 3
81 Julian. 66 C. 9
82 Julian. 122 C. 2
83 Julian. 122 C. 3. 4
84 L. 1 C. de pœna judicis 7. 49
§. 61. — 85—(Nov. 134 C. 13)
86 Julian. 76 C. 14
87 Julian. 15 C. 1
88 Julian. 76 C. 15
89 Julian. 74 C. 4
90 tit. I. de his qui sui. 1. 8
91 tit. I. de pat. pot. 1. 9
92 Julian. 108 C. 2
93 Julian. 36 C. 22
§. 62. — 94—tit. I. quibus modis jus patr. 1. 12
96 L. 3 C. de loc. 4. 65
97 L. 2 C. de prob. 4. 19
98 L. 20. 6 C. de pactis 2. 3
99 L. 15 C. de loc. 4. 65
100 L. 41 C. de transact. 2. 4
101 L. 12 C. de pactis 2. 3
102 L. 15. 27. 22 C. de rei vind. 3. 32
103 L. 7 C. de usufr. 3. 33
§. 63. —104—L. 1. 2. 3. 4. 5 C. de lege Aquilia. 3. 35
105 L. 5. 6 C. fin. reg. 3. 39
106 L. 12 C. de relig. 3. 44
107 L. 2 C. de reb. cred. 4. 1
108 L. 6. 19. 17. 14. 8. 11. 12 C. de testib. 4. 20
109 L. 1. 2 C. de eunuchis. 4. 42
110 L. 1. 2 C. de patribus qui fil. 4. 43
111 L. 34 C. de loc. 4. 65
112 L. 17 C. de pactis 2. 3
113 L. 38. 39 C. de transact. 2. 4
§. 64. —114—L. 1. 8. 10. 22 C. ex quib. causis inf. 2. 12
115 L. 6 C. de proc. 2. 13

Digitized by Google

§. 64. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anselmo dedicata)

P. 7 C. 116—L. 4. 7. 9. 12 C. de his quæ vi. 2. 20
—117 L. 2 C. de rei vind. 3. 32
118 L. 1 C. ubi de crim. 3. 16
119 L. un. C. ubi de poss. 3. 15
120 L. 1. 4 C. ubi causa status 3. 22
121 L. 1. 2. 4. 13. 10. 12. 11 C. de serv. 3. 34
122 L. 7 C. de rei vind. 3. 32
123 L. 1. 4 C. plus valere 4. 22.
§. 65. —124—L. 2. 3. 12 C. de pign. act. 4. 24
125 L. 27 C. de usuris 4. 32
127 L. 10. 1 C. depositi 4. 34
128 L. 14 C. de contr. emt. 4. 38
129 L. 2 C. de resc. vend. 4. 44
130 Le 27 C. de transact. 2. 4
131 Julian 91. C. 1
132 Julian. 91 C. 2
133 Julian. 2 C. 1
134 Julian. 2. C. 2
§. 66. —135—Julian. 36 C. 13
136 Julian. 36 C. 12
137 Julian. 114 C. 3
139 L. 9. 12 C. de his quæ vi. 2. 20
140 L. 1 C. si adv. vendit. 2. 28
141 L. 1 C. si adv. delictum 2. 35
P. 11— L. 7. 8. 11 C. de feriis 3. 12 . . . . . 238
L. 12 C. de pactis 2. 3
L. 1. 3. 4. 5. 6. 10 C. de feriis 3. 12
§. 67. P. 12— —Julian. 71 C. 1
Julian. 10 C. 1
Julian. 115 C. 68
Julian. 115 C. 69
Julian. 102 C. 1
Regino de ecclesiastica disciplina . . . . . 239
Lib. 1 C. 360—Julian. 7 C. 1 . . . . . ib.
— —361 Julian. 7 C. 2 . . . . . ib.
402 Br. Int. L. 1 C. Th. de const. princ. 1. 1
406 Br. Int. L. un. C. Th. de man. in eccl. 4. 7
§. 68. — —417—Br. Gajus 1. 4 §. 8
— 2 — 57 Br. Int. L. 1 C. Th. de parric. 9. 15
59 Br. Int. L. 2 C. Th. de emend. serv. 9. 12
70 Br. Int. L. 1 C. Th. de expositis 5. 7
71 Br. Int. L. 2 C. Th. de expositis 5. 7
72 Br. Int. L. 1 C. Th. de his qui sanguinol. 5. 8
86 Br. Paul. 5. 23 §. 11
87 Br. Paul. 5. 28 §. 3



Digitized by Google

§. 68. Pa.

(Cap. XV. Clerus.)

(Regino de ecclesiastica disciplina)
Lib. 2 C. 88—Br. Paul. 5. 23 §. 13
— 90 Br. Paul. 5. 21 §. 3
§. 69. — 91—Br. Paul. 5. 21 §. 4
117 (Extrav. L. 1 C. Th. de episc. jud.)
123 Br. Int. L. un. C. Th. comm. div. 2. 25
129 Br. Paul. 2. 19 §. 7
143 Br. Int. L. 5 C. Th. ad L. Juliam de adult. 9 7
144, 145 —Br. Int. L. 2 C. Th. ad L. Juliam de adult. 9. 7
146 Br. Int. L. 4 C. Th. L. Juliam de adult. 9. 7
147 Br. Int. L. un. C. Th. de mul. quæ se servis. [9. 9
148 Br. Paul. 2. 27 §. 7
§. 70. —149—Br. Paul. 2. 27 §. 8
150 Br. Paul. 2 27 §. 17
175 Br. Nov. Major. T. 8
176 Br. Int. L. 5 C. Th. de cognitor. 2. 12
261 Br. L. 6 C. Th. ad L. Juliam de adult. 9. 7
304—Br. Int. L. 2 C. Th. de re jud. 4. 16; Br. Int. L. 2 C. Th. de judiciis 2. 18
309 Br. Int. L. 1 C. Th. de judiciis 2. 18
345 Br. Int. L. 1 C. Th. ad L. Fab. 9. 18
353 Br. Int. L. 3 C. Th. de malef. 9. 16
§. 71. —354—Br. Int. L. 4 C. Th. de malef. 9. 16
Appendix C. 23 Br. Int. L. 9 C. Th. de accus. 9. 1
— 24 Br. Int. L 14 C. Th. de accus. 9. 1
25 Br. Int. L. 15 C. Th. de accus. 9. 1
26 Br. Int. L. 19 C. Th. de accus. 9. 1
Abbonis Floriacensis Coll. Canonum . . . . . 238
Cap. 1—Br. L. 4 C. Th. de his quæ ad eccl. 9. 45 [cum Int. ib.
— 5 Julian. 119 C. 5
11 Julian. 115 C. 30
13 Julian. 115 C. 4
§. 72. — 14—Julian. 115 C 54
22—Julian. 115 C. 64; Julian. 4 C. 5. 7
25 Julian. 111 C. 7
26 Julian. 73 C. 1. 3
32 Julian. 115 C. 30
36 Julian. 115 C. 15
45 Julian. 115 C. 9
46 Julian. 115 C. 10
47 Julian. 115 C. 37. 38. 39
48 Julian. 115 C. 33. 34. 35

Digitized by Google

PAG.

(Cap. XV. Clerus.)

§. 73. (Coll. Can. Anon. sec. 9 vel 10 . . . . . 240
Burchardi Wormatiensis Decreta . . . . . ib.
Lib. 1 C. 164—Br. L. 12. C. Th. de accus. 9. 1 cum Int.
— —168 Julian. 115 C. 10
184 Julian. 115 C. 17
202 Julian. 116 C. 16
3 164 Julian. 7 C. 1
7 28 Br. Paul. 4 11 cum Int. ad. §. 2. 5. 7. 8
Anselmi Lucensis Coll. Canonum . . . . . 240
Lib. 1 C. 91—L. 8 C. de summa trin. 1. 1
§. 74. — — 92 Justiniani const. incerta. . . . . 241
93 Nov. 6 proœm. . . . . 240
94 Constantini const. incerta . . . . . 241
2 2 L. 1 C. de summa trin. 1. 1
3 L. 2 C. de episc. aud. 1. 4 . . . . . ib.
post. Cap. 78 — Julian. 34 C. 1
3 106—Valentiniani et Marciani const. incerta
109 Extrav. 3 C. Th. de episc. jud. . . . . 240
4 13 L. 8 C. Th. de episc. 16. 2 . . . . . ib.
14 L. 16 C. Th. de episc. 16. 2
§. 75. — — 15—L. 26 C. Th. de episc. 16. 2 . . . . ib.
16 L. 29 C. Th. de episc. 16. 2
17 L. 30 C. Th. de episc. 16. 2
19 L. 22 C. de SS. eccles. 1. 2
20 L. 33 pr. §. 6. 7 C. de episc. 1. 3
21 L. 5 C. de SS. eccl. 1. 2
22 L. 21 C. de SS. eccl. 1. 2
23 L. 10 C. de episc. 1. 3
24 L. 11 C. de episc. 1. 3
25 L. 4. C. de summa trin. 1. 1
§. 76. — — 39—L. 23 C. de SS. eccl. 1. 2
40 L. 2 C. ne rei dominicæ 7. 38
55 L. 12 C. de SS. eccl. 1. 2
56 L. 1 C. de hæret. 1. 5
57 L. 35 C. de episc. 1. 3
Lib. 5— 55 §. 7. 8. 9. 10 J. de divis. rerum 2. 1 . . 240
— 6 3 Julian. 115 C. 2 . . . . . ib.
4 Nov. 6 pr. et C. 1 . . . . . ib.
5 L. 31 C. de episc. 1. 3
post Cap. 209 — Julian 115 C. 65 C. 23
§. 77. — 7—205—210—Nov. 5 . . . . . ib.
7 extr. L. 12 C. de SS. eccl. 1. 2
L. 3. 4. 5. 6 C. unde vi 8. 4
12 C. 31 Justini const. incerta . . . . . 241
68 L. 5 C. de hæret. 1. 5
69 L. 2. C. de hæret. 1. 5

Digitized by Google

§. 77. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Anselmi Lucensis Coll. Canonum)
Lib. 12 C. 70—L. 3 C. de hæret. 1. 5
— — 71 L. 4 C. de hæret. 1. 5
72 L. 2 C. de summa trin. 1. 2
Coll. Canonum anon. sec XI . . . . . 241
Lib. 1 C. 75—Julian. 6 C. 1
§. 78. —10— Julian. 122 C. 1 } . . . . . ib.
Julian. 115 C. 15
(Coll. Canonum anon. sec. XI. . . . . ib.
(Coll. Canonum Cardinalis Deusdedit . . . . . ib.
Coll. Canonum Cæsaraugustana . . . . . 243
Cod. Ms. Paris. N. 3875 fol. 4 — §. 9. 11 J. de j. nat. 1. 2
fol. 4—L. 1. 2 C. quæ sit longa consu 8. 53 . . 248
— L. 12 D. de off. præsidis 1. 18 . . . . . 243
L. 37 D. de legibus 1. 3 . . . . . 344
fol. 6 L. 9 C. de legibus 1. 14
§. 79. fol. 10—L. 5 C. div. rescriptis 1. 23
— L. 2 D. de const. princ. 1. 4 . . . . . 245
L. 20 D. de legibus 1. 3 . . . . . ib.
fol. 10 Constantini const. incerta . . . . . ib.
fol. 21 L. 31 C. de episc. 1. 3
— Julian. 6 C. 1
Julian. 7 C. 11
Julian. 15 C. 1
fol. 37 Julian. 83 C. 1. 2
fol. 38 Julian. 83 C. 4. 5. 7
§. 80. fol. 39—L. 6. 9. 16. 17. 18 D. de testibus 22. 5
fol. 45 L. 22 C. de SS. eccl. 1. 2 . . . . . 245
— L. 33 C. de episc. 1. 3
L. 5. 21 C. de SS. eccl. 1. 2
L. 10 23 C. de episc. 1. 3
L. 12 C. de SS, eccl. 1. 2
fol. 48 §. 7. 8. 10 J. de divis. rerum 2. 1
fol. 51 Julian. 7 C. 1
fol. 52 Julian. 7 C. 2 — 6
fol. 53 Julian. 7 C. 7 — 10 C. 12
§. 81. — —Julian. 14 C. 1
Julian. 48 C. 2
Julian. 61 C. 3
fol. 61 L. 20 C. ex quibus causis infam. 2. 12
fol. 68 Julian. 4 C. 2. 4. 5. 7
fol. 70 Constitutio incerta . . . . . 245
fol. 71 Julian. 4 C. 10
— Julian. 6 C. 6
fol. 72 L. 11 pr. C. de repud. 5. 17
— L. 7 §. 1 L. 11. 12. 13. 14 D. de spons. 23. 1 243

Digitized by Google

PAG.

## (Cap. XV. Clerus.)

(Cod. Canonum Cæsaraugustana)

§. 82. fol. 72—§. 1 — 12 J. de nupt. 1. 10
fol. 73 §. 1 J. de pat. pot. 1. 9
— Julian. 67 C. 4
fol. 74 Julian. 36 C. 3 C. 25
— Julian. 72 C. 3
fol. 78 §. 3. 6 J. de nupt. 1. 10
fol. 80 Julian 32 C. 3
— Julian. 36 C. 7
— L. 25. 26 D. de statu hom. 1. 5
fol. 81 pr. J. de ingenius 1. 4
§. 83. — —L. 10 C. de repudiis 5. 17
fol. 82 Julian. 115 C. 67
fol. 84 Julian. 32 C. 1
— L. 5 C. ad L. Juliam de adult. 9. 9

Coll. Canonum Anon. sec. XI. . . . . 245

Tit. de rebus ecclesiasticis :
Julian. 7 C. 1
Julian. 48 C. 2
§. 7. 8. 10 J. de div. rerum 2. 1

Tit. de scriptis autenticis.
§. 84. L. 1. 2 C. quæ sit longa consu. . . . . 246

Tit. de appellationibus
Br. Int. Paul. 5. 33 §. 1
Br. Paul. 5. 34 §. 1
Br. Int. Paul. 5. 35 §. 2
Br. Int. Paul. 5. 36 §. 1
Br. Paul. 5 36 §. 2
Br. Paul. 5. 37 §. 1
Br. Int. L. 19 C. Th. de accus. 9. 1
Julian. 115 C. 9. 10. 13. 15

§. 85. Tit. de clericis
Julian. 77 C. 1

Tit. de virginibus
Julian. 4 C. 5. 7. 8

Tit. de conjugatis
L. 7 §. 1 L. 11. 12. 13. 14 D. de spons. 23. 1 246

Tit. de conjugiis
§. 2 J. de her. quæ ab int. 3. 1
Julian. 32 C. 3 . . . . . 247
Julian. 36 C. 7
§. 86. — Julian. 67 C. 4
Julian. 36 C. 3
L. 10 C. de repud. 5. 17
Julian. 108 C. 14
L. 2 C. quando mulier 5. 35

Digitized by Google

§. 86. Pag.

(Chap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anon. sec. XI. — Tit. de conjugiis)

Julian. 36 C. 11. 24

Tit. de incesta copulatione

§. 1 — 12 J. de nupt. 1. 10

L. 13 §. 4 D. de his qui not. inf. 3. 2

Julian. 32 C. 1. 2

§. 87. Tit. de homicidiis

L. 8 §. 1 L. 10 D. ad L. Aquil. 9. 2

§. 19 J. de act. 4. 6

Tit. de injuriosis et flagitiosis

L. 20 C. ex quibus causis inf. 2. 12

Tit. de venatoribus

§. 12 — 16 J. de divis. rerum 2. 1

Julian. 107 C. 5

§. 1 J. quib. non est permissum 2. 12

Tit. de officio et causis laicorum

§. 88. — Br. Int. L. 2 C. Th. ne quis præter crimen [maj. 9. 6

L. 8 C. de testibus 4. 20

L. 20. 21 C. de his qui accus. 9. 1

Julian. 72 C. 2

L. 4 C. de servis fug. 6. 1

L. 6 C. de furtis 6. 2

L. 43 §. 1 D. de ædil. ed. 21. 1

L. 15 §. 1 D. de usurp. 41. 3 . . . . . 248

§. 89. — §. 2 J. de his qui sui 1. 8

L. 4 D. ad L. Aquil. 9. 2

L. 2 D. de nox. act. 9. 4

L. 20. 23 C. de rei vind. 3. 32 . . . . 246

L. 2 C. de nox. act. 3. 41

L. 5 C. ne filius pro patre 4. 13

L. 1. 3 C. de institor. 4. 25

L. 3 C. quod cum eo 4. 26

L. 1 C. de obsequ. patr. 6. 6

L. 8 C. si al. res pign. 8. 16

§. 90. — L. 1. 2. 3 C. de infant. expos. 8. 52

L. 1 C. de bonis proscr. 9. 49

L. 2 C. de accus. 9. 2

L. 4 D. de testibus 22. 5

L. 1 §. 1 D. de his qui sui 1. 6

§. 5 J. de usucap. 2. 6

pr. §. 1. 2. 3. 6 J. de nox. act. 4. 8

pr. J. per quas pers. 3. 29

§. 8 J. de obl. quæ ex del. 4. 1

§. 1 J. quod cum eo 4. 7

§. 91. — §. 3 — 6 J. de injur. 4. 4

Digitized by Google

§. 91. Pag

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canon. Anon. sec. XI. — Tit. de officio et causis laicorum.)

Julian. 1 C. 1. 4
Julian. 3 C. 1. 2
Julian. 21 C. 10
Julian. 24 C. 2
Julian. 31 C. 1
Julian. 34 C. 4. 8
Julian. 36 C. 23. 24. 25. 27
Julian. 41 C. 2
Julian. 44 C. 3
§. 92. — Julian. 47 C. 3
Julian. 54 C. 1
Julian. 65 C. 11
Julian. 66 C. 1. 2. 5. 10
Julian. 67 C. 1. 4
Julian. 69 C. 2
Julian. 72 C. 3. 4
Julian. 73 C. 1
Julian. 76 C. 5. 12. 14
Julian. 77 C. 1
§. 93. — Julian. 82 C. 12
Julian. 83 C. 1. 4. 5. 6. 7.
Julian. 87 C. 1
Julian. 102 C. 1
Julian. 108 C. 7. 8. 15
L. 2 §. 3 §. 6—fin. L. 4 §. 2 D. si quis caut. 2. 11
L. 1 pr. L. 3 pr. D. de feriis 2. 12
L. 27 §. 4 L. 28 pr. D. de pactis 2. 14
L. 13 §. 4 D. de his qui not. 3. 2
§. 94. — L. 39 D. de neg. gestis 3. 5
L. 1 L. 3 §. 1 L. 9 pr. D. quod metus 4. 2
L. 3 L. 36 C. ex quib. causis maj. 4. 6
L. 51 D. de receptis 4. 8
L. 5. pr. D. nautæ 4. 8
L. 4 pr. §. 1 L. 30 pr. §. 3 L. 39 §. 1 D. ad L. [Aquil. 9. 2
L. 2 pr. D. de nox. act. 9. 4
L. 1 §. 1. 2 D. de cond. ob tu pr. 12
L. 18 D. mandati 17. 1
L. 3 §. 3 L. 53. 57 D. pro socio 17. 2
§. 95. — L. 43 §. 1 D. de ædil. ed. 21. 1
L. 2 D. de prob. 22. 3
L. 4. 6. 9. 16. 17. 18 D. de testibus 22. 5
L. 11. 12. 13. 14 D. de spons. 23. 1
L. 16 §. 2. L. 24. L. 43 §. 12 D. de ritu nupt. 23. 2
L 6 D. de divort. 24. 2

Digitized by Google

§. 95. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anon. sec. XI. — Tit. de off. et c. laic.)

§. 9. 11 J. de j. nat. 1. 2
pr. J. de ingenuis 1. 4
§. 1. 2 J. de his qui sui 1. 8
§. 8. 9. J. de testam. 2. 10
§. 96. — pr. §. 1. 3 J. quib. non est permissum 2. 12
§ 2 J. de her. quæ ab int. 3. 1
§. 24 J. de inut. stip. 3. 19
L. 3 D. de just. et jure 1. 1
L. 22 D. de legibus 1. 3
L. 12. 19. 23. 24. 26 D. de statu hom. 1. 5
Br. Int. Paul. 1. 1 §. 4
Br. Int. Paul. 5. 11 §. 4
Br. Paul. 1. 7 §. 10. 1. 8 §. 1. 2
Br. Int. Paul. 1. 9 §. 3
§. 97. — Br. Int. L. 14. 19 C. Th. de accus. 9. 1
Br. Int. L. 1 C. Th. de famosis lib. 9. 34
Br. Int. L. 1 Int. L. 2 C. Th. ut intra annum 9. 36
Br. Int. L. 1 L. 4 et Int. L. 4 C. Th. de abo-
[lit. 9. 37.
Br. Int. L. 13 C. Th. de pœnis 9. 40
Br. Int. Paul. 1. 15 §. 1
Br. Int. Paul. 1. 15 §. 3
Br. Int. Paul. 1. 20 §. 1
Br. Paul. 5. 4 §. 17. 18
Br. Paul. 5. 5 A. §. 2 et Int. 17
§. 98. — Br. Int. Paul. 5. 32 §. 1
Br. Int. Paul. 5. 33 §. 2
Br. Int. L. 3 C. Th. de incestis 3. 12
pr. §. 1. 2. 3. J. de nox. act. 4. 8
Julian. 91 C. 2
Julian. 115 C. 27

Ivonis Decretum. . . . . 248
prologus — §. 6 J. de j. nat. 1. 2
Lib. 4 C. 115—Julian. 119 C. 1
— —173 §. 6 J. de j. nat. 1. 2
§. 99. — —192 Julian. 76 C. 14
193 Julian. 106 C. 1
194 §. 9. 11 J. de j. nat. 1. 2
201 L. 1 C. quæ sit longa consu. 8. 53. . . 252
202 L. 2 C. quæ sit longa consu. 8. 53
5 55 L. 16 C. de jud. 3. 1
281 Br. Int. Paul. 5. 33 §. 1
282 Br. Paul. 5. 34 §. 1 cum Int. et Paul.
[5. 34 §. 2
283 Br. Int. Paul. 5. 35 §. 2

Digitized by Google

§. 99. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Coll. Canonum Anon. sec. XI. — tit. de off. et c. laic.)

Lib. 5 C. —284—Br. Int. Paul. 5. 36 §. 1 et Paul. 5. 36 §. 2

§. 100. — 282 Br. Int. Paul. 5. 37 §. 1

586 Br. Int. L. 19 C. Th. de accus. 9. 1

369 Julian. 115 C. 9. 10

370 Julian. 115 C. 13

371 Julian. 115 C. 15

6 421 Julian. 6 C. 7

422 Julian. 36 C. 29. . . . . 252

423 Julian. 51 C. 2

424 Julian. 52 C. 1.

426 Julian. 70 C. 1

§. 101. — —427 Julian. 77 C. 1

7 143 Julian. 115 C. 67

153 Julian. 4 C. 2

154 Julian. 4 C. 3

155 Julian. 4 C. 5

156 Julian. 4 C. 7

157 Julian. 4 C. 8

158 Julian 70 C. 1

8 1 §. 1 J. de pat. pot. 1. 9

20 L. 7 §. 1 D. de spons. 23. 1

. 102. — — 21 L. 11. 12. 13 D. de spons. 23. 1

22 L. 14 D. de spons. 23. 1

31 L. 3 C. comm. de manum. 7. 15

32 §. 2 J. de her. quæ ab int. 3. 1

34 Julian. 32 C. 3

35 Julian. 36 C. 7

36 Julian. 67 C. 1

37 Julian. 45 C. 1

44 Julian. 67 C. 4

56 Julian. 36 C. 3

§. 103. — — 57 Julian. 36 C. 25 Julian. 72 C. 3

60 Julian. 82 C. 12

62 L. 24 D. de ritu nupt. 23. 2. . . . . 251

68 L. 19 D. de statu hom. 1. 5. . . . . ib.

69 L. 23 D. de statu hom. 1. 5

70 L. 24. 26 D. de statu hom. 1. 5

Ivonis Decretum. 71 pr. J. de ingen. 1. 5

79 L. 10 C. de repud. 5. 17

81 Julian. 36 C. 2

109 Julian. 108 C. 7

§. 104. — —110—Julian. 108 C. 8

111 Julian. 108 C. 14

112 Julian. 108 C. 15

113 L. 5 C. ad L. Juliam de adult. 9. 9 . . ib.



Digitized by Google

§. 104. P.

(Cap. XV. Clerus.)

(Ivonis Decretum.)

Lib. 8 C. 114—L. 11 C. ad L. Juliam de adult. 9. 9 . . 25.
— —115 L. 30 C. ad L. Juliam de adult. 9. 9
123 L. 1 §. 5 D. de off. præf. urbi 1. 12
246 L. 6 D. de divort. 24. 2
266 L. 2 C. ad L. Juliam de adult. 9. 9
272 Julian. 36 C. 11
§. 105. — —273—Julian. 36 C. 24 C. 27
274 Julian. 87 C. 1
304 L. 4 §. 2 D. de his qui not. 3. 2
305 Julian. 31 C. 1
307 L. 4 §. 3 D. de cond. ob turpem 12. 5
312 Julian. 37 C. 3
9 1 §. 2-12 J. de nupt. 1. 10
2 L. 13 §. 4 D. de his qui not. 3. 2
3 Julian. 32 C. 1
4 Julian. 32 C. 2
§. 106. — — 64—Br. Paul. 4. 11 cum Int. ad §. 2. 5. 7. 8
10 32 L. 8 §. 1 L. 10 D. ad L. Aquil. 9. 2
49 tit. J. ad L. Aquil. 4. 3
50 §. 19 J. de act. 4. 6
118 L. 3. D. de just. et jure 1. 1
11 14 L. 57 D. pro socio 17. 2
26 §. 5 J. de publ. jud. 4. 18
12 32 Julian. 71 C. 1
13 86 L. 60 D. de rei vind. 6. 1
87 L. 16 §. 2 D. de ritu nupt. 23. 2
§. 107. — — 89—§. 8 J. de inut. stip. 3. 19
90 Julian. 107 C. 5
93 §. 1 J. quib. non est perm. 2. 12
109 L. 16 C. de judæis 1. 9
14 42 Julian. 115 C. 15
16 60 L. 8 C. de test. 4. 20
61 L. 20 C. de his qui accus. 9. 1
62 L. 21 C. de his qui accus. 9. 1
63 Julian. 72 C. 2
71 L. 4 C. de servis fug. 6. 1.
§. 108. — — 72—L. 6 C. de furtis 6. 2
74 L. 43 §. 1 D. de ædil. ed. 21. 1
75 L. 15 §. 1 D. de usurp. 41. 3 . . . . . ib.
76 §. 2 J. de his qui sui 1. 8
78 L. 4 pr. §. 1 D. ad L. Aquil. 9. 2
79 L. 2 pr. D. de nox. act. 9. 4
86 L. 20 C. de rei vind. 3. 32
87 L. 23 C. de rei vind. 3. 32
88 L. 2 C. de nox. act. 3. 41

Digitized by Google

Pag.

§. 108.

(Cap. XV. Clerus.)

(Ivonis Decretum.)

Lib. 16 C. 89 — L. 5 C. ne fil. pro patre 4. 13
§. 109. — — 90 L. 1 C. de institor. 4. 25
91 L. 3 C. de institor. 4. 25
92 L. 3 C. quod cum eo 4. 26
93 L. 1 C. de obsequ. patrono 6. 6
94 L. 8 C. si al. res pign. 8. 16
95 L. 1 C. de infantibus expos. 8. 52
96 L. 2 C. de infant. expos. 8. 52
97 L. 3 C. de infant. expos. 8. 52
98 L. 1 C. de bonis proscr. 9. 49
99 L. 2 C. de accus. 9. 2
§. 110 — — 103 — L. 4 D. de test. 22. 5
104 L. 1 §. 1 D. de his qui sui 1. 6
105 §. 5 J. de usucap. 2. 6
106 pr. §. 1-3. 6 J. de nox. act. 4. 8
107 pr. J. per quas pers. 3. 29
108 §. 8 J. de obl. quæ ex del. 4. 1
109 §. 1 J. quod cum eo 4. 7
113 §. 3-6 J. de injur. 4. 4
115 Julian. 1 C. 1
116 Julian. 1 C. 4
§. 111. — — 117 — Julian. 3 C. 1
118 Julian. 3 C. 2
119 Julian. 21 C. 10
120 Julian. 24 C. 2
121 Julian. 31 C. 1
122 Julian. 32 C. 1
123 Julian. 34 C. 4
124 Julian. 34 C. 8
125 Julian. 36 C. 11
126 Julian. 36 C. 23
§. 112. — — 127 — Julian. 36 C. 24
128 Julian. 36 C. 25
129 Julian. 36 C. 27
130 Julian. 37 C. 2
131 Julian. 41 C. 2
132 Julian. 44 C. 3
133 Julian. 47 C. 3
134 Julian. 54 C. 1
135 Julian. 65 C. 11
136 Julian. 66 C. 1
§. 113. — — 137 Julian. 66 C. 2
138 Julian. 66 C. 5
139 Julian. 66 C. 10

Digitized by Google

§. 113. Pag.

## (Cap. XV. Clerus.)

(Ivonis Decretum.)

Lib. 16 C. 140 } —Julian. 67 C. 1
— —141 }
142—Julian. 67 C. 4
143 Julian. 69 C. 2
144 Julian. 72 C. 2
145 Julian. 72 C. 3. 4
146 Julian. 73 C. 1
§. 114. — —147—Julian. 76 C. 5
148 Julian. 76 C. 12
149 Julian. 76 C. 14
150 Julian. 77 C. 1
151 Julian. 82 C. 12
152 Julian. 83 C. 1
153 Julian. 83 C. 4
154 Julian. 83 C. 5
155 Julian. 83 C. 6
156 Julian. 83 C. 7
§. 115. — —157—Julian. 87 C. 1
158 Julian. 102 C. 1
159 Julian. 108 C. 7
160 Julian. 108 C. 1
161 Julian. 108 C. 14
162 Julian. 108 C. 15
163 L. 2 §. 3 §. 6-9 L. 4 §. 2 D. si quis caut. 2. 11
164 L. 1 pr. §. 1 L. 3 pr. D. de feriis 2. 12
165 L. 27 §. 4 L. 28 pr. D. de pactis 2. 14
166 L. 13 §. 4 D. de his qui not. 3. 2
§. 116. — —167—L. 39 D. de neg. gest. 3. 5
168 L. 1 L. 3 §. 1 L. 9 pr. D. quod metus 4. 2
L. 3 D. ex quib. caus. maj. 4. 6
169 L. 36 D. ex quib. caus. maj. 4. 6
170 L. 51 D. de receptis 4. 8
171 L. 5 pr. D. nautæ 4. 9
172 L. 4 pr. §. 1 L. 30 pr. §. 3 L. 39 D. ad [L. Aquil. 9. 2
173 L. 2 pr. D. de nox. act. 9. 4
174 L. 1 pr. §. 1 D. de cond. ob turp. 12. 5
175 L. 18 D. mandati 17. 1
176 L. 3 §. 3 L. 53 L. 57 D. pro socio 17. 2
§. 117. — —177—L. 43 §. 1 D. de ædil. ed 21. 1
178 L. 1 §. 3 D. de exc. rei vend. 21. 3
179 L. 2 D. de prob. 22. 3
180 L. 4 D. de test. 22. 5
181 L. 6. 9. 16. 17. 18 D. de test. 22. 5
182 L. 11. 12 D. de spons. 23. 1

Digitized by Google

§. 117. PAG.

(Cap. XV. Clerus.)

(Ivonis Decretum.)

Lib. 16. C. 183—L. 13. 14 D. de spons. 23. 1 — L. 16 §. 2
— — L. 24 L. 43 §. 12 D. ritu nupt. 23. 2 —
L. 6 D. de divort. 24 2
184 §. 9. 11 J. de j. nat. 1. 2
185 pr. J. de ingen. 1. 4
186 §. 1. 2 J. de his qui sui 1. 8
§. 118. — —187—§. 8. 9 J. de test. ord. 2. 10
188 pr. §. 1. 3 J. quib. non est perm. 2. 12
189 §. 2 J. de her. quæ ab int. 3. 1
190 §. 24 J. de inut. stip. 3. 19
191 L. 3. D. de just et jure 1. 1
192 L. 22 D. de legibus 1. 3
193 L. 12. 19. 23. 24. 26 D. de statu hom. 1. 5—
[L. 8 D. de his qui sui 1. 6
194 Br. Paul. Int. 1. 1 §. 4
195 Br. Paul. Int. 5. 11 §. 4
196 Br. Paul. Int. 2. 1 §. 2
§. 119. — —197—Br. Int. Paul. 2. 1 §. 3
198 Br. Int. Paul. 2. 1 § 4
199 Br. Paul. 2. 4 §. 1. 2 §. 3 (Int.) §. 4 (Int.)
[Int. Paul. 2. 5 §. 1
200 Br. Paul. 2. 16 §. 1
201 Consultatio vet. Ic. §. 1. 4. . . . . 251
202 Br. Int. Cod. Herm. tit. 2
203 Br. Int. L. 12 C. Th. de fide test. 11. 39
204 Br. Int. L. 3 C. Th. de fide test. 11. 39
205 Br. Paul. 1. 7 §. 10 Paul. 1. 8 §. 1. 2 Int.
[Paul. 1. 9 §. 3
242 Br. Int. L. 2 C. Th. ne in sua causa 2. 2
§. 120. — —243—Br. Int. L. 2 C. Th. fin. reg. 2. 26
244 Br. Int. L. 1 C Th. de contr. emt. 3. 1
245 Br. Int. L. 6 C. Th. de contr. emt. 3. 1
246 Br. Int. L. 3 C. Th. de dotibus 3. 13
247 Br. Int. L. 14 Int. L. 19 C. de accus. 9. 1
248 Br. Int. L. 1 C. Th. de famosis lib. 9. 34
249 Br. Int. L. 1 C. Th. ut intra annum 9. 36
250 Br. Int. L. 2 C. Th. ut intra annum 9. 36
251 Br. Int. L. 1 C. Th. de abolit. 9. 37—L. 4
[cum Int. eod.
252 Br. Int. L. 13 C. Th. de pœnis 9. 40
§. 121. — —253—Br. Int. Paul. 1. 15 §. 1
254 Br. Paul. 1. 15 §. 3
255 Br. Int. Paul. 1. 20 §. 1
256 Br. Paul. 5. 4 §. 17
257 Br. Paul. 5. 4 §. 18 Paul. 5. 5 A. §. 2

Digitized by Google

§. 59. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Ivonis Decretum.)

Lib. 16 C. 258 Br. Int. Paul. 5. 5 A. §. 7
— —259 Br. Int. Paul. 5. 32 §. 1
260 Br. Int. Paul. 5. 33 §. 2
Ivonis Pannormia ed Basil. 1500. 410. . . . . 248
Lib. 2. fol. 49 §. 6 J. de j. nat. 1. 2
§. 122. — —51—§. 9. 11 J. de j. nat. 1. 2
L. 1. 2 C. quæ sit longa consu. 8. 53
3 79 Julian. 115 C. 28
4 95 Br. Int. L. 19 C. Th. de accus. 9. 1
202 Br. Int. Paul. 5. 33 §. 1
Br. Paul. 5. 34 §. 1 cum Int.
Br. Paul. 5. 34 §. 2
Br. Int. Paul. 5. 35 §. 2
Br. Int. Paul. 5. 36 §. 1
Br. Paul. 5. 36 §. 2
§. 123. — — —Br. Paul. 5. 37 §. 1
5—106 Br. Int. L. 14. C. Th. de accus. 9. 1
Br. Int. L. 1 C. Th. ut intra annum 9. 36
Br. Paul. 5. 5 A. §. 3 §. 6 (Int.) §. 8 (Int.) §. 9
Br. Int. L. 12 C. Th. de fide test. 11. 39
L. 2 D. de prob. 22. 3
Julian. 66 C. 1
Julian. 83 C. 7
Br. Int. L. 3 C. Th. de fide test. 11. 39
107 Julian. 83 C. 1. 4
§. 124. — — —Julian. 41 C. 2
Julian. 83 C. 5
L. 4. 6. 9. 16. 17. 18 D. de test. 22. 5
108 Br. Int. L. 2 C. Th. ut intra annum 9. 36
Br. Int. Paul. 5. 5 A. §. 7
Br. L. 3 C. Th. ne præter crimen maj. 9. 7
L. 15 §. 1 D. de usurp. 41 3 . . . . 251
109 Br. L. 2 C. Th. de pign. 2. 30
Br. Paul. 5. 1 §. 4
L. 1. 3 C. de infant. expos. 8. 52
§. 125 — — —§. 5 J. de usuc. 2. 6
Julian. 21 C. 10
Julian. 31 C. 1
Julian. 32 C 1
Julian. 24 C. 4
§. 9. 11 J. de j. de nat. 1. 2
110-111—pr. J. de ingen. 1. 4
pr. §. 1. 3 J. quib. non est perm. 2. 10
L. 22 D. de legibus 1. 3

Digitized by Google

§. 125. Pag.

## (Cap. XV. Clerus.)

(Inovis Pannormia.)

§. 126. Lib. 5. f. 111—L. 12. 19. 23. 24. 26 D. de statu hom. 1. 5
— — Br. Int. Paul. 5. 11 § 4
Br. Int. Paul. 2. 1 §. 2. 3. 4
Br. Paul. 2. 4 §. 1. 2 §. 3 (Int.) §. 4 (Int.)
Br. Int. Paul. 2. 5 §. 1
Br. Int. Paul. 1 15 §. 1
Br. Paul. 1. 15 §. 3
Br. Int. Paul. 1. 20 §. 1
§. 12-16 J. de div. rer. 2. 1
119 Julian. 115 C. 15
§. 127.—6 —122—§. 1 J. de pat. pot. 1. 9
Julian. 67 C. 4
125 L. 7 §. 1 L. 11. 12. 13. 14 D. de spons. 23. 1
126 Julian. 82 C. 12
127 L. 24 D. de ritu nupt. 23. 2
L. 3 C. comm. de manum. 7. 15
Julian. 67 C. 1
128 Julian. 45 C. 1
129 L. 2 C. quando mulier 5. 35
Julian. 36 C. 11. 24. 27
§. 128. — — —Julian. 87 C. 1
133 L. 6 D. de divort. 24. 2
137 Julian. 36 C. 3
138 L. 10. C. de repud. 5. 17
7 149 §. 1 — 12 J. de nupt. 1. 10
154 Br. Paul. 4. 11 cum Int. ad §. 2. 5. 7. 8
8 101 L. 3 D. de just. et jure 1. 1
Ivonis Epistolæ. . . . . 248-251
Ep. 35 L. 19 C. de his qui accus. 9. 1
79 L. 9 pr. D. quod metus 4. 2
§. 129— — 99 L. 7. 11. 13. 14 D. de spons. 23. 1
112 L. 2 D. de his qui sui 1. 6
134 (L. 134 pr. D. de verb. oblig. 45. 1). . . 251
148 Julian. 36 C. 7.
Julian. 67 C. 4
167 Julian. 67 C. 4
176 L. 13 D. de spons. 23. 1
178 L. 13 D. de spons. 23. 1
183 L. 2 D. de prob. 22. 3
184 §. 7. 8 J. de div. rerum 2. 1
L. 2 C. quæ sit longa consu. 8. 53
§. 130 — —188—Julian. 45 C. 1
196 Br. Int. L. 19 C. Th. de accus. 9. 1
203 Br. Int. L. 3 C. Th. de const. princ. 1. 1

Digitized by Google

§. 130. Pag.

(Cap. XV. Clerus.)

(Ivonis Epistolæ.)

Ep. 204—§. 4. J. de interdictis 4. 15
— 212 Br. Int. Paul. 5. 11 §. 4
242 Julian. 36 C. 3
280 Julian. 108 C. 14

Digitized by Google

# SECONDE TABLE

## DES SOURCES.

### I. Codex Theodosianus integer.


| | | §. |
|---|---|---|
| Lib. 4 T. 17 | de sent ex peric. L. 1-Hincm. Opp. T. 2 [p. 501. 527 | 40 |
| — 9 — 1 | de accus. L. 9 Form. Baluz. c. 16 . . . . | 23 |
| — 16— 1 | de fide cathol. L. 2-Cod. vet Can. (Quesn.) C. 54 | 43 |
| T. 2 | de episc. | |
| L. 8 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 318 . . . . . | 39 |
| | Anselmi Lucens. Coll. Can. 4. 13 . . . | 74 |
| L. 12 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 319 . . . . . | 39 |
| L. 16 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 325 . . . . . | ib. |
| | Anselmi Lucens. Coll. Can. 4. 14 . . . | 74 |
| L. 26 - | Hincmari Opp. T. 2. p. 319 . . . . . | 39 |
| | Anselmi Lucens. Coll. Can. 4. 15 . . . | 75 |
| L. 29 - | (Ben. Lev.) Capit. 7. 477 . . . . . | 17 |
| | Hincmari Opp. T. 2 p. 319 . . . . . | 39 |
| | Anselmi Lucens. 4. 16. . . . . | 75 |
| L. 30 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 319 . . . . . | 39 |
| | (Ben. Lev.) Cap. 6. 368 . . . . . | 9 |
| | Anselmi Lucens. 4. 17 . . . . . | 75 |
| L. 31 - | (Ben. Lev. Capit. 6. 115 . . . . . | 8 |
| | Hincmari Opp. T. 2 p. 319 . . . . . | 39 |
| L. 34 - | (Ben. Lev.) Capit. 6. 116 et 389 . . . . | 9. 10 |
| | Hincmari Opp. T. 2 p. 320 . . . . . | 39 |
| L. 38 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 328 . . . . . | ib. |
| L. 40 - | (Bend. Lev.) Capit. 6. 117 et 385 . . . . | 9 |
| L. 41 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 326. 787 . . . . | 39. 41 |
| | (Ben. Lev.) Cap. 7. 438 . . . . . | 16 |
| L. 47 - | (Ben. Lev.) Capit. 6. 111 et 390 . . . . | 8. 10 |
| | Hincmari Opp. T. 2 p. 327 . . . . . | 39 |
| Tit. 4 | de his qui sup. rel. | |
| L. 2 - | Addit. Capitular. 4. 32 . . . . . | 18 |
| | Cod. vet. Can. (Quesn.) C. 54 . . . . | 43 |
| 5 | de hæreticis. L. 6. 62-Cod. vet. Can. (Quesn.) [C 54 | ib. |




Digitized by Google

§

## I. Codex Theodosianus integer.

Extrav. Tit. de episc. jud. (Ed. Ritter. T. 6 P. 1 p. 339 seq.)
L. 1 (Ritter p. 339)-(Ben. Lev.) Capit. 6. 366 . . 9
L. 3 (Ritter. p. 348)- { Hincmari Opp. T. 2 p. 325 [740 39-40
Anselm. Lucens. 3. 109 . 74
(L. 3 — )-Regino L. 2 C. 117 . . . 69

## II. Breviarium.

### A. CODEX THEODOSIANUS.

Lib. 1 T. 1 de const. princ.
— — L. 1-Hincmari Opp. T. 2 p. 527 . . 40
Int. L. 1-Regino L. 1 c. 402 . . . . . 67
L. 2-Hincmari Opp. T. 2 p. 780 et 796 41
Int. L. 2-Hincmari Opp. T. 2 p. 796 . . . ib.
L. 3-Hincmari Opp. T. 2 p. 780 . . ib.
Int. L. 3-Ivo Epist. 203 . . . . . 130
— T. 2 de divers. reser.
— L. 1 Int. L. 4-Docum. Francic. a. 838 . . . 19
2 1 de jurisd. Int. L. 2 Int. L. 4-(Ben. Lev.) Capit. [7. 220 11
2 ne in sua caus. Int. L. 2-Ivo Decr. L. 16 C. 242 119
9 de pactis. Int. L. 8-Form. Sirmond. C. 25 . 22
12 de cognitor. Int. L. 4-Form Sirmond. C. 20 . ib.
— — — Int. L. 5-Regino L. 2 C. 176 . 70
(— —15 de dolo. Int. L. 1)-Docum. Francic. a. 838 . 19
18 de jud. L. 1-(Ben. Lev.) Capit. 5. 400 . . 7
— Int. L. 1-Regino Lib. 2 C. 309 . . 70
Int. L. 2-Regino L. 2 C. 304 . . . ib.
24 Famil. herc.
(— — — L. 1)-Marculf. L. 2 C. 20 . . . 20
Int. L. 1-Form. Sirmond. C. 21. 22 . 22
L. 2-(Ben. Lev.) Capit. 7. 328 . . 14
25 Comm. div. Int. L. un.-Regino. L. 2 C. 123 . 69
26 fin. reg. Int. L. 2-Ivo Decr. L. 16 C. 243 . . 120
30 de pignorib. L. 2-Ivo Pannorm. L. 5 f. 109 . 124
33 de usuris. Int. L. 1 Int. L. 2-L. Visig. L. 5 T. 5 [L. 8. 9 3
3 1 de contr. emt. Int. L. 1- { Docum. Francic. a. [949 18
Ivo. Decr. L. 16 C. [244 120
— Int. L. 6-Ivo. Decr. L. 16 C. 245 ib.
8 de sec. nupt.
(— — — L. 1)-L. Visigoth. L. 3 T. 2 L. 1 . 2
Int. L. 2-L. Burgund. T. 24 §. 1 . 1

Digitized by Google

§.

(II Breviarium. — A. Cod. Theodos.)

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Lib. 2 T. 10 | | si nupt. L. un. Hincmar. Opp. T. 2 p. 239 | . | 38 |
| (— — | — | L. un.)- | Leg. Bajuv. T. 6 C. 1 . . | 3 |
| | | | L. Alemann. T. 39 . . . | 5 |
| | | | Const. Chlotar. a. 560 C. 7 | 5 |
| (— — | 12 | de incest. L. 3)- | Leg. Bajuv. T. 6 C. 1 . . | 3 |
| | | | L. Alemann. T. 39 . . . | 5 |
| | | — Int. L. 3 -Coll. Can. An. sec. XI . . . | | 98 |
| (— — | | — Int. L. 4)-(Ben. Lev.) Capit. 6. 410 . . | | 10 |
| | 13 | de dotibus Int. L. 3-Ivo Decr. L. 16 C. 246 . . | | 120 |
| (— — | 14 | de nupt. gentil. L. un.)-L. Visigoth. L. 3 T. 1 L. 1 | | 2 |
| | 16 | de repud. Int. L. 1- | L. Burgund. T. 34 §. 3. 4 . | 1 |
| | | | Form. Sirmond. C. 19 . . | 22 |
| (— — | 17 | de tutor. L. 4)-L. Visigoth. L. 4 T. 3 L. 3 . | | 2 |
| | 18 | qui petant. Int. L. un.-Form. Sirmond. C. 24 . | | 22 |
| | 19 | de inoff. Int. L. 7-(Ben. Lev.) Capit 7. 227 . . | | 14 |
| 4— | 4 | de testam. L. 1-Hincmari Opp T. 1 p. 640 . . | | 38 |
| (— — | | — L. 1)-L. Burgund. T. 43 §. 1 . . . | | 1 |
| (— — | | L. 4)- | Marculf. L. 2 C. 37. 38 . . | 20 |
| | | | Append. Marculf. C. 53. 55 | 21 |
| (— — | 5 | de litig. Int. L. 1)-L. Bajuv. T. 14 C. 5 . . . | | 4 |
| | 7 | de manum. in eccl. L. un.-Append. Marculf. C. 56 | | 21 |
| | | — Int. L. un.-Regino L. 1 C. 406 . | | 67 |
| (— — | | — L. un.)- | L. Visig. L. 8 T. 1 L. 2 . | 3 |
| | | | L. Ripuar. T. 58 C. 1 . . | 5 |
| | 11 | de libert. L. 1-L. Burgund. T. 40 . . . . | | 1 |
| (— — | 14 | de act. cert. temp. L. un. | Const. Chlot. a. 560 [C. 13 | 5 |
| | | | Form. Sirmond. C. 40 | 23 |
| | 16 | de re jud. Int. L. 2-Regino L. 2 C. 304 . . . | | 70 |
| | 17 | de sent. ex peric. Int. L. 2-Hincm. Opp. T. 2 [p. 500 | | 40 |
| | | — L. 5-Docum. Franc. a. 984 . . . | | 18 |
| | | — Int. L. 5- | Doc. Franc. a. 968 et 838 | 18. 19 |
| | | | Hincm. Opp. T. 2 p. 500 . | 40 |
| | 22 | unde vi. Int. L. 3-L. Visigoth. L. 8 T. 1 L. 2 | | 3 |
| | | — Int. L. 4-(Ben. Lev.) Capit. 7. 226 . | | 11 |
| 5 | 1 | de leg. hered. Int. L. 2- | Form. Sirmond. C. 23 | 22 |
| | | | Form. Lindenbr. C. 89 | 23 |
| | 1 | de leg. hered. L. 9-L. Visigoth. L. 4 T. 2 L. 11 | | 2 |
| | 5 | de postlim. Int. L. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 229 | | 12 |
| | | — L. 2-Concil. Hispal. II. Can. 1 . | | 37 |
| | 7 | de expositis Int. L. 1-Regino L. 2. C. 70 . . | | 68 |
| | | — Int. L. 2-Regino L. 2. C. 71 . | | ib. |
| | 8 | de his qui sanguin. I. L. 1- | Form. Sirmond. C. 11 | 21 |
| | | | Regino L. 2. C. 72 . | 68 |
| | 10 | de inquilin. I. L. un. Cap. Worm. a. 829 App. C. 23 | | 5 |

Digitized by Google

(II. Breviarium. — A. Cod. Theodos.)

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Lib. 6 | Tit. 5 | ut dignit. ordo. | | |
| | | Int. L. 2-(Ben. Lev.) C. 6. 396 . . . | | 11 |
| 8 | 12 | de don. L. 1 Form. Sirmond. C. 2 et 3 . | | 11 |
| (— | — | — L. 1)- | Docum. Francic. var. sec. [11. 12 | 18 |
| | | | Marculf. L. 2 C. 37 38 . | 20 |
| | | Int. L. 1-Docum. Francic. a. 804 . | | 19 |
| | 13 | de revoc. don. Int. L. 2-(Ben. Lev.) Capit. [7. 330 | | 11 |
| | | — Int. L. 4-(Ben. Lev.) Capit. 7. 329 | | ib |
| 9 | 1 | de accus. Int. L. 5-(Ben. Lev.) Capit. 7. 364 | | 16 |
| | | — In. L. 9-Regino Append. C. 23 | | 71 |
| | | L. 10-Hincmari Opp. T. 2 p. 801 | | 41 |
| | | Int. L. 10-Hincmari Opp. T. 2 [p. 785 | | ib |
| | | Int. L. 11- | (Ben. Lev.) Capit. 7. 365 . | 16 |
| | | | Hincmari Opp. T. 2 p. 785 | 41 |
| | | — L. 12-(Ben. Lev.) Capit. 7. 453 | | 17 |
| | | L. 12 cum Int.-Burchard. Wormat. [Decr. 1 164 | | 73 |
| | | Int. L. 12-(Ben Lev.) Capit. 7. 324 | | 14 |
| | | — Int. L. 14- | Form. Sirmond. C. 29 . | 22 |
| | | | Regino append. C. 24 . | 71 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI . | 97 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 247 . | 120 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 106 | 123 |
| | | — Int. L. 15- | Hincm. Opp. T. 2 p. 546 [et 784 | 40. 41 |
| | | | Regino Append. C. 25 . | 71 |
| | | — L. 19.-(Ben. Lev.) Capit. 7. 436 | | 16 |
| | | — Int. L. 19- | Regino Append. C. 26 . | 71 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI . | 84 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI . | 97 |
| | | | Ivo. Decr. L. 5 C. 286 et [L. 16 C. 247 | 100. 120 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 4 f. 95. | 122 |
| | | | Ivo Epist. 196 . . . | 130 |
| | 6 | ne quis præt. crim. [maj. I. L. 2 | (Ben. Lev.) Cap. 7. 208 | 11 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 88 |
| | | L. 3- | (Ben. Lev.) Cap. 7. 440 | 16 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5. f. [108 | 124 |
| | 7 | ad L. I. de adult. Int. L. 2-Regino L. 2 C. 144 [et 145 | | 69 |
| | | — — Int. L. 4-Regino L. 2 C. 146 | | ib |
| | | Int. L. 5 Regino L. 2. 143 | | ib |

Digitized by Google

§.

(II. Breviarium. — A. Cod.-Theodos.)

Lib. 9 T. 7 — Int. L. 6-{Addit. Capit. 4. 160 . . 18
Regino L. 2 C. 261 . . 70
9 de mul. quæ se servis Int. L. un.-Regino L. 2 C. 147 69
10 ad L. Juliam de vi L. 1-(Ben. Lev.) Capit. 6. 386 10
— Int. L. 1-(Ben. Lev.) Capit. 6. 232 . 12
Int. L. 3-(Ben. Lev. Capit. 7. 164 . 11
Int. L. 4-(Ben. Lev.) Capit. 7. 235 . 12
12 de emend. serv. Int. L. 2-Regino L. 2 C. 59 . 68
14 ad. L. Corn. de sicar. Int. L. 2-For. Sirmond. [C. 30 22
15 de parric. Int. L. 1-Regino L. 2 C. 57 . . . 68
16 de malef. Int. L. 3-Regino L. 2 C. 353 . . . 70
— Int. L. 4-Regino L. 2 C. 354 . . . 71
18 ad L Fab. Int. L. 1-Regino L. 2 C. 345 . . 70
24 de raptu virg. L. 1-Hincmari Opp. T. 2 p. 228 . 38
(— — — L. 1)-Form. Sirmond. C. 32 . . 23
34 de famos. lib. Int. L. 1-{Coll. Can. An. sec. XI 97
Ivo Decr. L. 16 C. 248 120
36 ut intra annum Int. L. 1-{Ivo Decr. L. 16 C. 249 ib.
Ivo Panorm. L. 5 f. 106 123
— Int. L. 1. 2-Coll. Can. An. sec. XI 97
Int. L. 2-{Ivo Decr. L. 16 C. 250 120
Ivo Panorm. L. 5 f. 108 124
37 de abolit.
Int. L. 1 L. 4 - {Coll. Can. An. sec. XI 97
Int. L. 4 - {Ivo Decr. L. 16 C. 251 120
40 de pœnis.
I. L. 1. 2-(Ben. Lev.) Capit. 5. 308. 6. 398. et 7. [170 6. 10. 11
Int. L. 13-{Coll. Can. An. sec. XI . . . . 97
Ivo Decr. L. 16 C. 252 . . . . 120
45 de his quæ ad eccl. L. 4 cum. Int.-Abbon. Flo- [riac. Coll. Can. C. 1 71
—10—10 de petit.
L. 2 cum. Int.-(Ben. Lev.) Capit. 7. 360 . . 16
Int. L. 2. 17-(Ben. Lev.) Capit. 7. 177 . . . 11
—11—31 de repar. appell. L. 6 L. Anglic. 33 Henrici I . 31
36 quorum appell. Int. L. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 181 11
39 de fide test. L. 3-Leg. Wallicæ . . . . . 31
— Int. L. 3-{(Ben. Lev.) Capit. 7. 283 12
Hincmari Opp. T. 2 p. 784 41
Ivo Decr. L. 16 C. 204 . 119
— Int. L. 3 12-Ivo Pannorm. L. 5 f. 106 123
— Int. L. 12-Ivo Decr. L. 16 C. 203 . 119
—16— 2 de episc. L. 12-{(Ben. Lev.) Capit. 7 284 . . 12
Hincm. Op. T. 2 p. 325 . . 39

Digitized by Google

§.

(II. Breviarium. — A. Cod. Theodos.)

Lib. 16 T. 2 de episc. L. 35-Hincmari Opp. T. 2 p. 710 . . 4
L. 44-Leg. Bajuv. T. 1 C. 13 §. 2 . . 3
Int. L. 44- { Hinc. Opp. T. 1 p. 718. [719 38
Hinc. Opp. T. 2 p. 786 41
3 de his qui super relig. L. 2-(Ben. Lev.) Capit. 7. [195 11
9 ne christ. man. Int. L. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 286 12
11 de relig. L. 3-(Ben. Lev.) Capit. 6. 367 et 7. 287 9. 13

B. NOVELLÆ.

Valentinian. T. 8-Const. Chlotarii a. 560 proœm. . . . . 5
(Valentinian. T. 8)-Const. Chlotar. a. 560 C. 13 . . . . . 15
Valentinian. Int. T. 12- { Docum. Franc. a. 838 . . . . . 19
Hincmari Opp. T. 2 p. 545 . . . 40
Majorian. T. 8-Regino L. 2 C. 175 . . . . . 70

C. GAJUS.

Lib. 1 T. 4 §. 8-Regino L. 1 C. 417 . . . . . 68
— — 5 §. 1-Form. Sirmond. C. 23 . . . . . 22

D. PAULUS.

Lib. 1 T. 1 Int. §. 2-Addit. Capitular. 3. 14 . . . . . 17
Int. §. 4- { Coll. Can. An. sec. XI . . . . . 96
Ivo Decr. L. 16 C. 104 . . . . . 118
6 B. §. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 163 et 291 . . . . 10. 13
(— — 7 Int. §. 2-(Ben. Lev.) Capit. 7. 288 . . . . . 12
(— — Int. 2)-Docum. Franc. a. 838 . . . . . 19
Int. §. 4-(Ben. Lev.) Capit. 7. 289 . . . . . 13
§. 10 - { Coll. Can. An. sec. XI . . . . . 96
Ivo Decr. L. 16 C. 205 . . . . . 119
8 §. 1. 2 - { Docum Francic. a. 838 . . . . . 19
Coll. Can. An. sec XI . . . . . 96
Ivo Decr. L. 16 C. 205 . . . . . 119
9 §. 3 - { Coll. Can. An. sec. XI . . . . . 96
Ivo Decr. L. 16 C. 205 . . . . . 119
12 §. 1 (Int.) §. 3. 4. 5. 7-(Ben. Lev.) Capit. 7. 196 11
Int. §. 7-(Ben. Lev.) Capit. 5. 313 . . . . . 6
15 Int. §. 1-Ivo Decr. L. 16 C. 253 . . . . . 121
Int. §. 1 cum §. 3- { Coll. Can. An. sec. XI . . 97
Ivo Pannorm. L. 5. f. 111 126
— §. 3- Ivo Decr. L. 16 C. 254 . . 121

Digitized by Google

§.

(II. Breviarium. — D. Paulus.)

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Lib. 1 T. 20 | | Int. §. 1 - | Coll. Can. An. sec. XI | 97 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 255 | 121 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 111 | 126 |
| | 21 | §. 14-(Ben. Lev.) Capit. 7. 243 | | 12 |
| 2 | 1 | Int. §. 2 - | Ivo Decr. L. 16 C. 196 | 118 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 111 | 126 |
| | | Int. §. 3-Ivo Decr. L. 16 C. 197 | | 119 |
| | | Int. §. 3. 4-Ivo Pannorm. L. 5 f. 111 | | 126 |
| | 2 | Int. §. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 297 | | 13 |
| | 4 | §. 1. 2. 3 (Int.) §. 4 (Int.)- | Ivo Decr. L. 16 C. [199 | 119 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 [f. 111 | 126 |
| | | Int. §. 4-(Ben. Lev.) Capit. 7. 298 | | 13 |
| | 5 | Int. §. 3 - | (Ben. Lev.) Capit. 7. 299 | ib. |
| | | | Ivo Decr. L. 16. C. 199. | 119 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 111 | 126 |
| | | Int. §. 3-(Ben. Lev.) Capit. 7. 303 | | 13 |
| | 10 | Int. §. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 304 | | ib. |
| | 12 | Int. §. 5-(Ben. Lev.) Capit. 7. 312 | | ib. |
| | 13 | Int. §. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 313 | | ib. |
| | 15 | Int. §. 3-(Ben. Lev.) Capit. 7. 318 | | ib. |
| | 16 | §. 1-Ivo Decr. L. 16 C. 200 | | 119 |
| | 17 | Int.-(Ben. Lev.) Capit. 7. 334 | | 14 |
| (— | —17 | §. 3)-Marculf. L. 2 C. 19-20 | | 20 |
| | | §. 11-(Ben. Lev.) Capit. 7. 319 | | 14 |
| | 18 | §. 1 - | (Ben. Lev. Capit. 7. 335 | ib. |
| | | | Addit. Capitular. 3. 14 | 17 |
| | 19 | §. 2-Form. Sirmond. C. 16 | | 21 |
| | | §. 7-Regino L. 1 C. 129 | | 69 |
| | 20 | Int. § 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 336 | | 14 |
| (— | —23 | §. 5) - | Marculf. L. 2 C. 7 | 20 |
| | | | Form. Sirmond. C. 17 | 22 |
| | 27 | §. 7. 8. 17-Regino L. 2 C. 148. 149. 150 | | 69. 70 |
| | 31 | §. 10-(Ben. Lev.) Capit. 7 C. 340 | | 15 |
| 3 | 5 | §. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 326 | | 14 |
| (— | 4— 6 | §. 1) - | Marculf. L. 2 C. 17 | 20 |
| | | | Form. Baluz. C. 28 | 23 |
| | 8 | Int. §. 14 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 341 | | 15 |
| | | tot. 11 cum Int. - L. Visigoth. L. 4 T. 1 | | 2 |
| | | tot. 11 cum I. a. §. 2. 5. 7. 8- | Burch. Worm. Decr. [7. 28 | 73 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 7. [f. 154 | 128 |
| | | — Int. §. 8-Addit. Capitular. 4. 74 | | 18 |

Digitized by Google

## (II. Breviarium. — D. Paulus.)


| | | §. |
|---|---|---|
| Lib. 4 T. 1 | §. 4 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 342 | 15 |
| | §. 4 - Ivo Panorum. L. 5 f. 109 | 124 |
| (— — 2 | §. 3. 4)-Decretio Childebert. a. 595 c. 3 | 5 |
| (— — | Int. §. 4)-Const. Chlotar a. 560 C. 13 | 5 |
| (— — 3 | §. 2)-Leg. Bajuv. T. 14 C. 3 | 4 |
| | §. 3 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 343 | 15 |
| | §. 4 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 344 | ib. |
| | Int. §. 6 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 345 | ib. |
| 4 | Int. §. 9 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 353 | ib. |
| | §. 12 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 246 | 18 |
| | §. 17 - Ivo Decr. L. 16 C. 256 | 221 |
| | §. 17. 18 - Coll. Can. An. sec. XI | 97 |
| | §. 18 - Ivo Decr. L. 16 C. 267 | 121 |
| 5 | A. §. 2 - Coll. Can. An. sec. XI. | 97 |
| | Ivo Decr. L. 16 C. 257 | 121 |
| | §. 3. 6 (Int.) - (Ben. Lev.) Capit. 7. 204 | 11 |
| | Ivo Panorm. L. 5. f. 106 | 123 |
| | Int. §. 6 - Hincmari Opp. T. 2 p. 500 | 40 |
| | Int. 7 - Docum. Francic. a. 838 | 19 |
| | Hincmari Opp. T. 2 p. 449. 450 | 39 |
| | Coll. Can. An. sec. XI. | 97 |
| | Ivo Decr. L. 16 C. 258 | 121 |
| | Ivo Panorm. L. 5 f. 108 | 124 |
| | §. 8 (Int.) §. 7 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 204 | 11 |
| | Ivo Panorm. L. 5 f. 106 | 123 |
| | §. 9 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 354 | 15 |
| 6 | Int. §. 8 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 355 | ib. |
| 5 | tot. 11 cum Int. §. 2 - Ivo Decr. L. 9 C. 64 | 106 |
| | Int. §. 4 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 362 | 16 |
| | Coll. Can. An. sec. XI. | 96 |
| | Ivo Decr. L. 16 C. 195 | 118 |
| | Ivo Panorm. L. 5 f. 111 | 126 |
| | Ivo Epist. 212 | 130 |
| | Int. §. 5. 7. 8 - Ivo Decr. L. 9. C. 64 | 106 |
| 16 | § 5 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 363 | 16 |
| 32 | Int. §. 1 - Coll. Can. An. sec. XI | 98 |
| | Ivo Decr. L. 16 C. 259 | 121 |
| 33 | Int. §. 1 - Coll. Can. An. sec. XI. | 84 |
| | Ivo Decr. L. 5 C. 281 | 99 |
| | Ivo Panorm. L. 4 f. 102 | 122 |
| | Int. §. 2 - Coll. Can. An. sec. XI. | 98 |
| | Ivo Decr. L. 16 C. 260 | 121 |
| 34 | §. 1 Coll. Can. An. sec. XI. | 84 |
| | §. 1 cum Int. et §. 2 - Ivo Decr. L. 5 C. 282 | 99 |
| | Ivo Panorm. L. 4. f. 102 | 122 |
| 35 | Int. §. 1 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 357 | 15 |


Digitized by Google

§.

## (II. Breviarium. — D. Paulus.)


Lib. 5 T. 35 Int. §. 2 - Col. Can. An. sec. XI. . . . . 84
Ivo Decr. L. 5 C. 283 . . . . . 99
Ivo Panorm. L. 4 f. 102 . . . 122

— —36 Int. §. 1 et §. 2 - Coll. Can. An. sec. XI . . 84
Ivo Decr. L. 5 C. 284 . . 99
Ivo Panorm. L. 4 f. 102 . . 122

37 - Form. Sirmond. C. 29 . . 22
Coll. Can. An. sec. XI . . 84
Ivo Decr. L. 5 C. 285 . . 100
Ivo Panorm. L. 4 f. 102 . . 123

21 §. 3 - (Ben. Lev.) Capit. 7. 370. . . . . 16
Regino L. 2 C. 90 . . . . . 68
§. 4-Regino L. 2 C. 91 . . . . . 69
22 §. 1-(Ben. Lev.) Capit. 7. 371 . . . . . 16
23 §. 3-Regino L. 2 C. 87 . . . . . 68
§. 11-Regino L. 2 C. 86 . . . . . ib.
§. 13-Regino L. 2 C. 88 . . . . . ib.
25 §. 1-Hincmari Opp. T. 1 p. 640 . . . . 38
(— — §. 10)-Docum. Francic. a. 888 . . . . . 19


## E. CODEX GREGORIANUS.


Lib. 19 T. 2 -Hincmari Opp. T. 2 p. 232 . . . . . 38


## F. CODEX HERMOGENIANUS.


Tit. 2 Int. - Ivo Decr. L. 16 C. 202 . . . . . 119


## III. Collatio LL. Rom. et Mosaicar.


Tit. 5 - Hincmari Opp. T. 1 p. 634 et 627 . . . . . 38
— 6 - Hincmari Opp. T. 1 p. 634 . . . . . ib.


## IV. Consultatio veteris Icti.


§. 1 4-Ivo Decr. L. 16 C. 201 . . . . . 119


## V. Institutiones Justiniani.


Lib. 1 T. 1 de just. et jur. (tot. tit.)-Coll. Can. Ans. ded. 7. 1 52
— — 2 de jur. nat. (tot. tit.)-Coll. Can. Ans. ded. 7. 2 . ib.
— §. 6 - Ivo Decr. Prol. et L. 4 C. 173 98
Ivo Panorm. L. 2 f. 49 . . 121




Digitized by Google

## (V. Institutiones Justiniani.)


Lib. 1 T. 2 — §. 9 et 11-
- Coll. Can. Cæsaraug. . 73
- Coll. Can. An. sec. XI . 95
- Ivo D. L. 4 C. 194 et L. [16 C. 184 99.111
- Ivo Panorm. L. 2 et L. 5 122.125

3 de jur. pers. (tot. tit.)-Coll. Can Ans. ded. 7. 3 . 51
— Pr.-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 2 ib.
4 de ingenuis (tot. tit.)-Coll. Can. Ans. ded. 7. 4 ib.
— Pr.-
- Coll. Can. Cæsaraug. . . . . 82
- Coll. Can. An. sec. XI . . . . . 95
- Ivo D. L. 8 C. 71 et L. 16 C. 185 103.117
- Ivo Panorm. L. 5 f. 110. 111 . . 125

8 de his qui sui (tot. tit.)-Coll. Can. Ans. ded. 7. 90 61
— §. 1. 2-
- Coll. Can. An. sec. XI . . 95
- Ivo Decr. L. 16 C. 186 . . 117

§. 2-
- Coll. Can. An. sec. XI . . 89
- Ivo Decr. L. 16 C. 76 . . . 108

9 de patr. pot. (tot. tit.)-Coll. Can. Ans. ded. 7. 97 61
— §. 1-
- Coll. Can. Cæsaraug. Ms. Par. f. 73 82
- Ivo Decr. L. 8 C. 1 . . . . . 101
- Ivo Panorm. L. 6 f. 122 . . . 127

10 de nupt. (tot. tit.)-Coll. Can. Ans. ded. 7. 18 . 54
— §. 1-
- Coll. Can. Cæsaraug. . . . 82
- Coll. Can. An. sec. XI . . 86
- Ivo Panorm. L. 17 f. 149. . 128

§ 2-Atton. Vercell. Ep. ad Az. . . 42
§. 2-12-
- Coll. Can. Cæsaraug. . 82
- Coll. Can. An. sec. XI . 86
- Ivo Decr. L. 9 C. 1 . . 105
- Ivo Panorm. L. 7 f. 149 128

§. 12-Atton. Vercell. Ep. ad Az. . 42
12 quib. mod. jus patr. (tot. tit.)-Coll. C. An. ded. [7. 94 61
— 2 — 1 de divis. 1er-Coll. Can. Anselmo ded. P. 7 C. 40 56
— §. 7. 8-
- Anselm. Lucens 5. 55 . 76
- Coll. Can. Cæsaraug. . 80
- Coll. Can. An. sec. XI . 83
- Ivo Epist. 184 . . . 129

§. 9. 10-Anselm. Lucens. 5. 55 . 76
§. 10
- Coll. Can. Cæsaraug. . 80
- Coll. Can. An. sec. XI . 83

§. 12. 16-
- Coll. Can. An. sec. XI . 87
- Ivo Panorum. L. 5 f. 111 126

6 de usucap. §. 5-
- Coll. Can. An. sec. XI . . 90
- Ivo Decr. L. 16 C. 105 . . 110
- Ivo Panorm. L. 5 f. 109 . . 125


Digitized by Google

§.

(V. Institutiones Justiniani.)

Lib. 2 T. 10 de testam. §. 8. 9- { Coll. Can. An. sec. XI . . . 95
{ Ivo Decr. L. 16 C. 187 . . 118

— —12 quibus non est permiss.

Pr. §. 1- { Coll. Can. An. sec. XI . . . . 96
{ Ivo Decr. L. 16 C. 188 . . . . 118
{ Ivo Panorm. L. 5 f. 110. 111 . . 125

§. 1- { Coll. Can. An. sec. XI . . . . 87
{ Ivo Decr. L. 13 C. 93 . . . . 107

§. 3- { Coll. Can. An. sec. XI . . . . 96
{ Ivo Decr. L. 16 C. 188 . . . . 118
{ Ivo Panorm. L. 5 f. 110. 111 . . 125

14 de hered. inst.
§. 5-12-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 62 . . . 58

23 de fid. hered. Pr.-Quæst. ac. Mon. Long. . . 35

— 3 — 1 de her. quæ ab Int. §. 2- { Coll. Can. An. sec. XI 85
{ Coll. Can. An. sec. XI 96
{ Ivo D. L. 8 C. 32 et [L. 16 C. 189 102. 118

6 de grad? cogn. (tot. tit.)-Coll. Can. An. ded. 7. 53 [et 54 57

— §, 7-Alexand. II. Epist. 38 . . 42

15 de verb. obl. (tot. tit.)-Coll. Can. An. ded. 7. 38 56

19 de inutil. stip. (tot. tit.)-Coll. Can. An. ded. 7. 39 ib.

— §. 8-Ivo Decr. L. 13 C. 89 . . 107

— §. 24- { Coll. Can. An. sec. XI . 96
{ Ivo Decr. L. 16 C. 190 . 118

20 de fidej. §. 2-Petrus 2. 44 . . . . . 25

29 per quas pers. Pr.- { Coll. Can. An. sec. XI . . 90
{ Ivo Decr. L. 16 C. 107. . 110

— 4 — 1 (tot.) de obl. quæ ex del.-Coll. C. Ans. ded. 7. 31 55

— §. 8- { Coll. Can. An. sec. XI. . 90
{ Ivo Decr. L. 16 C. 108 . 110

2 (tot.) de bon. vi rapt.-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 34 55

3 (tot.) de lege Aquil.— { Coll. Can. Ans. ded. 7. 30 ib.
{ Ivo Decr. L. 10 C. 49 . 106

4 de injur. §. 3 - 6- { Coll. Can. An. sec. XI . 91
{ Ivo Decr. L. 16 C. 113 . 110

6 de action. §. 19- { Coll. Can. An. sec. XI . . 87
{ Ivo Decr. L. 10 C. 50 . . 106

7 quod cum eo §. 1- { Coll. Can. An. sec XI . 90
{ Ivo Decr. L. 16 C. 109 . 110

8 de noxal. act. (tot. tit.)-Coll. Can. An. ded. 7. 26 55

Pr. §. 1 - 3 - Coll. Can. An. sec. XI . . . . 98

Pr. §. 1-3-6- { Coll. Can. An. sec. XI . . . 90
{ Ivo Decr. L. 16 C. 106 . . . 110

9 si quadrupes-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 27 . 55

Digitized by Google

§.

## (V. Institutiones Justiniani.)


Lib. 4 T. 11 de satisdat. §. 2. 3 4. 5-Petrus. 4 60 . . . 30
— —15 de interdict. §. 4-Ivo Epist. 204 . . . . . 130
18 (tot.) de publ. jud.-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 25 55
— §. 4-Petrus 1. 54 . . . . . 24
— §. 5-Ivo Decr. L. 11. C. 26 . . . 106


## VI. Digesta.


Lib. 1 T. 1 de just. et jure L. 3- { Coll. Can. An. sec. XI . 96; Ivo Decr. L. 10 C. 118 et [L. 16 C. 191 106.118; Ivo Panorm. L. 8 f. 161 128 }
3 de legib. L. 14-Petrus 4. 9 . . . . . 29
— L. 20-Coll. Can. Cæsaraug. . . . . 79
L. 22- { Coll. Can. An. sec. XI . . . 96; Ivo Decr. L. 16 C. 192 . . 118; Ivo Panorm. L. 5 f. 110. 111 . 125 }
L. 37-Coll. Can. Cæsaraug . . . . 78
L. 39-Petrus 4. 9 . . . . . 29
4 de const. princ. L. 2-Coll. Can. Cæsaraug. . . 79
5 de statu hom. L. 12. 19- { Coll. Can. An. sec. XI 96; Ivo Decr. L. 16 C. 193 118; Ivo Panorm. L. 5 f. 111 126 }
— L. 19-Ivo Decr. L. 8 C. 68 . . 103
L. 23. 24- { Coll. Can. An. sec. XI 96; Ivo Decr. L. 8 C. 69 et [L. 16 C. 193 103. 118; Ivo Panorm. L. 5 f. 111 126 }
L. 24-Ivo Decr. L. 8 C. 70 . . 103
L. 25. 26-Coll. Can. Cæsaraug. . 82
L. 26- { Coll. Can. An. sec. XI . 96; Ivo Decr. L. 8 C. 70 et [L. 16 C. 193 103. 118; Ivo Panorm. L. 5 f. 111 126 }
6 de his qui sui L. 1 §. 1- { Coll. Can. An. sec. XI . 90; Ivo Decr. L. 16 C. 104 110 }
L. 2-Ivo Epist 112 . . . . . 129
12 de off. Præf. urb. L. 1 §. 5-Ivo Decr. L. 8 C. 123 104
18 de offic. præsid. L. 12-Coll. Can. Cæsaraug. . 78
— 2 —11 si quis caut.
L. 2 §. 3. 6-9 L. 4 §. 2- { Coll. Can. An. sec. XI . 93; Ivo Decr. L. 16 C. 163 115 }
12 de feriis. L. 1 pr.- { Coll. Can. An. sec. XI . . 93; Ivo Decr. L. 16 C. 164 . 115 }
L. 1 §. 1 L. 3 pr.-Ivo Decr. L. 16 C. 164 ib.
— L. 3 pr.-Coll. Can. An. sec. XI . . . 93


Digitized by Google

§.

(VI. Digesta.)

Lib. 2 T. 14 de pactis L. 27 §. 4 L. 28 pr.- { Coll. Can. An. sec. XI 93 / Ivo Decr. L. 16 C. 165 115

— — 3 2 de his qui not.

L. 4 §. 2-Ivo Decr. L. 8 C. 304 . . . . . 105

L. 13 pr. §. 4-Coll. Can. An. sec. XI . . . 93

L. 13 §. 4- { Coll. Can. An. sec. XI . . . . 86 / Ivo Decr. L. 9 C. 2 et L. 16 C. 166 105. 115

5 de neg. gest.

L. 39- { Coll. Can. sec. XI . . . . . 94 / Ivo Decr. L. 16 C. 167 . . . . . 116

4 2 quod met caus.

L. 1 pr. L. 3. §. 1 L. 9 pr.- { Petrus 4 42 . . . . 30 / Coll. Can. An. sec. XI 94 / Ivo Decr. L. 16 C. 168 116

L. 9 pr.-Ivo Epist. 79 . . . . . 128

L. 13-Petrus 4. 14 . . . . . 29

6 quib. ex caus. maj.

L. 3-Ivo Decr. L. 16 C. 168 . . . . . 116

L. 26 §. 4-Docum. Long. a. 1075 . . . . . 35

L. 36-Ivo Decr. L. 16 C. 169 . . . . . 116

8 de recept.

L. 51 - { Coll. Can. An. sec. XI . . . . . 94 / Ivo Decr. L. 16 C. 170 . . . . 116

9 Naut. Caup.

L. 3 §. 1-Petrus 2. 22 . . . . . 25

L. 5 pr.— { Coll. Can. An. sec. XI . . . . 94 / Ivo Decr. L. 16 C. 171 . . . . 116

L. 7 §. 1. 2-Petrus 3. 68 . . . . . 29

5 1 de judiciis.

L. 37-Docum. Long. a. 752 . . . . . 34

6 1 de rei vindic.

L. 60-Ivo Decr. L. 13 C. 86 . . . . . 106

3 si ager vect. L. 1 §. 1 L. 2. 3-Petrus 3. 56 . . 28

7 8 desunt.

— 9 —T. 2 Lege Aquilia.

— L. 4 · { Coll. Can. An. sec. XI . . 89 / Coll. Can. An. sec. XI . . 94 / Ivo Decr. L. 16 C. 172 . 116

L. 8 §. 1 L. 10- { Coll. Can. An. sec. XI 87 / Ivo Decr. L. 10 C. 32 106

L. 30 pr. §. 3 L. 39 §. 1- { Coll. Can. An. sec. XI 94 / Ivo Decr. L. 16 C. 172 116

4 de noxal. act.

L. 2-Coll. Can. An. sec. XI . . . . . 89

Digitized by Google

§

## (VI. Digesta.)


Lib. 9 T. 4 L. 2 pr.— { Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 94
Ivo Decr. L. 16 C. 79 et C. 173 . 108. 116
— — (L. 2. 3)-Quæst. ac Mon. Long . . . . . 36
L. 4 pr. §. 1-Ivo Decr. L. 16 C. 78. . . . 108
(L. 4 L. 21 pr. §. 2. 3 L. 22)-Quæst. ac Mon. [Long. 36
10 11 desunt.
—12—T. 5 de cond. ob. turp. caus.
L. 1 pr. §. 1-Ivo Decr. L. 16 C. 174 . . . 116
— §. 1. 2-Coll. Can. An. sec. XI . . . 94
L. 4 §. 3-Ivo Decr. L. 8 C. 307 . . . . . 103
13 7 De pign. act.
— L. 4 - Petrus 2. 47. . . . . 25
L. 6 pr. L. 8 pr.-Petrus 2. 48 . . 26
L. 9 pr. - Petrus 2. 4 . . . . . 24
L. 9. §. 4 L. 10 -Petrus 2. 48 . . 25
L. 22 pr. - Petrus 2 51 . . . . 26
L. 22 §. 2 L. 35 pr. - Petrus 2. 30 25
14 15 desunt.
16 T. 1 Depositi.
(— — 1 L. 1 §. 18 L. 21 §. 1)-Quæst. ac Mon. Long. . . 35
17 1 Mandati.
L. 18 - { Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 94
Ivo Decr. L. 16 C. 175 . . . . 116
2 pro socio.
L. 3 §. 3. L. 53. 57 - { Coll. Can. An. pr. XI. . 94
Ivo Decr. L. 16 C. 176 116
L. 57 - Ivo Decr. L. 11 C. 14 . . . . . 106
18 1 de contr. emt.
L. 14 - Petrus 2. 20 . . . . . 25
19 2 Locati.
L. 15 §. 4 - Petrus 2. 61 . . . . . 26
L. 19 §. 1 - Petrus 3. 67 . . . . . 29
20 deest.
21 1 de ædil. edict.
L. 43 §. 1 - { Coll. Can. An. sec. XI. . . . 88
Coll. Can. An. sec. XI. . . . 95
Ivo Decr. L. 16 C. 74 et C. 177 . 108. 117
3 de except. rei ven.
L. 1 §. 3 - Ivo Decr. L. 16 C. 178 . . . . 117
22 3 de probat.
L. 2 - { Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 95
Ivo Decr. L. 16 C. 179 . . . . . 117
Ivo Panorm. L. 5 f. 106 . . . . 117
Ivo Epist. 183. . . . . 119


Digitized by Google

§.

(VI. Digesta.)

Lib. 22 T. 5 de testibus.

— — L. 4 - Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 90
Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 95
Ivo Decr. L. 16 C. 103 et C. 180 . 110. 117
Ivo Panorm. L. 5 f. 107 . . . . . 124

L. 6. 9. 16. 17. 18 - Coll. Can. Cæsaraug. . 80
Coll. Can. An. sec. XI. . 95
Ivo Decr. L. 16 C. 181 . 117
Ivo Panorm. L. 5 f. 107 124

L. 23 - Petrus 4. 39 . . . . . 30
L. 25 - Petrus 4. 33 . . . . . ib.

23 1 de sponsal.

L. 7 - Ivo Epist. 99 . . . . . 129

L. 7 §. 1 - Coll. Can. Cæsaraug. . . . . 81
Coll. Canon. An. sec. XI. . . 85
Ivo Decr. L. 8 C. 20 . . . . 101
Ivo Panorm. L. 6 f. 125 . . . 127

L. 11 - Ivo Epist. 99 . . . . . 129

L. 11. 12 - Coll. Can. Cæsaraug. . . . . 81
Coll. Can. An. sec. XI. . . . 85
Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 95
Ivo Decr. 8 C. 21 et L. 16 C. 182 102. 117
Ivo Panorm. L. 6 f. 125 . . 127

1 L. 13 - Ivo Decr. L. 8 C. 21 . . . . 102
Ivo Epist. 176. 178 . . . . 129

L. 13. 14 - Coll. Can. Cæsaraug. . . . . 81
Coll. Can. An. sec. XI. . . . 85
Col. Can. An. sec. XI. . . . 95
Ivo. Decr. L. 16 C. 183 . . . 117
Ivo Panorm. L. 6 f. 125 . . . 127
Ivo Epist. 99 . . . . . 129

L. 14 - Ivo Decr. L. 8 C. 22 . . . . . 102

2 de rit. nupt.

L. 16 §. 2 - Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 95
Ivo Decr. L. 13 C. 87 et L. 16 [C. 183 106. 117

L. 24 - Ivo Decr. L. 8 C. 62 . . . . 103
Ivo Panorm. L. 6 f. 127 . . . 127

L. 24 L. 43 §. 12 - Coll. Can. An. sec. XI. . 95
Ivo Decr. L. 16 C. 183 . 117

2 de divort. L. 6 - Coll. Can. An. sec. XI. . 95
Ivo D. L. 8 C. 246 et L. 16 [C. 133 104. 117
Ivo Panorm. L. 6 f. 133 128

24 3 usque ad Lib. 38 (Infortiatum) - desunt.
39. 40 desunt.

Digitized by Google

§.

## (VI Digesta.)


Lib. 41 T. 3 de usurpat.
— — L. 15 §. - Coll. Can. An. sec. XI. . . . . 88
Ivo Decr. L. 16 C. 75 . . . . 108
Ivo Panorm. L. 5. f. 108 . . . 124

42 43 desunt.
44 T. 7 de obl. et act.
(— L. 1 §. 4) - Quæst. ac Mon. Long. . . . . 36
L. 57 - Petrus 4. 49 . . . . . 30
45 T. 1 de verb. obl.
L. 1 pr. §. 4. 6 - Petrus 4. 56 . . . . . ib.
L. 33 — - Petrus 2. 5 . . . . . 24
L. 35 pr. §. 1. 2 - Petrus 4. 57 . . . . . 30
L. 36 — - Petrus 4. 61 . . . . . 31
L. 37 — - Petrus 4. 58 . . . . . 30
(— — L. 134 pr.) - Ivo Epist. 134 . . . . . 129

46 3 de solut.
L. 12 in fin. - Docum. Long. a. 752 . . . . 34
47 1 de privat. delict. L. 1 - Petrus 3. 60 . . . . 27
— L. 2 pr. §. 1. 2. 3. 4.-Petrus 3. [24 ib.
2 de furtis. L. 14 pr. §. 1. 2 - Petrus 2. 17 . . . 24
— L. 15 §. 1. 2 L. 16 - Petrus 3. 25 . 27
L. 19 §. 5. 6 - Petrus 2. 50 . . . 26
— — — L. 27 pr. 32 pr.) - Quæst. ac Mon. [Long.. 36
L. 34 - Petrus 3. 37 . . . . . 28
L. 37 - Petrus 3. 61 . . . . . 29
L. 38 - Petrus 3. 27 . . . . . 27
L. 43 pr. - Petrus 3. 33 . . . ib.
L. 43 § 10 - Petrus 3. 62 . . . 29
L. 44 §. 1 - Petrus 2. 18 . . . . 25
L. 47 - Petrus 3. 34 . . . . . 28
L 48 pr. - Petrus 3. 41 . . . . ib.
L. 48 §. 5 - Petrus 3. 28 . . . . 27
L. 48 §. 7 - Petrus 3. 41 . . . . 28
L. 50 §. 2. 3. 4 L. 51 - Petrus 3. 35 ib.
L. 52 pr. §. 1. 2. 3. 4. 6-Petrus 3. 26 27
L. 52 §. 7-Petrus 2. 49. . . . . 25
L. 54 pr. §. 1-Petrus 2. 53 . . . 26
L. 67 pr.-Petrus 3. 23 . . . . ib.
L. 71 pr.-Petrus 3. 32 . . . . . 27
L. 73-Petrus 2. 52 . . . . . 26
L. 76 pr.-Petrus 2. 25 . . . . . 25
L. 80 pr.-Petrus 3. 22 . . . . . 26
L. 87-Petrus 3. 40. . . . . ib.


Digitized by Google

§.

## (VI Digesta.)

Lib. 47 T. 2 de furtis L. 89-Petrus 3. 30 . . . . . 27
L. 91-Petrus 3. 40 . . . . . 28
8 de vi bon. rapt.
L. 5-Petrus 3. 29 . . . . . 27
10 de injur.
L. 1 pr.-Petrus 3. 58 . . . . . 28
L. 2-Petrus 1. 55 . . . . . 24
L. 15 pr. §. 1. 2. 3. 4. 5. 27. 28-Petrus 3. 57 28
L. 21-Petrus 3. 59 . . . . . ib.
— 48 —4 ad leg. Juliam maj.
L. 7. §. 3- { Leg. Bajuvar. T. 2 C. 1 §. 2 . . 3
Gregor. M. Epist. 13. 45 . . . 37
L. 11-Petrus 3. 19 . . . . . 26
10 ad Leg. Corn. de fals. L. 32-Petrus 3. 31. . . 27
13 ad L. Juliam pec. L. 9 §. 1-Agobard. Cap. 13 . 37
17 de requir. vel abs. damn. L. 1 pr.-Petrus 4. 18 30
18 de quæst. L. 5-Petrus 1. 40 . . . . . 24
19 de pœnis. L. 26-Petrus 3. 20 . . . . . 26
— L. 38 pr.-Petrus 3. 21 . . . . . ib.
L. 38 §. 3-Petrus 1. 53 . . . . 24
49 deest.
--50 T. 17 de reg. jur. L. 47-Petrus 3. 65 . . . . . 29
— L. 48-Petrus 3. 66 . . . . . ib.

## VII. Codex Justinianeus.

— 1 — 1 de summa trin. L. 1-Anselm Lucens. 2. 2 . . 74
— L. 2-Anselm. Lucens. 12. 72 . 77
L. 4-Anselm. Lucens. 4. 25 . 75
L. 8-Anselm. Lucens. 1. 91 . 73
2 de SS. eccl. L. 5- { Ben. Lev. 5. 339 . . . 6
Anselm. Lucens. 4. 21 . . 75
Coll. Can. Cæsaraug. . . 80
— L. 12— { Anselm. Lucens 4. 55 et 7 extr. 76-77
Coll. Can. Cæsaraug. . . . 80
L. 21-Anselm. Lucens. 4. 22 . . . 75
L. 21. 22-Coll. Can. Cæsaraug . . . 80
L. 22-Anselm. Lucens. 4. 19 . . . 75
L. 23-Anselm. Lucens. 4. 29 . . . 76
1 — 3 de episcop. L. 10- { Gregor. M. Epist. 13. 45 . 37
Anselm. Lucens. 4. 23 . . 75
Coll. Can. Cæsaraug . . . 80
— L. 11-Anselm. Lucens. 4. 24 . . 75
L. 13-Synod. Tricassina a. 878. . . 37
L. 23-Coll. Can. Cæsaraug . . . 80
L. 25-L. 1 Henrici II Long . . . 34



Digitized by Google

§.

## (VII. Codex Justinianeus.)


Lib. 1 T. 3 de episcop. L. 31 — Anselm. Lucens. 6. 5 . . 76
Coll. Can. Cæsaraug. . . . 79
— — L. 33-Coll. Can. Cæsaraug. . . . 80
L. 33 pr. §. 6. 7-Anselm. Lucens. 4. 20 75
— L. 35-Anselm. Lucens. 4. 57 . . 76
4 de episc. aud. L. 2-Anselm. Lucens. 2. 3 . . . 74
5 de hæret. L. 1-Anselm. Lucens. 4. 56 . . . 76
— L. 2-Anselm. Lucens. 12. 69 . . . 77
L. 3-Anselm. Lucens. 12. 70 . . . ib.
L. 4-Anselm. Lucens. 12. 71 . . . ib.
L. 5-Anselm Lucens. 12. 68 . . . ib.
9 de judæis L. 16-Ivo Decr. L. 13 C. 109 . . . 107
12 de his qui ad eccl. L. 2. 6-Gregor. M. Epist. 13. 45 37
14 de legib. L. 5-Gregor. M. Epist. 9. 7 . . . . . ib.
— L. 9- Petrus 1. 1 . . . . . 24
Coll. Can. Cæsaraug. . . . 78
23 de div. rescript. L. 5-Coll. Can. Cæsaraug . . 79
— 2 — 3 de pactis L. 6-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 98 . 62
— L. 12— Coll. Can. Anselmo ded. 7. 101 ib.
Coll. Can. Anselmo ded. P. 11 . 66
L. 17-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 112 . 63
L. 20-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 98 . . 62
L. 25 Petrus 2. 38 . . . . . 25
4 de transact. L. 27-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 130 65
— L. 38 L. 39 -Coll. Can. Anselmo ded. 7. 113 63
L. 41- Docum Ital. sec. 9 . . . . . 32
Coll. Can. Anselmo ded. 7. 100 . 62
11 ut quæ des. advoc. L. un.-Petrus 4. 5 . . . 29
12 ex quib. caus. inf. L. 1. 8. 10-Coll. Can. Ans. ded. [7. 114 64
— L. 20- Coll. Can. Ansel. ded. 7. 50 57
Coll. Can. Cæsaraug. . . 81
Coll. Can. An. sec. XI . . 87
(L. 20)-Coll. Can. Anselm. ded. 7. 48 57
L. 22-Coll. Can. Anselm. ded. 7. 114 64
13 de proc. L. 6-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 115 . ib.
14 ne liceat potentior. L. 2 Petrus 4. 20. . . . 30
20 de his quæ vi L. 4. 7-Coll. Can. Anselmo ded. 7. [116 64
— L. 9. 12- Coll. Can. Ansel. ded. 7. 116 ib.
Coll. Can. Ansel. ded. 7. 139 66
28 si adv. vendit. L. 1-Coll. Can. Anselmo ded. 7. [140 ib.
35 si adv. del. L. 1-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 141 ib.
59 de jurej. propt. cal. L. 2-L. 1 Henrici II Long . 34


Digitized by Google

§.

## (VII. Codex Justinianeus.)


Lib. 3. T. 1 de jud. L. 9-Petrus 4. 5. . . . . 29
— — — L. 16-Ivo Decr. 5. 55 . . . . . 99
5 ne quis in sua caus. L. un.-Petrus 4. 12 . . . 29
7 ut nemo invit. ag. cog. L. un.-Petrus 4. 21 . . 30
9 de lit. contest. L. un.-Petrus 4. 21 . . . . ib.
12 de feriis. L. 1. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 10. 11-Coll. Can. [Anselmo ded. P. 11 66
15 ubi de crim. L. 1-Coll. Can. Anselmo ded. [7. 118 64
16 ubi de poss. L. un.-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 119 ib.
22 ubi de caus. stat. L. 1. 4-Coll. Can. Anselmo ded. [7. 120 ib.
28 de inoff. test. L. 17. 19. 21. 23. 27. 28-Coll. Can. [Anselmo ded. 7. 57 58
— L. 35 pr.-Coll. Can. Ans. ded. 7. 59 ib.
29 de inoff. don. L. 2. 3-Coll. Can. Ansel. ded. 7. 58 ib.
32 de rei vind. L. 2-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 117 64
3 32 de rei vind. L. 7- { Coll. Can. Anselmo ded. 7. 6 . 52
{ Coll. Can. Anselmo ded. 7. 122 64
— L. 15-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 102 62
L. 20- { Coll. Can. Anselmo sec. XI . 89
{ Ivo Decr. L. 16 C. 86 . . . 108
L. 22-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 102 62
L. 23- { Coll. Can. Anselmo sec. XI . 89
{ Ivo Decr. L. 16 C. 87 . . . 108
— L. 27-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 102 62
33 de usufr. L. 7-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 103 . ib.
34 de serv. L. 1. 2. 4. 10. 11. 12. 13-Coll. Can. An- [selmo ded. 7. 121 64
35 de lege Aquilia L. 1. 2. 3. 4. 5-Coll. Can. Ansel. [ded. 7. 104 63
39 fin. reg. L. 5. 6-Coll. Can Anselmo ded. 7 105 . ib.
41 de nox. act. L. 2- { Coll. Can. sec. XI . . . . 89
{ Ivo Decr. L. 16 C. 88 . . . 108
44 de relig. L. 12-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 106 63
— 4 — 1 de reb. cred. L. 2-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 107 52
— L. 12. §. 2-Docum. Long. a. 752 . 34
6 Ex quib. caus. maj. L. 3. 36-Coll. Can. An. sec. XI 94
13 ne filius pro patre L. 5- { Coll. Can. An. sec. XI 89
{ Ivo Decr. L. 16 C. 89 108
19 de prob. L. 2-Coll Can. Anselmo ded. 7. 97 . 62
20 de testib. L. 5 6-Coll Can. Anselmo ded. 7. 51 57
— L. 6-Coll. Can Anselmo ded. 7. 52 ib.
L. 6. 8-Coll Can. Anselmo ded 7. 108 63


Digitized by Google

## (VII. Csdex Jnstinianeus.)

§.

Lib. 4 T. 20 L. 8- { Coll. Can. An. sec. XI . . . 88
Ivo Decr. L. 16 C. 60 . . . 107
— — . L. 9-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 51 . 57
L. 11. 12. 14. 17. 19-Coll. Can. Ans. [ded. 7. 108 63
L. 19- { Quæst. ac. Mon. Long . . 36
Coll. Can. Anselmo ded. 7. 45 56
22 plus valere L. 1. 4-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 123 64
24 de pign. act. L. 2. 3. 12-Coll. Can. Anselmo ded. [7. 124 65
25 de institor. L. 1-Ivo Decr. L. 16 C. 90 . . 109
— L. 1. 3-Coll. Can. An. sec. XI . . 89
L. 3-Ivo Decr. L. 16 C. 9 . . . 109
26 quod cum eo. L. 3- { Coll. Can. An. sec. XI . . 89
Ivo Decr. L. 16 C. 92 . . 109
— L. 13-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 49 57
32 de usuris. L. 27-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 125 65
34 depositi L. 1 10-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 27 ib.
38 de contr. emt. L. 14 Coll. Can. Anselmo ded. 7. [128 ib.
42 de eunuchis. L. 1. 2-Coll. Can. Ans. ded. 7. 109 63
43 de patr. qui fil. L. 1. 2-Coll. Can. Ans. ded. 7. 110 63
44 de rescind. vend L. 2-Coll. Can. Ans. ded. 7. 129 65
(— — — L. 2)-Leg. Bajuvar. T. 15 C. 9 4
49 de act. emt.
( — — L. 7)-Leg. Bajuv. T. 15 C. 7 . . . ib.
64 de rer. perm. L. 2-Docum. Long. a. 776 . . . 34
65 de loc. L. 3-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 96 . 62
— L. 15-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 99 . ib.
L. 34-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 111 63
— 5 — 4 de nupt. L. 26-Coll. Can Anselmo ded. 7. 7 . 53
— L. 26 in fin.-Atton. Vercell. Ep. ad Az. 42
5 de incestis L. 2-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 46 . 57
— L. 8-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 22 . 54
9 de sec. nupt. L. 2-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 11 53
17 de repud. L. 10- { Coll. Can. Cæsaraug. . . 83
Coll. Can. An. sec. XI . 86
Ivo Decr. L. 8 C. 79 . . 103
Ivo Panorm. L. 6 f. 138 . 128
— L. 11. pr. Coll. Can. Cæsaraug . . 81
35 quando mulier L. 2- { Coll. Can. An. sec. XI 86
Ivo Pannorm L. 6 f. 129 127
— 6 — 1 de servis fugit. L. 1-Coll. Can. Anselmo dedit. 7. 32 55
— { Coll. Can. Anselmo ded. 7 33 55
L. 4- { Coll. Can. Ansel. sec. XI . 28
Ivo Decr. L. 16 C. 71. . . 107

Digitized by Google

§.

(Codex Justinianeus.)


Lib. 6 T. 2 de furtis L. 2-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 37 . 56
2 de furt. L. 6- { Coll. Can. An. sec. XI . . . 88
Ivo Decr. L. 16 C. 72 . . . 108
6 de obsequiis patr. L. 1- { Coll. Can. An. sec. XI 89
Ivo Decr. L. 16 C. 93 109
22 qui test. L. 4-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 66 . 59
35 de his quib. ut indig.-Coll. Can. Anselmo ded. [7. 73 59
43 Comm. de leg. L. 3 pr.-Coll. Can Ans. ded. 7. 29 55
57 ad Sct. Orfit. L. 5-Joannis VIII. Ep. 108 et 129 37
— 7 — 6 de latin. lib. L. un §. 3-Coll. Can. Ans. ded. 7. 72 59
7 de comm. serv. manum. L. 1 §. 7-Form. et Gl. [L. Long. 36
11 qui manum. n. poss. L. 4-Coll. Can. Ans. ded. 7. [64 58
3 pro quib. caus serv. L. 2 3-Coll. Can. Ans. ded. [7. 77 60
15 comm. de manum. L. 3- { Ivo Decr. L. 8 C. 31 . 102
Ivo Panorm. L. 6 f. 127 127
16 de lib. causa L. 3-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 76 60
38 ne rei dominicæ L. 2-Anselm. Lucens. 4. 40 . 76
44 de sent. ex puriculo L. 3-Gregor. M. Epist. 13. 45 37
48 si a non comp. L. 4-Gregor. M. Epist. 13. 45 . 37
49 de pœna judic. L. 1-Coll. Can. Ans. ded. 7. 84 60
52 de re jud. L. 6-Docum. Long. sec. XI . . . 35
59 de cofess. L. 1-Docum. Long. a. 1058 . . . ib.
65 quorum appell. L. 1-Docum. Long. sec. XI . ib.
— 8 — 4 unde vi L. 1-Docum. Long. a. 752 . . . . 34
— L. 3. 4. 5. 6-Anselmi Lucens. Coll. Can. [7 extr. 77
L. 7-Coll. Can. Anselmo ded. 7. 35 . 55
16 si aliena res pign. L. 8- { Coll. Can. An. sec. XI . 89
Ivo Decr. L. 16 C. 94 . 109
52 de infant. expos. L. 1- { Coll. Can. An. sec. XI . 90
Ivo Decr. L. 16 C. 95 109
Ivo Pannorm. C. 5. f. 109 124
L. 2-Ivo. Decr. L. 16 C. 96 . 109
L. 2. 3 Coll. Can. An. sec. XI 90
L. 3- { Ivo Decr. L. 16 C. 97 109
Ivo Pannorm. L. 5 f. 109 124
53 quæ sit longa consuet.
L. 1-Ivo Decr. L. 4 C. 201 . . . . . 99
L. 1. 2- { Coll. Can. Anselmo ded. 7. 68 . . 59
Coll. Can. Cæsaraug. . . . . 78
Coll. Can. An. sec. XI . . . . 84
Ivo Pannorm. L. 2 f. 51 . . . . 122


Digitized by Google

§.

## (VII. Codex Justinianeus.)


Lib. 8 T. 53 L. 2 - { Ivo Decr. L. 4 C. 202 . . . . . 99
Ivo Epist. 184 . . . . . 130
— — L. 3 - Coll. Can. Anselmo ded. 7. 68 . . . 59
9 1 de his qui accusare.
— L. 19 - Ivo Epist. 35 . . . . 128
L. 20 - { Gregor. M. Epist. 13. 45 37
Ivo Decr. L. 16 C. 61 . 107
L. 20. 21 - Coll. Can. An. sec. XI. 88
L. 21 - Ivo Decr. L. 16 C. 62 . 107
2 de accus. L. 2 - { Coll. Can. An. sec. XI. . . . 90
Ivo Decr. L. 16 C. 99 . . . 109
(— — 8 ad Leg. Juliam maj. L. 5)-Docum. Ital. a. 801 . 32
9 ad Leg. Juliam de adult. L. 2-Ivo Decr. L. 8 C. 266 104
— — L. 5- { Coll. Can. Cæsaraug. 83
Ivo Decr. L. 8 C. 113 ib.
L. 11-Ivo Decr. L. 8 C. 114 104
L. 30-Ivo Decr. L. 8. C. 115 ib.
12 ad L. J. de vi L. 7 - Docum. Long. a. 752 . . 34
13 de rapt. virg. L. un. - Petrus 1. 52 . . . . 24
16 ad L. Corn. de sic. L. 3 - Coll. Can. ans. ded. 7. 36 56
19 de sepulc. viol. L. 2. 3 - Docum. Long. a. 752 . 34
49 de bon. proscript. L. 1 - { Coll. Can. An. sec. XI. 90
Ivo Decr. L. 16 C. 98 109
10 15 de thesaur.
L. un. - Quæst. ac Mon Long . . . . . 35
11. 21 desunt.


## VIII. Novellæ Justiniani.


Nov. 5 - Anselm. Lucens. 7. 205-210 . . . . . 77
— 6 - Procem. - Anselm. Lucens. 1. 93 . . . . . 74
Procem. et Cap. 1 - Anselm Lucens. 6. 4 . . . 76
— 30 - Coll. Can. Anselmo ded. 7. 19 et 20 . . . . 54
(— 34) - Coll. Can. Anselmo ded. 7. 49 . . . . . 57
90 Cap. 9 - Gregor. M. Epist. 13. 45 . . . . . 37
(— 117 Cap. 5 - Leg. Bajuvar. T. 14 C. 6 . . . . . 4
123 Cap. 8. 19. 21. 22 - Gregor. M. Epist. 13. 45 . 37
(— 134 Cap. 13) - Coll. Can. Anselmo ded. 7. 85 . . . 61
143 - Coll. Can. Anselmo ded. 7. 24 . . . . . 5


## IX. Constitutio Justiniani de adscriptitiis.


- { Concil. Ticin. c. a. 1022 . . . . . 42
Coll. Can. Anselmo ded. 7. 5 . . . . . 52


Digitized by Google

§.

## X. Constitutiones singulares incertæ.

| | |
|---|---|
| Constantini - Anselm. Lucens. 1. 94 | 74 |
| Constantini - Coll. Can. Cæsaraug. | 79 |
| Constantii - Cod. vet. Can. (Quesn.) C. 16 | 43 |
| Honorii et Theodosii - Cod. vet. Can. (Quesn.) C. 14 | 42 |
| Honorii et Theodosii - Cod. vet. Can. (Quesn.) C. 16 | ib. |
| Valentiniani et Marciani - Anselmi Lucens. 3. 106 | 74 |
| Marciani - Cod. vet. Can. (Quesn.) C. 26 | 43 |
| Marciani - Cod. vet. Can. (Quesn.) C. 27 | ib. |
| Marciani - Cod. vet. Can. (Quesn.) C. 28 | ib. |
| Justini - Anselm. Lucens. 12. 31 | 77 |
| Justiniani - Anselm. Lucens. 1. 92 | 74 |
| Constitutio incerti auctoris - Coll. Can. Cæsaraug. | 87 |

## XI. Juliani Epitome Novellarum.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Const. 1 | C. 1 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 115 | 110 |
| — | — 4 | - | Ivo Decr. L. 16 C. 116 | ib. |
| 2 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 133 | 65 |
| | 2 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 134 | ib. |
| 3 | 1.2 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 118 | 111 |
| 4 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 135 | 51 |
| | 2 | - | (Ben. Lev.) Capit. 5. 380 | 7 |
| | | | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 116 | 49 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 81 |
| | | | Ivo Decr. L. 7 C. 153 | 101 |
| | 3 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 131 | 51 |
| | | | Ivo Decr. L. 7 C. 154 | 101 |
| | 4 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 117 | 49 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 81 |
| | 5 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 128 | 51 |
| | | | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 22 | 72 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 81 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 85 |
| | | | Ivo Decr. L. 7 C. 155 | 101 |
| | 6 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 124 | 50 |
| | 7 | - | (Ben. Lev.) Capit. 5. 381 | 7 |
| | | | Addit. Capitular. 3. 66 | 17 |
| | | | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 129 | 51 |
| | | | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 22 | 72 |
| | | | Ivo Decr. L. 7 C. 156 | 81 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 101 |
| | 7.8 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 85 |

Digitized by Google

## (XI. Juliani Epitome Novellarum.)

| | | | | §. |
|---|---|---|---|---|
| Const. 1 C. | | 8 - | Coll. An. Anselmo ded. 6. 130 | 51 |
| | | | Ivo Decr. L. 7 C. 157 | 101 |
| | | 9 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6 140 | 52 |
| | | 10 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 132 | 51 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 81 |
| | | 58 - | (Ben. Lev.) Capit. 5. 379 | 6 |
| | | | (Ben. Lev.) Capit. 6. 108 | 8 |
| | | | Addit. Capitular 3. 62 | 17 |
| | 5 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 180 | 47 |
| | | 2 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 194 | 48 |
| | 6 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 291 | 44 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. L. 1 C. 75 | 77 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 79 |
| | | 4 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 176 | 47 |
| | | 5 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 177 | ib. |
| | | 6 - | Addit. Capitular. 3. 78 | 17 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug | 81 |
| | | 7 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 196 | 49 |
| | | | Ivo Decr. L. 6. C. 421 | 100 |
| | | 8 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 178 | 47 |
| | 7 | 1 - | (Ansegisi) Capit. L. 2 C. 29 | 6 |
| | | | Regino L. 1 C. 360 | 67 |
| | | | Burchard. Wormat. Decr. L. 3 C. 164 | 73 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 83 |
| | | 1.2- | Coll. Can. Cæsaraug. | 80 |
| | 7 | 2 - | (Ansegisi) Capit. L. 2 C. 30 | 6 |
| | | | Regino L. 1 C. 361 | 68 |
| (— | — | 2) - | Capit. 865 C. 6 | 5 |
| | | 3 - | Coll. Can. Cæsaraug. | 80 |
| (— | — | 3) - | Docum. Long. a. 811 | 34 |
| | | 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10 - | Coll. Can. Cæsaraug. | 80 |
| | | 11 - | Coll. Can. Anselmo. ded. 6. 139 | 52 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 79 |
| | | 12 - | Coll. Can. Cæsaraug. | 80 |
| | 10 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. P. 12 | 67 |
| | 12 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 195 | 49 |
| | 14 | 1 - | Coll. Can. Cæsaraug | 81 |
| | 15 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 87 | 61 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 79 |
| | 21 | 10 - | Joannis VIII. Ep. 129 | 38 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 119 | 111 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 109 | 125 |
| | 24 | 1 - | Anselm. Lucens. 2 post. C. 78 | 74 |
| | | 2 - | Col. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 120 | 111 |

Digitized by Google

§.

(XI. Juliani Epitome Novellarum.)

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Const. 24 | C. 4 | - | Ivo Panorm. L. 5 f. 109 | 125 |
| 31 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 17 | 54 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 305 | 105 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 121 | 111 |
| | | | Ivo Panorm. L. 5 f. 109 | 125 |
| 32 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 13 et 14 | 53 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 83 |
| | | | Ivo Decr. L. 9 C. 3 | 105 |
| | | | Ivo Decr. L. 16. C. 122 | 111 |
| | | | Ivo Panorm. L. 5. f. 109 | 125 |
| | 1. 2 | - | Atton. Vercell. Ep. ad Az. | 42 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 86 |
| | 2 | - | Ivo Decr. L. 9 C. 4 | 105 |
| | 3 | - | Coll. Can. Cæsaraug. | 82 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 85 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 34. | 102 |
| 33 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 47 | 57 |
| 34 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 60 | 58 |
| (— | — 3) | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 55. | ib. |
| | 4 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 123 | 111 |
| | 8 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 124 | 111 |
| 36 | 2 | - | Ivo Decr. L. 8 C. 81 | 103 |
| | 3 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 75. | 60 |
| | | | Coll. Can. Cæsaraug. | 82 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 86 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C, 56. | 102 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 6 f. 137. | 128 |
| | | | Ivo Epist. 242 | 130 |
| | 4 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 71 | 59 |
| | 5 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 9 | 53 |
| | 6 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 74 | 59 |
| | 7 | - | Coll. Can. Cæsaraug. | 82 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 85 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 35 | 102 |
| | | | Ivo Epist. 148. | 129 |
| | 11 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 10 | 53 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 86 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 272 | 104 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 125. | 111 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 6 f. 129 | 127 |
| | 12 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 136 | 66 |
| | 13 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 135 | ib. |
| | 15 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 61 | 58 |



Digitized by Google

## (XI. Julianii Epitome Novellarum.)

| | | | | §. |
|---|---|---|---|---|
| Const. 36 | C. 22 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 93 | 61 |
| — | —23 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 126 | 111 |
| | 24 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 16 | 54 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 86 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 273 | 105 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 127 | 112 |
| | | | Ivo Panorm. L. 6 f. 129 | 127 |
| | 24. 25 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 91 |
| | 25 | - | Coll. Can. Cæsaraug | 82 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 57 | 103 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 128 | 112 |
| | 27 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 273 | 105 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 129 | 112 |
| | | | Ivo Panorm. L. 6 f. 129 | 127 |
| | 29 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 188 | 48 |
| | | | Ivo Decr. L. 6 C. 422 | 100 |
| 37 | 2 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 12 | 53 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 312 | 105 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 130 | 112 |
| 41 | 2 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 131 | 112 |
| | | | Ivo Panorm. L. 5 f. 107 | 124 |
| 44 | 3 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 80 | 60 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI. | 91 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 132 | 112 |
| 45 | 1 | - | Ivo Decr. L. 8 C. 37 | 102 |
| | | | Ivo Panorm. L. 6 f. 128 | 127 |
| | | | Ivo Epist. 188 | 130 |
| 47 | 3 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 133 | 112 |
| 48 | 1 | - | Collat. Can. Anselmo ded. 7. 8 | 53 |
| | 2 | - | Coll. Can. Cæsaraug | 81 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 83 |
| (— | — ) | - | Capit. a. 865 C. 6 | 5 |
| 51 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 197 | 49 |
| | 2 | - | Ivo Decr. L. 6 C. 423 | 100 |
| 52 | | - | (Ben. Lev.) Capit. 5. 383 | 7 |
| | | | (Ben. Lev.) Cap. 6. 102 | 8 |
| 52 | 1 | - | Ivo Decr. L. 6 C. 424 | 100 |
| 54 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 69 | 59 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 134 | 112 |
| 61 | 1 | - | (Ben. Lev.) Capit. 5. 382 | 7 |
| | 2 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 296 | 44 |

Digitized by Google

§.

(XI. Juliani Epitome Novellarum.)

| | | | | §. |
|---|---|---|---|---|
| Const. 61 C. | 3 | - | Coll. Can. Cæsaraug. | 81 |
| 65 | 11 | - | Coll Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 135 | 112 |
| 66 | 1 | - | Ivo Decr. L. 16 C. 136 | ib. |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 106 | 123 |
| | 12 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | 2 | - | Ivo Decr. L. 16 C. 137 | 113 |
| | 5 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 65 | 51 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 138 | 113 |
| | 9 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 81 | 60 |
| | 10 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 139 | 113 |
| | 12 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 67 | 59 |
| 67 | 1 | - | Ivo Decr. L. 8 C. 36 | 102 |
| | | | -Ivo Decr. L. 16.C. 140. 141 | 113 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 6 f. 227 | 127 |
| | 1. 4 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | 4 | - | Coll. Can. Cæsaraug. | 82 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 86 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 44 | 102 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 142 | 113 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 6 f. 122 | 127 |
| | | | Ivo Epist, 148. 167 | 129 |
| 69 | 2 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 143 | 113 |
| | 6 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 305 | 45 |
| 70 | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 141 | 52 |
| | | | Ivo Decr. L. 6 C. 426 | 100 |
| | | | Ivo Decr. L. 7 C. 158 | 101 |
| 71 | | - | (Ben. Lev.) Capit. 6 101 | 8 |
| | 1 | - | Coll. Can. Anselmo ded. P. 12 | 67 |
| | | | Ivo Decr L. 2 C. 32 | 106 |
| (72 | 1 | - | Form. Andegav. C. 20. 23 | 19 |
| | | | Marculf. L. 2 C. 32. 34 | 20 |
| | | | Append. Marculf. C. 8 et 13 | ib. |
| | | | Form. Sirmond. C. 12 | 21 |
| | | | Form. Baluz. C. 43 | 23 |
| | | | Form. Lindenbrog. C. 88 et 96 | ib. |
| | 2 | - | Coll. Can. An. sec. XI. | 87 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 63 | 107 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 144 | 113 |
| | 3 | - | Coll. Can. Cæsaraug. | 82 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 57 | 103 |
| | 3. 4 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 145 | 113 |

Digitized by Google

## (XI. Juliani Epitome Novellarum.)

| | | | | §. |
|---|---|---|---|---|
| | Const. 73 C. | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 136 | 51 |
| | | | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 26 | 72 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 146 | 113 |
| | 1. 2. 3. | | (Ben. Lev.) Capit. 5. 378 | 6 |
| | 3 | - | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 26 | 72 |
| 74 | 4 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 89 | 61 |
| 75 | 3 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 294 | 44 |
| 76 | 3 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 78 | 60 |
| | 5 | - | Ivo Decr. L. 16 C. 147 | 114 |
| | 5. 12 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | 12 | - | Ivo Decr. L. 16 C. 148 | 114 |
| | 14 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 86 | 61 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 4 C. 192 L. 16 C. 149 | 99. 114 |
| | 15 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 88 | 61 |
| | 77 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 250 | 26 |
| | | | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 192 | 48 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 85 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | | Ivo Decr. L. 6 C. 427 | 101 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 150 | 114 |
| | 2 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 251 | 46 |
| | 82 | 12 - | Coll. Can. An. sec. XI | 93 |
| | | | Ivo Decr. L. 8 C. 60 | 103 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 151 | 114 |
| | (— | — ) - | Append. Marculf. C. 52 | 21 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 6 f. 126 | 127 |
| | 83 | 1 - | Hincm. Opp. T. 2 p. 501 | 40 |
| | | | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 41 | 56 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 93 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 152 | 114 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 107 | 123 |
| | 1. 2 | - | Coll. Can. Cæsaraug. | 79 |
| | 4. | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 42 | 56 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 153 | 114 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 107 | 123 |
| | 4. 5 | - | Coll. Can. Cæsaraug | 79 |
| | | | Coll. Can. An. sec. XI | 93 |
| | 5 | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 43 | 56 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 154 | 114 |
| | | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 107 | 124 |
| | 6 | - | Coll. Can. Anselm. ded. 7. 44 | 56 |
| | | | Ivo Decr. L. 16 C. 155 | 114 |
| | 6. 7 | - | Coll. Can. An. sec. XI | 93 |

Digitized by Google

## (XI. Juliani Epitome Novellarum.)

| | | | §. |
|---|---|---|---|
| Const. 83 C. | 7 - | Coll. Can. Cæsaraug | 79 |
| | | Ivo Decr. L. 16 C. 156 | 114 |
| | | Ivo Pannorm. L. 5 f. 106 | 123 |
| 85 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 56 | 58 |
| 87 | 1 - | Coll. Can. An. sec. XI | 92 |
| | | Ivo Decr. L. 8 C. 274 et L. 16 C. 157 | 105. 115 |
| | | Ivo Pannorm. L. 6 f. 129 | 128 |
| 91 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 131 | 65 |
| | 2 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 132 | ib. |
| | | Coll. Can. An. sec. XI | 98 |
| 102 | 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 12 | 67 |
| | | Coll. Can. An. sec. XI | 93 |
| | | Ivo Decr. L. 16 C. 158 | 125 |
| 106 | 1 - | Ivo Decr. L. 4 C. 193 | 99 |
| 107 | - | Form. et Gl. L. Long. | 36 |
| (— 107 | —) - | L. Rotharis. 168. 169. 170 | 33 |
| | 5 - | Coll. Can. An. sec. XI | 87 |
| | | Ivo Decr. L. 13 C. 90 | 107 |
| 107 | 6 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 70 | 59 |
| — 108 — | 1 - | Ivo Decr. L. 16 C. 160 | 115 |
| | 2 - | Coll. Can. Ans. ded. 7. 92 | 61 |
| | 7 - | Ivo Decr. L. 8 C. 109 | 103 |
| | | Ivo Decr. L. 16 C. 159 | 115 |
| | 7. 8 - | Coll. Can. An. sec. XI | 93 |
| | 8 - | Ivo Decr. L. 8 C. 110 | 104 |
| | 14 - | Coll. Can. An. sec. XI | 86 |
| | | Ivo Decr. L. 8 C. 111 | 104 |
| | | Ivo Decr. L. 16 C. 161 | 115 |
| | | Ivo Epist. 280 | 130 |
| | 15 - | Coll. Can. An. sec. XI | 93 |
| | | Ivo Decr. L. 8 C. 112 | 104 |
| | | Ivo Decr. L. 16 C. 162 | 115 |
| — 109 — | - | Quæst. ac Mon. Long. | 35 |
| | 1 - | Joannis VIII. Epist. 129. | 38 |
| | 3 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 53. 54 | 57 |
| (— 110 —) | - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 15 | 54 |
| | 2 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 63 | 58 |
| — 111 — | 1 - | L. 1 Henrici II. Long. | 34 |
| | 3 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 134 | 51 |
| (— — | 4) - | L. Long. Lud. Pii 55 | 34 |
| | 7 - | Abbon Floriac. Coll. Can. C. 26 | 72 |
| — 114 — | 3 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 137 | 66 |
| — 115 — | 2 - | Col. Can. Anselmo ded. 2. 293 | 44 |
| | | Anselm. Lucens 6. 3 | 76 |
| | 3 - | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 245 | 46 |
| | 4 - | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 13. | 71 |

Digitized by Google

## (XI. Juliani Epitome Novellarum.)

| | | | §. |
|---|---|---|---|
| Const. 115 C. | 7 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 292 | 44 |
| | 7 - | Coll. Can. Anselmo ded. 4. ult. | 47 |
| | 8 - | (Ben. Lev.) Capit. 6. 124 | 9 |
| | | Addit. Capitular. 3. 46 et 47 | 17 |
| | | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 186 | 48 |
| | 9 - | Abbon. Floriac. Coll Can. C. 45. | 72 |
| | 9. 10 - | Coll. Can. An. sec. XI. | 84 |
| | | Ivo Decr. L. 5 C. 369 | 100 |
| | 10 - | (Ben. Lev.) Capit. 5. 390 | 7 |
| | | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 46 | 72 |
| | | Burchard. Worm. Decr. 1. 168 | 73 |
| | 11 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 440 | 39 |
| | | Coll. Can. Anselmo ded. 1. 295 | 44 |
| | 12 - | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 243 | 46 |
| | 13 - | Addit. Capitular. 3. 53 | 17 |
| | | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 302 | 45 |
| | | Coll. Can. An. sec. XI | 84 |
| | | Ivo Decr. L. 5 C. 370 | 100 |
| | 14 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 304 | 45 |
| | 15 - | Joannis VIII. Ep. 129 | 38 |
| | | Hincmari Opp. T. 2 p. 509 | 40 |
| | | Coll. Can. Anselm. ded. 2. 300 | 45 |
| | | Abbon. Floriac Coll. Can. C. 36 | 72 |
| | | Coll. Can. An. sec. XI. L. 10 | 78 |
| | | Coll. Can. An. sec. XI | 84 |
| | | Ivo Decr. L. 14 C. 42 | 107 |
| | | Ivo Panorm. L. 5 f. 119 | 126 |
| 115 | 16 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 299 | 44 |
| | | Burchard. Worm. D. L 1. C. 202 | 73 |
| | | Ivo Decr. L. 5 C. 371 | 100 |
| | 17 - | Hincmari Opp. T. 2. p. 710 | 40 |
| | | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 301 | 45 |
| | | Burchard. Worm. Decr. L. 1 C. 184 | 73 |
| | 18 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 179 | 47 |
| | 19 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 181 | ib. |
| | 20 - | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 246 | 46 |
| | 21 - | Concil. Ticin. c. a. 1022 | 42 |
| | 22 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 182 | 47 |
| | 23 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 133 | 51 |
| | | Anselm. Lucens 6. post C. 209 | 76 |
| | 24 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 187 | 48 |
| | 25 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 183 | 47 |
| | 26 - | Hincmari Opp. T. 2. p. 587. | 40 |
| | 27 - | Hincmari Opp. T. 2. p. 799. | 41 |
| | | Coll. Canon. An. sec. XI. | 98 |

Digitized by Google

§.

(XI. Juliani] Epitome Novellarum.)

| | | |
|---|---|---|
| Const. 115 C. 28- | Capit. incerti a. C. 2 | 6 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 184 | 47 |
| | Ivo Panorum. L. 3 f. 79 | 122 |
| 29 - | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 185 | 48 |
| 30 - | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 11 | 71 |
| | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 32 | 72 |
| 31 - | Coll. Can. Anselmo. ded. 5. 198 | 49 |
| 33 - | (Ben Lev.) Cap. 6. 123 | 9 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 247 | 46 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 190 | 48 |
| 33. 34 - | Abbon. Flor. Coll. Can. C. 48 | 72 |
| 34 - | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 248 | 46 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 191 | 48 |
| 35 - | Coll. Can. Anselmo ded. 3. 249 | 46 |
| | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 48 | 72 |
| 36 - | Coll. Can. Ans. ded. 3. 244 | 46 |
| 37 - | Coll. Can. Anselmo ded. 1. 133. | 44 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 193 | 48 |
| 37. - | 38 - Abbon Floriac. Coll. Can. C. 47 | 72 |
| 38 - | Coll. Can. Anselmo ded. 1. 132 | 43 |
| 39 - | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 47 | 72 |
| 44 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 297 | 44 |
| 47 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 298 | ib. |
| 49 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 787. | 41 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 5. 189 | 48 |
| 50 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 303 | 45 |
| 52 - | (Ben. L.) Capit. 6. 129 | 9 |
| | Addit. Capitular. 3. 28 | 17 |
| 54 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 114 | 49 |
| | Abbon Floriac. Coll. Can. C. 14 | 72 |
| 55 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 115 | 49 |
| 56 | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 118 | 50 |
| 57 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 119 | ib. |
| 58 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 120 | ib. |
| 59 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 121 | ib. |
| 60 - | Addit. Capitular. 3. 69 | 17 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 122 | 50 |
| 61 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 123 | ib. |
| 62 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 125 | ib. |
| 63 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 126 | ib. |
| 64 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 127 | ib. |
| | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 22 | 72 |
| 65 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 137 | 51 |
| | Anselmo Lucens. 6 post. C. 209 | 56 |
| 66 - | Coll. Can. Anselmo ded. 6. 138 | 52 |

Digitized by Google

§.

(XI. Juliani Epitome Novellarum.)

| | | |
|---|---|---|
| Const. 115 C. 67 - | (Ben. Lev.) Capit. 7. 387 | 7 |
| | (Ben. Lev.) Capit. 6. 100 | 8 |
| | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 23 | 54 |
| | Coll. Can. Cæsaraug | 83 |
| | Ivo Decr. L. 7 C. 143 | 101 |
| 68 - | (Ben. Lev.) Capit. 5. 388 | 7 |
| 68. - 69 | Coll. Can. Anselmo ded. P. 12 | 67 |
| — 119 — 1 - | Petrus 1. 2 | 24 |
| | Coll. Can. Anselm. ded. 3. 242 | 46 |
| | Ivo Decr. L. 4 C. 115. | 98 |
| 2 - | Coll. Can. Anselmo ded. 1. 129 | 43 |
| 3 - | Coll. Can. Anselmo ded. 1. 130 | ib. |
| 4 - | Coll. Can. Anselmo ded. 1. 131 | ib. |
| 5 - | (Ben. Lev.) Cap. 6. 109 | 8 |
| | Abbon. Floriac. Coll. Can. C. 5 | 71 |
| 6 - | (Ben. Lev.) Cap. 5. 389 | 7 |
| (— — 6) - | Docum. Francic. a. 816 / Docum. Francic. a. 835 | 18 |
| 17 - | Hincmari Opp. T. 2 p. 799 | 41 |
| | Coll. Can Anselmo ded. 2. 306 | 45 |
| 18 - | Coll. Can. Anselmo ded. 2. 307 | ib. |
| — 122 — 1 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 79 | 60 |
| | Coll. Can. An. sec. XI. L. 10 | 78 |
| 2 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 82 | 60 |
| 3. 4 - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 83 | ib. |
| (— 124 —23) - | Coll. Can. Anselmo ded. 7. 21 | 54 |


FIN DU TOME SECOND.

Digitized by Google

# TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Pages.

PRÉFACE. i

CHAPITRE VII.

Droit romain dans le royaume de Bourgogne. 1
I. Recueil des lois bourguignonnes. 2
II. Recueil des lois romaines (le Papien). 8

CHAPITRE VIII.

Droit romain dans le royaume des Visigoths. 30
I. Les lois romaines (le Breviarium). *Id.*
II. Lois des Visigoths. 54

CHAPITRE IX.

Droit romain dans le royaume des Francs. 67
I. Lois des Germains. *Id.*
A. Lois des Bavarois. 68
B. Lois des Allemands. 76
C. Lois des Ripuaires. *Id.*
D. Capitulaires. *Id.*
II. Documens. 85
A. Royaume des Visigoths après la première conquête. 86
B. Royaume des Visigoths après la deuxième conquête. 91



Digitized by Google

Pages.
C. Royaume des Bourguignons. 93
D. Premier établissement des Francs. 95
III. Enseignement du droit. 100
Recueils de formules. 102
Petri exceptiones Legum Romanorum. 109
Résumé. 131

CHAPITRE X.

Droit romain en Angleterre. 134

CHAPITRE XI.

Droit romain dans le royaume des Ostrogoths. 138

CHAPITRE XII.

Droit romain en Italie sous la domination grecque. 146

CHAPITRE XIII.

Droit romain en Italie sous le pape et l'Empereur. 165

CHAPITRE XIV.

Droit romain dans le royaume des Lombards. 169
I. Lois lombardes. *Id.*
II. Documens. 181
III. Enseignement du droit. 192
Brachylogus. 204
Résumé. 220

CHAPITRE XV.

Droit romain conservé par le clergé. 224
I. Pièces détachées. 225
II. Recueils de droit. 234

Digitized by Google

## APPENDIX.

Pages.

I. Glose sur les Institutes. 257

II. Petri Exceptiones legum Romanarum. 307

III. Tables des passages de droit romain :

1° D'après l'ordre des sources du moyen âge citées dans cet ouvrage. 417

2° D'après l'ordre des sources du droit romain. 449

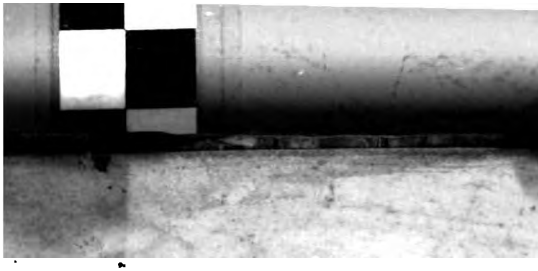
FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google